

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°210

SEPTEMBRE 2002

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Somamire

- **FACE À LA MENACE DE LA GUERRE EN IRAK LE PDK ET L'UPK ADOPTENT UNE STRATÉGIE COMMUNE**
- **SADDAM HUSSEIN DÉCLARE ACCEPTER « LE RETOUR SANS CONDITIONS » DES INSPECTEURS**
- **TURQUIE : CAMPAGNE ÉLECTORALE MOUVEMENTÉE**
- **L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE CRITIQUE LA TURQUIE POUR LA NON APPLICATION DES DÉCISIONS JURIDIQUES EUROPÉENNES ET DEMANDE UN NOUVEAU PROCÈS POUR LES DÉPUTÉS KURDES**
- **AINSI QUE....**

FACE À LA MENACE DE LA GUERRE EN IRAK LE PDK ET L'UPK ADOPTENT UNE STRATÉGIE COMMUNE

POUR éviter d'être confrontés en ordre dispersé à une guerre susceptible de définir pour plusieurs décennies l'avenir politique de l'Irak les deux principaux partis kurdes irakiens ont, au cours des derniers mois, intensifié leurs consultations afin d'éliminer les derniers obstacles se dressant sur la voie de leur coopération.

Le 8 septembre une rencontre au sommet a réuni à Shaqlawa Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) qui sont convenus des grandes lignes de leur coopération future. Quatre comités techniques conjoints ont été mis en place pour discuter des modalités et du calendrier de cette coopération dans

les domaines politique, militaire, économique et des relations extérieures.

Le 26 septembre, le comité politique conjoint réuni à Salahaddine, au siège du bureau politique du PDK, est parvenu à un large accord sur des questions depuis longtemps en suspens.

Dans une déclaration à la chaîne de télévision kurde satellitaire, KurdSat, contrôlée par l'UPK, Hoshyar Zibari, chef de la délégation du PDK, a indiqué que le comité conjoint avait travaillé pour parvenir à l'unification

des positions des deux partis concernant les développements de la situation irakienne, les relations avec les pays frontaliers, avec l'Irak, avec l'opposition irakienne et avec la communauté internationale. Selon lui « la réunion s'est déroulée dans un climat positif. Il y avait une bonne entente sur toutes les questions de part et d'autre ».

De son côté, le chef de la délégation de l'UPK dans le comité politique conjoint, Adnan Mufti, a déclaré à KurdSat : « nos points de vue étaient similaires dans une large mesure. Nous avons uni nos positions et nous avons une orientation unique en ce qui concerne les diverses possibilités et les développements potentiels. Nous devrions unir nos volontés aux niveaux local, régional et international de manière à servir les intérêts de notre peuple et ceux de nos voisins. Cela devrait aussi être en accord avec l'aspiration de notre peuple à ce que les Kurdes (d'Irak) devraient avoir une attitude commune sur tous les développements possibles ».

Conformément à la décision prise par les leaders des deux partis, lors de leur rencontre du 8 septembre, le Parlement du Kurdistan est appelé à se réunir le 4 octobre au grand complet, avec la participation de tous les députés de l'UPK. Il s'agit d'un progrès majeur dans l'application de l'accord de Washington de septembre 1998 entre les deux formations kurdes sous l'égide de la secrétaire d'Etat américaine, Mme Madeleine Albright. Ce parlement élu en mai 1992, par près d'un million d'électeurs, avait dû interrompre ses travaux pendant la période d'affrontements inter-Kurdes de 1994-1996. Après sa prise d'Erbil, le PDK avait, fin 1996, rétabli ce parlement avec la participation de 67

de ses 105 membres. Cependant la grande majorité des députés de l'UPK avait refusé d'y siéger.

La réunion du 4 octobre va donc permettre de réunir tous les députés. A son ordre du jour : préparation d'une nouvelle loi électorale pour la tenue d'élections dans un délai de six à neuf mois ; adoption d'un projet

kurde de fédéralisme, adoption d'une constitution du Kurdistan.

La mise en place d'un Gouvernement régional réunifié devrait prendre plus de temps. Elle devrait, en principe, intervenir au lendemain des élections parlementaires futures.

SADDAM HUSSEIN DÉCLARE

ACCEPTER « LE RETOUR SANS CONDITIONS » DES INSPECTEURS

PRES la relative trêve estivale consacrée à ses débats internes, l'administration



américaine a relancé début septembre sa pression diplomatique et militaire contre le régime irakien.

Le 7 septembre le président Bush a longuement reçu son plus fidèle allié, le Premier ministre britannique Tony Blair, dans sa résidence de Camp David, pour mettre au point les plans d'une éventuelle intervention militaire conjointe en Irak. A l'issue de leur réunion, les deux hommes ont répété d'une seule voix que « l'inaction n'était pas une politique envisageable » et que la résolution du problème irakien était « un devoir vis-à-vis des générations futures ». Ils ont notamment insisté sur le risque nucléaire. George W. Bush a rappelé que lorsque l'Irak avait, en 1998, décidé de refuser l'accès aux inspecteurs de l'ONU « un rapport de l'Agence internationale d'énergie atomique avait établi que les Irakiens étaient à six mois de développer une arme atomique. Je ne vois pas de quelle preuve supplémentaire on a besoin ».

Quelques jours plus tard, le 12 septembre, à la tribune des Nations-unies, le président américain a consacré l'essentiel de son intervention à la question irakienne et a exhorté la communauté

internationale à « choisir entre un monde de peur et un monde de progrès ». Il a, à cette occasion, lancé un véritable ultimatum à l'Irak : « Si le régime irakien souhaite la paix, il révélera, retirera et détruira immédiatement et sans condition toutes ses armes de destruction massive, tous ses missiles longue portée et tous les matériels les accompagnant. Si le régime irakien souhaite la paix il mettra immédiatement fin à toute soutien au terrorisme et agira pour le supprimer comme tous les pays doivent le faire conformément aux résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies ». Rappelant qu'en 1991 l'Irak avait déjà promis aux inspecteurs de l'ONU « un accès immédiat et sans limites », qu'il avait « violé cette promesse passant plus de sept ans à tromper, fuir et harceler les inspecteurs de l'ONU avant de cesser toute coopération », G. Bush a ajouté : « Le régime de Saddam Hussein représente un grave danger, suggérer le contraire revient à nier l'évidence. Croire à la bonne foi de ce régime revient à prendre un pari fou sur la vie de millions d'êtres humains et sur la paix mondiale. Et c'est un risque que nous ne devons pas prendre (...). Nous devons défendre notre sécurité ainsi que les droits inaliénables et les espoirs de l'humanité. Par tradition comme par choix, les Etats-

Unis le feront. Messieurs et Mesdames les délégués, vous avez aussi le pouvoir de le faire ».

Ce discours de fermeté, allié à l'accélération des préparatifs militaires, ne tarda pas à faire fléchir le régime irakien. Après avoir, par la voix de Tareq Aziz, rejeté toute possibilité de retour des inspecteurs, Bagdad a finalement décidé de changer de position. Dans la nuit du 16 au 17 septembre, le ministre irakien des Affaires étrangères, Naji Sabri, a fait savoir à l'ONU que les inspecteurs de désarmement pouvaient revenir sans condition.

Ce « geste tactique » destiné à gagner du temps et à diviser le Conseil de sécurité a immédiatement été considéré comme « manœuvre dilatoire vouée à l'échec » par Washington tandis que pour le ministre français de Affaires étrangères « il faut prendre Saddam Hussein au mot ».

Les transactions sur la rédaction d'une nouvelle résolution définissant plus clairement le mandat de la mission des inspecteurs et les conséquences du non-respect par l'Irak de sa énième promesse de coopération ont repris à New York au siège de l'ONU. Les Etats-Unis qui se disent résolus à agir seuls si l'ONU décide de ne rien faire comme la Société des Nations face au péril hitlérien dans les années 1930 préparent un texte ferme dont le non-respect entraînerait l'usage de la force. La France, soutenue par la Russie et la Chine, est contre l'automatisme du recours à la force et plaide pour un processus en deux étapes, d'abord une résolution sur le retour des inspecteurs avec un calendrier précis. Si ceux-ci sont empêchés par les Irakiens d'effectuer en toute

liberté leur mission, le Conseil de sécurité doit se réunir pour examiner la situation et voter éventuellement une nouvelle résolution autorisant le recours à la guerre.

La plupart des pays arabes soutient l'approche française tandis que l'Union européenne reste désunie sur cette question. L'Espagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, le Danemark et les Pays-Bas soutiennent Washington et l'Allemagne où l'électorat pacifiste est important se dit opposée à une guerre contre l'Irak en toute hypothèse.

Au sommet de l'OTAN, réuni le 24 septembre à Varsovie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont accru leurs pressions sur leurs alliés européens pour les rejoindre dans leur action contre l'Irak. Le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson a invité les membres de l'OTAN à réfléchir sur l'élaboration d'une stratégie préventive contre « des terroristes criminels et des Etats criminels ».

Enfin, le président américain a soumis, au Congrès, un projet de résolution qui, s'il était voté,

autoriserait à recourir à la guerre contre le régime irakien. Ce texte, dont des extraits ont été publiés par le *Herald Tribune* du 20 septembre, affirme notamment que « l'Irak persiste dans la violation des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies en continuant de s'engager dans la répression brutale de ses populations civiles, y compris le peuple kurde, menaçant ainsi la paix internationale et la sécurité dans la région », que « l'Irak reste en violation matérielle et inacceptable de ses obligations internationales, entre autres choses, en continuant de posséder et de développer une capacité importante d'armes chimiques et bactériologiques, en recherchant activement une capacité en armes nucléaires, en soutenant et abritant des organisations terroristes, continuant ainsi à menacer les intérêts de la sécurité nationale des Etats-Unis et de la paix et de la sécurité internationale, (...) et autorise le président à « utiliser tous les moyens qu'il estime appropriés, y compris la force, pour appliquer les résolutions du Conseil de Sécurité (...) et les intérêts de sécurité nationale des Etats-Unis contre la menace posée par l'Irak et restaurer la paix internationale et la sécurité dans la région ».

TURQUIE : CAMPAGNE ÉLECTORALE MOUVEMENTÉE

LA Turquie se prépare aux élections législatives du 3 novembre à coup de procès destinés à écarter de la course des candidats indésirables pour l'establishment politico-juridique nationaliste du pays.

Ainsi, le 16 septembre, la 8^{ème} Chambre de la Cour de cassation

turque a, confirmé l'arrêt de la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir N° 3, en interdisant la participation aux élections de Recep Tayyip Erdogan, leader du parti de la Justice et du Développement (AKP-islamiste), en tête des sondages électoraux avec 25 % des intentions de vote. L'ancien maire d'Istanbul, condamné sur le fondement de l'article 312 du code pénal turc sanctionnant « l'incitation à

la haine ", avait pourtant purgé sa peine de prison et l'article controversé avait été réformé par le parlement turc. Or, le procureur près de la Cour de Cassation, Sabih Kanadoglu, proche de la haute hiérarchie militaire, a interjeté appel contre la décision d'une autre Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir, le n°4, qui avait rendu une décision favorable à Erdogan. Il a pu ainsi, grâce à une justice aux ordres, entraver la carrière politique du populaire leader de l'AKP.

Sans partager les opinions, au demeurant modérées, du leader de la première formation politique du pays, beaucoup de commentateurs, citant Voltaire et le principe de la liberté d'expression y compris pour ses adversaires, se sont indignés de ce verdict. Même une partie de la classe politico-médiatique, dont Hikmet Sami Turk, ancien ministre turc de la Justice, a ouvertement critiqué l'arrêt de la Cour de cassation et des observateurs n'hésitent pas à dénoncer la législation turque, en l'espèce l'article 76 de la Constitution qui interdit la candidature aux élections de toute personne condamnée sur la base d'" incitation du peuple au délit et crime ", même en cas d'amnistie de l'intéressé.

" La chose la plus triste dans un pays est le fait de soumettre la justice aux ordres de la politique. Et la chose la plus grande pour un pays c'est le fait d'assujettir la politique à la justice ", écrit, le 18 septembre, Cüneyt Ulsever dans le quotidien *Hurriyet*. Oktay Eksi, éditorialiste en chef du même quotidien souligne : " Savez-vous combien de personnes siégeant au Parlement ont été auparavant condamnées pour des crimes interdisant la députation, meurtres compris, et qui ont, à leur sortie de prison, demandé et

obtenu des tribunaux la jouissance de leurs droits ? Selon nos observations, pas moins de vingt... "

De son côté, le Haut Conseil électoral turc a, le 20 septembre, interdit à R. T. Erdogan, à l'ancien Premier ministre pro-islamique Necmettin Erbakan, à Murat Bozlak, chef du parti démocratique du peuple (DEHAP-pro-kurde), ainsi qu'au plus célèbre militant turc des droits de l'Homme, Akin Birdal, de se présenter aux élections du 3 novembre prochain.

Dans un communiqué de presse, le Haut Conseil Electoral, dont le verdict est sans appel, annonce qu'il " a décidé à la majorité des voix de rejeter la candidature de M. Erdogan aux élections " et à " l'unanimité " pour celles de MM. Bozlak et Birdal. Par ailleurs, en ce qui concerne la liste du parti démocratique du peuple (DEHAP-pro-kurde), le conseil électoral a opposé son veto à plus d'une quinzaine de candidats.

" Les minarets sont nos baïonnettes, les coupoles nos casques et les mosquées nos casernes " ; ces vers, tirés d'un poème de l'auteur de l'hymne national turc, scandés par M. Erdogan à l'occasion d'un meeting politique, sont à l'origine de sa condamnation. Le conseil électoral a suivi l'opinion de plusieurs tribunaux qui ont estimé que M. Erdogan, 48 ans, condamné en 1998 pour " incitation à la haine religieuse " et emprisonné pendant quatre mois, ne pouvait se prévaloir d'une récente amnistie pour se présenter à la députation. M. Erdogan avait défendu sa candidature comme légitime en raison de récents amendements du code pénal. Sa formation a fait appel devant la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg pour demander la suspension de

l'exécution de ladite décision, mais celle-ci a d'ores et déjà déclaré irrecevable la requête.

Le DEHAP est le seul parti pro-kurde à se présenter aux élections après la décision du parti de la démocratie du peuple (HADEP) de se saborder à son profit. Le HADEP — accusé de " liens organiques " avec le PKK — craignait en effet de se voir interdire par la justice turque juste avant le scrutin. Outre le HADEP, deux autres petits partis de gauche vont présenter une liste commune sous la houlette du DEHAP, créé en 1997 juste avant la procédure en justice lancée contre le HADEP, une pratique courante en Turquie où l'Etat redoute la montée en puissance de partis pro-kurdes et islamistes. " Personne ne doit nous craindre, nous entrerons au parlement pour vraiment assurer la fraternité entre les peuples " kurde et turc, assure pourtant M. Baydemir.

Le HADEP n'avait remporté aucun siège aux dernières élections en 1999 car il n'avait pu dépasser la barre de 10 % des voix nécessaires à l'échelle nationale pour obtenir une représentation au parlement. Le parti avait pourtant recueilli la majorité des voix dans la plupart des villes kurdes, notamment 46 % à Diyarbakir avec une population d'environ 1,3 million habitants. " Cette fois nous n'avons aucun doute : nous allons franchir les 10 % " à l'échelle nationale, explique M. Baydemir qui a dirigé l'Association turque des droits de l'Homme dans cette région. Et il assure qu'une fois élus, les députés kurdes s'abstiendront de provoquer des " tensions " à l'Assemblée et œuvreront pour " unir " le parlement et le peuple kurde. " La région a beaucoup changé pour le mieux depuis les dernières élections mais beaucoup reste encore à faire ", relève pour sa part M. Urkut. Il craint toutefois une détérioration de

l'atmosphère à l'approche des élections, surtout dans les zones rurales où " les militaires menacent les paysans de brûler leurs maisons s'ils votent pour le parti î pro-kurde. Toutefois, " si des irrégularités n'entachent pas le scrutin, nous franchirons la barre î des 10 %, ajoute M. Urkut confiant.

Par ailleurs, quelques personnalités kurdes se présentent en candidats indépendants à ces élections, comme l'ex-député Abdul Melik Firat et Mehmet Ali Aslan, ex-président du parti ouvrier de Turquie (TIP).

Les partis membres de la coalition gouvernementale —ANAP, DSP et MHP— craignent d'être sanctionnés par la grave crise économique et sociale des dernières années qui a plongé une grande partie de la population dans la misère. Selon des sondages, aucun d'entre eux ne pourrait franchir la barre des 10%. Le parti républicain du peuple (CHP) absent du parlement de la législature sortante pourrait capter une partie du mécontentement populaire et servir de pôle de rassemblement à l'électorat du centre gauche.

L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE CRITIQUE LA TURQUIE POUR LA NON APPLICATION DES DÉCISIONS JURIDIQUES EUROPÉENNES ET DEMANDE UN NOUVEAU PROCÈS POUR LES DÉPUTÉS KURDES

UN rapport élaboré par Erik Jurgens, membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe félicite les " modifications apportées récemment par la Turquie à sa Constitution et à sa législation ", mais " regrette cependant que nombre de problèmes importants n'aient toujours pas été résolus, notamment le paiement des indemnités ordonnées par la Cour, le rejugement ou le rétablissement des droits civils et politiques des requérants condamnés à l'issue de procès inéquitables, la liberté d'expression et les dispositions à prendre pour éviter de nouvelles violations par les forces de sécurité - en particulier des articles de la Convention sur le droit à la vie et l'interdiction de la torture î

La Commission note également avec beaucoup d'inquiétude le refus persistant de la Turquie de respecter les arrêts de la Cour dans l'affaire Loizidou, c'est-à-dire d'indemniser

une ressortissante chypriote qui n'a plus accès à ses biens situés dans la partie nord de Chypre. Elle estime que ce refus témoigne " du mépris manifeste de la Turquie pour ses obligations internationales ". Le Comité des Ministres est invité à envisager, entre autres mesures, de saisir la somme due sur la contribution de la Turquie au Conseil de l'Europe.

Par ailleurs, à la suite du rapport intitulé *mise en œuvre des décisions de la Cour européenne des Droits de l'Homme par la Turquie*, une résolution a été adoptée [Discussion par l'Assemblée le 23 septembre 2002 (25ème séance) (voir Doc. 9537, rapport de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, rapporteur: M. Jurgens). Texte adopté par l'Assemblée le 23 septembre 2002 (25ème séance)]. Voici de larges extraits de ce texte disponible dans son intégralité sur le site de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : (www.assembly.coe.int/Mainf.asp)

" En dépit des progrès réalisés récemment, [la commission] ne peut que déplorer qu'un certain nombre de problèmes importants n'aient toujours pas été résolus. L'Assemblée renouvelle par conséquent l'appel déjà lancé aux autorités turques pour que celles-ci fassent rapidement en sorte que:

- les modalités de paiement de la satisfaction équitable respectent les arrêts de la Cour (90 affaires);
- La législation adoptée récemment sur la réouverture des procès reçoit un effet immédiat et devient applicable à toutes les affaires pendantes devant le Comité des Ministres pour contrôle d'exécution, afin qu'il puisse être remédié aux conséquences des violations constatées ;
- Une législation soit adoptée pour permettre l'effacement immédiat des conséquences des condamnations pénales emportant violation de la Convention, y compris par le rétablissement des droits civils et politiques des requérants (18 affaires relatives à la liberté d'expression);
- De nouvelles mesures d'ordre législatif soient prises rapidement pour garantir le respect de la liberté d'expression, notamment dans l'application de la législation antiterroriste;
- De nouveaux progrès soient accomplis afin d'empêcher, par l'approfondissement de la formation des membres des forces de sécurité et la mise en place de recours efficaces au pénal et au civil, que soient commises de nouvelles violations, notamment des articles 2 et 3 de la Convention (respect de la vie et interdiction de la torture) (38 affaires concernant l'action des forces de sécurité);
- Des mesures concrètes soient adoptées dans l'affaire Chypre c.

Turquie, en particulier pour régler le problème des personnes portées disparues, selon une procédure qui respecte la Convention, et pour mettre un terme aux violations des droits des Chypriotes grecs dans le nord de Chypre;

- Les amendements législatifs nécessaires, concernant l'affaire Zana, soient adoptés sans plus attendre."

De plus, l'Assemblée " déplore vivement que la nouvelle législation sur la réouverture des procès, adoptée par la Turquie en août 2002, écarte de manière explicite toute possibilité de se conformer

à l'arrêt de la Cour dans l'affaire Sadak, Zana, Dicle et Dogan, de sorte que les quatre requérants continueront à purger la peine de quinze années de prison qui leur a été infligée à l'issue d'un procès inéquitable. Elle appuie de tout son poids la ferme demande de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme tendant à ce qu'il soit remédié d'urgence à la situation des requérants, soit en rendant cette nouvelle législation immédiatement applicable à toutes les affaires pendantes, soit en prenant des mesures ad hoc en faveur des intéressés. S'il n'est pas remédié à cette situation, l'Assemblée examinera les conséquences d'un tel refus à sa session d'avril 2003 "

AINSI QUE

• **LE RAPPORT DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME SUR LES VIOLATIONS AU KURDISTAN POUR LES SEPT PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 2002.** L'Association turque des droits de l'homme (IHD) a, le 17 septembre, publié son rapport sur les violations des droits de l'homme commis dans les provinces kurdes pendant les sept premiers mois de l'année 2002. L'Association s'interroge sur le nombre très élevé des suicides dans la région et dénonce l'explosion de plus en plus fréquente des mines due au retour dans les villages non-déminés. Voici les principales données de ce rapport :

- Nombre de personnes placées en garde-à-vue : 2 412
- Nombre de personnes torturées ou victimes de sévices en détention : 149
- Nombre de victimes de mines : 14 morts et 38 blessés
- Nombre de fonctionnaires exilés

pour " menace aux intérêts de l'Etat dans la région sous état d'urgence (OHAL) " : 22

- Nombre de suicides : 88

• **UNE GRANDE EXPLOSION SECOUE BAGDAD.** Une grande explosion a eu lieu dans la capitale irakienne le 13 septembre au soir, selon l'hebdomadaire kurde indépendant, *Hawlati* du 23 septembre. L'explosion a eu lieu dans le quartier d'Al-Tarimiyah, au dépôt d'armes de Tubuk, où des armes lourdes sont stockées affirme le journal qui précise : L'explosion a secoué tout le quartier et les gens ont pensé que c'était une attaque des avions américains. Juste après l'explosion, les avions et les hélicoptères de combat du régime (irakien) sont arrivés sur place et on lancé des bombes incendiaires. D'après des estimations préliminaires, quatre personnes ont été tuées : premier lieutenant Isam Ali Shahir, officier de sécurité Jasim Khalaf, sergent major Ali Jawad et

Farhud nadim Abd, soldat. De nombreuses autres personnes auraient été blessées.

Selon le journal le feu a causé l'explosion de 250 boîtes de munitions Dashka, 1500 obus de tanks, 3500 grenades à main et 750 boîtes de fusées RPG, ainsi que d'autres explosifs. Jusqu'à présent personne n'est en mesure de dire si l'explosion a lieu de façon accidentelle ou bien si elle était le résultat d'une opération planifiée. Toujours selon *Hawlati*, « après l'explosion, qui a duré près d'une heure, les officiers des forces spéciales chargés de la sécurité ainsi que les officiers de l'armée du régime sont arrivés sur les lieux. Ils ont arrêté 11 hommes de service, y compris le capitaine Hasan Talal Mahdi et l'officier Jum'a Mahmud Hasan. Ils ont immédiatement été emmenés en un lieu inconnu ». [Source : Iraqi Kurdistan Dispatch — www.ikurd.info]

• **DEUX MEMBRES DU HADEP CONDAMNÉS À 45 MOIS DE PRISON.** Deux membres du parti de la Démocratie du Peuple (HADEP, pro-kurde) ont été condamnés le 4 septembre à 45 mois de prison par une Cour de Sûreté de l'Etat pour aide à Abdullah Ocalan. Les condamnés sont deux hauts responsables de la branche stambouliote du HADEP, formation elle-même menacée de fermeture par la justice pour " soutien au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) i.

Necla Yildirim et Abdulvahap Oner avaient été inculpés à l'automne dernier quand la police avait investi des locaux du HADEP dans le quartier de Küçükçekmece (banlieue de la rive européenne d'Istanbul) et y avait trouvé des portraits d'Ocalan accrochés au mur et des publications

interdites. Le juge a estimé que les suspects diffusaient de la propagande en faveur du PKK et les a condamnés pour " aide à une organisation terroriste ".

Le HADEP est menacé de fermeture pour " liens organiques " avec le PKK. Il a toutefois été admis parmi les formations autorisées à présenter des listes pour le scrutin législatif anticipé du 3 novembre prochain. Le HADEP est harcelé par les autorités qui emprisonnent ou interpellent régulièrement ses membres sous l'accusation de séparatisme. En mai dernier, une délégation de l'Union Européenne en visite en Turquie avait prévenu que " si le HADEP est fermé, ce sera un sérieux revers pour les relations entre l'UE et la Turquie ", alors que la Turquie a le statut de candidate à l'intégration de l'Union. Cette délégation avait estimé que les autorités turques n'avaient pas pu fournir de " preuve concrète " d'un lien entre ce parti et le PKK.

• **57 ÈME VICTIME DE LA GRÈVE DE LA FAIM.** Une détenue d'extrême gauche est décédée, le 10 septembre, en Turquie des suites de sa grève de la faim, portant à 57 le nombre de personnes décédées dans ce mouvement de protestation contre la détention dans des quartiers de haute sécurité, a annoncé l'Association indépendante de défense des droits de l'Homme.

Hamide Ozturk, 32 ans, a trouvé la mort dans un hôpital d'Istanbul. Elle effectuait une peine de prison de 12 ans pour son appartenance au Parti-Front révolutionnaire pour la libération du Peuple (DHKP-C), un mouvement marxiste interdit, mais avait été récemment transférée à l'hôpital après la dégradation de son état de santé.

Les prisonniers d'extrême gauche et leurs proches ont lancé leur mouvement en octobre 2000 pour protester contre leur transfert dans des cellules d'isolement où ils craignent d'être, à la merci de leurs gardiens. Les autorités pénitentiaires estiment que la détention dans les grands blocs où des centaines de prisonniers se côtoient sont incontrôlables et servent en fait de camp de formation idéologique.

• **INTERDICTION D'UN JOURNAL PRO-KURDE DANS LES PROVINCES KURDES DE DIYARBAKIR ET DE SIRNAK.** Les autorités turques ont interdit la distribution du journal pro-kurde *Yeniden Ozgur Gundem* dans deux provinces kurdes, a indiqué le 11 septembre le quotidien. Le journal, lancé la semaine dernière, a été interdit depuis le 10 septembre à Diyarbakir et Sirnak par le super-préfet de la région en état d'urgence, en vigueur depuis la fin des années 80 dans ces provinces. Ces autorités peuvent, sous ce régime dérogatoire, saisir ou interdire la distribution dans leur région de journaux afin d' " établir la sécurité et l'ordre publics ".

Un membre de la direction du journal, Delal Eren, a indiqué que la décision était intervenue après la publication d'articles rédigés par Abdullah Ocalan, condamné à la peine capitale en 1999. Le communiqué du journal regrette la décision " à un moment où la Turquie attend de l'Union européenne de lui fixer une date pour l'amorce des négociations d'adhésion ".

B. Yahnici, le numéro deux du parti ultra-nationaliste de l'Action nationaliste (MHP), partenaire du gouvernement turc et fermement

opposé aux droits culturels kurdes, avait appelé les autorités judiciaires à prendre des mesures contre le Premier ministre Bulent Ecevit au sujet des privilèges dont jouirait A. Ocalan. Le parti prétend qu'A. Ocalan a la capacité de communiquer des ordres et des instructions à ses sympathisants, et d'accorder des interviews à la presse étrangère depuis sa cellule de l'île-prison d'Imrali (nord-ouest), où il est le seul détenu. Ecevit serait donc " objectivement complice " d'Ocalan et à ce titre passible de prison pour " soutien à organisation terroriste " !

• **LA TURQUIE SIGNE AVEC LA FRANCE UN CONTRAT DE 400 MILLIONS DE DOLLARS POUR SA PATROUILLE MARITIME.** La société française Thales annonce, le 12 septembre, la signature avec le gouvernement turc, du contrat Meltem qui porte sur la fourniture de systèmes de patrouille et de surveillance maritimes à la marine et aux garde-côtes turcs. Le montant du contrat global est de l'ordre de 400 millions de dollars. Thales a été retenu comme fournisseur privilégié en 2001 et le contrat définitif a été signé le 6 septembre à Ankara par MM. Ali Dursun Ercan, sous-secrétaire d'Etat aux industries de défense (SSM), et José Massol, directeur général adjoint.

Le contrat Meltem porte sur la fourniture de neuf systèmes qui seront intégrés dans les avions CN 235 existants, après modification, et sur dix autres systèmes à intégrer sur de nouvelles plates-formes. Thales s'est engagé à faire participer l'industrie turque pour une part significative à la réalisation de ce contrat, notamment dans le domaine des hautes technologies. Cette participation va renforcer le partenariat qui existe déjà entre

Thales et l'industrie de défense turque.

Thales Systèmes Aéroportés est le premier fournisseur européen de systèmes de mission embarqués, de radars embarqués, d'électronique de missiles et de systèmes de guerre électronique navals, aériens ou terrestres.

• **TOUT EN ÉRADICANT LA CULTURE KURDE, LA TURQUIE ACCUEILLE 110 PAYS DE L'UNESCO POUR UN COLLOQUE SUR LE THÈME DE " PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL, MIROIR DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE.** La Turquie qui continue d'interdire des prénoms kurdes, qui traîne les pieds pour appliquer des réformes pourtant adoptées et persiste dans sa politique d'assimilation forcée des Kurdes, a accueilli les 16 et 17 septembre 2002 à Istanbul les représentants de 110 pays, dont 72 ministres de la culture sur le thème du " *patrimoine culturel immatériel, miroir de la diversité culturelle* ".

À l'issue de la table ronde des ministres de la culture et les représentants de 110 pays ont, le 18 septembre, décidé : " *de développer des politiques visant à l'identification, la sauvegarde, la promotion et la transmission du patrimoine culturel immatériel, en particulier grâce à des actions d'information et d'éducation* " Ils se sont engagés à " *veiller à ce que les expressions de ce patrimoine bénéficient d'une reconnaissance au sein des Etats pour autant qu'elles soient respectueuses des droits de l'homme universellement reconnus* ".

Le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, les ministres et participants ont adopté la

Déclaration d'Istanbul où ils s'engagent à " *promouvoir activement les principes énoncés dans la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle* ", adoptée à Paris en novembre 2001.

Dans cette Déclaration d'Istanbul, l'UNESCO est appelé à " *examiner la possibilité d'établir un fonds spécial* " pour défendre le patrimoine immatériel, composé de langues, rituels sociaux et religieux, chants, danses, formes de représentation théâtrale, techniques artisanales uniques en leur genre, qui font que les cultures se distinguent les unes des autres. " *Les expressions multiples du patrimoine culturel immatériel comptent au nombre des fondements de l'identité culturelle des peuples et des communautés, en même temps qu'elles constituent une richesse commune à l'ensemble de l'humanité. Profondément enracinées dans l'histoire locale et l'environnement naturel, incarnées entre autres dans une grande variété de langues qui sont autant de visions du monde, elles sont un facteur essentiel pour le maintien de la diversité culturelle, conformément à la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2001)* " ajoute la déclaration.

La Déclaration d'Istanbul ajoute : " *une convention internationale appropriée [...] pourrait marquer une étape positive* " dans la poursuite de cet objectif. Une réunion intergouvernementale d'experts est prévue en vue d'entreprendre l'élaboration d'un avant-projet de cette convention.

Pour accéder au texte intégral de la Déclaration d'Istanbul: http://portal.unesco.org/culture_roundtable

• **LANCEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'OLÉODUC BAKOU-TBILISSI-CEYHAN.** Les

premiers coups de pioche de la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) qui transportera le pétrole azerbaïdjanais de la Caspienne vers un terminal turc de la Méditerranée, ont été donnés le 18 septembre près de Bakou. Les présidents azerbaïdjanais Heydar Aliiev, géorgien Edouard Chevardnadzé et turc Ahmet Necdet Sezer ont assisté à la pose d'un premier tuyau d'acier dans une tranchée près du terminal pétrolier de Sangatchal, point de départ du pipeline qui doit être achevé en 2005. " *À partir de ce moment, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan prend forme* ", a déclaré le président Aliiev.

Une fois achevé, l'oléoduc transportera un million de barils par jour. Il s'étendra sur 1.750 km, de la côte azerbaïdjanaise de la Caspienne jusqu'au nouveau terminal turc de Ceyhan, en passant par la Géorgie. Le nouvel oléoduc, évitant la Russie et très soutenu par les Etats-Unis, aura coûté une fois terminé 2,95 milliards de dollars, financés par un consortium international.

Le secrétaire américain à l'Energie Spencer Abraham a pris part à la cérémonie, réaffirmant le soutien du président américain George W. Bush pour cette entreprise. " *Sans cet oléoduc, les ressources de la Caspienne ne seraient pas développées et n'atteindraient pas les marchés mondiaux* ", a-t-il déclaré. " *L'oléoduc BTC est la composante centrale d'un couloir énergétique est-ouest qui apportera d'importants bénéfices à long terme aux pays de la région et au reste du monde* ", a ajouté M. Abraham.

La mer Caspienne, bordée par cinq pays riverains, recèle les troisièmes réserves mondiales de pétrole et de gaz, mais le transport de ses richesses est jusqu'à présent essentiellement

contrôlé par la Russie, les deux principaux oléoducs existants passant par son territoire. La construction de l'oléoduc représente un défi technique majeur car il doit traverser pas moins de 1.500 rivières et s'élever par endroits à 2.700 mètres d'altitude. S'y ajoute l'insécurité régnant en Géorgie, où des hommes d'affaires occidentaux sont parfois enlevés par des bandits demandant d'importantes rançons.

• **TROIS VILLAGESOIIS KURDES TUÉS PAR DES MILICES DE L'ETAT.** Selon les autorités turques, trois villageois kurdes ont été tués le 26 septembre dans un affrontement armé avec des milices pro-gouvernementales qui voulaient les empêcher de réintégrer leur maison dans le Kurdistan de Turquie. Les trois victimes faisaient partie d'une famille d'une quinzaine de membres qui souhaitait revenir dans leur village de Ugrak, à 25 kilomètres de Bismil, abandonné et contrôlé par quatre gardiens de village.

Les gardiens de village, rémunérés par l'État turc depuis plus d'une décennie pour prévenir l'infiltration du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont ouvert le feu au fusil d'assaut AK47 (Kalachnikov), tuant un enfant de 7 ans, un adolescent de 16 ans et une femme de 45 ans, a-t-on ajouté de mêmes sources. Six autres personnes ont été blessées et les gardiens de village ont déserté les lieux, selon les informations délivrées par les forces de sécurité de la région.

Plusieurs milliers de villages kurdes ont été évacués de force dans la première moitié des années 90, soit pour punir les villageois qui coopéraient bon gré mal gré avec les combattants kurdes, soit pour

empêcher ces derniers de s'approvisionner. Après l'arrêt des affrontements en 1999, l'Etat turc a annoncé en 2000 un ambitieux projet du " retour aux villages " pour décongestionner les grandes villes où les villageois avaient été forcés d'émigrer et repeupler les zones dévastées, annonce restée à ce jour sans suite.

AMSTERDAM : ARRESTATION D'UN CHEF ISLAMISTE KURDE.

Le chef d'un groupe islamiste kurde particulièrement dangereux, qui depuis plusieurs années opérait à la frontière irano-irakienne, a été arrêté le 12 septembre par la police néerlandaise.

Mullah Krekar, 47 ans, dont le véritable nom est Najumuddin Faraj Ahmad, a été arrêté à l'aéroport international Schiphol d'Amsterdam, alors qu'il était en transit sur un vol en provenance de Téhéran et en partance pour la capitale norvégienne, Oslo. D'après des reportages des médias, Krekar aurait été détenu et expulsé par les autorités iraniennes.

En 1991, la Norvège lui avait accordé le statut de réfugié politique qu'elle vient de révoquer. Sa famille vit toujours dans ce pays. Selon Reuter, citant une source du ministère de la justice néerlandaise la Jordanie aurait dès le 14 septembre demandé son extradition. Le journal saoudien, Al-Watan avait, dans son numéro du 23 novembre 2001 annoncé que quatre Arabes afghans d'origine jordanienne avaient été tués en septembre 2001 au Kurdistan irakien. Ils étaient membres du groupe Jund al Islam (soldats de l'Islam) organisation qui est devenue Ansar al-Islam en décembre 2001.

Jund al-Islam, a été fondé en

septembre 2001, et a pris sous son contrôle une bande de territoire sur la frontière iranienne, y compris plusieurs villages et deux faubourgs, Biyara et Tawela. Le groupe a immédiatement déclaré la « guerre sainte » aux partis laïques kurdes d'Irak au pouvoir. Le 23 septembre 2001, ses hommes ont attaqué et massacré plus de 40 combattants de l'Union patriotique du Kurdistan ce qui a mené à une confrontation armée de plus grande envergure entre les deux organisations.

Selon le responsable de l'UPK et de journaux arabes basés à Londres, Jund al-Islam aurait dans ses rangs des Arabes afghans ainsi que des Kurdes qui ont participé à la guerre en Afghanistan et en Tchétchénie. Toujours d'après ces deux sources, le groupe serait financé par l'organisation d'Al-Qaïda et ses membres auraient reçu une formation en Afghanistan.

Quelques mois auparavant, des media kurdes ont annoncé que des agents des services secrets irakiens qui opèrent incognito dans la région servent de conseiller à Jund al-Islam. Un agent des services spéciaux irakiens qui à été arrêté et interrogé, en juin dernier, dans une prison de l'UPK à Suleimanieh, a révélé à « Iraqi Kurdistan Dispatch » qu'en fait un officier supérieur irakien tirait les ficelles de Jund al-Islam, il a notamment déclarés « suite aux combats entre l'UPK et Jund al-Islam, le Mukhabaraat (services spéciaux irakiens) m'a ordonné de rechercher quelqu'un. Je ne connais pas son nom complet, mais il ont dit qu'il s'appelle Abu Wa'il, un homme de nationalité irakienne, et qu'il est officier de haut rang, est membre de nos services ; et qu'en plus de votre mission habituelle, nous voulons que vous nous fassiez savoir ce qu'il lui

est arrivé, s'il a pu s'évader, s'il a été tué ou s'il a été capturé (par les Kurdes) et livré aux Américain.... Par mon réseau, j'ai pu apprendre qu'il avait pu s'évader. J'ai transmis l'information au Mukhabarat. Il semblerait que le réseau de liaison entre Abu Wa'il et Bagdad ait été coupé. Le cas Abu Wa'il a été traité par le Mukhabarat au plus haut niveau à Bagdad. Son cas n'était pas celui de la disparition d'un agent ordinaire.... Le directeur général du Mukhabarat suivait personnellement l'affaire ».

Un autre prisonnier, kurde, membre d'Ansar al-Islam, qui avait été arrêté par l'UPK au printemps dernier a également signalé la présence d'Abu Wa'il parmi le groupe. Il a déclaré qu'«*Abu Wa'il était une figure*

emblématique de Jund al-Islam et était responsable, entre autres de l'organisation Arabes afghans du groupe venus d'Afghanistan. D'après ce que je sais, Abu Wa'il et Abdullah al-Shaf'i (le leader de Jund al-Islam avant la fusion avec Mullah Krekar et son groupe) ont voyagé au moins deux fois en Afghanistan ».

Ansar al-Islam est aussi tenu pour responsable de la dernière série des attaques à la bombe au Kurdistan irakien. Les partis principaux qui gouvernent le Kurdistan irakien, l'UPK et le PDK ont récemment établi ensemble un centre de commandement d'opérations anti-terroristes pour combattre les attentats terroristes dans la région du Kurdistan.

« *Quelles que soient les personnes derrière ce groupe, un grand nombre de personnes ici au Kurdistan est convaincu que l'apparition soudaine de cette faction radicale vise à déstabiliser l'expérience d'auto-gestion des Kurdes d'Irak », a affirmé un dirigeant kurde à « Iraqi Kurdistan Dispatch », sous réserve de l'anonymat. « Cela fait maintenant quatre ans que la région gérée par les Kurdes d'Irak connaît une stabilité politique et un développement économique significatif. Donc, il faudrait observer du côté de ceux qui ont intérêt à déstabiliser cette situation. Je ne vois pas pourquoi al-Qaïda veut saboter des développements positifs de notre région si ce n'est avec le soutien des ennemis des Kurdes d'Irak. » a-t-il ajouté. (d'après Iraqi Kurdistan Dispatch).*

Le Kurdistan irakien, un rempart de mines

Pour se protéger, Bagdad freine la mission de déminage de l'ONU.

2 S E P T E M B R E 2 0 0 2

LIBÉRATION

Erbil, Soulemanleb (Kurdistan irakien)
envoyé spécial

Tarak Rsaur Nabi, 20 ans, est encore sous le choc. Il raconte: «Avec mon frère Farhan et mon cousin Hassan, nous marchions côte à côte, tout en gardant nos chèvres. Soudain, ce fut l'explosion. Farhan avait posé le pied sur une mine. Il est mort sur le coup comme Hassan. J'étais touché à la tête, au thorax, à l'épaule et au bras.» Tarak est sur son lit d'hôpital, bandé de partout. Dans le Kurdistan irakien, l'une des régions les plus minées au monde, son histoire est d'une terrible banalité, tous les jours ou presque, un berger, un enfant, saute sur une mine. Mais le pire est peut-être encore à venir. Des représailles irakiennes provoquées par une intervention américaine pourraient jeter des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sur les routes de l'exil, victimes potentielles des 12 à 15 millions de mines antipersonnel qui les attendent.

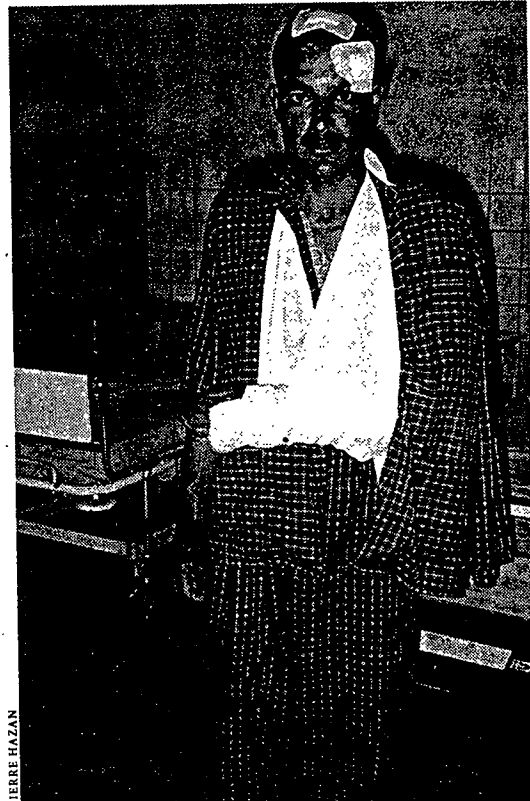
12 à 15 millions

le nombre supposé de mines antipersonnel au Kurdistan irakien. A ce jour, 8300 mines antipersonnel et antichars et 33700 bombes non explosées ont été détruites.

Responsabilisant. C'est dans ce contexte inquiétant qu'une mission de l'Appel de Genève, une organisation lancée en mars 2000 qui lutte en faveur de l'éradication des mines antipersonnel dans des zones qui échappent au contrôle des gouvernements, s'est rendue au Kurdistan irakien. Menée par Elisabeth Reusse Decrey, ancienne présidente du Parlement genevois, la délégation avait pour objectif d'obtenir la signature au bas de l'Appel de Genève des deux partis kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le

Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. Par cette signature, les deux organisations s'engageaient à la fois à ne plus utiliser les mines antipersonnel, à détruire les stocks existants et à déminer leur territoire. Les 10 et 11 août, les deux «gouvernements régionaux» kurdes ont paraphé l'Appel.

«La finalité est d'améliorer le sort des populations civiles, premières victimes des mines, en responsabilisant des mouvements armés», explique Elisabeth Reusse Decrey. «De vastes zones dans le monde sont sous contrôle de guérillas et de diverses forces en lutte avec les gouvernements. Mais comme ils ne représentent pas des Etats, ils ne peuvent signer le traité d'Ottawa de 1997 qui interdit les mines antipersonnel, le rendant de facto inefficace. Pour surmonter cet obstacle, nous avons lancé l'Appel de Genève, équivalent du



Tarak Rsaur Nabi, 20 ans, victime d'une mine.

traité d'Ottawa pour les mouvements armés.»
Bonne volonté. Il s'agit d'une initiative quasi révolutionnaire dans le monde feutré du droit international humanitaire réservé aux seuls Etats. Pour s'assurer que les mouvements armés se conforment à leurs obligations, l'Appel envoie des missions de vérification. L'UPK et le PDK rejoignent ainsi le Front Moro de libération aux Philippines, l'Armée révolutionnaire prolétaire des Philippines et le Mouvement



de libération du peuple soudanais qui ont déjà suscité cet engagement.

Mais au-delà de la bonne volonté kurde, le problème des mines reste immense en Irak. Deuxième Guerre mondiale, guerre Iran-Irak, guerre du Golfe..., des millions de mines ont été posées depuis plus d'un demi-siècle, surtout par le régime de Saddam Hussein. Patrick Hirard, membre de la Fédération suisse de déminage, qui participe à la mission de l'Appel de Genève, constate: «Il y a 60 à 80 % de mines italiennes, mais aussi beaucoup de mines d'ex-Union soviétique ainsi que des mines irakiennes en nombre, copiées de la mine israélienne n° 4. Simplement, ils en ont changé la couleur. Il y a aussi des vieilles mines américaines de 1939-1945, ou encore des mines chinoises, belges...»

Compte-gouttes. Les Nations unies ont lancé ici l'une de leurs missions de déminage les plus importantes, dotée d'un budget de 30 millions de dollars en 2002 (environ 31 millions d'euros) et employant quelque 3000 personnes. A ce jour, près de dix millions de mètres carrés ont été déminés, 8300 mines antipersonnel et antichar ainsi que 33 700 bombes non explosées ont été détruites. L'ONU achète au

gouvernement irakien les explosifs qui servent à détruire les mines posées par les hommes de Saddam Hussein!

Mais Bagdad torpille en sous-main les efforts des Nations unies. L'Irak a retiré soixante-quinze visas à des démineurs de l'ONU et ne laisse passer qu'au compte-gouttes le matériel de déminage. Surtout, il interdit aux Nations unies de déminer le long de ses frontières dans une bande de cinq kilomètres de large, y compris dans le nord du Kurdistan qui échappe à son contrôle.

Saddam Hussein escompte ainsi compliquer une éventuelle intervention américaine contre son régime et refuse d'indiquer où sont les champs de mines à l'intérieur même du pays. En attendant, la facture économique et humaine ne cesse de croître. Comme le constate Patrick Hirard: «Le prix moyen de production d'une mine est de cinq dollars (5,15 euros, ndlr) et son désamorçage revient à cent fois plus cher. Mais surtout, depuis 1992, ce sont plus de 3600 hommes, femmes et enfants qui sont morts et quelque 7000 autres civils ont été mutilés par cette arme au Kurdistan irakien.» ●

PIERRE HAZAN

BUSH: «L'INACTION N'EST PAS UNE OPTION»

Le président américain plaide sa cause contre l'Irak

Washington
de notre correspondant

Le 12 septembre prochain, lors de son adresse à l'assemblée générale de l'ONU à New York, le président George W. Bush entend convaincre le monde entier de la nécessité de traiter la menace que pose l'Irak. «Je vais d'abord rappeler aux Nations unies que, depuis onze longues années, Saddam Hussein a joué au chat et à la souris avec les engagements qu'il avait pris de ne pas développer d'armes de destruction massive. Je vais demander au monde de reconnaître qu'il l'arnaque.» Bush s'exprimait à l'issue d'une réunion à la Maison Blanche avec les principaux dirigeants du Congrès, rentrés mardi de vacances et qui pourraient voter «dans le mois qui vient». Le Président entend faire taire les critiques entendues depuis un mois: les élus estiment que l'administration n'a toujours pas démontré la nécessité de partir en guerre contre l'Irak, alors que la campagne afghane n'est même pas terminée. Tout en leur affirmant que «l'inaction n'est pas une option», Bush leur

a promis qu'il ne prendrait aucune initiative sans leur approbation. Une concession qui est allée droit au cœur de ses visiteurs: il y a quelques jours, les juristes de la Maison Blanche avaient estimé qu'un vote au Congrès n'était pas indispensable pour partir en guerre contre une nation ayant rompu ses engagements. Bush a hier promis un dialogue intensif: les membres de l'administration sont autorisés désormais à répondre aux questions du Congrès.

Meilleur allié. Officiellement, le Président n'a pas encore pris sa décision sur les moyens qu'il compte utiliser pour chasser Saddam. Son secrétaire d'Etat, Colin Powell, a déclaré, mardi, qu'il le ferait «dans un avenir très proche». Samedi, Bush recevra son meilleur allié, le Premier ministre britannique Tony Blair, à Camp David (la maison de campagne présidentielle). Il compte également téléphoner à ses homo-

«Saddam Hussein a joué au chat et à la souris avec les engagements qu'il avait pris de ne pas développer d'armes de destruction massive.»
George Bush

logues français, russe et chinois, trois membres permanents du Conseil de sécurité.

Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a arpenté le Capitole, hier, pour amadouer quelques sénateurs clés.

Craintes. Les élus sont loin d'être tous convaincus par l'intérêt d'une guerre. Ils savent que Saddam n'hésitera pas à répondre avec ses armes chi-

miques, et craignent que les troupes américaines aient par la suite à occuper un immense pays arabe pendant des années. Mais tous admettent qu'une telle offensive sera inévitable s'il est démontré que Saddam est sur le point de

se doter d'armes de destruction massive. Rumsfeld affirme avoir quelques éléments sur la question: «Ce sont des choses que l'on sortira quand le Président le jugera opportun», a-t-il déclaré. Blair, lui, a promis la publication prochaine d'un «dossier», que les experts prévoient pourtant peu épais ●

P. R.



SEPTEMBER 2, 2002

Medya TV Finds Itself At Center of Debate Roiling Turkish Politics

Kurdish-Language Station Operates Out of the Reach of the Government

'No Other Channel Would Take Us'

In January, Sultan Ogras settled onto a couch in a television studio in the Belgian countryside for an interview that would land her in a Turkish jail.

Appearing on a talk show called "The Tree of Life," Ms. Ogras, a member of a political party banned in

By Philip Shishkin in Brussels and Hugh Pope in Istanbul.

Turkey, spoke about her two sons killed in clashes between Kurdish separatists and the Turkish army. She referred to them as "martyrs" and to the part of Turkey where she lives as "Kurdistan."

That was enough for Turkish officials to hear. Ms. Ogras was arrested when she returned home, on charges of undermining the country's unity and supporting an extremist group.

But the Turkish government didn't go after the station that aired the interview. Based in Paris, Medya TV has long proved beyond Turkey's reach. The government has denounced the station as a mouthpiece for terrorists, arrested and questioned its guests, tried to jam its satellite signal and pressured the European countries in which the station and its producers operate to close it. Through it all, Medya TV has stayed in business, taking advantage of the European Union's fragmented broadcasting regulations and its support for free speech and minority rights.

Now, Medya TV's legal right to broadcast into Turkey is at the center of a political debate unfolding in that nation, where the ruling classes are torn over the civil changes demanded by the EU as a condition of membership in the Western European bloc. In early August, Parliament approved a law legalizing broadcasting in Kurdish. Nationalist politicians vow to fight for repeal, saying the law would encourage Kurdish separatists. Even if the law is implemented, Turkey says it won't let up on Medya TV.

"They are widely spreading the PKK separatist propaganda," says Reyhan Akant, the first counselor at the Turkish Embassy to Belgium.

The Kurdistan Workers Party, or PKK, sought Kurdish independence from Turkey with bombs and guns for 15 years, and though it officially abandoned armed struggle in 1999, it remains on the EU and U.S. lists of terrorist organizations. Medya TV has denied any connection to the PKK, and Turkey has never proved a link to the EU's satisfaction.

"It is the Europeans that have held the Turkish human-rights record to the fire," says Carole O'Leary, a regional expert at American University in Washington. "I don't think the U.S. is going to take a nuanced approach to Medya TV because Turkey is our most important strategic ally." Indeed, the U.S. would rely heavily on fellow North Atlantic Treaty Organization member Turkey in any invasion of Iraq. While the U.S. State Department has no official policy on Medya TV, a person familiar with the government's thinking says the U.S. considers it to be an arm of the PKK.

While many of Medya TV's guests are Kurdish nationalists, much of the station's programming is cultural rather than political. It is the major television broadcaster in Kurdish in Turkey, where the ethnic Kurds, numbering in the millions, aren't recognized as a minority, and parents can be prosecuted for giving their children Kurdish names. Medya TV says it reaches 12 million ethnic Kurds in Turkey, the Middle East and Europe, and plans to start broadcasting to the U.S. soon.

In a dilapidated backstreet of Istanbul, home to many Kurdish villagers displaced by the 15-year war in southeastern Turkey, nearly every extended Kurdish family has bought the satellite dish and receiver to watch Medya TV. Ihsan Inatci, 43 years old, and his wife Faize, 40, are typically devoted viewers. They and their six children watch Medya TV every night. "Everything Kurdish was banned by the state, and there's nothing worse than saying a people doesn't exist. So when Med TV [Medya TV's predecessor] started in 1995, we bought a receiver straight away," Mr. Inatci says. "When we saw the box talking Kurdish, we thought it was a dream. Suddenly, we saw ourselves."



The Kurds have never had a state of their own, but they have long traditions in literature and song, and a half-century tradition in mass media. In the 1950s, a Kurdish radio station began broadcasting from Yerevan, capital of then-Soviet Armenia. The signal reached southern Turkey, where Hikmet Tabak tuned in as a boy. The news from Armenia was mostly boring and irrelevant, "but to us it was music" because it was in Kurdish, Mr. Tabak recalls.

Smuggled Electronics

After a decade in Turkish jail for Kurdish activism, Mr. Tabak immigrated to the U.K. He and two Kurdish journalists launched Med TV from a London studio in 1995. One Kurdish nationalist remembers how Kurds in Turkish jails were so desperate to see the channel in the early days that they fashioned a satellite receiver out of smuggled electronics and a baking tin. Soon, the station had its first exclusive: Abdullah Ocalan, PKK's leader and then Turkey's most-wanted man, phoned in during a live talk show.

Turkey was outraged by what it saw as the station's blatant pro-PKK programming, and Turkish officials say they gave the U.K. evidence of bias in political shows. Med TV was reprimanded for breaking impartiality provisions of the U.K. broadcasting code, though British regulators say they weren't responding to Turkish pressure.

After Turkish agents seized Mr. Ocalan in Kenya in 1999—flying him home bound in duct tape—the station went into an overdrive, giving the arrest blanket coverage and calling for Kurdish resistance. Station executives acknowledge some mistakes, which they attribute to the high emotions of station employees, most of them Kurds. Within months of Mr. Ocalan's arrest, the U.K.'s Independent Television Commission revoked Med TV's broadcasting license for using the U.K. "as a platform for broadcasts which incite people to violence."

A few months after being booted out of the U.K., the station was on air again, this time from Paris. The name was now Medya TV, but the logo was the same: a letter M within a bright orange circle.

Though Musa Kaval, the station's chief executive and a Kurdish political activist, says the Paris operation represents a "total rupture with Med TV," Turkish officials make no such distinction. "For us Medya TV is the continuation of Med TV," says Ms. Akant, the Turkish official in Brussels. The European governments "should take appropriate measures to stop it."

So far, the French television regulator, Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, hasn't done anything to stop or advance Medya TV—neither moving to stop the broadcasts nor responding to its license application. A CSA official says the agency is confused about the channel's structure and the editorial policy. Medya TV says it has provided all the required information and complains regulators are dragging their feet. For now, the station operates without a license.

The production companies in Belgium don't need licenses because they simply send programming to Paris and don't broadcast themselves. But Turkish officials repeatedly have complained to the Belgian government, and Belgian authorities are ambivalent about the companies' presence in the country.

"An ethnic minority should be allowed to develop itself, but you can never close your eyes to terrorism," says Dirk Lybaert, a former Belgian counterterrorism official.

Belgium is a haven for Kurdish political activists. The Kurdish National Congress, an umbrella group of Kurdish parties, has its headquarters in Brussels. Kurdish militant groups, including the PKK, also are active in Belgium, and police have investigated PKK-linked training camps and fund raising there. In 1999, when the U.K. revoked Med TV's broadcasting license, Belgian officials considered taking similar steps against the production companies. Instead, the interior ministry took a middle course, sending the studios a letter warning that producing shows that incite violence could lead to expulsion.

By then, the companies were under criminal investigation. In 1996, as part of a larger inquiry into the PKK presence in the country, Belgian police raided the offices of ROJ NV, one of the two companies that produce most Medya TV shows. (The other, which shares facilities in the same Belgian town, is BRD Corp.) Police took hundreds of financial documents, numerous tapes of raw footage and two fake guns.

Financing Sources

Combing through the documents, the Belgian investigators became curious about the company's financing sources. They had uncovered evidence of a trip made by several Kurds, including a ROJ official, to a bank in Cyprus where they picked up an equivalent of nearly €9 million, put the money in a suitcase and flew to Zurich.

The immediate source of the money was a Cyprus-based charity called the Kurdish Foundation Trust. Asked about the ultimate source of this and similar contributions, ROJ provided a list of Kurds around Europe it said were the original donors. But when the investigators contacted some of the Belgian residents on the list, about half said they hadn't made any donation.

The Belgian prosecutors have charged 17 people, including the former director of ROJ, with money laundering and extortion. The case is expected to go to trial next year. Belgian prosecutors believe at least a portion of ROJ money was actually extorted from Kurdish businessmen in Europe.

Bernard Derveaux, a lawyer for ROJ, says the investigators contacted a fraction of ROJ donors, and they were too scared to tell the truth. Some who initially denied making a donation will testify otherwise during the trial, he says.

Mr. Derveaux also contests the extortion charges, saying they are based on old testimony in unrelated cases and that they don't implicate any ROJ employees.

The Belgians also are investigating the

Nation Building

In the 17th century, Kurdish religious leaders and poets began to argue that the Kurds could become a sovereign nation only by developing a literary tradition. Some milestones:

1898 Kurdish nationalists in the Ottoman Empire launch a journal called "Kurdistan." They soon flee to England.

1920s Fleeing the Iraqi army, a separatist ruler of Iraqi Kurdistan named Shaikh Mahmud takes his printing press with him – in keeping with the argument once made by one of his journals, "Printing machinery is a very effective means of unification of a nation's thoughts and feelings."

1954 Kurdish-language station Radio Erevan starts broadcasting from Soviet Armenia; it's one of several Kurdish radio stations launched around this time.

1995 To avoid Turkey's ban on broadcasting in Kurdish, satellite television channel Med TV goes on the air from a London studio.

1999 Med TV, its U.K. broadcasting license revoked, moves to Paris and changes its name to Medya TV.

2002 The Turkish parliament passes a law legalizing broadcasting in the Kurdish language.

Sources: Amir Hassanpour, University of Toronto; WSJ research

financing of BRD, the other Belgium-based production company, and of Medya TV itself. No charges have been filed.

Sitting in Medya TV's three-room marketing office in Paris, Mr. Kaval, the station's chief executive, defends the station's finances. A small part of the €15 million annual budget is covered by advertising income, but most comes from contributions. The station is owned by about 10 shareholders, mostly Kurdish businessmen in Europe, he says.

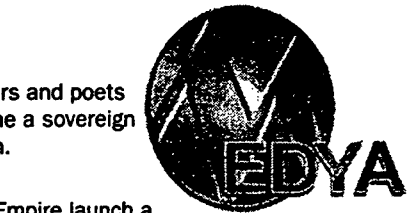
"A person who fled oppression is happy to support Kurdish culture," says Mr. Kaval, one of the leaders of the Kurdish National Congress. But he refuses to name the contributors and the shareholders, saying publicity could be dangerous for them.

The two production companies also are privately owned. BRD has a small stake in Medya TV. Since Medya TV moved to Paris, programming has changed, mirroring the evolution of Kurdish politics in Turkey. The PKK officially abandoned armed struggle after the arrest of Mr. Ocalan, who was sentenced to death for treason in 1999.

Political programs take up less than 40% of airtime, and live political shows are broadcast with a two-minute delay, giving editors time to prevent inflammatory comments from reaching the air. The rest of the programming is a mix of music, movies and sports.

On a recent day at the satellite-dish-studded BRD/ROJ television complex in Denderleeuw, a famous Kurdish singer participated in a cultural talk show while nearby a mockup of a playground sat ready for the taping of the next children's show. In a kitchen down the hall, cooks hovered over pots filled with vegetable stew for the station's staff.

Medya TV's political diet is still heavy. As children played in the modest living room of the Demir home in Istanbul on a recent evening, the family flipped on Medya TV and stoically endured a 45-minute read-



ing from Mr. Ocalan's book, "From the Sumerian Priestly State to the Democratic Republic." A picture of a smiling Mr. Ocalan, who remains in jail awaiting execution, lingered in the background.

First Among Equals

Soon after, a star guest called in to a weekly news program on a satellite phone from an undisclosed location, probably the mountains of Northern Iraq. It was Murat Karayilan, the first among equals in the executive committee of Kadek, the Turkish political party forged out of the old PKK. "The fascist oligarchy is resisting change," Mr. Karayilan said in an hour-long monologue barely interrupted by the presenter. "If a moderate leader comes to power and takes a step, we'll take two steps toward them. But if a denier [of Kurdish rights] comes, then we have made our preparations for that, too."

Fahrettin Demir said he wasn't worried his neighbors or passersby outside might hear a person whom Turkey considers a terrorist speaking on his television. "We've gone through everything. Nothing frightens us anymore," he said. "If they are terrorists, we are terrorists too."

Medya TV welcomes the new law allowing Kurdish-language broadcasting. But Mr. Kaval, the station executive, says it is no cause for celebration. "There are still a lot of obstacles that will restrict broadcasting in Kurdish," he says.

The arrest of Ms. Ogras after her January talk-show appearance illustrates that. Recently sentenced to three years and six months in jail for separatism by a district court in Southern Turkey, she is free pending the outcome of an appeal. Her lawyers say she doesn't regret appearing on the "Tree of Life"—it was the best way to tell her story to a wider audience. "I'm happy that I came to Belgium," Ms. Ogras said in that January interview. "No other channel would take us."

Les Européens veulent ramener Washington dans le giron de l'ONU

Irak : les Quinze tendent la main aux États-Unis

Elseneur (Danemark) : de notre envoyé spécial Philippe Gélie

Face à l'intransigeance américaine, l'Europe brille par ses dispositions au compromis. Sur l'Irak comme sur la Cour pénale internationale (CPI), les Quinze ont tendu la main ce week-end à l'administration Bush, dans l'espoir qu'elle renonce à un unilatéralisme dommageable pour ses alliés. Apparemment convaincus que la Maison-Blanche finira par agir contre le régime de Saddam Hussein, mais prenant la mesure du « dé-

bat interne très dur » qui la divise, les ministres européens des Affaires étrangères, réunis en conseil « informel » à Elseneur, au nord de Copenhague, ont entamé une manœuvre essentiellement destinée à limiter les dégâts : il s'agit de ramener Washington dans le giron de l'ONU en lui faisant miroiter une possible légitimation du recours à la force.

« L'Irak doit autoriser immédiatement le retour des inspecteurs de l'ONU », a souligné Per Stig Möller, le chef de la diplomatie danoise, dont le pays assure la présidence semestrielle de l'UE. Il est très important de savoir si des armes de destruc-

tion massive s'y trouvent ou non. Il faut suivre la voie de l'ONU : nous encourageons les Américains à poursuivre de larges consultations. »

En public, le mot « ultimatum » n'a été prononcé qu'avec réticence. Mais il figurait au cœur de la stratégie débattue par les Quinze. Les Britanniques, promoteurs de l'idée, n'ont pas cherché à l'imposer à ce stade, même s'il leur paraît « impossible de ne pas garder cette option ouverte », selon un diplomate. A l'opposé, le ministre allemand Joschka Fischer s'est élevé contre le principe même, jugeant « dangereux » de fixer des dates qui rendent inélectable le passage à l'action. Il ne veut pas d'une guerre qui risquerait de favoriser l'Iran et de plonger la région « dans le chaos ».

Mais l'Allemagne semble isolée sur ce dossier. Aux analyses géostratégiques, la majorité des Européens préfère le réalisme diplomatique. Dessinant une position médiane, le « légalisme » défendu par la France pourrait préfigurer un compromis. « La question d'un ultimatum n'est pas posée à ce stade », a expliqué samedi Dominique de Villepin. Il appartient au Conseil de sécurité (de l'ONU) d'examiner toutes les options, y compris militaires, qui pourraient être envisagées. »

En demandant une nouvelle

résolution, les Quinze se gardent de préjuger de son contenu. « Nous serons avec les Nations unies jusqu'à la fin », croit pouvoir prédire un haut responsable européen. Le signal est clair : si la Maison-Blanche fait un pas en direction des Nations unies, elle pourrait y trouver des oreilles attentives à ses préoccupations.

Ce ton conciliant est aussi adopté par les Quinze sur un autre dossier délicat : celui de la Cour pénale internationale, « une création de l'Europe » portée sur les fonts baptismaux en juillet dernier. Non contents de s'y soustraire, les Américains ont entrepris de passer des accords bilatéraux avec tous les pays signataires afin de mettre leur personnel politique et militaire à l'abri de cette juridiction. Outre des pressions sur les candidats à l'Otan qui ont déjà amené la Roumanie à conclure un tel accord, ils ont demandé la même exemption à tous les États membres de l'UE.

Cette offensive menace de briser l'unité européenne sur un sujet très symbolique. Londres et Rome ont publiquement évoqué leur « inclination » à satisfaire la demande américaine. Après les délibérations du week-end, les deux capitales ont décidé de suspendre leur décision jusqu'à l'adoption d'une « position commune » attendue pour le 30 septembre prochain. D'ici là, un comité d'experts juridiques se réunira à partir du 4 septembre à Bruxelles pour délibérer sur la compatibilité d'accords bilatéraux avec le traité instituant la Cour.

« Je suis optimiste sur les chances de trouver une solution », a souligné M. Möller. Il est très important d'assurer un bon départ à la CPI », qui doit commencer à fonctionner au début de l'année prochaine à La Haye. « Nous sommes tous attachés aux principes qui fondent la Cour pénale internationale et déterminés à ne rien faire qui puisse lui rogner les ailes », a précisé Dominique de Villepin. Mais nous comprenons le souci des États-Unis et nous allons

Bagdad courtise l'Europe

Bagdad a lancé hier une nouvelle offensive diplomatique afin de rallier des soutiens européens contre une éventuelle frappe américaine. « L'Irak va envoyer des émissaires dans plusieurs pays européens, dont la France et l'Allemagne, pour expliquer la portée des menaces américaines contre le peuple irakien et les dangers qu'elles posent à la paix et à la sécurité mondiales », a déclaré hier le vice-président irakien, Taha Yassine Ramadan. Commentant l'opposition exprimée en Europe à une attaque américaine sans mandat de l'ONU, M. Ramadan a estimé que cette position « signifie que les pays européens sont conscients des dangers de la politique hégémonique américaine qui vise le monde entier sans exception ». Un peu plus tôt, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, avait rejeté en bloc les accusations lancées par Washington contre Bagdad. L'Irak ne cherche pas à obtenir l'arme nucléaire et n'entretient « absolument » aucun lien avec le réseau terroriste Al Qaida d'Oussama ben Laden, a affirmé Tarek Aziz sur CNN.

Colin Powell sort de sa réserve

Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, que l'on dit de plus en plus frustré face aux « faucons » de l'Administration américaine, aurait l'intention de démissionner à la fin du mandat du président George W. Bush, même si ce dernier est réélu. C'est-à-dire en 2005. C'est ce que murmure son entourage, cité par l'hebdomadaire *Time Magazine* à paraître ce jour. Selon un de ses proches, le secrétaire d'Etat américain voit les choses en ces termes : « J'ai fait ce que mon cœur m'avait dicté. Je l'ai (Bush) amené ici et je l'ai aidé à démarrer. J'ai fait de mon mieux. » Seule l'imminence d'une victoire diplomatique majeure, au Proche-Orient par exemple, pourrait pousser Colin Powell à rester un peu plus longtemps, toujours selon ce proche. L'intéressé, qui s'était fait remarquer ces

dernières semaines par son silence sur l'éventualité de frappes américaines contre l'Irak, est enfin sorti de sa réserve. Il a demandé hier la diffusion de tous les « renseignements disponibles » sur l'Irak. « Nous avons besoin d'un débat au sein de la communauté internationale, afin que tout le monde puisse tirer ses conclusions », a-t-il déclaré à la BBC. Le secrétaire d'Etat américain préconise également un retour des inspecteurs en désarmement de l'ONU dans le pays, « première étape », selon lui, d'un règlement de la crise irakienne. Des propos qui semblent peu conciliables avec la position du vice-président, Dick Cheney, qui a réaffirmé cette semaine la nécessité d'une opération militaire préventive contre l'Irak en jugeant sans objet le renvoi d'inspecteurs à Bagdad.

travailler dans un esprit constructif à la recherche de solutions pragmatiques. »

Un constat a saisi les Euro-

péens : « Certains dirigeants américains sont inquiets pour eux-mêmes et me l'ont dit », confie une source haut placée. Ils

redoutent d'être mis en cause devant la Cour pour des décisions politiques ou militaires contes-

tées. Par exemple une intervention unilatérale contre l'Irak.

After Saddam ■ By Thomas L. Friedman

Remaking Iraq looks like a tall order

WASHINGTON

Is Iraq a totalitarian dictatorship under a cruel, ironfisted man because it is an Arab Yugoslavia — a highly tribalized, artificial state drawn up by the British, consisting of Shiites in the south, Kurds in the north and Sunnis in the center — whose historical ethnic rivalries can be managed only by a figure like Saddam Hussein?

Or has Iraq by now congealed into a real nation? And once the cruel fist of Saddam is replaced by a more enlightened leadership, Iraq's talented, educated people will slowly produce a federal democracy.

Any U.S. invasion of Iraq will leave the United States responsible for nation-building there. So Americans need to understand what kind of raw material they will be working with.

Iraq's history is a saga of intrigue, murder and endless coups involving the different ethnic and political factions that were thrown together by the British.

In July 1958, King Faisal was gunned down in his courtyard by military plotters led by Brigadier Abdel Karim Kassem and Colonel Abdul Salam Arif. A few months later Kassem ousted Arif for being too pro-Nasserite. Around the same time a young Saddam tried, but failed, to kill Kassem, who himself executed a slew of Iraqi Nasserites in Mosul in 1959.

In 1963, Arif came back from exile and killed Kassem. Soon Arif and the Ba'ath Party thugs around him savagely slaughtered and tortured thousands of left-wingers and Communists all across Iraq.

Arif ruled until 1966, when he was killed in a helicopter crash and was succeeded by his brother, who was toppled in 1968 by Saddam and his clan from the village of Tikrit. That was when Saddam first began sending away his opponents to a prison called Qasr al-Nahiya — "the Palace of the End."

Since 1958, every one of these Sunni-dominated military regimes began with a honeymoon with the Kurds in northern Iraq and ended up fighting them.

The point here is that we are talking about nation-building from scratch. Iraq has a lot of natural re-

sources and a decently educated population, but it has none of the civil society or rule-of-law roots that enabled the United States to quickly build democracies out of the ruins of Germany and Japan after World War II. Iraq's last leader committed to the rule of law may have been Hammurabi — the King of Babylon in the 18th century B.C.

So once Saddam is gone there will be a power vacuum, revenge killings and ethnic pulling and tugging between Kurds, Sunnis and Shiites.

This is not a reason for not taking Saddam out. It is a reason to prepare for a potentially long, costly nation-building operation and to enlist as many allies

as possible to share the burden. There is no avoiding nation-building in Iraq. To get at Iraq's weapons of mass destruction we will need to break the regime open, like a walnut, and then rebuild it.

The Bushies seem much more adept at breaking things than building things. To do nation-building you need to be something of a naive optimist. I worry that the Bushies are way too cynical for nation-building.

My most knowledgeable Iraqi friend tells me he is confident that the morning after any U.S. invasion, U.S. troops would be welcomed by Iraqis, and the regime would fold quickly. It's the morning after the morning after that we have to be prepared for.

In the best case, a "nice" strongman will emerge from the Iraqi army to preside over a gradual transition to democracy, with America receding into a supporting role. In the worst case, Iraq falls apart, with all its historical internal tensions — particularly between its long-ruling Sunni minority and its long-frustrated Shiite majority. In that case, George W. Bush will have to become Iraq's strongman — the iron fist that holds the country together, gradually redistributes the oil wealth and supervises a much longer transition to democracy.

My Iraqi friend tells me that anyone who tells you he knows which scenario will unfold doesn't know Iraq.

The New York Times

International Herald Tribune
Tuesday, September 3, 2002

More countries warn U.S.

Powell's comments suggest a sharp split on Iraq

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: Russia and Pakistan warned Monday that an American attack on Iraq would destabilize the Islamic world, after Secretary of State Colin Powell said that the "first step" to avoid an attack should be the return of UN arms inspectors to Baghdad.

Powell's call, made in a BBC interview not yet fully released, pointed to a split in the administration on how best to force the "regime change" in Iraq sought by President George W. Bush. Vice President Dick Cheney has said that renewed inspections would accomplish little against a government that Cheney has called a "mortal threat" that may be developing nuclear arms in skillfully

concealed laboratories.

But Powell said in his interview with the BBC that a return of inspectors should be a "first step."

"The president has been clear that he believes weapons inspectors should return," Powell added.

U.S. allies in Europe and the Arab world have similarly urged a first recourse to the UN before any consideration of military force.

A White House spokesman, Scott McClellan, denied that Powell's comments showed any split. He said that the administration still believed that "unfettered inspections are no guarantee" against the Iraqi threat.

But the Iraqis, perhaps seizing on the mixed U.S. message and the spreading foreign criticism of U.S. war talk, reversed themselves again Monday to suggest an openness to a return of inspectors.

Deputy Prime Minister Tariq Aziz said that Baghdad had not ruled out a return of the inspectors — so long as it came in the context of talks to end all U.S.-Iraqi differences — and that he would discuss it Tuesday with the UN secretary-general, Kofi Annan. A day earlier Aziz had called a return of inspectors a “nonstarter,” and suggested that their return could be used to manufacture a crisis that Washington could use as a pretext to attack.

Russia, a supporter of the U.S.-led war against terrorism, Monday strongly criticized the talk of a military attack. “Any decision to use force against Iraq would not only complicate an Iraqi settlement but also undermine the situation in the Gulf and

the Middle East,” said Foreign Minister Igor Ivanov after meeting in Moscow with his Iraqi counterpart, Naji Sabri.

President Pervez Musharraf of Pakistan, leader of another crucial ally in the war on terrorism, also denounced any U.S. attack on Iraq, saying that it would bring a sharp rise in anti-Americanism among the world’s Muslims.

“It is not a question of removing Saddam Hussein,” he said on CNN. “It’s the question of attacking a country, attacking another Muslim country.”

“At the moment all the political disputes, all military actions, all the casualties and sufferings are by the Muslims around the world,” he said, so another action against “a Muslim country will certainly have its impact.”

Ivanov said that Russia had no evidence that Iraq threatened U.S. security and that only a return of UN inspectors could determine whether Baghdad held weapons of mass destruction.

If the United States were to seek a new UN resolution authorizing an attack — which the Bush administration says it does not need — Russia could block it with a Security Council veto.

Such a veto would appear less likely if

the United States proceeded as many of its allies suggest and first seek a return of arms inspectors. If new inspections found proof of an advanced nuclear program — or were blocked by Baghdad — international support for at least a limited U.S. attack likely would rise.

But Ivanov said that he hoped the Security Council would not face the issue of authorizing a strike on Iraq and that “therefore, the right of veto will not be necessary.”

Ivanov said Russia could not see “a single well-founded argument that Iraq represents a threat to U.S. national security.”

“I see no alternative to a return of the international observers,” he was quoted as saying. “There is a great possibility for a political regularization of the situation.”

Sabri, the Iraqi foreign minister, visited China last week and will head next to Egypt as part of a diplomatic offensive to marshal support against a U.S. attack.

Iraq’s vice president, Taha Yassin Ramadan, said Monday in Baghdad that his country would “dispatch envoys to all countries in the world” to “rally them against the aggression.” Iraq will hold an extraordinary meeting of the Arab Parliamentary Union on Tuesday in a bid to rally Arab support.

With virtually no evidence of an advanced Iraqi nuclear program made public by the United States, foreign skepticism remains deep.

In stinging criticism Monday, the former South African president, Nelson Mandela, said that he was “appalled” by U.S. policy toward Iraq, Reuters reported from Johannesburg. “What they are introducing is chaos in international affairs, and we condemn that in the

strongest terms.”

Foreign dissent broadened after Cheney delivered two speeches last week strongly urging preemptive action against Iraq. He suggested that Baghdad was pursuing nuclear weapons and that any delay in ending the threat could prove disastrous.

But Powell’s comments to the BBC indicated a far less keen sense of urgency.

The evolving, sometimes convoluted, administration message is being watched attentively abroad, its every twist and turn closely parsed. Powell’s restraint has been welcomed by most U.S. allies, though the suggestion of new inspections could simply provide a more circuitous road map to the same goal: clearing the way to attack Iraq to force Saddam out.

But in Berlin on Monday, Defense Minister Peter Struck said that Powell’s views left him as a lonely voice in the Bush White House. “Powell is isolated in the president’s top advising team,” Struck told N-TV television.

Struck and Chancellor Gerhard Schroeder have strongly opposed any unilateral U.S. attack on Iraq.

Bush has warned Iraq of unspecified consequences if Iraq does not permit weapons inspectors to return with full freedom to move about the country. But the administration says he has yet to decide which options to pursue, including economic, diplomatic and military.

Close associates of Powell say he has been privately laying out a case to European allies and Arab friends that Saddam poses a threat to the world, The Associated Press reported.

Le gouvernement d'Ankara réagit négativement à la visite d'une délégation d'hommes d'affaires turcs en Arménie

Frontière arméno-turque : pas d'ouverture en vue

Un groupe d'hommes d'affaires turcs des régions limitrophes de l'Arménie s'est rendu à la mi-août en Arménie, pour plaider auprès de leurs homologues arméniens en faveur de la réouverture de la frontière entre les deux pays. Lors de sa conférence de presse, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Igdir, Tayar Oral, a clairement indiqué que son objectif était d'«établir des liens économiques et commerciaux» avec l'Arménie. «Il est donc indispensable d'ouvrir la frontière entre les deux pays», a-t-il souligné, ajoutant que les habitants de l'est de la Turquie en tireraient d'immenses bénéfices, car «s'ils sont très éloignés des grandes villes turques, ils sont en revanche tout proches de l'Arménie».

La délégation turque, composée d'une trentaine de commerçants et d'industriels des villes de Kars, Igdir et Artvin, a rencontré des membres de l'Union des Industriels et Hommes d'Affaires d'Arménie (UIHAA). Mais l'optimisme ne semble pas franchement de mise côté turc. «Il y a certaines personnes qui ont intérêt à semer la discorde entre nos deux nations, a déploré Sehet Oztürk, un industriel du secteur pétro-

lier. Mais nous devons progresser et coopérer.» Les multiples appels du pied lancés par les milieux industriels turcs en direction des autorités d'Ankara, pour amorcer le dégel susceptible de relancer l'économie dans des régions frontalières laissées à l'abandon, n'ont rencontré qu'un faible écho auprès des dirigeants turcs, soucieux de lier la normalisation des relations arméno-turques au règlement du conflit du Karabagh.

Un sentiment de frustration que partagent les industriels arméniens, qui se sont plaint lors de cette rencontre du veto persistant mis par les autorités turques à l'importation des produits fabriqués en Arménie. Les articles turcs bon marché destinés à la consommation, en revanche, arrivent en Arménie en grandes quantités, après avoir transité par la Géorgie ou l'Iran.

Le président de l'UIHAA, Arsen Ghazarian, s'est déclaré «fatigué» du statu quo qui prévaut depuis la fermeture de la frontière en 1993. Il ne croit visiblement plus en l'efficacité de l'action menée par le monde des affaires pour convaincre le régime d'Ankara de reconsidérer sa politique envers l'Arménie. A la pointe de ce mouvement, M.



Ghazarian copréside depuis cinq ans, avec son homologue turc Kaan Soyak, le Conseil pour le développement des affaires turco-arméniennes, qui œuvre activement pour contribuer au dégel de la situation.

Selon les chiffres officiels, l'Arménie importe chaque année de Turquie des matériaux de construction, des produits alimentaires et des vêtements d'un montant total de 40 à 45 millions de dollars, tandis que la Turquie n'importe de son voisin arménien que l'équivalent d'environ 1,5 million de dollars en cuir et en métaux. Les experts arméniens estiment que le volume du commerce bilatéral pourrait atteindre 300 à 400 millions de dollars par an, si la Turquie rouvrait sa frontière avec l'Arménie.

LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE D'IGDIR LIMOGÉ

La réaction des autorités turques à cette visite, qui n'a guère tardé, ne fera sans doute que conforter les tenants d'une vision pessimiste de l'avenir des relations bilatérales. Lors d'une visite en Azerbaïdjan, lundi 19 août, le ministre d'Etat Resto Dogru a rappelé

devant le président Haydar Aliiev qu'«aucune organisation internationale, y compris l'Union européenne, ne peut forcer la Turquie à ouvrir ses frontières avec l'Arménie». M. Dogru, qui est en charge des liens avec les Républiques turcophones d'Asie centrale, a bien admis que certains milieux d'affaires turcs entretenaient des liens commerciaux avec l'Arménie, mais

s'est aussitôt empressé d'ajouter qu'il n'y avait «aucun contact au niveau étatique».

Ankara ne s'est d'ailleurs pas contenté de rappeler sa détermination à prolonger le statu quo actuel : les autorités turques sont allées plus loin cette fois-ci, en révoquant le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Igdir et tous les membres de son cabinet,

sous le prétexte que la délégation conduite par M. Oral s'est rendue à Erévan sans l'autorisation préalable du pouvoir central. La décision a été prise à la demande d'un des dirigeants de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Igdir, qui a fait savoir aux autorités turques que son président, en se rendant en Arménie «sans autorisation et de manière déplacée», a plongé l'Etat turc dans une situation «embarrassante». ●

Le Monde JEUDI 5 SEPTEMBRE 2002

Londres va rendre public un état de l'arsenal irakien de destruction massive

Il faut « aller de l'avant », dit Tony Blair



LE PREMIER MINISTRE britannique, Tony Blair, a annoncé, mardi 3 septembre, à Sedgefield, sa circonscription électorale, dans le nord de l'Angleterre, que le Royaume-Uni allait rendre public « dans les prochaines semaines » un dossier prouvant la menace représentée par les armes irakiennes de destruction massive. Comme en écho, le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a expliqué, le même jour à Washington, que les Etats-Unis pourraient diffuser « pour les jours et les semaines à venir » quelques informations sur l'arsenal irakien. Trois jours auparavant, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, avait, dans un entretien avec la BBC britannique, souhaité la publication de « tous les renseignements disponibles » sur l'Irak.

A la mi-mars, déjà, le gouvernement britannique avait remis, en privé, à une cinquantaine d'élus travaillistes, un document d'une dizaine de pages, émanant du Foreign Office, censé dresser l'état de l'ar-

mement irakien. Cette note n'avait pas alors été diffusée. Selon des sources proches de ces élus, il y était indiqué que Bagdad serait en

mesure de développer une munition nucléaire sommaire dans les cinq années à venir si le programme irakien n'était pas mis immédiatement en échec. Bagdad, était-il estimé, peut aussi, « dans un très court délai », se remettre à développer de nouvelles armes chimiques et biologiques « offensives ».

De telles considérations sont assez discutées au sein même des services d'évaluation dans les pays occidentaux. Depuis le départ, fin 1998, de la mission de l'ONU chargée de contrôler sur place l'état de l'armement irakien après la guerre du Golfe, plusieurs estimations ont été avancées à propos du stade auquel Bagdad est parvenu aujourd'hui en matière d'armes de destruction massive. En particulier, l'état exact des efforts irakiens dans le domaine de l'armement nucléaire reste encore un mystère.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui, depuis Vienne, surveille les installations des pays (dont l'Irak) signataires du traité de non-prolifération, n'a accès annuellement qu'au seul site de Tuwaitha, situé au sud-est de Bagdad. D'autres infrastructures, interdites, existent, notamment à Al-Sharqat, Akashat, Al-Safa ou Rashidiya, entre les 33° et 36° parallèles, qui sont les limites des zones d'exclusion aériennes fixées par les Anglo-Saxons. De même, les experts ignorent les capacités réelles de l'Irak à se procurer du plutonium et de l'uranium hautement enrichi auprès de pays de l'ex-bloc communiste, via, souvent, des organisations mafieuses. Enfin, le savoir-faire de savants, d'ingénieurs et de techniciens irakiens en la matière est probablement demeuré intact après l'offensive alliée de 1991.

Dans le domaine des armes chimiques et biologiques, les capacités de Bagdad sont mieux connues. A Washington, le Centre des études stratégiques internationales avance un état probable de l'arsenal existant : 220 tonnes d'ypérite (le gaz moutarde) ; autant de sarin, tabun et autre VX, qui sont des agents neurotoxiques ; 8 500 litres (voire trois à quatre fois plus) de concentrés de bacille de charbon ; 19 400 litres de toxines botuliques (voire le double). Cet inventaire date de juillet.

L'Irak dispose de bombes, de roquettes, voire de missiles (mais leur nombre et leurs performances exactes sont un sujet de controverse entre spécialistes) ou d'obus aptes à transporter ces toxiques.

« LE DÉBAT A ÉVOLUÉ »

« Au début, a expliqué M. Blair, j'ai pensé que nous ne publierions pas notre dossier avant que des décisions-clés ne soient prises. Il est clair que le débat a évolué. Je pense maintenant qu'il est probablement mieux d'aller de l'avant. » C'est la première fois, depuis cinq semaines, que le premier ministre britannique en dit aussi long sur l'Irak. Il est probable que ces propos et la publication, à Londres, d'un dossier sur l'arsenal irakien visent à réduire l'isolement de Washington, dont les plans d'action sont critiqués par nombre de pays arabes et européens. « Les Etats-Unis ne devraient pas avoir à faire face seuls à cette question, a ajouté M. Blair : nous devrions y faire

face ensemble ». « La guerre ne va pas tarder », lance à la « une » le quotidien *The Sun* au lendemain de ces déclarations. « Blair allume la mèche », titre le *Daily Mail* et « Tout mène à une guerre en Irak », estime *The Times*.

Selon une étude d'opinion publiée, mardi 3 septembre à Washington, par le German Marshall Fund of the United States et le Chicago Council of Foreign Relations, 60 % des Européens interrogés (en Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas et Pologne) soutiennent une intervention des Etats-Unis à la condition qu'ils bénéficient d'un aval de l'ONU. En revanche, selon un sondage du quotidien *Asahi Shimbun*, 77 % des Japonais interrogés sont opposés à une attaque américaine contre l'Irak, et 69 % pensent que Tokyo ne devrait pas apporter son aide si les Etats-Unis s'engageaient sur cette voie.

Jacques Isnard

M. Bush favorable à des contrôles de l'ONU

La Maison Blanche a assuré, mardi 3 septembre, que George Bush reste favorable au retour des inspecteurs de l'ONU en Irak, pour vérifier si Saddam Hussein respecte ses engagements en matière de désarmement et, ainsi, « donner autant d'informations que possible à la communauté internationale ». Ari Fleischer, le porte-parole, a cependant ajouté que « cela n'était pas une fin en soi » mais un moyen de rechercher la vérité. « La politique du gouvernement, a-t-il indiqué, est de changer le régime » en Irak. De son côté, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a jugé improbable que Bagdad admette des inspections « contraignantes » de désarmement parce que les Irakiens sont « des maîtres de la manipulation ». Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a estimé qu'« il y a beaucoup de vues au sein du gouvernement, à l'extérieur de l'administration, au Congrès, dans les médias et la communauté internationale ». « Le président fera savoir le moment venu comment il entend traiter ce problème », a ajouté M. Powell. — (AFP.)

IRAK Contestée dans ses modalités et ses objectifs, une intervention américaine ne semble plus imminente

Bush, Saddam Hussein et l'Orient compliqué

Non, vraiment, personne n'aime Saddam Hussein. Ses voisins en ont peur, à commencer par l'Arabie Saoudite, en continuant par la Syrie et la

versification des approvisionnements et de l'importance prise par les distributeurs indépendants.

La préoccupation fondamentale tient à l'angoisse générale de la remise en question du statu quo au Proche-Orient. Une situation nouvelle résultant d'une action militaire américaine ne risque-t-elle pas de réduire à néant les bénéfices résiduels et les capacités d'influence des pays de l'Europe ? En changeant tout, ne risque-t-on pas de tout perdre ? L'ampleur de la modification géostratégique ne pourrait-elle pas se propager jusqu'en Asie centrale où les Européens viennent de montrer leur absence de moyens d'influence ?

Ce vertige devant l'inconnu correspond en fait au terme inexorable d'un ordre régional mis en place à la fin de la Première Guerre mondiale, lors de la conférence de San Remo (1920) par les deux grandes puissances de l'époque : la France et la Grande-Bretagne, ordre que les Etats-Unis avaient grosso modo confirmé entre 1945 et 1956, lorsque, prenant la relève lors de la crise de Suez, ils affirmèrent avec aplomb leur influence prédominante dans la région. En fait, une seule modification fut introduite : la création de l'Etat d'Israël. Elle n'a pas fondamentalement altéré les découpages frontaliers de 1920, pas plus que n'a été remise en cause de l'extérieur la légitimité des dynasties établies.

Or, tout a changé pour au moins cinq raisons :

1°) L'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 était le préambule à la remise en question fondamentale du statu quo. Elle a conduit les Etats-Unis, qui n'y étaient nul-

lement préparés, à s'engager plus fortement et plus visiblement dans la région au moment même où montaient en puissance les mouvements fondamentalistes, donnant crédit à la thèse de l'invasion de la Maison de l'islam par les infidèles.

2°) A moyen terme la richesse énergétique de la région ne présentera plus le même intérêt. Toutes les grandes puissances savent que leur développement doit passer par l'utilisation de sources nouvelles, à commencer par le nucléaire dont la part ne va cesser d'augmenter. Les Etats-Unis en sont parfaitement conscients. Le rapport de la Maison-Blanche établi l'an passé sous la direction du vice-président Richard Cheney montrait que Washington n'était plus gouverné par des pétroliers impénitents mais par des hommes conscients des limites des énergies fossiles non renouvelables.

3°) L'Arabie Saoudite n'est plus ce qu'elle était il y a encore trente ans, lorsque quelques clans et quelques tribus, unis par l'appartenance à une petite secte de l'islam (les Wahabites), se partageaient les fameuses royautés et permettaient encore à une population peu nombreuse de jouir égoïstement des avantages d'une vie facile.

Avec plus de 22 millions d'habitants, soit presque autant que l'Irak, les Saoudiens connaissent les difficultés financières. Le chômage larvé a remplacé l'opulent désœuvrement d'antan. Sur fond d'inquiétude sociale, l'extrémisme religieux a fait son chemin dans les universités.

4°) Si tant est que ce fut jamais le cas, Israël ne vit plus aujourd'hui dans des frontières sûres et reconnues. Tous les acquis diplomatiques laborieusement acquis depuis l'ac-

cord Begin-Sadate de 1978 ont volé en éclats sous l'effet de la vertigineuse spirale de violence déclenchée par l'échec

d'Oslo, l'assassinat d'Itzhak Rabin et la seconde intifada. La plupart des gouvernements arabes cherchent à faire machine arrière face à des opinions publiques chauffées à blanc.

5°) Enfin, les agressions du 11 septembre ont achevé de liquider les restes du statu quo. Détruisant le mythe de l'inviolabilité du territoire des Etats-Unis, elles ont fait apparaître l'existence d'organisations « privées », financées de toutes parts, recrutant dans le monde entier à des niveaux jamais atteints par aucune organisation terroriste, mues par une idéo-

L'intervention en Irak n'a de sens que si elle constitue une sorte de préambule pour un règlement régional complet

logie sectaire et rétrograde, envers désastreux de la spiritualité de l'islam des Lumières.

Si donc tout a volé en éclats, quel ordre instaurer, selon quels principes ? Les Etats-Unis se trouvent aujourd'hui au Proche et au Moyen-Orient devant plusieurs chantiers ouverts :

- L'Afghanistan avec son prolongement pakistanais. Rien n'est terminé : le président Karzai connaît des difficultés croissantes. Le mollah Omar court toujours, pour ne rien dire de Ben Laden.

- La guerre israélo-palestiniennne doit cesser au plus tôt, dans des conditions qui permettent à Israël de retrouver un environnement stable et aux Palestiniens de ne pas se considérer comme le nouveau peuple martyr, préparant une nouvelle génération pour une nouvelle guerre. La Jordanie a tout intérêt à s'impliquer forte-

LE FIGARO MARDI 3 SEPTEMBRE 2002

PAR
FRANÇOIS GÉRÉ

Jordanie, en finissant par l'Iran, qui n'a pas oublié l'agression de 1980. Les Européens qui ont amené de force Slobodan Milosevic devant le Tribunal pénal international de La Haye n'ont aucune raison de soutenir un pouvoir totalitaire, responsable de massacres collectifs et de purges aussi sanglantes que régulières, bafouant les règles élémentaires de la prise en compte - on n'ose dire du respect - des droits de l'homme. Enfin, l'obstination de Bagdad à poursuivre des programmes d'armes de destruction massive ne peut qu'inquiéter le monde entier.

D'où vient alors cet étrange concours diplomatique visant à dissuader les Etats-Unis de mettre fin à la carrière de ce dictateur ? Peur de perdre les contrats passés avec l'Irak ? Ce n'est plus vrai. L'Irak ne « rapporte » plus comme c'était encore le cas en 1990. Crainte d'une nouvelle crise énergétique ? Ici aussi, la donne énergétique a considé-

rablement changé, les dépendances à l'égard de l'Opec n'étant plus ce qu'elles étaient, en raison notamment de la di-

La préoccupation fondamentale tient à l'angoisse générale de la remise en question du statu quo au Proche-Orient

ment dans un processus qui pourrait conduire à une fédération jordano-palestinienne.

- En intervenant en Irak, les Etats-Unis ouvriraient un troisième chantier. S'il s'agissait d'une action purement locale visant à remplacer un dictateur par un autre ou de rester sur place en attendant indéfiniment la mise en place d'une illusoire démocratie, cela consisterait à ajouter un problème à ceux qui restent pendants. Remplacer Saddam Hussein doit avoir pour conséquence la sécurisation des relations avec la Jordanie, la Turquie, l'Irak et la Syrie, ce qui est encore le meilleur moyen de réduire l'intérêt de certains de ces Etats pour les armes de destruction massive.

Contrairement à ce qui s'est écrit, la fin de l'Irak de Saddam Hussein ne vise pas à prolonger l'affrontement contre les autres « méchants » de la région mais bien à créer les conditions d'une négociation avec les deux autres Etats clefs de la recombinaison stratégique et énergétique que constituent l'Irak et la Syrie. L'entreprise est d'une redoutable complexité. Mais chacun a intérêt à retrouver, après vingt-cinq ans de tumultes épuisants, un statut stabilisé

dans la région. Comme l'a montré l'attitude de Téhéran lors de la guerre d'Afghanistan, l'Irak n'attend qu'une occasion pour réintégrer avec dignité le concert régional et mettre un terme à son isolement sur la scène internationale. On imagine les répercussions apaisantes d'une telle évolution, tant sur l'Afghanistan que sur le Liban et la Palestine.

- L'intervention en Irak n'a de sens que si elle constitue une sorte de préambule pour un règlement régional complet. Or ceci suppose en fait l'ouverture d'un quatrième chantier, sans doute le plus important : la péninsule arabe. Les Etats-Unis ne peuvent plus passer leur temps à voler au secours d'un régime qui nourrit, éduque et parfois finance puis couvre ceux qui font vœu de détruire l'Amérique.

Le 11 septembre a montré que le régime de Ryad constituait aujourd'hui un frein majeur pour un règlement général de la situation au Proche-Orient, tout en s'avérant incapable de juguler les courants passésistes se réclamant du salafisme (idéologie islamique intégriste, délibérément archaïsante) ou de bien

d'autres lectures rétrogrades du Coran. Une réforme politique, institutionnelle, ouvrant la voie à une transformation socioculturelle profonde, est devenue nécessaire pour éviter que l'Arabie Saoudite ne devienne une base de l'obscurantisme militant encore plus dangereuse que ne fut l'Irak de Khomeini.

La tâche peut paraître immense. Les Etats-Unis disposent de la puissance militaire nécessaire et d'une capacité d'influence encore suffisante. La guerre contre le terrorisme ne prend son sens que si elle se donne pour objectif l'établissement d'un nouvel ordre, de droit, de justice et de tolérance au Moyen-Orient.

Encore faut-il que Washington ne donne pas prise au soupçon d'imposer par la force une situation conforme à son unique intérêt dans un dessein impérial. Un tel unilatéralisme reviendrait à remplacer un ordre injuste par un autre qui, de toutes parts, se verrait immédiatement contesté en raison des craintes précédemment évoquées.

C'est ici que la France, le Royaume-Uni et l'Europe, si elle en a la volonté commune, ont un rôle à jouer dans la crise irakienne désormais ouverte et de plus en plus chaotique. S'il s'agit de soutenir les Etats-Unis dans une expédi-

tion militaire difficile et sans lendemain déclaré, à quoi bon ? S'il s'agit d'accompagner un grand allié pour contribuer à ses côtés à un règlement global, cela devient souhaitable et même nécessaire.

Les Européens sont déjà engagés en Afghanistan, leurs liens historiques de solidarité avec les Israéliens et leur respect pour le sort des Palestiniens les conduisent à se vouloir partie prenante du règlement de ce conflit extrêmement dangereux pour l'équilibre interne de leurs propres sociétés. La solidarité dans la lutte contre le terrorisme et l'extinction des causes du terrorisme le plus dangereux et le plus meurtrier que les pays occidentaux aient connu jusqu'ici passe par cette coopération.

En 1990, George Bush père évoquait un « *nouvel ordre mondial* ». Jeter les bases d'un ordre régional stabilisant dans la plus dangereuse et la plus meurtrière des zones de la planète n'est pas un objectif indigne de son fils.

* Directeur de l'Institut diplomatique et défense et chargé de séminaire à l'Ecole pratique des hautes études, il est l'auteur de *Pourquoi les guerres ?* (Larousse-Courcier International, 2002) et, avec Arnaud Blin, de *Puissance et Influences* (2003, Descartes).

La Russie a affirmé qu'elle mettrait son veto à une intervention contre l'Irak. En visant la préservation de ses intérêts

Moscou joue la carte du pragmatisme économique

Moscou :
de notre correspondant
Patrick de Saint-Exupéry

Puissance impériale, les Américains peuvent peut-être s'offrir le dangereux luxe de faire de la « politique », pas la Russie qui, elle, ne peut se permettre que de veiller à ses intérêts.

Tel est l'axe général de la politique étrangère russe mise en place avec l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine. C'est au nom de cette règle implicite que Moscou renonce peu à peu à ses déclarations enflammées sur les Balkans. C'est en son nom que

Vladimir Poutine décida voici bientôt un an de soutenir l'intervention américaine en Afghanistan. C'est toujours en son nom qu'aujourd'hui la Russie n'hésite pas à afficher son désaccord avec les Etats-Unis sur le dossier irakien.

Estimant que les déclarations américaines sur l'Irak « sont de nature politique », le ministre des Affaires étrangères, Igor Ivanov, vient d'assurer qu'il « n'y a pas un seul argument bien fondé prouvant que l'Irak menace la sécurité nationale des Etats-Unis ». D'où, conclusion logique, en cas de vote au Conseil de sécurité de l'ONU sur le principe d'une intervention en Irak, la Russie envisage d'apposer son veto : « J'espère, a lancé

Igor Ivanov, que cette question ne sera pas posée au Conseil de sécurité, qu'un veto ne sera pas nécessaire. »

En l'état actuel des choses, donc, Moscou voterait contre. Mais le jeu est, de fait, bien plus complexe. Très lié économiquement et de longue date à Bagdad, Moscou pourrait être tenté par la négociation d'un compromis avec Washington : en cas d'abstention à l'ONU, les intérêts russes seraient alors garantis, voire accrus.

Cette idée a été ouvertement énoncée par Mikhaïl Khodorkovski, le jeune président très en cour au Kremlin de Yukos, la deuxième plus importante société pétrolière russe : « De difficiles décisions politiques doivent

être prises plutôt rapidement par les Etats-Unis si ces derniers veulent que la Russie regarde d'un œil plus favorable le dossier irakien, confiait-il récemment au *Washington Post*. Si l'Amérique veut que la Russie participe à la solution du problème, et je pense que la Russie peut jouer un grand rôle, alors la meilleure manière de procéder est d'impliquer la Russie d'un point de vue économique. Si nous n'avons pas d'intérêts à y aller, pourquoi nous ennuyer avec ce dossier ? »

Un point de vue que n'a pas rejeté en juillet dernier l'influent sénateur Joseph Biden, président du comité des affaires étrangères : « Je ne peux imaginer pourquoi nous ne serions

pas dans une situation où chacun aurait à y gagner », affirmait-il lors d'une audition.

Le risque de double jeu est apparu tel que les augures irakiens s'en sont récemment inquiétés. A la mi-août, vraisemblablement sur instruction et en se gardant bien d'en aviser à l'avance les Russes, l'ambassadeur irakien à Moscou, Abbas Khalaf, a rendu public, lors d'une conférence de presse, un projet d'accord économique russo-irakien baptisé : « Programme à long terme pour le développement du commerce, des affaires et de la coopération industrielle, scientifique et technique » en négociation depuis avril 2001, portant sur

une durée de dix ans et d'un montant de 40 milliards de dollars. Et l'ambassadeur de clore aussitôt le chapitre en ajoutant laisser « toute réponse sur les détails à la partie russe » qui s'est empressée de confirmer les discussions sur cet accord tout en en minimisant la portée.

Bagdad doit toujours, par ailleurs, de 7 à 11 milliards de dollars à la Russie au titre de la dette héritée de l'époque soviétique. Toujours dans l'optique de rallier les Russes au principe d'une intervention, plusieurs commentateurs américains ont avancé l'idée d'effectuer un transfert de cette dette en en gommant l'équivalent au Club de Paris.

Enfin, à l'image du président de Yukos, les grands groupes énergétiques russes n'ont pas caché leur éventuel accord à la formation d'un consortium pétrolier russo-américain qui déciderait alors d'un partage de l'exploitation des ressources pétrolières irakiennes dans la perspective de l'après-Saddam...

Les Américains, eux, n'en sont pas encore là : tout comme le secrétaire d'Etat à la Défense, David Rumsfeld, la plupart des officiels multiplient les déclarations presque belliqueuses contre une Russie accusée de collaboration multiple avec les tenants de « l'axe du Mal ».

C'est faire semblant d'oublier que

les Russes détiennent peut-être en leur main un atout maître : ils sont probablement les seuls en mesure de convaincre Saddam Hussein d'accepter le retour des inspecteurs de l'ONU contre une levée des sanctions.

Une perspective qui ne peut qu'effrayer les « faucons » de Washington. Ceux-ci perdraient alors leur principal argument justifiant une intervention.

Premier bénéficiaire étranger du régime des sanctions, Moscou y perdrait également, mais, à la différence des Etats-Unis qui, eux, font de la « politique », la Russie verrait ses intérêts préservés...

Poll shows U.S. united with Europe on policies

By Glenn Frankel

The Washington Post

LONDON: While the Bush administration and many European leaders are at loggerheads over an array of foreign policy and security issues, an extensive new poll made public Tuesday suggests that public opinion on both sides of the Atlantic is more united than the noisy debate indicates.

A substantial majority in both America and Europe believe the United States should invade Iraq only with United Nations approval and the support of its allies, according to the survey, which was taken in June.

It also found that a large majority of Americans and Europeans hold similar views about international terrorism, Islamic fundamentalism and the use of military force to deal with these and other threats.

Americans and Europeans also largely agree that it is desirable for both the United States and the European Union to exert leadership in world affairs, and a sizable majority — 77 percent of Americans and 76 percent of Europeans — support the statement that the UN “needs to be strengthened.”

“Despite all the talk about disagreements, there’s an impressive amount of convergence on how Europeans and Americans view the world,” said Craig Kennedy, president of the German Marshall Fund of the United States, which

sponsored the poll with the Chicago Council on Foreign Relations.

“There’s a lot of agreement about threats and how to deal with them and about the need for the United States and Europe to work together,” he said.

The poll surveyed 3,262 Americans and 1,000 respondents each in Britain, France, Germany, Italy, the Netherlands and Poland. The U.S. poll was conducted by Harris Interactive and the European poll by Marketing & Opinion Research International.

The U.S. poll found American perceptions of the world underwent a profound shift after the Sept. 11 attacks, with terrorism vaulting to the top of the list of international concerns and with respondents saying their interest in world news is stronger than in surveys for the last 30 years. Ninety-one percent of those responding in the United States saw terrorism as a “critical” threat and 61 percent agree that Washington needs to work more closely with other countries to fight terrorism.

While both sides agreed generally about the use of military force, there were sharp differences about how to pay for it. While 22 percent of Europeans wanted to expand defense spending, 33 percent wanted to cut it back. By contrast, 44 percent of Americans wanted to increase defense spending and only 15 percent wanted a reduction.

Americans are more positive about the Bush administration, with 53 percent ranking the White House’s handling of foreign policy as excellent or good while 56 percent of Europeans rate it fair to poor. The biggest gap is on the war in Afghanistan, where 60 per-

cent of Europeans rate the Bush administration fair to poor while 55 percent of Americans rate it excellent to good.

But on other specific issues, the two sides tend to converge, with 74 percent of Europeans and 61 percent of Americans rating the Bush administration fair to poor on the Arab-Israeli conflict and 71 percent in Europe and 62 percent in the United States giving the White House low marks for its handling of Iraq.

Also, 55 percent of Europeans agree that U.S. foreign policy contributed to the Sept. 11 attacks. There was no corresponding question for American respondents.

“I don’t read this as criticism of the U.S. so much as it reflects the European view that America really is the superpower and what it does affects everything,” Kennedy said.

In ranking the seriousness of issues such as political turmoil in Russia, economic competition, global warming and international terrorism, Americans and Europeans tend to agree. One outstanding exception is the development of China as a superpower, with 56 percent of Americans seeing this as a critically important issue while only 19 percent of Europeans agree.

There is widespread support for the use of military force in specified situations.

For example, 92 percent of Americans and 76 percent of Europeans approve of using military force to destroy a terrorist camp, 77 percent of Americans and 78 percent of Europeans would use it to liberate hostages and 76 percent and 80 percent to uphold international law.

International Herald Tribune
Wednesday, September 4, 2002

Reviving reform in Iran

The New York Times

Iran's president, Mohammed Khatami, has finally lost patience with the unelected mullahs who have systematically thwarted his reform agenda. It's about time. Khatami is by far Iran's most popular political figure, but reactionary clerics maintain a tight grip over the country's courts, security forces and economy, and regularly veto parliamentary laws and candidates. After years of trying to avoid confrontation with the religious establishment, Khatami issued a bold challenge last week, promising to push through new laws limiting their powers and strengthening his own authority to protect constitutional rights.

That is a step Iranians have long wanted him to take. His efforts to shift the balance of power will surely be re-

sisted. Parliament is likely to support the new laws, but the clerical leadership can nullify them through its control of the Guardian Council, one of Iran's most powerful institutions. Khatami has the people behind him, especially the 70 percent under age 30, but many of the most articulate reformers are now behind bars.

Iranians clearly yearn for a freer society with less clerical meddling in public and private life. Yet despite Khatami's two election victories and reformist triumphs in parliamentary and local government elections, only marginal changes have taken place. The morality police have become somewhat less pervasive, but efforts to free political speech and the press have been crushed.

Iran has also had trouble breaking

out of its international isolation, despite Khatami's diplomatic efforts. Europe and Arab neighbors like Saudi Arabia have put out tentative feelers, but the prospects for deeper engagement remain slight as long as militant clerics maintain links with terrorists and seek to develop nuclear bombs and longer-range missiles.

Clerical power has blighted Iran's economy by discouraging foreign trade and investment, opposing privatization of state industry and protecting the business empires of corrupt clerically run foundations. As a result, millions of young Iranians face mounting unemployment and a bleak future. Their hopes for a freer, more prosperous Iran depend on how much power Khatami can now wrest from a failed clerical dictatorship.

OTHER COMMENT ■ United against Saddam

Iraq is like a runaway freight train loaded with explosives barreling toward us. We can act to derail it or wait for the crash and deal with the resulting damage.

Fortunately, the president is primarily guided by responsible officials and sensitive intelligence information. He has a fundamental obligation to protect American people and property by preparing to attack Iraq preemptively if necessary.

As he builds his case, he should also seek congressional approval, even though he has the authority needed. Consultations with Congress are essential, but not adequate when armed conflict is the issue. There is a need to close the gap between what the White House knows and what Congress knows.

Congressional consideration of a resolution authorizing force would give others the opportunity to make their case before Congress for forbearance, intervention, more inspections or some other course of action.

When all is said and done, Congress will respond affirmatively and the president will be strengthened as he reaches out to willing allies. Saddam Hussein will also clearly understand that America means business when the president and Congress come together. At that point he might yield to demands for a full and unfettered arms inspection.

The bottom line is that we must not lose sight of the fact that we are dealing with potentially clear and present danger to the United States. Saddam's

invasion of Kuwait justified the Gulf War, but the current threat to the United States is greater. President Bush will make his case to Congress, and when he does, senators and representatives will respond with bipartisan support. With that will come additional backing from the American people.

Then, if it becomes necessary, we can face this arduous task united, and good will prevail over evil. In the process our real friends and allies will join us, the overwhelming majority of Iraqis who have long yearned for a taste of liberty and freedom will be forever grateful, and countless innocent American lives will have been spared.

— Bob Dole, in *The Washington Post*

Countdown to a collision

The New York Times

We were heartened by President George W. Bush's promise on Wednesday to seek congressional approval for any American action against Iraq, and that he plans to make his case to the world at a speech at the United Nations next Thursday. Those steps are critical, but only a beginning.

Bush sounded like a man preparing America for war. He never said so explicitly, but by declaring that "doing nothing" about Iraq "is not an option," he made clear he was now moving toward a confrontation with Saddam Hussein.

The president left unaddressed most of the hard questions about Iraq, including the pivotal issue of why Bagh-

dad supersedes all other foreign threats, why it so urgently requires American intervention and the potential sacrifice of American and Iraqi lives. Vice President Dick Cheney and Secretary of Defense Donald Rumsfeld have been pounding the war drums without ever spelling out the precise nature of the Iraqi threat or why "regime change" is mandatory now when it was not deemed necessary only a year or two ago — and was ruled out by Bush's father in 1991. Last week Cheney ridiculed the idea of sending international arms inspectors back to Iraq, but a few days later Secretary of State Colin Powell said inspectors should return.

Bush seems to realize that he has a lot of work to do if he hopes to present a more coherent policy when he addresses the United Nations. Simply saying

that Saddam is "stiffing the world" — Bush's photo-op phrase of the day on Wednesday — won't do. The time for teasing hints about Iraq's arsenal of unconventional weapons has passed. If Washington knows that Saddam is on the brink of developing nuclear weapons, Bush should provide evidence. If the president believes Saddam is in league with Al Qaeda and other terror groups, he must describe the links.

Support from the UN Security Council for any American attack is essential, and Bush's speech next week should be a start along that road, not a mere symbolic stab at consultation. Bush will also invite fierce international opposition if he tries to move directly to military action without first seeing if UN inspectors can return to Iraq with a free hand. As Bush said on Wed-

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST
September 4, 2002

nesday, the core concern on Iraq is to ensure that Baghdad complies fully with the disarmament provisions of the Security Council cease-fire resolution that ended the Gulf conflict. War is not necessarily the only way to achieve that goal, and it certainly is not the preferred way.

On the domestic front, Bush has now promised to send his top aides to upcoming congressional hearings about Iraq. That should be the opening of a searching inquiry about Iraq policy, not the starter's gun for an election-year dash to grab credit for supporting the president on a high-profile national security issue. So far, the silence of Democrats in particular has been deafening.

Bush is moving on a fast track, with Prime Minister Tony Blair of Britain headed for discussions at Camp David this weekend and the president working the phones to consult with other foreign leaders. A decision point seems to be coming soon. As the countdown begins, Bush must be mindful that the terror attacks a year ago did not give him a license to wage war in Iraq. He will have to earn that. These new steps toward consultation are welcome, but they do not substitute for a comprehensible Iraq policy, much less make the case for war.

OTHER COMMENT ■ America alone against Iraq?

The force necessary to mount even an intermediate operation would be large enough to require extensive basing facilities — if not in Saudi Arabia, then the Kuwaitis and preferably the Turks must be induced to provide territory. There lies President Bush's real problem. Although America has power in superabundance to topple Saddam, the president must still find friends to furnish the points of departure. To do so, he must devote time to building international support for his anti-Iraqi policy. So far he has taken little trouble to do so.

He may be planning an attack which will not require the cooperation of outsiders. That means he will need to launch the invasion from the sea. Such an attack would be very tricky.

— John Keegan, commenting in *The Daily Telegraph* (London)

After so many months of bellicose gesticulation toward Iraq, failure finally to go into action would look like an American retreat. The entire foreign policy of George W. Bush is based on the exercise of power. The most likely prospect, although it is not certain, is that America is going to wage war to eliminate Saddam Hussein, perhaps in the first few months of 2003.

For now, the United States will keep playing the sheriff's role that reflects its culture. Despite all our reservations, we are right not to contradict it to its face — provided we accelerate the building of Europe. A weak Europe will not manage to spread its values abroad or promote the idea of better world governance. The time has come clearly and proudly to go for a strong Europe.

— Thierry de Montbrial, commenting in *Le Monde* (Paris)

Opposing Saddam ■ By Gareth Evans

What the world should hear from Bush

BRUSSELS
It is highly appropriate that President George W. Bush has chosen his UN General Assembly address on Sept. 12 as the occasion to fully lay out U.S. concerns and intentions on Iraq. For all its faults, the United Nations remains the only universally representative and comprehensively empowered body the world has to deal with threats to international peace and security.

In the present environment, any acknowledgment by Washington of that status, however implicit, is welcome indeed.

But the choice of forum won't count for much if the substance of the speech is not compelling.

If a military assault is to be launched against Saddam Hussein — with all the carnage, destruction, loss of innocent life and sheer human misery that warfare always entails, and that armchair generals too often ignore — then Bush is going to have to do more than point out the monstrous way Saddam has behaved in the past and undoubtedly still can. He is going to have to be persuasive on at least five key issues on which the world is waiting for answers. Call them, if you like, the five Rs.

Rationale. A case has to be made not only about Saddam's nuclear, chemical and biological weapons capability, present and future, but also about his intent, and the incapacity of the international community to contain him, as it has for the last decade, by measures short of military action. Preemptive self-defense can certainly be justified, but only if there is a clear and present danger in every sense of that phrase.

Right authority. For proposed military intervention anywhere, the Security Council should always be the first port of call. The optimal course here would be a new ultimatum demanding the return of fully empowered weapons inspectors and authorizing all appropriate means of redress in the event of

non-cooperation. If the United States seriously pursues this course, its position will be infinitely stronger, even if the process breaks down with a veto by another permanent member. But if Washington is to be seen as serious, there can be no more talk of insisting on regime change even if inspectors go in.

Region. There is every reason to believe that military action against Iraq, especially unilateral action, will be seriously destabilizing through the whole region, and there are not many grounds to hope that it will set flowing a democratic tidal wave. The bottom line must always be that the consequences of military action not be worse than the consequences of inaction, and the president simply must be persuasive on this score.

Confidence in a manageable regional reaction would be higher if the United States were to make a big new commitment to resolving the Israeli-Palestinian problem by initiating negotiations now on a final status political blueprint. But that, regrettably, seems very unlikely.

Retaliation. There is much well-founded concern that by far the most likely scenario for Saddam actually using such weapon capacity as he has is the threat of his own imminent annihilation. The worry, as it has been put, is "T - 2" — what he will do two days before he is turned into toast. It would set a few minds at rest, not least in Israel, for Bush to have plausible answers to this, even if the Sept. 12 speech

is obviously not the occasion for discussing how precisely the military job will be done.

Reconstruction. The international community needs a much clearer sense than presently exists as to who or what will replace Saddam if he is overturned, whether the new regime will be much better than the old, and in particular whether the United States will be able and willing to maintain the occupying presence that may be indefinitely necessary.

There is also the usual question mark, accentuated

International Herald Tribune
Friday, September 6, 2002

by Afghanistan's experience, as to whether the resources really will be available to accomplish the necessary postwar reconstruction.

Those of us working full-time on the prevention of deadly conflict — wars between states, war within states or terrorist wars on states — can get consumed with the complexity of it all: long-term structural measures to deal with underlying causes; the toolbox of short-term responses to deal with imminent crises; what kinds of interventions work and what don't in dealing with situations heading out of control.

But it's important from time to time to remind

ourselves of some simpler verities, starting with the time-honored one of "Do no harm." War is an ugly, awful thing, and if we are in the business of preventing deadly conflicts, it's a good idea not to start new ones. Unless, that is, the case for doing so is overwhelming and the means chosen are absolutely responsible.

It is that case that the world will be waiting to hear from President Bush on Sept. 12.

The writer, a former foreign minister of Australia, is president of the International Crisis Group. He contributed this comment to the International Herald Tribune.

Les Quinze tempèrent les attentes de la Turquie

Une adhésion rapide n'est pas à l'ordre du jour malgré l'adoption de réformes par Ankara

BRUXELLES

de notre bureau européen

La perspective d'une crise politique avec la Turquie attend les Quinze sur la route de leur sommet de Copenhague. Lorsque, en décembre, les chefs d'Etat et de gouvernement se retrouveront dans la capitale danoise pour annoncer les noms des pays invités à rejoindre en 2004 le club européen, dont Chypre, ils devront également décider du signal politique à adresser à la Turquie, qui piaffe d'impatience.

Bien que les négociations piétinent sur un règlement à Chypre, dont la partie nord est toujours sous la coupe de l'armée turque (une rencontre intercommunautaire avait encore lieu vendredi à Paris en présence du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan), les Turcs estiment avoir répondu aux principales exigences qui leur ont été formulées pour que les portes de l'Union leur soient ouvertes. Mais la rapidité avec laquelle Ankara a fait adopter quelques réformes majeures a pris de court les capitales européennes, qui s'étaient habituées à l'idée que la Turquie ne serait pas capable de mettre en œuvre une vraie démocratisation avant au moins une génération.

LES TORTS SONT PARTAGÉS

Les ministres des affaires étrangères, ainsi que Günter Verheugen, commissaire chargé de l'élargissement, ont entamé une riposte afin de refroidir les attentes turques, jugées irréalistes. « Je ne crois pas qu'ils afficheront avant la fin de l'année un bilan suffisant, permettant de rendre un jugement final sur le respect des critères politiques », a souligné M. Verheugen, provoquant l'ire du premier ministre turc.

Si quiproquo il y a, les torts sont partagés. Les Européens ont eu celui de laisser s'installer l'idée que l'ouverture des négociations passait par l'adoption de trois réformes majeures sur le plan de la démocratie et des droits de l'homme. En Turquie, délibérément ou

non, c'est cette approche qui a prévalu. « Il s'agit d'une campagne de mystification de la part des Turcs, insiste un expert européen. Nous n'avons jamais rien dit de tel. Ces trois questions font partie d'un ensemble bien plus vaste de critères et de réformes, contenues dans le partenariat d'adhésion. »

Les Turcs accusent en revanche l'Union de leur imposer de nouvelles demandes : « La Commission parle maintenant de vouloir vérifier la mise en œuvre des réformes que nous avons adoptées, une exigence qui n'a jamais été imposée à d'autres pays candidats, comme la Roumanie et la Bulgarie », explique ce haut diplomate turc. De sources européennes, on met en avant d'autres raisons : « L'annonce de réformes n'a pas transformé la Turquie en une société démocratique comparable avec celles de nos pays européens », rappelle un expert, qui souligne que les libertés religieuse, d'expression et d'association sont loin d'être respectées.

9 000 personnes sont en prison pour des délits liés à la liberté d'expression, et les allégations de torture sont fréquentes, insiste-t-on de même source. En dépit de la présence majoritaire de civils en son sein, le Conseil de sécurité nationale, c'est-à-dire tout l'appareil d'Etat, reste d'autre part sous l'influence prépondérante de l'armée.

Pour les Européens, la Turquie a encore devant elle un important chantier de réformes. Pourtant, là n'est pas l'essentiel. Au sein de l'Union, les préventions contre l'adhésion de la Turquie sont vivaces. Elles tiennent à quelques têtes de chapitre : intégrer la Turquie au sein de l'Union coûtera extrêmement cher ; la Turquie étant un pays musulman, son identité européenne est sujette à caution ; son poids démographique (66,7 millions d'habitants) fait d'elle un poids lourd, avec les revendications politiques que cela implique ; enfin, la Turquie est un pays qui viole les droits de

l'homme.

Pour toutes ces raisons, les Quinze aimeraient pouvoir se borner, à Copenhague, à une clause de rendez-vous pour fixer la date, ultérieure, de négociations d'adhésion. Un tel ersatz de feuille de route provoquera, à coup sûr, une grande frustration à Ankara, laquelle risque

d'être exacerbée par l'adhésion prévue en 2004 de Chypre.

Laurent Zecchini

Le Monde

7 SEPTEMBRE 2002

L'Allemagne n'est pas favorable à une entrée de la Turquie dans l'UE

BERLIN

de notre correspondant

Distancé par la paix, la sécurité, le chômage, le terrorisme ou la criminalité organisée, le thème de l'élargissement de l'Union européenne ne fait guère recette en Allemagne, où toutes les enquêtes menées par la Commission indiquent que l'arrivée de nouveaux adhérents ne figure pas parmi les premières préoccupations de ses citoyens. Et, lorsqu'ils l'évoquent, ce sont les pays appartenant à l'ancien bloc communiste qui sont spontanément cités. Non la Turquie. Paradoxe ?

L'Allemagne a appris à cohabiter avec « ses » Turcs qui, avec 2 millions d'âmes, forment la plus importante communauté étrangère sur son sol. Economiquement bien enracinés, les Turcs sont cependant vécus comme une population à part, culturellement et religieusement différents de leurs voisins, difficilement assimilables selon les canons majoritaires en vigueur.

Pourquoi ce qui est difficile à l'échelle de l'Allemagne le serait-il moins à l'échelle de l'Europe ? C'est ce que Helmut Kohl, alors chancelier, avait assuré en 1999 lorsque, interrogé sur la demande d'adhésion de la Turquie, il avait crûment estimé que, selon lui, l'Europe devait rester « un club chrétien ». La formule avait fait scandale. Mais elle avait eu le mérite de mettre le doigt là où beaucoup de politiciens et d'électeurs sont sensibles : la confuse menace que le monde chrétien ressent à l'égard de l'islam.

Il est probable que les attentats du 11 septembre 2001 ont renforcé ce sentiment diffus. Mais en Allemagne, où il est des mots qu'il vaut mieux éviter, Edmund Stoi-

ber a adouci le discours de M. Kohl. Aujourd'hui, le candidat conservateur à la chancellerie affirme que s'il faut « favoriser une orientation européenne de la Turquie », il y a aussi des « frontières européennes » qui, hasard de la géographie, ne l'englobent pas. « Au moins, il dit tout haut ce que les autres pensent tout bas », constate le correspondant berlinois du quotidien turc *Hürriyet*.

Hormis les Verts, qui, sous réserve de réformes démocratiques, se sont explicitement prononcés pour l'intégration de la Turquie, les partis préfèrent laisser le sujet dans le vague. Le mot « Turquie » n'apparaît même pas dans le programme électoral du Parti social-démocrate (SPD) du chancelier Gerhard Schröder.

« IL FAUT DU TEMPS »

Député européen et membre de la direction nationale du SPD chargé des affaires turques, Martin Schultz reconnaît que son parti, comme la classe politique allemande en général, est sceptique quant à la possibilité de voir bientôt Ankara siéger à Bruxelles.

Selon lui, les réformes en matière de droits de l'homme engagées par la Turquie n'y changeront rien : « Il faut du temps avant que les consciences reconnaissent le changement. Et puis la Turquie elle-même paraît instable, partagée entre partisans et adversaires de l'adhésion. Qui l'emportera ? Que dira la classe politique turque lorsqu'elle comprendra que l'adhésion implique dans plusieurs domaines une certaine perte de souveraineté ? C'est avant tout à la Turquie de choisir ce qu'elle veut faire. »

Georges Marion

Donner un sens à la guerre préventive

par Philippe Moreau Defarges

L'ÉVENTUALITÉ d'une opération militaire américaine contre l'Irak de Saddam Hussein fait resurgir l'une de ces questions permanentes, qui fascinent d'autant plus qu'elles ne recevront jamais de réponse absolue et définitive : la question de la guerre préventive.

Le recours aux armes peut-il être fondé afin de prévenir quelque chose (un conflit ultérieur, une catastrophe) ? En ce qui concerne l'Irak, le développement possible par cet Etat d'armes redoutables justifie-t-il une intervention armée contre lui pour mettre fin à ces activités potentiellement meurtrières ? Ni le droit ni la politique ne tracent une ligne claire.

Du point de vue du droit, de la norme, est-il légitime de faire la guerre pour empêcher que ne se produisent des événements peut-être terribles mais, par nature, incertains ? La remarquable théorie de la guerre juste, élaborée par le chrétienté du Moyen Age, fournit jusqu'à présent la seule démarche apportant une argumentation solide. Selon cette théorie, la guerre ne peut être juste qu'à la condition, notamment, de réparer, d'effacer un tort, de restaurer un équilibre détruit. Dans l'esprit des théologiens, le monde est ce qu'il est, la seule violence légitime étant celle qui rétablit l'ordre troublé. En 1991, la guerre contre l'Irak était fondée, le but étant de libérer le Koweït, Etat souverain, reconnu par les autres Etats, de l'occupation irakienne. Aujourd'hui, y a-t-il un tort établi ? Il y a des suppositions, au mieux des amorces - plus ou moins contestables - de preuve.

Etats souverains, tenus ensemble par des obligations réciproques : respect de l'intégrité territoriale, règlement pacifique des différends... Cette communauté n'a-t-elle pas le devoir et le droit d'agir si l'un de ses membres (ici, l'Irak) dérape et s'engage dans une voie susceptible d'avoir des conséquences graves pour les autres (la remise au pas s'imposant d'autant plus que l'Etat concerné a un passé des plus troubles, qu'il a été vaincu et qu'il refuse la transparence) ? Ne serait-il pas criminel de ne rien faire, le danger n'étant pas certain mais très probable ?

Ici, il s'agit moins, comme dans le schéma traditionnel de la guerre juste, d'effacer un tort, un crime, que d'assurer la préservation d'une famille de nations civilisées. La modernité démocratique se définissant par le souci de prévoir l'avenir, d'en gérer les incertitudes, de se protéger contre elles, l'une des priorités de l'ordre démocratique mondial n'est-elle pas de prévenir les risques ? S'agissant de l'Irak, la guerre préventive ne serait qu'une intervention policière pour neutraliser un élément dangereux.

Objection pour l'Irak ! Ce sont les Etats-Unis qui envisagent d'agir. Les Etats-Unis ne sont pas l'Organisation des Nations unies. Si guerre préventive il doit y avoir, elle doit être décidée par le Conseil de sécurité. Mais si le Conseil, ne pouvant agir qu'avec l'accord, notamment, de ses cinq membres permanents, est paralysé, ne revient-il pas au plus fort, les Etats-Unis, de se substituer à cette instance (ce fut déjà le cas en 1999, l'Alliance atlantique déclenchant, de sa propre initiative, la guerre contre la Yougoslavie de

qui appartient-il de dire s'il y a danger ? Dans un monde demeurant finalement régi par la guerre, n'est-ce pas toujours à chaque Etat de désigner souverainement le danger, l'ennemi, selon la thèse célèbre du philosophe allemand Carl Schmitt ? Ou, ainsi que le stipule l'ONU, n'est-ce pas à l'organe établi par le contrat - le Conseil de sécurité - de procéder à cette désignation ?

Et le politique ? A priori, toute guerre préventive se termine mal. Comme le confirment les silences du secrétaire d'Etat Colin Powell, face à l'hypothèse irakienne, les militaires ou les anciens militaires sont les premiers à se méfier de ce type d'aventure. Mais est-ce si simple ?

En 1792, la France révolutionnaire, considérant que l'Europe monarchique chercherait à la détruire, lui déclare la guerre, l'affaire s'achevant - provisoirement - en 1815 par la victoire des rois et la Restauration. Au premier abord, la défaite française est écrasante. Mais la France de 1792 avait-elle le choix, dès lors qu'elle revendiquait une légitimité en lutte avec celle de l'Ancien Régime

PHILIPPE MOREAU DEFARGES est chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), il enseigne la géopolitique à l'Institut d'études politiques de Paris.

me ? Et puis, même si la France était vaincue, les idées révolutionnaires étaient semées et ont fini par balayer les vieilles royautés. Tout de même, oui, la France est perdante, l'idée de nation qu'elle a diffusée se retournant contre elle avec l'unification des Allemagne par la Prusse.

En 1941, l'Allemagne de Hitler attaque l'URSS. Délire belliqueux ? Peut-être. Hitler ne saurait faire autrement : comment peut-il compter garder son empire européen, avec, à l'est, l'ours russe, formidable allié pour l'Angleterre et les Etats-Unis ?

A la fin des années 1940, les Etats-Unis, ayant le monopole de l'arme atomique, débattent d'une guerre préventive contre l'ennemi soviétique et sagement y renoncent. Que

seraient-ils du colosse russe auparavant plongé dans la misère et le chaos ? Surtout, les Etats-Unis sentaient que, s'ils éliminaient par des bombes le pouvoir stalinien, leur victoire ne serait réelle que s'ils pre-

naient en charge la Russie ravagée, la reconstruisaient et la transformaient en démocratie à l'occidentale.

Ces trois exemples rappellent que toute guerre, préventive ou non, s'inscrit dans un enchaînement. La guerre préventive est rêvée comme une opération chirurgicale : brève, propre, sans séquelles. Malheureusement ou heureusement, la guerre est toujours un engrenage imprévisible. Quant à la guerre dite préventive, elle est inévitablement plus ambitieuse qu'une guerre... normale, l'usage préventif de la violence devant être justifié par la perfection du résultat : dans l'avenir, la guerre doit devenir impossible.

En ce qui concerne l'Irak, cela signifie que, du strict point de vue de l'Occident démocratique et commerçant, la guerre, si elle a lieu, ne peut pas se limiter à un objectif policier, nécessaire mais non suffisant (l'élimination des capacités dangereuses de l'Irak), mais doit avoir un sens politique : en clair, la mutation de tout le Moyen-Orient, ce dernier sortant de ses cauchemars et accédant à une modernité apaisée. Vaste chantier !

Du strict point de vue de l'Occident démocratique et commerçant, la guerre contre l'Irak, si elle a lieu, ne peut pas se limiter à un objectif policier, nécessaire mais non suffisant

Pourtant, sous l'angle des principes, le débat n'est pas clos. La communauté onusienne, qui structure l'ordre mondial actuel, repose sur un contrat (la Charte) entre 190

Milosevic pour faire cesser la purification ethnique au Kosovo) ?

Le droit international ne va pas plus loin, bloqué pour longtemps par la même difficulté de fond : à

Le Monde

7 SEPTEMBRE 2002

Raid anglo-américain, jeudi, contre l'Irak Bush, tambour battant

Intensification des contacts en vue d'une offensive contre Saddam.

Bruit de bottes dans les chancelleries, bruits de bombes dans le désert irakien. Au lendemain d'un important raid aérien anglo-américain sur l'Irak, le président Bush s'est entretenu vendredi par téléphone avec les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, le Russe Vladimir Poutine, le Chinois Jiang Zemin et Jacques Chirac. Il leur a expliqué que Saddam Hussein était une «menace» et a affirmé «le besoin de travailler ensemble pour rendre le monde plus pacifique». Mais Poutine continue de «douter» sérieusement que le recours à la force soit justifié. L'Elysée a réaffirmé de son côté la «détermination» de la communauté internationale face à Saddam Hussein, qui «a tant fait souffrir son peuple», mais renvoie les «mesures appropriées» à une décision du Conseil de sécurité.

ph, une centaine d'avions auraient participé à cette opération, mais pour le Pentagone ce chiffre est «faux». Seuls douze appareils américains (F-15) et britanniques (Tornado), venus du Koweït, ont largué des bombes, précise le journal.

Depuis 1999, ces frappes contre la défense antiaérienne de l'Irak sont monnaie courante, même si l'opération de jeudi semble avoir été de plus grande ampleur.

Les avions américains et britanniques volent tous les jours au-dessus des «zones d'exclusion aérienne» dans le sud et le nord du pays, et se font en permanence «accrocher» par la DCA irakienne. 130 incidents ont eu lieu depuis le début de l'année. La Maison Blanche enfin s'est déclarée très préoccupée vendredi de l'existence de nouvelles constructions sur des sites connus comme étant des centres de recherche nucléaire irakiens et a affirmé qu'il ne serait pas surprenant que Bagdad «ait fait des progrès» dans ce domaine, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer ●

J.-D.M.
(avec AFP, Reuters)



Le pétrole irakien, objectif majeur

Une manière de réduire le poids de l'Arabie Saoudite.

Au fur et à mesure que la tension monte autour de l'Irak, les cours du brut s'envolent. Ils ont atteint vendredi leur plus haut niveau en un an. Le baril de Brent, qui a déjà progressé de plus d'un tiers depuis le début de l'année, a franchi la barre des 30 dollars à New York.

Indépendamment d'une flambée passagère que ne manquerait pas de provoquer une nouvelle guerre du Golfe, c'est l'avenir de tout le marché pétrolier qui est en jeu.

Régime ami. L'Irak, qui reste soumis à un régime de sanctions contrôlées connu sous le nom de «pétrole contre nourriture», ne produit aujourd'hui qu'un peu moins d'un million de barils de pétrole par jour (mbj). Selon le ministre irakien du Pétrole, Faleh al-Khayat, sans embargo, son pays disposerait actuellement d'une capacité

de production de 6 à 7 millions de barils par jour. Le chiffre ne doit rien au hasard: c'est la production de l'Arabie Saoudite. Quant aux réserves prouvées, elles se montent à

Les réserves prouvées de l'Irak en pétrole se montent à 115 milliards de barils, ce qui place le pays au deuxième rang mondial, juste derrière l'Arabie Saoudite.

115 milliards de barils, ce qui place l'Irak au deuxième rang mondial, juste derrière le royaume wahhabite. Mais nombre d'experts estiment que l'Irak dispose des premières réserves mondiales—de l'ordre de 150 milliards, voire plus. On comprend mieux l'intérêt, pour les Etats-Unis, d'installer un régime «ami» à Bagdad. Avec «seulement» 10 milliards de dollars d'investissements, la production irakienne pourrait augmenter de 2 millions de barils par jour, ce qui permettrait une chute des cours de près de 8 dollars par baril.

Méfiance. Jusqu'à présent, le rôle de modérateur du marché

est tenu par la seule Arabie Saoudite. Cette fonction est d'ailleurs le principal pilier de l'alliance stratégique saoudo-américaine conclue dans les années 50. Mécontents du manque de coopération des Saoudiens dans les enquêtes sur Al-Qaeda et méfiants envers un régime jugé favorable aux islamistes, certains faucons du Pentagone plaident pour un «changement de cavalier». Les Américains, qui développent en ce moment leurs sources d'approvisionnement tous azimuts et tout particulièrement en Afrique (Angola, Guinée équatoriale, Tchad, Soudan...), savent qu'ils ne peuvent pas faire une croix sur la péninsule arabique, qui concentre 54% des réserves mondiales. D'où le scénario irakien. Le pari est d'autant plus séduisant qu'il permettrait de prendre l'Iran en tenaille, en le coinçant entre l'Afghanistan et l'Irak transformés en protecteurs américains.

Mais entre ce *kriegspiel* pétrolier en salle d'état-major et un rééquilibrage effectif du marché, il y a un pas: plusieurs années et des dizaines de milliards de dollars (30 milliards au bas mot) seront nécessaires à la remise en état de l'infrastructure pétrolière irakienne. Washington aurait récemment donné l'assurance à Paris que TotalFinaElf, qui a signé des précontrats avec le régime actuel, ne serait pas écarté après la chute de Saddam ●

CHRISTOPHE AYAD

Une communauté internationale loin d'être ralliée à Washington

Grande-Bretagne

Soutien sans conditions

Lors de leur entretien aujourd'hui à Camp David, Tony Blair devrait à nouveau offrir l'aide de son pays en cas d'attaque contre l'Irak. Même s'il continue d'appeler formellement au retour «inconditionnel» des inspecteurs de l'ONU, le Premier ministre britannique estime que seul un recours à la force peut mettre fin à la menace que représentent Saddam et son arsenal. Et il se dit même prêt à payer le «prix du sang» au nom de la «relation spéciale» unissant Londres et Washington. Face à une opinion hostile à une intervention armée, il préférerait agir dans le cadre d'un nouveau mandat de l'ONU, mais n'exclut pas de s'en passer si le Conseil de sécurité se révèle un obstacle.

Ch. B. (à Londres)

Allemagne

Refus de dire «amen»

Si Gerhard Schröder vient de se fendre d'un courrier à George Bush l'assurant de sa «solidarité illimitée» dans la lutte contre le terrorisme, sa position n'a pas varié d'un iota: le chancelier allemand est le seul des grands alliés européens de Washington à exclure toute participation à une éventuelle attaque américaine, même en cas de mandat de l'ONU. Toutefois, vendredi soir, le ministre de la Défense, Peter Struck, a estimé que «s'il était avéré que l'Irak participait activement au terrorisme, cela créerait une nouvelle situation». En pleine campagne pour les législatives du 22 septembre, Schröder ne cesse d'affirmer, au nom du droit à «une voie allemande», que l'«amitié» ne signifie «pas dire amen sans discuter». Et avance trois raisons: le risque d'éclatement de la coalition internationale contre le terrorisme, le fait que l'opération afghane ne soit pas achevée et le danger d'embrasement du Proche-Orient. Son rival conservateur, Stoiber, dénonce lui aussi toute action unilatérale des Etats-Unis au vu de la popularité de la position de son rival. N. D.

France

D'abord le feu vert de l'ONU

Participant à la coalition contre l'Irak en 1990, la France s'en tient aujourd'hui à une politique legaliste: toute solution militaire doit avoir le feu vert de l'ONU. Devant les ambassadeurs réunis il y a quelques jours, Jacques Chirac s'était inquiété de voir

«poindre la tentation de légitimer l'usage unilatéral et préventif de la force». Cela n'empêche pas les dirigeants français de critiquer la «dictature» de Saddam et de prôner la plus grande fermeté à l'égard de Bagdad. Mais Paris souhaite ramener la menace militaire à son objectif premier: le retour des inspecteurs de l'ONU. Un «retour sans conditions et sans entraves», a répété Chirac, lors de son coup de fil avec Bush vendredi. Si Saddam continue à refuser, «il appartient au Conseil de sécurité de prendre des mesures appropriées». Autre concession aux Etats-Unis: l'absence de critiques face à la multiplication des raids américains, parfois très meurtriers, contre l'Irak.

N. D.

Russie

De sérieux doutes

L'Irak est aujourd'hui un des rares sujets qui fâchent dans la nouvelle amitié qu'entretiennent les présidents Poutine et Bush. L'opposition à tout scénario guerrier de Moscou tient essentiellement à ses intérêts économiques dans la région. Ancien allié de l'Union soviétique — qui l'a armé —, l'Irak a toujours une dette d'armements de 8 milliards de dollars à l'égard de Moscou. Restent les intérêts pétroliers de la Russie: le programme «pétrole contre nourriture» rapporte aux compagnies russes entre 200 et 400 millions de dollars par an.

H. D.-P. (à Moscou)

Chine

Pour un règlement politique

Oui au retour des inspecteurs de l'ONU, non à une opération contre l'Irak. La position affichée par la Chine n'est pas sans rappeler celle de la Russie, préconisant un règlement politique dans le cadre des Nations unies. Mais, prudent, Pékin ne précise pas s'il compte utiliser son droit de veto au Conseil de sécurité pour bloquer une résolution américaine autorisant une attaque contre Bagdad.

T. H.

Pays arabes

Un plan jugé «infernal»

Officiellement, la position arabe est claire. Et les ministres arabes des Affaires étrangères l'ont exprimée «à l'unanimité», mercredi, au terme d'une réunion au Caire: soutien à l'Irak, rejet d'une intervention et appel à résoudre le problème des inspections à travers un dialogue entre Bagdad et l'ONU. «Une frappe contre l'Irak ouvrirait les portes de l'enfer au Proche-

Orient», lançait même le secrétaire général de la Ligue arabe. En visite à Paris, le vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam, s'est lui aussi posé en défenseur de l'Irak, alors que son pays s'était rangé dans le camp de la coalition anti-Saddam lors de l'invasion du Koweït en 1990. Depuis, les relations entre Damas et Bagdad s'étant améliorées, le transit de pétrole irakien assure des revenus substantiels à la Syrie. Khaddam dénonce donc une opération qui risque de «démembrer [l'Irak] et désintégrer la région».

Damas exprime ainsi le sentiment prévalant chez les Arabes. Ayant peur d'un Irak fort, ils redoutent davantage, en cas d'invasion de ce pays, la réaction de leur «rue» qui sera plus sensible à l'attaque d'un pays «frère» qu'à celle du lointain Afghanistan. Les pays de la région s'inquiètent en outre de voir remplacer Saddam par une opposition chiite qui renforcerait l'Iran et risquerait, notamment dans certains Etats du Golfe, comme l'Arabie Saoudite, de faire jonction avec leur propre opposition. Ce vertige devant l'inconnu explique un soutien, souvent obligé, à Bagdad, auquel on conseille toutefois d'accepter le retour des inspecteurs de l'ONU pour éviter une frappe... qui mettrait les Etats du Golfe dans une situation impossible, compte tenu des bases américaines qui y sont installées. Qatar, où un centre de commandement américain des opérations aériennes

vient d'être transféré, Bahreïn ou le Koweït seront en effet en première ligne en cas d'attaque. Loin en tout cas du discours de la Ligue arabe, qui veut qu'aucun pays arabe «n'accepte l'utilisation de ses bases pour frapper l'Irak»...

J. G.

Turquie

Ferme opposition

Inquiète des risques de déstabilisation, la Turquie, l'un des plus vieux alliés des Etats-Unis dans la zone, n'a cessé de réitérer son opposition à une offensive. «C'est notre devoir de prévenir nos amis américains de tels risques. La Turquie a toujours défendu le principe de l'intégrité territoriale, pour ses voisins et à travers le monde», a déclaré le ministre des Affaires étrangères turc, Sukru Sina Gurel. Principale crainte d'Ankara: l'éclatement de l'Irak, qui pourrait consacrer l'avènement d'une entité kurde, laquelle existe déjà de facto dans le nord du pays. Celle-ci serait perçue comme un formidable encouragement par les indépendantistes du PKK. Apparemment, les Etats-Unis, forts de leurs implantations dans le Golfe, s'apprêtent

d'ailleurs à se passer de leurs bases militaires en Turquie. En tout cas, ils n'ont pas encore sollicité l'autorisation d'Ankara.

J.-P.P.

Iran

En pleine ambiguïté

Comme son voisin, l'Iran s'est souvent prononcé contre une opération militaire. L'ancien président Hachémi-Rafsandjani a affirmé jeudi que rien ne pouvait « se faire dans la région sans l'accord de l'Iran ». Et le commandant en chef de l'armée, le général Salimi, a évoqué la mise au point de « plans et de dispositifs (...) pour déjouer les menaces américaines contre l'Iran ». Ce que

crainent le régime islamiste, c'est d'être ensuite la cible de Washington - Bush ayant inclus Téhéran dans « l'axe du Mal ». Mais la position iranienne n'est pas sans ambiguïté. Pour les conservateurs iraniens, une attaque contre l'Irak pourrait inciter Washington à composer avec eux et à leur laisser les mains libres contre les « réformistes ». Ils contrôlent en effet l'opposition islamiste irakienne basée en Iran, dont Washington pourrait avoir besoin. C'est sans doute ainsi qu'il faut interpréter l'autorisation donnée par Téhéran à un mouvement chiite irakien de participer le 11 août à des discussions à Washington avec l'opposition irakienne.

J.-P.P.

Israël

Entière satisfaction

Saddam Hussein étant considéré comme l'un des pires ennemi d'Israël, l'Etat hébreu ne cache pas sa satisfaction à l'idée que Washington puisse attaquer l'Irak. Sharon a affirmé vendredi que les Etats-Unis l'avertiraient avant toute intervention pour lui permettre de se préparer à d'éventuelles frappes. Au cours de la guerre du Golfe, l'Irak avait tiré 39 missiles Scud contre Israël. Des responsables israéliens affirment que leur pays se réservait, cette fois, le droit de riposter en cas de tirs irakiens sur Israël.

J.-P.P.

IRAK Le président George W. Bush a reçu le soutien du premier ministre britannique, Tony Blair

Les Etats-Unis prêts à agir seuls contre Bagdad

Les Etats-Unis se réservent le droit d'agir seuls contre l'Irak si cela est nécessaire, a déclaré hier la conseillère du président Bush pour la Sécurité nationale, Condoleezza Rice. « Il (M. Bush) a dit qu'il veut obtenir un soutien international, qu'il ira devant les Nations unies, a-t-elle affirmé. Mais nous ferions une erreur si nous laissons juste continuer les problèmes (...) et si nous n'agissons pas. » Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a également appelé à l'action. « Ne pas agir, ne pas reconnaître le sérieux du problème », a-t-il déclaré. Selon un sondage publié hier, 68 % des Américains sont favorables à une action militaire des Etats-Unis contre l'Irak.

Washington :
de notre correspondant
Jean-Jacques Mével

Le programme est fixé, reste à convaincre. D'ici à la fin de la semaine, le président Bush aura plaidé son dossier anti-Saddam devant deux audiences qu'il veut mobiliser pour la suite de sa campagne. Les Américains d'abord, avec l'anniversaire du 11 septembre mercredi. Puis dès le lendemain les Nations unies.

Ce week-end, George W. Bush a achevé un premier tour de piste avec le premier ministre britannique, son allié le plus sûr contre l'Irak. A la différence de Jacques Chirac, de Vladimir Poutine et de Jiang Zemin contactés par téléphone, Tony Blair a fait le voyage : un aller-retour éclair à Camp David, la retraite présidentielle du Maryland.

Londres offre à Washington ce que les trois autres titulaires d'un droit de veto au Conseil de sécurité refusent ou diffèrent : un appui résolu, et sans doute

militaire, à la destruction de l'arsenal de mort irakien. Face à Saddam Hussein, « l'inaction n'est pas une politique à laquelle nous puissions souscrire », affirme Tony Blair.

La communauté internationale et une partie des élus américains réclament des preuves, mais le chef du gouvernement britannique opine pour considérer que la cause est déjà entendue. « C'est tout à fait juste », affirmait-il samedi soir, emboitant le pas à un George W. Bush qui dit « ne pas savoir quelle preuve de plus est nécessaire » pour justifier son offensive.

L'alignement n'est pas total. Tony Blair considère légitimes les réserves émises par d'autres. Si la menace irakienne doit être éliminée par tous les moyens, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont « évidemment à s'assurer le maximum de soutiens » à travers le monde. Que l'attitude britannique soit ou non déterminante, la Maison-Blanche a mis du temps à l'admettre.

Londres manifeste sa différence, et une sensibilité plus eu-

ropéenne, sur un autre point. L'objectif affiché doit être l'élimination des armes interdites de l'Irak et non pas la liquidation du régime de Saddam Hussein, bien que Washington persiste à entretenir la confusion. Tony Blair évite de prêcher le « changement de régime » à Bagdad, priorité ouvertement exprimée par les faucons de l'équipe Bush. Cette nuance-là est peut-être le prix du soutien recherché aux Nations unies.

Côté américain, le tête-à-tête de Camp David intervient à un moment décisif. Au sein de l'administration, la bataille persiste en sourdine entre les partisans de l'action unilatérale et de l'« attaque préventive », emmenés par le vice-président Dick Cheney, et ceux qui soutiennent que l'ONU a encore sa carte à jouer avant le recours à la force. George W. Bush n'a plus que trois jours pour les dé-

partager et fixer le cap, avant un discours crucial à la tribune des Nations unies.

Le secrétaire d'Etat Colin Powell, Tony Blair et, avec moins d'influence, le reste du Conseil de sécurité plaident pour la seconde option. Le président américain a accepté de dresser son réquisitoire contre Saddam Hussein devant l'assemblée générale de l'ONU, ce qui n'était pas le cas la semaine dernière encore. Pourtant ceux qui croient que les Etats-Unis n'ont pas à

s'encombrer d'une coalition, ni même d'un vote, sont loin d'avoir baissé les bras.

Reflet peut-être des dissensions dans son équipe, George W. Bush n'avait invité à Camp David ni Colin Powell, le chef de sa diplomatie, ni Ronald Rumsfeld, le patron du Pentagone, deux hommes dont les positions sur l'Irak sont notoirement opposées. Sur instruction sans doute, le secrétaire à la Défense a retiré in extremis ce week-end une longue tribune que devait publier le *Washington Post* : il y affirmait noir sur blanc l'urgence d'une attaque unilatérale contre Saddam Hussein, en rupture avec les récents efforts diplomatiques de la Maison-Blanche.

Au bout du compte, quelle voie suivra George W. Bush ? A Washington personne, pas même Colin Powell, ne se fait d'illusion sur l'efficacité des Nations unies face à la menace irakienne. La seule utilité d'un détour par l'ONU serait de placer les alliés devant leur responsabilité et de donner une légitimité au recours à la force, jugé inéluctable.

Le discours du 11 septembre, destiné aux Américains, fournira l'arrière-plan émotionnel et patriotique, devant la statue de la Liberté. Celui du 12, à la tribune des Nations unies, déclenchera le compte à rebours et fixera le

calendrier. La Maison-Blanche l'annonce beaucoup plus dur : George W. Bush posera ses conditions à la face du monde, en répétant que les États-Unis ne sauraient patienter trop longtemps. Sans en avoir techniquement la forme, l'ultimatum viserait autant Saddam Hussein que la communauté internationale.

Accord entre factions kurdes

Les chefs des deux factions kurdes rivales qui contrôlent le nord de l'Irak ont signé hier un accord pour régler leurs différends, en particulier par la réactivation du Parlement unifié. MM. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique

du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont annoncé avoir signé « un accord historique » à l'issue d'une réunion de deux jours à Salaheddine (nord), « mettant fin à tous leurs différends et réglant les questions en suspens de l'accord de paix » qu'ils ont signé le 17 septembre 1998 à Washington.

Un rapport de l'Institut international d'études stratégiques évalue la menace posée par les armes irakiennes de destruction massive

Les armes de la mort de Saddam Hussein

Luc de Barochez

Petit à petit, l'Irak accumule des armes de destruction massive. Cela ne fait aucun doute. Mais la guerre, les sanctions et les inspections de l'ONU ont fortement diminué ses capacités. En outre, l'Irak n'a plus que quelques missiles permettant d'employer ces agents de la mort. Telles sont les conclusions

d'une enquête sur les armes de destruction massive irakiennes (1) que publie aujourd'hui l'Institut international d'études stratégiques (IISS) de Londres, un organisme respecté pour ses rapports annuels sur les forces militaires dans le monde.

Le sujet est au cœur de la controverse autour de l'Irak. Les États-Unis tirent argument des programmes militaires non conventionnels irakiens pour réclamer un changement de ré-

gime à Bagdad. Le document de 79 pages rédigé par l'IISS confirme la menace posée par les armes irakiennes. Mais elle la relativise.

Depuis le départ des inspecteurs en désarmement de l'ONU, en 1998, le statu quo profite au régime de Saddam Hussein, constate l'IISS. Progressivement, le pays reconstruit des capacités significatives en matière biologique, chimique, nucléaire et balistique, malgré l'interdiction im-

posée, dans les conditions de l'armistice de 1991, par les vainqueurs de la guerre du Golfe. Pendant les inspections de l'ONU, qui ont duré près de huit ans, « l'Irak a probablement réussi à cacher quelques équipements et matériaux prohibés ». En outre, « les scientifiques irakiens ont conservé l'expérience et le savoir nécessaires ».

Face au danger, les trois grandes options dont dispose la communauté internationale comportent toutes des risques, souligne l'institut :

- Soit l'embargo commercial international est levé, comme le réclame l'Irak. Bagdad pourrait alors accélérer ses programmes militaires, en important des matériaux, des composants et de l'expertise dont il a besoin.

- Soit les inspecteurs de l'ONU reprennent leur travail en Irak pour éliminer les programmes prohibés, comme l'exige le Conseil de sécurité de l'ONU. Dans ce cas, « la liberté d'action de l'Irak envers les armes de destruction massive serait limitée, mais pas éliminée ».

- Soit une guerre est lancée contre l'Irak, comme l'envisagent les faucons de l'Administration américaine. L'objectif serait d'installer à Bagdad un gouvernement renonçant aux armes prohibées et respectant les engagements internationaux du pays. Mais auparavant, l'armée irakienne pourrait fort bien avoir utilisé des armes chimiques et biologiques contre ses agresseurs (et éventuellement des populations civiles).

L'Irak n'a jamais eu l'arme nucléaire. Une estimation « raisonnable » de ses capacités conduit à penser, selon l'IISS, qu'il ne l'a toujours pas. Mais il pourrait en construire une rapidement, s'il obtenait le combustible fissile qui lui fait défaut. « Même s'il avait commencé (après le départ des inspecteurs) en 1998 à construire une instal-



L'Institut international d'études stratégiques estime que l'utilisation des stocks d'armes bactériologiques hors d'Irak par des militaires irakiens « constitue une menace plausible ». (Photo K. Sahib/AFP.)

lation de production de matériel nucléaire militaire, la plupart des experts ne pensent pas que l'Irak aurait pu l'achever en si peu de temps », indique le rapport. S'il arrivait, en revanche, à se procurer le combustible à l'étranger, l'Irak pourrait produire des bombes atomiques « probablement en l'espace de quelques mois ».

Saddam Hussein détient une petite force de missiles balistiques capables d'atteindre des cibles situées en Arabie saoudite ou en Israël. Ces fusées sont susceptibles de transporter des charges chimiques ou biologiques, que les militaires irakiens savent fabriquer. D'après les experts de l'institut, il n'existerait guère plus qu'une douzaine de ces missiles, dissimulés en pièces détachées. « L'Irak peut probablement assembler un petit nombre de missiles Al-Hussein d'une portée de 650 km, peut-être une douzaine, et il pourrait avoir eu la capacité de produire quelques missiles Al-Samoud, d'une portée de 200 km », selon le rapport. En principe, l'Irak n'a pas le droit de détenir des vecteurs d'une portée supérieure à 150 km.

C'est dans le domaine des armes bactériologiques que les moyens irakiens seraient les plus inquiétants. L'Irak détiendrait des milliers de litres de ba-

cille du charbon (*anthrax* en anglais). Il a toujours des capacités de production d'agents infectieux comme la botuline, une des substances les plus toxiques. Il a produit des virus, tels celui de la variole. « L'Irak possède une capacité industrielle et un savoir-faire suffisant pour produire des agents rapidement, et dans les volumes désirés », écrivent les auteurs du document. S'ils étaient transportés par un missile, la plupart des agents seraient détruits par l'explosion lors de l'impact. Cependant, l'utilisation de ces stocks hors d'Irak par des commandos ou des terroristes « constitue une menace plausible, contre laquelle il est très difficile de se défendre », indique l'IISS.

Enfin, parmi les armes chimiques, l'Irak a toujours des centaines de tonnes de gaz sarin, de gaz moutarde et de VX, un puissant neurotoxique, d'après le rapport. Il a aussi des obus chimiques et des roquettes qui peuvent être employés sur un champ de bataille. Pourtant, on peut considérer qu'il n'a plus les moyens de poser une « menace décisive » contre une armée qui disposerait de la supériorité aérienne et dont les soldats seraient munis d'équipements protecteurs. L'embarquement d'ogives chimiques sur des missiles, même peu nombreux,

suffirait à menacer, au loin, des populations civiles ou des opérations logistiques. Il serait cependant « improbable » que les moyens mis en œuvre causent des pertes massives parmi les populations visées.

Depuis les années 70, l'Irak a déployé de très importants moyens pour acquérir des armes de destruction massive. Les ambitions régionales de

Bagdad et la folie des grands de Saddam Hussein ont motivé cette activité. Le plus terrible est que, du point de

vue des militaires irakiens, les armes non conventionnelles ont été bien utiles. Pendant la guerre contre l'Iran (1980-1988), elles ont permis à l'armée de Bagdad de compenser son infériorité numérique. Toujours dans les années 80, elles ont facilité l'écrasement de la résistance kurde.

Pendant la guerre du Golfe, les missiles balistiques ont permis de frapper Israël et l'Arabie saoudite. Enfin, les responsables irakiens sont persuadés que si les Américains n'ont pas marché sur Bagdad, en 1991, c'est qu'ils avaient peur des armes chimiques et biolo-

giques irakiennes. Dans ces conditions, « il n'y a aucune indication que le président Saddam Hussein et la direction irakienne aient modifié leur engagement à conserver et à développer des missiles et

des armes de destruction massive », estime l'IISS.

La guerre du Golfe, les frappes américano-britanniques qui se poursuivent jusqu'à aujourd'hui, l'embargo international en vigueur depuis 1990 et les inspections de l'ONU ont rogné les ailes atomiques, chimiques et nucléaires de Saddam Hussein: « Actuellement, la capacité globale de l'Irak à produire et à utiliser des armes de destruction massive a été sérieusement diminuée par rapport à son maximum, qui fut atteint à la veille de la guerre du Golfe », souligne le rapport. Il n'empêche que la menace est bien présente. Pour l'IISS, la communauté internationale doit maintenant trancher le dilemme: « Attendre, avec la certitude que la menace va s'aggraver; ou frapper, avec le risque que la menace soit appliquée. »

(1) *Iraq's Weapons of Mass Destruction, A Net Assessment*, The International Institute for Strategic Studies (IISS), <http://www.iiis.org>

Jacques Chirac s'est entretenu hier avec le président américain

La France veut légitimer la riposte

Luc de Barochez

Solidarité avec les États-Unis, détermination face à l'Irak, mais respect du droit international et des prérogatives du Conseil de sécurité de l'ONU: telle est la position de la France dans la crise irakienne. Jacques Chirac l'a réaffirmée hier dans son entretien au téléphone avec le président américain George W. Bush.

La ligne française s'inscrit dans une « logique de guerre » imposée par la volonté américaine de provoquer un changement de régime à Bagdad. Mais elle cherche à canaliser l'interventionnisme américain et à le légitimer avec le sceau des Nations unies. Pas question, pour Paris, d'accepter le concept de « guerre préventive » en vogue à Washington, en fonction duquel les États-Unis pourraient décider seuls, en dehors de toute situation de légitime défense, d'agresser un État membre de l'ONU.

En clair, la France s'oppose à toute attaque unilatérale des États-Unis contre Bagdad, mais elle ne ferme pas la porte à une intervention militaire concertée, si l'Irak devait s'obstiner à défier la communauté internationale.

Le président de la République a déclaré à George W. Bush que « l'attitude de la communauté internationale devait être déterminée et sa réaction pleinement légitime », a indiqué l'Élysée. Pour Jacques Chirac, « la communauté internationale est confrontée à un véritable problème de prolifération et de non-mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité ».

A ce stade, la France souhaite « le retour sans conditions et sans entrave des inspecteurs » de l'ONU, chargés de vérifier que l'Irak ne possède plus d'armes de destruction massive. Si le régime de Saddam Hussein devait persister dans son refus du retour des inspecteurs, « c'est au Conseil de sécurité qu'il appartiendra de prendre les mesures appropriées », a déclaré Jacques Chirac à George W. Bush.

Le président de la République a ainsi réitéré les propos qu'il avait déjà tenus le 29 août devant la conférence des ambassadeurs de France.

En ce qui concerne le retour des experts de l'ONU en Irak, la France exclut tout renforcement des inspections prévues, comme certains responsables américains l'ont réclamé. La résolution 1 284 du Conseil de sécurité, qui stipule depuis 1999 le retour des inspecteurs en Irak, doit être appliquée telle quelle, estime-t-on à Paris.

Tous les inspecteurs en désarmement ont quitté l'Irak en décembre 1998, à la veille d'une campagne de frappes américaines et britanniques. Depuis lors, Bagdad s'oppose à leur retour.

La question est de savoir à partir de quand le Conseil de sécurité de l'ONU décidera que le refus de l'Irak s'apparente à un rejet définitif de la résolution 1 284, ce qui pourrait légitimer une riposte internationale. Les discussions qui doivent avoir lieu la semaine prochaine à New York, en

À ce stade, ni la Chine ni la Russie ne semblent prêtes à entrer dans une telle logique.

Le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, pourrait rencontrer à New York son homologue irakien, Naji Sabri, pour l'exhorter à laisser les inspecteurs de l'ONU faire leur marge de l'assemblée générale de l'ONU, devraient permettre d'en savoir un peu

plus. Les Quinze ont suggéré l'adoption d'une nouvelle résolution, sommant l'Irak d'ouvrir la porte aux inspecteurs. Les Britanniques ont suggéré que cette résolution prenne la forme d'un véritable ultimatum. Un retour en Irak des experts onusiens devrait permettre de désamorcer la tension. Mais le répit pourrait n'être que de courte durée. Les ex-

perts du dossier doutent beaucoup que les inspecteurs, même s'ils étaient autorisés à revenir, puissent agir sans entrave en Irak. Une nouvelle crise pourrait alors fournir à Washington le *casus belli* tant recherché par les « faucons » de l'Administration Bush.

Bush et Blair dénoncent le nucléaire irakien

Ils assurent que Saddam Hussein est «à six mois de développer une bombe».



PAUL J. RICHARDS, AFP

Conférence de presse de Blair et Bush, samedi à Camp David.

Washington
de notre correspondant

Pour bâtir sa coalition contre Saddam Hussein, George W. Bush a commencé par le plus facile: son meilleur allié, Tony Blair. Samedi, le président américain a reçu le Premier ministre britannique à Camp David, près de Washington. Avant de s'enfermer pour dresser leurs plans, les deux hommes ont répété d'une seule voix que «l'inaction n'était pas une politique envisageable» (Blair) et que la résolution du problème irakien était «un devoir vis-à-vis des générations futures» (Bush).

Photo satellite. Ils ont lourdement insisté sur le risque nucléaire, ce qui semble être leur meilleure carte pour convaincre à la fois leurs opinions et leurs alliés qu'il est grand temps d'agir. Tony Blair a évoqué l'inquiétude soulevée par le rapport publié vendredi par l'Agence internationale de l'énergie atomique. Une des

équipes de l'AIEA a détecté, sur des photos satellites, des

constructions nouvelles et des changements inexplicables autour des anciens sites nucléaires irakiens... Bush a rappelé que lorsque l'Irak avait, en 1998, décidé de refuser l'accès aux inspecteurs de l'ONU, «un rapport de l'AIEA avait établi qu'ils [les Irakiens, ndlr] étaient à six mois de développer une arme atomique. Je ne vois pas de quelle preuve supplémentaire on a besoin». De son côté, le vice-président Dick Cheney a affirmé sur NBC que Saddam Hussein «tente maintenant d'acquiescer les équipements dont il a besoin» pour enrichir l'uranium destiné à une arme atomique, ce dont témoignerait une cargaison interceptée.

Le président américain n'a toujours pas dit s'il comptait demander une nouvelle résolution au Conseil de sécurité de l'ONU. Interrogé sur le sujet par un journaliste, il a renvoyé au discours qu'il doit pro-

noncer à New York devant les Nations unies. Selon Blair, qui s'exprimait à l'issue de la réunion, les deux hommes partagent «un même désir de traiter le problème des armes irakiennes sur la base du plus large soutien international possible». Le président Bush semble donc déterminé à rechercher l'appui des alliés, et il pourrait même se résoudre à demander une résolution au Conseil de sécurité, fixant un ultimatum à Saddam Hussein. Vendredi, Bush a téléphoné aux dirigeants des trois membres permanents du Conseil de sécurité qui affichent des réserves: la France, la Russie, la Chine. Selon un diplomate, arracher leur feu vert n'est pas hors de portée: «Les Français sont conscients du problème et si les formes sont mises à l'ONU, ils suivront. Pour les Russes, la priorité est l'économie: leur accord est donc juste une question de prix. Quant aux Chinois, ils détestent être isolés sur la scène internationale. Ils n'oseront jamais mettre leur veto.»

Attaque préventive. Le secrétaire d'Etat Colin Powell, considéré comme le plus favorable au dialogue international au sein de l'administration Bush, n'a pas exclu qu'une attaque préventive et unilatérale soit finalement décidée après le discours de Bush jeudi, si la communauté internationale ne réagit pas solidairement. «Le Président conservera toute son autorité et ses options pour agir d'une manière appropriée

et unilatéralement, afin de nous défendre», soulignait-il hier sur la chaîne de télévision Fox News.

Samedi soir, le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président français Jacques Chirac, qui se rencontraient à Hanovre, ont rappelé leur opposition à toute action unilatérale américaine et leur volonté d'imposer un retour sans condition et dans le cadre de l'ONU des inspecteurs des armements en Irak. Mais pour Bush, ce qui compte, ce n'est pas le retour des inspecteurs, «c'est le désarmement». Les Américains soupçonnent les Irakiens d'avoir enterré leurs laboratoires militaires, les rendant impossibles à détecter par les inspecteurs ●

PASCAL RICHE



9 SEPTEMBRE
2002

In debate, German rivals clash on Iraq

By John Vinocur

International Herald Tribune

In a sharp exchange over Iraq policy, Germany's chancellor candidates clashed Sunday in their final televised debate over whether they would support a United Nations mandated attack led by the United States against the regime of Saddam Hussein.

At the high-point of an edgy encounter between Gerhard Schroeder and his conservative challenger, Edmund Stoiber, the Social Democratic chancellor demanded, "Say yes or no — that's the question," referring to eventual German military support.

Stoiber, who earlier in the program had avoided any reference to German backing for UN-approved military steps in the event Saddam refuses the return of nuclear, chemical and biological weapons inspectors, replied again that he opposed force, adding, "but you cannot exclude any theoretical possibility."

Schroeder had done exactly that. Reaching out to the segment of the German voting public that has been described as allergic to military action, the chancellor said:

"I'm against a military invention — again, very clearly, and without conditions."

Suggesting that Germany's position is isolated among its European Union partners who for the most part have taken a wait-and-see position on Iraq, one of the debate's moderators asked Schroeder if it might not change his mind after the election of Sept. 22.

"There will be no change in the position before or after the election," the chancellor answered.

The Iraq discussion was by far the mostly lively interlude in the debates Sunday and Aug. 25. Once again as in the first duel, the debate produced neither knockdowns nor a clear winner. Schroeder sought a more accessible and punchy style than the first time, while Stoiber, who had been considered a lame debater and television communicator, seemed to be working at projecting serenity and comfort. Neither fell far short of their marks.

The challenger, who has said he rejected an American solo attack on Iraq, tried all the same to portray the chancellor as a man who was destroying a key aspect of Germany security in bringing his difference with the Bush administration into the open and making election capital from it.

Saying Saddam was a dictator who in himself constituted a danger of war, Stoiber accused Schroeder of refusing to take a phone in hand and call President George W. Bush to discuss the Iraq issue. He had damaged relations with America, Stoiber said of Schroeder, and insisted all of his predecessors would have tried to talk to their American counterpart.

Schroeder defended himself against the charge that he had taken the position, challen-

ging Germany's ties with the United States for a handful of votes. Had he done it for the votes, a moderator asked.

"Clearly no," Schroeder said. He insisted relations with the United States were not damaged and that he had not entered into a test of will. Germany was not isolated, he said. "There are differences in points of view."

The current differences, the chancellor went on, are "not a danger to the friendship of the individuals or to that of our peoples."

Germany is the only NATO country to have excluded any possibility of military intervention. France, notably, said the United Nations Security Council held final authority in the matter, which included military options. Britain has backed the American desire for a change in regime, while the Netherlands has given a large measure of support to the U.S. and British position.

Both candidates said they could not conceive of a grand coalition emerging from the close election results predicted by most polls. Once again, Stoiber stressed that the central issue of the campaign was joblessness, and that the chancellor had failed in his promise to bring the national unemployment total below 3.5 million.

In a concluding statement at the end of the 85-minute debate, Stoiber said the question on Sept. 22 was whether Germany went "upwards or downwards."

He offered "a pact with the people in Germany" for growth and modern reform leading to an open and tolerant society.

He insisted German-American friendship was "essential" and that under his leadership Bush and the United States would be treated differently.

Schroeder offered four points in conclusion.

He said he wanted to achieve "a balance between the interests of capital" and individuals. At the same time, he said he sought fuller development of environmental protection.

The chancellor called for the development of greater working possibilities for women that would combine jobs and family. And he said he would pursue "in solidarity with the (Atlantic) Alliance" at the same time retaining a right to decide existential questions.

How much a debate like the ones on Sunday night and two weeks before actually influenced German voters was unknown. Without precedents or records of voting patterns to go on, political scientists speculated that the effect

would probably be minimal.

Under the German election procedures, the Bundestag is elected by direct voting for local candidates and by so-called "second votes" for candidates on party lists. The chancellor is not elected directly, but rather on the proposition of the parties that form the government majority.

In the first round, if there wasn't a clear winner, it was Stoiber who gained the most through the encounter. Until the debate, he was regarded as a feeble television communicator who was taking enormous risks going head-to-head with Schroeder, considered a master of the media in Germany.

But Stoiber spoke smoothly and coherently, taking an aggressive position that led to comment that the chancellor seemed distant and too much above the fray in his stance as statesman.

Schroeder's team asked afterwards that the debate rules be changed to allow more give-and-take, but the suggestion was brushed off with Stoiber's people insinuating that only losers asked for new rules.

About 15 million Germans watched the debate the first time, about as much as the audience for a match between the German national soccer team and a high-level opponent.

International Herald Tribune
Monday, September 9, 2002

A Remedy in Iraq: Kurdish Autonomy

Los Angeles Times By DAVID D. PERLMUTTER,
associate professor at Louisiana State University, is a military historian. September 3, 2002

Saddam Hussein, unlike most megalomaniacs, has spells of sober self-appraisal. In the midst of one, he told colleagues that when he died the people of Iraq would "tear me into 500 pieces." Occasionally, then, he appreciates that despite innumerable "spontaneous popular demonstrations" of love for him and most of the content of Iraqi print, radio and television praising his greatness, he is, in fact, the most hated man in Iraq.

Yet he survives--through terror, of course, but also because many Iraqis believe that Hussein, despite his disastrous helmsmanship of the state, is its only anchor of territorial solidity. When he goes, the thinking is, the nation falls apart.

The United States should use this to its advantage.

As it finds itself in a coalition of one to topple Hussein's regime by outright war, it should consider instead the expedient of robbing the Iraqi president of his last fragile justification for power: Washington should assist in the breakup of Iraq by recognizing the millenniums-old national aspirations of the Kurdish people. Then Hussein's situation would become like that of Slobodan Milosevic, who was ousted from power only when he failed to preserve Serb domination of the sacred land of Kosovo.

On the face of it, the moral sanction for an independent Kurdish state is unambiguous. The Kurds have existed as an independent people since ancient times. Unlike more prominent local aspirants for nationhood--the Palestinians--the Kurds have a separate language, culture, ethnic heritage and a continuous political precedent of seeking statehood. Indeed, legally, there should be an independent Kurdistan. The Treaty of Sevres, which delineated the breakup of the Ottoman Empire after World War I, recognized that the Kurds deserved their own state.

Of course, the devil's details for an independent Kurdistan in what is now the "no-fly" zone of northern Iraq are great.

Most regional powers, such as Turkey, Syria and Iran, oppose a Kurdish state because they believe that it would encourage hopes--and uprisings--for autonomy by their own Kurdish minorities. For example, Turkey--our must-have ally for any war on Iraq--has been fighting a decades-long insurgency war with Kurdish separatists. Other Arab states oppose Kurdish liberation because they fear the precedent of breaking up Iraq.

Such opposition could be overcome or dismissed on a case-by-case basis.

The Kurds (and the United States) could provide treaties and assurances that Kurdistan's borders with its neighbors would be fixed and extraterritorial Kurdish ambitions suppressed. Another "carrot" could be that rebellious Kurds in border nations could emigrate to the new Kurdish state. Turkey, in particular, would be happy to siphon off all its Kurdish militants. Outside opposition, on the other hand, could be safely ignored. It is one of the great ironies of Middle East politics that many Arab leaders will blame European and Israeli colonialism for the region's problems, yet consider the fictional national borders drawn up by British and French cartographers to be inviolable from time immemorial.

In response, the United States can seize the moral mountaintop by supporting the principle of freedom for all peoples who want their own state. Or, put more practically, the price of an independent Kurdistan is an independent Palestine.

Europeans would join in recognizing a Kurdish state for that reason alone, but also because Washington could convince them that it would help avoid another Gulf War.

The regional consequences of Kurdistan are attractive as well. Certainly a shrunken Iraq would be of even less danger to its neighbors. Yet the U.S. would have to establish a strong military presence, much like in South Korea.

The Kurds would welcome permanent American bases and troop deployments. This shift of U.S. power and personnel would lessen our reliance on the increasingly hostile Saudi people and unreliable Saudi regime. In addition, Al Qaeda would lose its greatest recruiting slogan: that U.S. soldiers are trampling the holy sand of Arabia.

But the real unknown is the reaction of the Iraqi people. Would they, like the Serbs, rise up to replace their failed dictator? Hussein always has defied prophecies of his downfall. But the erection of a secure and antagonistic state in what was the northern fifth of Iraq would leave him clinging to power solely by fear.

The gains are many and the risks surmountable for creating Kurdistan. Recognizing the hopes and dreams of the Kurdish people would allow the United States to do the right thing in the eyes of the civilized world. It may also help it to dispose of its greatest enemy.

* * * *

Iraqi Kurds stir regional fears

10 September, 2002 By Hiwa Osman BBC

The agreement between the two main Kurdish parties in Iraqi Kurdistan to resolve their differences is largely seen as a response to international and regional factors in the crisis over Iraq.

Leaders of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) have created a new unity, signing a pact to commit themselves to a future democratic Iraq. The timing of this as the drums of war against Iraq beat louder - coincides with the Kurds of Iraq gaining more prominence on the US agenda as key players in a campaign.

But their neighbours, Turkey and Iran, seem to be concerned by the prospects of any Kurdish role in the campaign.

Kurds could either be a participating force or their region could act as a safe haven for refugees fleeing from the rest of Iraq. Both scenarios are seen as paving the way for a strong Kurdish say in post-Saddam Iraq, as Iraqi Kurds are the only organised opposition group on the ground and have been in control of two-thirds of the Kurdish region outside the control of Baghdad since 1991.

Kurdish 'threat'

The remaining oil-rich third is still under Baghdad's control and is being systematically Arabised.

In a post-Saddam Iraq, the Kurds aim to remove all traces of this Arabisation campaign, formulate a federal system and take part in government in Baghdad. Apart from not wanting a war on their borders, Turkey and Iran are wary that a strong Kurdish element in Iraq will set an example to their own Kurds, who have been demanding cultural and political rights.

Washington's concern over a strike against Baghdad is that it could pave the way for Turkish and Iranian intervention.

Turkish concern

Turkish officials have expressed their country's concern about a US-led strike against Baghdad, as it could pave the way for "new formations" in Iraq, an act that the Turkish defence minister considers a justification for intervention.

This rhetoric has caused increased tension between Turkey and the KDP, whose area would be invaded if Turkey decided to intervene. The Turkoman Front is a group based in the region and enjoys the strong backing of Ankara, which has repeatedly said that the Turkomans should also have a share in any future deal in Iraq.

"Turkey has two ready-made pretexts to intervene," said a senior Kurdish official who wanted to remain anonymous. "The Turkomans and the PKK." Remnants of the PKK (now KADEK) fighters, the main Kurdish opposition group in Turkey, are in Iraqi Kurdistan.

Iranian influence. Iran, which entered into an eight-year war with Iraq in the 1980s, has historically supported various Iraqi opposition groups against Baghdad.

A new hard-line Islamist group emerged in the region last September and controls a strip on the border between Iran and PUK territory. The group Ansar al-Islam has proved to be a security headache for the two Kurdish parties, especially the PUK.

Sources in the region say that the group has links with al-Qaeda and enjoys the backing of Iran in facilitating their movement and outside access. Another main opposition group that enjoys Iranian support is the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) whose fighting force is regarded by many, especially Turkey, as part of the Iranian armed forces.

Wider conflict

A successful US-led military action against Baghdad could bring Iran's long-time enemy, the US, to its border.

To counteract this, Iran would encourage Ansar al-Islam to attack the Kurds and distract them from taking part in the US-led campaign.

It would also push for its ally, SCIRI, to have a presence on the ground. Turkish officials have communicated to the Kurds and the US that they would regard military intervention by SCIRI as an Iranian action and that they would also intervene militarily. These regional threats of intervention, the fast-running clock in Washington, and four years of talks after their earlier agreement in Washington, have put the Kurds under more pressure than ever to be united in the face of all looming scenarios.

* * * *

Kurdish rivals agree pact after pressure from US

Michael Howard in Arbil, Iraqi Kurdistan

September 10, 2002, The Guardian

The leaders of the two Kurdish groups controlling northern Iraq have agreed to set aside long-standing rivalries and adopt a united approach on the country's future - a move designed to please Washington and send a signal to Baghdad and neighbouring countries that the normally fractious opposition is gathering momentum. In the hill-top resort town of Salaheddin, overlooking the regional capital Arbil, Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic party and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan signed what they called "a historic agreement" to resolve their differences and commit themselves to a "democratic, federal Iraq".

They pledged to work more closely with other Iraqi opposition groups. Kurdish sources say a meeting of leading anti-Saddam factions is set to take place next month. A joint statement by the two leaders also urged neighbouring countries not to intervene in Kurdish affairs. Turkey, which borders the self-rule area set up after the Gulf war in 1991, has threatened to invade northern Iraq if the Kurds there try to set up an independent state.

"This is a major breakthrough, both for the Kurds and all the democratic forces opposed to Baghdad," Safeen Dizayee, a KDP spokesman, said. "The Iraqi opposition as a whole can only get stronger because of this." The meeting between the two old rivals was the first to take place on Kurdish soil for two years, though they met secretly under US auspices earlier this year in Germany and the US. Mr Dizayee said that the marked improvement in relations between Mr Talabani and Mr Barzani was due in part to "outside events taking over".

Hiwa Osman, a Kurdish analyst, said: "They have been talking about peace for the last four years, but the clock is running fast in Washington, the Kurds' neighbours are exerting immense pressure, and there was a need to come up with a response." Kurds could raise as many as 80,000 fighters known as peshmerga (meaning those who face death) and are seen as an essential part of any US-led attempt to change the regime in Baghdad. But they have been wary of committing themselves to a US attack against Baghdad without guarantees for their safety and for their future status in a post-Saddam Iraq.

Kurdish leaders have asked the Americans to provide their forces with protective gear and medicine to help protect against chemical weapons attacks. They have also ruled out taking part in any US-inspired covert action to target the Iraqi leader. Mr Talabani said at the weekend that during his recent trip to Washington senior US officials had promised to protect Kurdish areas. "Not only our areas; they said they will protect the Kurds," he said. Mr Talabani said the Kurds had now "put their house in order".

The KDP and the PUK control the predominantly Kurdish region of northern Iraq which has been free from Baghdad's control since 1991, and have formed the main pillars of the opposition to President Saddam. However, fighting between the two sides in the mid 90s resulted in some 3,000 deaths and allowed Baghdad's tanks to roll briefly but devastatingly back into the area in 1996. Since a Washington-brokered ceasefire in 1998, the autonomous region has been divided into two, with the KDP controlling the east and the PUK controlling the west. But the strained relations have significantly improved in the last year.

The two parties now cooperate on health, education and implementation of the UN oil-for-food programme, which was established in 1996 and has seen a marked rise in living standards in the self-rule area. As well as agreeing a joint stand on Kurdish relations with the outside world, the weekend agreement provides for a KDP-PUK "operations room" to fight terrorism in their region. A violent Islamist group with links to al-Qaida, Iran and Baghdad has launched attacks from a remote area near the Iranian border.

The two parties also agreed on the recall of the Kurdish regional assembly in Arbil, which has not held a full session since 1996. The goal is to hold region-wide elections, possibly within nine months, and eventually to unite the two administrations, though analysts say that is still some way off. Mr Barzani said of the deal: "We hope that the people of Kurdistan see the results."

* * * *

Three Groups Already Squabbling Over Oil-Flush North Iraq

September 12, 2002 New York Times By CRAIG S. SMITH

ANKARA, Turkey, Sept. 11 While the Bush administration has yet to decide whether to attack Iraq, rival ethnic groups in the north of that country are already squabbling over the spoils of any future war.

Their focus is Kirkuk, a city with vast reserves of high-quality oil so close to the surface that in one area natural gas escaping from the ground has been on fire since antiquity. Iraq's Arabs control the city, but both ethnic Kurds and the Turkmen minority claim it as their own and all three groups want power over it and its oil if Saddam Hussein falls.

"We will have control of this city; that is what we are fighting for," said Mustafa Ziya, the Ankara representative of the Iraqi Turkmen Front, a coalition of 26 Turkmen groups vying for representation in a post-Hussein Iraqi government. They have the backing of Turkey, which has yet to voice support for American military action against Iraq but wants a finger in the Iraqi pie should the Bush administration make a successful move. Yet, the Kurdish Democratic Party, the more powerful of two Kurdish groups that control northern Iraq, is determined to make Kirkuk the political capital and economic heart of a Kurdish federal state in a future Iraq. It has already drafted an Iraqi constitution outlining such a state with Kirkuk as its most important city.

"Kirkuk is a Kurdish city," said Safeen Dizayee, the K.D.P.'s representative in Ankara. "Even the Ottoman archives show that."

The brewing battle suggests that any fighting inside Iraq will not end with Mr. Hussein's ouster and that the United States may be drawn into mediating Iraqi factional disputes or risk unleashing a blood bath if it succeeds in unseating the current government. The dispute also puts the Bush administration between rival groups on whom it would have to depend in any war. The United States is likely to use Turkish air bases to attack Iraq and is expected to ask for support from the northern Iraqi Kurds, whose forces number in the tens of thousands.

The Kirkuk dispute flared last week when the K.D.P.'s leader, Massoud Barzani, was quoted in a German newspaper as saying that he would "never allow Turks to take over even a millimeter of our soil," and that if Turkey invaded northern Iraq, his fighters would turn the territory into a "graveyard for Turkish soldiers."

Those comments, which Mr. Barzani has since said were "distorted" by the press, prompted the deputy speaker of the Turkish Parliament on Friday to suggest that Ankara declare an autonomous region in northern Iraq for the Turkmen minority, a Turkic people with historical ties to Turkey and who are Iraq's third-largest ethnic group. That region would include oil-rich Kirkuk.

Already, Turkey has threatened to intervene in northern Iraq if the Kurds there declare an independent state or attack the Turkmen minority in any battle for Kirkuk that might follow possible American action. Turkey has soldiers in northern Iraq, although the deputy governor in charge of the only land crossing between Turkey and Iraq has denied reports that the country had moved another 1,000 troops across the border in recent days.

Kirkuk lies at the southwestern edge of the Kurds' traditional homeland and was peopled by Turkmen groups during the Ottoman empire. The city was still under Ottoman control at the end of World War I, when the British seized it for its oil and later incorporated it into Iraq. The Kurds have long argued that it is their territory and want the economic power that it would give a Kurdish federal state.

The Kurds occupied Kirkuk after the 1991 Persian Gulf war, only to be routed by Iraqi troops a few days later in what became a devastating mass exodus of Kurds from the region until the United States and Britain gave them protection by creating a "no-flight zone" north of the 36th parallel. That zone does not cover Kirkuk, however, which has remained in Mr. Hussein's hands and is a principal source of his income today under the United Nations' food-for-oil program. The program allows the export of a limited amount of crude oil from Kirkuk and Iraq's other major oil-producing region, in the country's south.

In an attempt to change the ethnic makeup of the Kirkuk area, Mr. Hussein has settled Arabs in the city and pressured the Kurdish and Turkmen groups alike to change their legal ethnic identity to Arab or lose their right to own property or even to live in Kirkuk. The Arab majority will certainly try to retain control of the region if Mr. Hussein is removed.

Turkey, which produces little oil of its own, has its own economic interests at stake. A long line of Turkish tanker trucks cross the border daily on their way to Kirkuk to fill up with Iraqi oil, a technically illegal trade outside the United Nations oil-for-food program that is tolerated by the United States and its allies because of the damage the Turkish economy has suffered from the economic sanctions against Iraq.

Turkey also opposes Kurdish control of Kirkuk because that would strengthen Kurdish autonomy and, they say, encourage the estimated 20 million ethnic Kurds in Turkey to also demand autonomy. Turkey has fought a 15-year war with Kurdish separatists in the southeastern part of its country and many Turks remain convinced that the fast-growing Kurdish minority harbors a desire for a Kurdish state within Turkey or even an independent Kurdistan. "A federal state in northern Iraq will be the first step on the way to an independent Kurdish state," said Umit Ozdag, chairman of the conservative Turkish policy institute, Asam. "And it will be impossible to establish a federal state divided on ethnic lines without blood."

Sevket Bulent Yahnici, an official with M.H.P., one of the parties in Turkey's governing coalition, put it more bluntly: "If the Kurds declare a separate state in northern Iraq, we will be forced to invade."

* * * *

Turkey sends troops into north Iraq

Reuters September 10, 2002 By Ferit Demir

TUNCELI, Turkey - Turkey has sent 1,000 more troops to Iraq's breakaway Kurdish north, bringing the total to 5,000, a Turkish military official says, as speculation mounts over possible U.S. military action against Iraq.

Turkey regularly pursues the Turkish Kurdistan Workers Party (PKK) into northern Iraq, outside of Baghdad's control since the end of the Gulf War. "The soldiers are in the region with the aim of watching and controlling the activities of PKK militants," the official said on Tuesday. Massoud Barzani sought on Tuesday to ease tension with Ankara by saying his recent remarks that appeared in a German newspaper had been distorted.

Die Zeit newspaper last week quoted Barzani as saying Iraqi Kurds would launch an "intifada (that) would turn our streets into a graveyard for Turkish soldiers."

FRANCO-GERMAN STANCE

Chirac and Schröder unite in rejecting unilateral US attack

By Victor Mallet in Paris and Hugh Williamson in Berlin

The leaders of Germany and France at the weekend jointly rejected the idea of a unilateral US attack on Iraq, with Chancellor Gerhard Schröder continuing to take a tougher line against Washington than President Jacques Chirac.

Mr Schröder, who has ruled out German involvement in an attack on Iraq, even with a UN mandate, said after meeting Mr Chirac in Hanover on Saturday that there was unanimity between the two countries on most aspects of the Iraq issue.

In an effort to find common ground, the two men said they both opposed unilateral action. They also agreed that the UN should play a leading role and that weapons inspectors should be allowed to return to Iraq without Baghdad imposing any conditions.

France has traditionally been the most prickly of Washington's European allies, and the French people



Schröder (right) and Chirac: unanimity on Iraq

AP

— like the Germans — are overwhelmingly opposed to a war against Iraq.

But Mr Chirac approved a French military contribution to the US-led war in Afghanistan last year and is reluctant now to say outright that France will not help George W. Bush fight President Saddam Hussein.

"As a member of the UN Security Council, France will wait for the debate in the Council before setting out its final position," Mr Chirac said on Saturday.

Mr Chirac's ambivalence

has prompted France's opposition Socialist party, which openly rejects a war, to accuse him of "hiding behind waffle". At the weekend, Jack Lang, a Socialist former minister, said a war on Iraq would be "folly" because it would violate international law and antagonise Muslims and Arabs.

French officials believe the Americans are right to be worried about further acts of terrorism. Nicolas Sarkozy, French interior minister, has called for vigilance as the first anniversary of Septem-

ber 11 approaches, declaring that France "is under threat, as are all other democracies".

But the French say the US has neither made a convincing case for Iraq's involvement in current terrorist movements, nor shown that Baghdad's weapons programmes present an immediate threat to the rest of the world.

Mr Schröder's stance on Iraq has been welcomed by many Germans, and has boosted his Social Democrats' chances in the elections on September 22.

Edmund Stoiber, the conservative candidate for chancellor at the weekend attacked Mr Schröder for "putting at risk" Berlin's close ties with Washington.

Naji Sabri, Iraq's foreign minister, meanwhile praised Germany for its opposition to military strikes.

"We are happy about the German position, which shows that Berlin recognises the danger that is raised by American aggression," he said in an interview with *Der Spiegel* magazine.

Turkey, a reluctant ally against Iraq, questions U.S. policy

By Karl Vick

The Washington Post

ISTANBUL: In the 44 years since Turkey first accommodated U.S. fighter jets on its soil, military cooperation between the two allies has been a matter of crisp daily routine. But this summer, when the Pentagon sent word to Turkey's general staff that it wanted to send over teams to survey bases and airfields that might be useful in a campaign against Saddam Hussein, the reaction was not so much crisp as brittle.

"Why?" a Western official involved in the exchange recalled the Turks demanding. "Tell us now. Don't tell us 24 hours before you send in the troops or something."

"They are," the official said, "a little suspicious."

The suspicions have foundation, say Turkish officials, Western diplomats and independent analysts.

President George W. Bush and his top aides have made clear their intention to

drive the Iraqi leader from power, and Turkey might be the most crucial U.S. ally if Bush opts for military means to accomplish his goal. Besides being the only Muslim member of NATO, a vaunted island of stability in near Asia and a secular role model to countries tempted by political Islam, the nation of 60 million is a logical staging ground for land and air operations against its troublesome neighbor to the south.

But the last time the United States mounted a military campaign against Iraq, in the 1991 Gulf War, Turkey lost twice, sacrificing both its largest trading partner and a chunk of its peace of mind.

The uprising by ethnic Kurds in Iraq immediately after the war, and the eventual Kurdish control of much of northern Iraq, unsettled a Turkish government that has been at war with separatists among its own Kurdish population for most of the last two decades. And in the long drum roll to a possible new campaign in Iraq, Washington has caused

unease in Turkey by conspicuously courting Iraqi Kurds as a major ally.

On Saturday, Prime Minister Bulent Ecevit reaffirmed his government's stance when he said in an interview with the Anatolian News Agency that "before taking any steps linked to Iraq, the United States absolutely must enter into dialogue with Turkey."

"We don't want to come into disagreement with the United States, but we also do not want war in our own region," Ecevit said.

However, Turkey's strong public reluctance to support a U.S.-led war on Iraq is accompanied, according to diplomats, former diplomats and analysts, by a private acknowledgment that Turkey would not risk being left out if one goes forward. The result is a tangle of overlapping sensitivities that U.S. officials have tried to pick through with care.

"I have never met a Turk who likes this idea," said Mark Parris, a former U.S. ambassador to Turkey, referring to the prospect of a new Iraq campaign.

International Herald Tribune
Monday, September 9, 2002

"There won't be any problem on the technical side when people begin to move," Parris said. "The question will be how we deal with Turkey's requirements," as well as "showing the politicians they won't be saps getting absolutely nothing for all their trouble."

Before attacking Iraq 11 years ago, U.S. officials promised to offset the economic impact on Turkey by having leading members of the anti-Saddam coalition provide Ankara with \$1 billion a year. But diplomats and others in Turkey say that none of the money has materialized, while the estimated cost to date of losing trade with Iraq stands at from \$12 billion to \$50 billion.

American officials have gingerly

moved to address what one Western diplomat called "a certain lingering suspicion" of new promises. When Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz visited last month, he pointed out that Congress had appropriated \$200 million to pay off U.S. loans to Turkey, on top of an overdue \$28 million toward Turkey's expenses as head of the international peacekeeping force in Kabul.

Diplomatic sources say that Turkish officials, while avoiding the term compensation, have indicated an appetite for reductions on a \$5 billion military debt and special consideration on arms contracts and technology transfers. Turkey also wants assurances that Washington will use its influence to ensure contin-

ued assistance from the International Monetary Fund, which is lending Turkey \$16 billion to shore up an economy that all but collapsed early last year.

But by all accounts, Turkey's overriding concern is its sovereignty, which it saw threatened by the fallout from the last U.S. campaign against Iraq. In the Gulf War, the United States encouraged Iraq's persecuted minorities, including ethnic Kurds in the north, to rise up against Saddam. The uprising ended with him still in power but the Kurds protected by U.S. and British enforcement of a no-flight zone north of the 36th parallel in Iraq.

Iran rebuts U.S. on improving relations

From news reports

TEHRAN: Iran said Sunday that the United States must propose new ideas if it wanted better relations with it and it accused Washington of having ignored its contributions to the war on terrorism.

The U.S. deputy secretary of state, Richard Armitage, said last week that the United States wanted to improve relations with Iran but was waiting for Iran to take the first step.

But Iran's foreign minister, Kamal Kharrazi, said at a news conference: "If the Americans have new words, they must give their new suggestions. The Americans' recent remarks are old and ambiguous."

Kharrazi, besides saying that the United States had not recognized Iran's counterterrorism efforts, accused Washington of having used terrorist tactics itself.

"America's approach since Sept. 11 has been to fight terrorism through the use of force and vio-

lence, the same language used by terrorists," Kharrazi said. He added that U.S. policies had promoted anti-Islamic sentiments in the world.

The Iranian foreign minister accused the Bush administration of having used the attacks as a pretext to settle accounts with countries that disagreed with American policies.

Regarding Iran's counterterrorism efforts, he said, "We supported the return of stability in Afghanistan, encouraged Afghan groups to support the interim government and arrested Al Qaeda suspects entering Iran. Instead of praising our efforts, America named Iran part of an 'axis of evil.'"

Kharrazi said Iran would continue its crackdown on Al Qaeda and he accused the United States of having supported Afghan terrorist groups against Iran.

"We have solid evidence that America is in contact with local Afghan terrorist groups on our border organizing them against Iran's interests," he said, without elaboration. (Reuters, AP)

International Herald Tribune
Monday, September 9, 2002

Many at UN want Bush to detail the Iraq threat

Arguments so far have not convinced

By Julia Preston

The New York Times

UNITED NATIONS, New York: In the diplomatic scramble before President George W. Bush's address to the General Assembly on Thursday to explain why the United States is moving toward a military strike against Iraq, the key issues for the United Nations are what weapons Baghdad is developing and how fast.

Despite a largely negative initial reaction to the Bush administration's stepped-up indictments of President Saddam Hussein in the last week, diplomats say there is broad agreement here that Baghdad has long been brazenly out of compliance with Security Council resolutions, including the armistice that ended the Gulf War of 1991.

If Bush makes a strong, detailed case that Saddam has vigorously reactivated

programs to make biological, chemical and especially nuclear weapons since UN inspectors were last in Iraq in December 1998, many nations will be willing to listen, diplomats said.

But a number of countries, including some major allies of the United States, are balking at the way the administration has pitched its argument so far. They were taken by surprise by American officials' assertions in recent days that Saddam had suddenly become so dangerous that he must be quickly toppled.

Security Council members bridled at Vice President Dick Cheney's suggestion that a return of UN weapons inspectors to Iraq would be a waste of precious time.

In the background is the Bush administration's policy of "regime change." The notion is anathema to many at the United Nations, who see it as American

arrogance. Respect for the sovereignty of other nations, even the less savory ones, is a core operating principle of the world organization.

The administration policy "collides with the role of the United Nations," said a senior diplomat from a Security Council member that could be an important swing vote. But he added that he was open to hearing Bush's arguments.

"The United States does not have a weak case," the diplomat said. "But the United States first has to prove its case, that Iraq has weapons of mass destruction and the intention to use them in an imminent attack."

The urgency of the need for action against Saddam is a matter dividing many nations from Washington. If Bush shows evidence that Iraq is working busily to build a nuclear weapon and is becoming an immediate danger, quite a few nations might consider supporting military action against him.

But many countries are concerned that the Bush administration wants to drag them into a first strike against Baghdad on the vaguer ground that Saddam might become a nuclear threat some time in the future.

That would be a major revision of a doctrine of pre-emptive first strike that is familiar in diplomacy, experts say. If the administration is proposing "pre-

The New York Times

September 10, 2002

vention of a remote threat, rather than an imminent threat, this is new," said Joseph Nye Jr., the dean of the John F. Kennedy School of Government at Harvard University and a former assistant secretary of defense.

Diplomats fear that if the administration fails to demonstrate that the weapons threat from Iraq is immediate, it may provide a justification for countries locked in all kinds of prickly dis-

putes to attack their adversaries. They note that Saddam himself might seize on the administration's argument for attacking him to justify a pre-emptive strike in self-defense against the United States or a third country.

As a result, several Security Council members have openly opposed that strategy. Russia, a permanent, veto-bearing member of the Security Council, argues that Saddam should be given

positive incentives. Russia has suggested a resolution that would make it easier for Iraq to reach compliance and achieve the lifting of tough sanctions. But diplomats said Russia could not ignore persuasive evidence from Washington about the possibility of nuclear weapons in Iraq.

In the last year, much of the good will the United States enjoyed at the United Nations after the Sept. 11 terrorist attacks has eroded.

Chirac offers Iraq plan

2-stage proposal seeks UN approval for attack

By Elaine Sciolino

The New York Times

PARIS: President Jacques Chirac has proposed a two-stage plan that could lead to UN authorization of military force against Iraq.

In an interview at the Elysee Palace, the French president said that he personally would like to see a new Iraqi government, but that any attempt to remove Saddam Hussein without the backing of a Security Council resolution would be a recipe for chaos in global affairs. Chirac called Saddam "a man who is especially dangerous to his own people." He added, "I don't need to tell you that I condemn the regime in Iraq, naturally, for all the reasons we know, for all the dangers that it puts on the region and the tragedy it constitutes for the Iraqi people who are held hostage by it."

On the topic of deposing the Iraqi leader, Chirac said: "One can wish for it. I do wish for it, naturally. But a few principles and a little order are needed to run the affairs of the world."

Noting that there are many governments around the world whose overthrow might appear desirable to Western leaders, he said, "If we go down that road, where are we going?" He noted that the Security Council had not reviewed any proposal for replacing Saddam, the declared objective of the Bush administration.

Chirac proposed a Security Council resolution that would give Iraq a three-week deadline for admitting UN weapons inspectors "without any restrictions or preconditions." If Saddam rejected the return of inspectors or hampered their work, Chirac said, a second resolution should be passed on whether to use military force.

Chirac said that France would work on drafting this second resolution and that the ultimate French stance would depend on the wording. He did not commit France to providing combat troops.

[Ari Fleischer, the White House spokesman, would not comment directly on the Chirac proposal, news agencies reported. "One thing that's clear as a result of the president's consulting and of the president's reminding the world of Iraq's flagrant violations of United Nations Security Council resolutions, it does appear that the movement is budding to put some force into previous UN resolutions," Fleischer

told reporters traveling with Bush to Detroit.

[He cautioned later that he was not referring specifically to greater support from allies for military action, but perhaps for some kind of coercive inspection policy.]

Chirac described the Bush administration doctrine of preemptive military action in its fight against terrorism as "extraordinarily dangerous."

He said, "As soon as one nation claims the right to take preventive action, other countries will naturally do the same."

He asked, "What would you say in the entirely hypothetical event that China wanted to take preemptive action against Taiwan, saying that Taiwan was a threat to it? How would the Americans, the Europeans and others react? Or what if India decided to take preventive action against Pakistan, or vice versa?"

Vice President Dick Cheney has dismissed the usefulness of returning weapons inspectors to Iraq, but Chirac indicated he was listening to other voices in the administration, including that of Secretary of State Colin Powell.

"What Mr. Cheney says does not interest me," Chirac said. "What interests me is what Mr. Bush says. Because I hear Mr. Cheney saying one thing and Mr. Powell saying another."

Chirac spoke in a 75-minute interview Sunday that ranged from his concern over what he called a deteriorating situation in Afghanistan to American perceptions of anti-Semitism in France. But his chief focus was Iraq. His position appeared nuanced, placing France closer to the administration position than Germany, which has said it will not take part in an attack on Iraq, whatever the United Nations decides.

On Saturday, as Bush was meeting in the United States with Prime Minister Tony Blair of Britain, Chirac was in Germany, meeting with Chancellor Gerhard Schroeder, who has dismissed military intervention in Iraq as an "adventure."

Asked whether the timing of the meeting was designed to signal that France and Germany were united on one side of the debate, and America and Britain on the other, Chirac said, "Images! They always exaggerate." He added: "It's not Schroeder and me on one side, and Bush and Blair on the other; it's Bush and Blair on one side and all the others on the other side."

The New York Times

Tuesday, September 10, 2002

But, he said, "I am in a different position from that of the chancellor."

Chirac said that he and Bush had a "friendly and warm" telephone conversation Friday, and that Bush would be sending emissaries to France and elsewhere to make the U.S. administration's case. The quest for broad support for any move against Saddam clearly pleased Chirac.

He appeared concerned, however, that the United States, if it acted alone, might undermine the international coalition formed to fight terrorism in Afghanistan and accentuate what he called rising anti-Americanism and anti-Western sentiment in developing countries.

"I am totally against unilateralism in the modern world," he said.

He added that extreme care should be taken in preserving the coalition, suggesting that precipitate action against Iraq could unravel this alliance and alienate the Islamic world.

A collapse of the coalition would be especially dangerous at a time when Afghanistan remained treacherous and "the many small warlords are well armed to fight against Al Qaeda" but are now "fighting among themselves," Chirac said.

Despite the efforts of the Bush administration to link Iraq to Al Qaeda, Chirac said he had seen no evidence of a connection.

France has a particular interest in the future of Iraq. France became Iraq's main military supplier in the West and was building a nuclear reactor for Iraq that was destroyed by the Israelis in 1981.

Bush presses case for international support to strike Iraq

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: President George W. Bush pressed ahead Monday with a broad effort to secure international support for decisive action against Iraq, meeting with Prime Minister Jean Chretien of Canada and speaking by phone to Turkish, European and UN officials.

Bush, in a speech at Ambassador Bridge, which links Detroit to the Canadian city of Windsor, spoke indirectly about Iraq, but made his resolve clear.

"We have become a battlefield" in the war on terror, he said. "We have no choice but to confront the threats head-on."

Chretien, who reviewed new border security measures with Bush, gave the U.S. president a genial greeting but only general support.

"Our people will never, never consent to live life looking over their shoulders in fear," he said.

Canada has been chary about the U.S. war talk.

"As for going in and changing the regime, as opposed to going in and ensuring that there are no weapons of mass destruction, we haven't signed on to that," Deputy Prime Minister John Manley said earlier.

Chretien, while calling last week for UN arms inspectors to return to Iraq "and finish the job," had promised to hear Bush's arguments.

Meanwhile, as Bush and Americans prepared for solemn commemorations of the terrorist attacks of Sept. 11 — which heightened administration worries about Iraq — the FBI advised local electrical companies and transportation agencies to be alert against possible threats. There were no signs of suspicious activity or specific information that any event Wednesday was being targeted, it said.

Chretien offered no blessing Monday for a preemptive attack on Iraq, for which the United States appears to be

laying the diplomatic, and military, groundwork.

Ari Fleischer, the White House spokesman, said that the international community was beginning to coalesce behind proposals for tougher UN demands on Iraq, including a possible choice of allowing unfettered weapons inspections or facing possible attack.

Bush spoke by phone to Secretary-General Kofi Annan of the United Nations, where the president is to lay out his case against Iraq on Thursday, and to Prime Minister Anders Fogh Rasmussen of Denmark, the country holding the rotating European Union presidency.

The U.S. president also was scheduled to call Crown Prince Abdullah of Saudi Arabia, President Hosni Mubarak of Egypt, and NATO's secretary-general, George Robertson.

Bush spoke Monday to President Ahmet Necdet Sezer of Turkey, which has been publicly reluctant to cooperate with a U.S. attack on neighboring Iraq. The Turks fear that Iraqi Kurds might form their own state in the chaos after an attack, thereby encouraging Kurdish rebellion within Turkey.

The United States has been rebuffed by other nearby countries that could have provided useful launching sites for air attack on Iraq, including Saudi Arabia and Jordan.

But U.S. planners were heartened by the announcement that leaders of the two main Kurdish factions that control northern Iraq have signed a reconciliation agreement, something Washington had sought for years.

Those factions, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, have been deeply divided, de-

spite mutual hatred for Saddam Hussein. Kurdish factions, after ruinous attacks at Saddam's hands following rebellions encouraged by the United States, have been hesitant to support possible American action against Saddam.

But together in the autonomous Kurdish enclave in northern Iraq they could mobilize an estimated 75,000 fighters, potentially a major boost to any U.S. military plans.

The pact followed a weekend meeting in the Iraqi Kurdish city of Irbil between Jalal Talabani, who heads the Patriotic Union of Kurdistan, and Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party, in their first public meeting in three years.

Meanwhile, U.S. and British jets have launched increasingly intense attacks on Iraqi air-defense sites in recent weeks, in what some analysts say could be a prelude to an all-out attack.

On Monday, coalition aircraft fired precision-guided weapons at an air defense command-and-control facility about 275 kilometers (170 miles) southeast of Baghdad, the U.S. Central Command said, following "Iraqi hostile threats and acts." The coalition attacks have been coming at a rate about one-quarter higher than last year.

Iraq has repeatedly denied that it was trying to make a nuclear bomb. On Monday, it opened to reporters a former nuclear facility that it said was now being used for agricultural and medical research, Reuters reported from the Iraqi city of Tuweitha.

Saeed Mousawi, a senior Foreign Ministry official, told reporters that the new charges that the Tuweitha plant was being rehabilitated for nuclear purposes were a "distortion." It had been "completely destroyed" by allied bombers in 1991, he said.

Reporters saw damaged structures and piles of debris, as well as newer buildings that Mousawi said were used for agricultural or environmental research or were medical or pharmaceutical facilities.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Tuesday, September 10, 2002

Si le Conseil de sécurité devait aller jusqu'au bout de l'épreuve de force

Jacques Chirac n'exclut pas une participation française

**New York :
de notre envoyé spécial**

Pour la première fois, le président Jacques Chirac a exposé hier une séquence d'actions de l'ONU qui pourrait conduire à légitimer une intervention militaire internationale contre l'Irak. Dans une interview au *New York Times*, Jacques Chirac a suggéré que le Conseil de sécurité fixe une date butoir pour le retour en Irak des inspecteurs en désarmement de l'ONU. Bagdad n'aurait qu'un délai assez court pour se décider, deux ou trois semaines. Si jamais l'Irak devait persister dans son refus de laisser les inspecteurs remplir leur mission, alors le Conseil de sécurité devrait élaborer une seconde résolution, ouvrant la voie à l'usage de la force.

Ce n'est pas par hasard que Jacques Chirac a choisi un grand quotidien américain pour transmettre son message de fermeté, à trois jours du discours que George W. Bush doit prononcer devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Le président de la République laisse entendre aux dirigeants américains que s'ils devaient renoncer à un cavalier seul et choisir la voie de la concertation internationale, ils trouveraient des oreilles compréhensives au Conseil de sécurité de l'ONU. Jacques Chirac, qui rejoint ainsi les préoccupations d'un Tony Blair à Londres, espère être en meilleure position pour convaincre George W. Bush de ne pas agir seul.

Dans l'hypothèse où le Conseil de sécurité de l'ONU devrait aller jusqu'au bout de l'épreuve de force, Jacques Chirac n'exclut pas une participation des forces françaises à une action internationale. En Allemagne, le chancelier Gerhard Schröder a exclu a priori

toute coopération militaire. Mais la France, membre permanent du Conseil de sécurité, a d'autres responsabilités internationales, souligne le chef de l'Etat. « *La France ne préjuge pas de sa position tant que le Conseil de sécurité ne se sera pas exprimé. Tout dépendra de la nature de la résolution qui sera présentée. Nous participerons comme d'habitude à la rédaction de cette résolution* », dit-il.

Jacques Chirac veut remettre les priorités à l'endroit. L'essentiel n'est pas le changement de régime à Bagdad, réclamé par Washington, mais le renoncement de l'Irak à ses programmes d'armes de destruction massive. « *Le Conseil de sécurité a décidé qu'il ne fallait pas que l'Irak ait d'armes de destruction massive, il n'a pas dit qu'il fallait changer de régime en Irak*. » Et pourtant, Jacques Chirac n'en pense pas moins. « *Je souhaite beaucoup que s'instaure en Irak un régime, je dirais, démocratique, humain et soucieux d'avoir de bonnes relations avec les pays alentour* », confie-t-il.

Pour l'instant, la menace posée par les armes irakiennes de destruction massive n'est pas avérée. « *Je ne dis pas que (les preuves) n'existent pas, je dis simplement que je n'ai rien vu* », indique Jacques Chirac. Si cette menace devait se préciser, une action préventive pourrait alors être menée, « *mais elle doit l'être par la communauté internationale qui est aujourd'hui représentée par le Conseil de sécurité* ». C'est seulement alors que la France envisagerait son éventuelle participation. « *Rien n'est impossible, si c'est décidé par la communauté internationale sur la base de preuves indiscutables* », dit-il.

Le meilleur moyen d'apprécier la réalité des programmes irakiens prohibés, c'est d'envoyer les inspecteurs de l'ONU vérifier sur place, estime Jacques Chirac. Il appelle Bagdad à ne poser « *aucune restriction ni aucune condition* » au retour des inspecteurs qui doit se faire « *sous la responsabilité* » du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Le président de la République met en garde les Etats-Unis contre les dangers d'une intervention unilatérale. Elle risquerait de faire voler en éclat la coalition antiterroriste, d'accentuer le ressentiment antioccidental dans les pays du Sud et d'ouvrir la voie à l'anarchie mondiale. Plus largement, le président français identifie les inégalités mondiales comme une des causes du terrorisme. Il se prononce pour « *une vraie coalition contre la pauvreté, contre la dégradation de la planète* ».

Simultanément, le chef de l'Etat pourfend l'antiaméricanisme, en mettant en avant son expérience personnelle sur le continent américain. « *Je suis très attaché aux Etats-Unis. C'est un pays que j'aime, que j'admire, que je respecte, naturellement, et c'est un pays que je connais. (...) J'ai fait de longs séjours aux Etats-Unis, j'ai été étudiant aux Etats-Unis, j'ai travaillé aux Etats-Unis*. » Une façon, aussi, de mieux faire passer son message auprès des Américains.

L. de B.

Un scénario prévoyant deux résolutions onusiennes

Voici des extraits des déclarations de Jacques Chirac au *New York Times* sur l'Irak :

« *Le Conseil de sécurité a décidé qu'il ne fallait pas que l'Irak ait d'armes de destruction massive, il n'a pas dit qu'il fallait changer de régime en Irak (...). Il faut imposer le retour des inspecteurs en Irak sans aucune restriction ni aucune condition (...).*

« *Si l'Irak accepte, c'est très bien. Si l'Irak refuse (...), à ce moment-là il appartient au Conseil de sécurité de délibérer et de dire ce qu'il faut faire et notamment s'il faut engager une action militaire ou non.*

« *(...) Il faut qu'il y ait une résolution du Conseil de sécurité sur le retour des inspecteurs (...). Ensuite, si les inspecteurs ne peuvent pas revenir, il faudrait une deuxième résolution du Conseil de sécurité pour dire s'il y a lieu ou non*

d'intervenir. Et, en fonction de cette résolution, la France prendra définitivement sa position.

(Q : La résolution sur le retour des inspecteurs devrait poser une date pour le retour, une date ultimatum ?)

« *Oui, naturellement (...). C'est une question d'une, deux ou trois semaines, c'est très rapide.*

« *(...) Notre position, c'est que ce qui est en cause aujourd'hui, ce n'est pas le changement du régime irakien. On peut souhaiter le changement du régime irakien, on le souhaite naturellement, mais il faut un peu d'ordre pour gérer les affaires du monde (...).*

Le problème, aujourd'hui, c'est de savoir s'il y a des armes de destruction massive. Pour le savoir, il faut aller voir. Pour aller voir, il faut avoir des inspecteurs, libres, sans aucune contrainte et qui peuvent visiter (...). »

la Croix

10 SEPTEMBRE 2002

La France participerait-elle à une attaque contre l'Irak ?

L'armée française se prépare-t-elle au scénario d'une intervention américaine en Irak ?

Michèle Alliot-Marie : Aujourd'hui, l'armée française n'a pas à se préparer à une intervention en Irak dans la mesure

où, le président de la République vient de le rappeler, une éventuelle intervention ne pourrait avoir lieu qu'en respectant les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU. À l'heure actuelle, celui-ci n'a pas été saisi. À ce jour, il n'est pas question que la France s'engage en Irak. Cela dit, il est évident que l'armée française se tient toujours prête. Le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, notamment, est dans une phase de révision classique mais il peut repartir à tout moment.

— De combien de temps aurait besoin l'armée américaine pour intervenir ?

— Les États-Unis réfléchissent à plusieurs scénarios militaires. Une chose est d'envisager une intervention essentiellement aérienne, une autre d'impliquer d'importantes forces terrestres. Il leur faut aussi s'assurer de la possibilité d'utiliser des bases dans les pays amis voisins de l'Irak et de survoler leurs territoires. Certains privilégient des tentatives qui ébranleraient le régime de l'intérieur, ce qui éviterait aux États-Unis d'intervenir.

— La France a de nombreuses troupes à l'extérieur. Cela réduit-il sa marge de réaction ?

— Nous réduisons nos effectifs lorsque les circonstances locales n'exigent plus une réponse aussi forte. En Bosnie, ils ont déjà baissé de 20 %, ce qui

« À ce jour, il n'est pas question que la France s'engage »

Michèle Alliot-Marie

La ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie, exclut toute participation française en Irak tant que le Conseil de sécurité de l'ONU ne s'est pas prononcé. Elle présentera demain en conseil des ministres un projet de loi de programmation militaire à la hausse.

laisse encore un peu plus de 2 100 Français. Au Kosovo, où nos militaires sont encore 4 500, la réduction sera d'environ 25 %. Concernant l'Afghanistan, nos pilotes basés à Manas (Kirghizistan) reviendront début octobre. Pour nos soldats participant à la force de sécurité (Isaf) à Kaboul, le mandat international va jusqu'à la fin de l'année.

— Faut-il étendre l'Isaf en dehors de Kaboul ?

— Certainement pas.

— Au Pakistan, où en est l'enquête sur l'attentat de Karachi qui a tué 11 Français le 8 mai ?

— Nous suivons l'enquête. On se dirige vers la mise en cause d'un groupe qui n'est pas directement Al-Qaëda.

— Quelles leçons tirez-vous des attentats du 11 septembre ?

— Nous affrontons une nouvelle forme de menace. On voit se développer, d'une part, des conflits locaux avec des retombées mondiales, d'autre part, un terrorisme de masse susceptible d'atteindre n'importe quel pays. Dès lors, il était nécessaire de revoir des données du modèle des armées françaises prévu pour 2015. Lors du lancement de leur professionnalisation en 1996, le programme général de défense intégrait déjà en partie ces données parce que la France avait auparavant été confrontée au terrorisme de masse. La stratégie française repose aujourd'hui sur quatre

concepts : la dissuasion, la prévention notamment du terrorisme de masse, la projection des forces, la protection des Français sur le territoire national et à l'étranger.

— L'intervention dans un pays considéré comme soutenant le terrorisme

entre-t-elle dans cette nouvelle doctrine ?

— Pour l'ONU, imaginer une intervention préventive hors du cadre de la légitime défense après une agression constituerait un changement considérable, pouvant entraîner de graves dérives.

— Comment réduire l'écart entre les budgets de la défense européens et celui des États-Unis ?

— Il y a une nouvelle prise de conscience de la part des pays européens sur la nécessité d'avoir les moyens d'une défense européenne. La Grande-Bretagne a fait un effort important au cours de ces dernières années. La France a décidé de se remettre à niveau, comme va le montrer l'effort très significatif fait pour le budget 2003 de la défense et dans le projet de loi de programmation militaire 2003-2008 qui doit être examiné demain en conseil des ministres. Il s'agit pour la France de jouer son rôle de puissance militaire et d'entraîner le reste des Européens pour parachever la construction de l'Europe de la défense.

Recueilli par Antoine FOUCHET et Jean-Christophe PLOQUIN

« Irak : une arme nucléaire en 2005 »



Ancien directeur général du programme irakien d'armement nucléaire, Khidhir Hamza a fui l'Irak en 1994. Auteur de *Saddam's Bombmaker*, il est aujourd'hui installé aux Etats-Unis, consultant chez Benador Associates (www.benadorassociates.com).

LE FIGARO. - Depuis que vous avez quitté l'Irak, avez-vous des informations sur la poursuite du programme d'armement nucléaire ?

Khidhir HAMZA. - Il ne manque à l'Irak que la matière fissile pour fabriquer trois bombes nucléaires. Je ne pense pas que ce matériau puisse être acheté facilement et en quantité suffisante. Cependant, l'Irak possède assez d'uranium qui, une fois enrichi, pourrait être utilisé pour ces bombes. L'un des principaux problèmes technologiques, la maîtrise d'un procédé d'enrichissement, a été résolu vers 1993. Ajoutées aux quatre années sans inspection, deux ou trois années supplémentaires seraient suffisantes pour qu'en 2005, l'Irak puisse disposer de trois armes nucléaires.

Quant à une bombe sale qui pourrait être utilisée par des terroristes ?

Après la guerre du Golfe, l'Irak a pris conscience de l'intérêt des armes radioactives en tant qu'armes terroristes. Un récent déserteur a raconté qu'il avait fait partie d'une équipe chargée d'acheter des matériaux radioactifs, notamment des déchets russes par l'intermédiaire d'un pays africain. S'il est peu probable que cela constitue une menace sérieuse, cela donne à l'Irak des connaissances pratiques et expé-

mentales qui peuvent être utilisées pour former des terroristes à la fabrication d'une bombe sale.

Les onze années de sanctions contre le régime irakien n'ont-elles pas permis d'affaiblir sa puissance nucléaire ?

Oui, à un certain degré mais sans stopper le développement. L'Irak a mis à profit tout ce temps pour former de plus en plus de scientifiques. En plus, le contrôle total qu'exerce Saddam Hussein empêche la fuite des cerveaux. Un ingénieur civil, qui a déserté et fait des révélations au *New York Times*, en a fait les frais. L'un de ses frères a été tué et le second blessé par les services de sécurité irakiens. C'est un avertissement. Maintenant, ceux qui ont fui refusent de parler par crainte de représailles contre leur famille en Irak.

La reprise des inspections, réclamée par certains pays européens, est-elle la solution ?

Certainement pas. D'abord, il est devenu plus difficile de repérer les sites de développement et de fabrication d'armes en raison de leurs déplacements vers des usines plus petites et mieux cachées. Par exemple, les ordinateurs que j'utilisais dans le cadre de la fabrication d'armes nucléaires ont été déplacés dans l'aile d'un hôpital des faubourgs de Bagdad. Par ailleurs, depuis que les Irakiens savent que les installations souterraines peuvent être repérées par satellite, ils les creusent sous des immeubles. Même sous les palais présidentiels, comme l'ambassadeur Butler l'a révélé lors d'une audition au Sénat. Un récent déserteur a également révélé l'existence de petits laboratoires souterrains aux normes nucléaires.

L'autre problème, ce sont les règles de travail imposées aux inspecteurs. Il leur revient maintenant de prouver que l'Irak ne se conforme pas

aux sanctions internationales. Si après plusieurs mois, ils ne peuvent montrer aucune arme encore fumante, alors nul doute que les amis de l'Irak, la Russie, la Chine et la France et certainement beaucoup d'autres dans le monde arabe et musulman, réclameront la levée des sanctions.

En cas d'attaque américaine, Israël craint en guise de représailles une attaque bactériologique. Saddam Hussein en a-t-il les moyens ? Il n'y a pas de preuve que l'Irak a développé un agent biologique de la variole. Ce qui est sûr c'est que l'Irak travaille depuis une période assez longue sur la variole du chameau, une souche très proche contre laquelle les Irakiens sont immunisés. Elle peut être utilisée de deux façons : indirectement pour travailler sur la variole et sa dissémination, ou directement en supposant que les Israéliens et les Occidentaux n'ont pas développé d'immunisation contre celle-ci. Mais personne ne sait quel pourrait être le degré de nocivité de cette souche.

Propos recueillis par Vianney Aubert

LE FIGARO

10 SEPTEMBRE 2002

EXPLIQUEZ-VOUS

Khidhir Hamza

L'armée des ombres

Bagdad : de notre envoyé spécial

Quelle est la valeur de l'armée irakienne ? Contrairement aux rodomontades des porte-parole officiels, un diplomate en poste à Bagdad n'hésite pas à affirmer : « L'intervention des Américains pourrait bien n'être qu'une promenade militaire. En effet, à part les gens trop compromis pour espérer la clémence des nouveaux maîtres de l'Irak, pas un Irakien n'acceptera de mourir pour Saddam. »

L'armée n'est que le reflet de la société, souligne ce même diplomate. Ses gros bataillons sont composés de conscrits, fatigués par une décennie de sanctions internationales et démoralisés par un régime qui a refusé toutes les sorties honorables.

« Quand on se rappelle, précise le diplomate, ce que fut l'écroulement en 1991 de la soi-disant « quatrième armée du monde », il n'y a guère d'illusions à se faire quant à la capacité de résistance d'unités qui, sur le plan du matériel et des effectifs, doivent représenter la moitié de ce

qu'elles valaient il y a onze ans. A la première rafale, ces bidasses se débanderont ou se rallieront aux Américains que, de toute façon, beaucoup d'Irakiens accueilleront comme des libérateurs. L'armée de Saddam c'est l'armée des ombres. »

Conclusion du diplomate : « Les seuls qui résisteront ce seront les professionnels de la garde républicaine. Au mieux 100 000 hommes et peut-être seulement 10 000. »

Mais il n'y a pas grand monde non plus qui soit

prêt à prendre les armes contre Saddam Hussein. A l'inverse de l'Afghanistan, les Américains manqueront de supplétifs pour leur prêter main forte. Ni alliance du Nord : les Kurdes qui s'étaient soulevés en 1991, pour être ensuite abandonnés par la CIA aux représailles de Saddam Hussein, sont d'autant moins enclins à répéter l'expérience que, de facto, ils échappent aujourd'hui au contrôle de Bagdad. Ni alliance du Sud : les chiïtes qui, eux aussi, attendirent vainement les Américains quand ils se révoltèrent à l'issue de la guerre du Golfe, ne s'engageront aux côtés de George W. Bush que le jour de la victoire.

Ch. L.

LE FIGARO

11 SEPTEMBRE 2002

Faute de pouvoir gagner militairement contre les États-Unis, le raïs irakien risque d'opter pour la politique du pire

Saddam ou la stratégie du martyr

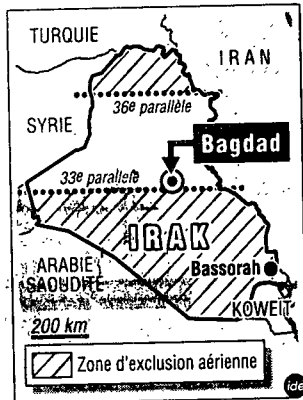
LE FIGARO MERCREDI 11 SEPTEMBRE 2002

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Charles Lambroschini

« Killing me softly with his song »... Le « crooner » a la voix de Frank Sinatra mais l'accent d'Omar Sharif. Autour de la fontaine en mosaïque, les belles dames de la bourgeoisie, leurs rondeurs orientales enveloppées dans des robes griffées Armani ou Saint Laurent, dansent la tête sur l'épaule de cavaliers qui ont tous la moustache de Saddam Hussein. « Avec ses doigts, il pianote sur ma douleur, susurre le chanteur. Avec ses mots, il chante ma vie. »

Au cœur de Bagdad, le restaurant Finjan a fait le plein. Comme tous les jeudis soirs, veille du week-end musulman, les apparatchiks du Baas, le parti unique tout-puissant, sont venus déguster en famille le poisson *mazgouf*. Cette carpe de l'Euphrate aussi longue que large qui, grillée sur un feu de bois, va coûter aux privilégiés du régime l'équivalent de ce qu'un professeur d'université gagne en un mois.

Un peu plus loin, dans le quartier de Karade, les acheteurs se pressent avec autant d'enthousiasme devant la pharmacie Kak, la fleuriste Sylva ou la pâtisserie Abou Assif. Comment croire que les sanctions internationales ont réduit l'Irak à la misère ? Dans la rue, le trafic est intense. La plupart des véhicules ont dix ans d'âge mais il y a aussi beaucoup de Mercedes neuves, de jeeps Toyota, de camions-citernes aux chromes rutilants. Et pourquoi les experts américains et britanniques de la commission des sanctions persistent-ils à blo-



quer les importations officielles de technologies à utilisation duale alors que dans le sous-sol on trouve la plupart des marques anglo-saxonnes d'ordinateurs ?

C'est tout le paradoxe de la résolution « pétrole contre nourriture ». L'Irak est resté potentiellement aussi riche qu'à l'époque de la guerre du Golfe puisqu'il vend autant de

pétrole qu'en 1991 : trois millions de barils, dont deux millions « légalement » et le reste sur le marché noir. Le pays n'a aucun mal à payer la ration quotidienne de ses 23 millions d'habitants qui, sous la surveillance de l'ONU, ont droit chacun à 2 400 calories par jour. Les revenus du pétrole servent aussi à rembourser au Koweït les dommages causés par l'invasion il y a onze ans : 25 % des recettes. A concurrence de 13 %, cet argent couvre les besoins des Kurdes qui, protégés par le bouclier aérien des États-Unis, vivent en totale autonomie. Enfin, 3 % sont perçus par l'ONU pour ses frais opérationnels car, exemple unique dans l'histoire de l'aide humanitaire, ceux qui reçoivent les secours sont également ceux qui règlent la facture.

Mais Bagdad est une vitrine. La capitale et Bassorah, tout au sud du pays, ne sont pas seulement séparés par 600 kilomètres d'un désert sinistre de sables gris. Ce sont deux univers aussi différents que le

jour et la nuit.

A Bassorah, les pannes d'électricité sont quotidiennes, les rues défoncées sont envahies par les ordures, l'eau polluée a

rendu les dysenteries endémiques. En mars dernier, Tun Myat, le fonctionnaire birman alors en charge du programme humanitaire des Nations unies, expliquait : « Dans le sud irakien, les canalisations sont si vieilles et si rouillées que l'eau potable qu'elles acheminent est contaminée par les eaux usées qui affluent partout. Or les pompes et les moteurs nécessaires à la reconstruction d'un réseau moderne pouvant aussi avoir un usage militaire, peu importe que l'importation de 95 % du matériel ait été autorisée. Les 5 % qui manquent empêcheront de construire un système d'adduction performant. »

Pour mesurer la popularité de Saddam Hussein, il ne suffit pas que le vice-premier ministre Tarek Aziz ait déclaré au *Figaro* il y a quelques mois : « Si les Américains attaquent, chaque village irakien deviendra une autre jungle du Vietnam. » Mieux vaut essayer de deviner ce qui se passe derrière le décor.

Le régime se croit fort parce qu'il est totalitaire. Dans la plupart des pays arabes, les

gouvernements sont seulement autoritaires. Mais en Irak, le pouvoir a pris en main chacun des aspects de la vie sociale. La justification doctrinale remonte à la révolution de 1968 qui, alibi d'un putsch sanglant, installa la dictature du Baas : un mouvement fondé par un chrétien de Syrie Michel Aflak, mort en 1989, et se voulant tout à la fois nationaliste, socialiste et laïc.

Aujourd'hui, le Baas est à l'Irak ce que le parti communiste fut pour l'Union soviétique. Monolithique, omniprésent, impitoyable et finalement renforcé par les sanctions internationales qui lui sont imposées depuis la guerre du Golfe en 1991 ! Bien involontairement, l'ONU a créé l'environnement idéal pour une dictature. Le pays est coupé du monde. Personne ne rentre, personne ne sort sans autorisation. Les Irakiens ne connaissent de l'étranger que ce que leur en dit la propagande officielle. Les journaux étrangers sont interdits, Internet est surveillé, la possession

d'une antenne parabolique est sanctionnée par la prison.

Quand la télévision affirme que, conséquence de l'embargo, les carences alimentaires et la pénurie de médicaments ont tué 1,6 million d'Irakiens, il n'y a pas d'autre source d'information pour contester ce chiffre. Quand le quotidien du Baas, *Al Thaoura*, proclame que les malheurs de l'Irak sont le fait d'un complot israélo-américain, aucun concurrent n'existe pour rappeler les responsabilités de Saddam Hussein qui précipita son pays dans deux aventures catastrophiques : en 1980, une guerre contre l'Irak qui dura huit ans ; en 1990 l'invasion du Koweït qui déclencha la riposte des États-Unis et de leurs alliés. Même le rationnement est devenu une arme politique puisque c'est le gouvernement qui assure la distribution. Chaque Irakien devant être inscrit sur les listes de l'administration : « Le mes-

Un régime aussi dur ne pouvant être populaire, Saddam n'a aucune chance de gagner une guerre à la Vietcong contre les États-Unis

Pour lui, mieux vaut la défaite militaire que la capitulation diplomatique. Sa revanche, ce serait l'apocalypse

sage au contestataire éventuel est clair, souligne un observateur étranger volontairement anonyme. *Si tu veux manger, tiens-toi tranquille.* »

En Irak, ce genre d'avertissement n'est jamais pris à la légère. Saddam Hussein a tué des ministres en pleine réunion du gouvernement. En 1995, il ordonna l'exécution de deux gendres qui, après s'être enfuis en Jordanie, étaient revenus faisant confiance à sa promesse de clémence. Aujourd'hui, les prisons débordent et les pelotons d'exécution sont un outil de gouvernement. Après un reportage à Bagdad, un éditeur américain constatait la semaine dernière : *« L'Irak n'a plus été un État de droit depuis le code d'Hamourabi, dix-neuf siècles avant Jésus-Christ. »*

Un régime aussi dur ne pouvant être populaire, Saddam Hussein n'a aucune chance de gagner une guerre à la Viêt-cong contre les États-Unis. Mais, parce que cette fois il serait acculé, il peut faire beaucoup plus de dégâts qu'il y a onze ans. Saddam Hussein se

repliera sur la stratégie du faible au fort, donc celle du pirate. En Irak, il choisira probablement de transformer Bagdad en forteresse. A l'extérieur, il s'efforcera de plonger le Proche-Orient dans le chaos.

S'il s'enferme dans Bagdad, il privera les Américains de leurs deux principaux atouts : l'avantage technologique et la maîtrise du ciel. Dans le combat de rue, les chars et les avions n'ont qu'une importance secondaire : il faut se battre maison par maison, donc homme à homme. A Mogadiscio, il avait suffi de la mort de 19 marines, tombés dans une embuscade au coin d'une ruelle, pour que Bill Clinton ordonne le rapatriement du corps expéditionnaire américain qui, avec d'autres contingents étrangers, tentait de rétablir un semblant d'ordre en Somalie. Mais il ne pourra s'agir que d'une bataille d'arrière-garde. Sans profondeur stratégique derrière lui, Saddam Hussein sera condamné à un simple baroud d'honneur.

Alors, il voudra se venger en tirant ses dernières cartouches

contre les alliés des États-Unis dans la région : Israël, l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Turquie, l'Égypte. Saddam Hussein lancera vers Tel-Aviv et les puits de pétrole saoudiens, les quinze ou vingt missiles qui ont échappé à la vigilance des

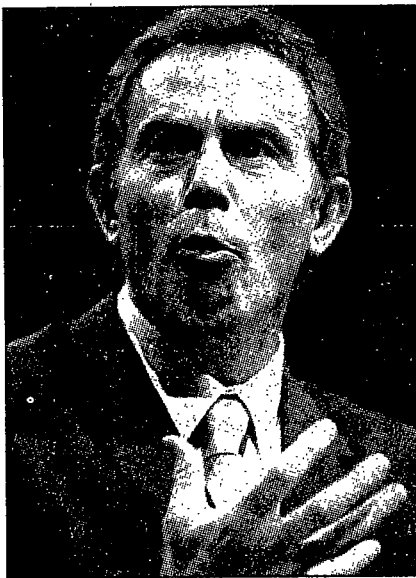
inspecteurs de l'ONU mais, contrairement à 1991, il les chargera d'une tête chimique ou du virus de l'anthrax. Saddam aussi passera contrat avec des pigistes du terrorisme pour que ceux-ci aillent faire sauter aux quatre coins du Proche-Orient des « bombes sales » qui, dissimulées dans de simples valises, associeront explosifs classiques et déchets radioactifs.

Alors, mieux vaut la défaite militaire que la capitulation diplomatique. Pour Saddam Hussein, mourir serait quand même une victoire si les foules du Proche-Orient, inspirées par son exemple, se soulevaient pour abattre les gouver-

nements arabes complices de l'Amérique. Sa revanche, ce serait l'apocalypse.

Pour priver George W. Bush de son meilleur alibi, il aurait suffi que l'Irak accepte le retour des inspecteurs de l'ONU. En passant quand même à l'attaque, les Américains auraient perdu l'excuse de la « défense préventive » et, du coup, se seraient trouvés contraints d'assumer la responsabilité d'une « agression ». Mais le dictateur irakien est prisonnier de son personnage. S'il recule, il perd ce qui compte le plus à ses yeux : son image de champion de la « bombe arabe », sa réputation de seul leader arabe à oser tenir tête à l'Amérique. Originaire de la même ville de Mésopotamie, Tikrit, que le grand Saladin, Saddam Hussein s' imagine en réincarnation du héros qui, il y a huit siècles, jeta les croisés à la mer. Dans le patio du restaurant Finjan, un des appartements de Baas murmure : *« Comme Ben Laden, Saddam ne se rendra pas. Il préférera le martyre. »*

Blair challenges his critics on Saddam and wins their applause



Phil Noble/The Associated Press

Prime Minister Tony Blair addressing union delegates Tuesday. He pledged to work with the UN on dealing with Iraq.

By Warren Hoge

The New York Times

LONDON: Prime Minister Tony Blair took on critics at home of his hard-line stance on Iraq on Tuesday, pledging to work for a solution through the United Nations and not to take any action without submitting the case to Parliament.

In a toughly worded speech to the Trades Union Congress at its annual convention in Blackpool, Blair coupled his promise to involve the United Nations with a warning that "action will follow" if Iraq ignores demands to let arms inspectors back into the country.

"If the challenge to us is to work with the United Nations, we will respond to it," he told the delegates. "But if we do so, then the challenge to all of us in the United Nations is this: The United Nations must be the way to resolve the threat from Saddam, not a way of avoiding it."

The unionists held a noisy debate Monday over Iraq, with a motion insisting that Britain obtain UN approval for any action barely winning out over a more defiant measure condemning any move on Iraq.

A number of union leaders predicted that Blair would be heckled and jeered when he appeared Tuesday, but his 25-minute speech was greeted with respectful silence

throughout and a standing ovation at its conclusion.

Blair effectively preempted protests by beginning his talk with a grim and graphic description of Saddam Hussein's history of the use of chemical weapons. He then delivered a disarming lesson from a year ago when he had been about to address the unionists at their conference in Brighton at the moment he received the news of the attacks in the United States and had to leave the stage to return to London.

"Suppose I had come last year on the same day as this year — Sept. 10," he said. "Suppose I had said to you there is

a terrorist network called Al Qaeda. It operates out of Afghanistan. It has carried out several attacks and we believe it is planning more. It has been condemned by the United Nations in the strongest terms. Unless it is stopped, the threat will grow. And so I want to take action to prevent that.

"Your response and probably that of most people would have been very similar to the response of some of you yes-

'Action will follow' if Saddam blocks inspectors, he says.

September 11, 2002

The New York Times

terday."

Blair, who met Saturday with President George W. Bush, has been the staunchest international supporter of the U.S. call for action and has sought to generate support for the American initiative among other European countries and in Russia, where he is due to travel later this month.

But a majority of the British public, large numbers of Labour legislators and a trade union movement that has become newly emboldened with the election of a new generation of militant leaders have expressed disapproval of Blair's closeness to Bush and his commitment to involving Britain in the move on Saddam.

Blair's performance seemed to calm

the protest, at least temporarily. "I am quite happy with the speech — it wasn't the clash we predicted," said Derek Simpson, a former Communist who stunned the government in July by winning control of Britain's second largest union from Ken Jackson, the prime minister's closest ally in the labor movement.

The general secretary of the Trades Union Congress, John Monks, said of the prime minister's talk, "Against a difficult background, I think he has earned a lot of respect from delegates."

In London, a move by dissident members of Parliament to hold an unofficial session in a church hall to protest the prime minister's failure to heed their call for a special session before Oct. 15 end of its recess appeared to lose steam

with Blair's declaration that he would submit the matter to full debate.

"There is no substitute for the prime minister at the dispatch box responding to members of Parliament from all sides of the house," said Menzies Campbell, the Liberal Democrats' foreign policy spokesman and an outspoken opponent of swift action in Iraq. Campbell added though that Blair "still has to make his case to the British people."

Blair is due back in the same hall in two weeks for the Labour Party annual convention, and delegates have promised to make the Iraq policy its centerpiece.

In his speech Tuesday, Blair told the delegates, "I do not want it on my conscience that we knew the threat, saw it coming and did nothing."

U.S. fails to nail down Baghdad link to Qaeda

Officials are still trying to develop case

By Dana Priest

The Washington Post

WASHINGTON: As the Bush administration makes its case against President Saddam Hussein of Iraq, it has for now dropped what had been one of the central arguments presented by supporters of a military campaign against Baghdad: Iraq's links to Al Qaeda and other terrorist organizations.

Although administration officials say they are still trying to develop a strong case tying Saddam to global terrorism, the CIA has yet to find convincing evidence despite having combed its files and redoubled its efforts to collect and analyze information related to Iraq, according to senior intelligence officials and outside experts with knowledge of discussions within the U.S. government.

Most specifically, analysts who have scrutinized photographs, communications intercepts and information from foreign informants have concluded they cannot validate two prominent allegations made by high-ranking administration officials: links between Saddam and Al Qaeda members who have taken refuge in northern Iraq, and an April 2001 meeting in Prague between Mohamed Atta, the presumed leader of the Sept. 11 hijackers, and an Iraqi intelligence agent.

"It's a thin reed," said a senior intelligence official describing the information on both cases.

As a result of the CIA's conclusions, the Bush administration has accepted the notion that its stronger case against Iraq is Baghdad's apparent attempt to acquire chemical, biological and nuclear weapons. President George W. Bush is expected to focus on this aspect dur-

ing a speech to the United Nations on Thursday in which he will present the administration's Iraq policy.

"At some point we will certainly make the case concerning Iraq and its links to terrorism," a senior administration official said. "We still have to develop it more."

The latest sign that the administration has chosen to drop references to Saddam's alleged links to terrorist groups came Monday at a meeting in Detroit between Bush and Prime Minister Jean Chretien of Canada. Chretien, who told reporters afterward that he had specifically asked the president about links between Al Qaeda and Iraq, said Bush had responded: "That is not the angle they're exploring now. The angle they're exploring is the production of weapons of mass destruction."

A more mundane, yet concrete, indication that the CIA's focus is elsewhere is that the agency has not set up an Iraq task force at its counterterrorism center at CIA headquarters in Langley, Virginia.

According to sources, the CIA believes that the last time Iraq planned an anti-American attack was in April 1993, when it organized an assassination plot that failed against the president's father, George H.W. Bush, when the former president was visiting Kuwait. The Clinton administration retaliated by launching a cruise missile strike against Iraqi intelligence headquarters in Baghdad.

The State Department's annual Patterns of Global Terrorism report has for

several years said that Iraq plans and sponsors international terrorism but that its activities are directed mostly at the Iraqi government's domestic opponents. The reports have noted that Saddam allowed Abu Nidal, the Palestinian terrorist who died in Baghdad last month, to seek refuge, and that the Iraqi leader is host to some minor Palestinian rejectionist groups.

Saddam "has in the past had some dealings with terrorists, clearly," Vice President Dick Cheney told the Council on Foreign Relations in February, mentioning Abu Nidal by name. The

latest State Department report concluded that Abu Nidal had not been involved in known acts of terrorism since the early 1990s and had "not attacked Western targets since the late 1980s."

Defense Secretary Donald Rumsfeld tried to draw attention last month to what he said was "Al Qaeda in a number of locations in Iraq." Questioned about whether members of the group were hiding in northern Iraq, which is controlled by Kurdish opponents of Saddam, Rumsfeld said, "In a vicious, repressive dictatorship that exercises near-total control over its population, it's very hard to imagine that the government is not aware of what's taking place in the country."

Rumsfeld was referring to Ansar al-Islam, a group of about 150 Arabs who fled Afghanistan and went to northern Iraq through Iran after the U.S. military campaign in Afghanistan. The Kurdish Patriotic Union of Kurdistan, an anti-Saddam group in northern Iraq, says it has jailed 15 to 20 Qaeda members and was surprised that no one from the U.S. government has come to interrogate them.

A senior counterterrorism official confirmed that the CIA knew of the detentions and that U.S. officials had not interrogated the prisoners. "We really don't know whether they are under Al Qaeda or Saddam's control," the official said.

'The angle they're exploring now is the production of weapons.'

Inquiétant rapport sur le poids des armes

10 SEPTEMBRE 2002



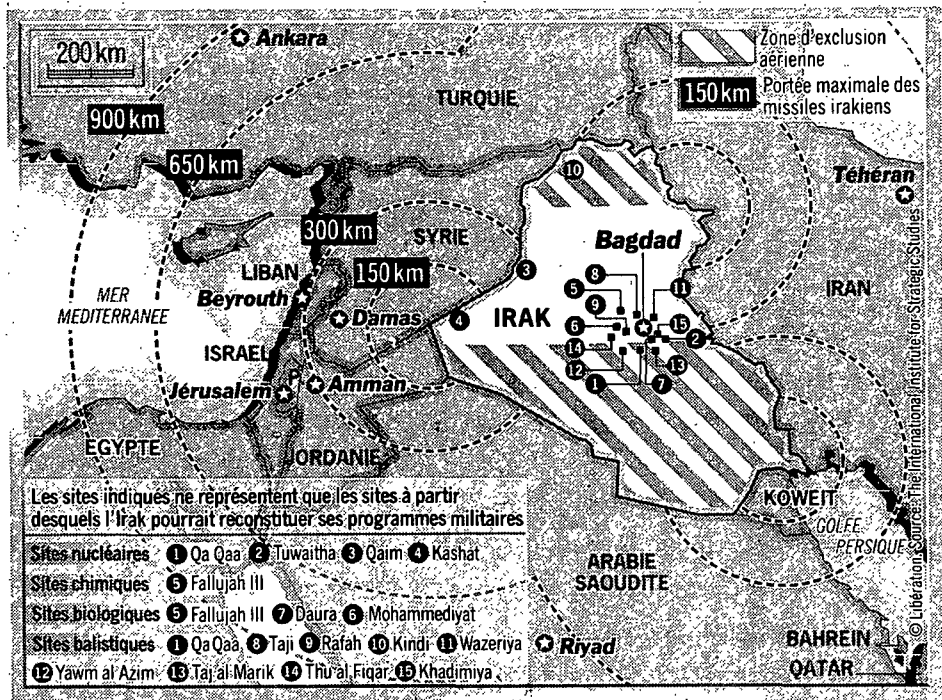
EDITORIAL

par PATRICK SABATIER

Menaces

Le rapport de l'IISS n'est que la synthèse la mieux informée et la plus complète à ce jour de ce qu'on sait de l'arsenal de Saddam Hussein. Il est en soi déjà assez inquiétant, puisqu'il conclut à la réalité persistante d'une menace dans les domaines biologique et chimique, et ce en dépit du démantèlement de cet arsenal imposé à l'Irak par les Nations unies après la guerre du Golfe. Il ne fait guère de doutes que Saddam s'est mis hors la loi internationale, et a violé tous les engagements qu'il avait pris après sa défaite de 1991. Mais il n'y a rien là de très nouveau et la question se pose s'il y a là un *casus belli*. Bush, et Blair qui lui a emboîté le pas martial, décrivent pour leur part un régime sur le point de se doter de l'arme nucléaire, ce qui serait autrement plus dangereux. Le décalage est grand entre cette dernière accusation et ce que l'IISS décrit des capacités irakiennes encore virtuelles dans ce domaine crucial. Certes, les experts de cet institut n'ont peut-être pas eu accès aux informations les plus récentes, et les plus explosives, collectées par les services de renseignements occidentaux. Le problème est que, pour l'heure, nul, en dehors de Bush et de ses conseillers (sans oublier Blair), ne semble avoir eu accès à ces informations, si elles existent. Et nul n'est tenu de croire le président américain sur parole. Dans les semaines qui viennent, le duo Bush-Blair va sans doute s'employer à étayer le dossier de l'accusation. L'ultime chance d'éviter le pire serait pour Saddam d'admettre immédiatement

et sans conditions le retour des experts de l'ONU. Il le pourrait, s'il n'avait rien, ou pas grand-chose, à cacher. Ce n'est, hélas, pas le cas. Le risque est donc grand qu'il choisisse la fuite en avant, d'autant qu'il est convaincu que George W. Bush ne s'intéresse plus beaucoup au détail de ses arsenaux, et que le président américain est déterminé à appliquer le principe selon lequel mieux vaut prévenir que guérir. On ne voit plus à vrai dire ce qui pourrait encore empêcher à ce stade la machine infernale d'exploser. Chaque pays va donc devoir décider si la réalité, incontestable, de la menace irakienne est un argument suffisant à justifier une nouvelle guerre contre l'Irak, dont les conséquences sont, elles, imprévisibles.



L'Irak possède toujours des armes de destructions massives, mais son potentiel est aujourd'hui plus faible qu'il ne l'était à la veille de la guerre du Golfe (1991). Telle est la principale conclusion du rapport de l'International Institute for Strategic Studies (IISS), paru hier à Londres (1). Une importante contribution au débat sur la réalité de la menace irakienne, dont les conclusions restent très mesurées. Pour rédiger son étude, l'IISS, institut indépendant réputé pour son sérieux, a fait appel aux meilleurs spécialistes et notamment aux inspecteurs des Nations unies (Unscm et AIEA) qui se sont rendus en Irak de 1991 à 1998. «La possession par l'Irak d'un arsenal d'armes de destruction massive est de toute évidence l'objectif central du régime, car il sacrifie tout objectif de politique intérieure ou extérieure à ce but unique», estime le directeur de l'IISS, John Chipman. Mais, entre la volonté de Saddam Hussein et les réalités militaires, il existe des nuances que détaille le rapport.

1 Nucléaire: le savoir-faire, pas la matière première

C'est le domaine à la fois le mieux connu et où les craintes sont les plus faibles, même si le rapport note qu'*il est plausible d'affirmer que l'Irak pourrait avoir achevé les préparatifs nécessaires pour fabriquer une arme atomique*. Disposant des outils et du savoir-faire, le pays manque toutefois de l'essentiel: les matériaux nucléaires (uranium enrichi ou plutonium). Selon un document du Pentagone de 2001, «l'Irak

aurait besoin d'au moins cinq ans et d'une importante aide étrangère pour reconstruire les infrastructures nécessaires à l'enrichissement d'assez de matériaux pour une arme nucléaire». A la veille de la guerre du Golfe, l'Irak avait encore besoin de «deux ou trois ans» pour acquérir la bombe. Faut-il en produire localement, le régime de Saddam Hussein pourrait en acquérir à l'étranger. Et s'il y parvenait, l'Irak pourrait se doter d'une arme à bref délai, «peut-être une question de mois». Mais, «autant qu'on puisse le savoir, ni l'Irak, ni un autre pays n'ont été capables d'obtenir suffisamment de matériaux fissiles sur le marché noir». Toutefois, «cette possibilité ne peut pas être exclue». Faut-il en produire une arme atomique, l'Irak pourrait se satisfaire d'une bombe radiologique, dont l'explosion disperserait des matières radioactives. Les experts sont prudents: «On ne sait rien du tout», reconnaissent-ils.

2 Biologique: grande inconnue et grande crainte

«Les capacités actuelles sont inconnues, constate le rapport, mais «étant donné le peu que l'on sait, de désagréables surprises ne peuvent être exclues». Le passé récent plaide dans ce sens. Contrairement au nucléaire et au chimique, les Occidentaux ignoraient tout des programmes biologiques irakiens avant la guerre du Golfe. Ce n'est qu'en 1995 que la réalité est apparue. Dans le plus grand secret, l'Irak avait produit au moins 19180 litres de toxine botulique et 8445 litres d'anthrax! En 1991, des bombes et des missiles étaient déjà chargés et l'ordre avait été donné de les employer si les forces de la coalition s'étaient dirigées vers Bagdad... «Les capacités sont relativement faciles à reconstituer et à cacher», indique l'IISS, qui estime que l'Irak pourrait posséder des «milliers de litres de toxine botulique, de charbon et peut-être d'autres agents». Reste que «la capacité de délivrer ces armes reste limitée, à moins que l'Irak ait fait de substantiels progrès».

Les armes biologiques sont vivantes, c'est-à-dire fragiles. Elles supportent mal les explosions et meurent souvent dans un environnement humide ou chaud. Leur emploi contre des troupes «bien équipées et bien entraînées» ne serait donc pas «décisif», affirme l'IISS. En revanche, une attaque contre des cibles civiles se traduirait par «des centaines et peut-être des milliers» de victimes. Pour les experts, le principal risque viendrait de leur diffusion par les commandos ou des terroristes. L'IISS pointe un autre danger: l'usage d'agents infectieux, «avec la question capitale de savoir si l'Irak a conservé ou acquis le virus de la variole».

3 Chimique: des capacités réelles mais limitées

«Les capacités actuelles ne semblent pas être une menace décisive contre des forces militaires protégées», estime le rapport. Toutefois, elles pourraient

«menacer les populations civiles non protégées, sans probablement provoquer des pertes massives». Une telle attaque contre un voisin provoquerait une frappe de «rétorsion», avance l'IISS; sans citer ouvertement Israël. L'arsenal actuel de l'Irak se compose «probablement de centaines de tonnes» de différents agents («gaz moutarde, neurotoxique, probablement sarin et peut-être VX») et «peut-être de quelques milliers de munitions». Même «sommaire et dangereuse», leur production

«pourrait être relancée rapidement», ajoute le rapport. Comme pour le biologique, l'une des difficultés est de «délivrer» ces armes chimiques. A courte portée, l'armée peut utiliser son artillerie, mais son aviation est jugée «très faible». Quant aux missiles, le potentiel n'est pas considérable (lire ci-dessous). L'usage d'armes chimiques par l'Irak ne relève pas de la fiction. Durant les années 80, le régime de Saddam Hussein s'en est régulièrement servi face à l'Iran (1982-1988) puis contre ses populations kurdes (1987-1988). Le rapport rappelle que «40000 à 80000» Iraniens en ont été victimes et que le nombre de morts parmi les Kurdes se situe entre 3800 et 6000.

4 Balistique: réserves modestes, nuisances possibles

Posséder des armes de destruction massive n'est utile que si l'on possède les moyens de les envoyer sur ses ennemis. Le moyen idéal est le missile balistique, très difficile à intercepter et capable de frapper à plusieurs centaines de kilomètres. «Les capacités actuelles sont très modestes. Depuis 1998, il est improbable que l'Irak ait pu reconstituer sa capacité de construire des missiles de longue portée», constate le rapport. Bagdad ne posséderait aujourd'hui qu'une «douzaine» de missiles Al-Husseïn, version améliorée du Scud-B. Cet engin a une portée de 650 kilomètres, c'est-à-dire qu'il peut atteindre Israël ou les grandes bases américaines de la région. Missile de technologie sommaire (c'est un lointain descendant du V-2 allemand), il peut néanmoins transporter une tête chimique ou biologique ●

(1) Rapport consultable sur le site de l'IISS: www.iiss.org

J.-D.M.

Américains et Britanniques cherchent à s'assurer la maîtrise du ciel en Irak

Les bombardements aériens s'intensifient

LES AVIATIONS américaine et britannique ont bombardé, lundi 9 septembre, un site de la défense aérienne irakienne près d'Al-Amarah, à 270 km au sud-est de Bagdad. Cette cible se situe dans la zone d'exclusion aérienne, dans le sud du pays, qui a été instaurée par Washington et Londres après la guerre du Golfe, en 1991, et que le gouvernement de Saddam Hussein ne reconnaît pas. Une autre zone, au nord, a

été créée. Dans les deux cas, Bagdad considère qu'il s'agit d'une violation de sa souveraineté, l'ONU n'ayant jamais avalisé une telle situation.

Alors que le nombre de ces raids avait diminué après les attentats du 11 septembre 2001, on assiste, depuis moins d'un mois, à une recrudescence des opérations.

Dans le sud, où l'on recense une forte population chiite, hostile à Saddam Hussein, le raid offensif (dis-

tinct des vols d'observation exécutés par des drones Predator et Global Hawk d'espionnage) du 9 septembre est le 27^e du genre. Dans le nord, où résident une majorité de Kurdes, on dénombre à ce jour dix bombardements. Soit, au total, en quelque huit mois, déjà 37 raids offensifs, au lieu, pour l'année entière, de 43 en 2001 (dont 11 post-attentats) et 48 en 2000. Depuis 1991, l'Irak affirme que 1 483 civils et militaires ont été tués par ces attaques.

L'un des raids offensifs les plus lourds a été lancé, jeudi 5 septembre, avec une douzaine d'avions qui ont largué 25 bombes guidées avec précision sur un centre de commandement de la défense irakienne à 290 km au sud-ouest de Bagdad. « Nous continuerons », avait alors dit

le général John Rosa, adjoint au chef d'état-major interarmées américain. Les avions sont notamment basés en Turquie, au Koweït et à Bahrein.

Apparemment, Américains et Britanniques cherchent à acquérir la maîtrise de l'espace aérien de bataille, de façon à assurer une relative marge de manœuvre à des mouvements de troupes au sol s'ils avaient lieu. L'objectif est probablement de neutraliser toute activité aérienne de l'Irak - à partir des centres de commandement et des radars nécessaires à l'engagement de ses avions - pour faciliter l'intervention de commandos au sol et des moyens de les récupérer sans qu'ils puissent être détectés.

Jacques Isnard

Les Kurdes irakiens préparent l'éventuel après-Saddam Hussein

LE RENVERSEMENT du régime irakien par une intervention militaire américaine, qui leur paraît inéluctable, a poussé les deux principales formations kurdes irakiennes à aplanir leurs différends. L'objectif de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, est d'être prêts à assumer leurs responsabilités dans l'architecture future de l'Irak.

Au terme de réunions qu'ils ont tenues à Salaheddine, dans la partie du Kurdistan située au nord du 36° parallèle, sous protection américano-anglo-française, MM. Talabani et Barzani ont annoncé, dimanche 8 septembre, qu'ils ont décidé de relancer les institutions du pouvoir autonome que leurs deux partis avaient réussi à mettre en place en 1992 et qui a été fortement mis à mal dès 1994, par la résurgence de leurs conflits ancestraux. D'après Ahmad Bamarni, représentant de

l'UPK en France et auprès de l'Union européenne, les deux partis ont décidé d'unifier leurs vues sur des questions politiques clés et de mettre de l'ordre dans la gouvernance de la partie du Kurdistan qu'ils contrôlent.

COMBLER LES DIVERGENCES

Deux sujets, interactifs, figurent au premier chapitre : l'après-Saddam Hussein et une politique extérieure commune. Les deux partis estiment que l'Irak doit se doter d'un régime fédéral une fois qu'il se sera débarrassé de ses dirigeants actuels. Mais alors que la préférence du PDK va à un système présidentiel fort, l'UPK souhaite un système parlementaire qui garantirait une participation des partis à la vie politique du pays. MM. Barzani et Talabani sont convenus de mettre sur pied une commission qui sera chargée de combler les divergences sur ce point. Une autre commission devra définir les grandes

lignes des relations avec les pays étrangers, notamment les Etats voisins de l'Irak. Les liens avec la Turquie sont particulièrement sensibles, Ankara étant sourcilieux dès lors qu'une quelconque forme d'autonomie ou de décentralisation est envisagée en Irak. Les autorités turques redoutent un effet de contagion qui conduirait la minorité kurde turque à réclamer elle aussi une forme d'autonomie.

Régulièrement, des tensions surgissent entre Ankara et l'une ou l'autre des deux formations kurdes irakiennes. Des troupes turques se trouvent dans le nord de l'Irak depuis quelques années, pour pourchasser les rebelles kurdes turcs du PKK. Leur présence commence à peser, y compris pour le PDK qui les avait encouragés à venir en 1996. Un projet de gouvernement fédéral élaboré par le PDK a contribué à brouiller les liens bilatéraux. Ironie de l'histoire, c'est Jalal Talabani, que la Turquie tenait jusqu'à une date récente dans une certaine méfiance, qui joue les médiateurs entre cette dernière et le PDK. Pour l'UPK, la conjoncture est suffisamment délicate pour ne pas la compliquer par un conflit ouvert avec la

Turquie. Mais dans le même temps, l'UPK et le PDK tiennent à rappeler que seul le peuple et les formations politiques irakiennes sont habilités à décider de l'avenir de l'Irak.

Une troisième commission a été chargée de préparer la relance de la vie « parlementaire », mise en veilleuse depuis huit ans, de même d'ailleurs que le « gouvernement », auxquels se sont substitués deux « exécutifs » qui gèrent chacun des régions contrôlées par les deux partis. Des élections devraient être organisées dans un délai maximal de neuf mois. En attendant, les deux partis se relaieraient à la présidence et à la vice-présidence du Parlement actuel. Une quatrième commission est chargée des questions de sécurité.

MM. Talabani et Barzani ont qualifié leur accord d'« historique ». Le jugement paraît quelque peu excessif si l'on en juge par le nombre de tentatives de réconciliation entre les deux partis. La perspective d'un bouleversement de la situation en Irak donne toutefois à cette nouvelle amorce d'entente une certaine chance de succès.

Mouna Naïm

Irak : contre la guerre qui vient

par Michel del Castillo

CEUX qui voulaient garder une illusion, ils doivent se rendre à l'évidence : la guerre contre l'Irak aura bien lieu, et il ne reste qu'une inconnue, la date de l'offensive.

Parmi les provinces de l'empire, les plus serviles lèvent un index menaçant ; les plus récalcitrantes tentent de se cacher derrière l'ONU. En Europe, Gerhard Schröder et Jacques Chirac expriment leurs réticences. Ni leur honnêteté ni leur sincérité ne sont en cause, il leur manque seulement le sens tragique de l'Histoire. Ils pensent que les circonstances commandent aux volontés, oubliant que la faiblesse possède une arme redoutable qui est la morale. De ce verbe de justice, de Gaulle jouait en orfèvre ; longtemps, la parole fut son arme unique.

Aussi honnêtes soient-ils, nos politiciens ont tété le lait des sondages : pour éviter de parler, ils ont appris à communiquer. Devant le danger, ils tentent de désamorcer la crise, tout en sachant que nulle concession de l'Irak n'infléchira la décision de George W. Bush.

Dans la tragédie qui s'annonce, c'est à peine si le régime de Saddam Hussein est en cause. Je

n'éprouve pas la moindre sympathie pour sa dictature, tout en mesurant la gravité des conséquences, non seulement pour la région, mais pour l'ensemble du monde. D'autant que l'attaque contre Bagdad s'accompagnera de l'expulsion définitive des Palestiniens, exode qui parachèvera celui de 1948. Dans le fracas de la bataille, dans le déchaînement de la propagande, l'opération passera inaperçue. Aujourd'hui assoupies, les consciences seront alors anesthésiées.

Il faut d'ailleurs saluer le *timidement* : l'annonce de l'offensive contre Bagdad se fait au moment où toutes les télévisions, toutes les radios, tous les journaux occidentaux commémorent l'attentat du 11 septembre 2001. Dans la liturgie des larmes, les clairons sonneront la juste vengeance... Ceux de mon espèce qui osent élever une objection seront, dans ce deuil universel, accusés de sacrilège.

Assurément révoltant, ignoble et, plus grave, stupide, l'attentat contre les Tours jumelles a entraîné des conséquences tragiques. Mais si l'on regarde le monde arabe, il y a belle lurette que ses sociétés, de colonialismes en exploitations, subissent les attentats d'un Occident qui les méprise après les avoir dominées et pillées. Quant à

MICHEL DEL CASTILLO est écrivain.

l'intégrisme musulman, devenu l'essence du Mal, il est vain de rappeler que les Etats-Unis n'ont cessé d'en jouer et de l'attiser, depuis des décennies.

Le régime de Bagdad bafoue les libertés, méprise la personne humaine, foule aux pieds les droits élémentaires, on en convient volontiers. Il fabriquerait dans le secret des armes terribles ? La Chine ou la Russie de Poutine ne montrent pas non

plus un respect scrupuleux des droits de la personne humaine, elles possèdent un armement de destruction massive. Qui songe à les attaquer ?

Est-ce bien à l'Amérique de George W. Bush de venger la morale outragée ? Depuis près

d'un an, des centaines d'hommes croupissent, engagés, sur la base de Guantanamo, sans qu'on entende les protestations des consciences humanitaires. Ces fauves ne méritent peut-être aucune pitié : c'est à la justice de les déclarer coupables et de les condamner. Il est indigne d'une démocratie de les priver de leur dignité humaine, indigne d'un pays comme la France de supporter sans réagir pareille barbarie.

En Afghanistan, des détenus par centaines sont morts asphyxiés dans des conditions atroces, entassés dans des conteneurs exposés au soleil, en plein désert. Qui lève la voix pour défendre la mémoire de ces misérables qui ont agonisé durant des

jours, frappant de leurs poings contre la tôle chauffée à blanc ? Qui réclame une enquête impartiale ?

Pas un de nos petits-maîtres n'a non plus crié son indignation devant les enfants irakiens, morts dans les hôpitaux, faute de médi-

Aucun empire, depuis que le monde existe, n'a jamais obéi à la morale ordinaire. L'Amérique ne fait pas exception. Son droit s'appelle la puissance

caments, d'épuisement et d'inanition, victimes du blocus imposé par l'Amérique.

Saccagée, éventrée, mise à sac par la finance internationale, la planète se trouve en danger de mort, et le futur de l'humanité hypothéqué. L'Amérique s'en lave les mains, continuant de polluer et de piller.

On rêve d'une justice internationale ? Les Etats-Unis préviennent que jamais un citoyen américain

ne comparaitra devant un tel tribunal.

On pourrait poursuivre long-

temps. Aucun empire, depuis que le monde existe, n'a jamais obéi à la morale ordinaire. L'Amérique ne fait pas exception. Son droit s'appelle la puissance. Elle envahira l'Irak, remplacera Saddam Hussein par une poignée de fantoches, ruinera tous les équilibres régionaux, sèmera dans tout le monde arabe la colère et l'humiliation. Elle le fera parce que telle est sa volonté.

Les provinces des grands empires n'ont jamais eu, dans l'Histoire, d'autre choix que de courber la nuque. Certaines ont cependant

réussi à sauvegarder un semblant de dignité. On pouvait espérer que la France comptât parmi les exceptions. On la voit renier tout son passé, toute sa jeunesse, tout son enthousiasme pour s'enliser dans un moralisme pleurnichard. « Antiaméricanisme primaire » : avec ce mot d'ordre simpliste, de nombreux journalistes abdiquent leur indépendance, saluent, les doigts sur la couture du pantalon, la bannière étoilée. Ils s'étonnent ensuite de récolter, surgi des profondeurs de la Nation, le mépris de leur peuple qu'ils ignorent avec

superbe.

Critiquer et condamner la politique d'un pays, fût-il le plus puissant de la planète, n'est pourtant pas rejeter les Américains, c'est, au contraire, aimer et respecter ce qu'il y a de meilleur en eux.

On veut espérer qu'un sursaut des consciences se produira. A tout le moins, on appelle de ses vœux une réaction de colère et d'indignation.

Nous ne pouvons pas empêcher : sommes-nous obligés d'applaudir ou, pis encore, de participer ?

SYRIE

Le "printemps de Damas" n'a pas eu lieu

Après les promesses de libéralisation avancées par le président Bachar el-Assad, la chape de plomb est vite retombée sur le pays. Mais le retour aux vieilles méthodes est impossible.

AN NAHAR

Beyrouth

Le "printemps de Damas" a-t-il été décrété par le régime ou secrété par les évolutions intrinsèques de la société syrienne ? La question reste ouverte, tant les analyses des différents éléments de l'évolution politique en Syrie sont contradictoires. La plupart des analystes pensent que le "printemps de Damas" se résume à quelques éclaircies passagères dans un ciel de plomb et que le régime a simplement lâché un peu de lest à l'occasion de la transition du pouvoir entre Hafez el-Assad et son fils Bachar [en juin 2000], avant que ne reviennent les méthodes du bon vieux temps. Ceux qui pensent ainsi mettent en avant l'arrestation et le jugement d'une dizaine de militants de la société civile, la répression qui s'est abattue sur les salons politiques, ainsi que les lignes rouges qui restreignent de plus en plus la liberté d'expression. Ils rappellent également que ce ne serait pas la première fois dans l'histoire de la Syrie moderne que des promesses de changement sont trahies.

Néanmoins, on aurait tort d'appliquer mécaniquement les leçons du passé à la situation d'aujourd'hui, sans resituer les choses dans leur contexte. Si, à l'époque, le pouvoir pouvait donner d'une main ce qu'il reprenait de l'autre, c'est que les promesses de réformes étaient le résultat de luttes intestines au sommet. Or, aujourd'hui, le "printemps" repose sur d'autres réalités. Sur la scène internationale, le modèle socialiste dont la Syrie s'est inspirée a échoué sur le plan de la gestion étatique. De plus, la mondialisation et l'essor des techniques de

communication rendent vaines les tentatives de maintenir un "rideau de fer" autour de la Syrie. On ne peut plus, désormais, cacher au grand public la répression et la terreur que le régime syrien avait l'habitude d'utiliser à l'encontre de ses opposants. De même, les principes de la démocratie et des droits de l'homme sont devenus primordiaux dans le monde pour assurer la légitimité politique d'un Etat.

LE RÉGIME NE PEUT RECOURIR AUX ANCIENNES MÉTHODES

Si nous ajoutons à cela les spécificités internes de la Syrie, telles que la persistance de la crise économique, la progression de la corruption et la dégénérescence des institutions, nous comprenons pourquoi le régime est acculé au changement, bien que ce changement puisse ne concerner que la forme, et non le fond, dans plusieurs domaines.

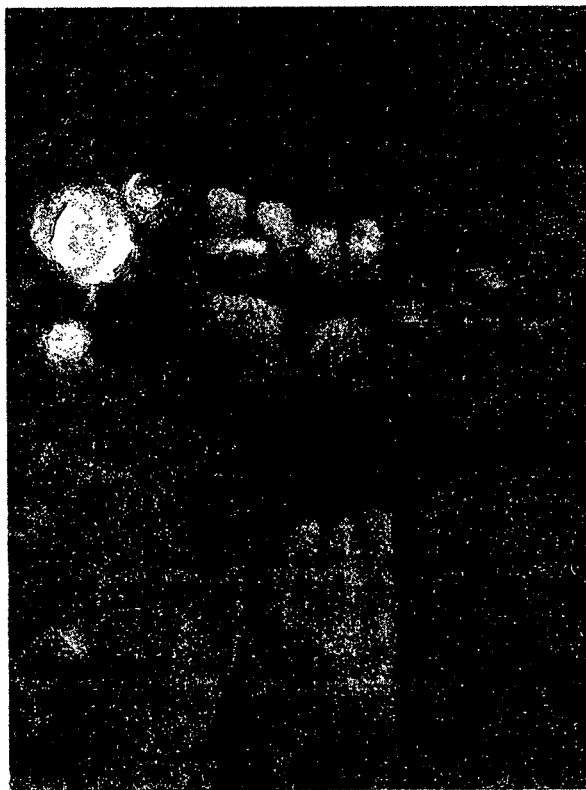
Mais, compte tenu de la réalité objective du pays, tout retour en arrière représenterait un risque sérieux. Néanmoins, pour que les réformes réussissent, deux conditions doivent être remplies :

1. Les autorités doivent comprendre qu'il est dans leur propre intérêt

d'adapter les rapports entre l'Etat et la société aux exigences des évolutions socio-économiques. Cela concerne autant la question des prisonniers politiques que la liberté de la presse et l'ouverture du champ politique aux partis de l'opposition démocratique. Autrement, si l'on devait en rester à

des effets d'annonce sans résultats concrets, la situation pourrait provoquer des explosions aux conséquences graves. Certes, dans son discours d'investiture, Bachar el-Assad avait conforté les partisans des réformes, mais les applications concrètes n'ont pas été engagées avec vigueur. C'est que des éléments au sein même du pouvoir crient à la "haute trahison" dès que quelqu'un essaie d'impulser une réforme qui pourrait porter atteinte à leurs privilèges. Argument éculé de ceux qui feignent d'ignorer que c'est la liberté, et non la répression, qui garantit la force et la cohésion de la patrie.

2. Les démocrates syriens doivent



▲ Dessin d'Abdelké paru dans An Nahar, Beyrouth.

DU 12 AU 18 SEPTEMBRE 2002

Courrier INTERNATIONAL

pleinement jouer leur rôle dans la société et occuper la place centrale qui leur revient ; ils doivent se rassembler et être solidaires entre eux. Ainsi pourraient-ils obtenir la levée de l'état d'urgence [qui dure depuis plus d'un demi-siècle], qui maintient

les Syriens dans un état de peur permanente les empêchant de s'impliquer dans la vie publique.

Si nous ne sommes donc plus dans l'hiver damascène d'antan, nous n'en sommes pas encore pour autant au printemps. Dans cet entre-deux, le

régime ne peut plus recourir aux anciennes méthodes sans prendre de graves risques. Quant aux démocrates, ils doivent profiter des marges qui leur sont offertes et consolider les moindres acquis afin de faire évoluer les choses dans le bon sens. Akram al-Bounni

TURQUIE

Et si les islamistes revenaient aux commandes ?

En tête dans les sondages avec 20 % des intentions de vote, les islamistes de l'AKP peuvent prétendre prendre le pouvoir, explique *Cumhuriyet*. Avec la crainte qu'ils ne respectent guère la volonté de la majorité des Turcs.

CUMHURİYET
Istanbul

Les différents sondages concernant les élections du 3 novembre ont un point commun : ils donnent l'AKP [Parti de la justice et du développement, islamiste modéré] comme le premier parti. Cette formation que dirige Recep Tayyip Erdogan obtiendrait 20 % des votes ou même légèrement plus. Evidemment, il reste deux mois et demi avant la consultation, et des changements peuvent toujours se produire d'ici là, mais il ne faut pas s'attendre à un miracle. Toutefois l'analyse de l'électorat de l'AKP réserve quelques surprises. Ces derniers temps, les électeurs de Turquie optaient surtout pour des votes protestataires. C'était bien cette tendance qui a fait que le Parti de la prospérité [Refah, de Necmettin Erbakan, islamiste] est sorti des urnes comme la première formation politique du pays aux élections précédant le dernier scrutin. Pareil pour le MHP [Parti du mouvement nationaliste, extrême droite], qui n'avait pas pu franchir le barrage à ces mêmes élections mais qui a bénéficié d'une ascension surprenante aux consultations qui ont suivi.

La poussée actuelle du parti de Tayyip Erdogan n'est due ni à son programme ni à son opposition à la laïcité et à la modernité. Ce parti sait bien utiliser le mécanisme du "takıyyé" (le fait de cacher ses vraies intentions pour arriver à son but, un procédé admis par l'islam). Car, en Turquie, les votes de ceux qui sont vraiment opposés à la laïcité n'atteignent jamais les 20 %. En fait, dans des conditions normales, un tel score pour un parti opposé aux fondements du régime turc ne constituerait pas une menace. Cependant, notre système électoral prévoit qu'une formation qui a moins de 10 % des suffrages n'obtienne pas de sièges. Comme de nombreux partis seront au-dessous de ce seuil en novembre, le premier



▲ Version iraniennne des mouvements islamistes. Dessin paru dans *The Daily Telegraph*, Londres.

■ **Précision**
Selon le dernier sondage, le parti islamiste AKP est crédité de 24,6 % des voix, tandis que le CHP (social-démocrate) atteint 14,3 % des intentions de vote. Le parti du Premier ministre Bülent Ecevit (le DSP, gauche démocratique) ne recueille que 1,1 % des intentions de vote.

parti qui obtiendrait, disons, 25 % des votes, gagnerait bien plus que 25 % des sièges. Bref, l'AKP pourrait devenir maître du destin de la Turquie en obtenant un nombre de députés bien supérieur au pourcentage des voix qu'il peut espérer gagner.

Ce qu'il faut pour couper l'herbe sous les pieds de l'AKP, ce n'est pas chercher à nouer des alliances politiques impossibles à réaliser ou à faire durer. Il serait plus judicieux de créer des pôles d'attraction à gauche et à droite du centre, qui seraient capables de s'adresser aux électeurs des deux ailes politiques avec un programme clair et concret et un langage convaincant et rassurant.

[L'ex-ministre de l'Économie] Kemal Dervis poursuit actuellement sa campagne pour créer ce pôle d'attraction avec le CHP [Parti républicain populaire, social-démocrate] et son leader Deniz Baykal. Nous verrons dans quelle mesure il réussira ce pari et dans quelle mesure Baykal sera désireux et efficace dans la création d'un nouveau pôle, quand on sait que l'homme ne nous a pas montré jusqu'à présent une attitude très différente de celle des autres leaders de l'échiquier politique turc pour ce qui concerne la coopération et le rassemblement.

Si une telle entreprise échoue, la Turquie doit se préparer à vivre sous le gouvernement de l'AKP, qui présiderait aux destinées du pays. On peut prédire dès maintenant qu'un tel gouvernement ne sera pas très facile à vivre. Les loups, déguisés en agneaux à l'heure actuelle, ne pour-

ront pas, une fois au pouvoir, trouver des solutions aux problèmes structurels de la Turquie. Devant l'échec, ils sortiront leurs crocs pour grignoter par-ci par-là les institutions républicaines qui restent encore debout. Mais la démocratie exige que l'on respecte le vote d'autrui autant qu'on cherche à faire valoir le sien. Il n'y a donc pas grand-chose à faire si de larges couches de la population en Turquie restent toujours adeptes de la méthode du vote protestataire, tout en constatant que chaque fois qu'elles l'ont essayé elles se sont trompées.

Être prêt à vivre sous le pouvoir de l'AKP signifie être respectueux du verdict des urnes, certes, mais ne doit nullement signifier qu'on doive rester les bras croisés si un parti représentant à peine 20 % des voix commence à tronquer ou à altérer la démocratie au détriment des 70 ou 80 % de la population.

Ah Sirmen

13 SEPTEMBRE 2002



Le président américain devant les Nations unies Bush attaque l'Irak via l'ONU

Il réclame au Conseil de sécurité le vote d'une résolution contraignant Bagdad à désarmer.

Washington
de notre correspondant

Rarement l'assemblée générale de l'ONU, à New York, avait entendu un tel discours. Direct, dur, sans aucune précaution rhétorique ou diplomatique, George W. Bush a prononcé hier un réquisitoire très ferme contre le régime de Saddam Hussein, mais aussi contre l'inaction des Nations unies face à la violation par Bagdad de tous les engagements pris depuis onze ans. Tout en rassurant le monde sur sa volonté de respecter le cadre international, le président des Etats-Unis a mis au défi les Nations unies d'agir, laissant entendre très clairement qu'à défaut, son pays le ferait seul: «Nous travaillerons avec le longue portée; la fin de tout soutien au terrorisme; l'arrêt

Conseil, la Russie et la Chine, de ne pas mettre leur veto (1): cela peut passer, murmurent les diplomates, par des concessions dans d'autres domaines, Conseil de sécurité de l'ONU pour passer les résolutions nécessaires. Mais il ne doit pas y avoir de doute sur les objectifs des Etats-Unis. Les résolutions seront appliquées (...) ou alors l'action sera inévitable. Et un régime qui a perdu sa légitimité perdra aussi son pouvoir.»

Cinq exigences. Le président n'a fixé aucune date pour l'ultimatum qu'il souhaite lancer, laissant cette tâche au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais il a énoncé cinq exigences que l'Irak doit respecter «immédiatement et sans conditions»: le démantèlement de toutes ses armes de destruction massive et missiles de

«Bush a placé très haut la barre, de telle sorte que Bagdad ne puisse pas l'accepter.»
Phil Gordon, ex-conseiller de Clinton

des persécutions contre la population civile; le règlement des contentieux hérités de l'invasion du Koweït (retour des prisonniers, indemnités); et l'arrêt immédiat du commerce illicite conduit en dehors du programme «pétrole contre nourriture» prévu par l'ONU. «Avec ces conditions multiples, il a placé très haut la barre, de telle sorte que

Bagdad ne puisse pas l'accepter», commente Phil Gordon, expert à la Brookings Institution et ancien conseiller de Clinton. Il y a trois semaines, Phil Gordon estimait à 60 % les risques de guerre d'ici l'été 2003, mais aujourd'hui, il parle de 90 %: «Politiquement, je

ne vois pas comment l'administration pourra faire machine arrière.» Mais pour cette nouvelle guerre, George W. Bush espère encore pouvoir rallier la planète à sa bannière étoilée. Le Conseil de sécurité va se réunir pour négocier la rédaction d'un ultimatum. La Grande-Bretagne a réagi avec enthousiasme au discours de Bush, et la France se montre ouverte (voir ci-dessus). Reste à convaincre les deux derniers membres permanents du

économiques en particulier. Un peu plus tôt, dans la matinée, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan avait ouvert la réunion en sermonnant les Etats-Unis. Sans jamais citer le nom de la première puissance mondiale, Annan l'avait mise en garde contre toute action unilatérale en Irak: il n'y a, pour faire usage de la force en dehors du cas d'autodéfense, «pas de substitut à la légitimité donnée par les Nations unies», avait-il déclaré. «Chaque gouvernement respectant la loi chez lui doit aussi respecter la loi à l'extérieur.» Pour démontrer son respect des institutions multilatérales, Bush a annoncé que son pays réintégrerait l'Unesco, dont l'administration Reagan avait claqué la porte il y a 17 ans, la considérant comme une bureaucratie hostile. Bush a fait une allusion indirecte à «l'unilatéralisme» qui lui est aujourd'hui reproché, en retournant l'accusation contre l'Irak, qu'il a accusé de violer «unilatéralement» les résolutions de l'ONU. **Réactions.** A Washington les élus républicains ont réagi avec enthousiasme. Trent Lott, élu du Mississippi et leader de la minorité républicaine au Sénat, a proposé un vote de soutien à l'usage de la force, sans même attendre la résolution de l'ONU: «Je pense qu'il est maintenant vital que le Congrès montre au monde que nous soutenons le président.» Il était accompagné de l'ancien rival de

Bush aux primaires de 2000, le sénateur John McCain (Arizona), qui a prédit un vote «plus large qu'en 1991», à la veille de la guerre du Golfe. Les démocrates sont plus réservés. Tom Daschle, qui dirige la majorité démocrate au Sénat, a salué la «très forte présentation» de Bush à l'ONU, mais l'a décrite comme «utile, mais non décisive». Selon lui, le président n'a pas démontré la pertinence de sa doctrine de «guerre préventive». Et il considère qu'un vote de soutien serait «prématuré». L'Irak a qualifié les accusations de Bush de «pures inventions» ●

PASCAL RICHE

(1) 15 membres, dont cinq permanents: Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Chine et Russie plus dix membres élus par l'assemblée générale Maurice, Mexique, Norvège, Singapour, Syrie, Bulgarie, Cameroun, Colombie, Guinée, Irlande.



«Si le régime irakien nous défie à nouveau, le monde doit agir de façon décisive pour mettre l'Irak devant ses responsabilités», a martelé George W. Bush, hier à New York.

Irak Les Kurdes font bloc

Les Kurdes n'ont pour amis que les montagnes, selon un dicton. Ils ont donc beaucoup d'ennemis, à commencer par eux-mêmes. Dans le nord de l'Irak, principauté d'un hypothétique « Kurdistan libre » depuis 1991, deux résistants notoires à Saddam Hussein se sont voués à une haine tenace des années durant. Le raïs de Bagdad en profita, jouant l'un contre l'autre. Mais Massoud Barzani, chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), et Jalal Talabani, dirigeant de l'UPK (Union patriotique du Kur-

distan), ont décidé de tirer un trait sur leurs martiales inimitiés, qui se sont soldées par plus de 3 000 morts depuis 1994.

Intérêts communs

Il était temps : les nuages qui s'amassent dans les cieux de Bagdad les ont incités à enterrer la hache de guerre. Primo, pour affirmer leur présence, lors de l'après-Saddam, dans un Irak où joueront les climats arabes/kurdes et sunnites/chiites. Secundo, pour mieux défendre leurs intérêts : l'enclave kurde de l'Irak septentrional vit

des subsides de l'Onu, qui lui redistribue 13 % des revenus pétroliers irakiens. La contrebande vers la Turquie et l'Iran fournit aussi de substantielles royalties à la rébellion. Une manne qui fut source de conflits entre les deux factions. « On se demande si les Kurdes veulent le renversement de Saddam Hussein, tant ils y perdraient économiquement », dit un opposant irakien basé à Londres. Quoi qu'il en soit, cet accord n'est pas qu'une histoire de gros sous. Il scelle un peu plus la communauté de destins



Massoud Barzani et Jalal Talabani ■

des frères ennemis kurdes, qui ont trop longtemps oublié de regarder la citadelle de Bagdad, à l'heure où Washington pousse ses feux ■
Olivier Weber

A special UN tribunal ■ By David J. Scheffer

Put Saddam and his henchmen on trial

WASHINGTON

The debate on Iraq overlooks the totality of Saddam Hussein's atrocities and how that record can help build an international coalition to end his rule over Iraq. For two decades, top Iraqi officials have committed massive crimes and atrocities — genocide, crimes against humanity and war crimes. This list includes far more than the common refrain that Saddam and his associates gassed their own people, particularly at Halabja in 1988.

The criminal record includes other serious war crimes during the Iran-Iraq war of the 1980s; the genocidal Anfal campaign against Iraqi Kurds in 1987 and 1988; the invasion and occupation of Kuwait in 1990; the violent suppression of the 1991 uprising that led to 30,000 or more mostly civilian deaths; the draining of the southern marshes during the 1990s, which ethnically cleansed Saddam's southern flank of thousands of Iraqi Shiites; more ethnic cleansing of the non-Arab population of Kirkuk and other northern Iraqi areas; and the summary executions of thousands of political opponents.

After the invasion of Kuwait, Iraqi authorities killed more than a thousand Kuwaiti civilians, held foreign diplomats hostage, unleashed environmental crimes on a colossal scale, looted property, rained missiles down on Israeli civilians and committed war crimes against American soldiers. The fate of more than 600 missing Kuwaiti citizens remains unknown.

All these crimes have been impressively recorded by the United Nations, the U.S., Kuwaiti, British, Iranian and other governments, and nongovernmental groups such as Human Rights Watch and the Iraqi opposition's Indict organization, which has received financial and political support from Washington for years.

Throughout the Clinton administration, I waged an often lonely campaign to compile the criminal record against the Iraqi regime and seek indictments of Iraqi officials. By the end of 2000 our investigative

team had amassed millions of pages of documents, resurrected an extensive archive of evidence prepared by U.S. Army lawyers and investigators during the Gulf War, interviewed key witnesses, and published a report and released aerial photography demonstrating Iraqi crimes against humanity.

Yet no Iraqi official (at least 10 are of extreme interest) has ever been indicted for some of the worst crimes of the 20th century. My efforts to obtain UN Security Council approval for an ad hoc international criminal tribunal encountered one obstacle after another in foreign capitals, in New York and even within the Clinton administration. The usual excuse

was that a tribunal would jeopardize the United Nations' inspections regime or its sanctions regime.

We know from the ad hoc criminal tribunals for the former Yugoslavia and Rwanda, and now for Sierra Leone, that indictments of alleged war criminals who lead tyrannical and genocidal regimes can destroy their political careers, isolate them internationally, end their regimes and even achieve justice.

The time has come for a Security Council resolution establishing an international criminal tribunal to investigate and prosecute the Iraqi leadership. Indictees would be subject to arrest. The way would be paved for later UN-authorized military action to neutralize any weapons and terrorism threats and bring about regime change with international support.

An indictment process would discourage commercial deals that embolden the Iraqi regime.

Saddam Hussein and his colleagues deserve to be indicted, and the UN Security Council must disarm Iraq. At the end of the day, both justice and international security must prevail.

The writer is senior vice president of the UN Association of the USA and a former U.S. ambassador at large for war crimes issues. He contributed this comment to The Washington Post.

Al-Mutamar Friday 13 - 19 September 2002

اتفاق تاريخي للديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني لحل المشاكل الامنية وانتهاج سياسة اقليمية ودولية مشتركة

بتشكيل العديد من اللجان لحل ما تبقى من المعوقات ووضعنا الخطوط العامة في هذا السبيل وعلى اللجان القيام بتنفيذ ما يتعلق بالتفاصيل خلال فترة محددة.

وعن الفيدرالية ومستقبل العراق واجتماعات المعارضة العراقية مؤخرا في واشنطن قال الطالباني بان الجميع على دراية بان الفيدرالية قد اقرت في اجتماع صلاح الدين قبل سنوات وفي اجتماع اخر في نيويورك وقد تم اقرار الفيدرالية هذه المرة عندما اجتمعت اطراف المعارضة العراقية مع وزارة الخارجية الامريكية وتم طرح البلاغ الختامي لاجتماعات المعارضة على الجانب الامريكي ونال رضاهم حيث جاء فيه «كفاحنا يصبو الى تحقيق عراق ديمقراطي فيدرالي وان الفيدرالية غدت اليوم مطلب الشعب العراقي» وان اطراف المعارضة العراقية ايدت مسألة الفيدرالية وكما تلمنون والقول لجلال الطالباني ان البرلمان الكردستاني قد صادق في حينه وبالاجماع على الفيدرالية وغدت قضية راسخة تلتزم بها اطراف المعارضة العراقية وستحول ان انشاء الله الى النظام المقبل في العراق.

وعن الفترة الزمنية التي حددت لتحقيق ذلك والتوصل اليه قال البارزاني نتمنى ان تنجز

■ اربيل، دنيا البغدادي، وقع الزعيمان الكرديان السيدان جلال الطالباني الامين العام للاتحاد الوطني الكردستاني ومسعود البارزاني زعيم الحزب الديمقراطي الكردستاني اتفاقاً تاريخياً لانهاء المشاكل بينهما واجراء انتخابات جديدة لبرلمان جديد.

المؤتمر الى ازاحة العقبات التي كانت تعترض سبيل عملية السلام متمنيا ان يهنأ شعب كردستان بالسلام الذي استتب خلال هذه الايام والتي تمد فرصة تاريخية كما عبر عن سعادته لنتائج الاجتماعات المشتركة ورحب بمقدم جلال الطالباني وشكره على زيارته هذه.

ومن جانبه ايد جلال الطالباني ما قاله البارزاني موضعا بانهما توصلتا الى نتائج مرضية وتغلبا على العقبات التي كانت تعترض سبيل ترسيخ السلام واتفقا على ان يتخذوا موقفا

موحدا ازاء القضايا الداخلية والخارجية متمنيا ان تتلمس الاحزاب والاطراف السياسية الكردستانية وجماهير شعب كردستان نتائج هذه الاجتماعات والاطمئنان على توحيد البيت الكردي وان يناضلوا نضالا مشتركا الى جانب الاحزاب والاطراف السياسية الكردستانية الاخرى تحقيقا للاهداف المنشودة.

وعن آلية معالجة المشاكل المتبقية بين الجانبين قال طالباني بخصوص هذه الالية قمنا

وقال بيان للحزبين من صلاح الدين مطلع الاسبوع الحالي ان قيادتيهما عقدتا جلسات تاريخية ومهمة تمنح امالا وثيقة اخرى للشعب الكردستاني والعراقي وتفتح افاقا جديدة باتجاه مستقبل مشرق. واتسمت الاجتماعات بروح التسامح والحرية والديمقراطية والشفور بالمسؤولية تجاه مستقبل عراق ديمقراطي تعددي فيدرالي موحد وتجاه القضية الكردية والسلم والامن في الشرق الاوسط.

وكان للجانبين موقف موحد ازاء التحليل والقرار بشأن التغييرات الديمقراطية للسياسة الدولية ومقارعة الارهاب والقمع والدكتاتورية والاستفادة من هذه التغييرات على نحو يخدم الشعب العراقي وبضمنه شعب كردستان.

وقد تشكلت في نهاية الاجتماعات اربع لجان لاعداد مشروع فيدرالي مشترك وتطبيع الاوضاع الداخلية لاقليم كردستان وحل المشاكل الامنية وانتهاج السياسة المشتركة على المستويين الاقليمي والدولي وحيال المستجدات. وتقرر ايضا ان يجتمع المجلس الوطني لكردستان العراق بكتلتيه والقائمة البنفسجية في الرابع من الشهر القادم في قاعة البرلمان باربيل. وقد جرى تحديد طبيعة ادارة اعمال المجلس الوطني وتم اتخاذ العديد من القرارات حول مشاركة الاحزاب والقوى الكردستانية في الانشطة الوطنية والديمقراطية وتقوية العلاقات والنضال المشترك للحركة التحررية الكردستانية مع المعارضة العراقية بشكل يخدم مستقبل الشعب العراقي وحرية وسعادته ويضمن الحقوق العادلة للکرد والتركان والاشوريين والكلدان. وتقرر في الاجتماع المشترك ان تكون علاقات الجانبين مع دول الجوار قائمة على اساس الاحترام المتبادل والصداقة وعدم التدخل في شؤون الاخرين وتمتين التضامن والاخوة.

وفي ختام الاجتماعات المشتركة التي عقدها قياديو الديمقراطي والاتحاد الوطني عقد البارزاني والطالباني مؤتمرا صحافيا مشتركا تناولوا فيه محاور الاجتماعات التي عقدها ونتائجها، واستهل البارزاني المؤتمر بالتعبير عن ارتياحه لنتائج زيارة جلال الطالباني لواشنطن كما عبر عن تفائله ازاء الاجتماعات التي عقدها الطرفان خلال يومي ٧ و ٨ من الشهر الحالي وتوصلهما الى نتائج ايجابية واتخاذ خطوات جيدة واتفاقهما على آلية لترسيخ سلام شامل. وأشار البارزاني خلال



مسعود البارزاني وجلال الطالباني

ديمقراطي فيدرالي. وخلال المؤتمر اوضح البارزاني بان العملية السلمية سيجري تنفيذها من قبل المكتبيين السياسيين وتمنى ان تتمخض نتائج ملموسة عن لجنة السلام المشتركة مشيراً الى ان الجانبين ملتزمان بما تم الاتفاق عليه عام 1992 حول الفيدرالية التي تعبر عن ارادة الجانبين وانه تم الاتفاق على طرح المشروع المشترك للفيدرالية على البرلمان والاحزاب والاطراف الكردستانية وجماهير كردستان العراق لطرحة باسم الشعب الكردي في المحافل كافة.

وفي ختام المؤتمر الصحافي قدم الطالباني شكره وتقديره للبارزاني واعضاء قيادة الحزب الديمقراطي الكردستاني لحفاوة الاستقبال وحسن الضيافة هائلا بان الاجتماعات التي عقدت في هذه الفترة هي من انجح الاجتماعات التي عقدت لحد الان.

البارزاني اننا نريد دائماً ان تكون لنا علاقات مع دول الجوار مبنية على الصداقة والتعاون ولا نزال على موقفنا بهذا الشأن ونؤكد مجدداً على ان تكون العلاقة على اساس الاحترام المتبادل واخذ مصالح الجانبين بنظر الاعتبار ويقلقنا تواجد مشاكل بيننا وبين دول الجوار. وحول الاجتماع المتوقع ان تعقد الاطراف الستة الرئيسية للمعارضة العراقية خلال الشهرين القادمين في هولندا وموقف الحزبين من هذه الاجتماعات قال الطالباني بان الحزب الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني الكردستاني طرفان رئيسان في المعارضة العراقية وسيكون لنا موقف واحد ودور فاعل في ادارة وصياغة قرارات تلك الاجتماعات موضعاً بأنه لا يستطيع ان يحدد بالضبط موعد عقد تلك الاجتماعات التي سيشارك فيها الحزبان بموقف موحد حول تحقيق المطالب المشروعة للشعب العراقي وشعب كردستان في اطار عراق برلماني

الخطوات العملية تلك خلال شهر واحد وتلمس نتائجها. وفي معرض الاجابة حول سؤال عن ضمانات شعب كردستان والخطاب المشترك قال الطالباني بان «الجانبين قد وحدا خطابهما حيث كان هذا الخطاب في الخارج موحداً سواء اكان ذلك في الجولة التي قمنا بها مع البارزاني وفي جولتنا الاخيرة مع هوشيار زيباري حيث كان احدهما يكمل الاخر واستطيع ان اقول باننا ومنذ عام نملك خطاباً موحداً وقد اتفقنا على ان يكون لنا موقف موحد ليس فقط ازاء القضايا الخارجية فحسب بل حول المسائل والمقبات كافة وقد اكد لنا الجانب الأمريكي هذه المرة حماية منطقتنا وقالوا «سنحمي الكرد» ونتمنى ان ما طرحناه في الخارج والدول الكبرى وعلى وجه الخصوص الجانب الأمريكي ان يتحقق في مستقبل قريب».

وفي معرض اجابته على سؤال حول العلاقة بين الديمقراطي الكردستاني وتركيا قال

« Choisir entre un monde de peur et un monde de progrès »

Le discours de George W. Bush, hier, devant l'Assemblée générale des Nations unies, a été presque entièrement consacré à l'Irak

DOCUMENT

La menace irakienne

■ « Nos principes et notre sécurité sont défiés aujourd'hui par des groupes hors la loi et des régimes qui n'acceptent aucune loi morale et ne connaissent aucune limite à leurs violentes ambitions. »

■ « Dans un endroit — dans un régime — nous trouvons tous ces dangers, dans leurs formes les plus mortelles et les plus agressives... exactement le type de menace agressive que les Nations unies sont faites pour affronter. »

■ « Il y a douze ans, l'Irak a envahi le Koweït sans être provoqué. (...) Cette agression a été stoppée par la puissance des forces de la coalition et la volonté des Nations unies. Pour suspendre les hostilités et pour se ménager, le dictateur irakien a accepté de prendre une série d'engagements. Les termes en étaient clairs, pour lui et pour tous. Et il a accepté de prouver qu'il se conformait à toutes ces obligations. Au lieu de cela, il n'a montré que du mépris pour les Nations unies et tous ses engagements. »

■ « Aujourd'hui, l'Irak continue à dissimuler d'importantes informations sur son programme nucléaire.

(...) Si l'Irak achetait des matières fissiles, il serait en mesure de construire une arme nucléaire en un an. »

■ « En 1991, l'Irak a promis aux inspecteurs de l'ONU un accès immédiat et sans limites pour vérifier l'engagement de l'Irak à se débarrasser de ses armes de destruction massive et de ses missiles longue portée. L'Irak a violé cette promesse, passant plus de sept ans à tromper, fuir et harceler les inspecteurs de l'ONU avant de cesser toute coopération. »

■ « Le régime de Saddam Hussein représente un grave danger. Suggérer le contraire revient à nier l'évidence. Croire en la bonne foi de ce régime revient à prendre un pari fou sur la vie de millions d'êtres humains et sur la paix mondiale. Et c'est un risque que nous ne devons pas prendre. Mesdames et messieurs les Délégués à l'Assemblée générale, nous avons été plus que patients. (...) La conduite du régime irakien est une menace contre l'autorité des Nations unies et une menace contre la paix. »

L'ultimatum à l'Irak

■ « Si le régime irakien souhaite la paix, il révélera, retirera ou détruira immédiatement et sans condition toutes ses armes de destruction mas-

sive, tous ses missiles longue portée et tous les matériels les accompagnant. Si le régime irakien souhaite la paix, il mettra immédiatement fin à tout soutien au terrorisme et agira pour le supprimer, comme tous les pays doivent le faire conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'ONU doit agir, sinon les États-Unis le feront

■ « Mon pays travaillera avec le Conseil de sécurité de l'ONU sur une nouvelle résolution pour faire face à notre défi commun. Si le régime irakien nous défie à nouveau, le monde doit agir de façon décisive pour que l'Irak soit mis devant ses responsabilités. Il ne doit pas y avoir de doute sur les objectifs des États-Unis. Les résolutions du Conseil de sécurité seront appliquées (...) ou bien alors une action sera inévitable. »

■ « Nous devons choisir entre un monde de peur et un monde de progrès. Nous ne pouvons pas rester là à ne rien faire quand les dangers s'accumulent. Nous devons défendre notre sécurité ainsi que les droits inaliénables et les espoirs de l'humanité. Par tradition comme par choix, les États-Unis le feront. Messieurs et mesdames les Délégués, vous avez aussi le pouvoir de le faire. »

Document against Iraq gives little new data about weapons

By Dana Priest and Joby Warrick

The Washington Post

WASHINGTON: The White House has released a document as evidence that it is time to overthrow Saddam Hussein that summarizes his regime's abuses of Iraqis and its past use or possession of chemical and biological agents.

But it contains little new information — and no bombshells — showing that Saddam is producing new weapons of mass destruction or has joined with terrorists to threaten the United States or its interests abroad.

Administration officials, seeking to persuade the public, Congress and foreign allies that it is time to go to war, indicated recently that their strongest case rested on evidence of Iraq's program to produce weapons of mass destruction and its efforts to develop ballistic missiles to launch the weapons beyond its borders.

But experts on Iraq's weaponry say that on this subject the report, with few exceptions, recycles a mix of dated and largely circumstantial evidence that Saddam may be hiding the ingredients for these weapons and is seeking to develop a nuclear capability and to weaponize chemical and biological agents.

The 20-page paper, "A Decade of Deception and Defiance," was released Thursday. It concludes that Iraq harbors stockpiles of chemical and biological weapons it created before the 1991 Gulf War, as well as a limited number of missiles and other systems for delivering them. The stockpile includes highly lethal VX, a nerve agent so potent that a few drops on the skin can kill, as well as an-

thrax and other staples of germ warfare.

The report concludes that Iraq retains the expertise and infrastructure to build new weapons and is seeking to acquire critical parts and supplies. On Iraq's nuclear program, it repeats a British research organization's finding last week that Iraq could likely build a nuclear weapon within a few months, but only if it managed the difficult feat of acquiring enriched uranium from an outside source.

The bulk of the document's assertions were attributed to reports by UN weapons inspectors who scoured Iraq for outlawed weapons programs from 1991 to 1998. Although the inspectors destroyed large amounts of weaponry and equipment, they were unable to account for all the chemical and biological warheads and bombs Iraq has admitted making.

Other claims in the report were attributed to Iraqi defectors or to surveillance imagery that showed new construction in places where Iraq once manufactured weapons.

Weapons experts who reviewed the document noted a few previously undisclosed details, such as a new test platform reportedly built for longer-range missiles at Iraq's Rafah-North facility. But several expressed surprise at the lack of fresh revelations.

"Given the high priority for knowing what is going on in Iraq, I'm stunned by the lack of evidence of fresh intelligence," said Gary Milhollin, the executive editor of Iraq Watch, a Washington-based nonprofit institution that tracks

developments in Iraq's weapons program.

"You'd expect that, for the many billions we are spending on intelligence, they would be able to make factual assertions that would not have to be footnoted to an open source."

The document's evidence of Iraq's "support for international terrorism" is one page long and lacks any reference to Al Qaeda or to a purported meeting in Prague between the Sept. 11 hijacker Mohamed Atta and an Iraqi intelligence agent.

The document confirms that the last terrorism operation by Saddam's regime was the 1993 attempt to kill former President George H.W. Bush during his visit to Kuwait.

It cites Iraq's shelter of various anti-Iran and extremist Palestinian terrorist groups and says Saddam has increased from \$10,000 to \$25,000 his compensation to families of Palestinian suicide bombers.

Bush has been under pressure to reveal why he is pressing for a war with Iraq in the near future, and many analysts believed the document would make his case with new information of a more urgent nature.

The absence of evidence, they say, suggests that Bush will rely on what he believes are Saddam's intentions and potential actions, rather than on concrete, current activities.

International Herald Tribune
Friday, September 13, 2002

U.S. punishes 3 Russian firms for arms sales

By James Dao

The New York Times

WASHINGTON: The Bush administration has imposed penalties on three Russian military contractors that sold weapons to countries that the State Department says support terrorism.

The companies, all government owned, are said to have sold conventional military equipment like missiles and rocket-fired grenades to Libya, Sudan and Syria, officials said. The penalties mean that the companies will not be able to do business with the U.S. government, sell their equipment in the United States or buy certain equipment and services from U.S. businesses.

The companies are the Tula Design Bureau of Instrument Building, which makes anti-aircraft and anti-tank systems; the State Scientific Production Enterprise Bazalt, which makes bombs, grenades and other munitions, and Rostov Airframe Plant 168.

Although all three companies are state owned, no penalties are being imposed on the Russian government, a State Department official said.

The sanctions were announced Thursday as the Bush administration was urging Russia to halt its sales of military equipment and advanced technology to countries that support terrorism, particularly Iran, Iraq and North Korea, the countries that President

George W. Bush has called "an axis of evil."

Russia maintains strong trade relations with all three, and Washington contends that Russian know-how and equipment may have helped them develop chemical, biological and nuclear weapons.

The penalties announced Thursday involve less dangerous equipment sold to less threatening countries.

The State Department said it had imposed the sanctions to send a message that despite good relations between Moscow and Washington, the administration is not always satisfied with Russian efforts to stop weapons proliferation to terrorists.

L'Irak appelle « les masses arabes » à frapper ses éventuels « agresseurs »

L'IRAK a adopté un ton ouvertement belliqueux mardi 10 septembre et prôné des attaques contre des intérêts et des personnels américains et britanniques, si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne lui faisaient la guerre. « Nous sommes pour une mobilisation des moyens irakiens contre l'agression et les agresseurs, mais nous appelons aussi les masses arabes à (...) viser les intérêts matériels et humains des agresseurs, partout où ils sont implantés », a déclaré le vice-président Taha Yassine Ramadan lors d'une conférence de presse à Amman, après un entretien avec le roi Abdallah II de Jordanie. « La religion confère à l'Irak le droit de se défendre et, si c'est le cas, tous les citoyens arabes, où qu'ils soient, ont le droit de lutter par tous les moyens à leur disposition contre l'agresseur en visant ses représentants sur leur territoire, a-t-il ajouté. C'est légitime. »

A ce jour, les critiques adressées par Bagdad aux Etats-Unis, si virulentes fussent-elles, n'avaient pas dépassé le stade de l'invective. Depuis douze ans qu'il est placé sous embargo international pour avoir envahi le Koweït en août 1990, et malgré l'acuité de la crise qui l'oppose aux Etats-Unis en particulier, Bagdad, à ce jour, ne s'est par ailleurs rendu coupable d'aucun attentat anti-américain.

A l'heure où Washington intensifie ses grandes manœuvres - pour l'heure diplomatiques - en vue d'une intervention annoncée contre Bagdad, la position de l'Irak demeure invariablement la même, quelles que soient ses formulations. Elle pourrait tenir en la formule : tout ou rien. Bagdad estime, en effet, avoir été totalement dépouillé de ses armes de destruction massive par les experts qui ont opéré sur son territoire pendant sept ans ; en conséquence de quoi, l'Irak juge que le Conseil de sécurité de l'ONU doit lever les sanctions économiques qui lui ont été imposées, conformément à cette même résolution 687 d'avril 1991 qui exige son désarmement.

La résolution 687 prévoyait entre autres que « l'Irak doit accepter inconditionnellement que soient détruits, enlevés ou neutralisés, sous supervision internationale, toutes les armes chimiques et biologiques et tous les stocks d'agents (...) et toutes les installations de recherche et développement, d'appui et de production dans ces domaines (...), tous les missiles balistiques d'une portée



AP/AMR NABIL

supérieure à 150 kilomètres », Bagdad devant s'engager à ne fabriquer aucun de ces éléments. Mais à son paragraphe 22 ladite résolution prévoit que les sanctions économiques seront levées lorsque le désarmement aura été achevé.

L'Irak n'a cessé de répéter - avant et après le départ de son territoire, en décembre 1998, à l'initiative de son chef, Richard Butler, de l'ancienne commission d'inspecteurs internationaux, l'Unsmoc - que ces derniers avaient achevé leur travail.

Mise en garde de deux sénateurs américains

Dans une lettre rendue publique mardi 10 septembre, le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, le démocrate Joseph Biden, et le chef de file des républicains au sein de cette même commission, Richard Lugar, exigent de M. Bush qu'il recherche un « large soutien international », qu'il demande « un nouveau mandat de l'ONU » et qu'il dise franchement aux Américains qu'agir en Irak « est un engagement à long terme ». MM. Biden et Lugar insistent aussi sur le fait que le mandat demandé aux Nations unies doit avoir pour objet de régler le problème des programmes d'armement « dangereux et illégaux » de l'Irak. En d'autres termes, l'objectif ne doit pas être de changer le régime de Bagdad, mais d'éliminer les armes de destruction massive qu'il est soupçonné de détenir.

La Maison Blanche s'en tient, elle, à la politique de « changement de régime ». Un collaborateur du président a répété, mardi, que c'est « le moyen le plus efficace et le plus sûr de garantir que [Saddam Hussein] ne soit plus une menace pour la région, pour son peuple ni pour [les Etats-Unis] ». (Corresp.)

Mardi 10 septembre, à Bagdad, une affiche du président Saddam Hussein.

Les Irakiens craignent que leurs villes ne soient la cible des bombes américaines, comme en 1991, pendant la guerre du Golfe. En réponse, leur gouvernement déclare qu'il peut résister à une attaque des Etats-Unis et continue de refuser le retour des inspecteurs de l'ONU, missionnés pour contrôler le désarmement du pays.

diatement, inconditionnellement et sans restriction à la totalité des zones, installations, équipements, relevés et moyens de transport qu'elle souhaite inspecter (...), ainsi qu'à tous les fonctionnaires et autres personnes relevant de son autorité ». C'est à cette condition et une fois que l'Unsmoc et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se seront déclarées satisfaites de la coopération irakienne que les sanctions économiques seront « suspendues » pour une période de cent vingt jours renouvelable, étant entendu que toute nouvelle infraction irakienne entraînerait le rétablissement des sanctions. La résolution 1284 ne fait aucune allusion à une possible intervention militaire pour obliger Bagdad à accepter le retour des experts du désarmement.

Après avoir, pendant des mois, assuré qu'il était hors de question d'autoriser le retour d'inspecteurs, l'Irak a fini par laisser entendre qu'il pourrait les laisser revenir sous conditions. Les discussions que le ministre irakien des affaires étrangères a eues à ce sujet au printemps avec le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, n'ont visiblement rien donné. Bien qu'il ne le répète plus indéfiniment, Bagdad continue par ailleurs de réclamer la levée totale des sanctions une fois que l'Unsmoc et l'AIEA auront éventuellement fait leur travail, et refuse une simple suspension de l'embargo. C'est ce que veut dire par exemple l'expression « règlement global » du problème récemment évoquée par le vice-premier ministre, Tarek Aziz.

Aujourd'hui, tous les pays qui se disent hostiles à une intervention américaine contre l'Irak, en particulier trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, la Russie, la France et la Chine, rappellent, dans un même souffle, que Bagdad doit impérativement se plier à l'exigence du Conseil de sécurité, accueillir les experts du désarmement et leur octroyer une totale liberté d'action, en application de la résolution 1284.

Mouna Naïm

Le Monde

12 SEPTEMBRE 2002

Across the Arab world, anger at U.S. rises to an unparalleled high

By Jane Perlez

The New York Times

CAIRO: Anger at the United States, embedded in the belief that the Bush administration lends unstinting support to Israel at the expense of the Palestinians, is at an unparalleled high across the Arab world, according to analysts and diplomats in the region.

The resolve of President George W. Bush to use force against Iraq, they say, compounds the antagonism, which is expressed with particularly unvarnished dismay in Egypt and Jordan, Washington's crucial Arab allies.

More than in previous bouts of anti-Americanism in the region, the anger permeates all strata of society, especially among the educated, and is tinged, people acknowledge, with disillusionment at their own long-entrenched American-backed regimes.

Frustration at the failure of the Arab governments to forge a common front against the administration and its close relationship with the government of Prime Minister Ariel Sharon in Israel seeps through many conversations.

"There is a sense by many ordinary people and politicians that the moves against Iraq are an effort to redraw the map for the strategic interests of the United States and Israel," said Rami Khouri, an American-educated journalist from Jordan and a senior analyst with the International Crisis Group, a research group with offices in Washington.

Khouri, like many others, said that the Iraqi leader, Saddam Hussein, was deeply unpopular in the region.

"Everyone I know wants Saddam Hussein removed," he said. "Nobody I know wants the Americans to do it — because we believe they are the last people in the world who will work on the behalf of Arab interests."

But this deep antagonism toward the United States is mixed, Khouri and others said, with an affinity for the American way of life that feeds the disillusionment with the Bush administration.

"Arabs are much closer to Americans than to Europeans," Khouri said. "Arabs love American culture, the rocket to the moon, technology, fast cars. They love going to America. Now they feel like jilted lovers."

The authoritarian leadership in Egypt, the monarchy in Jordan and other governments across the region would probably survive the street protests that are likely to occur if there is a war against Iraq, most of those interviewed said.

The protests may be used to allow populations to vent their frustrations. Analysts said that the region's governments were nervous about the unpredictable consequences of a war, and the almost certain heavy economic costs, particularly in Jordan, where cheap Iraqi oil keeps the country going.

Mustafa Hamarneh, the director of the Center for Strategic Studies at the University of Jordan, said it was likely that governments would ban lengthy demonstrations so as not to risk confrontations between their armies and the people — and also to avoid antagonizing the United States.

"The regimes will tighten the screws on political expression to keep their own skins," he said. "If the American flag is burnt every night on the Cairo streets, do you think Congress is going to give them money?" Egypt is one of the largest recipients of U.S. foreign assistance.

Opinion makers, businessmen and officials voiced what they emphasized was their bewilderment at what they saw as the broken promise of the Bush administration. They said that instead of reaching out to the Arab world, as they had hoped, Bush had assumed an unquestioning tolerance of the actions of Sharon of Israel against the Palestinians.

There was little confidence in the Bush administration's promise to bring democracy to the Arab world in the wake of a defeat of Saddam. The administration's terminology

"regime change" was revealing in itself, several people said. It meant, they said, that Washington could easily target other governments in the Arab world for similar treatment.

"All this talk of democracy in the Middle East is baloney," Hamarneh said. "The United States wants to do this against Iraq to spite Arabs and in spite of Arabs."

Most of those interviewed said that rather than ushering in democracy, an attack on Iraq would bring disintegration and chaos.

"There is a sense that the United States is going to make a mess of the region," said Abdel Monem Said Aly, the director of the prestigious Ahrar Center for Political and Strategic Studies in Cairo.

Aly listed what he called four major flaws in the Bush agenda: unequivocal support for Sharon, which he said was the driving force behind Washington's desire to topple Saddam; dealing with Iraq militarily "without preparation"; misguided policies on dealing with terrorists; and the negative "general rhetoric" from Washington about Muslims and Arabs.

By threatening to act unilaterally against Iraq, the United States would lose its remaining credibility among one billion Muslims and 300 million Arabs, Aly said.

"You need at least the support of those who are pro the United States," he said. "If you lose all those, there is no way you can guarantee the security of the United States."

There was also widespread skepticism about the Bush administration's contention that the Iraqi leader was close to developing nuclear weapons.

From his office overlooking the Nile, Dr. Hossam Badrawi, an American-trained physician, said it was close to impossible to believe that Saddam possessed such devastating weapons.

Hossam called Saddam a "monster." But, he said, "if the argument was so strong, the leadership of the rest of the world would agree."

The New York Times September 12, 2002

IRAK

Rions un peu avec l'oncle Saddam

Que savons-nous exactement de l'homme dont les Etats-Unis veulent se débarrasser avec tant d'acharnement ? Un très curieux documentaire, du journaliste français Joël Soler, intitulé *Uncle Saddam* [Oncle Saddam] et diffusé cet automne, dépeint Saddam Hussein comme une version génocidaire du comique Jerry Seinfeld. Un homme qui gaze les Kurdes et assassine ses proches sans sourciller. Mais qui se montre extrêmement pointilleux sur l'hy-

giène corporelle. Levé à 5 heures du matin, le dictateur s'occupe de sa toilette aussitôt après avoir pris son café. "C'est d'autant plus important, indique le réalisateur, qu'il tient à être salué par un baiser près de l'aisselle." Mais qu'importe la puanteur de Halabja [ville kurde où 5 000 personnes ont trouvé la mort en 1988 sous les bombes chimiques de Bagdad] !

"Il faut prendre deux bains par jour de préférence, et à tout le moins un seul", pour-



▲ L'affiche du documentaire Uncle Saddam.

COURRIER INTERNATIONAL DU 12 AU 18 SEPTEMBRE 2002

ramener le dossier au rang des priorités. Comme le disait Hans Blix, le président de l'Unmovic, en décembre dans une interview à l'agence koweïtienne Kuna : « Le 11 septembre a créé le sentiment qu'il y avait urgence à affronter la question des

armes de destruction massive. Les pirates de l'air ont fait de leurs avions des missiles, plutôt que des armes de destruction massive au sens traditionnel. Mais on s'est demandé ce qui arriverait si un Etat

faisait effectivement usage d'armes de ce type. »

Sous la pression de Colin Powell, les Américains évoluent sur la question taboue des sanctions. Le Conseil, pour la première fois unanime depuis longtemps sur l'Irak, adop-

te le 14 mai un régime de sanctions dites « intelligentes ». L'unanimité pourrait bien avoir été de courte durée.

Corine Lesnes

Depuis la guerre du Golfe, les injonctions répétées de la communauté internationale à Saddam Hussein

1990

● 2 août : l'Irak envahit le Koweït après avoir accusé l'émirat d'avoir « volé » du pétrole irakien en pompant dans la nappe pétrolière de Roumeïla, au sud du territoire irakien. L'ONU adopte le même jour la résolution 660, qui exige le retrait « immédiat et inconditionnel » du Koweït. Les avoirs irakiens sont gelés dans la plupart des pays occidentaux.
● 7 août : les États-Unis lancent l'opération « Bouclier du désert » visant à réunir la plus large coalition possible contre l'Irak.
● 8 août : Bagdad annexe le Koweït. Le lendemain, l'ONU adopte la résolution 662, qui déclare l'annexion du Koweït « nulle et non avenue ». Elle sera

suivie, le 24 août, par la résolution 665, prévoyant le blocus maritime de l'Irak et du Koweït occupé. Le 28, Bagdad proclame le Koweït province irakienne. Pendant les trois mois suivants, le Conseil de sécurité adopte sept résolutions visant à contraindre l'Irak à respecter ses diverses obligations. La septième, la résolution 678, adresse un ultimatum à Bagdad le 15 janvier 1991, les résolutions de l'ONU, faute de quoi, « tous les moyens nécessaires » seront utilisés pour l'amener à le faire.

1991

● 9 janvier : échec d'une rencontre à Genève entre le secrétaire d'Etat américain, James Baker, et le

ministre des affaires étrangères irakien, Tarek Aziz. Le 13, une visite à Bagdad du secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, se solde, elle aussi, par le refus de Bagdad d'évacuer le Koweït.

● 17 janvier : début de l'opération « Tempête du désert ». Le lendemain, l'Irak tire les premiers Scud sur Tel-Aviv. Les 20 et 21, c'est Dhahran, en Arabie saoudite, qui sera visée.

● 6 février : l'Irak rompt ses relations diplomatiques avec Washington, Londres, Paris, Rome, Le Caire et Riyad.

● 22 février : Washington accorde à l'Irak un délai de 24 heures pour commencer à évacuer le Koweït. Le 24, les forces alliées lancent une opération terrestre contre les forces irakiennes.

● 26 février : Saddam Hussein annonce le début du retrait de ses troupes. Les forces coalisées terminent leur mouvement tournant au nord du Koweït, tandis que les forces saoudiennes et arabes libèrent la capitale. Dans la soirée, l'Irak accepte toutes les résolutions de l'ONU.

● 28 février : suspension des opérations offensives à 5 h 00 GMT. Bagdad donne l'ordre de cesser-le-feu.

● 2 mars : soulèvement chiite dans le sud du pays, qui sera suivi, le 5, par une insurrection des Kurdes dans le Nord. Les deux mouvements sont écrasés dans le sang.

● 3 avril : l'ONU adopte la résolution 687 dite de cessez-le-feu et exigeant l'élimination des armes de destruction massive de l'Irak.

Quarante-huit heures plus tard, l'ONU adopte la résolution 688 exigeant la fin de la répression des Kurdes et des chiites. Le lendemain, les alliés lancent l'opération « Provide Comfort » d'aide à la population kurde et instaurent une zone d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle. Une zone similaire sera imposée au sud du 32° parallèle en août 1992.

● 18 avril : création de l'Unscoc, la commission d'experts chargée de désarmer l'Irak.

1994

● 10 novembre : l'Irak reconnaît l'indépendance du Koweït.

1995

● 14 avril : l'ONU adopte la formule « Pétrole contre nourriture » autorisant l'Irak pour des raisons humanitaires, à vendre des quantités limitées de pétrole.

● 8 août : le général Hussein Kamal Hassan, gendre de Saddam Hussein, se réfugie en Jordanie avec ses frères et leurs épouses. Ses révélations permettront aux inspecteurs de l'Unscoc de découvrir l'étendue des dissimulations irakiennes pour ce qui concerne les armes de destruction massive.

1996

● 25 novembre : Bagdad accepte la résolution 986 de l'ONU.

1997

● 23 octobre : l'ONU adopte la résolution 1134 prévoyant de nouvelles sanctions pour contraindre Bagdad à coopérer avec les inspecteurs en matière de désarmement.

● 12 novembre : adoption de la résolution 1137 interdisant aux responsables militaires qui entravent les travaux de l'Unscoc de quitter le territoire irakien

1998

● 13 janvier : Bagdad interdit l'accès de ses sites stratégiques à une équipe d'experts.

● 14 décembre : Richard Butler, le chef de l'Unscoc, retire les experts de Bagdad après plusieurs semaines de crise.

● 16 décembre : déclenchement de l'opération américano-britannique « Renard du désert » contre une centaine de cibles en Irak.

1999

● 17 décembre : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1284, créant une nouvelle commission du désarmement, l'Unmovic, et sommant Bagdad de laisser revenir les experts inconditionnellement sur son territoire.

2001

● 29 novembre : la résolution 1382 assouplit sensiblement la liste des produits que l'Irak est autorisé à acheter et libéralise ses ventes de pétrole.

La résolution 687 du 3 avril 1991 sur le désarmement

EN ÉVOQUANT les « engagements » pris par l'Irak en 1991, à propos de son arsenal d'armes de destruction massive, le président George W. Bush faisait très précisément allusion à la résolution 687, adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 3 avril 1991. Cette résolution, la quatorzième consécutive à l'invasion et à l'annexion du Koweït par l'Irak, dispose notamment que Bagdad doit :
« Réaffirmer inconditionnellement qu'il respectera les obligations que lui impose le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925, et ratifier la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, en date du 10 avril 1972. (...) »

« Accepter inconditionnellement que soient détruits, enlevés ou neutralisés sous supervision internationale :

» a) toutes les armes chimiques et biologiques et tous les stocks d'agents, ainsi que tous les sous-systèmes et composants et toutes les installations de recherche-développement, d'appui et de production dans ces domaines.

» b) tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres ainsi que tous les principaux composants et les installations de réparation et de production. (...) »

« Réaffirmer inconditionnellement qu'il respectera les obligations que lui impose le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en date du 1^{er} juillet 1968.

« Accepter inconditionnellement de ne pas acquérir ni mettre au point d'armes nucléaires ou de matériaux pouvant servir à en fabriquer, ni de sous-systèmes ou de composants, ni de moyens de recherche-développement, d'appui ou de production y ayant trait. (...) »

Par ailleurs, le Conseil de sécurité « réaffirme que l'Irak, sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990 (...), est responsable, en vertu du droit international, de toute perte, de tout dommage (...) et de tous autres préjudices directs subis par des Etats étrangers et des personnes physiques et sociétés étrangères ». Le Conseil « décide de créer un fonds d'indemnisation pour les paiements dus au titre de réclamations (...) et de constituer une commission qui sera chargée de gérer ledit fonds. »

La Turquie veut le maintien d'un gouvernement central fort à Bagdad

ISTANBUL

de notre correspondant

Le président américain George W. Bush a contacté le chef de l'Etat turc, Ahmet Necdet Sezer, par téléphone, lundi 9 septembre, pour tenter de convaincre la Turquie de la nécessité d'une offensive militaire contre l'Irak. Mais la Turquie, qui a des liens étroits avec Washington et abrite, sur sa base militaire d'Incirlik, les avions qui patrouillent régulièrement dans le ciel irakien au nord du 36^e parallèle, depuis la guerre du Golfe, n'est pour l'instant pas convaincue.

Les sondages révèlent que trois Turcs sur quatre sont opposés à une action militaire pour renverser Saddam Hussein. « Nous ne pensons pas que la plate-forme de l'ONU a été exploitée jusqu'au bout. Les efforts doivent être concentrés sur un retour des inspecteurs en Irak », explique un diplomate turc.

Pour la Turquie, qui estime avoir

subi des pertes de l'ordre de 30 à 40 milliards de dollars depuis la guerre du Golfe en raison de l'embargo contre Bagdad, le problème est le futur de l'Irak après-Saddam. Ankara n'a pas d'affinités particulières avec le dirigeant irakien, mais la Turquie veut le maintien d'un gouvernement central fort à Bagdad. Elle craint que les plans américains ne mettent en route un « processus de décentralisation » et elle a déjà signalé clairement qu'elle ne tolérerait pas la création d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak, allant jusqu'à déclarer qu'elle était prête à intervenir pour l'empêcher.

Au cours des dernières semaines, une guerre des mots a éclaté entre la Turquie et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, autrefois un allié d'Ankara dans sa lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste kurde, marxiste-léniniste).

Le récent projet de Constitution pour un Irak fédéral préparé par M. Barzani a causé de fortes réactions à Ankara, où il est perçu comme la preuve que les Kurdes ont des ambitions allant bien au-delà

de l'autonomie. « Ils ont un premier ministre, un Parlement et leurs représentants à l'étranger se présentent comme des ambassadeurs. Nous n'avons pas confiance en eux », souligne un diplomate turc. Et la réconciliation des deux factions kurdes ne fait rien pour rassurer Ankara.

DIVERGENCES DE VUES

La Turquie veut éviter que les régions pétrolières de Mossoul, et surtout Kirkouk, une ville que les Turcs considèrent comme étant « turque » en raison de la présence d'une minorité turcomane, soient placées sous le contrôle des Kurdes. Alors que les Turcs affirment que 2 à 3 millions de Turcomans vivent en Irak, les Kurdes irakiens estiment qu'ils sont tout au plus un demi-million, dont 10 % dans la région placée sous protection alliée.

Le ministre de la défense turc, Selahattin Çakmakoglu, a déclaré en août que le nord de l'Irak, une région « séparée de force » de la Turquie au siècle dernier, était « sous la protection turque ». Dans un entretien à l'hebdomadaire allemand *Die*

Zeit, publié récemment, M. Barzani lui a répondu : « Nous ne laisserons pas un millimètre de Kirkouk aux Turcs. » Le dirigeant kurde a ensuite tenté de faire baisser la tension en affirmant que ses propos avaient été déformés. « Nous pensons que les difficultés que nous rencontrons dans notre relation bilatérale avec la Turquie peuvent être résolues par le dialogue et non pas par des menaces et de la pression », a déclaré M. Barzani.

Il n'empêche que des divergences de vues et d'intérêts fondamentales demeurent. Celles-ci pourraient compliquer la tâche des Américains qui ont besoin à la fois de l'appui des Kurdes irakiens, seule force armée locale hostile à Saddam Hussein en Irak, et de celui de la Turquie pour leur offensive. Reste à savoir jusqu'à quel point la Turquie, qui a emprunté 31 milliards de dollars au FMI, pourra résister aux pressions américaines. Si un conflit éclatait, Ankara serait peut-être forcée d'entrer dans le jeu pour assurer la défense de ses propres intérêts.

Nicole Pope

Les échanges commerciaux avec Bagdad restent modestes

Seules quelques entreprises françaises, comme Alcatel, Alstom ou Schneider, exportent vers l'Irak

LES échanges entre la France et l'Irak, qui ont totalisé 4,33 milliards d'euros depuis la mise en place de l'accord « Pétrole contre nourriture » au mois de décembre 1996, place la France au premier rang des partenaires commerciaux européens de Bagdad. Selon une note de la mission économique française à Bagdad, les échanges franco-irakiens connaissent une croissance régulière depuis 1997 (685 millions d'euros). En 2000, ils ont atteint leur niveau le plus élevé avec 1,8 milliard d'euros et se sont tassés en 2001 (1,6 milliard d'euros) sous le double effet de la baisse des importations de pétrole irakien (-31 %) et de la forte croissance des exportations françaises (+65 %). En 2001, le solde de la balance commerciale vis-à-vis de ce pays (67 %) est le meilleur depuis 1997.

Comme le relève une note de la Direction des relations économi-

ques extérieures (DREE) du ministère des finances, l'économie irakienne étant largement administrée, la « quasi-totalité des importations de l'Irak est assurée par un nombre restreint d'entreprises relevant du secteur public. Ainsi, les ventes françaises à l'Irak évoluent au rythme de la commande publique et aux grands contrats enlevés par les exportateurs, le commerce courant ne jouant qu'un rôle négligeable dans les échanges ».

AUCUNE IMPLANTATION

Les exportations, qui ont représenté 660 millions d'euros en 2001, sont concentrées sur trois grands postes : les biens d'équipements (50 %), le matériel automobile (20 %) et l'agroalimentaire (6 %). Les ventes d'équipements industriels ne se sont développées qu'après, avec les modifications apportées à la liste des produits autorisés à l'importation en Irak,

ajoute la DREE, qu'il s'agisse du matériel de télécommunications avec Alcatel, des équipements électriques avec Alstom et Schneider Electric ou du matériel automobile avec Renault Truck (ex-Renault-VI) et Peugeot.

Chez Peugeot, on précise qu'il n'existe aucune implantation industrielle dans le pays et que les échanges commerciaux avec l'Irak n'ont, au total, « représenté que 500 voitures au premier semestre 2002 » pour des commandes passées entre six et huit mois auparavant. La mission économique relève, en outre, que les exportations agricoles ont fortement diminué au profit de la concurrence australienne, indienne et russe, pour des raisons sanitaires (lait et viandes) et de prix (céréales et sucre).

Cela étant, les industriels devraient pouvoir profiter de deux dispositions. Dans un premier temps, il y a eu la réouverture

re, au mois de mars, de la section commerciale de l'ambassade d'Irak à Paris. Le ministre irakien du commerce estimait alors que cette initiative « favoriserait le rétablissement des pleines relations commerciales avec la France ». Dans un second temps, les dispositions de la résolution de l'ONU du 14 mai 2002, qui élargit la gamme des biens susceptibles d'être exportés vers l'Irak et simplifie les procédures d'approbation des contrats, pourrait, selon la DREE, « relancer l'intérêt des entreprises pour ce marché et diversifier l'offre française ».

Il reste que, pour la Coface, qui assure les entreprises françaises implantées à l'étranger, l'Irak présente un risque pays « très élevé » et reste le seul, dans la zone Afrique du Nord Proche-Orient, à obtenir une telle appréciation.

François Bostnavaren

Vu de... Erbil (Kurdistan d'Irak)

Les Kurdes se préparent au pire, craignant des représailles en cas d'attaque militaire.

Le Kurdistan d'Irak, région qui échappe au contrôle du régime de Bagdad depuis 1991, se prépare à toutes les éventualités. Les deux chefs des partis rivaux qui se partagent cette zone autonome, dont les institutions ont été mises en place en 1992, Massoud Barzani pour le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani pour l'Union patriotique du Kurdistan, se sont rencontrés la semaine dernière à Sari Rash, à leur retour de Washington, où ils avaient pris part à une réunion de l'opposition irakienne pour préparer l'après-Saddam sous la houlette de la Maison-Blanche (1).

Réussissant pour une fois à surmonter leur divergences (qui ont tourné à la guerre ouverte entre 1995 et 1998), ils ont signé, le 8 septembre, un accord sur la «réunification du Kurdistan libre» et décidé de convoquer le 4 octobre à Erbil les 105 députés du Parlement kurde pour lui soumettre un projet de Constitution fédérale. Il ferait du futur État kurde une partie de la Fédération irakienne

que projettent d'installer les États-Unis après avoir renversé Saddam Hussein.

On n'en est pas encore là, mais les préparatifs de guerre contre l'Irak inquiètent fort les Kurdes, comme l'explique le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, qui s'apprête à se rendre dans la région: «Notre principale crainte, dit-il, c'est que Saddam Hussein soit tenté une fois de plus de se venger sur les Kurdes en cas d'attaque militaire et qu'il utilise pour cela des armes chimiques, comme il l'a déjà fait à Halabja. L'autre danger vient de la Turquie qui pourrait être tentée d'intervenir pour s'assurer du contrôle des régions pétrolières de Kirkouk et Mossoul, sur lesquelles elle a toujours eu des prétentions. Des troupes turques sont déjà présentes au Kurdistan et des renforts sont amenés en ce moment à la frontière, soit-disant pour faire face à un risque d'exode massif des populations comme ce fut le cas au printemps 1991. Il y a enfin l'Iran,

dont on ne sait pas quelle sera sa réaction. Lui aussi, masse des troupes à la frontière depuis quinze jours, là aussi, officiellement, pour parer au flux des réfugiés. En fait, nous pensons qu'il s'agit plutôt d'un avertissement à la Turquie pour le cas où elle serait tentée d'intervenir.»

Une situation particulièrement délicate pour les Kurdes, qui risquent donc d'être pris en tenaille entre des puissances régionales, qui ont toutes des intérêts dans cette région et parfois même des appétits inassouvis ou des revanches à prendre sur l'histoire (c'est notamment le cas de la Turquie qui n'a pas tout à fait oublié qu'elle est ce qui reste de l'Empire ottoman).

Les Kurdes s'inquiètent aussi de ce que pourrait être l'après-Saddam. «C'est la grande question, dit Kendal Nezan. Bien sûr, personne ne va regretter Saddam Hussein, mais si c'est pour le remplacer par un autre général à poigne, on ne sait pas où on va et on risque la guerre civile. Je ne pense pas, cependant, qu'il y ait

dérisque d'éclatement du pays, comme c'était le cas en 1991. Les chiites du sud ne regardent plus vers l'Iran. Les partis d'opposition sont à peu près tous tombés d'accord sur un système fédéral qui, s'il était démocratique, permettrait aux chiites de jouer un rôle très important car ils sont majoritaires. Mais il faut que le projet soit bien ficelé et garanti par les Nations unies. Il faut surtout que l'Irak de demain soit désarmé, comme ce fut le cas pour le Japon ou l'Allemagne.»

Pour Kendal Nezan, «le statu quo est intenable car, avec Saddam, le pays meurt à petit feu. Mais une aventure solitaire des Anglo-Saxons risque d'avoir des conséquences catastrophiques. S'il devait y avoir une intervention, il faudrait qu'elle soit internationale, sous mandat de l'ONU, pour rétablir le droit et la justice. Mais la guerre n'est jamais souhaitable».

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

(1) Le Parti communiste irakien n'a pas été invité à cette réunion.

Saddam 'has made the case against himself'

Reuters

Following are excerpts from a text of President George W. Bush's speech to the United Nations on Thursday:

In the Middle East there can be no peace for either side without freedom for both sides.

America stands committed to an independent and democratic Palestine, living side by side with Israel in peace and security. Like all other people, Palestinians deserve a government that serves their interests and listens to their voices.

Above all, our principles and our security are challenged today by outlaw groups and regimes that accept no law of morality and have no limit to their violent ambitions.

In the attacks on America a year ago, we saw the destructive intentions of our enemies. This threat hides within many nations, including my own.

And our greatest fear is that terrorists will find a shortcut to their mad ambitions when an outlaw regime supplies

them with the technologies to kill on a massive scale.

In one place and one regime, we find all these dangers in their most lethal and aggressive forms, exactly the kind of aggressive threat the United Nations was born to confront.

Twelve years ago, Iraq invaded Kuwait without provocation. And the regime's forces were poised to continue their march to seize other countries and their resources.

Had Saddam Hussein been appeased instead of stopped, he would have endangered the peace and stability of the world. Yet this aggression was stopped by the might of coalition forces and the will of the United Nations.

To suspend hostilities, to spare himself, Iraq's dictator accepted a series of commitments. The terms were clear to him and to all, and he agreed to prove he is complying with every one of those obligations.

He has proven instead only his contempt for the United Nations and for all his pledges. By breaking every pledge, by his deceptions and by his cruelties,

Saddam Hussein has made the case against himself.

Today, Iraq continues to withhold important information about its nuclear program, weapons design, procurement logs, experiment data, and accounting of nuclear materials and documentation of foreign assistance.

Iraq employs capable nuclear scientists and technicians. It retains physical infrastructure needed to build a nuclear weapon.

Iraq has made several attempts to buy high-strength aluminum tubes used to enrich uranium for a nuclear weapon. Should Iraq acquire fissile material, it would be able to build a nuclear weapon within a year.

My nation will work with the UN Security Council to meet our common challenge. If Iraq's regime defies us again, the world must move deliberately, decisively to hold Iraq to account.

The Security Council resolutions will be enforced, the just demands of peace and security will be met or action will be unavoidable and a regime that has lost its legitimacy will also lose its power.

The New York Times September 13, 2002

Prince describes Arab mistrust of U.S. on Iraq

By Neil MacFarquhar

The New York Times

JIDDA: The Arab world has been wary about the campaign against terrorism ever since President George W. Bush first described it as a crusade, his offhand remark conjuring up ghosts of the Middle Ages. Those ghosts were never completely laid to rest, and now, with talk of a war in Iraq, the Arab world believes the fight against terror may ultimately breed more violence, not less.

That dread is rooted in the perception that the entire effort to fight terrorism was shanghaied by Israel to justify its occupation of Palestinian land.

"We think that the Zionist movement is using this opportunity to make Islam and the Arabs the enemy of the West and this is entirely wrong," said Prince Khalid al Faisal al Saud of Saudi Arabia. "It is very frustrating to see your people killed every day; you see them on television, you see women and children being bombed by American airplanes, by American helicopters, American tanks and American money. This is disturbing."

"This makes this region the most explosive region in the world because of the feeling of frustration," he added.

A conversation with the prince, the son of the Saudi king and the long-standing governor of Asir Province — home to four of the Sept. 11 hijackers — underscored the dislocation wrought by the terrorist attacks on the United States.

In a region whose absolute rulers ultimately see terrorism as an effort to unseat them, they say they feel maligned as enemies rather than embraced as natural allies, estranged from Washington in a way never experienced before.

The prince's remarks echo the attitudes of not just the kingdom, but the Arab world at large. They reflect how the widening gap between the United States and its traditional Arab allies has emerged because each paints the other as the problem and dismisses the other's perceptions. The Arabs believe that the United States is biased toward Israel and that that bias inspires most of the violence directed against Western tar-

gets. Washington remains suspicious that Arab governments in general, and Saudi Arabia in particular, are financing and coddling murderous organizations.

Khalid reiterated the position the kingdom adopted soon after the attacks, seeking to disassociate itself entirely from what it sees as a delusional, lunatic fringe trying to use a warped version of Islam as the route to ruling the Arabian Peninsula.

He shakes his head to a series of questions about the Sept. 11 hijackers.

No, they were not recruited in the kingdom. No, no religious aspect of their education might have helped induce them to kill Americans.

No, young Saudis are not prone to violence because of their possible frustrations with their lack of political freedom or shrinking economic prospects.

He will not concede any direct link between the kingdom and the events of

'We think that the Zionist movement is using this opportunity to make Islam and the Arabs the enemy of the West.'

2001. He only acknowledges one small effect. "There is a little bit of change in the attitude toward progress, toward development," he said. "I think we feel, all the Arabs, all the Muslims, that we need to speed up our programs of development and progress."

The official stance of the Arab governments is that any American attack on Iraq will further retard that progress.

But late at night, the educated, cosmopolitan men of Jidda gather in salons, drinking tea and coffee as they chew over events of the day. On the subject of Iraq, they sometimes wonder: What if the United States succeeded in creating a democracy in Iraq? What if there was a real crescent of economic and social development from Baghdad to Beirut? What if that exerted real pressure on the royal family of Saudi Arabia and other Gulf princes to share their wealth and the decision-making process?

Khalid is not buying it. "We don't like

Saddam — we hope that they get another government than Saddam's," he said. "But we don't want people from outside Iraq to come and change the government."

"That is for the Iraqi people to decide."

In the oil boom years of the late 1970s and early 1980s, Khalid's family presided over a country whose per capita income rocketed to \$22,000. It is now one-third that.

In the midst of these uncertain times, the ailing King Fahd, who handed much of his power to his brother the Crown Prince Abdullah after a stroke, has been vacationing on the coast of Spain. His gallivanting entourage of hundreds overflows local luxury hotels, while the press reports details about their spending estimated at a few million dollars daily.

Yet Khalid rejects the notion that what most people view as the royal family's monopoly on power and its profligate ways has any connection with the frustrations that lead some young men to terrorism.

The 15 of the 19 hijackers who were Saudi were led astray outside the kingdom, he believes, and not by any aspect of life here.

"I think they went like everybody else to Afghanistan to fight communism there and to liberate Afghanistan from the communists," he said, noting that more recent struggles, like the wars in Bosnia and Chechnya, were painted as extensions of the Afghanistan jihad.

"These people were born in Saudi Arabia," he said, "they have been helped by everybody to go to Afghanistan to fight against communism, and over there, in Afghanistan, they have been used by mentally disturbed people who are fanatics, who want power, they want to fight against the world — they want to fight against Saudi Arabia."

Khalid said he believes that Osama bin Laden deliberately recruited 15 Saudis as hijackers to drive a wedge between the Saud family and its longtime guardian, the Americans.

"The 11th of September is not a product of Saudi society and the Saudi government," he said. "It is the product of some fanatics in Afghanistan — Saudis and non-Saudis."

Des partis kurdes et turkmènes d'Irak dénoncent "les menaces" turques



ERBIL (Irak), 12 sept (AFP) - 17h53 - Quatre partis représentant la minorité turkmène dans le nord de l'Irak et des partis kurdes ont dénoncé "les menaces" turques d'intervenir contre toute option d'indépendance kurde, selon un communiqué commun parvenu jeudi à l'AFP.

Le Parti de l'unité turkmène, le parti de la confrérie turkmène, le Parti démocratique turkmène et l'Association culturelle turkmène ont affirmé qu'ils "résisteront avec acharnement à toute menace turque contre la région" du Kurdistan, selon le texte.

Parmi les 16 partis ou factions kurdes qui ont signé le communiqué, figurent le Mouvement islamiste du Kurdistan et le Parti mésopotamien démocratique (chrétien).

Après avoir dénoncé "les menaces" turques, ces partis et mouvements se sont déclarés "favorables au changement (de régime) en Irak à condition que cela mène à (un système) démocratique, pluraliste et fédéral".

Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a déclaré jeudi qu'Ankara s'opposerait à toute velléité d'indépendance des Kurdes du nord de l'Irak au cas où une intervention américaine entraînerait l'éclatement de ce pays.

"Nous leur disons très clairement que nous ne les laisserons pas s'amuser avec la Turquie," a dit M. Ecevit lors d'une interview à la chaîne de télévision NTV.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui se partagent le contrôle du nord de l'Irak, dont le contrôle échappe au pouvoir de Bagdad depuis 1991, ont démenti vouloir l'indépendance, sans pour autant calmer les inquiétudes d'Ankara.

La Turquie craint qu'une indépendance des Kurdes d'Irak n'incite ses propres Kurdes à renouer avec une rébellion autonomiste.

Pour sa part, le ministre turc de la Défense Sabahattin Cakmakoglu a affirmé le 1er septembre que son pays était prêt à lancer une action militaire à sa frontière si les factions kurdes du nord de l'Irak voisin profitaient d'une éventuelle attaque américaine pour se diriger vers l'indépendance.

Mullah Krekar refoulé de Téhéran la semaine dernière (source gouvernementale)



TEHERAN, 14 sept (AFP) - 16h18 - Le dirigeant kurde d'Irak Mullah Krekar, soupçonné par les Etats-Unis de servir de lien entre Al-Qaïda et le régime de Saddam Hussein, avait été refoulé par les autorités iraniennes avant d'être arrêté jeudi à Amsterdam, a-t-on appris samedi de sources gouvernementales à Téhéran.

"Il est arrivé illégalement en Iran, il a été arrêté et refoulé", a déclaré un porte-parole du gouvernement, Abdullah Ramezan Zadeh. "Nous procéderons de la même manière avec tous les nouveaux arrivants que nous soupçonnons de liens avec des terroristes", a-t-il ajouté.

Selon un responsable iranien qui s'était exprimé plus tôt sous couvert de l'anonymat, c'est la semaine passée que le dirigeant kurde a essayé d'entrer sur le territoire iranien et qu'il a été "renvoyé par le vol suivant vers sa destination d'origine".

Le même responsable a identifié le dirigeant kurde comme étant "Mullah Kargar", à la différence de sources concordantes néerlandaises.

Selon ces sources néerlandaises, Mullah Krekar, arrêté à l'aéroport d'Amsterdam, serait à la tête de l'organisation extrémiste Ansar Al Islam, connue pour ses positions violemment anti-américaines.

Selon un article de BBC News en date du 24 juillet, le véritable nom de Mullah Krekar est Najmuddin Faraj. Il a quitté récemment le Kurdistan et réside en Norvège. Le mouvement Ansar Al-Islam est composé de Kurdes irakiens appartenant à plusieurs mouvements islamistes qui ont fusionné l'année dernière.

Selon la chaîne de télévision publique néerlandaise NOS, l'homme arrêté à Amsterdam revenait d'Iran et se rendait à Oslo. C'est à l'escale d'Amsterdam que les autorités néerlandaises l'ont arrêté.

Toujours selon la NOS, les autorités norvégiennes et les Etats-Unis ont demandé son extradition.

Le commandant en chef des Gardiens de la révolution iranienne (Pasdaran), le général Rahim Safavi, avait accusé récemment le dirigeant kurde irakien Jalal Talabani de chercher "à favoriser la présence des forces américaines" au Kurdistan irakien.

Selon le militaire, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) "veut favoriser la présence des Américains au Kurdistan irakien et c'est pourquoi il prétend qu'il existe des liens entre l'Iran et le groupe Jond Al-Islam" (soldats de l'Islam), un des groupuscules qui forment Ansar Al-Islam.

Le gouvernement iranien a formellement démenti récemment tout lien avec le groupe Jond Al-Islam.

Un parti pro-kurde fait campagne en douceur



DIYARBAKIR (Turquie), 18 sept (AFP) - 9h02 - Le DEHAP, seul parti pro-kurde à se présenter aux élections législatives de novembre, se félicite des nouvelles réformes adoptées par Ankara --dont un enseignement et une télévision en langue Kurde-- mais attend surtout de voir leur mise en oeuvre.

Les responsables du parti démocratique du peuple (DEHAP) saluent les réformes adoptées par le parlement turc début août pour aligner la Turquie, pays candidat à l'Union européenne, sur les normes européennes, mais notent que "les lois sans changement de mentalités n'ont pas de signification".

"Ces lois sont une révolution", estime Osman Baydemir, un candidat du DEHAP aux élections législatives du 3 novembre.

Mais il note, par exemple, qu'il est toujours interdit d'enregistrer son enfant à l'état civil sous un nom kurde.

"La mise en oeuvre des lois est aussi importante que leur adoption", renchérit Ali Urkut, président provincial du DEHAP à Diyarbakir, dans le sud-est du pays, lui aussi candidat aux législatives.

Le DEHAP est le seul parti pro-kurde à se présenter aux élections après la décision du parti de la démocratie du peuple (HADEP) de se saborder à son profit.

Le HADEP --accusé de "liens organiques" avec les rebelles kurdes-- craignait en effet de se voir interdire par la justice turque juste avant le scrutin.

Toute la région a été, jusqu'en 1999, le théâtre d'une rébellion kurde, dirigé par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui a fait plus de 36.000 victimes en 15 ans, selon un bilan officiel.

Outre le HADEP, deux autres petits partis de gauche vont présenter une liste commune sous la houlette du DEHAP; créé en 1997 juste avant la procédure en justice lancée contre le HADEP, une pratique courante en Turquie où l'Etat redoute la montée en puissance de partis pro-kurdes et islamistes.

"Personne ne doit nous craindre, nous entrerons au parlement pour vraiment assurer la fraternité entre les peuples" kurde et turc, assure pourtant M. Baydemir.

Le HADEP n'avait remporté aucun siège aux dernières élections en 1999 car il n'avait pu dépasser la barre de 10% des voix nécessaires à l'échelle nationale pour obtenir une représentation au parlement.

Le parti avait pourtant recueilli la majorité des voix dans la plupart des villes du sud-est anatolien à majorité kurde, notamment 46% à Diyarbakir, chef-lieu de la région avec une population d'environ 1,3 million habitants.

"Cette fois nous n'avons aucun doute: nous allons franchir les 10%" à l'échelle nationale, explique à l'AFP M. Baydemir qui a dirigé l'Association turque des droits de l'Homme dans cette région.

Et il assure qu'une fois élus, les députés kurdes s'abstiendront de provoquer des "tensions" à l'Assemblée et oeuvreront pour "unir" le parlement et le peuple kurde.

"La région a beaucoup changé pour le mieux depuis les dernières élections mais beaucoup reste encore à faire", relève pour sa part M. Urkut.

Il craint toutefois une détérioration de l'atmosphère à l'approche des élections, surtout dans les zones rurales où "les militaires menacent les paysans de brûler leur maison s'ils votent pour le parti" pro-kurde.

Toutefois, "si des irrégularités n'entachent pas le scrutin, nous franchirons la barre" des 10%, ajoute M. Urkut confiant.

PRESIDENT URGES UN TO JOIN THE US IN CONFRONTING THE 'GRAVE AND GATHERING DANGER' FROM IRAQ

Bush tells Saddam to meet UN demands or be overthrown

By James Harding and Carola Hoyos at the United Nations in New York

George W. Bush yesterday set five clear and immediate conditions for Saddam Hussein to meet if the Iraqi leader is to avoid being overthrown by US-led forces.

In a speech to the United Nations general assembly in New York, the US president described the Iraqi regime as a "grave and gathering danger" and urged Mr Hussein to fulfil the UN's long-ignored demands or face being overthrown.

"If the Iraqi regime wishes peace," Mr Bush said, it must "immediately and unconditionally" give up all weapons of mass destruction, end its support of terrorism, stop the suppression of his people, release Gulf war prisoners and allow UN administration of the oil-for-food humanitarian programme.

Mr Bush backed up his demands with the threat of action to remove Mr Hussein: "The purposes of the United States should not be doubted. The Security Council resolutions will be enforced, the just demands of peace and security will be met or action will be unavoidable and a regime that has lost its legitimacy will also lose its power."

Mr Bush, whose administration has toyed with the idea of unilateral action against Iraq, emphasised that the US was eager to work through the UN. In an attempt to stress his commitment to multilateralism, Mr Bush announced that the US would rejoin Unesco, the UN's educational, scientific and cultural arm, 17 years after pulling out.

However, Mr Bush's attempt to engage the UN over Iraq did not ease doubts about the extent of

US willingness to address international reservations about the pursuit of Mr Hussein's regime.

Colin Powell, US secretary of state, is set to start talks today with Jack Straw, the British foreign minister, and other permanent members of the UN security council - France, Russia and China - on proposals for fresh resolutions to set a timeframe for Mr Hussein's compliance.

But concerns persist in some international circles about US willingness to go it alone, if necessary. Kofi Annan, UN secretary-general, warned against unilateral action. "When states decide to use force to deal with

broader threats to international peace and security, there is no substitute for the unique legitimacy provided by the United Nations," he said.

However, he noted, the UN security council had a duty to act, no matter how difficult and divisive the issue, when it "faced a grave threat to world peace".

Amr Moussa, secretary-general of the 22-member Arab League who has warned against military action against Baghdad, said Mr Bush's speech was cleverly constructed. "He suggested that the Security Council resolutions should be enforced and we agree with that," he said.

Mr Moussa's response underlined a certain amount of relief in Arab official circles that the US now seemed willing to go through the UN.

Mohammed Aldouri, Iraq's ambassador to the UN, said Mr Bush's speech was the "longest series of fabrications", adding that it was motivated by "revenge, oil, political ambitions and also the security of Israel."



On different levels: Kofi Annan looks on as President Bush tells the UN General Assembly of the 'deceptions and cruelties' of Saddam Hussein AP

PRESIDENT'S SPEECH TO THE UNITED NATIONS

Uncompromising Bush maps out road to Baghdad

By Richard Wolffe
in Washington and
James Harding in New York

As President George W. Bush laid out a road map for confronting Iraq yesterday, perhaps the most striking features were the policies he seemed to leave behind.

After a summer of apparent dissent within his administration, Mr Bush made no explicit call for the return of United Nations weapons inspectors.

After repeated suggestions that new evidence might emerge to help build a case against Iraq, Mr Bush cited no new details of Saddam Hussein's threat to regional and global security.

And after intense speculation over the delivery of an ultimatum or the imposition of a deadline, Mr Bush issued no specific deadlines for action.

Instead the road to Baghdad began to look something like the road to Kabul yesterday. The president's five demands to Iraq provided an unerring echo of his five demands to the Taliban regime, issued in his speech to a joint session of Congress less than two weeks after the terrorist attacks of September 11.

Then, as now, the president's non-negotiable demands were delivered in the full expectation that the rogue state would be unwilling and unable to comply.

Then, as now, the president called for an end to co-operation with terrorists and the return of all foreign prisoners.

Then, as now, the president urged the rogue state to act "immediately" or face unspecified, dire consequences.

If there was no timeline for action against Iraq, Mr Bush at least specified that he expects a swift response from both the Iraqi regime and the UN Security Council to avoid military conflict.

"If the Iraqi regime wishes peace," he repeated as a refrain, "it will immediately and unconditionally forswear, disclose and remove or destroy all weapons of mass destruction, long-range missiles and all related material."

No administration official believes that the Iraqi regime - after seven years of evading UN weapons inspectors - is likely to disclose its most closely guarded secrets immediately. Senior officials have repeatedly questioned the value of pursuing another round of weapons inspections, whether or not they were backed by the threat of force.

Speaking privately yesterday, a series of administration officials sent out conflicting messages about their readiness to seek the return of weapons inspectors. One senior official said the US was merely "open to all kinds of ideas, including the notion of inspectors". Another suggested that intrusive inspections would be the focus of diplomatic efforts inside the UN in the coming days.

By contrast Mr Bush was clear in his demands to the UN itself and how his administration would work with it.

The US is committed to seeking a new resolution from the Security Council, but in the same breath, the president underscored that the US was ready to act alone.

"We will work with the UN Security Council for the necessary resolutions, but the purposes of the United States should not be doubted," he warned.

What constitutes a "necessary resolution" will be the subject of intense diplomacy by US officials - led by Colin Powell, secretary of state - at the UN during the course of the general assembly.

But after dedicating one third of his speech to an account of existing resolutions that Iraq is flouting, Mr Bush has set a low bar to what may be necessary in justifying action against Mr Hussein.

Instead, the president made good on his aides' promise to issue a stark challenge to the UN - and specifically the Security Council - as it faces what he described as "a difficult and defining moment".

"Are Security Council resolutions to be honoured and enforced, or cast aside without consequence?" he asked. "Will the United Nations serve the purpose of its founding or will it be irrelevant?"

In case anyone doubted the fundamental nature of that challenge, the president began his speech by suggesting that the Security Council risked the fate of its predecessor, standing on the sidelines as world security was "destroyed by the will and wickedness of one man".

As one senior administration official put it yesterday, the president was asking: "Is the UN going to be a force for the future or is it going to go the way of the League of Nations?"

While European and Arab critics have questioned the legal basis for unilateral, pre-emptive strikes, the president turned that criticism on its head.

It was Saddam Hussein

who was acting unilaterally as an outlaw, he said, while the US was working multilaterally in enforcing international law.

"We want the resolutions of the world's most important multilateral body to be enforced," he explained, "and right now those resolutions are being unilaterally subverted by the Iraq regime."

"Saddam Hussein has made the case against himself," he noted pointedly.

As if to underscore the US commitment to the UN, Mr Bush held out the chance that the UN would be responsible for rebuilding a democratic Iraq under a new regime - "a government based on respect for human rights, economic liberty and internationally supervised elections."

But that notion was just part of a broader vision of peace and democracy throughout the region, including a new state of Palestine. In line with the anti-Iraq hawks inside the Pentagon, President Bush forecast that a new Iraqi regime would inspire "reforms throughout the Muslim world".

In many ways, the president's speech yesterday represented a sequel to his state of the union address in January, when he first shifted focus from the war against al-Qaeda terrorists to rogue states constituting what he called "an axis of evil".

Echoing that speech, he said yesterday: "We cannot stand by and do nothing while dangers gather."

It seemed highly unlikely yesterday that the US would wait another nine months before taking action against those dangers in Iraq.

The US president's non-negotiable demands were delivered in the full expectation that the rogue state would be unwilling and unable to comply

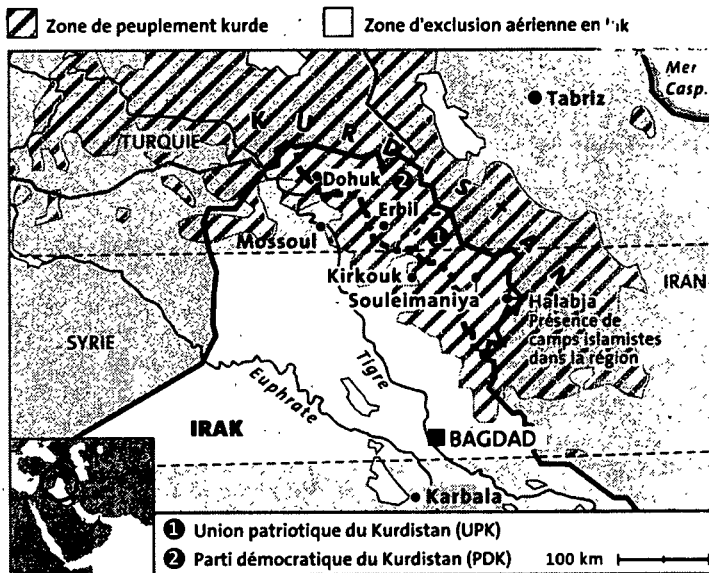
Les Kurdes irakiens redoutent les conséquences d'une guerre

L'UPK et le PDK, les deux formations politiques kurdes qui administrent le nord de l'Irak depuis 1991, ont mis fin à leurs différends dans la perspective d'un renversement du régime de Bagdad

AUTO-ADMINISTRÉE depuis 1991, la région kurde du nord de l'Irak (3,7 millions d'habitants pour 42 000 km²) connaît depuis une dizaine d'années - fait exceptionnel dans son histoire - une période de paix et de prospérité. Grâce aux 13 % des revenus du pétrole irakien alloués à la région par les Nations unies dans le cadre de la résolution 986 (dite « Pétrole contre nourriture »), la population y vit mieux que n'importe où ailleurs en Irak. C'est pourquoi la perspective d'une intervention américaine à venir contre le régime de Bagdad inquiète tout particulièrement.

Les Kurdes d'Irak ont encore en mémoire les bombardements chimiques ordonnés contre eux par Saddam Hussein (5 000 morts à Halabja, en 1988) ou l'exode auquel ils ont été poussés par l'armée irakienne après l'intervention alliée dans le Golfe en 1991. « Les gens vivent aujourd'hui entre l'espoir et la crainte. Qui peut garantir que Saddam n'utilisera pas des armes chimiques contre nous ? Il en possède et il l'a déjà fait. Nous avons des informations selon lesquelles deux batteries d'armes chimiques ont été déployées à Kirkouk [région kurde demeurée depuis 1991 sous le contrôle de Bagdad]. Oui, c'est vrai, notre région s'est beaucoup développée : il y a une grande liberté, mais nous vivons avec le couteau de Saddam Hussein sous la gorge. Il peut encore détruire tout ce que nous avons bâti », explique Ahmad Bamarni, représentant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Paris, qui rentre d'un séjour de plusieurs semaines dans sa région natale.

UNE RÉGION AFFRANCHIE DE LA TUTELLE DE BAGDAD



L'UPK de Jalal Talabani est l'une des deux formations politiques kurdes qui, depuis 1991, administrent le nord de l'Irak au côté du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. Depuis 1998, ces deux administrations coopèrent tout en gérant séparément leur secteur. L'UPK tient la partie est de la région, frontalière avec l'Iran, tandis que le PDK contrôle le secteur nord, proche de la Turquie.

Rivaux - des combats entre les deux factions ont fait un millier de morts entre 1994 et 1996 -, les deux partis ont signé, le 8 septembre, un accord mettant fin à leurs différends. Celui-ci intervient au moment même où une

offensive militaire américaine sur Bagdad est en débat sur la scène internationale.

Mettant de côté les mauvais souvenirs - en 1975, en 1991, puis en 1996, lorsque les populations kurdes, encouragées à se soulever contre le pouvoir central de Bagdad, furent ensuite lâchées par leurs alliés américains -, le représentant de l'UPK à Paris se veut optimiste : « Cette fois-ci sera peut-être la bonne. Je pense que nous avons une chance de rebâtir ce pays sur des bases saines. En 1991, les buts n'étaient pas les mêmes. Depuis 1921, l'Irak a toujours été gouverné par la minorité sunnite, soit 15 % de la population. Celle-ci a persécuté la majorité chiite et les Kurdes. Aujourd'hui, l'occasion nous est offerte de remettre tout à plat, de trouver une solution pour tous. »

LA DONNE A CHANGÉ

Ahamad Bamarni confirme ce que la plupart des Kurdes revenus de la région racontent : les dix dernières années ont changé la donne et les deux formations politiques ont mûri. « Depuis 1991, nous avons appris à gouverner. Nous avons pu reconstruire notre pays. 65 % des villages détruits ont été reconstruits. Rien que dans la région administrée par l'UPK, 1 262 écoles

ont été construites, contre 527 entre 1921 et 1991. Nous avons plusieurs chaînes de télévision, des radios, des journaux, chaque maison ou presque possède une parabole. Toutes les agences onusiennes sont présentes au Kurdistan d'Irak : ce sont elles qui distribuent les ressources. Cela n'est pas le cas dans le reste du pays où cette aide, soit 58 % des revenus du pétrole irakien pour 16 millions de personnes, est largement détournée par les dignitaires du Baas [le parti unique de Saddam Hussein]. »

Dans la perspective d'un renversement du régime de Bagdad, que veulent les Kurdes d'Irak ? L'indépendance ? « Depuis 1992, rien ne nous lie à Bagdad. Nous avons nos militaires, notre police, notre monnaie, notre système d'éducation, jusqu'aux plaques d'immatriculation qui sont différentes. Même le commerce avec Bagdad se fait en dollars... La vague qui va renverser Saddam va aussi bouleverser la donne dans le Kurdistan. Forcément, nous aurons moins dans le cadre d'un Etat fédéral. Par exemple, les droits de douane perçus aujourd'hui sur le transit de produits pétroliers en direction de la Turquie iront alors au gouvernement central. Nous acceptons l'idée d'avoir moins, car nous voulons rester au sein de l'Irak. Nous sommes kurdes, mais nous sommes aussi irakiens, et le futur pouvoir à Bagdad est pour nous aussi important que le statut du Kurdistan. Nous voulons notre part du pouvoir. En pourcentage de population, nous sommes deux fois plus nombreux que les Arabes sunnites. »

Marie Jégo

Des camps islamistes dans le nord du pays ?

A propos de l'existence de camps islamistes dans le nord de l'Irak, Ahmad Bamarni, représentant de l'UPK à Paris, explique : « C'est un grand danger. Il y a bien un mouvement islamiste du Kurdistan, mais c'est un groupe marginal dont les idées ne s'inscrivent pas dans l'histoire kurde. Il y a aussi des Arabes : Égyptiens, Jordaniens, Syriens. Nous en avons arrêté quelques-uns. Ce sont des wahhabites [courant rigide de l'islam sunnite] dont certains ont combattu en Afghanistan avec [Gulbuddin] Hekmatyar. La tendance dure du mouvement, Anslar Al-Islam [La Voie de l'islam], a sans aucun doute des liens avec Al-Qaïda. Ils se trouvent dans les montagnes près de Halabja [à la frontière avec l'Iran]. Dans les villages de Biara et de Tawela, ils se comportent comme l'ont fait les talibans, détruisant toutes les cassettes, menaçant les personnes qui envoyaient leurs enfants à l'école et exigeant que les femmes soient voilées. »

Le Monde

14 SEPTEMBRE 2002

Les Quinze n'ont pas réussi à définir une position commune face à la crise irakienne

Entre l'opposition résolue de l'Allemagne à toute opération militaire et la volonté de la Grande-Bretagne de s'engager aux côtés des Etats-Unis, les Européens sont divisés

BRUXELLES

de notre bureau européen

En dépit des réflexions engagées par la Convention chargée de proposer un projet constitutionnel européen, les tentatives des Quinze pour se doter d'une politique étrangère commune risquent d'être la première victime d'une intervention militaire contre l'Irak. Au début du mois, réunis au Danemark, les ministres des affaires étrangères étaient parvenus à maintenir un semblant d'unité pour souhaiter que toutes les voies de la diplomatie soient épuisées avant d'envisager l'utilisation de la force. Seule l'Allemagne faisait cavalier seul, refusant tout scénario de guerre.

Dix jours plus tard, l'adoption d'une position européenne, que Javier Solana, le Haut représentant de l'Union pour la politique extérieure et de sécurité, est censé exprimer, relève de la gageure. La position adoptée à New York par le président en exercice de l'Union, le premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, qui a estimé que les résolutions déjà adoptées par l'ONU pourraient être suffisantes pour engager une action armée, a provoqué surprise et irritation parmi les diplomates européens. Ils ont été jugés, au mieux, « contre-productifs ».

La position du premier ministre danois n'est cependant pas très différente de celle du président du Conseil espagnol, José Maria Aznar, qui a estimé « très souhaitable, mais pas indispensable » une résolution de l'ONU, tout en assurant que son pays soutiendra « toujours » les Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme. De source espagnole, on reconnaît que cette prise de position, vivement critiquée par le Parti socialiste espagnol, marque une nette évolution, tout en s'expliquant par la sensibilité particulière de l'Espagne sur la question du terrorisme.

José Maria Aznar, explique ce diplomate, est persuadé qu'une intervention militaire est inéluctable, et il a voulu prendre les devants. « L'Espagne ne veut pas que l'ONU devienne un obstacle à une intervention militaire si celle-ci est décidée », ajoute-t-il. En Italie aussi, Silvio Berlusconi a assuré que



Le premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, a déclaré jeudi 12 septembre à la tribune de la 57^e Assemblée générale de l'ONU que « l'Irak doit accorder un accès inconditionnel et sans entraves aux inspecteurs de l'ONU et leur fournir la coopération requise », et ce « immédiatement ».

Rome sera toujours aux côtés de l'Amérique, tout en se déclarant persuadé que Washington ne souhaite pas s'affranchir d'un « feu vert » de l'ONU, comme l'a assuré le président George Bush jeudi, devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Si l'on ajoute à ce « concert » européen le suivisme traditionnel de Tony Blair, et la proposition de Jacques Chirac de fixer un ultimatum d'au plus trois semaines à Saddam Hussein, force est de constater que, une fois de plus, dans une crise internationale majeure, le réflexe des Européens paraît être davantage de manifester leur solidarité avec l'Amérique que de rechercher les voies et moyens d'une position proprement européenne.

PRIS ENTRE DEUX FEUX

Il est vrai cependant que les Quinze sont pris entre deux feux : si l'Europe participe à une opération militaire contre l'Irak qui a pour conséquence de déclencher des réactions en chaîne imprévisibles au Proche-Orient, elle aura assumé une lourde

responsabilité dans une région où elle essaie de faire contrepoids à l'influence mais aussi à l'immobilisme des Etats-Unis. Si, au contraire, elle reste l'arme au pied, laissant à une coalition américano-britannique la responsabilité de renverser le régime de Saddam Hussein et d'imposer sa marque sur une réorganisation régionale, elle peut faire une croix sur ses « relations arabes », avec des conséquences probablement négatives pour ses approvisionnements énergétiques.

Dans les deux cas, les Européens ne pourront vraisemblablement pas faire l'économie de la reconstruction financière de l'Irak, et peut-être au-delà. George Bush a, semble-t-il, d'ores et déjà placé les Quinze au pied du mur : ceux d'entre eux qui cherchaient un prétexte pour ne pas s'inscrire dans une logique guerrière contre Bagdad, n'ont plus celui de l'unilatéralisme américain. Mais l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité n'est pas acquise, et la question de l'ultimatum qui pourrait être imposé à l'Irak va sans aucun doute mettre à nu les diver-

gences entre Européens.

Celles-ci sont déjà patentes avec la position de l'Allemagne : le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, est persuadé qu'une guerre contre l'Irak plongera la région dans un chaos qui verra se forger une unité sans précédent entre islamistes fondamentalistes et nationalistes arabes, et d'où l'Iran sortirait comme principale puissance régionale. Le refus affiché du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder de s'associer à une action militaire ne peut toutefois être dissocié de la proximité du scrutin parlementaire allemand du 22 septembre et il faudra attendre la formation du nouveau gouvernement pour savoir quelle sera vraiment la politique allemande.

Laurent Zecchini

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 SEPTEMBRE 2002
Le Monde

■ POINT DE VUE

Guerre d'Irak : le prix de la solidarité

par François Heisbourg

GEORGE W. BUSH a parlé : la guerre aura lieu à brève échéance, à moins que l'Irak, pour la première fois depuis douze ans, n'agisse en conformité avec ses obligations internationales. Voulu par les Etats-Unis, il n'est pas moins évident que la guerre d'Irak n'aurait pas lieu s'il ne tenait qu'aux Européens.

Cette réticence européenne n'est pas, ou pas partout, le produit d'une méconnaissance des capacités bien réelles dont dispose l'Irak en matière d'armes de destruction massive. De fait, les analyses des experts européens ne diffèrent guère de celles des Américains en la matière. De même, il n'y a pas de désaccord européen sur le fait que le jeu des sanctions ne permet pas, ou plus, de contenir les programmes irakiens : non seulement l'Irak est redevenu un grand producteur de pétrole, mais une partie notable de ses exportations échappe au contrôle de l'ONU, les revenus correspondants pouvant donc être recyclés par le régime de Bagdad dans les programmes d'armement.

Simplement, les Européens, fussent-ils aussi militants que les Britanniques, n'en avaient pas déduit qu'il y avait une urgence absolue de lancer *hic et nunc* des opérations militaires. Celles-ci auront bien lieu parce que les Etats-Unis les auront voulues. La France, comme ses partenaires européens, ne pourra pas échapper au choix brutaux qu'impose toute situation de guerre, en tentant d'en limiter les dégâts.

Sans évoquer ici les effets de la guerre au Moyen-Orient lui-même, sujet sur lequel il y aura bien des occasions de revenir, ce sont les dommages que subiront les relations transatlantiques, le rôle du Conseil de sécurité dans la légitimation de l'emploi de la force et la construction européenne qui compteront avant tout pour la France et ses voisins.

En ce qui concerne les relations transatlantiques, le choix est vite fait entre nos liens avec les Etats-Unis et les quelques intérêts dont nous pouvons disposer dans un Irak mis en quarantaine depuis

douze ans. Reste toute la gamme des attitudes, s'étendant depuis un soutien direct politique et militaire à la guerre américaine (à la manière du Royaume-Uni ou des Pays-Bas) à une neutralité à l'allemande. C'est ici que les considérations tenant au Conseil de sécurité pèsent lourd.

L'avenir du Conseil de sécurité se jouera dans les prochaines semaines, et, avec lui, l'existence ou non de règles encadrant et légitimant le recours à la force entre Etats. La France, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, a un intérêt particulier à ce que le rôle du Conseil soit préservé, au-delà de l'intérêt général à ce que ne disparaissent pas les freins qui encadrent l'emploi sans limites de la force dans les relations internationales.

Ici se manifeste une convergence troublante entre les éléments les plus unilatéralistes de l'administration Bush, d'autant plus tentés de s'affranchir de tout mandat du Conseil que la loi du plus fort joue en leur faveur, et l'Allemagne de Gerhard Schröder. En indiquant que l'Alle-

Il sera de notre devoir d'appliquer la décision prise au Conseil de sécurité, y compris, le cas échéant, par une participation militaire significative en cas de refus irakien d'obtempérer

magne aurait une attitude inchangée à l'égard d'une guerre, qu'il y ait ou non une résolution du Conseil de sécurité, le chancelier allemand adopte une attitude unilatéraliste qui n'est pas substantiellement différente de

celle de Richard Cheney. Même en faisant la part belle aux impératifs de la campagne électorale, la prise de position allemande est paradoxale.

La France, quant à elle, ne pourra pas, au moment de passer au vote, conduire une politique différente de celle de la majorité du Conseil, c'est-à-dire de celle des Etats-Unis. En effet, il n'y aura pas de veto chinois (entre autres raisons, les Jeux olympiques de Pékin n'y résisteraient pas) ou, *a fortiori*, russe, Moscou jouant déjà l'après-Saddam.

Par ailleurs, les Etats-Unis et le Royaume-Uni pourraient rassembler sans difficultés excessives la majorité des voix nécessaires pour faire passer une résolution parmi des membres tournants du Conseil tels que la Bulgarie, le Cameroun, la Colombie, la Guinée, Maurice, le Mexique, la Norvège ou Singapour. Paris n'aurait évidemment aucun intérêt à s'abstenir aux côtés de la Syrie, de la Chine, de l'Irlande et (peut-être) de la Russie. La France votera sans doute affirmativement au terme des consultations au sein du Conseil. Aussi, il sera de notre devoir d'appliquer la décision prise, y compris, le cas échéant, par une participation militaire significative en cas de refus irakien d'obtempérer.

Dans le scénario, désormais improbable, d'une action américaine qui ne passerait pas par une nouvelle résolution, la situation du Conseil s'en trouverait durablement, sinon définitivement, compromise, et donc aussi le statut que nous confère l'appartenance au « club des Cinq ». Certes, les Etats-Unis pourraient arguer, de bon droit, que les résolutions existantes (678, 687, 707 et 1284 notamment) fournissent une base juridique comparable à celle sur laquelle s'était appuyée l'OTAN, dont la France, pour la conduite de la guerre du Kosovo. Mais il s'agissait là d'une vraie exception, relative à un statut qui n'est pas le caractère collectif de la campagne du Kosovo ; avec une guerre d'Irak unilatérale, l'exception deviendrait la règle.

L'on aurait au demeurant tort de rejeter en bloc l'idée que puissent être conduites des opérations préventives, même si celles-ci n'ont pas de base juridique explicite dans la Charte de l'ONU : face à la menace de terroristes munis d'armes de destruction massive, la prévention peut s'imposer, dès lors que les autres outils dissuasifs ou coercitifs traditionnels se révèlent inopérants. Il y a là un vrai débat que les Etats-Unis ont eu raison d'ouvrir après les attaques du 11 septembre, et les Européens feraient bien de s'y intéresser autrement que sur le mode du rejet instinctif. Mais ce débat doit passer par les institu-

tions multilatérales, et ne pas servir de mauvais camouflage à une guerre de changement de régime.

Enfin, les conséquences européennes de cette guerre ne doivent pas être sous-estimées. L'émergence du « *deutscher Weg* » dans la campagne électorale outre-Rhin et le fait que les trois principaux pays de l'Union se trouvent sur des positions fortement différenciées illustrent de façon caricaturale l'inexistence de l'Union européenne comme acteur sur la scène internationale.

Ces divisions sont plus tranchées qu'à l'époque de la guerre du Golfe : à l'époque, l'Allemagne, faute de participer aux opérations, avait témoigné de son respect au Conseil de sécurité en finançant la guerre à hauteur de 6,5 milliards de dollars. Et, à l'époque, l'Europe n'avait pas encore affiché, comme elle l'a fait depuis lors, des ambitions collectives dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité.

Au-delà de cette impitoyable leçon de choses, à laquelle les membres de la Convention ne manqueront pas de prêter attention, apparaît une nouveauté inquiétante. En effet, au-delà de leurs divergences dans le domaine international, les Européens étaient jusqu'à présent groupés autour d'une idée très forte, celle d'un système international fonctionnant autant que possible sur la base de règles codifiées communes. Ce multilatéralisme réunissait tous les Etats européens, et notamment l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Le premier et le dernier de ces Etats ont affirmé ces jours derniers être prêts à ne pas tenir compte d'une décision solennelle du Conseil de sécurité ou à s'en passer.

L'un des rares éléments consensuels constitutifs d'une « *Europe-influence* » (à défaut de la mythique « *Europe-puissance* ») se révèle d'une grande fragilité. La volonté française de faire du Conseil de sécurité un point de passage obligé avant toute guerre contre l'Irak est ici particulièrement bien fondée, puisqu'un accord comprenant les Etats-Unis pourrait difficilement être écarté par nos partenaires. L'Allemagne elle-même se redécouvrirait sans doute moins unilatéraliste, une fois passées les élections. En retenant la voie du Conseil de sécurité, M. Bush a écarté les dangers politiques et stratégiques immenses d'une guerre unilatérale. Ce pas dans la bonne direction ne préjuge pas la suite des opérations, d'autant que rien, au cours de la décennie écoulée, ne permet de penser que le régime de Saddam est susceptible de se remettre dans la légalité internationale.

François Heisbourg

FRANÇOIS HEISBOURG est directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

L'Irak n'acceptera pas un retour « inconditionnel » des experts du désarmement

La presse arabe est sévère pour les Etats-Unis, mais invite Bagdad à respecter les résolutions de l'ONU

L'IRAK a formellement exclu, vendredi 13 septembre, tout retour « inconditionnel » sur son territoire des inspecteurs du désarmement, dans une première réaction aux exigences formulées la veille par le président américain George W. Bush à propos de la destruction de l'arsenal irakien d'armes de destruction massive. Un retour « inconditionnel ne résoudrait pas le problème » entre l'Irak et les Nations unies, a déclaré le vice-premier ministre, Tarek Aziz, à la chaîne satellitaire arabe Middle East Broadcasting Center. Mais il a aussitôt ajouté qu'il n'annoncerait pas « de position définitive. Ceci n'est pas de mon ressort. Il y a une direction en Irak qui en décidera », a-t-il précisé.

Bagdad ne veut pas « rééditer une expérience qui avait échoué et qui n'avait pas empêché que son territoire soit la cible de frappes », a fait valoir le responsable irakien dans une allusion aux inspections menées par les experts de l'ONU jusqu'en décembre 1998. « Nous sommes exposés à une frappe américaine. Nous espérons qu'elle n'est pas inéluctable, mais nous nous préparons aux pires éventualités. L'Irak n'a pas d'armes chimiques ou biologiques. Mais, s'ils [les Américains] nous attaquent, nous avons la capacité de défendre notre patrie et les moyens de le faire. »

M. Aziz estime que le président Bush « cherche à imposer sa mainmise sur l'Irak. Il veut le pétrole et cherche à protéger Israël. Son agression vise à permettre [au premier ministre israélien Ariel Sharon] d'envahir complètement la Cisjordanie et de chasser de leurs terres les millions de Palestiniens ». Rejetant la mise en demeure du président Bush, M. Aziz l'a mis au défi de présenter des preuves de la détention par l'Irak d'armes nucléaires. Il l'a qualifié d'« affabulateur » et estimé que « la direction irakienne est un million de fois plus légitime que George W. Bush, qui, a-t-il dit, a été élu à la majorité d'une poignée de voix, d'ailleurs douteuses ».

Pour le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleisher, ces déclarations sont la preuve que « l'Irak a quelque chose à cacher ». A son



Tarek Aziz s'est rendu au centre de presse du ministère de l'information, vendredi 13 septembre, à Bagdad, afin de répondre au discours tenu par George Bush à la tribune des Nations unies la veille. Le vice-premier ministre irakien a traité le président américain d'« affabulateur » et a considéré que Washington « cherche à imposer sa mainmise sur l'Irak. Il veut le pétrole et cherche à protéger Israël ».

retour à Washington vendredi, M. Bush s'est abstenu de toute nouvelle déclaration, mais il n'était pas exclu qu'il s'exprime à nouveau sur l'Irak samedi, en recevant dans sa résidence de campagne, à Camp David, le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi. Parallèlement, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, le chef de la diplomatie française, Dominique de Villepin, devait rencontrer à New York son homologue irakien, Nadji Sabri. Et, à en croire le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, M. Sabri devrait reprendre dans trois ou quatre jours les discussions sur le retour des experts du

désarmement. M. Moussa a exprimé l'espoir que Bagdad donnera son feu vert, « pour éviter la mise à exécution des menaces actuelles ».

« PLAN D'AGRESSION »

Tandis que la presse irakienne a passé sous silence, vendredi, les déclarations du président Bush, les commentaires des journaux des pays arabes sont sévères pour les Etats-Unis. En Syrie, le quotidien *Al-Baas*, organe du parti du même nom au pouvoir, a estimé que M. Bush a « utilisé la tribune des Nations unies pour convaincre le monde d'un plan d'agression contre un pays arabe qui souffre de l'em-

bargo depuis des années (...), ignorant les vrais problèmes du Proche-Orient, à savoir l'agression permanente d'Israël et l'occupation des territoires arabes ».

Les journaux des monarchies pétrolières du Golfe ne sont pas plus tendres. Sous le titre « Détruire le monde pour la survie des Etats-Unis », le journal émirati *Al-Khalij* juge que le président américain « cherche un prétexte pour attaquer l'Irak ». *Al-Sharq*, du Qatar, estime que, « même si l'Irak satisfait aux conditions posées par M. Bush, les Etats-Unis interviendront pour renverser le régime irakien ». *Al-Raya* invite pour sa part l'Irak à respecter les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et à autoriser le retour sur son territoire des experts du désarmement, faute de quoi « une intervention américaine bénéficiera d'un soutien international ». - (AFP.)

« Volontaires de la paix » en Irak

Un premier groupe de quinze « volontaires de la paix », dont Françoise Hostalier, ancienne membre du gouvernement d'Alain Juppé, vient de se constituer à Paris à l'initiative de Gilles Munier, secrétaire général des Amjtiés franco-irakiennes. Ces « volontaires de la paix », indique un communiqué, ont répondu à l'appel lancé par M. Munier en août pour que des Français « aillent témoigner en Irak de leur hostilité à la « guerre du Golfe II », espérant que leur présence empêchera l'armée de l'air américaine de bombarder massivement le pays. Ils vérifieront la véracité des accusations américaines ou britanniques et rendront compte des atrocités qui risquent d'être commises en Irak au nom des peuples occidentaux ».

M. Munier doit se rendre dimanche à Bagdad pour rencontrer le vice-premier ministre, Tarek Aziz, et fixer la date d'arrivée en Irak de ces « volontaires ».

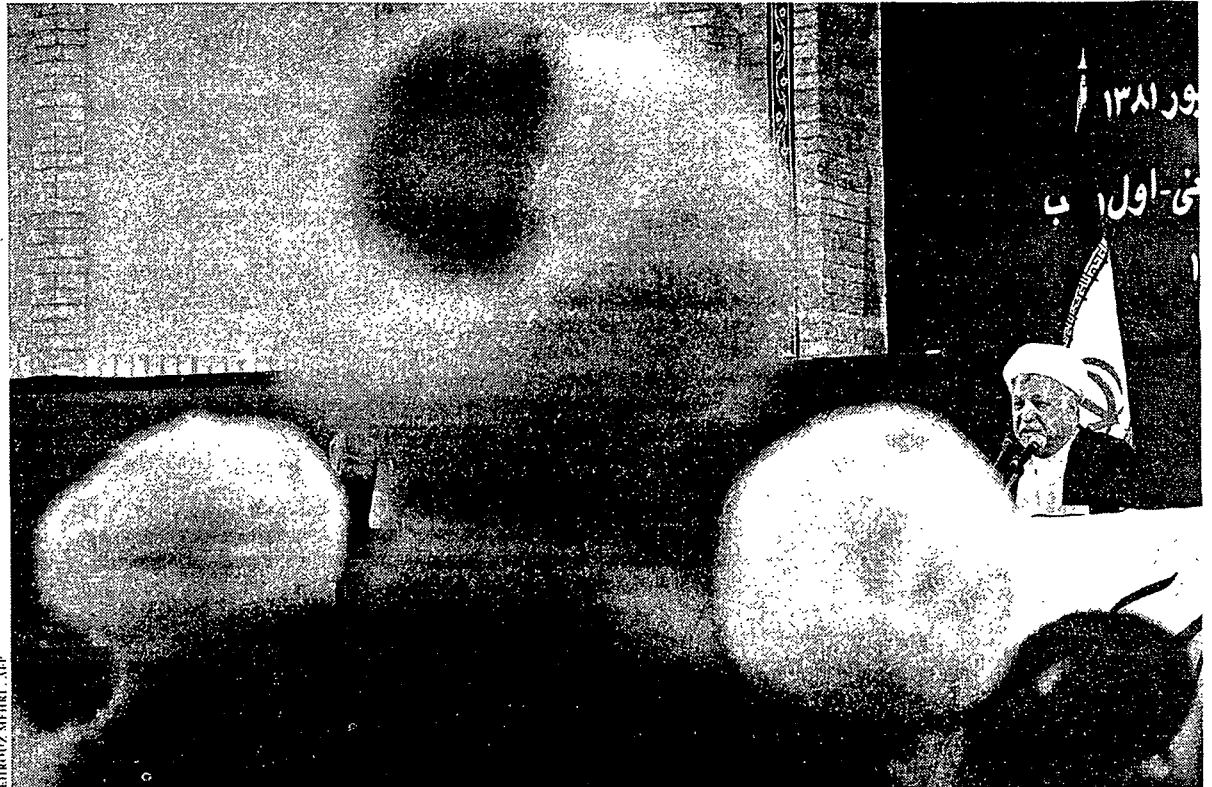
L'Iran lorgne une sphère d'influence en Irak

Certains clans du pouvoir soutiennent désormais une offensive américaine.

C'est un allié que les Etats-Unis n'attendaient pas. Officiellement, l'Iran est radicalement hostile à une attaque américaine en Irak. Dernièrement, il a encore averti qu'il ne resterait «pas indifférent» en cas d'intervention. Mais, dans le labyrinthe des factions qui se disputent le pouvoir à Téhéran, certaines ne cachent plus leur intérêt à la chute du régime irakien, se déclarant même prêtes à s'entendre avec Washington. C'est le cas de l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, dont l'un des proches, l'ancien vice-ministre des Affaires étrangères Abbas Maleki, confiait dernièrement: «L'Irak d'aujourd'hui est la plus dangereuse menace stratégique contre l'Iran (...). Un gouvernement proaméricain à Bagdad ne serait pas pire que Saddam Hussein.» (1) Tous les dirigeants iraniens ne sont pas de cet avis et les divergences sont sérieuses. Mais déjà se dessine un certain consensus sur trois points: 1) Personne ne peut empêcher les Américains d'attaquer Bagdad. 2) Il serait risqué de les contrecarrer, ce qui donnerait un prétexte à George W. Bush de s'en prendre à l'Iran. 3) Une fois Saddam Hussein renversé, Téhéran pourrait tirer bénéfice de la dépouille irakienne.

Pouvoir tricéphale. Actuellement, le pouvoir iranien est tricéphale. Au sommet, le Guide de la république islamique, l'ayatollah Ali Khamenei – et derrière lui les religieux conservateurs –, est radicalement hostile à toute action des Etats-Unis dans la région et à tout rapprochement avec eux, estimant que cela saperait les fondements de la révolution de 1979; il craint aussi que son régime soit la prochaine cible américaine. Second personnage de l'Etat, le président Mohammed Khatami est surtout occupé à essayer de faire passer deux projets de loi destinés à renforcer son pouvoir, sérieusement malmené par les conservateurs. Sur l'Irak, il se range du côté de Paris ou de Berlin.

Le troisième homme est l'ex-président Rafsandjani. A la tête du Conseil de discernement, instance d'arbitrage suprême du régime dont le poids politique ne cesse de croître, il défend l'idée qu'une intervention américaine ne serait pas forcément négative pour les intérêts iraniens. Tout en dénonçant systématiquement «la politique oppressive des Etats-Unis», il a déclaré, dans un discours prononcé la semaine dernière, que «rien ne peut se faire dans la région sans l'accord de l'Iran» et que «sans cet accord, sans cette présence de



L'ancien président Hachémi Rafsandjani, dont le poids politique ne cesse de croître, mène les partisans d'un soutien aux Américains.

l'Iran, toute action échouera». Pour Rafsandjani et ses amis, la chute du régime irakien va créer un grand vide, ce qui peut profiter à l'Iran. «Ils parlent sur l'enlèvement des Etats-Unis en Irak, sur le fait qu'ils ne peuvent pas occuper tout le terrain et que les Américains auront alors besoin d'eux, ce qui leur permettrait aussi de sortir de leur isolement diplomatique», souligne Ahmad Salamatian, un politologue iranien.

Guerre du pétrole. Dans la partie qui s'engage, l'Iran ne manque pas de bonnes cartes. Le sud de l'Irak abrite une population de confession chiite – le pouvoir à Bagdad est sunnite – et les deux principales villes saintes des Iraniens – Nadjaf et Kerbala. S'ajoutent les quelque 700000 Irakiens chassés de leur pays par Saddam Hussein et qui vivent en

Iran, où certains occupent des postes de généraux, notamment dans les Gardiens de la révolution ou les milices. Enfin, c'est en Iran que se trouve le principal parti d'opposition chiite, l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (ASRI), dirigée par l'ayatollah Mohammed Baqer al-Hakim.

Sous le contrôle du «bureau» du Guide Ali Khamenei, cette organisation revendique quelque 8000 guérilleros en Irak. Fait significatif: elle a été autorisée par Téhéran à participer le 11 août aux discussions à Wa-

shington entre l'administration Bush et l'opposition irakienne. Mais, signe de profondes divergences au sein du pouvoir iranien, tantôt l'ASRI soutient une attaque américaine, tantôt elle la condamne.

Avec autant de cartes dans le jeu irakien, certains responsables iraniens songent déjà à un Iran dont la suprématie s'étendrait sur les zones chiites pétrolières du sud de l'Irak. Mais il y a loin du rêve à la réalité. En attendant, ce qui menace l'Iran c'est précisément le pétrole irakien. L'Irak vit sur une mer de pétrole et, selon les experts, il suffirait de quelques semaines aux compagnies américaines pour l'exploiter et arriver en force sur le marché au détriment de l'Iran, dont les installations ont vieilli et dont les coûts de production sont beaucoup plus élevés.

Camps de réfugiés. D'ores et déjà, Téhéran se prépare à l'offensive américaine. Adoptant la même politique qu'en Afghanistan: refus d'accueillir les réfugiés sur son sol, mais installation, en cas d'exode, de camps à une vingtaine de kilomètres de l'autre côté de la frontière, depuis lesquels il serait aussi possible d'observer la situation. «Ce scénario est déjà prêt. Sous couvert de ces camps de réfugiés, il permettra de dresser un écran militaire et sécuritaire. Comme en Afghanistan...», ajoute Ahmad Salamatian. La chute des talibans avait d'ailleurs beaucoup profité à l'Iran, lui permettant de revenir sur le devant de la scène afghane ●

JEAN-PIERRE PERRIN

(1) Financial Times du 12 septembre.

DIPLOMATIE La « guerre préventive » ne trouve aucun défenseur au sein des partis, où, de droite à gauche, on s'oppose à l'unilatéralisme des Etats-Unis

Irak : la classe politique entre prudence et défiance

Sophie Huet

L'idée d'une « guerre préventive » contre l'Irak et contre le régime de Saddam Hussein est unanimement dénoncée par la classe politique française. Le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, qui se rendra demain devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée pour évoquer la position de la France sur la question de l'Irak, devrait rappeler l'approche en deux étapes, exposée le 9 septembre par le président Jacques Chirac dans un entretien au *New York Times* : la première consiste à voter une résolution demandant le retour sans condition des experts en désarmement de l'ONU, en fixant une échéance à l'Irak. En cas de refus de Saddam Hussein, la France serait alors prête à envisager « toutes les options », y compris le recours à la force, à la condition qu'il soit décidé « par la communauté internationale, sur la base de preuves indiscutables », a insisté Jacques Chirac. Et le chef de l'Etat d'ajouter : « Pour l'instant, nous n'avons ni preuves ni décision de la communauté internationale. »

Le « plan Chirac », qui est « compatible avec le discours du président Bush », selon Dominique de Villepin, à New York, est globalement approuvé, dans sa prudence, par les di-

rigeants socialistes. « La position de la France est excellente, bien meilleure que l'unilatéralisme allemand ou anglais », a estimé dimanche l'ancien ministre Bernard Kouchner. Le porte-parole du PS, Vincent Peillon, a affirmé à plusieurs reprises l'hostilité du PS à toute « guerre préventive, décidée de façon unilatérale par l'hyperpuissance américaine ». A ce stade des événements, la ligne du PS est calquée sur celle de l'UMP : « Rien ne doit se décider sans le conseil de sécurité de l'ONU. » La France n'a « pas intérêt » à s'associer à une action unilatérale contre l'Irak, a encore déclaré l'ancien ministre PS de la Défense, Alain Richard.

Mais cet acquiescement pourrait voler en éclats si l'on passait à la seconde étape du « plan Chirac ». Déjà, les antibellicistes haussent le ton, dénoncent « le défaut de clarté » de la position française, et accusent par avance la France de « s'aligner lentement et sûrement sur les Etats-Unis », comme l'a déclaré hier Henri Emmanuelli. Le député PS des Landes estime même que « la participation française à l'agression voulue par le président américain est acquise ».

Durant le week-end, le PC et les Verts ont exprimé « leur refus clair de toute intervention américaine armée contre l'Irak », et réclamé, comme en 1991, avant la guerre du

Golfe, un débat au Parlement. A l'époque, la situation était différente. L'Irak avait envahi le Koweït, et l'opération « Tempête du désert », déclenchée par les Etats-Unis et leurs alliés, dont la France, avait le soutien des « partis de gouvernement » (voir ci-dessous). Jean-Pierre Chevènement, qui avait quitté le ministère de la Défense pendant les opérations militaires, reste sur les mêmes positions qu'il y a onze ans : « La France doit imposer sa médiation » et « ne pas servir de caution à une guerre d'agression ». Laquelle, selon le président du Pôle républicain, n'a pour objectif que de permettre aux Etats-Unis de « contrôler la richesse pétrolière de l'Irak ». Un avis partagé par le président du groupe des Verts au Parlement européen, Daniel Cohn-Bendit.

Au sein de la majorité, le refus de la « guerre préventive » est net. Le président de l'UMP, Alain Juppé, a jugé « intolérable » l'attitude actuelle de l'Irak. S'il souhaite qu'un « ultimatum soit lancé » au président irakien, le député-maire de Bordeaux n'en a pas moins expliqué, dans une interview au *Parisien* (12 septembre) : « La France a raison : quand il s'agit de la guerre et de la paix, c'est le Conseil de sécurité de l'ONU qui doit décider. »

Inquiet de « la faiblesse politique et militaire » de l'Europe, le président de l'UDF François Bayrou a estimé

que le président Jacques Chirac s'était exprimé « justement ». François Bayrou considère que « la nature d'un régime n'est pas une raison de guerre suffisante ».

Intervenant dans le cadre d'un débat sur l'Irak au Parlement européen, Charles Pasqua a exhorté les pays de l'Union européenne à « faire quelque chose pour faire entendre raison aux Etats-Unis, faute de quoi nous allons au-devant de conséquences qui risquent d'être dramatiques ».

Quant au président du Front national, Jean-Marie Le Pen, considéré comme un « ami » du régime de Bagdad, il a dénoncé « la propagande belliciste du Pentagone » et « le cynisme des maîtres du monde ».

Depuis l'invasion du Koweït et la guerre du Golfe

Le sujet a toujours divisé la gauche

Au matin du treizième jour de la guerre du Golfe, le 29 janvier 1991, le ministre PS de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, présente sa démission au président de la République, François Mitterrand. Le leader du courant Socialisme et République est décidé à ne pas suivre la « logique de guerre » de François Mitterrand, qui se refusera à commenter son départ, sauf à le regretter « sur le plan humain ». L'invasion du Koweït par l'Irak, et l'engagement des troupes françaises dans

l'opération « Tempête du désert », lancée par le président américain, George Bush père, divise principalement la gauche.

A l'exception - toute en nuances - du RPR Philippe Séguin ou du centriste Pierre Méhaignerie, qui affichent leur souci de préserver le dialogue avec les pays arabes, l'opposition RPR-UDF ap-

prouve globalement l'attitude de François Mitterrand, à la condition que les soldats français « n'aillent pas jusqu'à Bagdad » et ne pénètrent sur le territoire irakien que dans le seul but de

« libérer le Koweït ». « L'heure est à la cohésion nationale autour de nos soldats, qui accomplissent sur le terrain une action courageuse et exemplaire », estime Jacques Chirac.

La direction nationale du PS, contrainte à la solidarité avec le chef de l'Etat, ne dit pas autre chose, consciente que tout autre choix « équivaldrait à une motion de censure contre le président de la République », prévient le rocardien Gérard Lindenberg. Mais, en interne, la « nouvelle école » socialiste de Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon, ou encore Marie-

Noëlle Lienemann, demande « *instamment* » au gouvernement de Michel

Rocard de « *prendre partie en faveur du cessez-le-feu* ». En revanche, les chevènementistes, le PC, les Verts, mais aussi le patron du FN, Jean-Marie Le Pen, qui ont en commun un anti-américanisme de longue date, ne cachent pas leur opposition à cette guerre « *dont l'objectif est évidemment la destruction du régime irakien et de Saddam Hussein* », dénonce le chevènementiste Max Gallo. « *Tout doit être mis en œuvre pour arrêter cette machine infernale qui mène au carnage* ».

renchérit le numéro un du PC, Georges Marchais.

Dix ans plus tard, après les attentats terroristes du 11 septembre, la majorité plurielle se divise une nouvelle fois sous l'effet de la riposte américaine, cette fois en Afghanistan. L'opposition RPR-UDF s'offre à l'inverse le luxe d'applaudir Lionel Jos-

pin, premier ministre, lorsqu'il annonce, le 9 octobre à l'Assemblée, le renforcement de la participation des troupes françaises à la riposte engagée par les Américains. Après l'émotion unanime de la classe politique

français face à ces attentats meurtriers, les « *anti-Bush* » se comptent principalement dans les rangs de la gauche et du FN.

Les Verts dénoncent « *une violence armée qui s'ajouterait à la violence terroriste* ». Et le président du PC, Robert Hue, qui avait exprimé le 13 septembre « *sa solidarité à l'ensemble des citoyens américains et aux dirigeants qu'ils se sont donnés* », fait volte-face début octobre et affiche « *son sentiment d'épouvante* » et « *son extrême indignation* » face à la guerre contre les talibans...

S. H.

L'Elysée et Matignon ont condamné l'initiative de Didier Julia, Eric Diard et Thierry Mariani

L'embarrassant voyage irakien de trois députés UMP



Pour certains, Thierry Mariani et les deux autres députés font preuve d'une rare « *naïveté* ». Pour d'autres, ils sont tout bonnement « *manipulés et se font balader par Hussein* ».

(Photo A. Haider/AP.)

l'Etat. Ces conseils n'ayant pas été suivis, la réaction du ministère des Affaires étrangères, arrêtée en concertation avec l'Elysée, a donc été des plus claires.

« *Il s'agit d'une initiative personnelle de quelques parlementaires qui ne recueille pas l'assentiment des autorités françaises* », a déclaré, dimanche, le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, Bernard Valéro. Hier, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a également « *désapprouvé* » ce voyage en évoquant « *des initiatives personnelles* » sans rapport avec la politique de la France.

Jean-Louis Debré, président de l'Assemblée nationale, a, lui aussi, critiqué ce voyage dont il a indiqué « *ne pas avoir été informé* ». L'ancien ministre a espéré que les trois élus « *ne sont pas manipulés* » et s'est interrogé sur la préparation, le financement de ce voyage – les parlementaires ont affrété un avion privé – et le choix des trois députés, arrivés samedi à Bagdad.

Quant au premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, il a jugé « *étrange et stupéfiant* » ce voyage et en a profité pour demander au Premier ministre de fournir aux députés et sénateurs « *les informations indispensables* » sur la situation en Irak. Seul le président du Pôle républicain, Jean-Pierre Chevènement, a dit n'être « *pas choqué* » par le voyage de ces trois députés.

Anne Fulda

Mais que diable allaient-ils faire dans cette galère ? L'initiative des trois députés français de l'UMP, arrivés samedi en Irak, « *pour discuter avec des responsables politiques irakiens* », n'est pas passée inaperçue, et confit à faire des vagues jusqu'au sommet de l'Etat. En effet, après le Quai d'Orsay, le Premier ministre et le président de l'Assemblée nationale, l'Elysée a fait part à son tour, hier, de son « *vif mécontentement devant cette attitude intempestive* ».

Pour les uns, Thierry Mariani, Didier Julia et Eric Diard jouent les Pieds Nickelés à Bagdad, et font preuve d'une rare « *naïveté* ». Pour les autres, ils

sont tout bonnement « *manipulés et se font balader par Hussein* ». Thierry Mariani est « *plus inspiré quand il parle des rave-parties que lorsqu'il se pique de parler de contrôle de destruction des armes nucléaires* », grince le député UMP Pierre Lellouche, qui ajoute : « *Ces députés donnent une image déplorable de la France à l'étranger. Leur spectacle est ridicule alors que l'on est au bord d'une crise mondiale.* »

En tout cas, les explications qu'a livrées benoîtement le député du Vaucluse, dès son arrivée à l'aéroport de Bagdad, samedi, n'ont pas convaincu. « *L'opinion publique française ne veut pas la guerre. Le but de notre visite n'est pas officiel, mais simplement de discuter avec des responsables poli-*

tiques irakiens (...) pour essayer d'éviter ce qui nous semble une aberration, à savoir un conflit armé », a ainsi plaidé Thierry Mariani. Avant de constater, après avoir visité, le lendemain, et sous l'objectif des caméras, un ancien site nucléaire soupçonné par Washington et Londres d'avoir repris ses activités, que ce site n'était manifestement pas utilisé à des fins militaires.

Ces déclarations n'ont en tout cas pas fait rire à l'Elysée et au Quai d'Orsay. En effet, les autorités françaises, prévenues, avaient « *très clairement expliqué, et à plusieurs reprises, à ces parlementaires que ce voyage n'était pas opportun, qu'il n'était pas souhaitable dans le contexte actuel* », explique un proche du chef de

LE FIGARO

17 SEPTEMBRE 2002

LE FIGARO MARDI 17 SEPTEMBRE 2002

Les élus se défendent d'être en mission

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Charles Lambroschini

« Les parlementaires ont parfaitement le droit de se rendre à l'étranger sans le feu vert du ministre des Affaires étrangères. » Thierry Mariani, le député UMP du Vaucluse, qui préside la délégation parlementaire arrivée à Bagdad samedi, est sûr de son bon droit. « D'abord, précise l'élu qui entame son troisième mandat, parce que la séparation des pouvoirs interdit à l'exécutif d'empiéter sur les compétences du législatif. Ensuite, parce que nous sommes alignés totalement sur la politique irakienne définie par Jacques Chirac. »

Didier Julia (Seine-et-Marne), et Eric Diard (Bouches-du-Rhône), aussi UMP, déclarent : « Nous sommes gaullistes. Devant nos interlocuteurs irakiens, nous avons donc pris soin de souligner qu'il n'y avait aucune différence entre notre point de vue et celui du président de la République. »

Thierry Mariani, explique avoir pris soin de préciser aux autorités irakiennes que sa délégation était venue à titre personnel, qu'elle n'apportait aucun message du gouvernement français, qu'elle n'était chargée d'aucune mission, ni par l'Élysée ni par le Quai d'Orsay. Reçu par le président de l'Assemblée nationale irakienne, il a précisé : « Nous sommes convaincus de représenter l'opinion française qui ne veut pas la guerre. Si nous pouvons contribuer aux efforts pour empêcher la guerre, alors notre voyage n'aura pas été inutile. »

La réaction négative du porte-parole du Quai d'Orsay, dimanche, est due à l'exercice d'équilibriste des diplomates français qui, sur instruction de Jacques Chirac et de son ministre, Dominique de Ville-

pin, tentent de concilier deux objectifs : convaincre les Irakiens d'obéir enfin aux résolutions de l'ONU et démontrer la solidarité de la France avec son allié américain. Or, confronté tout à la fois à l'entêtement de Saddam Hussein et à l'attitude inflexible de George W. Bush, Paris a dû nuancer sa position au fil des semaines.

Initialement hostile à toute intervention militaire, la France s'est ensuite prononcée en faveur de la manière forte, sous réserve d'une autorisation préalable de l'ONU. Aujourd'hui, elle est prête à rédiger un ultimatum si l'Irak persiste à refuser le retour des inspecteurs de l'ONU. Aux yeux des professionnels de la diplomatie, toute interférence extérieure risque d'être interprétée de travers, autant par les Américains que par les Irakiens.

Les trois parlementaires se défendent de jouer les trouble-fête. Didier Julia remarque même : « Nous appliquons la prescription de Jean-Pierre Raffarin. Il faut avoir été sur le terrain pour pouvoir parler des problèmes »

Conclusion de Thierry Mariani : « Ce n'est pas se montrer injuste à l'égard des Américains que de constater ce fait. Il y a deux mois que George W. Bush nous promet les preuves que Saddam Hussein cherche toujours à s'équiper en armes de destruction massive. Or le président américain n'a pas apporté d'éléments nouveaux dans son discours devant l'ONU. La malchance de l'Irak, c'est d'avoir du pétrole. »

En tout cas, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, a lu la dépêche de l'AFP faisant état du déplaisir du Quai d'Orsay. Il devait recevoir la délégation française dimanche soir. En bon joueur de poker qui se demande s'il vient d'échanger un full contre une simple paire, il a reporté le rendez-vous.

Il est favorable à une intervention Lellouche : « Il y a des cas où la guerre est indispensable »

Pierre Lellouche, député UMP de Paris, spécialiste des questions militaires, est, « à titre personnel », favorable à une intervention militaire.

LE FIGARO. - Estimez-vous que toutes les voies diplomatiques ont été épuisées ?

Pierre LELLOUCHE. - Depuis le milieu des années 70, le régime de Saddam Hussein a entrepris une politique volontariste, extrêmement coûteuse (au minimum 20 milliards de dollars), d'acquisition délibérée d'armes de destruction massive : nucléaires, chimiques, biologiques, et missiles capables de les transporter. Dans les années 80, la réalité de cette politique a été démontrée quand les Irakiens ont utilisé des armes chimiques contre leurs propres populations kurdes, puis contre les soldats iraniens.

Après la guerre du Golfe, nos inspecteurs ont trouvé tous les éléments démontrant que l'Irak était à deux doigts de pouvoir provoquer la guerre atomique. Les inspecteurs de l'ONU, expulsés en 1998, ont décelé que les Irakiens utilisaient les mêmes techniques de triche que les Soviétiques, à savoir l'utilisation de laboratoires mobiles pour fabriquer leurs armes.

Les intenses efforts diploma-

tiques déployés, ces six derniers mois en particulier, ont été vains, et l'Irak représente un défi permanent à la communauté internationale et à l'autorité du Conseil de sécurité de l'ONU, dont la crédibilité même est en cause, s'il ne veut pas se retrouver dans la position de la Société des nations dans les années 30.

Le vote d'une résolution en deux étapes à l'ONU, réclamé par Jacques Chirac, est-il, selon vous, la solution la mieux adaptée ?

C'est la sagesse même, et une grande victoire diplomatique pour Jacques Chirac, puisque le président George Bush lui-même s'est rangé à cette proposition. Car il faut entourer toute action militaire d'un « tampon » onusien, sinon ce serait l'état de jungle. Mais le recours à l'ONU ne doit pas être un alibi au renoncement ou à la passivité. En cas de refus du retour des inspecteurs de l'ONU en Irak, nous devons prendre nos responsabilités, dans le cadre d'une coalition qui soit la plus large possible. Il y a des cas où l'utilisation de la force armée est indispensable, même si un tel engagement est très compliqué, politiquement et militairement.

Propos recueillis par S. H.

Il n'exclut pas la fermeté, mais « en dernier recours »

Accoyer : « Tout faire pour éviter une intervention militaire »

Député de Haute-Savoie, Bernard Accoyer est premier vice-président du groupe UMP à l'Assemblée nationale.

LE FIGARO. - Etes-vous favorable à une intervention militaire en Irak ?

Bernard ACCOYER. - Au stade où nous en sommes, l'hypothèse d'une opération militaire contre l'Irak ne me semble absolument pas souhaitable. Je suis tout à fait

d'accord avec la position qu'a exprimée Jacques Chirac, qui juge que tout doit être fait pour éviter une telle intervention. Le président des États-Unis semble d'ailleurs avoir pris la mesure de la qualité de la stratégie diplomatique que nous avons présentée. Nous devons poursuivre cette politique de tolérance, d'ouverture et de lucidité, évitant l'agressivité pour

rechercher en toute chose une solution diplomatique. Jacques Chirac a ainsi donné un cap à notre politique étrangère dont je me réjouis pour l'avenir, même s'il y a lieu d'être inquiet par les horizons peu pacifistes de Saddam Hussein.

Qu'est-ce qui pourrait vous faire changer d'avis ?

Dans un contexte de tensions avec les pays arabes, une démarche progressive aboutis-

sant à une solution de paix me semble, plus que jamais, nécessaire. Toutefois, si l'on apporte la preuve que l'Irak cherche à développer des armes de destruction massive, le Conseil de sécurité devra se prononcer. L'originalité de la position française en matière de politique étrangère, telle qu'elle a été conduite par de Gaulle puis Jacques Chirac, donne le primat à la prudence,

à l'examen et aux décisions du Conseil de sécurité. Sans toutefois exclure la fermeté, en dernier recours.

Que pensez-vous de la visite de trois de vos collègues UMP en Irak ?

Le président de l'Assemblée nationale Jean-Louis Debré a exprimé son désaccord à ce sujet et je suis parfaitement d'accord. Je trouve cette initiative, dont nous n'avions pas été in-

formés, tout à fait regrettable. Il revient en effet au président de la République et au ministre des Affaires étrangères seuls de conduire une action sur un point particulièrement sensible. Il n'en reste pas moins que la liberté d'expression et d'action est inscrite dans nos statuts parlementaires et qu'à ce titre, ils peuvent en jouer librement.

Propos recueillis par Marie-Laure Germon

TURQUIE

Ankara s'insurge contre la sortie d'Ararat, le film d'Atom Egoyan

Le ministère turc des Affaires étrangères veut attaquer *Ararat* en justice, et l'armée entend répondre à Atom Egoyan en signant son propre film sur les événements

La sortie d'*Ararat* le 4 septembre sur les écrans français a suscité colère et réprobation en Turquie, où le ministère des Affaires étrangères s'apprête selon le quotidien *Star* à attaquer en justice le film d'Atom Egoyan, pour empêcher sa diffusion au Canada, aux Etats-Unis et en France. «Ce film, qui présente les Turcs comme des barbares et des tortionnaires, a été présenté au Festival de Cannes malgré les protestations de la Turquie», souligne le journal turc. *Star* ajoute que l'état-major de l'armée turque répondra à Atom Egoyan, en signant son propre film «pour rétablir la vérité».

De son côté, deux semaines avant la sortie d'*Ararat*, l'ambassade de Turquie à Paris avait envoyé un texte à l'ensemble de la presse française, dans lequel elle soulignait que «les événements survenus lors de la

Première Guerre mondiale (...) ont fait des victimes dans l'ensemble de la population de la région, tant musulman qu'arménienne». L'ambassade s'appuie également sur la prise de position récente des autorités britanniques, qui ont estimé que «l'interprétation des événements de 1915 en Anatolie de l'Est fait encore l'objet d'une véritable débat entre historiens». Tout cela pour en conclure qu'«il serait dès lors déplorable que l'amalgame de la fiction et de la réalité transforme une œuvre d'art en instrument de propagande».

Un instrument de propagande qu'Atom Egoyan s'est pourtant précisément refusé à fabriquer. Dans un entretien accordé vendredi 6 septembre - soit au lendemain de l'inauguration du 27^{ème} Festival international du film de Toronto, ouvert par la projection d'*Ararat* - à l'agence Reuters, le réalisateur d'*Ararat* s'adresse

aux Turcs : «Ce n'est pas un outil de propagande. En visionnant le film, on comprend clairement que celui-ci tente de traiter un problème très complexe et de laisser une porte entrouverte. Qu'ils choisissent ou non de voir ce qu'il y a derrière, cela relève de leur décision.»

Ces propos font étrangement écho à ceux d'un officiel de l'ambassade de Turquie à Ottawa, Fazli Corman, qui a déclaré selon le journal canadien *National Post* (05-09), à l'occasion de l'ouverture du Festival de Toronto, que le gouvernement d'Ankara est préoccupé par le contenu du film mais qu'il ne déclencherait aucune campagne contre lui, car «le droit à la création artistique appartient à tout le monde». En revanche, a-t-il poursuivi, de «nombreux Turcs» pourraient être «irrités» par le film. «Atom Egoyan a de nombreux fans en Turquie. Ou je devrais dire plutôt "avait", car j'ignore quelle sera la réaction des gens lorsqu'ils verront le film», a déclaré M. Corman.

L'avertissement est à peine voilé. ●

LA LETTRE DE L'UGAB



14 septembre 2002

65 expulsions vers l'Irak annulées

La préfecture du Nord a annulé une procédure d'expulsion à destination de l'Irak lancée à l'encontre de soixante Kurdes irakiens et cinq Afghans interpellés mercredi à Hazebrouck (Nord), reconnaissant qu'il s'agissait d'une erreur. «Ces arrêtés sont illégaux et sont désormais abrogés. Il s'agit bien évidemment d'une erreur grossière», a déclaré le préfet Rémy Pautrat. Les hommes ont été remis en liberté, samedi midi. Ils avaient été interpellés mercredi en gare d'Hazebrouck alors qu'il pensaient avoir pris un train vers la Grande-Bretagne. Selon la préfecture, cette «mention absurde» de l'Irak comme pays de destination peut avoir une origine: il s'agissait de prolonger la rétention administrative de ces personnes. Pour ce faire, il faut détailler les procédures d'expulsion - numéros de vol, destination... Le vol d'Air France indiqué sur l'arrêté d'expulsion n'existe pas, précise le préfet.

metro
MARDI 17 SEPTEMBRE 2002

Les Turcs pro-islamistes hors jeu

La justice turque a porté un coup sévère hier aux chances de Tayyip Erdogan, le dirigeant du principal parti pro-islamiste, en interdisant sa candidature aux prochaines élections.

La Cour de cassation, principale instance juridique du pays, a estimé hier que Tayyip Erdogan - dont le parti de la Justice et du Développement (AK) est donné comme probable gagnant aux élections anticipées du 3 novembre - était inéligible en raison de son

casier judiciaire.

Il avait fait un retour sur la scène politique en 2001, au terme d'une amnistie, après avoir été emprisonné pendant quatre mois et interdit de politique en 1999 pour «incitation à la haine religieuse». Depuis sa sortie de prison, Tayyip Erdogan tente de se présenter comme un partisan du centre-droit modéré, favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Selon de récents sondages, l'AK pourrait remporter près de 25% des voix aux prochaines élections, alors que les partis actuellement au pouvoir risquent de perdre la totalité de leurs sièges au parlement. (AFP)

LIBERATION 16 SEPTEMBRE 2002

La visite contestée de trois députés de l'UMP en Irak

Eric Diard, Didier Julia, Thierry Mariani, tous trois parlementaires UMP, sont en Irak depuis samedi 14 septembre. Sous la conduite de proches de Saddam Hussein, ils ont visité des sites susceptibles d'abriter des armes de destruction massive. Le Quai d'Orsay a condamné cette démarche

« IL S'AGIT d'une initiative individuelle, je ne suis pas au courant. » Dimanche soir 15 septembre, le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, Jacques Barrot, ne masquait pas sa colère. Interrogé par *Le Monde*, il a affirmé ne pas avoir été informé de la visite en Irak de trois députés de l'UMP. « J'étais en Allemagne pour y rencontrer la CDU où nous avons exprimé un accord de fond sur l'Irak » a ajouté M. Barrot.

Depuis samedi, Thierry Mariani (Vaucluse), Didier Julia (Seine-et-Marne) et Eric Diard (Bouches-du-Rhône), se trouvent à Bagdad - qu'ils devaient quitter lundi ou mardi. Encadrés par les autorités irakiennes, ils se sont rendus dimanche sur le site de Tamouz, à une trentaine de kilomètres de la capitale. Détruit en 1981 par l'aviation israélienne, ce site abritait le réacteur nucléaire Osirak, construit en coopération avec la France. Remis sur pied pour servir de base principale à la production et au stockage de matériaux entrant dans le processus d'enrichissement de l'uranium, il avait été de nouveau détruit durant la guerre du Golfe, en 1991. Les trois parlementaires ont aussitôt déclaré, à l'équipe de France 2 qui les accompagne, que l'endroit ne recèle aucune installation militaire.

« Nous sommes venus dire aux Irakiens que la situation est telle qu'il faut qu'ils acceptent le retour immédiat des inspecteurs de l'ONU pour éviter une attaque, qui n'est dans l'intérêt de personne, a déclaré M. Mariani. C'est le seul moyen d'éviter un mandat de l'ONU pour une frappe militaire. »

Justifiant ce voyage - dont les conditions matérielles restaient inconnues, lundi 16 septembre -, M. Mariani expliquait que « l'opinion publique française ne veut pas la guerre ». « Le but de notre visite n'est pas officiel, ajoutait-il, mais simplement de discuter avec des responsables politiques irakiens pour essayer d'éviter ce qui nous semble une aberration, à savoir un conflit armé. »

Si les autorités irakiennes ont visiblement cherché à tirer un profit médiatique de cette « délégation



Les trois députés UMP Eric Diard (en haut à gauche), Thierry Mariani (à ses côtés et sur la photo du bas) et Didier Julia (à droite) au cours d'un débat organisé à Bagdad par les autorités irakiennes, dimanche 15 septembre. Leur visite impromptue a déclenché des réactions très hostiles à la fois au Quai d'Orsay et dans les milieux politiques français.

tion » impromptue, les réactions, en France, ont été largement hostiles. Le quai d'Orsay a fait savoir, dimanche après-midi, qu'il désapprouvait cette visite. « Il s'agit d'une initiative personnelle de quelques parlementaires qui ne recueille pas l'assentiment des autorités françaises », a indiqué le ministère des Affaires étrangères, précisant : « Nous avons d'ailleurs fait savoir aux intéressés le caractère inopportun, dans le contexte actuel, de ce déplacement. » Ni l'Elysée ni Matignon n'ont souhaité aller au-delà de cette désapprobation officielle.

C'est le 6 septembre que les autorités françaises ont été informés de l'initiative des trois députés. M. Mariani a téléphoné à Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, avec qui il entretenait des relations amicales - tous deux sont élus du Sud-Est. « J'ai eu le sentiment qu'il cherchait une approbation », raconte M. Muselier, qui affirme s'être efforcé de le dissuader. Convaincu d'y être parvenu, il a néanmoins alerté aussitôt Dominique de Villepin, son ministre de tutelle. M. Muselier précise, au passage, que son interlocuteur avait justifié le voyage projeté par « la défense des intérêts économiques français en Irak ».

Lundi matin, Jean-Louis Debré désapprouvait, sur RTL, à son tour l'initiative. Le président (UMP-RPR) de l'Assemblée nationale,

a dit ne « pas [avoir] été informé », jugeant « pas particulièrement opportune » l'équipée des trois députés. M. Debré s'est aussi interrogé sur le financement de ce voyage. Dans la majorité, d'autres voix s'élevèrent. Bernard Bosson, député (UMP-UDF) de Haute-Savoie, membre de la commission des Affaires étrangères, a évoqué « une initiative condamnable au moment où la France demande que les actions se passent sous le seul couvert de l'ONU », jugeant l'initiative « ahurissante ». Hervé de Charette, ancien ministre des affaires étrangères a déclaré au *Monde* : « La diplomatie parlementaire est un outil dont on n'use pas assez. Mais cela ne peut se faire qu'en plein accord avec le gouvernement. Or tel n'est pas le cas », regrette-t-il, en craignant que Saddam Hussein joue « les uns contre les autres à l'intérieur du système français ».

Pour sa part, François Bayrou « condamne cette initiative dangereuse ». Le président de l'UDF rappelle que Saddam Hussein « est un dictateur », ajoutant que « chaque fois qu'on conforte un dictateur on rend un mauvais service à ceux qu'il écrase et aux valeurs démocratiques ».

Seul Guy Tessier, député (UMP-DL) des Bouches-du-Rhône et président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, plaide en faveur de ses trois collègues. « Ces parlementaires font

une démarche personnelle, a-t-il estimé. Ils ne placent pas leur voyage sous l'égide du Parlement. Ils ont le droit de s'informer et d'aller chercher leurs informations où bon leur semble. Il fallait leur dire avant si on n'était pas d'accord. »

Le premier secrétaire du PS, François Hollande, a demandé, sur Europe 1, au premier ministre Jean-Pierre Raffarin de fournir aux parlementaires « les informations indispensables » sur la situation en Irak. Il a jugé « étrange et stupéfiante » la visite à Bagdad des trois membres de la majorité, s'interrogeant en ces termes : « Comment des députés peuvent-ils partir, avec quels moyens ? Quels sont le sens, le cadre et l'origine de cette initiative ? »

« Chaque fois que Saddam Hussein est menacé, il trouve des complaisances », a déploré Noël Mamère (Verts), estimant que MM. Diard, Julia et Mariani n'avaient fait que répondre « à une opération de propagande organisée par un dictateur », doutant que « trois députés, invités par Bagdad puissent déceler la vérité là où elle se cache ». Pour M. Mamère, « cette initiative vaut complicité ».

Yves Bordenave

Le Monde

17 SEPTEMBRE 2002

Une pirouette pour gagner du temps

Difficile de juger de la sincérité des engagements irakiens.

En 1995, la mission des inspecteurs des Nations unies chargés du désarmement irakien était sur le point de se terminer. Ils pensaient avoir achevé leur mission. Pas de chance pour Saddam Hussein: ses deux gendres font défection en août, se réfugient en Jordanie... et parlent. Le premier, Hussein Kamal Hassan, est le patron du programme d'armes de destruction massive. Son frère, Saddam, est aussi au cœur du dispositif. Ils rapportent que l'Irak poursuit dans le plus grand secret un programme d'armes biologiques. Anticipant les confidences des transfuges, Bagdad reconnaît avoir dissimulé pendant quatre ans un programme d'armement bactériologique. Pas un mince programme, puisque les Irakiens avouent avoir produit 495 000 litres de milieux de culture.

Grâce à ces révélations, les experts mettent au jour le programme d'armes biologiques, dont le cœur est... une ferme d'élevage de poulets. Une nouvelle fois, preuve est apportée que le rais irakien n'a pas changé. Sept ans plus tard, la question se pose de nouveau avec acuité. En faisant brutalement volte-face, en acceptant le retour «sans condition» des inspecteurs du désarmement, Saddam joue-t-il désormais franc jeu? Ou cherche-t-il seulement à gagner du temps, à reculer le moment des frappes américaines, à miser une nouvelle fois sur les divisions internes au sein du Conseil de sécurité?

Demandes d'asile. A priori, on pourrait penser que Saddam Hussein ne changera pas, et que la nouvelle position de Bagdad relève d'une nouvelle «manœuvre tactique», comme l'affirme Washington. Mais cette fois l'enjeu est différent. Pour la première fois, le rais semble convaincu que les Etats-Unis veulent l'anéantir. Selon diverses sources, des proches auraient secrètement voyagé le mois dernier à l'étranger, via Damas, pour savoir quels pays seraient susceptibles d'accueillir sa famille. Oudaï, son fils aîné, serait allé à Moscou. Son cousin, Ali Hassan al-Majid, l'homme qui fit gazer les Kurdes d'Halabja en 1988, se serait rendu à Alger.

Des informations difficiles à vérifier mais qui accréditent l'idée que l'homme est sur le qui-vive. «Il ne peut

ANALYSE

plus se permettre de jouer au chat et à la souris. S'il avait refusé le retour des inspecteurs, il y aurait eu une nouvelle résolution, qui aurait exigé en plus le respect des droits de l'homme, la démocratie et aurait signé sa mort. En acceptant le retour des inspecteurs, l'Irak reste soumis à la résolution du 17 décembre 1999, qui est beaucoup moins contraignante. Désormais, il place la balle dans le camp américain», souligne un spécialiste du dossier. Mais, selon Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, «Saddam Hussein ne cherche qu'à gagner du temps». «En poussant ce pion, il a bien joué le calendrier. Mais je ne pense pas qu'il joue franc jeu.»

Pour Elie Kheir, spécialiste des questions de défense, notamment au Proche-Orient: «Saddam Hussein n'avait pas d'autre choix que d'accepter le retour des inspecteurs. Il n'avait plus aucune marge de manœuvre. Il lui fallait faire ce choix: s'il voulait conserver quelques sou-



Saddam Hussein et le chef des experts du désarmement, Hans Blix, à Bagdad.

tiens parmi les pays arabes. En plus, cela arrange l'administration américaine, où les désaccords sont nombreux sur les modalités de l'intervention militaire. On le voit dans la presse: pas moins de cinq scénarios ont déjà été publiés.» Dans la décision irakienne, les pressions de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite – qui craignent une guerre dans la région – ainsi que d'Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, ont pesé lourd. Mais l'un des traits dominants de la personnalité de Saddam Hussein est une incapacité chronique à se projeter dans le temps. «Animal doué d'un sens de survie extraordinaire, il est, en revanche, complètement dépourvu de capacités d'analyse stratégique», souligne Kendal Nezan. D'où la difficulté à anticiper ses mouvements.

Fin tacticien. Mais il faut lui reconnaître d'indéniables qualités de tacticien. En mars 1991, lorsque l'insurrection provoquée par la défaite de la guerre du Golfe déferle sur le sud de l'Irak, les rebelles chiites menacent de marcher sur Bagdad. Saddam Hussein est aux abois. Coup de génie: il fait libérer onze membres de la famille Al-Hakim – puissant chef de l'opposition islamiste, réfugié en Iran –, accréditant l'idée que les insurgés veulent faire une révolution islamique en Irak, ce qui apeure les Etats-Unis, l'opposition laïque, kurde et sunnite. Il aura carte blanche pour mater la rébellion. Cette fois encore, son acceptation du retour des inspecteurs lui apporte un surcis appréciable. Selon Hans Blix, le chef des experts en désarmement, l'inspection, si elle est menée jusqu'à terme, devrait durer au moins un an ●

JEAN-PIERRE PERRIN

L'éventuel départ de Saddam Hussein ferait-il baisser les prix pétroliers ?

DES ANALYSTES ESTIMENT QU'UN CHANGEMENT DE DIRIGEANT À BAGDAD POURRAIT À TERME CONDUIRE LE PRIX DU BARIL EN DESSOUS DES 10 DOLLARS

Si l'on en croit certaines prévisions, la volonté du président américain, George W. Bush, d'intervenir militairement en Irak, de destituer Saddam Hussein et de mettre en place un gouvernement « ami » pourrait bien inaugurer, à moyen et long terme, une période durable de prix bas situés aux environs de 10 dollars le baril, voire moins encore.

En fait, la plupart des observateurs du marché pétrolier s'accordent sur un scénario en deux temps. A court terme, une intervention militaire des Etats-Unis provoquerait inmanquablement une flambée des cours. Pierre Noël, chargé de recherches au Centre français sur les Etats-Unis de l'IFRI (Institut français des relations internationales), confirme l'idée que la perception par les marchés d'une intervention américaine est entièrement liée à « l'horizon temporel: A court terme, les opérateurs s'inquiéteront des conséquences éventuelles d'une aventure militaire. Leurs craintes - attentats contre les infrastructures de transbordement du pétrole au Moyen-Orient, ou des émeutes qui deviendraient incontrôlables dans les grandes capitales arabes... - peuvent les

amener à des comportements de stockage qui entraîneront une envolée des prix. » Le prix du baril, qui culmine déjà à 30 dollars, pourrait alors s'envoler. A 35 dollars ? Ou bien à 40 dollars comme pendant la guerre du Golfe ? 45 dollars peut-être ?... Tout dépendra de la « prime de risque » que les marchés accepteront d'acquiescer, selon les termes d'un analyste. « Mais, à 30 dollars le baril, il n'est pas impossible qu'elle soit déjà intégrée dans les prix actuels. »

Si la flambée des prix devait avoir lieu, elle devrait être de courte durée. A moyen-long terme, les observateurs estiment que le départ de Saddam Hussein pourrait inaugurer une ère de prix des hydrocarbures inscrits durablement à la baisse. Le raisonnement est le suivant : un changement de régime réussirait entraînerait automatiquement une levée de l'embargo qui pèse depuis maintenant douze ans sur les exportations de pétrole irakiennes. Le retour des aides

l'Irak et par douze années d'embargo consécutif à la guerre du Golfe entraîneront une augmentation des capacités de production. Et par conséquent des exportations. Celles-ci, actuellement situées entre 1,7 et 2,2 millions de barils/jour (700 000 barils/jour la dernière semaine d'août), pèsent faiblement sur un marché mondial qui tourne aux alentours de 80 millions de barils/jour. Mais des exportations multipliées par trois ou quatre redonneraient à l'Irak à l'horizon 2005 un rôle de premier plan sur le marché mondial énergétique.

C'est d'ailleurs à cette étape de l'analyse que les scénarios divergent. Certains analystes estiment que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) freinera des quatre fers avant de revoir ses quotas et de faire une place de choix à l'Irak. Ce dernier sera du coup tenté de faire cavalier seul et d'ajuster sa production à ses énormes besoins, sans

rants islamisants pas franchement favorables au pays le plus puissant du monde occidental ? Certains analystes comme Pierre Noël estiment que la politique américaine d'approvisionnement diversifiée, commencée sous Ronald Reagan, serait ainsi parachevée. Non seulement l'Amérique latine (Venezuela, Mexique...) continuerait d'occuper le rang de premier fournisseur des Etats-Unis, mais, au Moyen-Orient même, l'importance des Saoudiens serait contrebalancée. « Une OPEP marginalisée ou éclatée, une Arabie saoudite affaiblie cadreraient parfaitement avec une stratégie américaine clairement affichée de réduire l'hégémonie saoudienne », affirme le chargé de recherches.

Mais il est d'autres observateurs comme Francis Perrin, directeur de la rédaction du Centre arabe des études pétrolières, pour estimer que l'Arabie saoudite continuera de jouer un rôle-clé sur le marché énergétique international. « La demande mondiale d'hydrocarbures va croissant d'année en année. Dans cinq ans, on aura besoin des surplus irakiens mais tout autant de la production saoudienne. Pour cette raison, ce pays demeure incontournable pour le reste du monde. » Olivier Lasserre, responsable de la recherche sur les matières premières à la Société générale, estime lui aussi que les Etats-Unis « sont prêts à accepter que l'Irak reste au sein de l'OPEP, et cela pour des raisons de stabilité politique ». Quant à chercher à remplacer l'Arabie saoudite, il ne faut pas rêver, « le lien entre les deux pays est extrêmement puissant. Il peut être réaménagé, mais pas rompu ».

La question de savoir si une longue période de dépréciation des prix du pétrole est aussi favorable qu'il y paraît à l'économie des pays occidentaux mériterait toutefois d'être posée...

Yves Mamou

Un Irak laïque, proche des Etats-Unis, jouant en solo sur le marché étroit des grands producteurs de pétrole, ne serait pas pour déplaire à Washington, soucieuse de réduire autant que possible sa dépendance à l'égard du pétrole saoudien

financières (banques américaines, grandes compagnies pétrolières anglo-saxonnes) permettra aux nouveaux dirigeants d'investir dans les infrastructures de production aujourd'hui vieilles et souffrant d'une grande difficulté d'accès aux pièces de rechange.

A l'horizon 2005, le renouveau programmé des capacités de production conduira forcément l'Irak à peser d'un poids différent sur le marché mondial.

Les besoins de financement d'un pays ruiné par le conflit avec

tenir compte de ses puissants voisins. La guerre des prix pourrait alors faire chuter le baril en dessous même de 10 dollars.

Un Irak laïque, proche des Etats-Unis, jouant en solo sur le marché étroit des grands producteurs de pétrole, ne serait pas pour déplaire à Washington, soucieuse de réduire autant que possible sa dépendance à l'égard du pétrole saoudien. Pour autant l'Irak peut-il représenter une alternative crédible à une monarchie saoudienne traversée de cou-

Quand George W. Bush se préoccupe de la crédibilité des Nations unies

NEW YORK

de notre correspondante

Une théorie en vogue depuis quelques semaines, particulièrement chez les Américains, consiste à dire que l'ONU joue sa crédibilité dans l'affaire irakienne, voire plus : son existence. Onze ans de mises en demeure bafouées par Bagdad ! Seize résolutions violées ! La 687 du 3 avril 1991 ! La 707 du 15 août de la même année ! La 1060 du 12 juin 1996 qui rappelait les précédentes ; jusqu'à la dernière, la 1409 du 14 mai 2002 ! L'ONU devrait se sentir « offensée », humiliée.

Samedi encore, à Camp David, George W. Bush a mis les Nations unies au défi de se montrer à la hauteur des enjeux du maintien de la paix au XXI^e siècle. « C'est une

occasion pour l'ONU de montrer qu'elle a une colonne vertébrale », a-t-il dit sous l'œil approbateur de Silvio Berlusconi. Bref, il est temps que l'ONU montre ses muscles, c'est dans son intérêt. Sinon M. Bush se dévouera pour être l'homme providentiel qui saura rendre sa « dignité » à l'ONU et la sauver du sort qui a frappé la Société des nations, discréditée par son inaction et sa pusillanimité face à Hitler et Mussolini...

On imagine qu'une telle comparaison suscite des réactions indignées au siège des Nations unies. Rien. Les personnels continuent de veiller au déroulement des débats de l'Assemblée générale et des centaines d'entretiens bilatéraux

prévus d'ici au 20 septembre, à raison de quinze minutes par chef d'Etat ou ministre. Pendant que le président Vénézuélien, Hugo Chavez, tient une conférence de presse en salle 226, Paul Kagame promet en salle du Conseil qu'il va retirer sans délai ses soldats rwandais de la république démocratique du Congo. Et les ambassadeurs arabes sont réunis, une fois encore, en salle de conférence numéro 5...

« L'ONU, c'est un bâtiment sur l'East River où les nations envoient des diplomates chevronnés, expliquait la semaine dernière l'ambassadeur américain Richard Holbrooke sur CNN. Attaquer l'ONU, c'est comme si on attaquait le Madison Square Garden parce que les équipes de basket jouent mal ».

L'ONU a sa routine, et surtout, l'ONU n'a pas d'ego. « L'ONU, qu'est-ce que c'est sinon le rassemblement de ses Etats membres ! », répond un proche de Kofi Annan. « Elle s'en remettra, dit un autre. On disait la même chose au moment du Kosovo ». A l'époque, le Conseil de sécurité, paralysé par l'opposition de la Russie, n'avait pu mandater l'intervention de l'OTAN contre Milosevic ; il l'avait avalisée ensuite par la résolution 1244 du 10 juin 1999. Aujourd'hui, l'ONU gère le Kosovo. Elle a 46 440 hommes dans quinze pays. « En fait, l'expérience prouve qu'on a de plus en plus besoin des Nations unies », estime Sashi Tharoor, l'un des secrétaires-généraux adjoints.

Et l'ONU en a vu d'autres, en matière de crédibilité entamée. Elle a assisté à un génocide (en 1994 au Rwanda). Au Timor-oriental, en 1999, on a cru que l'épisode se répétait, lorsque les milices pro-indonésiennes ont refusé d'admettre le résultat du référendum sur l'indépendance. Cette fois, l'organisation a réagi et monté une force internationale sous direction australienne. Et le 20 mai 2002, l'indépendance du territoire était saluée, une fois n'est pas coutume, comme un « succès pour l'ONU ». La semaine prochaine, Timor Oriental devient le 191^e membre des Nations unies.

Là aussi se mesure le chemin parcouru : ils étaient 51 pays à la création en 1945 à San Francisco, 99 en 1960 (avec les anciennes colonies), 127 en 1970, 179 en 1992, après la chute du mur de Berlin...

Quant à Kofi Annan, il ne se sent pas visé. « La crédibilité du secrétaire général n'est pas en cause, dit-on dans son entourage. C'est une affaire entre Bush et 190 pays ». Kofi Annan, éduqué aux Etats-

Unis, adoubé par Washington lors de son élection en 1996, est sorti de sa réserve juste avant le discours de George W. Bush, jeudi, pour défendre un ordre international basé sur le multilatéralisme et le fait que, selon la Charte, le Conseil de sécurité a le monopole du recours légal à la guerre.

Dans le bras-de-fer irakien, c'est donc moins la crédibilité de l'entité onusienne dont personne - ou tout le monde - n'est comptable que celle du Conseil, son gouvernement de quinze membres, qui se trouve ramenée « au plus bas ».

« Depuis le départ des inspecteurs de l'Irak en 1998, explique David Malone, de l'International Peace Academy - un groupe de réflexion qui se consacre aux Nations unies -, l'approche du Conseil avait été de temporiser. Jusqu'à une date récente, cela arrangeait tout le monde, y compris les Etats-Unis ». Saddam Hussein a été « très habile à jouer au chat et à la souris » avec l'ONU, dit-il, et il espère « certainement » continuer.

C'est le régime de sanctions économiques imposé à l'Irak qui a divisé le Conseil. « Cela a même été son principal succès », ironise un expert. D'un côté, la France et la Russie, leurs intérêts économiques et leurs créances impayées en Irak ; de l'autre, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, et leur espoir que les sanctions finiraient par avoir raison du régime.

Mais aujourd'hui, relève M. Malone, « l'atmosphère a changé aux Nations unies. Les relations avec les Etats-Unis ont plus d'importance pour beaucoup de pays que leurs liens avec l'Irak ». La France, le Royaume-Uni, la Russie ne peuvent pas se permettre de laisser M. Bush contourner l'ONU, au risque de voir se réduire comme peau de chagrin l'influence qu'elles gardent sur les affaires du monde en tant que membre doté d'un droit de veto. « Si Bagdad continue à mal jouer ses cartes, poussant encore davantage les cousins arabes dans le camp des Nations unies, alors le Conseil pourrait se rassembler sur une position forte, dit-il. Cela reste encore à voir. En menaçant d'attaquer en solitaire, M. Bush a réussi à faire évoluer les positions en Europe.

S'il parvient à amener l'ONU à faire la guerre ou à l'avaliser, M. Bush aura moins « sauvé » la crédibilité de l'organisation, qui n'en demandait pas tant, que démontré la domination que les Etats-Unis y exercent. Ce que le chercheur Robert Kagan appelle « le multilatéralisme, style américain ».

Corine Lesnes

Bernard Kouchner, au « Grand Jury RTL-«Le Monde»-LCI »

« La position de la France est excellente »

Croyez-vous à la réalité d'une menace irakienne sur la sécurité du monde ?

Saddam Hussein est un danger pour le monde. Sans aucun doute et depuis longtemps. Pourquoi maintenant ? Ça, c'est une autre affaire.

Cela justifie-t-il une guerre préventive visant à renverser son régime, comme les Etats-Unis y semblent déterminés ?

Une guerre préventive est une notion qui me paraît non seulement très juste mais qui s'approche de ce que, avec d'autres, nous avons proposé comme devoir, puis droit d'ingérence. Le droit d'ingérence n'est pas forcément la guerre, c'est la prévention de la guerre. Mais à un moment donné, il vaut mieux décider de faire la guerre à qui menace la démocratie et les pays avoisinants en général, plutôt que d'attendre, de se réveiller trop tard et d'avoir à la faire de toute façon.

N'est-ce pas admettre tout simplement le droit du plus fort, des Etats-Unis en l'occurrence ?

Vous avez raison : le droit d'ingérence ne peut être décidé par un seul pays, mais doit l'être par des organisations internationales. C'est ce que la France a proposé et son rôle a été essentiel pour proposer que l'opération se fasse en deux temps, sous l'égide des Nations unies.

C'est une bonne position ?

Excellente. Bien meilleure que

l'unilatéralisme allemand ou anglais.

Et si les Américains ne respectent pas les résolutions de l'ONU ?

Nous n'en sommes pas là. Mais on ne pourra pas les empêcher d'intervenir en Irak s'ils veulent le faire. Tout est dans la préparation, si on fait ça trop vite, je pense qu'on se trompera.

La France devrait-elle participer militairement à une telle opération ?

Je vois mal la France isolée par rapport à une alliance qui a beaucoup compté dans son histoire. Je me souviens de la Bosnie et de ses 250 000 morts : nous avons trop attendu.

Trois députés de l'UMP se sont rendus en Irak et affirment avoir visité des sites litigieux sans y trouver trace d'armes de destruction massive. Comment jugez-vous cette initiative ?

Est-ce un soutien au peuple irakien opprimé par Saddam Hussein ou est-ce un soutien au régime de Saddam Hussein ? Je serais ravi d'entendre une réponse de ces trois députés. Je me méfie beaucoup des gens qui, au nom d'une pseudo-République ou d'un pseudo-modernisme, défendent un régime d'assassins.

Propos recueillis par Patrick Cohen, Gérard Courtois et Pierre-Luc Séguillon

ANALYSE

L'école néo-impérialiste américaine

ET SI la politique irakienne de l'administration Bush relevait d'une ambition autrement plus large que celle qu'on lui prête habituellement ? Il ne s'agirait pas seulement d'interdire à l'Irak de développer des armes de destruction massive, avec le risque qu'il les remette un jour dans les mains ou au service d'organisations terroristes, genre Al-Qaïda. Ni seulement de les détruire. Ni même d'en finir avec Saddam Hussein, voire de changer le régime irakien. Il s'agit, pour beaucoup d'idéologues de l'entourage présidentiel, d'un objectif bien plus vaste : rebattre les cartes au Moyen-Orient ; substituer à « l'ordre (au désordre) post-ottoman » – disent-ils – une nouvelle organisation régionale fondée sur la démocratie et la défense des libertés et des droits de l'homme, telles en tout cas que les entendent les Etats-Unis.

On oublie l'idéologie, le rôle qu'elle joue dans la politique américaine, réputée pragmatique, ce qui n'est pas contradictoire. Dans les motivations américaines pour changer le régime de Bagdad, l'idéologie pourrait bien avoir sa part, au même titre que la volonté d'étouffer dans l'œuf les tentatives de prolifération.

George W. Bush est sous l'influence d'hommes qui, à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration, sont animés d'une double conviction : l'Amérique est investie d'une mission quasi divine de prosélytisme démocratique quand cela sert ses intérêts ; au service de cette mission, l'emploi de la formidable machine de guerre des Etats-Unis est plus que légitime. Les attentats du 11 septembre 2001 et la lutte contre le terrorisme, qui depuis lors tient lieu de politique étrangère américaine, offrent, comme le dit le président Bush lui-même (*Le Monde* du 13 septembre), des « occasions » pour faire avancer dans cette partie du monde la cause de la démocratie libérale.

La réalité des menaces peut être discutée, mais elle n'épuise pas les raisons qui poussent les Etats-Unis à attaquer l'Irak de Saddam Hussein. Le projet était esquissé dès le début du mandat de George W. Bush, bien avant la destruction du World Trade Center ; toute une frange de cette administration considérait que le travail n'avait pas été terminé en 1991, lors de la première guerre du Golfe. Dans un mélange d'internationalisme

idéologique, traditionnellement qualifié de « wilsonisme », et de Realpolitik fondée sur une analyse très terre à terre des intérêts pétroliers américains, une partie de l'entourage du président est aujourd'hui convaincue que l'Amérique doit apporter le salut démocratique au Moyen-Orient.

Ce cercle d'interventionnistes pense que la transformation de la région, y compris par la force, est le meilleur moyen de garantir les intérêts américains. Ils jugent que la compromission des Etats-Unis avec les pays arabes dits modérés (parce qu'ils ne sont pas foncièrement anti-américains, même s'ils sont, tous, dirigés par des régimes autoritaires ou dictatoriaux) n'a abouti qu'à une stabilité illusoire : c'est de ces pays, d'Egypte et d'Arabie saoudite, que sont originaires les auteurs des attentats de New York et de Washington.

L'Irak serait, dans cette perspective, la clé de l'entreprise de « démocratisation régionale », le premier « domino » à faire tomber afin d'obtenir un effet d'entraînement – sur l'Iran, sur la Syrie, sur l'Arabie saoudite. Pour certains intellectuels à Washington, l'Irak, c'est le Japon ou l'Allemagne de 1945, un pays qui après la défaite (celle de Saddam Hussein) ne demandera qu'à être éduqué dans les principes de la démocratie ; un pays dont les foules, dit le vice-président Dick Cheney, accueilleront les soldats américains à bras ouverts.

OBJECTIF « DÉMOCRATIQUE »

Le chercheur Robert Kagan, l'un des idéologues de ce « wilsonisme botté », pour reprendre l'expression de Pierre Hassner, écrit : « Les Américains doivent savoir le type de mission qu'ils s'approprient à entreprendre en Irak. Car, si l'administration Bush est sérieuse, les Etats-Unis sont sur le point de décider d'un engagement à long terme en Irak et au Proche-Orient, qui ne sera pas sans ressembler à ce que nous avons fait au Japon il y a un demi-siècle. L'idée alors n'était pas seulement de se débarrasser d'un pouvoir impérial japonais agressif ; il s'agissait de reconstruire la politique et la société japonaises grosso modo à l'image de l'Amérique. (...) C'était du "nation building" (forger une nation) à grande échelle et sans porte de sortie rapide pour l'Amérique. Presque soixante ans plus tard, il y a toujours des troupes américaines au

Japon. (...) Si les Etats-Unis vont en Irak, mieux vaut qu'ils soient prêts à y rester aussi longtemps qu'il sera nécessaire. »

M. Cheney dit presque la même chose. A deux reprises, fin août, le vice-président a souligné que la guerre contre l'Irak n'avait de sens que si elle amenait la démocratie dans ce pays. La question du retour des inspecteurs de l'ONU – voire celle du désarmement –, qui semblait être la préoccupation principale des autres acteurs de la communauté internationale, est dépassée : « Notre objectif, a martelé M. Cheney, doit être d'installer à Bagdad un gouvernement démocratique et pluraliste, au service d'une nation où les droits de chaque groupe ethnique et religieux seront reconnus et protégés. »

Le vice-président n'entend pas seulement « vendre » la guerre en l'habillant d'un objectif « démocratique ». Il exprime une des convictions profondes de certains républicains, ceux qu'on appelle à tort néoconservateurs. Pas plus qu'ils ne sont isolationnistes, ils ne sont conservateurs. Ils sont néo-impérialistes, comme le dit David Ignatius, le directeur de l'*International Herald Tribune* : ils ne cherchent nullement à maintenir l'ordre existant (en l'occurrence au Moyen-Orient), mais, au contraire, à le subvertir, convaincus que le statu quo génère la menace terroriste.

L'appui accordé par Washington aux Etats dits modérés de la région fragilise ces régimes à l'intérieur ; en contrepartie, ceux-ci laissent leurs médias officiels développer un discours islamiste anti-américain et anti-israélien (ou antisémite) censé apaiser leur opinion ; cette rhétorique, c'est celle de Ben Laden.

La disparition de Saddam Hussein doit marquer le début d'une nouvelle ère au Moyen-Orient. A la limite, les néo-impérialistes ne se soucient guère de la manière dont l'ordre « américano-démocratique » pourra être instauré et à quoi il ressemblera. A ceux qui leur objectent – et ils sont nombreux aux Etats-Unis comme en Europe – que leur entreprise risque de déstabiliser une région entière, historiquement et culturellement explosive, leur réponse est lapidaire : « So what ? » (Et alors ?)... puisque c'est du statu quo, jugent-ils, qu'est né le 11 septembre 2001.

Martin Indyk, ancien de l'admini-

stration Clinton, explique (dans *Foreign Affairs*) que les Etats-Unis ont été bernés par leurs alliés arabes ; notamment les Egyptiens et les Saoudiens. Une sorte de compromis avait été passé à la fin de la guerre du Golfe, en 1991, entre Washington d'une part, Riyad, Le Caire et Damas de l'autre. En échange de l'arrêt des hostilités contre Saddam, en 1991, George Bush père obtenait le soutien de ces capitales en faveur d'une négociation israélo-palestinienne. En contrepartie, les Américains laissaient les autocrates de la région gouverner comme bon leur semblait. Bill Clinton a respecté ce « marché », fait valoir Indyk. Pas Le Caire ou Riyad, qui, quand il s'est agi de soutenir les efforts américains de règlement israélo-palestinien à Camp David, à l'été 2000, ont fait défaut.

Les chantres de l'école néo-impérialiste – les Robert Kagan, William Kristol, Richard Perle – inversent, eux, l'ordre des priorités : c'est de la démocratisation des régimes arabes (y compris l'Autorité palestinienne) que viendra le règlement du conflit israélo-palestinien. Les néo-impérialistes – souvent d'anciens démocrates qui rallièrent le président Reagan dans sa bataille contre l'URSS et qui ont fait la jonction avec les chrétiens fondamentalistes républicains – font frémir les « réalistes » qui entourèrent Bush père – les Brent Scowcroft, James Baker, Lawrence Eagleberger. Mais ils ont l'oreille du fils.

Alain Frachon
et Daniel Vernet

Saddam gagne du temps avec la reprise des inspections

Washington et Londres préparent une résolution «dure».

New York de notre correspondant

Après une semaine de passes d'armes, le bras de fer entre Washington et Bagdad s'est encore intensifié hier à l'ONU. Le ministre irakien des Affaires étrangères, Naji Sabri, a réitéré l'offre en faveur d'un retour sans conditions des inspecteurs en désarmement tout en dénonçant «l'agression américaine». De leur côté, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont commencé à travailler sur une résolution «dure» qui redéfinirait les règles des missions d'inspection. Selon plusieurs diplomates, un premier brouillon du texte devrait circuler dès ce week-end au sein du Conseil de sécurité. Il imposerait un calendrier très serré à Bagdad, en demandant au régime irakien d'offrir rapidement «un libre accès total» aux inspecteurs et le menaçant de «sérieuses conséquences» en cas de refus.

«Intégrité». Devant l'Assemblée générale, le ministre irakien a lu une lettre de Saddam Hussein adressée à l'ONU. Le leader irakien y a accusé Washington de vouloir «détruire» son pays, afin de contrôler le pétrole de la région. Saddam Hussein a réitéré sa volonté de travailler dans le «cadre onusien» pour le retour des inspecteurs. Il a évoqué la nécessité pour la communauté internationale de respecter «la souveraineté et l'intégrité» de son territoire et fait référence à la levée des sanctions imposées depuis 1990. Avant d'affirmer: «L'Irak ne possède pas d'armes nucléaires, biologiques et chimiques.»

La diatribe a aussitôt été qualifiée d'«intervention très décevante» par le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer. Il a estimé que «tout cela montrait bien que Saddam Hussein ne voulait pas changer de comportement». Mais la missive ira-



Un soldat irakien monte la garde devant le quartier général des Nations unies, mardi à Bagdad.

kienne a surtout réveillé les craintes américaines. L'administration Bush sait très bien qu'une reprise des inspections, telle que définie par la résolution 1284 de décembre 1999, risque d'écarter pour plusieurs mois tout recours à la force.

«Propres mesures». Selon de nombreux experts, une fois débarqués sur place, il faudrait «environ un an» aux membres de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) et de la Cocovinu (Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies) pour pouvoir évaluer la situation du désarmement ira-

kien. Face à ces lointaines échéances, la délégation américaine à l'ONU ne cache pas aujourd'hui qu'elle ne peut accepter «un processus qui donnerait tout le temps à Saddam Hussein de défier le monde».

Même si la Russie maintient qu'une nouvelle résolution n'est pas nécessaire, et si la France reste réservée, George W. Bush n'a pas d'autre solution que de «se façonner son petit document à ses propres mesures» – selon les mots d'un diplomate – s'il veut garder toute liberté d'intervenir en Irak. Le projet de résolution anglo-américain insisterait sur

la nécessité que les inspecteurs puissent évaluer en quelques semaines la collaboration de Bagdad. Il demanderait également le contrôle «immédiat» des sites dits «présidentiels», qui avaient largement échappé aux missions des inspecteurs de l'Unscorm, alors accusés d'espionnage au profit de Washington par Saddam Hussein. Un point qui pourrait être délicat, alors que Naji Sabri a évoqué certaines «restrictions» pour les allées et venues des inspecteurs.

Rejet de facto. Dès lors, certains se demandent si Washington ne serait pas tenté de préparer une résolution si contraignante qu'elle serait de facto rejetée par Saddam Hussein. «Les Américains savent bien que l'Irak n'acceptera pas certaines demandes», souligne David Kay, un ancien inspecteur de l'Unscorm, «s'ils font voter un texte qui a toutes les chances de provoquer une confrontation sur le terrain dans un mois ou deux, ils ont de nouveau toute latitude pour gérer à leur manière le dossier irakien.» ●

FABRICE ROUSSELOT

Bush met la pression sur l'ONU

La Maison Blanche a soumis hier au Congrès un projet de texte, en l'invitant à le voter rapidement. Le texte autorise le Président à faire usage de la force en Irak, soit pour faire respecter les résolutions de l'ONU, ou simplement assurer la sécurité des Etats-Unis ou la paix dans la région. Le chef de l'Etat souhaite que cette autorisation, rédigée dans des termes les plus larges possibles, soit votée début octobre. Il s'agit pour lui de mettre la pression sur l'ONU: «Si le Conseil de sécurité des Nations unies ne veut pas s'occuper du problème, les Etats-Unis et quelques-uns de nos amis le feront», a répété George W. Bush hier matin.

Israel girds for Iraqi attack and weighs 'offensive response'

By Serge Schmemmann

The New York Times

JERUSALEM: For Israel, which was struck by 39 Iraqi Scud missiles during the first Gulf War, the countdown to a possible new one poses two fundamental challenges — to prepare for a new Iraqi attack and to decide whether to retaliate.

The possibility that Saddam Hussein will lash out at Israel with biological, chemical or radiological weapons has led to intensive preparations, under way for some time now, accompanied by daily reassurances from the government that the country is ready. "We are prepared so that nothing will reach the area at all," the army chief of staff, Lieutenant General Moshe Yaalon, said on Israeli Army Radio as the country settled down Sunday night for the holiest Jewish day, Yom Kippur.

"We are well prepared both in terms of defense and also in terms of an offensive response if there will be a need."

Among other things, Israel has become the first country to start vaccinating emergency workers against smallpox, gas mask kits are being distributed nationwide and several Arrow anti-missile batteries have been moved into place.

The second challenge, the "offensive response," has been discussed as intensely, but largely in private. It has long been the dominant instinct of this small, geographically vulnerable and oft-attacked country to strike first and strike hard, or at least to let its enemies believe that it is ready to do so. In 1981, Israel mounted a lightning raid to take out an Iraqi nuclear reactor, a strike that drew widespread criticism but set back Iraq's nuclear program.

During the Gulf War, in 1991, Israel, then under Prime Minister Yitzhak Shamir, acceded to U.S. pressures and did not retaliate. Then, however, the main U.S. argument was that Israel's entry would threaten the international coalition against Iraq, which included

several Arab states — notably Saudi Arabia, the United Arab Emirates and Syria.

Israel again went on alert in 1998, when the United Nations withdrew inspectors in preparation for American and British bombing of Iraq. The newspaper Ma'ariv reported Sunday that the prime minister at the time, Benjamin Netanyahu, had received a message from Saddam promising not to attack Israel, to which Netanyahu replied, "Nobody should have any illusions that we would repeat the restraint of 1991."

So far this time, the United States has little Arab support, and there have been no indications of a message from Saddam. But the Bush administration is again urging Israel to stay on the sidelines, to prevent any campaign against Saddam from turning into a regional crisis.

But Prime Minister Ariel Sharon, Defense Minister Binyamin Ben-Eliezer and Yaalon have all refused to rule out the possibility of a retaliation should Iraq strike. Whether they are doing so to deter Iraq, or whether they mean it — and, if so, what would it take to provoke Israel into action — are open questions.

Sharon, at least, has demonstrated throughout his military and political career that he prefers to be on the offensive, as when he sent his tanks across the Suez Canal in 1973 or when he invaded Lebanon in 1982.

For now, he has maintained a low profile about Iraq, declaring, as he did in a call with the Conference of Presidents of Major Jewish Organizations last week, "We will support any measure the United States takes, but we are not involved in the decision-making."

At the United Nations, Foreign Minister Shimon Peres also reiterated that Israel would do what was necessary to avoid undermining the U.S. efforts.

The Israelis have also publicly expressed their satisfaction that the United States and Britain, with their control of Iraqi airspace, are more capa-

ble now of intercepting an Iraqi missile attack on Israel than they were in 1991.

But military and intelligence officials have also warned that the attack could come in different forms. One would be a mobilization of militant groups, whether Hezbollah in Lebanon or Palestinian militants in the West Bank, to carry out concerted attacks.

The newspaper Ha'aretz, citing Western intelligence analysts, reported on Sunday that Iraq had prepared a number of longer-range Soviet-made aircraft for one-way, suicide missions to drop "dirty bombs" — weapons that scatter radioactive debris.

The Israeli news media have carried almost daily reports on preparations. The health authorities have stockpiled enough smallpox vaccine for the entire country. But a concern has been raised that Israel is still short 600,000 gas masks and of batteries for them.

The Home Front Command also reported that only 1.8 million Israeli homes had a fortified room, as required by law, and that only 2.1 million were in close proximity to common bomb shelters. That left more than 2 million without access to a shelter, with the most serious shortage among non-Jewish citizens, the Arabs and Druse.

Some cities have announced their own preparations. The mayor of Ramat Gan, a city adjacent to Tel Aviv that was struck by many missiles in 1991, announced that he was preparing a zone in a forest in southern Israel for a tent city to which residents could be evacuated. In 1991, many Israelis moved into hotels or with relatives in Jerusalem on the presumption that Iraq would not strike a city holy to Muslims.

Another city near Tel Aviv, Givatayim, announced that it had obtained large filters that could be installed in the municipal water system if it were contaminated.

The government has not encouraged such independent measures, seeking to prevent undue alarm and insisting that everything necessary is being done.

Iraq, past and future ■ By Sebastian Mallaby

War might be the easy part

WASHINGTON
The Bush folk have been justly whacked for fighting a war in Afghanistan and then fumbling the reconstruction. But if they repeat this formula in Iraq, their mistake won't be equivalent. It will be worse, much worse. Indeed, it will undermine the whole argument for attacking Iraq in the first place.

In the Afghan case, war was about dispersing a terrorist network that had attacked a string of American targets and aimed to attack more of them. Even

if the promised Afghan reconstruction fails, destroying Al Qaeda's sanctuary was enough to justify military action.

The Iraq case is different. War there isn't about terrorism, despite the administration's efforts to say otherwise. It's about an America-hating tyrant with weapons of mass destruction. This changes the calculus. We know that Al Qaeda aims to kill Americans, and we know its suicidal operatives cannot be deterred; there is no alternative to fighting them. But Saddam Hussein is not suicidal, and it's possible he

could be deterred even if he went nuclear. I'd rather not wait around and test that proposition, but even people who lean in favor of war, as I do, have to confess that the case for war is weaker in Iraq than it was in Afghanistan.

Moreover, this time victory will be harder. This is not just because a cornered Saddam may start firing off chemical and biological weapons, though that is a scary thought. It is because there can be no victory in Iraq unless the United States sticks around to ensure that the successor to Saddam is better. If Afghanistan reverts to its past chaos, the Bush team still can point to the dispersal of Al Qaeda and so proclaim success. But if Iraq reverts to its past state, the Bush team will have failed, because Iraq's past state means rule by a military tyrant hungry for appalling weapons.

This depressing conclusion comes from a collection of scenarios for a post-Saddam Iraq edited by Patrick Clawson of the Washington Institute for Near East Policy. The study's authors emphasize one central point: Iraq was a dangerous, brutal place before Saddam. It was the first country in the Middle East to experience a military coup, in 1936. After the collapse of the monarchy in 1958, coups became commonplace, ceasing only when Saddam consolidated power in the late 1970s.

There was a reason for these coups. Iraq's internal divisions, notably among Kurds, Sunnis and Shiites, create chronic instability. As Amatzia Baram writes in the volume's concluding essay, between 1919 and 1958 Iraq experienced eight Kurdish revolts, nine Shiite revolts and three pogroms. More recently, this pattern of ethnic uprising and violent repression has persisted. About 100,000 Iraqi Kurds were killed be-

tween 1975 and 1988 in various rebellions. Between 30,000 and 60,000 Shiites were killed during a 1991 uprising.

In a post-Saddam Iraq, these ethnic tensions will not disappear. They will threaten the country with chaos, and that chaos is likely to provoke yet another round of fierce crackdowns by yet another strongman. Oil adds to the pressure toward autocracy. Without it, Iraq might break apart; with it, whoever controls the oil has the power to crush secessionists.

Moreover, the destruction of civil society under Saddam has left few viable institutions other than the army. That doesn't augur well for the democracy that Bush promises.

A future Iraqi government, what's more, is likely to be dangerous as well as military-autocratic. It is likely to be anti-American, because American-backed sanctions are blamed, albeit unfairly, for reducing a once prosperous society to misery, and because Iraq's leaders traditionally have sought to quell ethnic tensions at home by espousing radical Arab nationalism. A future Iraqi government is almost bound to want nuclear weapons, because Iran is building them.

All of which raises questions about the policy of regime change. Unlike the Afghan war, which had a clear terrorist-bashing rationale, an Iraq war might wind up replacing one nuclear-wannabe America-hating tyrant with another. Attacking Iraq makes sense only if the Bush people are committed to a more attractive succession. Given a sufficient effort, Iraq's dark history can be bucked. But Bush will have to discover an appetite for nation-building that he has lacked until now.

The Washington Post

Justice in Tehran ■ By Elahe Sharifpour-Hicks

Iran's elected leaders are ready to listen

TEHRAN

Iran is on the edge of imminent implosion. Poverty, unemployment, drug addiction and prostitution are widespread among the young. People under 34 constitute half of the country's population. Many of them voted for the reformist president, Mohammed Khatami. Now they are deeply disappointed.

Khatami and his supporters know that the Iranian people expect them to deliver on their promises. In a major speech Aug. 28, the president acknowledged that his reform initiatives have been blocked, and pledged to take measures to implement "real democracy." Millions of Iranians hope he can succeed. But after five years of unfulfilled promises, their hope is wearing thin.

If there is one clear enemy of human rights and political reform in Iran today, it is the judiciary. So when I recently met Mohammed Javad Larijani, the deputy head of the judiciary with responsibility for international affairs and human rights, a newly created post, I expected that we would vehemently disagree about almost everything.

Iran's judiciary has been the most effective weapon in the hands of conservatives under Iran's supreme religious leader, Ayatollah Ali Khamenei. It is responsible for much repression and many egregious human rights violations.

But Larijani, a sophisticated man who speaks fluent English, made no apologies. He believes that both conservatives in the past and now reformists have proved to be incompetent to run the country. I was surprised to find myself agreeing with him.

President Khatami believes that change can only take place peacefully and within the framework of the Iranian constitution. But it is a flawed document that accords absolute power to the supreme leader, Ayatollah Khamenei.

Khamenei has given his full support to the hard-liners who are behind the shutdown of more than 85 publications in the last two years, the imprisonment of many journalists, writers and political activists, the crushing of student

demonstrations and banning of political parties, and the imposition of even more restrictions on everyday life.

The conservatives have warned that any challenge to the status quo will result in bloodshed. Former President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani — during whose presidency government agents killed hundreds of Iranians, inside and outside the country, because of their political beliefs — has reportedly said that the conservative establishment would mobilize 2 million people in its support, and would not hesitate to use its 400,000-strong private army against the people to hold on to power.

How can the United States craft a policy toward Iran that is at the same time realistic and principled?

First, Washington must make clear that it rejects certain parts of the political spectrum. Reformists in Tehran were shocked that the foreign policy chief of the European Union, Javier Solana, met with Rafsanjani during a recent visit to Tehran.

Clearly, it is hard for Washington to have much direct influence over internal affairs in Iran. When President George W. Bush called Iran part of the "axis of evil," he certainly gained the attention of all sides in Iran's complex power struggle. In many ways, Bush was right — for more than two decades, the Iranian government has perpetrated many cruel human rights abuses upon its people, and that is indeed evil. On the other hand, the saber-rattling that has accompanied Bush's use of the "axis of evil" metaphor is deeply disturbing to Iranians, and has strengthened hard-liners who thrive on perpetuating conflict with the West.

At the same time, the United States should not hesitate to criticize Iran when such criticism is warranted. Khatami, while objecting to "U.S. threats" against Iran, has made it clear that he is ready to open a dialogue with America without preconditions. In doing so, Khatami has distanced himself from conservatives who call it a crime to seek to normalize relations with the United States.

The Bush administration should take Khatami at his

word, and approach Iran's elected leaders with its full range of concerns about Iranian policy. Several of those leaders have themselves objected, in the Iranian Parliament and elsewhere, to such practices as smuggling arms to the Palestinian Authority or harboring Al Qaeda suspects. The United States will find its criticism has supporters in various parts of the Iranian government.

The problem, of course, is that Iran's in-house critics, from the president on down, are powerless to bring about

change. Still, in the murky domain of Iranian politics, the United States should not lose sight of the goal of helping to restore basic freedoms and human rights to the Iranian people. The Bush administration can best do that by engaging frankly and directly with their elected leaders.

The writer, Iran researcher for Human Rights Watch in New York, contributed this comment to the International Herald Tribune.

Chirac indigné par le raid Paris-Bagdad qu'il pouvait interdire

LE coup de coteur présidentiel et le communiqué de l'Elysée évoquant le « vif mécontentement » du patron prêtent à sourire. Chirac n'aurait-il plus l'autorité suffisante pour interdire à trois députés qu'il tutoie de partir pour Bagdad au mauvais moment ?

Au Quai d'Orsay, au ministère de la Défense, ou à Matignon, nombre de conseillers l'admettent, sous réserve d'anonymat, bien sûr. Et, à l'UMP, plusieurs dirigeants s'inquiètent du « joyeux bordel » que révèle cette affaire, d'autant que l'Elysée et Matignon ont attendu vingt-quatre heures avant d'exprimer leur courroux.

Pas de feu rouge

Les plus modérés estiment que ce n'est finalement pas trop grave, puisque Saddam accepte désormais le retour des inspecteurs de l'ONU. Et quelques furieux va-t-en-guerre, tel Pierre Lellouche, député de Paris, se désolent de voir Bush soupçonner Chirac de faire bande à part.

Ce n'est pas la première fois que des députés français de tous bords se rendent à Bagdad et réclament, à juste titre (comme Chirac et Séguin, d'ailleurs), la fin d'un embargo cruel pour la population.

Reste que, la semaine dernière, Chirac a manqué le coche.

Alerté en temps et en heure, il pouvait faire savoir à ses trois affidés qu'il leur interdisait d'aller en Irak jouer aux inspecteurs de l'ONU. Ou leur demander de reporter ce voyage à plus tard, une fois rédigée la résolution que le Conseil de sécurité est en train de préparer pour exiger le retour des inspecteurs dûment mandatés par l'organisation internationale.

Techniquement aussi, le raid des trois députés pouvait être interdit, voire retardé. Comme le résume pour « Le Canard » un spécialiste de ces voyages délicats, « l'autorisation doit être déposée au Quai d'Orsay, qui "juge en opportunité" du bien-fondé du vol. Si le Quai ne s'y oppose pas, il transmet le tout au Comité des sanctions de l'ONU. Ce qui a été fait, et le vol a été autorisé. Comme ont été autorisés, l'an dernier, plus de 400 vols internationaux vers Bagdad. » De plus, la Direction de l'aviation civile peut, de son propre chef, s'opposer à ce genre de « voyage ». Et l'on suppose que l'Elysée a suffisamment de poids pour lui demander, avec la discrétion requise.

Un feu clignotant...

Aucun feu rouge « politique » ou « technique » donc, de la part des responsables français. Et nos trois députés, pas plus compétents que des journalistes pour visiter des sites militaires, sont partis. Le Quai d'Orsay leur ayant fait savoir, paraît-il, que leur voyage était « inopportuniste », et c'est la raison pour laquelle ils ont, sur les télévisions françaises, parlé d'un « feu orange ». Tout au plus Thierry Mariani, Didier Julia et Eric Diard ont-ils retardé d'une semaine leur départ afin de ne pas se trouver à Bagdad les jours précédant l'anniversaire du 11 septembre et le discours guerrier de Bush...

Enfin, Chirac aurait pu aussi s'interroger, avant leur départ, sur le financement de ce vol 4 426 d'un Falcon 900 d'Air Entreprise affrété par une association bien connue pour ses relations privilégiées avec l'Irak : l'Office français pour le développement de l'industrie et de la culture (Ofdic).

TROIS PARLEMENTAIRES FRANÇAIS ONT FAIT UNE VIRÉE À BAGDAD



Le 2 décembre 2000, à Bagdad, l'un de ses dirigeants prononçait un discours en présence de Tarek Aziz et d'un diplomate français. Et, un an plus tard, un avion, toujours affrété par l'Ofdic, déposait à Bagdad Thierry Mariani, l'une des trois vedettes chiraquiennes du dernier vol.

Selon une compagnie aérienne interrogée par « Le Canard » (Air Entreprise refuse de répondre), l'utilisation et l'immobilisation durant quatre jours d'un Falcon

900 coûte environ 550 000 F (83 970 €), sur primes d'assurances comprises pour une destination aussi « sensible ».

Les dirigeants de l'Ofdic, encore présents à Bagdad le 17 septembre au matin, n'ont pu être joints. Mais il y a fort à

parier que, pour financer pareil déplacement, un petit lobby pro-irakien a mis la main à la poche, et aussi peut-être quelques sociétés françaises intéressées par le marché que représente le pays de Saddam. Aucun versement en liquide, on espère. Depuis l'affaire du règlement en espèces de certain voyage présidentiel, la prudence est de mise.

Jérôme Canard

Le oui de Bagdad

POUR TOUT habitué des crises irakiennes de ces dernières années, c'est un classique. Si l'affaire n'était tragique, on parlerait même d'un psychodrame bien réglé. Cédant à la pression diplomatique et militaire, Saddam Hussein fait une concession. Le président irakien est un familier des parties de poker menteur où il « bluffe » jusqu'au dernier moment. Samedi dernier encore, l'un des barons du régime de Bagdad, Tarek Aziz, affirmait haut et fort : pas question d'accepter un retour sans condition des inspecteurs du désarmement de l'ONU en Irak. Et puis, dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 septembre, renversement,

changement de position : le ministre irakien des affaires étrangères, Najî Sabri, fait savoir à l'ONU que les inspecteurs peuvent revenir – sans condition...

La pression a payé. En général mauvais interprète des intentions occidentales, Saddam Hussein a fini par prendre la mesure de la situation. Il a fini par comprendre que le président George W. Bush, acceptant de passer par le Conseil de sécurité de l'ONU, avait rallié une bonne partie de la communauté internationale derrière ses positions, et notamment des pays arabes comme l'Égypte et l'Arabie saoudite : l'Irak doit se conformer à l'interdic-

tion qui lui est faite depuis 1991 de développer des armes de destruction massive. Et pour vérifier qu'il ne viole pas cette interdiction – ce dont on peut sérieusement douter –, la meilleure méthode est encore de renvoyer en Irak les inspecteurs du désarmement de l'ONU. Ce que

Bagdad dit aujourd'hui accepter – et qu'il refusait hier.

Le ministre français des affaires étrangères a eu la bonne réaction : « Il faut prendre Saddam Hussein au mot », a déclaré Dominique de Villepin. Il faut que les inspecteurs retournent en Irak. On saura très vite s'ils peuvent y travailler librement. On saura en quelques semaines si l'Irak a quelque chose à cacher. C'est le minimum que les opinions publiques – dans le monde arabe, en Europe, aux États-Unis – sont en droit d'exiger avant qu'une nouvelle guerre ne soit déclenchée, avec les milliers de morts « collatéraux » qu'elle provoquera dans la population

civile irakienne ; avec les immenses inconnues que recèle une aventure militaire dans un pays aussi fracturé que l'Irak et dans une région aussi explosive que le Proche-Orient ; avec le regain de terrorisme qu'elle entraînera.

Washington a rejeté l'offre de Bagdad, la qualifiant de « tactique qui va échouer ». C'est une mauvaise réaction. Chacun le sait : Saddam Hussein est un roublard. Mais la guerre est une chose trop sérieuse pour qu'on ne tente pas de prendre l'Irakien au mot. A vrai dire, c'est la parole des États-Unis qui est en jeu. Que veulent-ils : le désarmement de l'Irak ou le renversement de Saddam Hussein ? Quelle est la priorité, le véritable objectif de la campagne en cours ? L'ONU ne doit pas écouter Washington. Le Conseil de sécurité doit adopter une résolution imposant le retour des inspecteurs du désarmement en Irak. C'est une étape indispensable.

Pour Washington, le « geste tactique » de Bagdad est « voué à l'échec »

WASHINGTON

de notre correspondant

La Maison Blanche a réagi négativement, lundi 16 septembre, à l'annonce par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, que l'Irak acceptait le retour des inspecteurs chargés de contrôler ses armements non conventionnels. Un porte-parole de la présidence a qualifié la décision irakienne de « geste tactique destiné à éviter une action vigoureuse du Conseil de sécurité des Nations unies ». « Cette tactique va échouer », a ajouté le porte-parole. Il est temps que le Conseil de sécurité agisse.

Officieusement, la Maison Blanche assure ne pas avoir été surprise par l'attitude de Bagdad. « Nous nous attendions à quelque chose de ce genre », a déclaré un conseiller. Daniel Bartlett, directeur de la communication de la présidence, a qualifié l'acceptation du retour des inspecteurs de l'ONU de tentative pour « donner à la communauté internationale le faux espoir que Saddam Hussein est, cette fois, sérieux ». « Malheureusement, a-t-il dit, dix ans d'expérience montrent que l'on ne peut se fier ni à ses paroles ni à ses actes. » M. Bartlett a souligné qu'aucune négociation

n'est possible avec le régime de Bagdad. Au cours d'entretiens télévisés, dimanche 15 septembre, les principaux responsables de l'exécutif ont insisté sur le fait que les États-Unis refusent toute discussion avec Saddam Hussein.

Lundi, au cours d'une visite dans l'Iowa, George W. Bush a répété : « Il faut régler son compte au tyran, pour le bien de nos enfants et des enfants de nos enfants. » Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 12 septembre, M. Bush a cité plusieurs des seize résolutions des Nations unies que l'Irak a violées depuis 1991. Lundi, la Maison Blanche a affirmé que le problème posé par Saddam Hussein « n'est pas une affaire d'inspections ».

CONTRE LA POSITION FRANÇAISE

« Ce qui est en cause », a déclaré le porte-parole, c'est l'élimination des armes de destruction massive et le respect, par le régime irakien, de toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité. Parmi les exigences formulées par le président américain à l'adresse de Saddam Hussein figuraient la rupture de tout rapport entretenu par Bagdad

avec des organisations terroristes, la fin de l'oppression politique et l'instauration de la démocratie en Irak, la cessation des fraudes au régime de sanctions dit « Pétrole contre nourriture ».

M. Bush n'avait pas demandé, dans son discours, le retour des inspecteurs de l'ONU en Irak. Les explications données par la Maison Blanche soulignaient que la question des armes de destruction massive était la « préoccupation principale » des États-Unis, mais, dans la discussion qui s'est ouverte entre les membres du Conseil de sécurité, il est apparu clairement que l'exécutif américain maintient son objectif de changement de régime à Bagdad et cherche à le faire adopter par les Nations unies.

Combattant la position française, qui consiste à dissocier la question du contrôle des armements de celle des conséquences que subirait l'Irak s'il y faisait obstacle, l'administration américaine estime que cette méthode donnerait à Saddam Hussein deux fois plus de possibilités de créer le trouble et de gagner du temps.

Patrick Jarreau

Ce que disaient les responsables américains

● Donald Rumsfeld : « La politique de notre gouvernement est de changer le régime », a déclaré, le 3 septembre, le secrétaire à la défense ajoutant cinq jours plus tard : « La question n'est pas d'avoir des inspections. C'est le désarmement. » Le 8 septembre, M. Rumsfeld faisait également remarquer que les États-Unis doivent agir « pour qu'il n'y ait pas de livres à l'avenir demandant

pourquoi nous avons dormi comme pour l'attaque japonaise contre Pearl Harbor ».

● Colin Powell : « Le meilleur moyen d'obtenir le désarmement est un changement de régime » a affirmé, le 8 septembre, le secrétaire d'État. Il ajoutait, le 10 septembre : « Nous croyons que le changement de régime à Bagdad sera une victoire pour les peuples de la région et aussi pour le peuple irakien. » M. Powell avait

aussi affirmé que « les inspecteurs peuvent peut-être jouer un rôle pour parvenir au désarmement, mais cela reste à voir ».

● Condoleezza Rice : « Saddam Hussein est un homme diabolique qui, laissé à lui-même, causera des ravages parmi sa population, ses voisins et, s'il arrive à se procurer des armes de destruction massive et les moyens de les utiliser, parmi l'ensemble d'entre nous », a précisé le 15 août la conseillère

du président Bush pour la sécurité, ajoutant : « Cela justifie d'un point de vue moral un changement de régime. »

● Dick Cheney : « Les inspecteurs ne sont pas le fond du problème. Ils sont un moyen » avait déclaré, le 19 mai, le vice-président américain ajoutant un peu plus tard : « La région serait davantage en sécurité et le peuple irakien plus libre si quelqu'un d'autre que Saddam Hussein tenait la barre. »

Iraqis doubt the crisis is over

U.S. call for inspections is a pretext, Saddam aide asserts

By Rajiv Chandrasekaran

The Washington Post

BAGHDAD: Following Iraq's pledge to allow UN weapons inspectors to return unconditionally, Iraqi leaders have predicted that the step will not defuse the tension between their country and the United States.

Voicing a view similar to that coming from Washington, Deputy Prime Minister Tariq Aziz said that "the issue does not end with Iraq's acceptance of the return of the inspectors."

"The aim of the American policies is oil in the Gulf," Aziz said Tuesday at a so-called solidarity conference of delegates from countries that share Iraq's opposition to the economic sanctions imposed by the United Nations after Iraq invaded Kuwait in 1990.

A former foreign minister who has become Iraq's spokesman in the current crisis, Aziz has said in recent days that he believed the United States would attack Iraq regardless of whether inspectors returned to determine whether his country possessed or was developing

nuclear, chemical or biological arms.

But with the invitation to the inspection team, "all the reasons for an attack have been eliminated," Aziz said. Now, he said, "the United States has no pretexts or genuine reasons to justify its aggression against Iraq."

Interviews with Iraqis yielded similar opinions.

"Inviting the inspectors back won't resolve the crisis," said Faris Numan, 41, a jeweler. "America will go on threatening us until they can control us."

The Bush administration has voiced skepticism about the Iraqi offer, noting that Baghdad has obstructed the inspectors' work in the past. The UN team left Iraq in 1998 after a dispute with the government over where it would be allowed to work.

Iraqi officials promised Monday that new inspections would go on unhindered but predicted that U.S. leaders would nonetheless use them to create a pretext for an attack.

"We know they have done this before," said Abdelrazak Hashimi, a former Iraqi ambassador who serves as a

semiofficial government spokesman. He noted that in December 1998, the United States made a military strike against Iraq after the inspectors departed.

As recently as Sunday, Iraqi officials called the inspectors spies and accused them of deliberately prolonging their work in the past under orders from the United States and Britain. But since President George W. Bush demanded that Iraq comply with United Nations resolutions in a speech to the world body last week, the government in Baghdad has found itself increasingly isolated, with Russia, China and many fellow Arab nations calling for a resumption of inspections.

"There was no way out for them," a Western diplomat in Iraq said. The diplomat said he believed the decision was probably a stalling tactic.

"Nothing here happens just because there is a spirit of goodwill and cooperation and they want to solve the problem and return to the family of nations," he said. "The key now is survival, and they're hoping this will divide the world community."

U.S. missed major chance to repair ties, Iranian says

By Robin Wright

Los Angeles Times

NEW YORK: The United States missed a "golden opportunity" to improve relations with Iran over the last year as the two countries increased contacts both publicly and behind the scenes during the war on terrorism in Afghanistan, said the Iranian foreign minister, Kamal Kharrazi.

Citing Tehran's cooperation in brokering a post-Taliban government in Afghanistan and its quiet assistance in tracking Al Qaeda operatives passing through Iran, Kharrazi said in an interview that his government had been shocked when President George W. Bush labeled Iran one of three nations in an "axis of evil" in January.

"Everyone was thinking that it was on a positive course," he said of Iranian-U.S. relations, adding: "We had very good cooperation on Afghanistan with the United States. Despite these positive moves and our constructive role, look how they responded. That was a shock for everyone. This does not produce trust, but mistrust."

He added, "It was a golden opportunity for the U.S. administration to

change the course and develop better relations, but they failed."

Bush's condemnation of the Iranian government reflected U.S. concerns about Iran's support for Hamas and Islamic Jihad, two Palestinian groups that have sponsored suicide bombings against Israel, as well as for Hezbollah in Lebanon, according to U.S. officials.

Washington also asserts that Iran is working on its own weapons of mass destruction, despite vehement denials from Iran and trips by nuclear and chemical weapons inspectors to Tehran.

Iran's experience in playing a "positive" role in Afghanistan has made Tehran wary of what position to take if the United States should eventually engage militarily across an even more important Iranian border — with Iraq, Kharrazi said.

Since Iraq used chemical weapons against Iran during their war from 1980 to 1988, Kharrazi said, Tehran shares U.S. concern about Iraqi weapons of mass destruction.

But Iran is also deeply worried about the potential spillover — such as political instability in the region and a mass influx of refugees across the border — in the event of U.S. military action against Iraq.

Kharrazi indicated that Iran would accept the use of force as a reality if a new UN resolution authorized military action against the regime of President Saddam Hussein. Kharrazi also said that Iraqis had the right to demand and fight for greater freedom and that he believed the majority of Iraqis wanted a more representative government.

LETTERS | TO THE EDITOR

The debate on Iraq

In trying to justify their proposed assault on Iraq, the hawks in the U.S. administration accuse the Iraqi regime of gassing its own people. They give the massacre at Halabja as an example of the regime's chemical warfare against Iraqi Kurds. The massacre, which killed hundreds of civilian Kurds, happened during three days of fighting in March 1988 between Iraqi and Iranian forces.

However, according to a study by the Pentagon of the final stages of the eight-year war between Iran and Iraq, Iranian forces appeared to be the major culprit for the massacre.

The Pentagon's study asserted that Iran might have been the first to fire artillery shells filled with cyanide gas into Halabja when Iranian commanders mistakenly believed that Iraqi forces were occupying the town. According to a Pentagon specialist, Iran's assertion on March 20, 1988, that many of Halabja victims died from cyanide poisoning was self-incriminating as only Iran uses cyanide. "We know Iraq does not use cyanide gas. We are sure that Iran uses cyanide," the official said.

Propaganda should not be allowed to mislead the public into supporting war.

R. Nadhmi, London

Thursday, September 19, 2002

INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST



De multiples portraits du maître absolu de Bagdad ornent le musée de la ville... ■

Un raïs en sursis

Saddam Hussein Celui qui rêvait de faire de l'Irak la puissance dominante du Moyen-Orient connaît en réalité depuis dix ans une interminable déchéance. **PAR PIERRE BEYLAU**

Saddam. Nul besoin de préciser le patronyme dans son intégralité. On voit tout de suite de qui il s'agit. Le seul nom du raïs de Bagdad suffit à enflammer les passions, à débrider les imaginations. Il figure désormais au panthéon des personnages fantastiques – croquemitaines et autres fées Carabosse – dont la vocation est d'effrayer sans coup férir les enfants qui refusent de manger leur soupe ou rechignent à aller au lit de bonne heure. Saddam n'appartient plus au monde rationnel, mais à l'univers mythique des puissances infernales. Pour l'Amérique, en tout cas, il ne s'agit plus de le contrôler, éventuellement de le combattre, mais de l'exorciser par le fer et le feu.

Pour se tailler cette sulfureuse réputation, l'intéressé y a mis du sien. « *J'ai abordé ma carrière politique avec la conviction que j'avais à endosser une responsabilité hors du commun* », a-t-il placidement confié lors d'une de ses rares interviews. Phraséologie radicale socialiste et maniement de l'euphémisme qui rendent imparfaitement compte de la réalité. Car Saddam, comme Janus, est un personnage à double face. Côté pile, il se réclame d'un courant idéologique, le parti Baas, qui se voulait à la pointe de la modernité, qui ambitionnait de faire de l'Irak la Prusse du Moyen-Orient. Côté face, Saddam appartient à un autre monde. Il se veut tout à la fois l'héritier de Nabu-

chodonosor, de Saladin, originaire comme lui de Tikrit, et d'Haroun al-Rachid. Et pour tenter de comprendre la psychologie de ce Saddam-là, mieux vaut se plonger dans l'histoire de Babylone et des califes abbassides que dans un manuel de sciences politiques.

Pour devenir, tel Haroun al-Rachid, le maître absolu de Bagdad, Saddam a dû parcourir un long chemin. Quand il naît, le 28 avril 1937, dans une modeste famille sunnite, l'Irak n'est indépendante que depuis moins de cinq ans. Le roi Fayçal, qui règne sur le pays, est un hachémite. Il est l'un des fils du chérif de La Mecque et fut le compagnon du fameux colonel Lawrence, qui aida les Anglais à chasser l'occupant turc.



un ancien officier. C'est ce dernier qui, contre l'avis de sa mère, enverra Saddam au lycée Al-Kharkh de Bagdad, à l'époque véritable foyer d'activisme antimonarchiste.

Prison, évasion, clandestinité

En 1955, Saddam adhère au parti Baas, fondé dans les années 40 par un chrétien syrien, Michel Aflak, un sunnite, Salah Bitar, et un alaouite, Zaki el-Arsouzi. Les deux premiers ont fait leurs études à la Sorbonne. Michel Aflak a lu Proudhon, Fourier, Emmanuel Mounier, Maurras. Tous sont influencés, sur le plan organisationnel, par le modèle communiste et idéologiquement par les groupes nationalistes européens. L'exemple d'Atatürk, le créateur de la Turquie moderne, imprègne également les esprits. El Baas el-Arabi - le parti de la renaissance arabe -, se veut socialiste, laïque. Pour les baassistes, les Arabes constituent une seule nation.

Saddam gravit rapidement les échelons du Baas. Il a choisi une spécialité où son courage physique et son absence d'états d'âme lui permettront de s'épanouir : le service d'ordre, devenu ensuite le service de sécurité intérieure du parti. Mais, dans les années 50, c'est le flamboyant Gamal Abdel Nasser qui incarne les aspirations des nationalistes arabes. Et, le 14 juillet 1958, un groupe d'officiers nassériens conduits par le général Kassem s'empare du pouvoir à Bagdad. Hasard de date ou choix délibéré ? Les révolutionnaires se réclament ouvertement de la Révolution française et la radio diffuse « La Mar-seillaise ».

Il rêvait de monter sur le trône de Damas. Mais la France et l'Angleterre, qui s'étaient partagé les futures dépouilles de la Sublime Porte lors des accords Sykes-Picot (1916), en décidèrent autrement. Fayçal, chassé de Damas par les troupes du général Gouraud, se battit sur Bagdad.

Ainsi, l'Irak dans lequel grandit Saddam est tenaillé par une frustration nationaliste, une soif de souveraineté. Les Anglais honnis y règnent encore en maîtres. Le monde arabe est en proie à un bouillonnement politique intense. De Beyrouth au Caire, de Damas à Bagdad, le nationalisme arabe cherche sa voie. Certains, telle la confrérie des Frères musulmans, créée en Egypte en 1928 par Hassan el-Bannah, voient le salut dans un retour vers les valeurs de l'islam. Les Frères seront la matrice de tous les groupes intégristes sunnites contemporains. D'autres militants prônent la résurrection de la « nation arabe » et puisent leur inspiration dans les idéologies marxistes ou fascistes.

Orphelin de père, Saddam est encore illettré à 8 ans. A 10 ans, il se réfugie chez son oncle Hadj Khairallah Toflah,

Saddam Hussein rêvait de puissance babylonienne. Il a ruiné son pays.

Fidèles à leurs glorieux prédécesseurs, ils exécutent d'ailleurs illico le malheureux roi. Le Baas soutient Kassem, mais estime bientôt que ce dernier trahit la révolution. Saddam est désigné pour l'éliminer. Avec trois autres militants, il ouvre le feu au pistolet-mitrailleur sur la voiture de Kassem. L'affaire tourne mal, l'escorte riposte,

Repères

4000-2160 av. J.-C.

Ancienne Mésopotamie, berceau des civilisations sumérienne et akkadienne.

v. 1894 av. J.-C.

Hammourabi, sixième roi amorrite, fait de Babylone sa capitale.

1255-625 av. J.-C.

Empire assyrien. 587 av. J.-C. Le roi Nabuchodonosor prend Jérusalem.

114-117. Trajan,

empereur romain, conquiert la Mésopotamie.

VIII^e-XIII^e siècle.

Bagdad (« Cité de la paix »), capitale de l'empire

abbasside, est détruite par les Mongols en 1258.

1533. Soliman le

Magnifique annexe l'Irak à l'Empire ottoman.

1914-1918.

Conquête britannique.

1924. Monarchie constitutionnelle.

1932. Fin du mandat britannique.

Etat indépendant.

1958. Assassinat du roi Fayçal II et proclamation de la République.

1968. Putsch militaire. Le Baas prend le pouvoir.

1979. Saddam Hussein président.

1980-1988. Guerre Iran-Irak.

700 000 tués.

Août 1990-mars 1991. Guerre du Golfe après l'invasion du Koweït par l'armée irakienne.

Depuis janvier 2002. George W. Bush déclare que l'Irak fait partie d'un « axe du Mal » contre lequel la communauté internationale doit lutter. F. G.

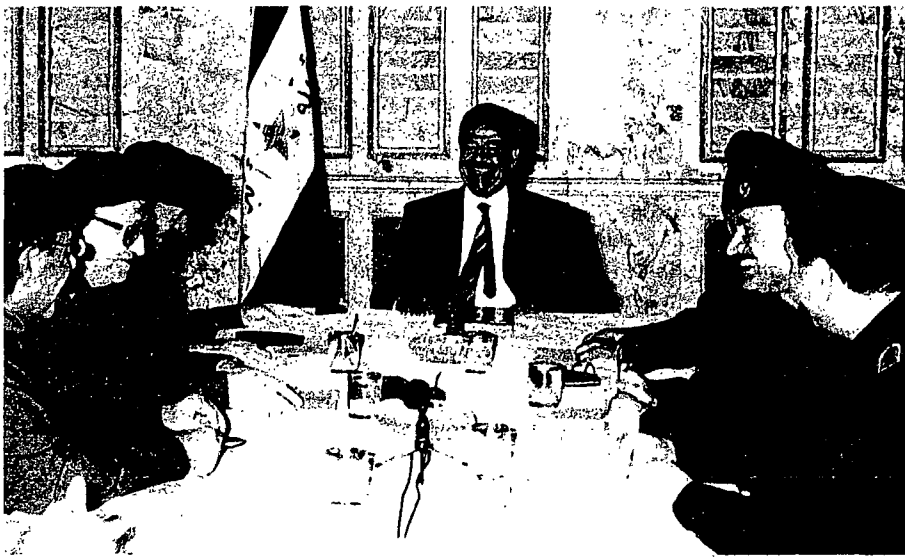
Saddam est blessé. Il se réfugie au Caire. Revenu en Irak après la chute de Kassem, il fomente un complot, est jeté en prison, s'évade, passe dans la clandestinité. Les baassistes, un temps associés au pouvoir, entrent en conflit avec les nassériens. Le 17 juillet 1968, le Baas parvient à ses fins : le général Hassan al-Bakr prend le pouvoir et Saddam commence son irrésistible ascension.

Le régime s'appuie sur une myriade de services de renseignement, le parti enserme le pays dans un carcan de fer. Tout opposant est impitoyablement éliminé. A partir de juillet 1979, Saddam, jusque-là vice-président et ayant poussé le général Bakr vers la retraite, cumule les fonctions de président, chef du gouvernement, secrétaire général du parti, chef des armées et président du Conseil de commandement de la révolution (CCR). Quelques jours après avoir accédé à la magistrature suprême, il procède à une épuration en règle des cadres du Baas.

Convoqués pour une réunion, un millier d'entre eux écoutent le secrétaire du CCR égrener la liste des traîtres sup-



Photo de famille, printemps 1988, à la résidence du président irakien, à Bagdad ■



Saddam Hussein et les principaux dirigeants du parti et du gouvernement, le 17 septembre, à Bagdad ■

ouvrent des lignes de crédit. Les Etats-Unis apportent plus discrètement leur soutien. En 1981, Washington raye l'Irak de la liste des Etats terroristes alors qu'Abou Nidal réside à Bagdad... Le 26 novembre 1984, le vice-Premier ministre, Tarek Aziz, est reçu à la Maison-Blanche par Ronald Reagan. Un communiqué annonce la reprise des relations diplomatiques.

Plus impitoyable que jamais

L'Irak sort vainqueur de la guerre, mais épuisé. Saddam estime avoir été le rempart du monde arabe contre le déferlement intégriste iranien. Quelques jours avant que son armée envahisse le Koweït, il confiera son amertume à April Gaspie, l'ambassadrice des Etats-Unis à Bagdad : « Qui d'autre aurait pu mener une guerre conventionnelle pour stopper l'Iran ? Auriez-vous pu vous permettre de perdre en une semaine 10 000 hommes dans la bataille, puis revenir à la charge et en perdre 10 000 autres sans que l'opinion publique vous force à modifier votre politique ? »

Saddam tentera de se payer sur la bête en envahissant, en août 1990, le Koweït. Funeste idée, erreur de calcul magistrale. L'Irak est écrasé, humilié. Mais l'Amérique de George Bush père redoute l'anarchie et estime que l'unité du pays doit être préservée. La garde républicaine sera épargnée. Elle noiera dans le sang les révoltes chiite et kurde. Mais l'Irak est mis sous embargo. Son appareil militaire largement démantelé. Saddam survit, plus impitoyable que jamais. En mars 1996 se déroule un drame shakespearien : deux de ses gendres réfugiés en Jordanie acceptent de rentrer au pays avec une promesse de pardon. Ils sont accueillis par Oudai, le fils du rais, qui, à l'époque, prend de plus en plus d'influence. Embrassades. Le baiser de la mort. Les deux repentis sont exécutés. C'est le général Ali Hassan el-Majid qui se serait chargé de la besogne. El Majid est un technicien au-dessus de tout soupçon : il a été surnommé « Ali le chimique » en raison de son rôle au Kurdistan et de l'emploi, sous son commandement, de gaz de combat.

Ainsi va le régime moribond de Saddam. Celui qui rêvait de puissance babylonienne a ruiné son pays. Il a été fortement aidé, il est vrai, par tous ceux qui se méfient d'un Irak en trop bonne santé. Il ne doit aujourd'hui sa survie qu'à la crainte de voir une nouvelle guerre plonger la région entière dans le chaos ■

► posés avoir participé à un complot pro-syrien. Une vingtaine d'hommes disparaissent sous les vivats de ceux qui ont été épargnés. Saddam conclut : « Nous n'avons pas besoin ici de méthodes staliniennes pour nous occuper des traîtres, il nous faut des méthodes baassistes. » Fermez le ban. Ce genre de scènes rafraîchissantes se répètent cycliquement.

Saddam a une ambition : faire de l'Irak la puissance centrale du Proche-Orient, ce qui est observé avec inquiétude par ses voisins, notamment les monarchies du Golfe. Le pétrole lui en donne les moyens financiers, une classe moyenne nombreuse et éduquée, les moyens hu-

mans. L'Irak dispose d'ingénieurs, de médecins, de techniciens, de scientifiques d'un bon niveau. Saddam se dote d'une armée qui, sans être « la quatrième du monde », est l'une des plus efficaces de la région. Elle sera mise à contribution lors des huit années de guerre qui l'opposeront à l'Iran des ayatollahs.

Ce terrible conflit est emblématique d'une triple ligne de fracture entre le monde arabe et le monde perse, entre l'Islam sunnite et l'Islam chiite, entre un Irak qui se réclame de la laïcité et un Iran du fondamentalisme. L'Occident choisit son camp : l'Irak. La France ne ménage pas son aide (lire, p. 60, l'article d'Olivier Weber). Les pays arabes



ALI KHALIGH/GAMMA

Malgré la menace d'une guerre prochaine, la vie continue au souk de Bagdad, comme partout ailleurs dans la capitale ■

Jours tranquilles à Bagdad

Même si la perspective d'une guerre hante les esprits, les habitants de Bagdad, fatalistes, vivent au rythme oriental. Reportage au cœur de l'Irak. DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EMMANUEL SAINT-MARTIN

Les rives du Tigre résonnent de disco égyptienne. Plus bas, sur les eaux du fleuve, la fête bat son plein à bord du bateau-promenade. Les invités des mariages populaires viennent là, s'étourdir en dansant, à 50 euros les trois heures. En ce samedi soir, dans le quartier d'Al-Azamiyah, on se presse aussi aux tables des restaurants et cafés qui s'étirent le long du Tigre. Ce n'est pas la jeunesse dorée qui est là, plutôt les enfants de ce qui fut la classe moyenne irakienne. Celle d'avant l'embarco, d'avant la guerre, d'avant...

Bientôt, Mortaz, 21 ans, et sa fiancée danseront à leur tour comme les no-

ceurs du bateau-promenade. Le mariage est prévu dans trois mois. Et la guerre ? « Oh ! un jour on nous annonce que les avions américains vont venir nous bombarder, le lendemain, ça va mieux. Et puis ça recommence... Aux menaces aussi nous nous sommes habitués. »

A Bagdad, la peur ne s'affiche pas. Mais elle n'est jamais loin, bien mal dissimulée par les rodomontades obligées sur cette défaite que Saddam ne manquera pas d'infliger aux Américains. Dans ce pays, l'un des plus policiers au monde, on ne parle pas librement, encore moins au journaliste étranger. Mais on laisse entendre. Par exemple, qu'on

a eu son lot de souffrances, comme Rachid. Sur le marché, où il exploite plusieurs boutiques avec ses sept frères, il ôte ses lunettes noires pour laisser voir l'œil perdu pendant la guerre contre l'Iran. Et, levant vers le ciel sa main atrophiée, il interroge : « Mais pourquoi venir nous attaquer, encore, alors que nous n'avons rien fait ? » Avant de soupirer : « Puisqu'ils sont décidés à bombarder, nous supporterons, encore une fois. »

Au bord du fleuve comme dans les souks, le fatalisme est le lot commun. « Les Irakiens semblent se dire : nous souffrons depuis vingt ans, alors supportons cette épreuve supplémentaire pourvu

qu'elle soit la dernière, que le pays puisse enfin renaître ensuite », constate un observateur étranger. Difficile, en tout cas, de déceler dans les rues de Bagdad un quelconque bellicisme, sinon de pure rhétorique. « Les Irakiens ne sont sûrement pas prêts à mourir pour Saddam, affirme le même observateur. Et s'ils demeurent très nationalistes, l'état du pays – et de son armée – est tel que l'envie de se battre risque d'être de courte durée. » Quant à une « guérilla urbaine » que les stratèges irakiens pourraient vouloir imposer aux troupes américaines pour mieux les piéger dans les villes, elle nécessite, elle aussi, des combattants. Dans un pays où la culture militaire est totalement étrangère à ce type de combats, le pari est des plus risqués.

Une société fantôme

Si la guerre est si peu dans les têtes, c'est peut-être paradoxalement parce que son ombre plane de nouveau au moment où les choses commencent à aller mieux. Ces deux dernières années, Bagdad a changé de manière spectaculaire. Difficile, au premier coup d'œil, de distinguer la capitale irakienne de n'importe quelle métropole arabe. Les effets de la résolution « pétrole contre nourriture » (qui concerne en fait bien plus que l'alimentation), en vigueur depuis 1996, sont sensibles.

Dans le quartier Arasaat al-India, c'est même le luxe qui s'étale. Mercedes aux vitres fumées ou Toyota tout-terrain flambant neuves stationnent devant les innombrables restaurants ouverts ces dernières années. Là, les dignitaires du régime croisent les inévitables profiteurs de la guerre, cette nouvelle classe enrichie par la violation organisée de l'embargo. Grâce au pétrole vendu hors du contrôle de l'Onu, en Turquie, en Jordanie et en Syrie, l'Irak a développé une économie parallèle considérable. L'oléoduc vers la Syrie, « illégal » pour l'Onu, écoulait de grosses quantités de brut.

Pourtant, l'embargo est toujours là. Ses effets aussi. Certes, les enfants ne décèdent plus par centaines de milliers, comme aux premières années des sanctions d'après guerre du Golfe. Mais il en meurt encore beaucoup. « On ne voit plus, comme en 1994 ou 1995, ces salles de naissances dans les hôpitaux avec des bébés tous morts dans les berceaux, dit un médecin français qui vient régulièrement soigner ici. Mais les problèmes

sont encore immenses. » En apparence, le programme de rationnement alimentaire fonctionne bien. Une ou deux fois par mois, chaque famille reçoit riz, farine, sucre, thé, huile. Seulement, « si les rations sont suffisantes en quantité, le régime est gravement carencé », constate Charaf Moulali, responsable de l'ONG française Enfants du monde. Du coup, pour acheter fruits et légumes ou médicaments, les familles bradent sur les marchés une partie des colis.

Les onze ans d'isolement que vient de vivre l'Irak ont une conséquence bien pire : ils ont laissé une société en voie de déstructuration. L'Etat, appuyé sur l'emprise du parti Baas, tient encore. Mais il contrôle une société qui n'est plus que le fantôme de ce qu'elle fut. La classe intellectuelle a fui, ou se trouve en état de déshérence. Le salaire d'un enseignant est aujourd'hui de 3 500 dinars. Soit 2 euros... On ne survit qu'au prix d'une double, voire triple activité.

Pourtant, le centre de Bagdad fait rêver le reste de l'Irak. Dans la plupart des cités de province, et même dans les faubourgs de la capitale, les coupures d'électricité sont encore quotidiennes et souvent très longues, les conditions sanitaires catastrophiques. Tout manque, même l'eau. Et l'isolement de la capitale est d'autant plus grand que le train est hors d'usage.

C'est par la route que Ghada, 19 ans,



Soirée de mariage à l'hôtel Sheraton de Bagdad ■

est venue de Mossoul, dans le Nord, à quelques dizaines de kilomètres de la zone contrôlée par les partis d'opposition kurdes. En visite à Bagdad, elle compte bien y revenir étudier le français. « Parce que la vie est meilleure ici. » Son père, transporteur, était pourtant riche. Mais il a dû tout vendre pour faire vivre sa famille. Et puis, si elle veut venir à Bagdad, c'est aussi pour la liberté. A Mossoul, pas question de se prome-

Députés-trublions

Dans les ruines d'Osirak, ancien réacteur nucléaire de construction française, détruit en 1981 par l'aviation israélienne, les trois députés français écoutent l'officiel irakien qui les guide. Il y a peu, Tony Blair a accusé l'Irak de mener ici un programme d'armement nucléaire. Les Irakiens veulent montrer le contraire.

Tous UMP et ex-RPR, les trois députés Thierry Mariani, Didier Julia et Eric Diard sont venus au bord du Tigre pour plaider le retour des inspecteurs de l'Onu en Irak. Mais le voyage, organisé et financé par l'Ofdic (Office français de développement

industriel et culturel), association qui se charge de « défendre des intérêts économiques français en Irak », a déclenché les foudres du Quai d'Orsay, relayé par la quasi-totalité des leaders de la droite, critiquant « une initiative personnelle inopportune ». Car, en suivant les traces de leurs collègues venus il y a deux ans avec la même association ou encore celle d'un député travailliste anglais, les trois parlementaires ont risqué de brouiller le subtil jeu diplomatique auquel participait le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, qui avait lieu à New York au même moment ■ E. S.-M.

ner sans le *hijab*. Car partout hors du centre de Bagdad s'accroît l'emprise de la religion sur cet Etat qui fut le chantre de la laïcité. Les organisations islamiques assurent de plus en plus souvent l'aide sociale, se substituant au parti Baas. Quant à Saddam, peu connu pour sa piété, il a depuis longtemps fait de l'islam son instrument de propagande favori. A Bagdad, il ne cesse de faire construire des mosquées. L'ancien aéroport a fait place à un gigantesque chantier : le président fait édifier ici ce qui sera « la plus grande mosquée du Moyen-Orient ».

Statues équestres ou en pied, portraits gigantesques : l'image de Saddam hante chaque carrefour.

On ne le voit plus qu'en costume civil, depuis, dit-on, que Kofi Annan lui aurait fait valoir que le port de l'uniforme était mauvais pour son image internationale. Mais, à 65 ans, l'allure est toujours aussi martiale et la poigne aussi ferme sur son peuple.

Le 15 octobre, le raïs soumettra le renouvellement de son mandat à référendum. En 1996, il avait récolté 99,96 % de oui. Difficile de faire mieux... »

L'enjeu de l'or noir

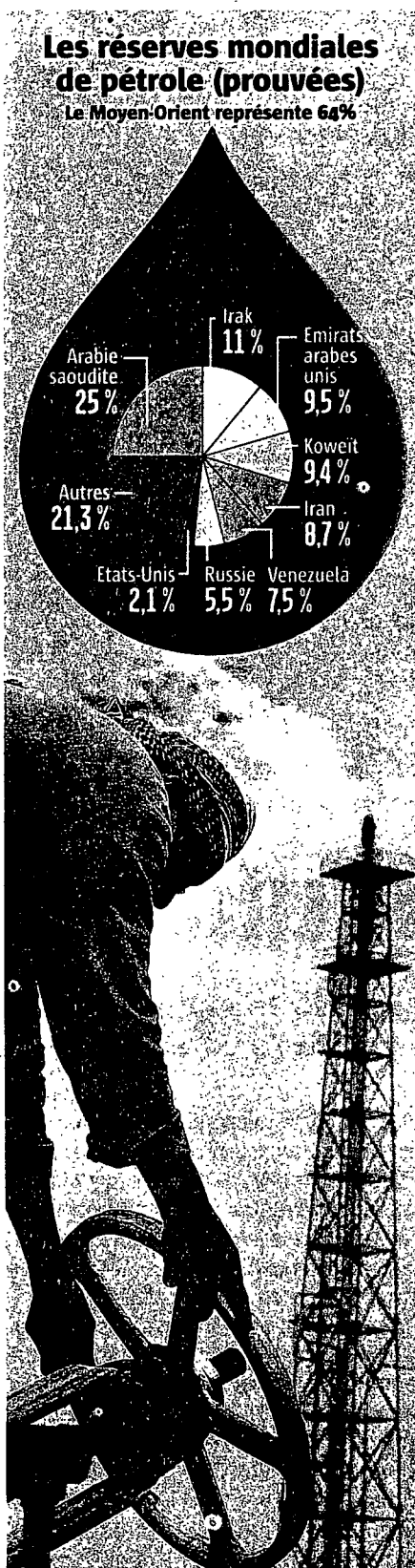
Pétrole Si un Irak sans Saddam pouvait augmenter ses capacités de production, les Etats-Unis tiendraient la dragée haute à Riyad et à Téhéran. **PAR MIREILLE DUTEIL**

Y penser toujours, n'en parler jamais. Telle pourrait être la devise américaine vis-à-vis du pétrole irakien. L'affaire est entendue : que le sous-sol et les côtes irakiennes soient une immense éponge imbibée d'or noir n'a rien à voir, officiellement, dans la guerre que les Américains voudraient lancer pour renverser Saddam Hussein. Difficile de croire, pourtant, que les 112 milliards de barils de pétrole de réserves prouvées, soit 11% des réserves mondiales (les deuxièmes après l'Arabie saoudite), sont totalement étrangères au conflit qui finira peut-être par avoir lieu.

Une guerre qui devrait permettre aux compagnies pétrolières américaines de prendre leur part du gâteau irakien, dont elles sont aujourd'hui exclues. Pourtant, si elles ne participent pas à la production, c'est dans les raffineries américaines que sont traités les deux tiers du pétrole extrait en Irak.

Une évidence qui a permis à l'administration fédérale, depuis août, d'accroître ses pressions financières sur l'Irak en interdisant aux sociétés américaines d'importer du brut. Une décision qui, cumulée avec un mécanisme rigide de fixation des prix, a fait s'effondrer les ventes d'or noir irakien. Selon les résolutions de l'Onu, celles-ci pourraient atteindre 1,4 million de barils/jour (B/J). Concrètement, elles ont été divisées par deux en août et se sont effondrées à 370 000 B/J la première semaine de septembre. Les rentrées financières attendues (250 millions de dollars par semaine) ont chuté à 69 millions début septembre. Interrompant du même coup le programme humanitaire, puisque l'Irak doit subventionner ses achats officiels de nourriture, de médicaments... par les ventes du pétrole. Reste le brut vendu hors quotas et transporté par des norias de camions à travers la Turquie, la Jordanie, la Syrie. Les ventes, estimées à 2 milliards de dollars par an (en 2001), enrichissent largement la nomenclature de Bagdad.

Accéder aux immenses réserves de brut irakien est un objectif stratégique évident pour Washington dans le cadre



de sa nouvelle politique énergétique. Au début de 2001, lorsque George W. Bush – un ancien « pétrolier » – avait donné son accord à une révision des sanctions contre l'Irak, permettant à Bagdad d'augmenter son quota officiel d'exportation de pétrole, c'était pour répondre aux besoins croissants de la demande américaine et mondiale. En 2000, le rapport d'un groupe de travail dirigé par le vice-président Dick Cheney, lui aussi ex-pétrolier, avait déjà plaidé pour une « *reformulation* » des sanctions envers l'Irak, l'Iran et la Libye, trois pays « axes du mal » aux yeux de Washington, mais qui possèdent près du quart des réserves pétrolières prouvées.

Demain, le pétrole irakien...

La demande mondiale de brut devrait passer de 77 millions de B/J en 2002 à 115 millions en 2020, estiment les experts américains. La production du Moyen-Orient devrait doubler d'ici à 2020 et représenter 51% de la production mondiale, au lieu de 43% aujourd'hui, renchérisait l'an passé, à Washington, le département de l'Energie. Or seuls les pays du Moyen-Orient, Arabie saoudite, Irak, Iran, Emirats arabes unis et Koweït (plus de 50% de la production mondiale), pourront répondre à cette énorme demande, tandis que la mer Caspienne reste une « *plaisanterie géologique* », selon la formule d'un pétrolier français.

Demain, le pétrole irakien sera d'autant plus important que l'administration américaine a le double souci de diversifier ses sources d'approvisionnement et de ne plus être aussi dépendante du pétrole saoudien (15% des besoins énergétiques américains). Depuis le 11 septembre, les « faucons » n'ont plus confiance dans la monarchie wahhabite, accusée de « *double langage* ». Si un Irak débarrassé de Saddam pouvait augmenter ses capacités de production, les Etats-Unis pourraient se permettre de tenir la dragée haute à Riyad et à Téhéran, l'autre grand producteur d'or noir et de gaz, que l'administration américaine trouve, en fait, autrement plus dangereux que l'Irak ■

Amours et désamours

France-Irak Entre 1972 et 1990, Paris et Bagdad ont entretenu des relations privilégiées. Mais la guerre du Golfe a compromis cette idylle. **PAR OLIVIER WEBER**

Marianne peut se consoler : à défaut d'une politique arabe cohérente, longtemps la France eut une stratégie pro-irakienne. Dont les effets perdurent aujourd'hui avec la visite de trois députés français, fussent-ils désavoués par leurs pairs, de droite comme de gauche. Baigné par une communauté non pas de destin mais d'intérêts, plongé dans une fraternité d'armes qui justifia tous les écarts, le couple France-Irak connut ses heures de gloire et de brouille, dans une valse à quatre temps.

Des fiançailles précoces.

L'idylle démarre fort, dès 1972, lorsque Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre, reçoit en grande pompe à Paris Saddam Hussein, promu nouvel homme fort du régime irakien, lequel invite à son tour dans son fief, deux ans plus tard, Jacques Chirac, successeur de Chaban. Entre les deux capitales, c'est la lune de miel, dans un lit de fleurs préparé par les artisans de la coopération que sont l'émissaire discret de Georges Pompidou Nicolas Lang et l'ambassadeur Pierre Cerles. A l'un d'eux Saddam Hussein, admirateur de la France, avait confié quelques années auparavant :

« Saluez de ma part le chevalier de Gaulle... » Les contrats pleuvent. Soixante avions Mirage F1 en 1977 et 1979 passent dans la besace de Bagdad, plus des Etendard, des hélicoptères, des missiles Exocet. Aux yeux de Bagdad, la France est une tête de pont essentielle en Occident. Pour Paris, qui envoie des cohortes de conseillers militaires, cette turbulente Mésopotamie est non seulement une riche terre de pétrole, mais aussi un coin où planter son drapeau d'une amitié franco-arabe.

La France de Pompidou y voit également l'occasion de reprendre pied dans ce Moyen-Orient décidément compliqué pour damer le pion aux

intérêts anglo-saxons, qui se taillent la part du lion auprès des pétromonarchies du Golfe.

Le temps des affaires. En 1980, le raïs de Bagdad déclare la guerre à l'Iran, qui a multiplié les provocations. La guerre dure huit ans. Le temps pour la France de signer de mirobolants contrats d'armements, précédés par la livraison de la centrale nucléaire de Tamuz-Osirak. Un site qui suscita une

jours un débiteur fiable. Il n'empêche : après la démolition, la reconstruction, autre marché prometteur...

La guerre du Golfe. Malgré les pressions des hommes d'affaires et de différents lobbyistes, Paris rallie la bannière américaine dans sa course vers Bagdad après l'invasion du Koweït en 1990. Mais s'oppose ensuite au maintien indéfini de l'embargo et aux décisions unilatérales américaines. Ainsi

la France retire-t-elle son soutien aux opérations de survol de l'Irak. Jean-Pierre Chevènement, lui, rue dans les brancards, démissionne de son poste de ministre de la Défense en 1991 et se rend à Bagdad saluer Saddam, qu'il qualifie de « dirigeant courageux et aimé ». Si la France donne de la voix, c'est pour ne pas oublier ses réseaux, qui mêlent dirigeants de l'énergie atomique, représentants des compagnies pétrolières et marchands d'armes. Saddam, il est vrai, a d'éloquents relais en France, introduits dans nombre de salons, dont Charles Saint-Prot et Gilles Munier, des Amitiés franco-irakiennes.

La contestation de l'ordre américain.

Avec la montée en puissance du discours guerrier de Washington, la France tient un rôle de fermeté qui n'exclut pas une position de médiateur futur et ne compromet en rien ses intérêts économiques. Ils perdurent : la résolution de l'Onu « échange pétrole contre nourriture » permet à quelques petites et moyennes entreprises de se livrer à un négoce non négligeable. Payé par les subsides engagés par l'Onu, donc sans risques. Dans cette conquête de l'Orient, au son du canon et à l'horizon d'eldorado garni d'or noir, la France garde sa part d'ombre. Elle a gagné de la voix, même si les moyens de son « exception » font défaut. Elle s'est, aussi, gravement compromise avec le tyran des bords du Tigre »



Rencontre entre Jacques Chirac et Saddam Hussein, à Bagdad, en 1976 ■

telle peur en Israël que la chasse de l'Etat hébreu détruit le réacteur en juin 1981. La guerre avec l'Iran, une boucherie, se poursuit, gloutonne en munitions, avions et canons. Autant de livraisons françaises, pour un montant d'au moins 10 milliards d'euros, sous le prétexte de barrer la route à l'intégrisme des ayatollahs de Perse. Quand Bagdad utilise des gaz chimiques contre les Iraniens – et les Kurdes –, Paris et Washington ferment les yeux... Le lien devient viscéral et implique des hommes politiques de tous bords, de Jacques Chirac à Claude Cheysson et Charles Hernu. Le commerce est lucratif pour la France, qui en a le tournis. Et oublie que Bagdad n'est pas tou-



Sois mon frère arabe et tais-toi !

Il ne fait pas bon être une minorité au sein du monde arabe. Le quotidien panarabe *Al Hayat* explique pourquoi.

Qu'est-ce qu'on reproche à Saadeddine Ibrahim [militant des droits de l'homme condamné à sept années de prison en Egypte] ? D'avoir "insulté" l'insupportable et irréfutable vérité qu'il y a une minorité copte en Egypte. Or, dans le discours dominant, le mot "minorité" a un parfum d'insulte. On préfère parler de "frères" et fermer les yeux sur la réalité, quitte à ne pas résoudre les problèmes posés par ce phénomène. Avec la montée du panarabisme, dans les années 40-50, le théoricien syrien Michel Aflaq [fondateur du parti Baas, en 1947] avait donné l'exemple en disant que les Berbères et les Kurdes étaient des Arabes. De nos jours, Omar Hassan el-Bachir, président du Soudan, déclare que les animistes et les chrétiens du Sud-Soudan sont "nos frères"... qui ont le choix entre la soumission à nos normes ou le massacre

par nos soins.

Cette attitude ressemble à celle de l'homme qui dit à sa femme : "Renonce à ton nom, renonce à tes revendications et fais-moi confiance. Je suis ton protecteur et je pourrais à tes besoins. Selon mes traditions et ma culture, tu ne manques de rien. Si tu devais quand même prétendre manquer de quelque chose, tu m'obligerais à effacer ton effronterie par un crime d'honneur."

En effet, nous, Arabes, sommes incapables d'admettre la moindre différence parmi "nous" et ressentons comme une entorse à notre unité que quelqu'un prononce le mot "minorité". (Même le mot "femme" fait peur à ceux qui voudront que leur monde soit une grande famille, faite de "sœurs" et de "frères".) Pourtant, il suffit de regarder une carte du monde arabe pour voir la réalité : Kurdes en Syrie et en Irak, chiites [dans plusieurs pays du Machreq], Berbères au Maghreb, minorités du Sud-Soudan, coptes en Egypte et autres chrétiens au Liban... et, au milieu de tout cela, la haine réciproque entre Juifs et Arabes. Et que fait l'élite arabe, celle qui se dit démocratique et antifondamentaliste ? Elle s'enthousiasme

pour le Hezbollah et s'offusque des déclarations de Saadeddine Ibrahim et d'Ali Salem [dramaturge égyptien contestataire]. Remarquons qu'en cela elle n'est pas très différente de son homologue israélienne qui se dit moderne et éclairée tout en se rangeant sous la houlette d'Ariel Sharon. La Jordanie, par exemple, l'un des rares pays arabes à ne pas sombrer dans la violence, est soumise à toutes sortes de pressions de la part de ses "frères" afin qu'elle se déchire à son tour et s'intègre dans la carte du Proche-Orient, faite de sang et de larmes. Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner que nos hommes d'affaires partent vers d'autres marchés et nous privent de leurs capitaux ; que nos jeunes partent vers d'autres horizons et nous privent de leur force de travail ; que les minorités partent vers d'autres lieux et nous privent de leurs couleurs, senteurs et diversités. Ceux qui restent trouveront une consolation dans la rengaine des discours creux et pourront se bercer au rythme des rafales de mitrailleuses.

Hazem Saghleh, *Al Hayat*, Londres

Bush's resolution on Iraq: the text

Reuters

WASHINGTON: Following is the text of a proposed resolution sent to Congress on Thursday by President George W. Bush in support of an attack on Iraq:

Whereas Congress in 1998 concluded that Iraq was then in material and unacceptable breach of its international obligations and thereby threatened the vital interests of the United States and international peace and security, stated the reasons for that conclusion, and urged the president to take appropriate action to bring Iraq into compliance with its international obligations (Public Law 105-235);

Whereas Iraq remains in material and unacceptable breach of its international obligations by, among other things, continuing to possess and develop a significant chemical and biological weapons capability, actively seeking a nuclear weapons capability, and supporting and harboring terrorist organizations, thereby continuing to threaten the national security interests of the United States and international peace and security;

Whereas Iraq persists in violating resolutions of the United Nations Security Council by continuing to engage in brutal repression of its civilian population, including the Kurdish peoples, thereby threatening international peace and security in the region, by refusing to release, repatriate, or account for non-Iraqi citizens wrongfully detained by Iraq, and by failing to return prop-

erty wrongfully seized by Iraq from Kuwait;

Whereas the current Iraqi regime has demonstrated its capability and willingness to use weapons of mass destruction against other nations and its own people;

Whereas the current Iraqi regime has demonstrated its continuing hostility toward, and willingness to attack, the United States, including by attempting in 1993 to assassinate former President Bush and by firing on many thousands of occasions on United States and Coalition Armed Forces engaged in enforcing the resolutions of the United Nations Security Council;

Whereas members of Al Qaeda, an organization bearing responsibility for attacks on the United States, its citizens, and interests, including the attacks that occurred on September 11, 2001, are known to be in Iraq;

Whereas Iraq continues to aid and harbor other international terrorist organizations, including organizations that threaten the lives and safety of American citizens;

Whereas the attacks on the United States of September 11, 2001, underscored the gravity of the threat that Iraq will transfer weapons of mass destruction to international terrorist organizations;

Whereas the United States has the inherent right, as acknowledged in the United Nations Charter, to use force in order to defend itself;

Whereas Iraq's demonstrated capability and willingness to use weapons of mass destruction, the high risk that the

current Iraqi regime will either employ those weapons to launch a surprise attack against the United States or its armed forces or provide them to international terrorists who would do so, and the extreme magnitude of harm that would result to the United States and its citizens from such an attack, combine to justify the use of force by the United States in order to defend itself;

Whereas Iraq is in material breach of its disarmament and other obligations under United Nations Security Council Resolution 687, to cease repression of its civilian population that threatens international peace and security under United Nations Security Council Resolution 688, and to cease threatening its neighbors or United Nations operations in Iraq under United Nations Security Council Resolution 949, and United Nations Security Council Resolution 678 authorizes use of all necessary means to compel Iraq to comply with these subsequent relevant resolutions;

Whereas Congress in the Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution (Public Law 102-1) has authorized the president to use the armed forces of the United States to achieve full implementation of Security Council Resolutions 660, 661, 662, 664, 665, 666, 667, 669, 670, 674 and 677, pursuant to Security Council Resolution 678;

Whereas Congress in section 1095 of Public Law 102-190 has stated that it "supports the use of all necessary means to achieve the goals of Security Council Resolution 687 as being con-

International Herald Tribune
Friday, September 20, 2002

sistent with the Authorization for Use of Military Force Against Iraq (Public Law 102-1)," that Iraq's repression of its civilian population violates United Nations Security Council Resolution 688 and 'constitutes a continuing threat to the peace, security, and stability of the Persian Gulf region,' and that Congress 'supports the use of all necessary means to achieve the goals of Resolution 688';

Whereas Congress in the Iraq Liberation Act (Public Law 105-338) has expressed its sense that it should be the policy of the United States to support efforts to remove from power the current Iraqi regime and promote the

emergence of a democratic government to replace that regime;

Whereas the president has authority under the Constitution to take action in order to deter and prevent acts of international terrorism against the United States, as Congress recognized in the joint resolution on Authorization for Use of Military Force (Public Law 107-40); and

Whereas the president has authority under the Constitution to use force in order to defend the national security interests of the United States;

Now, therefore, be it

Resolved by the Senate and House of Representatives of the United States of

America in Congress assembled,

SECTION 1. SHORT TITLE

This joint resolution may be cited as the "Further Resolution on Iraq."

SECTION 2. AUTHORIZATION FOR USE OF UNITED STATES ARMED FORCES

The president is authorized to use all means that he determines to be appropriate, including force, in order to enforce the United Nations Security Council resolutions referenced above, defend the national security interests of the United States against the threat posed by Iraq, and restore international peace and security in the region.

U.S. cold-shoulders NATO in planning for attack on Iraq

By Bradley Graham and Robert Kaiser

The Washington Post

WARSAW: As eager as the Bush administration is to find international backing for possible military action against Iraq, one place it is not looking for military support is NATO.

Defense Secretary Donald Rumsfeld has come to Warsaw this week for an informal meeting of his counterparts in the Atlantic alliance, and he plans to brief them Tuesday on the Iraqi threat. He and other administration officials have been sounding out allies individually about their readiness to contribute to a war against Iraq.

But the idea of America's principal military alliance playing a part itself has not been pursued by senior U.S. authorities even though, after the Sept. 11 attacks, NATO made the unprecedented decision to invoke Article 5 of its founding treaty, which declares that an attack on one member shall be considered an attack against them all.

"It hasn't crossed my mind, we've not proposed it," Rumsfeld told reporters en route to Warsaw. The remark appeared to indicate the importance in Rumsfeld's mind of the alliance,

which he got to know well when he was the U.S. ambassador to NATO in 1973-74.

The prospect of NATO again being sidelined in an important military operation — as it was in Afghanistan — has deepened concerns on both sides of the Atlantic about the alliance's relevance in the age of terrorism. The Europeans increasingly worry that the United States will conduct major operations largely on its own or with the support of looser or smaller ad hoc coalitions.

Part of the reason for NATO's lack of involvement is political, reflecting the difficulty of winning consensus in the 19-member group for controversial U.S. initiatives outside Europe. This was demonstrated by Gerhard Schroeder, the German chancellor, who based his successful re-election campaign largely on opposition to a possible U.S. invasion of Iraq. Just as Schroeder capitalized on a different European view of the Iraqi threat and how best to confront it, other such U.S.-European disagreements could easily

recur in the years ahead.

But there is also a practical reason for NATO's apparent irrelevance in the Iraq showdown: the growing gap in capabilities between the United States and Europe. Rumsfeld's main message is that if the alliance is ever to join the fight against new threats, it needs to acquire new capabilities and streamline its command structure.

"It is very much what we're interested in doing and that is seeing if we can have more of our capabilities available, in days or weeks rather than months or years," Rumsfeld said. "If we can have a larger fraction of our capabilities agile and able to get in and out of places and move around in places with a smaller footprint — this is something that NATO countries are perfectly capable of doing if they decided to do it."

This goal is familiar, but it has acquired new urgency during the U.S.-led global war on terror. Alliance proponents are encouraged by one NATO achievement earlier this year: defense ministers agreed in June to develop a fresh initiative to improve forces for missions outside of Europe.

The action put the alliance on record as endorsing — at least rhetorically — operations beyond its traditional borders, thereby resolving with remarkably little debate or rancor a controversy that had raged in U.S.-European defense circles for more than a decade.

"What you've had since Sept. 11 is a real shift



Grzegorz Jakubowski / Reuters

Defense Secretary Donald Rumsfeld, right, meeting Monday in Warsaw with the Polish president, Aleksander Kwasniewski.

that put to bed the NATO in-area, out-of-area debate," a senior White House official said, using the NATO jargon for in the European area or beyond it. "It's terribly significant."

NATO officials note that the alliance has not been sitting out the fight entirely. To relieve some of the burden on the U.S. Air Force for patrolling American skies, NATO lent several AWACS surveillance planes to the United States after the Sept. 11 terror attacks. And while NATO formally is not involved in Afghanistan, all alliance members except Iceland have sent troops there.

But for NATO to be able to respond rapidly and forcefully to contingencies outside Europe, U.S. and European officials say, alliance members will need to improve their ability to do several things foremost: transport forces, strike with precision weapons, communicate securely and protect against chemical, biological and nuclear attack.

They also will need to streamline a NATO command structure still largely rooted in the Cold War.

"An example is the number of regional commands that NATO has in the Atlantic," a Pentagon official said, citing six. "There is no more submarine threat or threat to lines of communication across the Atlantic between the United States and Europe to justify that number of commands."

**EDITORIALS
& COMMENTARY**

The Iraq decision

The Washington Post

Two decades ago, having consolidated his Iraqi dictatorship with blood baths and traded billions of petrodollars for modern weapons, Saddam Hussein set out to make himself master of the Middle East and its oil fields. He launched successive wars of aggression against Iran and Kuwait, amassed a large arsenal of chemical and biological weapons, and raced to acquire nuclear arms. On his orders, his army committed some of the most horrific war crimes since World War II, gassing whole villages and massacring tens of thousands of innocent civilians at a time. Even after his crushing defeat in the Gulf War, the dictator refused to give up his ambitions. He boldly preserved and even sought to expand his chemical and biological arsenal in defiance of numerous United Nations Security Council resolutions; even as his own people starved, he proudly awarded stipends to the families of Palestinian suicide bombers. President George W. Bush's assertion that the Iraqi regime remains a deadly menace to the region and a challenge to international order is not new; President Bill Clinton made the same claim throughout his eight years in office, and the Security Council repeatedly agreed with him. Nor is Bush's insistence on ending Saddam Hussein's dictatorship a leap; Congress passed a law four years ago endorsing regime change as U.S. policy. For years the central question facing both the United States and the United Nations has been whether they are prepared to follow through on their own decisions.

Bush's choice to fully confront this challenge has been precipitated by two developments since his election. First came the crumbling of the containment policy that Clinton relied on to manage the Iraqi threat; then came Sept. 11. The administration's attempts to explain the implications of these events have been awkward and sometimes confused. It has asserted that Saddam Hussein has connections to the Qaeda network but has provided no public evidence that this is so. It also

has suggested that terrorists could strike the United States with chemical or biological arms supplied by Saddam Hussein; though this is plausible, again there is no evidence that the dictator has adopted such a strategy. The real case for acting now on Iraq is more intangible: It is that the breakdown of containment, and the new flow of resources that breakdown has provided to Saddam Hussein, has decisively raised the cost of postponing a confrontation; and the shock of Sept. 11 has given this country the lesson that, in an era in which enormous harm can be done by seemingly weak adversaries, threats such as that posed by Iraq must not just be managed but treated aggressively.

With his speech to the United Nations and his request for a resolution from Congress, Bush has set his administration on a rapid march toward a decision on war. Though he has nominally reserved final judgment and left notional space for consultation, the president has practically excluded any outcome other than a U.S.-led military campaign that, beginning in just a few months, would seek to destroy Saddam Hussein's regime, locate and neutralize its weapons, and replace it with a progressive and pro-Western government. The urgent pace of the political and diplomatic offensive, which demands congressional and Security Council action within weeks, and its timing at a moment when the separate battle against Al Qaeda is far from won, gives us pause. Nevertheless, we believe that the president's decision to act is the right one, as is his challenge to the Security Council to support the enforcement of its resolutions. Though the timing and wording of a resolution are open to discussion, Bush deserves Congress's support.

Barring the unexpected, action will mean sending tens of thousands of young Americans to fight a potentially horrific battle against a hardened war criminal who can be expected to use every weapon left in his arsenal. There can be little doubt that the fight will be won, perhaps even quickly. But as it faces this grave prospect, the administration must do everything in its power to minimize the war's risks and ensure that the promised outcome — a dis-

armed and united Iraq, at peace with its neighbors and the United States — is realized. So far, there are worrisome signs that this has not been done. In particular the administration has failed to show that it is prepared to manage the daunting task of occupying and managing a post-Saddam Iraq.

Secretary of State Colin Powell and Secretary of Defense Donald Rumsfeld each delivered lengthy statements to Congress last week arguing the case for action; strikingly, neither so much as mentioned the reconstruction problem. When questioned by members of Congress, the secretaries offered sweeping assurances: that postwar Iraq would have a representative government that would help transform the region around it; that the burden of occupation and the cost of reconstruction would be shared by the United Nations and numerous allies; and that U.S. occupation troops would not be needed for a prolonged period. Yet there was no hint that a coherent postwar plan exists; Rumsfeld suggested it would be left to Iraqis to work one out after the war.

The Bush administration has used similarly expansive rhetoric about its commitment to postwar Afghanistan; the reality has been a pinched and narrow-minded effort that has left the country dangerously close to lapsing into anarchy. The same mistake cannot be made in Iraq: An intensive and prolonged project of nation-building — similar to that undertaken in Bosnia or Kosovo — will be needed. This, as Rumsfeld acknowledged, will require major contributions from the United Nations and allies. And these will not be easily obtained unless the administration continues to pursue a policy of coalition-building, both in and outside the Security Council — a policy that may require expending more than the few weeks the administration seems to have allotted for it and allowing a last UN attempt at a peaceful solution. Bush is right to insist that the civilized world at last end the menace of Saddam Hussein, and threats of unilateral U.S. action may help bring that about. But a military campaign undertaken in haste, without substantial support from other nations or before careful planning about Iraq's future, would incur great risks. Avoiding them should be the focus as Congress works with the administration toward a resolution of support.

Iran marks Iraq war with warning to U.S.

Reuters

TEHRAN: Iran on Sunday marked the 22d anniversary of the start of its eight-year war against Iraq with a show of military strength and a warning to others not to attack Iran again.

At a two-hour parade in southwestern Tehran, Iran's armed forces displayed hardware and troops ranging from women volunteers shouldering

Kalashnikov rifles, to its Shahab-3 surface-to-surface long-range missile.

In a speech to the troops, President Mohammad Khatami said the Iran-Iraq War, in which more than a million people were killed on both sides, had shown the true spirit of Iran.

"Iran's armed forces are a thorn in the eyes of those who intend to launch an attack on this nation," he said.

While no friend of President Saddam

Hussein of Iraq, Iran is wary of a U.S. attack on its former foe, fearing instability in the region and a flood of refugees. It is also concerned about becoming a target of Washington's war on terror.

President George Bush has included Iran as part of an "axis of evil" along with Iraq and North Korea and accused it of building weapons of mass destruction.

The head of the Revolutionary Guards, Major General Yahya Rahim

Safavi, addressed the perceived threat to Iran in specific terms.

"Our armed forces, using necessary vigilance, are ready to defend the country by considering every move of the foreign and American forces," he told state television at the parade.

Washington and Tehran broke relations shortly after the 1979 Islamic revolution when radical students stormed the U.S. embassy in Iran and held

dozens of hostages for 444 days.

Iran has called on Baghdad to readmit UN weapons inspectors but is loath to see a U.S.-backed government take Saddam's place in Iraq that would mirror the pro-Western administration to its east in Afghanistan.

Many in Iran find U.S. concern over Saddam's alleged weapons arsenal ironic given the position it adopted during the Iran-Iraq War.

"The U.S. policy is hypocritical," said

Amir Reza, a 34-year-old arts graduate. "They helped Iraq start a war with Iran just after our revolution. They supported Saddam during the war. Our words fell on deaf ears in America at that time."

Some at Sunday's parade, held alongside the mausoleum of the former leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini, seemed to believe that war with the United States was inevitable.

Turkey bans leader of popular party

Electoral board's move adds new uncertainty as vote nears

By Douglas Frantz

The New York Times

ISTANBUL: The leader of Turkey's most popular political party was banned Friday from running in the Nov. 3 elections because of his conviction three years ago for reading a poem that a court said incited religious hatred.

Turkey's highest electoral board ruled that Recep Tayyip Erdogan, the head of the Justice and Development Party and a former mayor of Istanbul, was ineligible for election to Parliament because of the conviction. The ban means that he cannot become prime minister if his party wins the election.

Erdogan's party leads by a wide margin in public opinion polls, and he has crafted a moderate, pro-Western message in an attempt to distance himself from his roots in political Islam. But

Turkey's military and some business leaders have been nervous about Erdogan's rising popularity, and the ruling was seen in some quarters as a blatant attempt to stop him.

"There is a rumor afoot that the board's decision is the decision by the establishment in Turkey to disqualify Erdogan for good to try to weaken his party popularity in the country," said a Western diplomat in Ankara, the capital.

The ruling adds a new element of uncertainty to the upcoming elections when Turkey's strategic importance to the United States and its allies has never been higher. An airbase in southern Turkey is home to the American and British warplanes that patrol the no-flight zones in Iraq and Turkey and is expected to provide bases for any American attack on Baghdad.

The board's ruling is likely to draw criticism from the European Union,

which has been pushing Turkey to ease restrictions on free speech and religious freedom as part of the country's effort to join the organization.

In August, Parliament passed reforms easing restrictions on free speech.

In addition to Erdogan, the board prohibited Necmettin Erbakan, a former pro-Islamic prime minister, from running. The board also excluded



Burhan Ozbilicli/The Associated Press

Recep Tayyip Erdogan, right, with his deputy, Abdullah Gul. For publicly reading a poem in 1997 that said, "The mosques are our bayonets, the domes our helmets and the believers our soldiers," Erdogan was barred Friday from running for Parliament.

Murat Bozlak, leader of the pro-Kurdish party, and Akin Birdal, Turkey's most prominent human rights activist. Erbakan was convicted earlier of anti-secular activities, and Bozlak and Birdal had been jailed for calling for a peaceful end to the civil war with Kurdish separatists.

Western diplomats and human rights activists said the board's decisions reflect poorly on Turkey's willingness to embrace real democracy despite the reforms approved last month.

"We think that the broadest possible participation in political debate is the healthiest option for democracies, and people will question this decision and its compatibility with the decisions of Aug. 2 by the Turkish Parliament," a Western diplomat said.

Appearing before a chanting crowd of supporters in Ankara, Erdogan said the decision to ban him called into question the state of democracy in Turkey.

"Today the public consciousness is heavily wounded," he said. "However, nobody should get upset, for this wound will surely be healed."

Murat Mercan, a party spokesman, said that there appeared to be no avenue for appeal. He said Erdogan would continue to campaign as chairman of the party.

Erdogan's troubles date to a poem he recited during a political speech in 1997 while mayor of Istanbul. "The mosques are our bayonets, the domes our helmets and the believers our soldiers," he said.

Two years later, a court ruled the words incited religious hatred and sentenced Erdogan to prison for 10 months, stripped him of his office and banned him from politics. He served four months in prison.

He started a comeback last year, creating a new party from the ashes of a previously banned pro-Islamic party. Earlier this month, a low-level court in Diyarbakir lifted the political ban, citing the changes in the law in August. An appeals court overturned the ruling, and the elections board ruled in a divided vote that the political ban remained in effect.

L'UPK le PDK élaborent un projet de Constitution irakienne



ERBIL (Irak), 24 sept (AFP) - 21h18 - Les deux principales factions kurdes rivales, qui contrôlent le nord de l'Irak, ont annoncé mardi l'élaboration d'un projet d'une Constitution instaurant un système fédéral en Irak.

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) ont précisé que "la commission conjointe chargée d'élaborer un projet de Constitution pour l'Irak, transformant ce pays en un Etat fédéral, a achevé ses travaux", ont indiqué à l'AFP des sources au sein de la commission.

En vertu de ce projet, "l'Irak serait formé de deux régions, une arabe et une autre kurde, avec la garantie de tous les droits des autres ethnies et minorités vivant en Irak".

Selon les mêmes sources, la commission, qui s'est réunie les 18 et 23 septembre, a "réexaminé et amendé un ancien projet élaboré par le PDK au début de l'année, pour qu'il soit proclamé au nom des deux partis".

Les deux factions ont également finalisé "un projet de Constitution pour la région du Kurdistan" devant faire partie de l'Irak, qui sera appelé "République fédérale irakienne".

Selon les mêmes sources, les deux projets seront présentés à la prochaine conférence de l'opposition irakienne, prévue en octobre. Auparavant, ils seront présentés au parlement kurde unifié, lors de sa réunion prévue le 4 octobre.

MM. Talabani et Barzani avaient ont signé le 8 septembre un accord, qualifié d'"historique" pour régler leurs différends, en particulier par la réactivation du Parlement unifié.

Le PDK et l'UPK se partagent le contrôle du nord de l'Irak depuis qu'il a échappé à l'autorité de Bagdad en 1991. La première formation tient le secteur proche de la Turquie, alors que la deuxième contrôle la partie est de ce territoire, frontalière de l'Iran.

Ils avaient organisé en 1992 des élections législatives et formé un gouvernement, non reconnu sur le plan international, au sein duquel ils se partageaient les sièges à égalité.

Cependant, des combats ont opposé les deux parties depuis 1994, faisant plus de 3.000 morts, et chaque formation a proclamé son propre "gouvernement" en 1996.

Iraqi Kurds on regional charm tour: Many believe the US will attack Iraq sooner or later

By Jim Muir BBC Tehran correspondent 23 September, 2002

Despite Baghdad's back-down over the issue of arms inspections, contacts have been going on in the region on the assumption that the United States will, sooner or later, go ahead with their plans for regime change in Iraq.

A senior delegation of Iraqi Kurds - from the Kurdish Democratic Party - has spent 10 days in talks with Iranian leaders across the political and security spectrum. Delegation sources said they had assured Iran that any future regime which might emerge in Baghdad - and in which the Kurds would expect to play a major role - would not be hostile to Tehran, where there are fears that Iran might be next on the list for American attentions.

The Kurds believe that Iraq is approaching what they call its moment of truth. And also that the attitude of Iraq's neighbours will be a vital factor in future events.

The Iranians know that the KDP - which is one of the two main Kurdish factions currently running their own affairs in Northern Iraq - with Western air protection, is liaising closely with the Americans as well as with other Iraqi opposition groups.

No Kurdish state

The Kurds have also been reassuring their Iranian hosts that there is no secret agenda for the establishment of an independent Kurdish state. This is an issue of great concern in Tehran, but also to Turkey and Syria. All three have substantial Kurdish minorities. Iran's official position disapproves of any unilateral American action to remove Saddam Hussein.

But the Kurds believe Tehran would be quietly delighted to see him go, and would not stand in the way of Iraqi opposition groups working to that end. The Kurdish delegation also held talks with the Iran-based Iraqi Shia opposition group, the Supreme Council, headed by Ayatollah Mohammed Baqer al-Hakim.

The group is influential in southern Iraq.

The two sides agreed to co-ordinate closely.

When the Shia and the Kurds rose up against Saddam after his forces were driven out of Kuwait in 1991 the movements were not synchronised and the Baghdad government was able to quell them separately. Clearly there is concern to ensure that that does not happen again.

* * * *

Turkey warns of action if Kurds form state

Financial Times 24 September 2002
By David Gardner and Quentin Peel

Turkey will not stand by if a Kurdish state emerges in the north of Iraq as a result of US or international military action to topple Saddam Hussein, a senior Turkish official said on Tuesday.

Ankara fears any assault on the Baghdad regime could lead to Iraq fragmenting, and the conversion of the de facto Kurdish entity just south of the Turkish border with Iraq into a state that would encourage Turkey's Kurds to relaunch their campaign for autonomy.

"We will not tolerate in any way the formation of a new state in northern Iraq," Sukru Sina Gurel, Turkish foreign minister and deputy prime minister told the FT in an interview in London.

Mr Gurel said he had spelt this out in meetings last week with Colin Powell, US secretary of state, and vice-president Dick Cheney. "Of course the Americans understand our position," he said.

Turkey's anxiety about what might happen if the fall of the Baghdad dictatorship led to Iraqi partition into a Kurdish north, Sunni Muslim centre and Shi'ite Muslim south has grown along with the likelihood of a war across its borders.

Last month Sabahattin Cakmakoglu, Turkey's defence minister, threatened to put troops into northern Iraq to forestall the Kurds consolidating power there.

Mr Gurel said on Tuesday he was making "our position as a government clear" - after what Mr Cakmakoglu said. The foreign minister would not be drawn on whether Turkey could accept the formalisation of Kurdish autonomy within Iraq.

* * * *

When it's over, who gets the oil?

By Dan Morgan
and David B. Ottaway

The Washington Post

WASHINGTON: A U.S.-led ouster of President Saddam Hussein could open a bonanza for American oil companies long banished from Iraq, scuttling oil deals between Baghdad and Russia, France and other countries and reshuffling world petroleum markets, according to industry officials and Iraqi opposition leaders.

Although senior Bush administration officials say they have not begun to focus on the issues involving oil and Iraq, American and foreign oil companies have already begun maneuvering for a stake in the country's huge proven reserves of 112 billion

barrels of crude oil, the largest in the world outside Saudi Arabia.

The importance of Iraq's oil has made it potentially one of the administration's biggest bargaining chips in negotiations to win backing from the UN Security Council and Western allies for President George W. Bush's call for tough international action against Saddam. All five permanent members of the Security Council — the United States, Britain, France, Russia and China — have international oil companies with major stakes in a change of leadership in Baghdad.

"It's pretty straightforward," said James Woolsey, a former CIA director who has been one of the leading advocates of forcing Saddam from power. "France and Russia have oil companies and interests in Iraq. They should be told that if they are of assistance in moving Iraq toward decent government, we'll do the best we can to ensure that the new government and American companies work closely with them."

But he added: "If they throw in their lot with Saddam, it will be diffi-

cult to the point of impossible to persuade the new Iraqi government to work with them."

Indeed, the mere prospect of a new Iraqi government has fanned concerns by non-American oil companies that they will be excluded by the United States, which almost certainly would be the dominant foreign power in Iraq in the aftermath of Saddam's fall. Representatives of many foreign oil concerns have been meeting with leaders of the Iraqi opposition to make their case for a future stake and to sound them out about their intentions.

Since the Gulf War in 1991, companies from more than a dozen countries, including France, Russia, China, India, Italy, Vietnam and Algeria, have either reached or sought to reach agreements in principle to develop Iraqi oil fields, refurbish facilities or explore undeveloped tracts. Most of the deals are on hold until the lifting of UN sanctions.

But Iraqi opposition officials made clear in interviews last week that they would not be bound by any of the deals.

"We will review all these agreements, definitely," said Faisal Qaragholi, a petroleum engineer who directs the London office of the Iraqi National Congress, an umbrella organization of opposition groups that is backed by the United States. "Our oil policies should be decided by a government in Iraq elected by the people."

Ahmed Chalabi, the congress's leader, went even further, saying he favored the creation of a U.S.-led consortium to develop Iraq's oil fields, which have deteriorated under more than a decade of sanctions. "American companies will have a big shot at Iraqi oil," Chalabi said.

The Iraqi National Congress, however, said it had not taken a formal position on the structure of the Iraqi oil industry in the event of a change of leadership.

While the Bush administration's campaign against Saddam is presenting vast possibilities for multinational oil

giants, it poses major risks and uncertainties for the global oil market, according to industry analysts.

Access to Iraqi oil and profits will depend on the nature and intentions of a new government. Whether Iraq remains a member of the Organization of Petroleum Exporting Countries, for example, or seeks an independent role, free of the OPEC cartel's quotas, will have an impact on oil prices and the flow of investments to competitors such as Russia, Venezuela and Angola.

While Russian oil companies such as Lukoil have a major financial interest in developing Iraqi fields, the low prices that could result from a flood of Iraqi oil into world markets could set back Russian government efforts to attract foreign investment in its untapped domestic fields. That is because low world oil prices could make costly ventures to unlock Siberian oil far less appealing.

Bush and Vice President Dick Cheney have worked in the oil business and have long-standing ties to the industry. But despite the buzz about the future of Iraqi oil in the industry, the administration, preoccupied with military planning and making the case about Saddam's potential threat, has not taken up the issue in a substantive way, U.S. officials say.

The Future of Iraq Group, a task force set up at the State Department, does not have oil on its list of issues, a department spokesman said last week. An official with the National Security Council declined to say whether oil had been discussed during consultations on Iraq that Bush has had over the past several weeks with President Vladimir Putin of Russia and Western leaders.

On Friday, a State Department delegation concluded a three-day visit to Moscow in connection with Iraq. In early October, U.S. and Russian officials are to hold an energy summit in Houston at which more than 100 Russian and American energy companies are expected.

In Baghdad, no fighting mood

But people warn they'll battle hard if the U.S. attacks

By Rajiv Chandrasekaran

The Washington Post

BAGHDAD: The newest craze among well-to-do teenage boys here is to stalk the streets at night, finishing off the enemy with the rat-a-tat-tat of an M-1 carbine.

At a few dozen computer centers that have recently sprouted up around the sprawling Iraqi capital, patrons sit at small consoles adorned with posters from the latest Hollywood movies and play the latest shoot'em-up video games on the latest Pentium-powered computers.

For Zaid Abdul Amir, 34, a computer engineer fiddling with his keyboard and surrounded by boys half his age, playing war on the computer is "something fun to do." But, like many people here, he has little desire for the real thing.

"Can we imagine living for six months without electri-

city, without water, without enough food?" said Amir, who was part of an Iraqi Army unit that invaded Kuwait in 1990. "Of course we don't want that to happen again. We are all for a peaceful solution with the United States."

Without explicitly disagreeing with their government, several Iraqis said in interviews over the past week that they hoped their government would readmit UN inspectors to look for weapons of mass destruction, saying that it was the best way to avoid military confrontation with the United States. The lives of Iraqis have been improving, at least in economic terms, and they insist that the last thing they want is a war that could erode those gains.

"Our government says that it no longer has these weapons, so let them the inspectors come back," a Baghdad resident said. "If this is what it takes to stop an American attack, we should do it."

Wamidh Nadhmi, a political scientist at Baghdad University, said that "a lot of Iraqis do say the same thing."

"I don't think any responsible Iraqi would like to see another military confrontation with the United States of America," he said. "We were witnesses of the 1991 war," he added. "There is no reason to repeat it."

President George W. Bush warned the United Nations on Thursday that "action will be unavoidable" against Iraq

unless the government of President Saddam Hussein consents to a resumption of inspections to determine whether it possesses nuclear, biological or chemical weapons. Bush and other U.S. officials contend that Iraq has resumed its weapons programs since UN inspectors left in 1998.

Iraq maintains that all its weapons of mass destruction have been destroyed. The Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, said his country would be willing to consider the return of inspectors if conditions were placed on their activities and if the UN Security Council also lifted the economic sanctions imposed on Iraq after it invaded Kuwait.

But Aziz said his government believed that even if it let in the weapons inspectors, the United States and Britain would seek to engineer a confrontation that would lead to military action. "It's doomed if you do, doomed if you don't," he said.

It is difficult, if not impossible, to gauge Saddam's support among the Iraqi population. Criticizing the president, who is glorified on billboards at every major intersection, can invite arrest and imprisonment. "Our system is not perfect," said a middle-aged man here who works as a trader. "But I cannot say more than that."

But even among those who have suggested that they are not happy with their government, there was no discernible support for U.S. military action to overthrow Saddam.

"We do not want the Americans to give us a new government," the trader said. "We do not like the idea of that sort of aggression."

Amir, the computer engineer and army veteran, said he would be willing to re-enlist. "Everyone here has a gun," he said. "If they don't, they at least have a knife. And if not, we'll throw stones at them like the Palestinians. Bush is crazy if he thinks the Iraqi people will welcome the Americans."

Nadhmi said that strong anti-American sentiments among ordinary people did not begin with the Gulf War, but a few years later, as the sanctions began to squeeze the population. Food became scarce, as did medicines. Basic staples either were impossible to find or too expensive for anyone but the ultra-rich.

"The Gulf War was seen in certain circles not as an American aggression but as a reply to Iraq's invasion of Kuwait," Nadhmi said. "But with the continuation of sanctions, and when the sanctions started hurting the civilian population more than the government, the people started to think that Iraqi society at large is the real target of the Americans."



Akram Salah/Reuters

Thierry Mariani, a member of a French delegation that arrived in Iraq on Saturday, visiting the former Tuweitha nuclear facility south of Baghdad on Sunday.

Nadhmi and others here also said the U.S. government's deferential treatment toward Israel and its security operations in the Palestinian territories had been seized upon by Saddam to intensify anti-American sentiments. In April, Saddam suspended crude oil exports for one month to protest Israeli occupation of Palestinian cities in the West Bank.

Meanwhile, analysts said, the slow but steady rebirth of the economy has further bolstered Saddam's image. The growth has been driven largely by an expansion in the UN oil-for-food program, which has allowed the country to purchase almost \$37 billion of humanitarian supplies and oil-industry equipment since 1996. The most noticeable effect of the additional revenue has been an increase in the rations of rice,

wheat, sugar and tea that the government provides to every Iraqi.

Saddam's government also has signed free-trade agreements with nine countries over the past year. Analysts said it also has vastly increased smuggling and other illicit trade in oil. As a consequence, the country's economy grew by a torrid 15 percent in 2000.

Flush with cash, the government has finished repairing almost all of the bridges, factories, utility plants and government buildings that were damaged by U.S. bombs during the Gulf War.

Baghdad's shops, once bereft of merchandise, now are replete with impor-

ted goods. Saddam International Airport has reopened for flights to Jordan, Syria and Moscow.

"Life is good," said Jaleel Jabbar, 34, who opened a computer center two months ago with \$8,000 he had saved.

If the United States invades, Jabbar said, he plans to be ready. He said he has been "training" on his computer, playing a game called Medal of Honor, where his character is a World War II-era U.S. soldier assigned to hunt down Nazi forces in North Africa.

"We will fight on the street if we have to," he said. "But I would rather just do it on the computer."

Washington élabore un scénario de guerre-éclair contre Bagdad

Une campagne de bombardements et la mobilisation de cent mille hommes sont envisagées pour « décapiter » le régime

LA RUBRIQUE « guerre en Irak » a de nouveau été abondamment alimentée, samedi 21 et dimanche 22 septembre, par les spéculations sur la nature d'une éventuelle intervention et les déclarations de tel ou tel dirigeant américain requérant ou non l'anonymat. « Le Pentagone a plusieurs plans pour une guerre en Irak. La question est de savoir comment mettre en œuvre ne serait-ce que l'un d'entre eux », écrit l'hebdomadaire *Newsweek* dans sa dernière livraison, ce qui est une façon de relativiser la crédibilité des divers scénarios avancés. Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense qui depuis plusieurs semaines s'attache à entretenir l'idée que les Etats-Unis sont décidés à en découdre militairement, a répété dimanche que le président Bush n'avait encore pris aucune décision et qu'il était vain de gamberger sur les divers plans militaires qui se trouveraient sur son bureau.

« JANVIER OU FÉVRIER »

« Ceux qui savent quelque chose ne parlent pas et ceux qui parlent aux médias sont des gens qui ne savent rien », a déclaré le chef du Pentagone, à propos des « fuites » sur les intentions de l'administra-

tion. Ceci n'a pas empêché M. Rumsfeld de se livrer à quelques considérations sur la guerre en Irak.

Les Irakiens sont « les otages d'un petit groupe de responsables gouvernementaux dictatoriaux et répressifs » et « naturellement, on ne veut pas infliger de souffrances au peuple de ce pays », a ainsi affirmé le secrétaire à la défense à des journalistes qui l'accompagnaient à Varsovie pour une réunion de l'OTAN. Une éventuelle attaque viserait principalement Saddam Hussein et son entourage, a-t-il fait savoir, une « telle approche est évidente ».

La conseillère du président pour la sécurité, Condoleezza Rice, a pour sa part déclaré au *Financial Times* que Washington mobiliserait « les forces suffisantes pour gagner » une guerre contre l'Irak et « se concentrera entièrement » ensuite à la reconstruction du pays.

La presse américaine décrit une possible attaque qui n'aurait rien avoir avec la guerre de 1991. « Notre intérêt est d'intervenir très rapidement pour décapiter le régime et ouvrir l'accès à l'Irak de manière à montrer que nous sommes là comme des libérateurs et non pour occuper le pays », a expliqué au quotidien *Washington Post* un responsable du Pentagone sous couvert d'anonymat.



« Gagner » la guerre et « se concentrer entièrement » ensuite à la reconstruction du pays

CONDOLEEZZA RICE

Ce qui est déjà décidé, c'est qu'une éventuelle intervention militaire ne cherchera pas à détruire les infrastructures en Irak ou les troupes, ont précisé des officiers au quotidien. Selon ces sources, les bombardiers et missiles américains viseraient exclusivement le président Saddam Hussein, son entourage et les institutions qui le soutiennent. Le général Tommy Franks, chef du commandement des forces américaines dans le Golfe et actuellement en tournée dans la région, utiliserait au sol environ 100 000 hommes.

Selon le *New York Times*, citant des sources du Pentagone, janvier et février seraient les mois les plus favorables à une attaque. L'intervention commencerait par une campagne de bombardement pour détruire la chaîne de commandement et les défenses anti-aériennes de l'Irak. L'attaque se poursuivrait au sol avec des dizaines de milliers de soldats, à partir du Koweït et peut-être d'autres pays de la région, écrit le *New York Times*.

Pour le sénateur républicain John McCain, cette guerre éclair est le scénario le plus plausible. Le régime irakien ne devrait pas tenir longtemps alors qu'il « est considérablement affaibli », a-t-il déclaré, en estimant pouvoir ajouter à ce pronostic un autre selon lequel George W. Bush obtiendrait non seulement le soutien du Congrès américain mais aussi celui des Nations unies.

Hors Etats-Unis, les mises en garde contre une action unilatérale américaine se sont multipliées ces derniers jours, notamment dans les pays proches de l'Irak. Le ministre turc des affaires étrangères, Sukru Gurel, a souligné les risques de déstabilisation pour toute la région. « S'il faut vraiment faire quelque chose — et nous sommes aussi favorables à un processus de paix et de coopération au Proche-Orient — la légitimité doit être respectée et l'action décidée conjointement par les membres de la communauté internationale », a affirmé M. Gurel à CNN. Le Yémen a exhorté les pays arabes à ne pas servir de base à une attaque américaine contre l'Irak, jugée « injustifiée ».

L'Egypte a, elle aussi, dénoncé la volonté des Etats-Unis d'agir éventuellement seuls. « La position américaine n'est conforme ni aux principes américains, ni au droit international », a fait valoir le chef de la diplomatie égyptienne Ahmed Maher. Selon le ministre, l'adoption par l'ONU d'une nouvelle résolution sur l'Irak n'est nullement nécessaire. « Selon mes informations, les consultations entre membres permanents du Conseil de sécurité n'ont pas abouti à un accord », a-t-il ajouté. De nouvelles discussions sont prévues à ce sujet cette semaine à l'ONU.

Le Pentagone veut entraîner 10 000 Irakiens

L'Administration Bush envisage de fournir une formation militaire à quelque 10 000 opposants irakiens, croyait savoir hier le *Los Angeles Times*. La décision pourrait être notifiée au Congrès d'ici quelques jours. Les élus américains auraient alors deux semaines pour s'y opposer. La mesure confirmerait sans ambiguïté que l'objectif poursuivi par la Maison-Blanche est la liquidation du régime de Bagdad, et non pas seulement le désarmement de l'Irak. Entraîner ne veut pas dire armer. La nuance répond à un souci de politique intérieure : l'Iraq Liberation Act, voté par le Congrès en 1998, n'autorise l'aide américaine à la dissidence irakienne que si elle est « non létale ». Dans l'urgence, c'est dans cette enve-

loppe de 92 millions de dollars que Washington entend puiser.

Le Pentagone pourrait utiliser les recrues irakiennes comme interprètes, éclaireurs, agents de renseignements ou observateurs avancés. Mais il devrait d'abord familiariser ses suppléants avec les méthodes des armées américaines. Cette quasi-incorporation permettrait de fédérer sous l'autorité de Washington des troupes d'opposants notoirement rivales. Leur fournir des armes susciterait en revanche l'inquiétude des voisins de l'Irak. La Turquie, possible point de départ d'une attaque américaine, considère déjà la quasi-autonomie du Kurdistan irakien comme une menace sur sa frontière sud-est. J.-J. M.

TURKEY

Controlling The Kurds

THE HAWKS IN WASHINGTON say that deposing Saddam Hussein will free the region from the threat of his weapons of mass destruction. But for Turkey, regime change in Baghdad could bring more trouble than it eradicates. Ankara fears that if Saddam falls, Kurdish groups in northern Iraq will seize the opportunity to consolidate their current de facto independence from Baghdad. Even worse, a messy war could send a flood of Kurdish refugees into Turkey.

Although publicly the government opposes U.S. action against Iraq, Turkey's military is making its own contingency

plans for war. On Aug. 30, Turkey's top general confirmed that Turkish troops are currently operating inside northern Iraq, ostensibly hunting down Kurdistan Workers Party rebels. Turkish advisers have also been installing electronic equipment at Bamerna airport in Kurdish-

controlled Iraq, with a view to upgrading it into a military air base. Turkey has also formulated plans to move up to 12,000 troops into northern Iraq if the United States attacks, creating a 40-kilometer buffer zone to block Kurdish refugees.

Such plans have been met with consternation by Iraqi Kurds. "Ankara feels it has the right to interfere with our internal Iraqi affairs," says a spokesman for the Kurdish Democratic Party, or KDP, which controls half of northern Iraq. And KDP president Masoud Barzani vows the region would "become a graveyard for Turkish soldiers if they invaded."

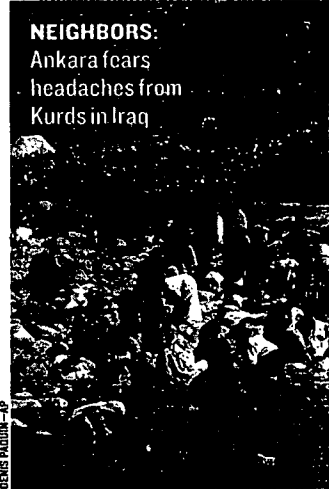
Growing support in the Turkish media for the rights of Iraq's 500,000-strong Turkic minority also has the Kurds on edge. The issue, fears one KDP official, could be used by Turkey as an ex-

cuse to occupy the Kurdish areas, "just like the Sudetenland Germans"—the ethnic German minority in Czechoslovakia whom Hitler used as an excuse to invade in 1938.

To make things worse, Ankara has cut back truck traffic through the Habur Gate border crossing into Turkey—which has been the main source of tax revenue for the KDP—and begun talks with Syria to open an Iraq route that would bypass Kurdish territory. Although a similar scheme was squashed last year under pressure from Washington, circumstances have changed; the White House now needs Turkish facilities to launch any operation against Baghdad. Iraq's Kurds are likely to become the sacrificial pawns in this chess game.

—OWEN MATTHEWS and SAMI KOHEN

NEIGHBORS: Ankara fears headaches from Kurds in Iraq



DEMS PANDON/AP

TURQUIE

Ces urnes qui effraient la démocratie turque

Avant les législatives, la commission électorale turque vient à nouveau d'invalider des candidats représentatifs mais dérangeants. Une néfaste politique de l'autruche, estime le quotidien islamiste modéré *Yeni Safak*.

La commission électorale turque vient de rendre sa décision : Recep Tayyip Erdogan, leader du Parti islamiste modéré AKP [Parti de la justice et du développement], Necmettin Erbakan, figure historique de l'islamisme turc, qui comptait se pré-

senter sur une autre liste que l'AKP, Murat Bozlak, chef du parti prokurde HADEP [Parti de la démocratie du peuple], et Akin Birdal, ancien responsable de la Ligue des droits de l'homme et candidat sur une liste de cartel avec l'HADEP, ne pourront pas se présenter aux élections législatives prévues le 3 novembre prochain. Compte tenu de l'identité politique de ces quatre hommes, le message qui vient d'être délivré est tout à fait limpide : l'Etat turc exprime en effet par cette décision son refus absolu d'envisager toute solution fon-

dée sur une gestion démocratique du problème kurde et de la question de l'islam en Turquie, gestion qui permettrait pourtant d'aboutir à une normalisation politique de ces deux thèmes fondamentaux. L'Etat turc semble ainsi privilégier la polarisation sociale et entend poursuivre une politique qui repose sur une stratégie de la tension, comme s'il souhaitait que la crise qui oppose le centre à ses périphéries ne puisse jamais être résolue. La démocratie et l'action politique, les deux seuls outils permettant d'en finir avec cette division et cette polarisation, viennent ainsi, par décision de la commission électorale, d'être déclarées illégales.

Ali Bayramoglu, *Yeni Safak* (extraits), Istanbul



DU 26 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 2002

Iran. Un "deuxième front"

L'Iran vient de constituer une alliance stratégique avec la participation de la Syrie, du Liban, de la milice chiite du Hezbollah et des Palestiniens. Objectif : provoquer des affrontements avec Israël et créer un "deuxième front" dans la perspective d'une offensive américaine contre l'Irak. Le président syrien Bachar al-Assad et les dirigeants iraniens estiment que l'installation d'un régime pro-occidental à Bagdad constituerait une menace directe contre leur régime respectif ■

Irak. Les largesses de Saddam

Saddam Hussein a accordé des parcelles de terre à des « colons » arabes dans la région pétrolière de Kirkouk, pour amoindrir les concentrations de Kurdes et de Turkmènes. Deux minorités dont le rais se méfie en cas de confrontation avec les Etats-Unis ■

Brouillards irakiens par Claude Le Borgne

PRÉVISIONS et commentaires sur ce que l'on nomme déjà, par une anticipation significative, la guerre du Golfe II vont bon train. L'affaire est entendue, la guerre aura lieu. Les commentateurs (et encore François Heisbourg dans la page Débats du Monde daté 15-16 septembre) ne tarissent pas sur les manœuvres diplomatiques qui aboutiront à l'issue prévisible. Quant à savoir le pourquoi et le comment de cette guerre décidée, règne là-dessus un lourd silence.

Le pourquoi et le comment, les buts de guerre et la façon de les atteindre, ne sauraient être dissociés et moins que jamais ici. Commençons cependant par le pourquoi. L'action envisagée ne s'inscrit nullement dans la « guerre » contre le terrorisme lancée au lendemain du 11 septembre 2001 : le terrorisme que pratique Saddam Hussein ne s'exerce que contre son propre peuple.

Il nous faut donc chercher ailleurs et écouter ce qu'on nous dit. Saddam Hussein posséderait encore, ou possédera bientôt, des armes de destruction massive qui nous menacent ou nous menace-

ront. Il faudrait donc... quoi au juste ? Y aller voir, détruire ce qu'on aura trouvé ? Des frappes aériennes seraient insuffisantes, une invasion militaire excessive, face à cette menace mal définie. Aussi bien ce qu'on viserait par la guerre ou ce à quoi elle aboutirait, c'est l'éviction du tyran, but raisonnable.

Mais ce but, inavouable quelque vertueux qu'il soit, doit être éclairé. Quelle situation politique, préférable à la précédente, veut-on et peut-on créer par les armes ? Nul ne se hasarde à la préciser. C'est que l'Etat irakien est une construction étrange, dont l'équilibre ne peut être assuré, entre Kurdes sunnites du nord et Arabes chiïtes du sud, que par la clé de voûte des Arabes sunnites du centre, dont Saddam

Husseïn est le regrettable représentant.

Bien sûr, on peut rêver et imaginer une évolution miraculeuse dont la guerre, avec tous ses risques, pourrait être l'accoucheuse. Certains, en effet, appellent de leurs vœux un Orient chamboulé où l'Irak, débarrassé de l'encombrant raïs et devenu, par la grâce des Américains, démocratique et prospère, servirait de modèle, et de substitut, à l'Arabie saoudite, désormais infréquentable. Grandiose, non ?

Passons au comment, arbitrairement séparé du pourquoi, et à la campagne militaire. Si, comme on le dit bêtement, le fils doit finir le travail du père, malencontreusement inachevé en 1981, comment George W. procédera-t-il ? Les

trois guerres américaines dont nous avons les exemples, dans le Golfe, en Afghanistan, et même au Kosovo, quoi qu'on en ait dit, donnent à penser que l'action aérienne, où les Américains excellent, ne saurait à elle seule assurer le succès. Or Washington ne peut espérer, en

Irak, le concours d'auxiliaires locaux prêts à se battre au sol, à l'instar de l'Alliance du Nord en Afghanistan ou de l'UCK au Kosovo. Kurdes et chiïtes irakiens sont sans doute capables de créer le désordre dans leurs zones. On ne les voit pas s'emparer de Bagdad.

Ainsi se conjuguent, pour alimen-

CLAUDE LE BORGNE est général du cadre de réserve.

Se conjuguent, pour alimenter l'inquiétude des stratèges, l'imprécision des buts de guerre et la difficulté de les atteindre par des voies militaires classiques

ter l'inquiétude des stratèges, l'imprécision des buts de guerre et la difficulté de les atteindre par des voies militaires classiques. Sans doute la stratégie se nourrit-elle d'incertitude. Elle ne se juge qu'a posteriori : celui qui gagne avait raison. Bonne chance, monsieur Bush !

24 SEPTEMBRE 2002

Le Monde

La guerre contre l'Irak vue par la presse israélienne

L'opinion est favorable à une attaque américaine mais s'inquiète de ses conséquences

DANS LEUR ÉCRASANTE majorité, les médias israéliens sont favorables à une opération américaine contre l'Irak. Seule note discordante, **Haaretz** (centre gauche) s'inquiète « des conséquences de la guerre que promettent les Américains. En 1982, Sharon voulait remplacer le gouvernement libanais et, au lieu des chrétiens qu'il voulait mettre en place, ce sont les chiïtes du Hezbollah qui ont pris le pouvoir. Aujourd'hui, il caresse les mêmes rêves à l'échelle du Moyen-Orient et ne trouve rien de mieux que d'enfourcher le tigre américain. Mais que se passera-t-il si Bush échoue politiquement ? Si Saddam tient bon ou qu'un régime chiïte le remplace ? Si nous ne pouvons plus compter sur personne dans la région ? Quel prix devons-nous payer quand nous serons cernés par des gens qui n'auront de cesse de régler leurs comptes avec nous ? »

Au contraire, Caroline Glick affirme dans le **Jerusalem Post**, quotidien anglophone proche du Likoud, que « la détermination américaine est une très bonne chose pour Israël. L'Irak est le pire ennemi d'Israël et nous ne pouvons tolérer la survie d'un régime qui s'est voué à

notre destruction et à l'acquisition de l'arme atomique. Si les Etats-Unis ne s'étaient pas décidés à entrer dans la danse, Israël aurait dû, comme en 1981, prendre ses responsabilités et attaquer l'Irak ». Pour autant, elle s'inquiète du « désastre stratégique » que pourrait constituer une autre victoire américaine, en l'occurrence un accord de paix israélo-palestinien « imposé par les Etats-Unis et fondé sur la coexistence entre deux Etats ». Le **Post** estime donc qu'Israël aurait été mieux inspiré de prendre les Américains de court en frappant unilatéralement l'Irak.

Bref, les Israéliens sont convaincus qu'une guerre avec l'Irak conduirait Bagdad à étendre le conflit à l'Etat hébreu. Dans **Haaretz**, Amir Oren écrit que, « si, en 1991, les Irakiens n'ont pas eu le temps ou la volonté d'utiliser leur arsenal chimique, il est probable qu'ils tenteront cette fois de frapper des cibles ennemies avec leurs armes chimiques et biologiques. C'est pourquoi les Américains ont averti du risque d'une riposte nucléaire américano-israélienne ». Il parie toutefois sur la volonté de survie du dictateur

irakien et gage qu'il ne commettra pas l'irréparable, même s'il n'exclut pas que « la loi du sang et l'honneur de la tribu puissent pousser Saddam à se sacrifier ».

MYSTÈRE

L'hypothèse de représailles irakiennes faisant consensus, comment l'Etat hébreu entend-il y réagir ? Le magazine anglophone **The Jerusalem Report** (centre) affirme que le ministère de la défense élabore un scénario de guerre sur trois fronts : Liban, territoires palestiniens et Irak. Certains responsables sont convaincus que le Hezbollah prépare une série d'attaques contre Israël afin de détourner l'attention du dossier irakien et de forcer Washington à retarder sa campagne contre Bagdad.

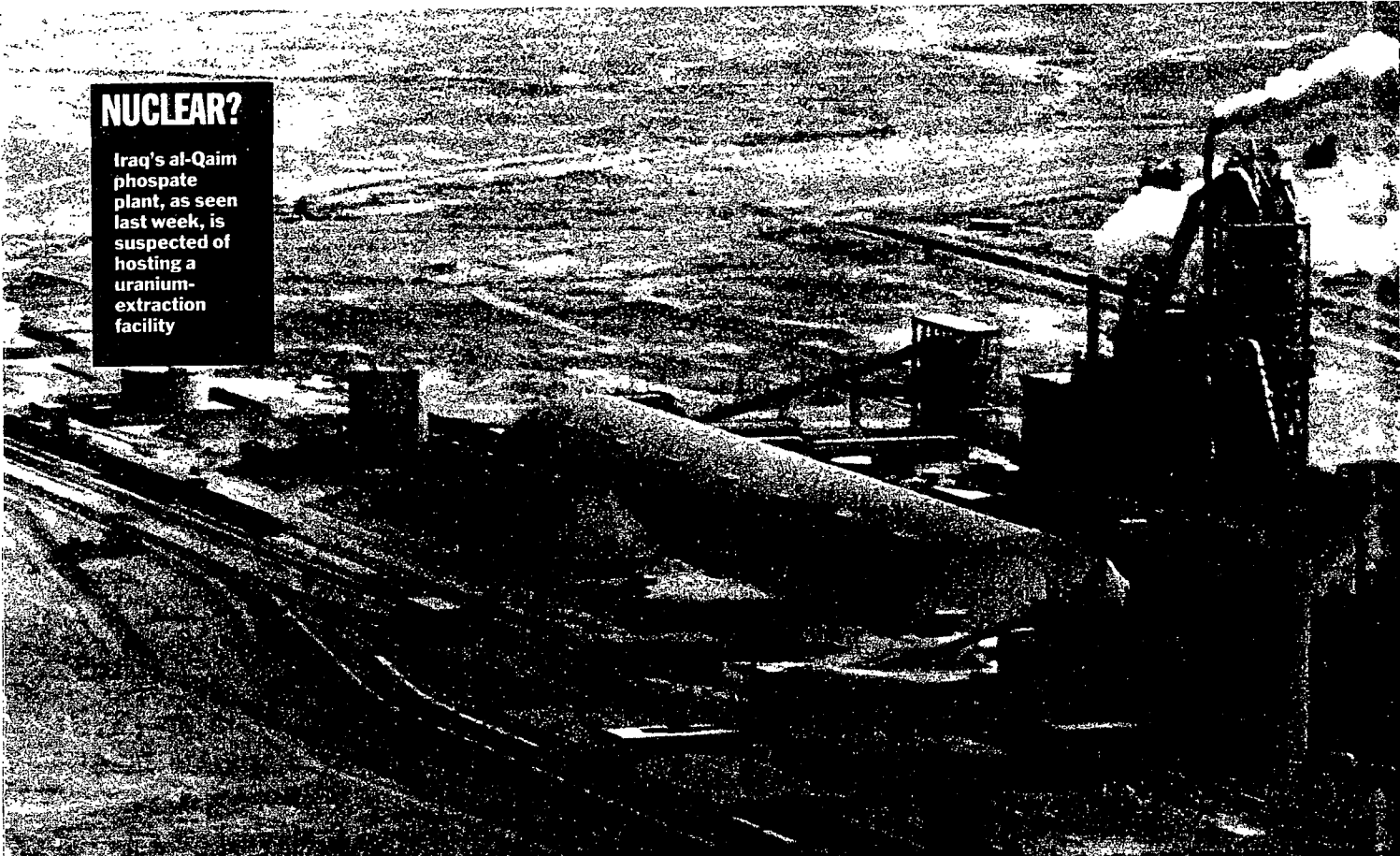
Pourtant les responsables militaires se veulent rassurants. Interrogé par **Maariv** (droite libérale), le général Yossef Mishlav déclare que « nous n'avons jamais été aussi forts et Tsahal dispose de toutes les ressources pour contrer et prévenir toute attaque non conventionnelle irakienne ». Il dénonce « l'hystérie qui s'est emparée de la population et

dont les médias sont largement responsables », hystérie qui fait dire au chroniqueur de **Haaretz**, Akiva Eldar, que « la société israélienne semble toujours incapable de se définir autrement que par la peur ».

En attendant, la presse multiplie les scoops alarmistes. **Maariv** croit pouvoir affirmer que 2 millions d'Israéliens n'auraient pas d'accès aux abris antiaériens, tandis que 1,5 million ne disposeraient d'aucune protection contre une attaque chimique et bactériologique. Dans ce contexte de panique collective, **Haaretz** rapporte les propos du chef d'état-major. Réputé pour ses déclarations musclées, le général Yaalon a tenu à rassurer, à sa manière, ses compatriotes : « La guerre contre l'Irak devrait être l'affaire des Américains, pas la nôtre. Le conflit avec les Palestiniens est plus terrifiant qu'une attaque irakienne contre Israël. »

NUCLEAR?

Iraq's al-Qaim phosphate plant, as seen last week, is suspected of hosting a uranium-extraction facility



IRAQ THE EVIDENCE

Iraq may not have a nuclear bomb, but there's strong evidence it has chemical and biological weapons. Its past suggests it wants a bigger arsenal

WHAT DOES SADD

By JOHANNA MCGEARY

NOT SO LONG AGO, ANOTHER U.S. President was engaged in a protracted struggle against a far-reaching enemy. In the midst of the conflict, he came to believe one particular country threatened such immediate nuclear harm to the U.S. that he must prepare the citizenry for war to thwart it. A skittish world needed to be convinced of the danger. So he showed them a picture.

The President was John F. Kennedy. The country was Cuba, and the nuclear-capable missiles aimed at the U.S., captured

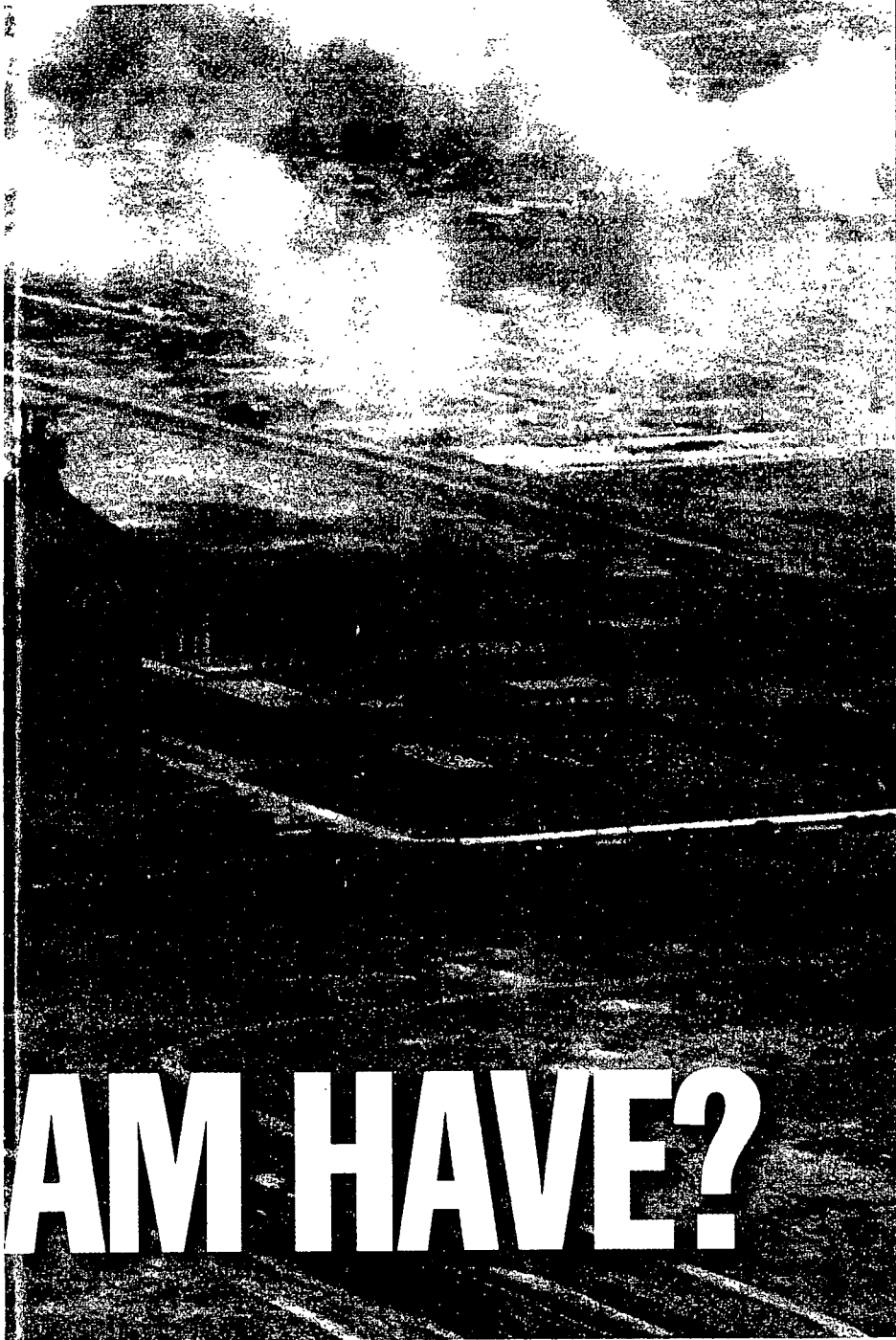
on satellite photos, were plain to see. War in that instance was averted in large measure by the very nakedness of the threat. But it's just that sort of certainty—some incontrovertible evidence apparent to all—for which much of the world clamors while Washington considers a new assault on Iraq.

That, barring a surprise revelation, is not what the U.S. President is likely to produce this time. Stories will be told, like the one Administration officials are retailing about Iraq's efforts to acquire thousands of specialized aluminum tubes for possible use in centrifuges to enrich uranium. Pictures will be flourished, like the ones of sinister new structures at old nuclear-related sites in

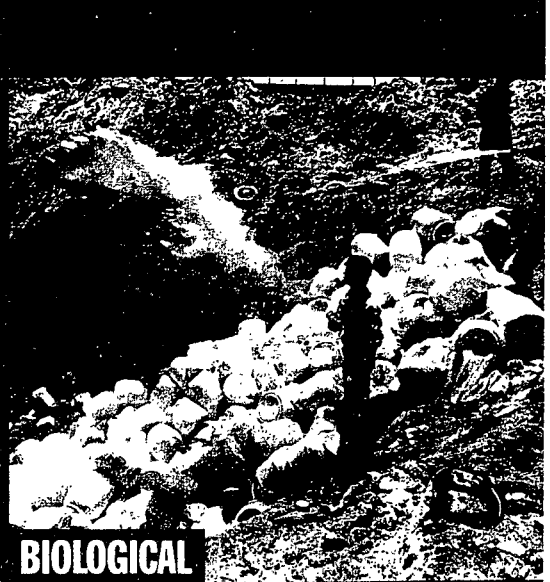
Iraq. But it's the inability to know what's under those roofs and what those aluminum tubes are really for that lies at the heart of the Bush Administration's case against Iraq: it's all about what America doesn't know.

A flurry of white papers will be brandished as evidence of what weapons Saddam has. But the Bush Administration's determination to topple him is based less on the weapons of mass destruction he has now than on what he might get later—and what he might one day do with them. Indeed, in the debate over how to manage Saddam, Bush is not operating from new intelligence but from a new doctrine of pre-emption. Though the hawks in the Admin-

FALEH KHEIBER—REUTERS



AM HAVE?



BIOLOGICAL

Under the supervision of the U.N., workers in 1996 destroyed organisms that could have been used in the biological-weapons program inspectors found the year before



CHEMICAL

By 1998, U.N. workers had sealed 122-mm rockets, allegedly filled with the nerve agent sarin, which Iraq was supposed to have destroyed

istration argue that Saddam's weapons of mass destruction directly threaten his neighbors and even the U.S., to Bush the real issue is the risk that the dictator would hand them to the undeterrable enemies America awakened to on Sept. 11. Al-Qaeda, U.S. intelligence officials have been advising Bush, will never stop trying to get its hands on those weapons. And who, they ask, is most likely to supply them? Saddam, who has already used chemical weapons on his citizens and neighbors and who is cruel enough to share them. "What we know is that there is a network out there looking for this stuff, and Saddam's been spending all his time making it," says a senior White

House official. "We'd be idiots not to think that at some point the two might connect."

SADDAM'S TOXIC RECORD

According to the terms of the 1991 U.N. cease-fire resolution that ended the Gulf War, Iraq was supposed to destroy all stockpiles of biological and chemical weapons, along with the machinery and precursors to make them, and dismantle its entire nuclear-development program. By the time the U.N. inspectors left Iraq for the last time in Dec. 1998, sizable chunks of Saddam's weapons program were gone: 39,000 chemical munitions, 625 tons of chemical agents, 2,700 tons of precursors, 426 pieces

of production equipment. The U.N. had also dismantled or accounted for 817 Scud missiles, which might have lofted toxic warheads at Iraq's neighbors.

Before the Gulf War, U.S. intelligence estimated that Iraq was five to 10 years away from building a nuclear bomb. When the International Atomic Energy Agency team went in after the war, it discovered Saddam was just six months from a crude device. Iraqi scientists had devised a workable weapon design, cobbled together tools and parts and had come very close to refining all of the 20 kg of highly enriched uranium necessary to fuel one bomb. But over the next seven years of intrusive watchdogging,

AP: UNSCOM-AP

IRAQ THE EVIDENCE

Saddam's nuclear program was virtually wiped out, according to a broad range of U.N. and U.S. analysts.

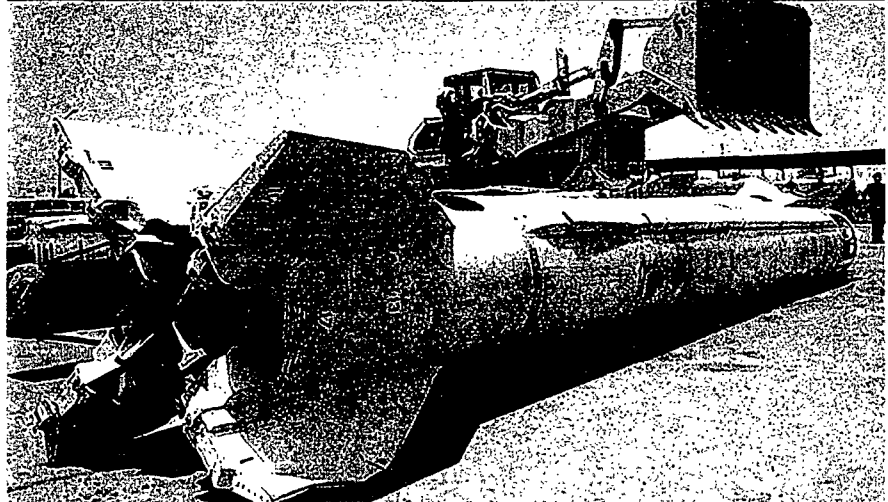
Even so, in those seven years, the inspection teams were never sure of their accounting. While they were in Iraq, Saddam admitted to just a fraction of his missile and chemical stores and falsely denied the existence of a biological program. After Saddam finally quit cooperating in 1998 and the U.S. and Britain bombarded Iraq for four days, the inspectors were gone for good, immensely disturbed by what they had not found. Yet they knew, based on discrepancies in Iraqi documents they had seized, that Iraq still hid 6,000 chemical bombs. They discounted Iraq's contention that it had destroyed all of the 3.5 tons of deadly VX nerve poison that it admitted to having produced or the 450 tons of precursor chemicals to make more. They suspected Iraq retained 550 artillery shells filled with mustard gas.

Saddam also appeared to have held on to a few delivery vehicles. The U.N. thought it had accounted for all but two of Saddam's Scuds, but the CIA suspects he may have as many as 12 to 24 of the 580-km-range missiles still hidden. Under the terms of the cease-fire, Iraq was allowed to build only missiles that could fly no more than 150 km. And during the 1998 U.S.-British air strikes, analysts caught a glimpse of previously unknown unmanned planes hidden in a bombed Iraqi hangar; they theorized that these were equipped with nozzles and tanks to spray deadly gases and toxins at low altitudes. The drones were jury-rigged clandestinely from Czech L-29 jet trainers legally bought years before.

Saddam's biological-weapons program was the deepest black hole. Despite more than 30 searches for various unconventional arms, inspectors did not even know of its existence until mid-1995, when Saddam's defecting son-in-law Hussein Kamal revealed that secret labs buried in Iraq's security, not military, apparatus were cooking up deadly germs. Iraq subsequently admitted it made batches of anthrax bacteria, car-

DELIVERY SYSTEMS

How could Iraq deploy its weapons of mass destruction? Options include:



▲BY MISSILE: Iraq is not thought to have the technology to disperse toxins using its missiles, like the Scud, shown above

BY PLANE: Iraq has an anemic air force, but it does have drones that appear to have been rigged to spray toxic agents at low altitudes

BY SMUGGLING: A key fear is that Saddam might offer terrorists an agent like anthrax that would be easy to transport

cinogenic aflatoxin, agricultural toxins and the paralyzing poison botulinum. Iraqi officials reported they had loaded 191 bombs, including 25 missile warheads, with the poisons for use in the Gulf War. They said they destroyed them after the conflict, but they presented no proof, and Western officials don't believe them.

WHAT HAS HE DONE LATELY?

Rolf Ekeus, the Swedish former director of the inspection team—officially, the U.N. Special Commission—has said those leftovers from before the Gulf War constitute a “marginal” threat. The real anxiety is over what Saddam, free of prying spies, has been brewing during the past four years. In August, Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz told CBS *Evening News* his country possessed no “nuclear or biological or chemical weapons.” The CIA maintains Iraq's race to acquire a fresh supply of weapons has accel-

erated. The evidence it has presented so far is somewhat soft. Without inspectors on the ground, U.S. intelligence has been doing mostly guesswork. Spy satellite photographs can show sites and buildings but not what's inside them. That has left the CIA to rely largely on reports from Iraqi defectors, and their anti-Saddam stories are hard to verify. Analysts have also patched evidence together by following the smuggling trail that Saddam leaves when acquiring equipment and material, which he does through hundreds of front companies scattered across the world. Key questions about Iraq's unseen war machine focus on so-called dual-use purchases: fermenters that can brew beer or biological agents, sprayers that can spray crops or chemical toxins, machines that can mold tools or missile parts. Since 1998, the CIA believes, on the basis of the kinds and quantities of purchases it has tracked, “the risk of diversion has increased.”

According to the CIA's assessment, Iraq can reactivate modest production of chemical weapons “within a few weeks to months.” But if Saddam were stocking up new stores of chemical agents, he would still face challenges putting them to use. There is no evidence that the Iraqis have built devices able to deliver chemical weapons beyond Iraq's borders. He does not seem to have perfected chemical-tipped missiles, or the fusing devices and sophisticated sprayers needed to release the poison be-

JUSTIN SULLIVAN—GETTY IMAGES; CALLIPSHHELL FOR TIME

DICK CHENEY, Vice President



Weapons of mass destruction in the hands of a terror network or a murderous dictator constitute as grave a threat as can be imagined.

TOM DASCHLE, Senate majority leader



I know of no new information that would cause us to believe that things have changed with regard to Iraq's weapons capability.

IRAQ THE EVIDENCE

fore it hits the ground. As of now, Saddam's most effective use of lethal chemicals would involve stuffing them into artillery shells and firing them at invading troops.

Biological weapons present a scarier prospect. Iraq is believed to have fermentation equipment at animal-feed facilities near Baghdad and the ability to convert workaday centrifuges into Cuisinarts for whizzing up lethal agents. But weaponizing most pathogens so that airborne bombs can spray them effectively over large areas remains a challenge for Saddam's engineers. Nonetheless, a gram of anthrax could serve as a poor man's suitcase bomb: that's 1 trillion spores, enough for 100 million fatal doses. Hiding, transporting and disseminating that type of poison is relatively easy: no missiles are needed, just a crop duster,

backpack sprayer, even a perfume atomizer.

And then there is the possibility of a nuclear showdown with Iraq, which the Bush Administration has zeroed in on to make urgent the need for war. In his two red-alert speeches late last month, Vice President Dick Cheney flatly warned that Saddam would acquire an A-bomb "fairly soon." With it, he said, Saddam could "seek domination of the entire Middle East, take control of a great portion of the world's energy supply, directly threaten America's friends and subject the U.S. to nuclear blackmail."

Most experts, including the CIA, say that while Saddam may lust for a bomb, he hasn't got one yet. But he has demonstrated a continued interest in acquiring one. Iraq still has the technical capacity: military officials point to Saddam's continued

employment of 200 nuclear Ph.D.s and 7,000 ancillary workers at a secret location near Baghdad, who, the Americans say, perfect bomb designs through low-level R. and D. Inspectors were not able to destroy all of Iraq's nuclear-manufacturing equipment, and U.N. experts say Saddam has been able since 1998 to smuggle in material to replace much of what was lost.

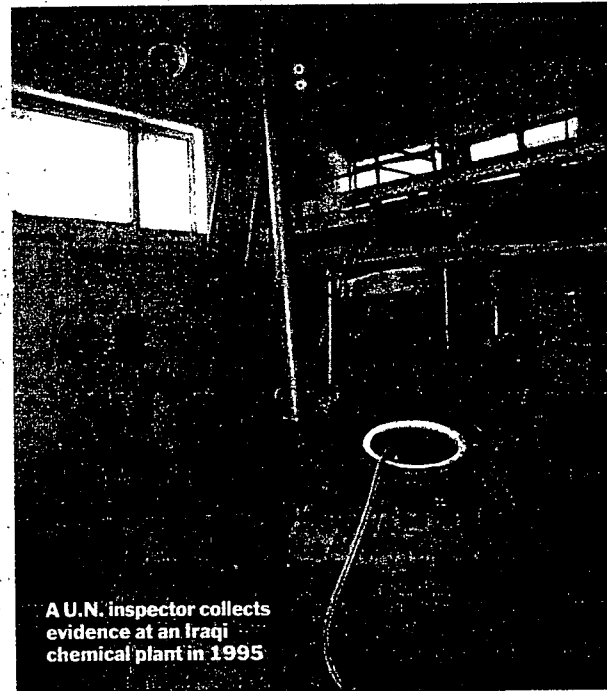
But Saddam is still thought to lack the essential ingredient: fissile material to spark nuclear combustion. Before the Gulf War, Saddam paid German scientists to help assemble hundreds of gas centrifuges to cook bomb-grade enriched uranium from tons of raw ore. The Germans are gone now, and so are nearly all those centrifuges, although both the Atomic Energy Agency and U.S. intelligence say Iraq

THE ALTERNATIVE

Can Inspections Keep Iraq in Check?

For those who oppose U.S. military action against Iraq, U.N. inspections are the preferred alternative for dealing with Saddam Hussein's weapons of mass destruction. It's an appealing idea—to police rather than attack Iraq—and Bush Administration officials say they haven't rejected it entirely. The U.S. may be willing to support a U.N. Security Council resolution backing the return of inspectors if it includes a credible threat of military action should Saddam refuse to cooperate. And yet many in the Administration are skeptical that inspections can work. Why?

In the first place, uncovering and dismantling the entire store of Saddam's arsenal is an almost impossible task. During the last inspections, Iraqi officials deceived, obstructed and harassed U.N. monitors, who departed in 1998 knowing Iraq had unconventional weapons they hadn't found. Anti-Iraq hawks have little confidence that Hans Blix, current chief of the U.N.'s inspection team, would have any greater success. When Blix ran the International Atomic Energy Agency, Iraq secretly developed nuclear weapons while supposedly under IAEA oversight.



A U.N. inspector collects evidence at an Iraqi chemical plant in 1995

PHOTO HENRY ARVIDSSON—UNISCOM

Even if inspectors were somehow freed from Iraqi constraints, hunting weapons is painstaking work. The U.N. says that if allowed to return, its inspection team would need a year to document the full range of Saddam's arsenal. That's too long for Administration hardliners, who fear that Iraq could use U.N. monitors as shields

against a military strike, as Serb forces did during the Balkan wars. There's also the problem of what happens once the inspectors finish their work. There's every reason to believe that, if left in power, Saddam would become more determined to obtain weapons of mass destruction. "Even if the inspectors go back in," says

a senior Administration official, "that isn't going to change the policy that we need regime change."

Moderates who support a tougher line against Iraq but oppose a pre-emptive U.S. war are pushing a compromise plan: a new system of "coercive" inspections, under which the U.N. Security Council would call for weapons monitors to return to Iraq backed by a U.S.-led military force that could shoot its way into suspicious facilities or mount an all-out invasion if Iraqi recalcitrance persisted. "It's comply or else," says retired Air Force General Charles Boyd, an advocate of coercive inspections. "We say to Saddam, 'You can submit to unfettered inspections, or you can have an invasion of your country.'"

Administration officials say they're studying the idea. But other Security Council members are wary of arming inspectors. A senior British diplomat says the Iraqi army would probably treat military-backed inspectors as a hostile force. "You can begin an arms spiral," says the official. "Where does it end?" The answer, as in so many scenarios involving Iraq, is war. —*By Romesh Ratnesar. With reporting by Massimo Calabresi and Mark Thompson/ Washington and Stewart Stogel/U.N.*

IRAQ THE EVIDENCE

probably managed to squirrel away a dozen. But even if the Iraqis could put those centrifuges back together without foreign help and operate them around the clock, in five years they still could not distill enough highly enriched uranium to make one bomb. Saddam could make one faster by stealing or buying enriched uranium on the black market from former Soviet republics—which U.S. intelligence believes he has not yet succeeded in doing. If he could make such a deal, however, U.S. officials say Iraq could have a crude nuclear weapon in months, with a yield equivalent to the ones that devastated Hiroshima and Nagasaki.

pose an intolerable threat—because he would use them, personally or by terrorist proxy. They point out that he used chemicals against Iran during his eight-year war with his neighbor, and he gassed 50,000 to 100,000 rebellious Kurds inside his own country. Saddam may be contained “in his box” for now, but he is not likely to stay there: deterrence, which kept the cold war cold, simply won’t work with someone this “evil.”

But can Saddam, even with a nuclear weapon or two, really dominate the oil-rich Middle East or blackmail the U.S., as Cheney has warned? In the region these days, he’s generally considered less, not more dangerous. In his refusal to give up his weapons and

gain but, presumably, just to get even for the Gulf War. He showed a taste for revenge when he dispatched assassins to kill the first President Bush during Bush’s visit to Kuwait two years after the Gulf War. If Saddam manages one day to build a crude nuclear device, he’s still far from having the technology to make a small, transportable weapon that terrorists could deploy. Saddam could give chemical agents to a third party, but, says David Kay, another former U.N. inspection leader, “chemical weapons are very hard to use in a terrorist scenario because the physical amount that has to be used must be huge.” A biological weapon like anthrax would make the easiest hand-off package. Yet if Saddam

lent terrorists his pathogens to use against the U.S., Washington might well find out, and Saddam could reasonably expect a crushing retaliation that would end his regime, if not his life.

Up to now, though, Saddam has never been detected sharing his weapons with others, and few who study him closely see signs that he would. Although a segment of the Bush Administration has tried diligently to tie him tight to al-Qaeda to justify launching a war on Iraq, they have failed to make public their facts.

For the post-9/11 Bush Administration, the maybe-nots pale in comparison with the maybes. Bush is proposing a doctrine of pre-emption that claims the right and the duty to invade another country—not based on a clear and present

danger but on what he sees as an equally clear and future danger. By nature and tradition, Americans shy from pre-emptive strikes. The U.S. way has been to take on aggression after it has happened.

For this Administration, the Twin Towers attacks stood that principle on its head. “If the U.S. could have pre-empted 9/11, we would have, no question,” said Cheney. “Should we be able to prevent another, much more devastating attack, we will, no question.” Or, as one senior official puts it, “if we wait for a smoking gun, we’ll have a mushroom cloud.”

So George Bush doesn’t need any Cubastyle pictures to prove Saddam is an intolerable risk. He knows it “no doubt,” as Cheney repeated. Now the rest of the world has to decide if it does too.

—Reported by John F. Dickerson, Mark Thompson, Douglas Waller/Washington and J.F.O. McAllister/London



GARY

SADDAM'S TRACK RECORD Victims of Baghdad's poison-gas attack on Iraqi Kurds in Halabja in 1988

SO HOW DANGEROUS IS HE?

Despite Defense Secretary Rumsfeld’s constant tease that the Administration will soon flash hot new information, there appears to be nothing in U.S. intelligence reports showing that Iraq has made so great a leap forward in its dangerous arsenal as to require an immediate invasion. As the National Security Council sifts through what it can publish to persuade the public, its chief, Condoleezza Rice, is advising her colleagues that “there’s no smoking gun.”

In lieu of that, the let’s-roll camp emphasizes—as one Administration official put it—“what we do have that’s new adds to the whole narrative of the story.” The hawks mean that to assess the risk properly, Saddam’s weapons potential must be laid alongside the dictator’s well-known nasty past. The way they see it, Saddam already has all the weapons of mass destruction he needs to

thus release Iraq from U.N. sanctions, he has beggared his country. His conventional forces are so degraded and demoralized that he can’t invade another nation. He might try to subjugate his neighbors just by threatening a nuclear attack. But the threat would be weakened by the knowledge that if he ever dared use a bomb, it would provoke Washington to destroy him.

That leaves Saddam with few ways to make his cache pay off. Many experts say the day the U.S. invades is the day Saddam will unleash his weapons. It would be his moment to use them or lose them. If lethal toxins and gases failed to stop the onslaught, they might at least cause a fair number of American casualties. But most vulnerable to Saddam’s arsenal are those who have always been his chief victims: Iraqi civilians.

Saddam could offer some of his biogermers to a terrorist proxy—not for strategic

GLOBAL AGENDA

MICHAEL ELLIOTT

NOT AS LONELY AS HE LOOKS

World leaders are decrying Bush's war plans, but he can bring them around

THOSE BUSHES—THEY LOVE SERIAL SCHMOOZING. TWELVE years ago, after Saddam Hussein invaded Kuwait, the family's first President used to boast about the number of world leaders he'd managed to telephone in an afternoon. Now his son has caught the bug. Six days before he was due to give a speech at the United Nations, President Bush spoke about Iraq to his opposite numbers in France, China and Russia. The next day Bush was host to British Prime Minister Tony Blair at Camp David before preparing to meet Canadian Prime Minister Jean Chrétien on Sept. 9.

The diplomatic chatter marks a new stage in the Iraq story. Some of Bush's conversations last week can't have been easy, and not just because the President doesn't have the delicately modulated tones of the men in striped pants. (As a South Korean official once said, "George Bush speaks with an iron tongue.") If you do nothing but read the headlines, it would seem that everyone from Nelson Mandela to German Chancellor Gerhard Schröder is implacably opposed to a war with Iraq. Both in the Arab world and in Europe, it is feared that unseating Saddam will inflame Muslim opinion, already incensed by American support for Israel in its struggle with the Palestinians. Next, it's said that the U.S. has no clear sense of how a post-Saddam Iraq might be governed or how its territorial integrity can be maintained. Perhaps above all, outside the U.S. it's widely thought that unless an attack on Iraq is endorsed by the U.N., it will encourage nations to overthrow regimes just because they don't like them. Even in Britain, Washington's most reliable ally, a poll found 71% opposing military action against Iraq unless it is endorsed by the U.N.

Bush, effectively, has committed himself to engaging those arguments. He has done so not because he absolutely has to—most observers think the awesome American armed forces, on their own, could overthrow Saddam—but because seeking allies makes sense. For America to act alone against Iraq, without U.N. sanction, would risk a backlash against American interests around the world. "There's no doubt," says a European diplomat, "that it would be better to do it in company." Thus Bush's speechwriters, before his U.N. appearance, were considering a heavy internationalist tone. ("He'll be Mr. Multilateral," says an aide.) The President is expected to remind the assembled leaders of their solemn duty to see that Iraq is forced to comply with U.N. resolutions

passed in the aftermath of the Gulf War in 1991; Iraq, say the British, is presently in breach of 23 out of 27 obligations. But there will be a subtext. Bush's bottom line, says a senior Administration official, will be "if [the U.N.] doesn't do something, we will." Diplomacy, where what is said in public is merely a useful guide to private conviction, has a curious logic. In essence, Washington believes it is more likely to get a multilateral solution on Iraq if it appears ready to take action unilaterally.

From the standpoint of Washington's hard-liners—those



CHRIS USHER—APIX FOR TIME

Blair and Bush talking Iraq at Camp David last Saturday

who insist that you can't get rid of the threat from Saddam's weapons of mass destruction without getting rid of Saddam—just going to the U.N. has risks. Diplomatic negotiations, with their shuffled compromises and ambiguous texts, are not the favorite terrain of the moral-clarity crowd, who need no fresh justification to get rid of Saddam. A White House aide says sharply, "We haven't said anything about a new [Security Council] resolution." But in practice, both American and foreign diplomats are working on the assumption that now that debate has shifted to the U.N., a new resolution will indeed be drafted. Whatever its precise words, its purpose will be to require that Iraq grant unfettered access to weapons inspectors or be declared in breach of its post-Gulf War obligations and face the military consequences. The trick will be to make such a resolution so tough that the American Administration does not think Saddam can wriggle out of its terms, while not making the whole exercise appear a cynical sham.

GLOBAL AGENDA

Though it won't be easy, crafting such language is what U.N. diplomats do for their free parking and posh Manhattan apartments. And, in fact, the U.S. has more supporters than may appear to be the case. The British, of course, are staunch. Partly, Blair's support for Bush reflects the traditional British default position—back Washington whenever possible. "America," said Blair last week, speaking of the dangers of terrorism and weapons of mass destruction, "shouldn't be left to face these issues alone." But instinctive support for Washington isn't the whole story. Blair is one of the few modern European politicians comfortable thinking of the world in moral terms. There's a strain of Victorian rectitude in him that explains why he's convinced of Saddam's venality. The soon-to-be-published British dossier on Saddam's behavior, say two sources who have read it, will stress the Iraqi leader's brutality—his use of torture, the

welcome Russian commercial involvement in a post-Saddam Iraq would go down well. The U.S. has told Moscow, says a senior Administration official, that it has a lot more chance of getting the debts it is owed by Baghdad paid back with an "Iraq that is part of the international community." Translation: Shut up, and we'll look after you.

But if the diplomatic environment at the U.N. looks encouraging for Washington, in the Muslim world it does not. Last week Amr Moussa, secretary-general of the Arab League, said an American war would "open the gates of hell" in the Middle East. Why the hyperbole? First, because Arab governments wonder if the U.S. will stay the course if casualties mount or stick around to help govern Iraq after a war. Second, because Iraq—cobbed together from three provinces of the Ottoman Empire after World War I—is a

fragile state that could easily break up amid yet more violence. But above all, because Arab governments are convinced that America is so loathed on "the street" that a war might see instability cartwheel throughout the region, shaking pro-U.S. governments in Egypt, Jordan and Saudi Arabia. "Public opinion will react extremely negatively if any Arab country is bombed," says an Arab diplomat. "The bombing and the refugees will be on TV from Day One."

As usual in diplomacy, however, all is not as it seems. In Jordan, King Abdullah has said that a war would be Saddam's responsibility—a sign, say some analysts, that if fighting starts, he would stay neutral. Qatar, ostensibly opposed to war (and where the U.S. is building a new military base), may similarly be hedging its bets. In Washington, officials are con-



PHILIPPE DEMAZES—AFP

OPPOSED Nelson Mandela, here with Iraqi Deputy PM Tariq Aziz, warned against U.S. action

fact that he killed perhaps 100,000 Kurds (some of them with chemical weapons) to maintain his rule.

Of the other permanent members of the Security Council, the French know those arguments just as well as the British but won't stress them. For Paris, the key thing is not to oppose American military action in Iraq for the fun of it—in fact, relations between the French and American governments have been quietly improving—but to ensure that any war has a U.N. seal of approval. A carefully crafted Security Council resolution should do the trick, as it should for the Chinese—similarly opposed to the unilateral display of American armed force—and the Russians. "Russia isn't going to mess up its relationship with the U.S. because of Iraq," says a Foreign Ministry source in Moscow. To be sure, Russian support for the U.S. will come at a price. Major Russian oil companies like Lukoil have interests in Iraq but, with an eye to the long term, have chosen not to develop them until the political situation is settled. A hint from the U.S. that it would

convinced—or say they are convinced—that there's no reason to worry. "The Arabs," says a senior Administration official, "are not going to fall into line until we do something."

That's comforting—or it would be if "something" was likely to be done soon. But here's one more thing about diplomacy: it's slow. The Security Council may not start thinking about Iraq until October. On the reasonable assumption that Saddam won't roll over, it may be months before Iraq is declared in breach of its obligations, hence opening the way for war. "The timeline," says a senior British official, "is significantly longer than most people think." President Bush is not normally thought of as a patient man. But his dad was (it was nearly six months from the invasion of Kuwait to the start of the Gulf War). Who knows? Maybe patience will turn out to be a Bush family trait too.

—With reporting by Massimo Calabresi, James Carney, John F. Dickerson/Washington, and J.F.O. McAllister/London, Scott MacLeod/Cairo, Paul Quinn-Judge and Yuri Zarakhovich/Moscow

IRAQ THE BATTLE PLAN



PHOTO BY STEPHEN R. VOLAN—U.S. M.C.

GOING DOOR TO DOOR

Saddam Hussein hopes to engage Americans in street fighting in Baghdad, a scenario the U.S. wants to avoid

By MARK THOMPSON WASHINGTON

CORPORAL ABRAHAM HERNÁNDEZ remembers his death as “humbling.” It happened during a Pentagon war game last month at an abandoned Air Force base in the California high desert. Hernandez was hit while he and his Marine platoon were trying to secure a landing zone for a helicopter that was bringing in troops to help take the “city.” The enemy,

masked by surrounding buildings and sandbag bunkers, fired on the group. The laser-activated beeper on Hernandez’s belt went off, signaling that he had been killed in action; 22 of his 27 fellow platoon members suffered the same fate. All in all, it was a rough day for the Marines. “It was very difficult to find a place to hide,” says Hernandez. “If this had been real life, this would have been as far as I’d have gotten.”

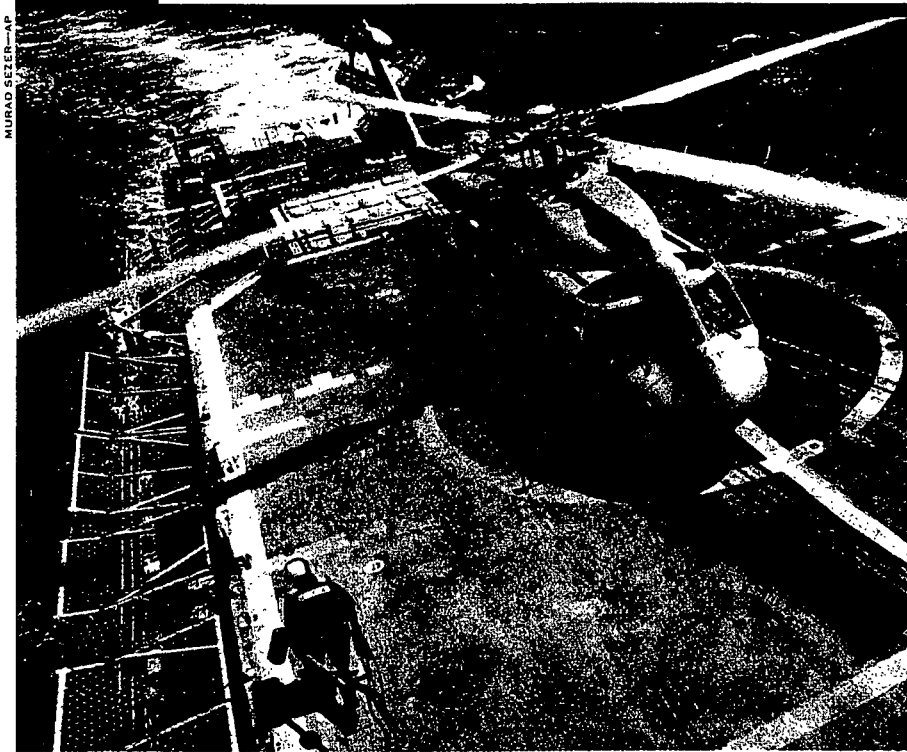
The mock battle, conducted amid 1,000 buildings in the biggest urban-war exercise

WAR GAMES U.S. Marines took some hits during urban-fighting exercises last month at a former Air Force base in California

the U.S. has ever held, confirmed what the Pentagon already knew: America may have the world’s most fearsome military, but it is ill equipped to wage war in cities. The nation’s recent triumphs—in Afghanistan, Kosovo, the Persian Gulf—were mostly air wars, carried out by American pilots far above the tangle of gritty city streets. On the ground, the Americans face enemies with the home-field advantage and lose their edge in state-of-the-art weaponry. In last month’s exercises, for example, the Marines were unpleasantly surprised to learn that their high-tech, heat-seeking sights don’t work through glass, meaning they can’t peer through windows and into rooms where the enemy lurks. “There is no technological magic wand you can wave over these problems to make them go away,” says Marine Major Dan Sullivan, who is leading the corps’s efforts to improve its ability to conduct urban warfare.

That’s why if the U.S. takes on Iraq, America’s military planners will do whatever they can to avoid fighting in the streets. In their most optimistic scenarios, the war will begin once again in the skies, with satellite-

IRAQ THE BATTLE PLAN



City combat blunts the U.S. military advantages of speed and knowledge. What the Pentagon calls "urban canyons" offers hideouts for foes and civilians as well as sniper nests and underground lairs from which combatants can strike. Buildings create vast "dead spaces" for an enemy to exploit out of the sight of those trying to kill Saddam. They hinder communication and hamper anything flying low, like helicopters, spy drones and warplanes assisting forces on the ground. In cities, mobility and maneuver—two tenets of U.S. ground-combat strategy—hit a dead end.

Commanders in urban environments can't survey the entire battlefield and instead see only bits and pieces; it's like playing chess while viewing only four squares on the board. This battlefield compression means that low-ranking corporals and sergeants—not colonels and captains—must often make life-and-death decisions. These choices come fast and furious when you're fighting downtown: 90% of the targets are less than 45 m away and seen for only seconds. Killing innocent civilians—or your own men—is a risk that goes with the terrain. A quarter of all explosive rounds turn into duds when they glance off walls and roofs. Helicopters can get tangled in overhead wires and crash. And America's most promising gizmos—robots that can crawl from building to building, miniature drones that can spy around corners, acoustic sensors capable of taking out snipers—are still unproved. The hottest "new" technology at last month's war game: John Deere two-seat Gator tractors, which can zip through narrow passageways bringing ammo and supplies to the front and returning with casualties.

Undeterred, Pentagon planners are poring over maps and plotting potential invasion routes along Baghdad's streets and even through its sewers. The sprawling capital is marked by broad boulevards, labyrinthine alleys and 5 million people. Missile batteries surround the city, along with most of the 15,000-man elite Special Republican Guard. "If they come, we are ready," Saddam told a British newspaper last month, reportedly from a bunker beneath Baghdad. "We will fight them on the streets, from the rooftops, from house to house."

Saddam's rhetoric is probably overblown. Iraqi soldiers may well surrender as readily as they did in 1991 after 38 days of heavy bombing. But the Iraqi leader, intelligence officials believe, is shrewdly calculating that the U.S. military brass—and the American public—cannot stomach the

guided bombs that are far "smarter" and more plentiful than the laser-guided bombs used in 1991 during the first war with Iraq. Washington would initially try to take out air-defense and command-and-control sites. Next to go would be Saddam's palaces and other symbols of his power, such as television studios and transmitting towers used to fill Iraqi airwaves with his words and image. Other early targets would include the mobile missile launchers in western Iraq capable of lobbing Scud missiles—perhaps laden with biological or chemical weapons—toward Israel. During the previous war, the U.S. failed to knock out a single Scud launcher. This time, with improvements in satellites, drones and intelligence, it should fare better.

After the aerial pounding, the U.S. (with whatever allies it could muster) would shift to a ground war, probably launched from Kuwait and other gulf states from the south and from Turkey, as well as three bases in the U.S.-friendly Kurdish part of Iraq from the north. This phase would probably begin with U.S. forces' seizing the cities of Basra in the south and Mosul in the north. President Bush has not decided what size force should invade Iraq. The military prefers to send in about 250,000 troops, but some Administration officials think only about 80,000 would be needed.

The U.S. has plans for what not to attack: Washington wants to leave enough of the key military-communications network

STANDING BY The U.S.S. *Normandy*, which is helping to monitor the skies over southern Iraq, plies the Persian Gulf

intact so that the Iraqi military wouldn't lose contact with the capital and follow its standing orders under such circumstances to launch biological and chemical weapons. The U.S. also would spare, as far as possible, the 300,000-strong regular Iraqi army in the hope that it would end up siding with American forces and forming the foundation for a post-Saddam military. Once U.S. forces captured major cities in northern and southern Iraq, ground troops would advance to Baghdad for the expected endgame. And there, if Washington's war planners had their way, Saddam's regime would collapse, and victory would come swiftly. If Saddam fled to, say, his hometown of Tikrit, 160 km north, his army might well give up the fight. The optimists' final scenario: allied caravans rolling through Baghdad, greeted by thousands of liberated, cheering Iraqis (an updated version of Paris' liberation after D-day).

But warriors do not always get to choose their battles. And while the U.S. has managed to avoid a protracted urban skirmish during the past decade, Saddam wants to provoke just such a fight. If the Bush Administration's goal is Saddam's ouster—and if Iraq's soldiers dig in for the battle—the U.S. may be unable to avoid an armed clash in Baghdad.

This is American planners' worst fear.

JASSIM MOHAMMED-AP



SHOW OF FORCE
Iraqi soldiers
march past a
statue of Saddam
in a 2000 parade

prospect of sizable losses in such an exchange. Think back to the debacle in Mogadishu, Somalia, in 1993 (chronicled in the movie *Black Hawk Down*), when 18 U.S. troops were killed, prompting a quick American withdrawal from that African nation. In Iraq there is the added risk that Saddam will use biological or chemical weapons against American troops. U.S. military leaders say 30% of street-fighting combatants tend to end up as casualties. The Pentagon wants to drive that figure down to 10%.

Any invasion of Baghdad would most likely start under cover of darkness. U.S. troops, brought in by helicopters, would seek a secure foothold from which to expand their presence in the city. The biggest advantage U.S. troops would have in downtown Baghdad would be their night-vision devices, giving them a greenish but clear-eyed view of a nighttime world. Once

inside Baghdad, the Americans would start clearing buildings one by one, from the top floor down. They would probably use the technique that Israeli forces employed during fighting earlier this year in the West Bank's Balata refugee camp. Once inside a building, Israeli forces moved to the next one by cutting holes in the adjoining walls. That kept the Israeli troops largely inside and safe from Palestinian sniper fire. The U.S. has a wide range of wall-breaching weapons, ranging from M-1 tanks to exploding tape to crowbars. Traveling through walls, though time-consuming, also helps troops elude the booby traps that are often rigged to doors and windows.

There is also an entirely different tactic the U.S. could adopt in taking on Baghdad. Robert Scales, a retired major general who used to run the U.S. Army War College, says the Americans should avoid door-to-door battles and instead cordon off the cap-

ital with a loose chain of tanks and armored vehicles. This porous ring would allow civilians to flee the city center, where Saddam's soldiers—and perhaps the Iraqi leader himself—would be holed up, anxiously waiting for a “mother of all battles” that would never materialize. “You can be patient, with a minimum loss of life,” says Scales, “or you can rush in and kill a lot of people on both sides.”

Baghdad would seem particularly vulnerable to such a wait-it-out strategy. It is not even close to being self-sufficient. If U.S. troops cut off the supply of water, food, electricity and communications, civilians would no doubt quickly begin fleeing to the safety of refugee camps set up outside the cordon. The U.S. military could wait for the white flag of surrender to flutter outside the range of most of Saddam's weapons. Armed with intelligence gleaned from fleeing refugees, the Americans could attack key targets inside the city with long-range weapons. Such a siege could help nurture one prized U.S. goal: Saddam's falling at the hands of his own people. “Baghdad is one of those classic cities that happen to contain all the kindling necessary to spark a revolt,” says Scales. “You'd have the ruling elite and the army cheek by jowl with the people, who despise both the elite and the army.”

—With reporting by
Matt Rees and Aharon Klein/Jerusalem

STEVEN SENNE-AP; BROOKS KRAFT-GAMMA FOR TIME

JOHN KERRY, Senator, Massachusetts



If we are to put
American lives at risk,
Bush must be able to
say to this nation that
this was the only way
we could eliminate a threat.

CONDOLEEZZA RICE, National Security Adviser



History is littered
with cases of inaction
that led to very grave
consequences . . . We
have to ask how many
dictators we should have stopped.

IRAN Favorable au renversement de Saddam Hussein

L'opposition chiïte irakienne attend son heure à Téhéran

En exil à Téhéran, le leader du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, l'ayatollah Mohammad Baqir al-Hakim, est le premier à plaider pour l'installation d'un nouveau gouvernement à Bagdad.

Téhéran : Delphine Minoui

En plein cœur de Téhéran, au détour d'une ruelle étroite, les bureaux du Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak (CSRII) n'ont jamais attiré autant de visiteurs. Diplomates étrangers, journalistes et opposants au régime de Bagdad défilent dans les bureaux de ce parti d'opposition chiïte irakien, en exil en Iran depuis juillet 1980.

Alors que l'attaque américaine sur Bagdad se profile, tous les regards se tournent vers le président du CSRII, l'ayatollah Mohammad Baqir al-Hakim, considéré comme une figure clé parmi les adversaires de Saddam Hussein et comme le successeur potentiel du dictateur de Bagdad.

Né en 1939 dans la ville sainte de Nadjaf, l'ayatollah Hakim est un homme d'influence. Turban

noir et barbe poivre-sel, il est le fils du grand ayatollah Muhsin al-Hakim. Plus de 60 % de la population irakienne est chiïte comme lui. Au fil des dernières années, il a réussi à étendre sa popularité, en dénonçant systématiquement les crimes commis par Saddam Hussein sur ses coreligionnaires. Et la liste est longue : la destruction intégrale, au cours des années 90, des marais occupés par les chiïtes dans le sud du pays, la répression de

leur soulèvement en 1991 et l'exécution de milliers de personnes, l'interdiction de célébrer en public les fêtes religieuses, l'impossibilité d'accéder à de vrais postes de responsabilité. D'après les estimations, plus de 500 000 chiïtes auraient fui l'Irak.

« Il faut à tout prix se débarrasser de Saddam Hussein avant qu'il ne commette d'autres catastrophes », s'exclame l'ayatollah Hakim, qui insiste sur le risque de voir l'homme de Bagdad recourir à nouveau aux armes chimiques de destruction massive. « Sur place, nos informateurs nous disent qu'ils ont toutes les preuves concernant les réserves en armes biologiques. » Quid de l'arme nucléaire ? « Il est évi-

dent que Saddam Hussein cache quelque chose », ajoute, convaincu, le dignitaire religieux.

Ennemi juré de Saddam, l'ayatollah a toutes les raisons de se ranger du côté de George Bush. Mais l'éminent clerc chiïte s'est bien gardé jusqu'ici d'afficher le moindre soutien à la politique américaine. « Nous ne faisons pas confiance aux Américains. Ils ont toujours agi contre les intérêts du peuple irakien. C'est pourquoi nous avons toujours refusé leur aide. De toute façon, nous ne avons pas attendu qu'ils se réveillent pour nous organiser dans la lutte contre le régime de Bagdad », affirme l'ayatollah, qui affirme avoir sous ses ordres en Irak 8 000 guérilleros...

Mais un opposant irakien remarque, sous couvert d'anonymat, « depuis le début des menaces américaines sur Bagdad, Hakim a déjà retourné sa veste

à plusieurs reprises, tantôt en condamnant l'attaque, tantôt en la soutenant ».

L'ayatollah Hakim semble faire évoluer sa politique au gré de l'humeur de ses hôtes iraniens, qui ont rompu tout lien avec Washington depuis la prise d'otages à l'ambassade améri-

caine en 1980. Depuis l'arrivée du président Khatami au pouvoir en 1997, les tentatives de reprise de dialogue avec l'administration américaine se sont répétées. Mais elles ont également avorté à plusieurs reprises, au rythme des contre-offensives conservatrices.

Hakim ne cache pourtant pas sa hâte d'assister au renversement rapide du régime de Saddam Hussein, quelle que soit sa forme. Les membres du CSRII affirment avoir eu plusieurs réunions avec les autres groupes d'opposition (kurdes et opposants basés en Europe), au terme desquelles ils ont échaudé un projet de gouvernement. Celui-ci garantit le respect des minorités religieuses et ethniques et la diversité des partis politiques au sein du régime.

« Tout le monde devra avoir sa place dans le futur gouvernement irakien. Nous prévoyons des élections libres et démocratiques, auxquelles nous souhaitons que les femmes participent également massivement. Nous voulons un Parlement actif et un système politique garantissant l'indépendance des trois pouvoirs : exécutif, législatif, et judiciaire », explique Hakim, qui dit ne briguer aucun poste de taille. « En tant que religieux, je me situe ailleurs. C'est à la nouvelle génération de diriger l'Irak de demain », dit-il en tournant ses mains vers le ciel.

La Turquie évince le favori islamiste

Erdogan est décrété inéligible mais son parti reste en tête pour les législatives.

Istanbul de notre correspondant
 La tentative des autorités turques de mettre hors jeu Recep Tayyip Erdogan, le leader du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste modéré), donné favori aux élections législatives du 3 novembre, a suscité des protestations sans précédent en Turquie, y compris parmi ses adversaires politiques. « Un pas en arrière sur la voie de l'Europe », titrait hier à la une le quotidien libéral Radikal.

« **Indépendance** » : « Avec de telles initiatives, l'Union européenne ne sera plus qu'un rêve », a lancé Ismail Cem, ancien ministre des Affaires étrangères. L'ex-ministre de la Jus-

stice İsmet Sami Türk souligne « qu'une telle intervention annule presque l'ensemble des réformes réalisées » afin de convaincre les Quinze de fixer en décembre, au sommet de Copenhague, une date pour l'ouverture des négociations d'adhésion. En revanche, le Premier ministre turc Bulent Ecevit a appelé l'UE à « respecter » la « complète indépendance » de la justice.

Le Haut Conseil électoral avait annoncé vendredi le rejet de plusieurs candidatures et l'inéligibilité de Recep Tayyip Erdogan, 48 ans, dont le parti est crédité

de 25% des suffrages. L'ancien maire d'Istanbul, très populaire, avait été condamné en 1998 à quatre mois de prison pour avoir cité lors d'une manifestation publique les vers d'un

Jugée injuste, l'inéligibilité de Recep Tayyip Erdogan a été vivement critiquée par ses adversaires du camp laïc et par la population.

poète du début du siècle dernier : « Les minarets sont nos baïonnettes, les coupes sont nos casques et les mosquées nos casernes. » À l'époque, les tribunaux s'étaient appuyés sur l'article 312 sanctionnant « l'incitation à la

haine religieuse ». Sous la pression de l'Europe, les modifications du code pénal ont aboli cet article de loi. Le Haut

Conseil n'en a pas moins estimé qu'il ne pouvait se prévaloir d'une amnistie.

Effet boomerang. Le leader de l'AKP ne jette pas l'éponge. Faute de pouvoir être député, il ne pourra devenir Premier ministre, mais d'autres poids lourds du parti, dont son bras droit Abdullah Gül, le peuvent. Ses partisans estiment que cette interdiction de candidature aura un « effet boomerang », gonflant encore un peu plus les suffrages d'une formation qui cristallise la rage d'une population frappée de plein fouet par une crise financière qui a entraîné, en un an, des centaines de milliers de licenciements ●

RAGIP DURAN

26 SEPTEMBRE 2002

LE FIGARO

23 SEPTEMBRE 2002



The real foe is Middle Eastern tyranny

The debate over the coming war is a classic case of focusing so narrowly on a single tree that the forest vanishes from view. Our leaders are so deeply engaged in the case against Saddam Hussein that they have lost sight of the broader terrorist threat. And this, in turn, threatens their strategy for the war itself.

The terror network – from al-Qaeda to Hizbollah, from Islamic Jihad to Hamas and various Palestinian Liberation Organisation groups – is as potent as it is because of the support given by four tyrannical regimes, which I term the “terror masters”: Iran, Iraq, Syria and Saudi Arabia. Without the support of those regimes, the terrorists would be gravely weakened and would become easy prey.

The Middle East phase of the war against terrorism must focus on these regimes and, while each country requires a different strategy, our most lethal weapon will be the people who suffer under the four tyrants.

Ever since President George W. Bush’s “axis of evil” speech, the terror masters have been organising a common front against the US and its allies. Wherever we strike first, we are almost certain to find all the others retaliating. It is dangerous to believe we shall have the luxury of dealing with them one by one; we shall find ourselves in a regional conflict as soon as we move.

Of the four terror states, the most important is Iran, which invented modern Islamic terrorism at the time of the Khomeini revolution of 1979. Iran created, trained, protected, funded and supported the world’s most deadly terrorist group – Hizbollah – and has been a pillar of support for the others, including al-Qaeda. But terrorism is virtually the only success of the Islamic Republic; it has ruined the country and earned the hatred of the overwhelming majority of Iranians.

In what must be something of a record, even for a failed tyranny, the

regime recently conducted a poll that showed 90 per cent of Iranians strongly critical of the regime. Hardly a week goes by without violent demonstrations in a big city, ironically driven by the disillusioned former supporters of the “reformist” President Mohammad Khatami, who has proved powerless. The regime, knowing it can no longer rely on its military and paramilitary forces to suppress the demonstrations, is constantly importing new thugs, restructuring the armed forces and shifting commanders from region to region.

Iran is in a similar condition to Yugoslavia in the last days of Slobodan Milosevic, Poland and Czechoslovakia in the last days of the Soviet empire, and the Philippines in the last days of Ferdinand Marcos. One does not need a military assault to bring down the regime; it should be sufficient to support the Iranian people themselves, who want to be free of the mullahcracy that has oppressed them. As in these other cases, the US could simply provide opposition groups with funding and technical support and encourage them through broadcasts.

It would be very difficult for the Syrians, Saudis and Iraqis to fight the Iranian people on behalf of a failed regime. By contrast, if we begin with a military attack on Iraq, it will be much easier for the terrorists and armed forces at the disposal of the Syrian, Saudi and Iranian regimes to find ways to kill US and British soldiers on Iraqi soil and elsewhere.

The fall of the radical Islamic Republic would eliminate the terrorists’ greatest source of support and the subsequent joy of the Iranian people would cut the heart out of Islamic fundamentalism, demonstrating to an entire generation of Muslims that such regimes fail utterly, whether in their (Iranian

Shiite or (Afghan) Sunni versions. And the successful overthrow of the Tehran regime would inspire great public support for similar revolutions in Baghdad and Damascus, which is precisely what we want. We shall have far greater success if we arrive as credible liberators than if we come as invaders; and it would be well to show the Iraqis – who have twice been betrayed by feckless US presidents in the past decade – that this time we know what we are doing.

As for Saudi Arabia, while there are certainly pro-western members of the royal family, this fossilised remnant of an outmoded medieval culture must stop funding the global organisation of radical mosques and religious schools in which the next generation of terrorists is being brainwashed and recruited. And the royal family must cease to support terrorist activities against their nominal friends in the west. It will probably be easier to convince them of the colossal error of their ways once we have shown our power and determination elsewhere in the region; and indeed they already seem to understand that they need to co-operate to escape a certain doom.

It sounds an enormously ambitious mission; but there is no escape, for the terror masters are bound together in a common enterprise by their shared hatred of us. It is a mission altogether worthy of the world’s lone superpower. As President Ronald Reagan once remarked, the US is too great a country to settle for small dreams.

The writer is a resident scholar at the American Enterprise Institute and author of ‘The War Against the Terror Masters’

FINANCIAL TIMES TUESDAY SEPTEMBER 24 2002 ★

International Herald Tribune
Tuesday, September 24, 2002

Betting on Iraq, post-Saddam

One obscure financial asset may turn into a winner if Saddam Hussein and his government are toppled. That, at least, is the hope of those who hold Iraqi debt.

Offshore mutual funds that concentrate on emerging-markets debt hold Iraqi debt with a face value of roughly \$1.2 billion, most of which started as loans from French and Arab banks before 1990. The debt seldom changes hands, and when it does it is shuffled among a few specialist institutions and fetches around 10 cents on the dollar.

Julian Adams, manager of the Aberdeen Exotic Debt fund, which holds Iraqi debt with a face value of about \$30 million, said he and the Bush administration shared a goal, if for different reasons.

“Don’t forget we’re on the same side,” said Adams, who is based in London. “Regime change’ is exactly what we want.”

Adams said that if Saddam were removed from power, economic sanctions imposed on Iraq after its invasion of Kuwait in 1990 would most likely be lifted, ultimately raising the

debt’s value. The sanctions have greatly curtailed Iraqi oil sales.

“It’s by far the best exotic credit,” Adams said, using a term for debt issued by some developing countries that is traded infrequently on world markets.

“Essentially, once sanctions get lifted, several things happen. They will get loads of Western aid to rebuild the economy. They will work out the debt soon after.”

He added, “As most emerging-debt workouts are done at least at 25 cents on the dollar, the upside to this is huge.”

A settlement of 25 cents on the dollar, Adams said, would mean a fivefold increase in value after repayment of accumulated interest.

Adams has placed close to one-fourth of the fund’s assets in Iraqi

debt. More mainstream funds would never hold so much of a speculative investment, but several funds own it in more modest amounts.

Another fund manager who also holds Iraqi debt gave this assessment: "Iraq certainly has big upside because there are a lot of frozen assets offshore. Restructuring

would be expected to happen reasonably fast. Iraq needs to normalize relations with creditors to get cash up front. The debt is a good investment."

The debt probably would benefit from new investor interest, he added, if the U.S. embargo were lifted and American institutions were allowed to own it. Non-U.S. mutual funds are exempt from the embargo on Iraq, and the American authorities typically grant dispensations that allow small investors in the United States to buy the funds.

Holders of exotic debt have benefited from sweeping political change in the past — for example, after the downfall of Slobodan Milosevic in Yugoslavia in 2000.

"When Milosevic was booted out, Serbian debt went from 7.5 to 24 in nine months," Adams recalled, adding that he sold his holding after the price jump. "Iraq would do even better."

— Conrad de Aenlle (NYT)

Reluctantly or not, Arabs sign off on U.S. plans for Iraq

By Daniel Williams and Nora Boustany

The Washington Post

DOHA, Qatar: A few weeks ago, the secretary-general of the 22-member Arab League, Amr Moussa, declared that war with Iraq "will open the gates of Hell in the Middle East." But the reality is that some Arab countries are cooperating with preparations for a U.S. military campaign, while others remain on the sidelines.

Interviews with officials and observers from Qatar, Jordan and Saudi Arabia reveal a common basis for Arab calculations. It boils down to a wish to maintain good relations with Washington, even at the expense of criticism and possible unrest at home.

President George W. Bush's address to the United Nations this month, seeking support from the Security Council for any action against President Saddam Hussein of Iraq, drew support from some Arab leaders who said they could not support a unilateral U.S. strike.

Bush will not be able to recruit Arab states into a coalition against Saddam, as his father did in the Gulf War in 1991, when Arab leaders supplied the alliance with soldiers, bases and cash. But this time, the Arabs are bending to the will of U.S. superpower dominance.

Jordan's foreign minister, Marwan Muasher, said in an interview in Washington that despite strong misgivings about war, "Jordan has a strategic, political and economic relationship with the United States and, certainly, Jordan will not jeopardize this relationship."

That is a contrast from a decade ago, when King Hussein came out against international intervention after Iraq's invasion of Kuwait.

In Qatar, the foreign minister, Sheikh Hamad ibn Jasim ibn Jabir al Thani, recently signaled his country's priorities: "We always consider requests from our friends. We consider the United States our ally."

A question for all the Arab states is what Israel would do in the event of war. In 1991, the Israelis refrained from retaliating when Iraq fired 39 Scud missiles at it. But this time, Israeli military and political leaders say they will not be restrained if attacked. If Israel joined the United States in a military cam-

paign against Iraq, it could provoke a harsh reaction in the Arab world.

For now, the evidence of key Arab countries' support for the United States is not found so much in public statements as in events on the ground. Arms and equipment are pouring into Kuwait, where the United States maintains a forward base to supply three battalions with tanks, armored vehicles, assault helicopters and other equipment.

Troops from Britain, the Bush administration's prime partner in the campaign to oust Saddam, are holding maneuvers in Oman, where the United States is building an airfield. Bahrain is host to the U.S. Navy's 5th Fleet, and its two carrier-led battle groups and has beefed up security at the base for fear of a backlash against a U.S. assault on Iraq.

This month, Saudi Arabia reversed itself and said it would permit military installations there to be used in a war endorsed by the United Nations. Jordan has taken no such public stand, but Western diplomats in Amman say there is an "understanding" that Jordan will permit the Americans to use its territory for "search and rescue missions" to support U.S. troops inside Iraq.

Egypt and Syria have chosen evasion as the best course, speaking only of their desire for UN decision-making. They have steered the debate away from the question of U.S. plans to overthrow Saddam to the issue of getting arms inspectors into Iraq.

Qatar has established a no-holds-barred alliance with the United States, which maintains a large air base in the south of the country.

Although Qatari officials say they have received no request for use of the base against Iraq, the U.S. Central Command will move command and control facilities from Florida to Qatar in November. The move is officially billed as a biennial exercise, but equipment and personnel will remain afterward, according to a U.S. official. There appears to be no doubt here that Qatar will be used as a launching pad if the United States attacks Iraq.

In contrast to the wealthy Gulf emirates, Jordan is vulnerable economically in the event of war. The country depends on Iraq for trade amounting to \$300 million annually and receives a \$50 million monthly discount for oil purchases from Iraq.

As part of the deal to allow search and rescue operations, Jordan expects the United States to cover the added cost of fuel during any conflict, Western diplomats said.

King Abdullah II of Jordan has yet to appeal directly to Jordanians and ask their forbearance in the event of a U.S. attack, much less sound them out about military use of Jordanian territory. "The king is firmly in the saddle, yet it is hard for him to even say Jordan is too weak to do anything," said Labib Kamhawi, a political analyst. "Avoidance of reality is the option for now."

As in Qatar, Jordanians fear a prolonged war as well as an influx of refugees from Iraq. Jordan is already home to tens of thousands of Iraqis.

In the last conflict with Iraq, Saudi Arabia played a key military role, but today there are alternatives, such as Qatar. Some Saudi academics say that fear of being pushed aside has alarmed the country's rulers. At the same time, the leadership, aware of a growing anti-American mood at home, appears to be divided about the extent to which the kingdom should assist a U.S. assault against Saddam.

Mohammed Saeed Tayyeb, a liberal Saudi lawyer who often is host to gatherings of Saudi intellectuals and who appears regularly on television talk shows, said in a phone interview from Jidda that there was a lot of frustration over the looming conflict.

"There is no way around riding the American train," Tayyeb said. "We don't really know who the driver is, nor where he is taking us or at which station he is planning to stop or whether he plans to return. Yet if we stand by on the pavement, we are told we will sit alone and another train may crash right into us. There is a feeling among Saudis of having no choice."

International Herald Tribune
Tuesday, September 24, 2002

"This American friend is telling us: You had money once, these days you have no money," he continued. "You once

had political influence in the Muslim world, now you have no influence, so get in the train and stop arguing."

U.S. setting forces in motion to prepare for attack on Iraq

By Thom Shanker and Eric Schmitt

The New York Times

WASHINGTON: Mobilizing for a possible attack on Iraq, American commanders have taken many steps to prepare and deploy their forces, Defense Department and military officials say. But the early steps have been calculated not to interfere with the Bush administration's campaign to build diplomatic and political support for taking action.

In interviews, these senior officials have described several important steps that the United States has taken to prepare for battle without going on a full war footing.

In one of the most significant steps, elite Special Operations troops have been told to separate from the military temporarily and to join CIA units that could be used in any campaign. Those troops would bring their counterterrorism skills to covert missions while allowing the Pentagon to maintain that no uniformed combat forces were in action.

At the same time, the navy has accelerated training and maintenance schedules for many ships, including three aircraft carrier battle groups based on the West Coast, so that they could be ordered to steam toward the Gulf on short notice.

Several thousand Marines and army ground forces, deployed with heavy armor, are flowing into Kuwait as part of regularly scheduled exercises or troop replacements. But senior officials acknowledge that the fresh units or others timed to rotate out could be ordered to remain along the front with Iraq.

"The question is not what moves into the region," an officer said. "It's what stays."

The Pentagon last week resumed inoculating certain troops for anthrax, General Richard Myers, the chairman

of the Joint Chiefs of Staff, has told Congress.

To some extent the latest disclosures serve the military's purposes by indicating the readiness and resolve of American forces.

Some of the steps are described as prudent planning for a mission that has not yet been ordered by President George W. Bush, who has received detailed options for consideration only recently. Some of the deployments are explained as contributing to the broader campaign against global terrorist networks, even though the forces involved are consciously placed where they would be available for quick use against Iraq.

Administration officials repeatedly state that Bush has made no decision about a war with Iraq, and senior military officials say they have received no orders for units to get ready to go to the Gulf region on a mission to dislodge

President Saddam Hussein from power.

Still, deployments under way enhance the already sizable force that has lingered in the region since the war with Iraq in 1991, including more than 20,000 U.S. military personnel permanently based within close striking distance, the heavy equipment for at least four armored brigades, and Patriot anti-missile batteries to protect them.

Preparations involving the Special Operations units reflect their decisive role during the war in Afghanistan, where they worked closely with intelligence agencies.

Senior officials who discussed their role in general terms said it was a standard procedure to prepare the units for contingencies, citing their particular combat skills. But the officials did not disclose details.

A senior Defense Department official said "some small handfuls" of Special Operations forces offered the kinds

of abilities that would be useful to the CIA. Their missions would fall into broad categories like what the military calls "preparing the battlefield."

As described in unclassified texts on military doctrine, that could include solidifying ties with opposition forces, scouting for arsenals of biological and chemical weapons and the artillery or missiles that would launch them and mounting sabotage raids against prized targets.

Senior military officials said no U.S. military forces were operating in southern or western Iraq, although they would not say whether the CIA was already undertaking missions there.

One senior official said a number of Americans from several federal agencies had flown in and out of the Kurdish-controlled areas of northern Iraq to coordinate with opposition groups there.

Navy officials said speeding up maintenance and training schedules for

its West Coast-based carriers was a prudent precaution in case the Pentagon needed to move strike aircraft quickly to the Gulf, where it cannot be assured of operating from bases on land.

"We would like to move them up as much as possible," a senior officer said of readiness schedules for the three carriers, the Constellation, the Carl Vinson and the Nimitz. Those carriers represent a quarter of the navy's main strike force.

Of the three ships, the Constellation, based in San Diego, would be ready to be deployed first. Others, having returned to home port more recently, would take months more to refit.

It takes several weeks for carriers on the West Coast to reach the Gulf.

In addition to surveillance and strike aircraft, carrier battle groups include ships and submarines with long-range Tomahawk cruise missiles that can attack far-off targets.

The New York Times

September 24, 2002

Iraq I ■ By Nicholas D. Kristof

**EDITORIALS
& COMMENTARY**

Be ready for an outbreak of mayhem

As soon as American troops are rolling through Saddam Hussein's palaces, the odds are that this holy Shiite city 160 kilometers south of Baghdad will erupt in a fury of killing, torture, rape and chaos. The Shiite Muslims who make up 60 percent of Iraq, but who have never held power, will rampage through the narrow streets here.

Remembering the whispers from the bazaar about how Saddam's minions burned the beard off the face of a great Shiite leader named Muhammad Bakr al Sadr, then raped and killed his sister in front of him, and finally executed him by driving nails through his head, the rebels will tear apart anyone associated with the ruling Ba'ath Party.

In one Shiite city after another, expect battles between rebels and army units, periodic calls for an Iranian-style theocracy, and perhaps a drift toward civil war. For the last few days I have been traveling in these Shiite cities — Karbala, Najaf and Basra — and the tension in the bazaars is thicker than the dust behind the donkey carts.

So before America rushes into Iraq, it needs to think through what it will do the morning after Saddam is toppled. Does it send in troops to try to seize the mortars and machine guns from the warring factions? Or does it run from civil war, and risk letting Iran cultivate its own puppet regime?

In the north, does America suppress the Kurds if they take advantage of the chaos to seek independence? Does it fight off the Turkish army if it intervenes in Kurdistan?

Unless the United States is prepared for the consequences of invasion, it has no business invading at all.

So, après Saddam le déluge? That's only a guess, but it's what happened the last time Saddam was in trouble, at the end of the Gulf War in 1991. With the central government tottering, a Shiite uprising began in Basra and quickly spread. In Najaf, rebels tossed officials out of the windows of the Ba'ath Party headquarters to be hacked apart by others below. Rioters raped and killed children in front of their parents.

Saddam's suppression two weeks later, as U.S. forces stood by passively, was equally brutal, with rebels hanged from lampposts and dragged to their deaths behind tanks. When I asked people in the bazaars about the uprising, they mostly turned pale and remembered urgent business elsewhere.

"It hurts my heart when I remember it," said Nasseem Jawad, a 40-year-old jeweler in the Najaf bazaar who was one of the few to admit to being in the area at the time. "They burned the supermarkets, destroyed the laboratories, schools and hospitals." Jawad was prudent enough to adhere to the government line that the rebellion was the work of Iranian provocateurs and would not happen again, but I would bet otherwise.

In Basra, I asked a senior Ba'ath Party official if he wasn't worried that he and his family would be targets of mob wrath. He protested so passionately that I couldn't help thinking he had spent a few sleepless nights considering the possibility.

In the north the challenge for America will be different. Many Kurds will demand at least quasi independence, and there will be a ferocious struggle for the city of Kirkuk, which floats on a sea of oil. Kirkuk is aggressively coveted by Kurds, by the Turkish-backed Turkmen minority and of course by the Iraqi Arabs who now control it.

More broadly, if the United States brings democracy to Iraq, it will mean seizing power from the 17 percent Sunni minority who dominate the army and government and giving it to the 60 percent Shiite majority. The upshot could be greater influence for Iran, a fellow Shiite country with close ties to Iraq's Shiite cities.

Ayatollah Ruhollah Khomeini spent 13 years in exile here in Najaf, and many top Iranian ayatollahs stayed for shorter periods. Iranian hard-liners are probably salivating at the thought of America naively creating a Shiite Iraq so that the two countries could pool their nuclear resources and build the bomb together.

Of course there are happier scenarios as well. Iraq also has a 95 percent literacy rate and a secular middle class that could eventually be fertile soil for a democracy that would be a model for the Arab world.

It is fine to hope for democracy, as long as one braces for civil war. The challenge ahead is not overthrowing Saddam but managing the resulting upheaval for a decade afterward.

The New York Times

September 25, 2002

Herald INTERNATIONAL Tribune

Iraq II ■ By Irene Khan

Who cares about the people?

The human rights situation in Iraq is being invoked with unusual frequency by some Western political leaders to justify military action. This selective attention to human rights is nothing but a cold and calculated manipulation of the work of human rights activists.

These same governments turned a blind eye to Amnesty International's reports of widespread human rights violations in Iraq before the Gulf War. They remained silent when thousands of unarmed Kurdish civilians were killed in Halabja in 1988.

Not only have the people of Iraq continued to suffer at the hands of the government — torture, extrajudicial execution, "disappearances," arbitrary detention and unfair trial — they have also borne the brunt of the United Nations sanctions regime since 1990.

Sanctions have jeopardized the right to food, health, education and, in many cases, life of hundreds of thousands of individuals, many of them children.

There are claims that the Iraqi government is deliberately manipulating the sanctions regime for propaganda purposes — but that does not absolve the UN Security Council from its share of the responsibility for failing to heed the calls to lift all sanctions provisions that result in grave violations of the rights of the Iraqi population.

As the Security Council deliberates on the use of military force, it must consider not only the security and political consequences of its action but also the inevitable human rights and humanitarian toll of war: civilians who will be killed by bombing or internal fighting, children who will die because sanctions make access to basic necessities and humanitarian assistance even harder.

Concern for the lives and security of the Iraqi people is sorely missing from the debate, not to mention the knock-on effects on the human rights of the people of neighboring countries.

As the keeper of international peace and security, the Security Council has responsibility under the UN Charter to seek a solution through peaceful means first. It must remind its most powerful member that force is the last resort and only to be applied in full compliance with international law. Have we really reached that point of imminent danger which leaves no other choice?

The United Nations was created to preserve peace and promote human rights, not to encourage war.

The writer is secretary-general of Amnesty International. She contributed this comment to the International Herald Tribune.

Blair makes his case as US puts squeeze on Iraq

Michael White, Nicholas Watt and Patrick Wintour

George Bush will table a tough United Nations security council resolution within the next 48 hours threatening Saddam Hussein with severe consequences if he fails to comply with strict new rules governing the work of weapons inspectors in Iraq.

As Tony Blair won parliament's qualified endorsement for a UN-led campaign to eliminate Saddam's offensive military capability, American diplomats were putting the finishing touches to a new resolution which could be tabled in New York as early as today.

Bolstered by the publication of Britain's long-awaited dossier on Iraq's weapons of mass destruction, which the White House described as "frightening", Washington will intensify the pressure on Baghdad with the new security council resolution which will make clear Iraq must give inspectors a chance.

Amid widely-voiced scepticism at Westminster about American ambitions, an intensive round of diplomatic negotiations will be launched in New York.

Led by Britain, the negotiations will attempt to overcome Russian and French fears in two key areas: the terms governing the work of inspectors, and the clause threatening Saddam with severe consequences if he obstructs them.

The diplomatic flurry follows Britain's publication of the intelligence service's analysis of Iraq's renewed drive to build a stockpile of chemical and biological weapons and a nuclear bomb. Speaking as both Lords and Commons returned for an emergency session, the prime minister delivered a powerful case for urgent action to curb Saddam.

"His weapons of mass destruction programme is active, detailed and growing," Mr Blair told MPs. "The policy of containment is not working. The programme is not shut down, it is up and running."

He repeatedly stressed that his goal was disarmament, not the removal of a "cruel and sadistic" dictator.

No 10's 50-page dossier largely amounted to a restatement of Saddam's aggressive record and his efforts to thwart UN monitoring of his secret weapons development.

It did not mention al-Qaida.

It was buttressed by claims that Saddam could deploy chemical weapons within 45 minutes, was developing missiles with a range of 750 miles — capable of attacking 3,000 British troops in Cyprus — and had been seeking fissile materials from Africa.

Baghdad last night denounced the dossier's claims as "short-sighted, naïve lies". Iraqi presidential adviser Amir al-Sa'adi said: "This conclusion that Iraq is engaged in the production of weapons of mass destruction is simply not true. His [Blair's] allegations are long, his evidence is short. He knows that his dossier is for public consumption and propaganda."

While the uncertainty helped stock markets fall sharply on both sides of the Atlantic — the FTSE to a six-year low — President Bush lavished praise on Mr Blair for publishing the dossier.

The president also issued a blunt warning to the UN that it must endorse a tough new resolution or risk political oblivion. "If [the UN] is unable to do so, the United States and our friends will act because we believe in peace, we want to keep the peace, we don't trust this man and that's what the Blair report showed today."

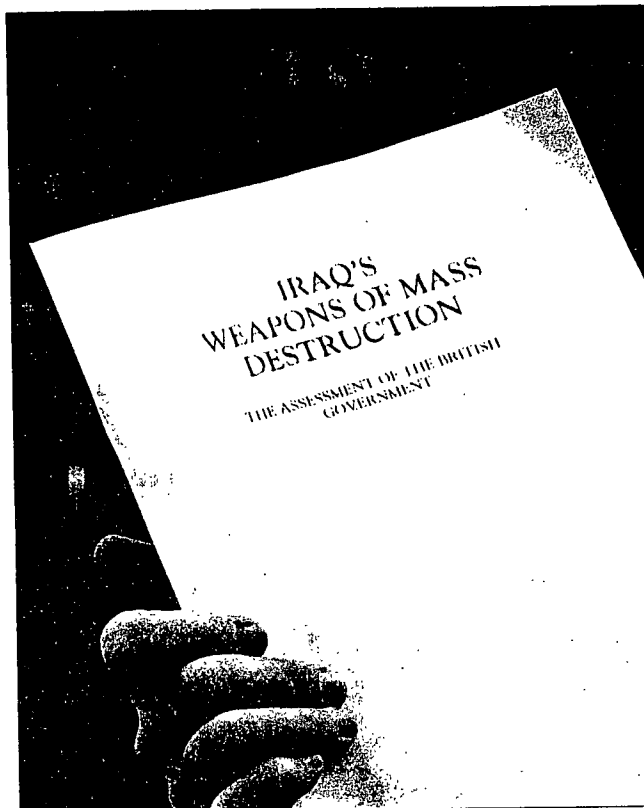
Britain and the US accept that their tough resolution will be watered down by the Russians and the French.

But London and Washington are adamant that a strict new inspections regime must be established and Saddam must be told that he faces military action if he fails to comply.

In the Commons Mr Blair laid great emphasis on the importance of the UN. Britain is telling France and Russia that a tough UN resolution is the best way of guaranteeing the success of the inspectors and avoiding war.

Although the overwhelming majority of MPs on both sides, echoed by political and military veterans in the upper house, acknowledged the "necessary and right" case for forcing Saddam to disarm, many joined left-wing rebels in questioning Mr Bush's strategy. So did several bishops in the Lords.

All urged greater caution and immediate steps to restart



A Journalist holds a copy of the 50-page dossier outside No 10 Downing Street yesterday Photograph: Dan Chung/Reuters

the "umbilically-linked" Middle East peace process, in the hope that moderate Arab and Muslim opinion will reduce hostility to the Iraqi strategy.

Rowan Williams, the Archbishop-designate of Canterbury, told the Guardian: "The moral case against Saddam is overwhelming. We should not imperil it by compromising legality or ignoring the region's long-term justice and stability."

Anti-war MPs, including Liberal Democrats and several Tories, denounced what left-wingers called double standards over Saddam, a former client of the west. They also questioned whether Washington's real interest was control of Iraq's huge oil supplies.

But left-wingers failed in their attempt to force the speaker, Michael Martin, to allow them to vote on a substantive motion on military action, instead of a technical adjournment motion, when the debate ended last night.

Iain Duncan Smith, the Tory leader, gave broad support to Mr Blair's stance. Charles

Kennedy, the Liberal Democrat leader, backed military action as a last resort, but refused "to sign up to American unilateralism".

Mr Blair also revealed he was working with the US to put together a proper conference to get the Middle East peace process started.

The Guardian

September 25 2002

Sifting old claims from new and suspicions from assertions of fact

Tony Blair declared yesterday that his long-awaited dossier on Iraq proves Saddam Hussein's weapons of mass destruction programme is "up and running". As politicians clashed over the 50-page report, the Guardian put its main findings to a panel of seven experts.

Ranging from former weapons inspectors to academics on both sides of the Atlantic, their responses ranged from the sceptical to the enthusiastic

Nuclear weapons

The claims

- Scientists recalled in 1998 to nuclear weapons programme
- Iraq seeking to acquire key elements for gas centrifuge system to enrich uranium for a bomb — includes 60,000 aluminium tubes, entire magnet production and vacuum pumps
- Attempts to secure "significant quantities" of uranium from Africa
- Ending or weakening of sanctions would allow Iraq to produce a bomb on its own after at least five years. With foreign help, it could be one or two years

The assessment

Scientists agree that the individual elements that Iraq is alleged to have tried to buy for a gas centrifuge system are not significant on their own, but collectively they suggest a concerted effort to build a bomb.

Gary Samore of the International Institute for Strategic Studies, which recently produced its own assessment

of the Iraqi threat, said: "Individually many of these have dual-use applications and taken alone none of them amounts to a smoking gun. But together this is highly suggestive that Iraq is trying to make a gas centrifuge system."

His remarks were echoed by David Kay, UN chief weapons inspector between 1991 and 1992. "The aluminium tubes are significant — that is the first time we have seen that number of tubes. That is a genuinely industrial scale production. But it all has to go together because the tubes are nothing on their own. They have to be spun at incredible speed."

Mr Kay was also struck by Iraq's alleged attempt to procure an entire magnet production line. There is no other use for them, he said, than in the uranium enrichment process.

One of the key allegations in the dossier — that the Iraqis have tried to procure uranium from Africa — did not come as a surprise to Mr Kay who said that the claim was first made by an Iraqi defector. Basing this claim on "intelligence" in the dossier suggests that MI6 may have better information than the defector, but the information is too vague to be able to make a judgment.

Mr Kay said: "I do not know whether to be concerned or really, really worried. If they attempted to get uranium from Africa I would be concerned. If they succeeded my concern goes up several levels."

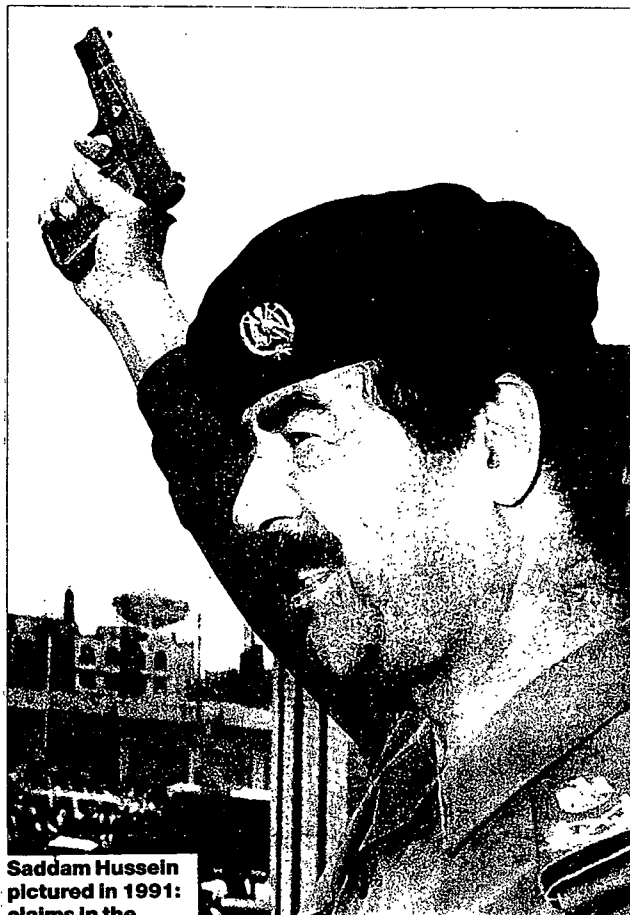
But Bhupendra Jasani, visiting professor at the department of war studies, King's College London, said that the allegations about Africa needed to be backed up by more evidence. "Uranium ore on its own is no good, so you need to ask where is it being processed, how it will take weapons form and how it will be put onto a warhead. Lots of stages are missing."

Prof Jasani said that it would be relatively easy to prove whether a uranium enrichment plant had been set up. "An enrichment plant needs a very large source of electric power. It also needs cooling facilities, such as a river or a pond, because the centrifuge moves at great speed. You can see water being discharged through thermal imaging." All these would be signs, he said, that "it is an enrichment plant and not a Tesco's."

Chemical weapons

The claims

- Continuing production of chemical weapons. Attempts to procure dual-use chemicals and industrial chemical production resumed at renovated sites formerly associated with its chemical warfare programme.
- Capacity to produce significant quantities of mustard gas within weeks and nerve agents within months.
- Chlorine and phenol produced at Fallujah 2, north west of Baghdad, could be used as precursors for chemical agents
- Command and control system in place to launch a chemical weapon within 45 minutes of an order.



Saddam Hussein pictured in 1991: claims in the dossier that he has tried to obtain uranium from Africa are seen as too vague by experts

'Aluminium tubes are significant, the first time we've seen that number'

'It does not give new grounds for a pre-emptive strike against Iraq'

'What is missing from the dossier is anything about [Saddam's] intention'

The assessment

Most expert observers agree that Iraq is continuing to develop chemical weapons, that it already has some in stock and that it has a limited capacity to deliver them over both battle-field and longer ranges. The dossier does little to expand on the detailed summary published last month by the International Institute for Strategic Studies. That concluded: "On balance, an arsenal of this size is insufficient for sustained offensive military operations and is unlikely to inflict militarily significant casualties on well-trained and well-equipped troops."

Observers point out that the dossier's intelligence in this area is weak, mainly because the plants are ostensibly for civilian, industrial production. "Without UN weapons inspectors," the dossier said, "it is very difficult to be sure about the true nature of many of Iraq's facilities."

Prof Jasani is making a study of Iraq's chemical plants from commercial satellite imagery. Dual-use plants are the most difficult to analyse, he said. "But it is possible to detect tell-tale signs. At Fallujah 2, for example, one can see it is a highly sensitive place with military perimeter fencing in a highly secured area. Then there are the defences like anti-aircraft guns. Generally, secure places in remote areas with good transportation facilities and a large water supply can be considered suspect."

He added that he would have liked to

have seen some sequential photographs in the dossier showing how the places were gradually rebuilt to back up that contention.

Apart from the knowledge that Iraq retained unaccountable amounts of material and delivery systems after the UNSCOM inspectors left in 1998, the dossier provides no hard evidence of either military applications at these plants or of successful procurement abroad. Much reliance is placed on the fact that the country did manufacture chemical weapons in the past, and was prepared to use them.

The suggestion that a chemical or biological weapon could be launched in 45 minutes is regarded as credible. Wyn Bowen, a UN weapons inspector in 1997-98 and now a senior lecturer in defence studies, King's College, London, said that lapse of time would be possible for certain delivery systems. "I suppose they are referring to aerial bombs or artillery shells which are the easiest to deliver. It just takes a telephone call. The time is less likely for a missile unless they have been well-maintained and the crew is properly trained. But if that's the case a chemical or biological warhead could be launched in that time."

Dr Trevor Findlay, director of the Verification Research, Training and Information Centre in London, was unsure about the 45-minute claim. "It's a bit vague because it makes no mention of what delivery system would be used within 45 minutes. Does it mean artillery shells, gravity bombs or ballistic

missiles? It gives the impression that it is talking about ballistic missiles but that is not clear.

"That is of course deliberate because the intelligence information must be protected - this report is not footnoted!"

Despite his doubts, Dr Findlay described the dossier as "credible". But he added: "It does not give new grounds for a pre-emptive strike against Iraq. It adds grist to the mill for the UN security council's deliberations on a new resolution."

Biological weapons

The claims

- Iraq continues to produce biological agents and has the means to deliver them as weapons. It is "judged to be self-sufficient in the technology required to produce biological weapons," which include anthrax, botulinum toxin, aflatoxin and ricin.
- Intelligence suggests that Iraq was starting to produce biological warfare agents in mobile production facilities and could produce agents within weeks if required.

The assessment

Iraq did not acknowledge that it had made biological weapons - as opposed to manufacturing the agents - until the defection of Kt Gen Hussein Kamal, Saddam's son-in-law, in 1995. According to the former weapons inspector Scott Ritter, he told UNSCOM: "I ordered destruction of all weapons-biological, chemical, missile, nuclear - all were destroyed."

Ritter himself commented: "Everything Hussein Kamal said about Iraq's undeclared weapons programs was confirmed."

Since the inspectors left, however, defectors have alleged that the pro-

gramme is continuing.

The dossier does not enhance what was already known and published, according to western military experts. "The short answer is that very little is new," says Professor Paul Rogers of the Bradford University peace studies department. The IISS report, drawing on published sources, concluded: "Iraq retains a significant capability to produce BW agent. It may have substantial stocks of previously produced agent which it successfully concealed from UNSCOM." Delivery systems, said the IISS, were "limited" and inaccurate.

The dossier does not produce hard evidence that civilian facilities are being turned to dual use and the limited reconstruction of suspect sites is based on satellite pictures.

The assertion that Iraq can produce agents within weeks is in the public domain.

Mobile production facilities are also known about. A recent defector has said that disguised refrigerated Renault trucks have been converted to biological production laboratories.

The foot and mouth plant at al-Dawra which was used to produce botulinum toxin and possibly anthrax was renovated last year after a formal request by

Iraq to the United Nations food and agriculture organisation based in Rome. After an inspection the FAO recommended that renovations went ahead.

Ballistic missiles

The claims

- Work began in 1998 to develop missiles with range over 1,000km, contravening UN rules which impose 150km limit
- Up to 20 al-Hüsein missiles, used in attacks on Israel and Saudi Arabia and Israel in the Gulf war, have been retained in breach of UN
- Iraq plans to extend range of al-Samoud and Ababil-100 missiles to 200km
- Missile production infrastructure rebuilt after allied bombing
- Iraqi agents and "front companies in third countries" attempting to acquire propellant chemicals for ballistic missiles

Assessment

Scientists agree that a satellite image on page 29 of the dossier, which shows a large new weapons stand at an Iraqi test facility, is highly significant. But the satellite image is of such poor quality that they warned they have to accept the government at its word.

Wyn Bowen a weapons inspector from 1997 to 1998 who is a senior lecturer in defence studies at King's College London, said the satellite photo shows the Iraqis are looking at the development of a larger engine. "The bigger the test stand, the larger the engine and the longer the range of the missile. But there are unlikely to be any flight tests of the missiles with a range over 150km because that would be detected." His remarks were echoed by Mr Kay. He said: "I have not seen those weapons stands before. The map is scary as hell for the European allies who would be within its range."

But Mr Kay and Dr Bowen disagreed on the government's claim that 20 al-Hus-

sein missiles have been hidden by the Iraqis. Dr Bowen said this claim was new.

But Mr Kay said that Britain and the US had long claimed that Iraq had hidden around 20 of the missiles, in contrast to the UN which believes the figure is less than a dozen. "This is a long and complex argument," he said.

Mr Samore attached great significance to the claim that Iraq has rebuilt its missile infrastructure, most notably at the al-Mamoun plant to produce ammonium perchlorate - a key ingredient in the production of solid propellant rockets. "We have known that Iraq has rebuilt its facilities but this is the first time that [al-Mamoun] has been identified." Mr Kay thought that weapons inspectors would be greatly interested in this section of the dossier. "The missile programme is the one thing that inspectors can threaten the most. You can hide existing ones but you cannot hide new ones."

"Al-Mamoun is a facility that inspectors can go to and sit on top of. You can

be sure whether castings are being made for non-approved missiles."

Mr Kay was particularly disturbed by the dossier's claim that Iraqi agents are attempting to procure propellant chemicals for ballistic missiles. "That is significant. That sort of paragraph is what we would like to have more detail on. If they seek to acquire those sorts of things from a country like Ukraine, which has poor export licence system, then we have a great deal to worry about."

Willingness to use weapons

The claims

- Saddam attaches great importance to weapons of mass destruction, believing they form the basis for his standing in the region
- Iraq is prepared to use weapons on his own people, particularly Shia Muslims in the south

The assessment

The International Institute for Strategic Studies believes that Saddam attaches great importance to chemical weapons because they played a decisive role in forcing the Iraqis to the negotiating table at the end of the Iran Iraq war in 1988.

Academics are divided on this interpretation of history, but they all agree Saddam believes retaining weapons of mass destruction are crucial to his survival.

Rosemary Hollis, of the Royal Institute of International Affairs, said: "The academic wisdom is that Saddam's motives are to do with survival and his stature. But if he uses them it will be the end because the rules have changed. When he used poison gas on the Iraqis in 1984 he was called to account by the Americans, but this was not pursued vigorously. That has changed."

Dr Hollis was sceptical of the dossier's claim that Saddam would use chemical weapons on his own people, in particular the Shia Muslims of the south. "That is a wild card and sounds like a bit of a wind up. That claim can only be made on the basis of the extrapolation of facts from the way in which the Shia rebellion in the south was crushed so brutally in 1991. This claim is based on supposition."

Dr Findlay said that Britain's claim that Saddam would like to attack its Shia's population as "speculation". He

added: "What is missing from the dossier is anything serious about intention. If Iraq is bellicose towards its neighbours that should be brought out. But there is no discussion of that. There is lots about Iraq's capabilities. But the question is whether Iraq is planning to use its weapons for anything other than deterrence and self defence."

Sources of information

The claims

The government was constrained by the need to protect its sources of intelligence. This meant crucial new claims in the dossier, such as the allegation that Iraq has sought to buy uranium from Africa, could not be substantiated.

The assessment

Academics and scientists were divided on whether the government could have provided more details.

Prof Jasani said that the dossier could have made greater use of "before and after" satellite pictures - the only images were grainy photographs showing current sites. "It is disappointing the way they have dealt with satellite images," he said. "If you are going to convince people then they should have made more use of this."

Prof Jasani was critical of one the main satellite pictures on pages 20 of the dossier which shows the Ibn Sina Company at Tarmiyah. "This was a nuclear site, it is significant that it is now chemical related. It would have been nice to have had a before and after im-

age. They could have shown it soon after the Gulf war when a lot of facilities were destroyed. I have a 1991 image from a French satellite. It shows that a lot was destroyed. You can now see new buildings have cropped up. They could have shown the change very easily."

But Mr Kay was impressed by the dossier and believed the government had struck the right balance of providing strong evidence without compromising its intelligence sources. "It is a useful dossier. I have not found anything pulled together in this way before."

Nicholas Watt and David Pallister

James Fallows The US will win the Iraqi war - but then the nightmare begins

The Guardian Tuesday September 24 2002

Regime change is the easy part. Just ask the generals

Recently I interviewed several dozen authoritative people about what could be expected in Iraq after the US dislodged Saddam Hussein. The assumption behind the question was that sooner or later the US would go to war - and that even with limited allied support US forces would win. What then? The people I asked were spies, Arabists, oil company officials, soldiers and diplomats. Some supported a pre-emptive war against Iraq; more were opposed.

The clearest theme to emerge was that even if the war were quick, escape from the post-war obligations would be difficult and slow. Some members of the "war party" in the US now stress this as an advantage. In this view, a long-term American commitment to "remake" Iraq - as Japan and Germany were remade 50 years ago - is the first step to real democracy throughout the Arab world. The majority of soldiers, diplomats, and Arabists laugh aside that possibility and view long-term presence as an inevitability rather than an opportunity. So what are the biggest problems Iraq's opponents would face after victory?

The greatest concern on the first day of peace would arise from the last days of war. The particular fear is that on his way down, Saddam Hussein would use chemical weapons not only tactically, to slow attacking US soldiers, but also strategically, against Israel. "What's the worst nightmare at the start?" a retired American

general who fought in the Gulf war asked me rhetorically. "Saddam Hussein hits Israel, and [Ariel] Sharon hits some Arab city, maybe in Saudi Arabia. Then you have the all-out religious war that the Islamic fundamentalists and maybe some Likudniks are itching for."

In the long term, Iraq's prospects would be brighter without Saddam. But in the short term many Iraqis would be dead, wounded, desperate. "You are going to start right out with a humanitarian crisis," says William Nash, a retired two-star general. He was in charge of post-combat relief operations in southern Iraq after the Gulf war. "In the drive to Baghdad, you are going to do a lot of damage. Either you will destroy a great deal of infrastructure by trying to isolate the battlefield or they will destroy it, trying to delay your advance. Right away you need food, water and shelter - these people have to survive. Because you started the war, you have accepted a moral responsibility for them."

From the US perspective, it wouldn't really matter whether the war left Saddam himself dead, captured or in exile. What would matter is that his whereabouts were known. "My nightmare scenario," Merrill McPeak, former US airforce chief of staff, told me, "is that we jump people in, seize the airport, bring in the 101st [Airborne Division] and we can't find Saddam Hussein. Then we've got Osama and Saddam out there, both of them achieving mythical heroic status in the Arab world just by surviving.

It's not a trivial problem to actually grab the guy, and it ain't over until you've got him in handcuffs."

When the lid comes off after a long period of repression, people may be grateful and elated. But they may also be furious and vengeful. William Nash, who served in Kuwait, Bosnia and Kosovo, says: "The victim becomes the aggressor. You try to control it, but you'll just find the bodies in the morning." Occupation forces typically require one soldier or police officer for each 500 local people, plus one supervisor for each 10 policemen. For the 23 million Iraqis, that would mean a force of about 50,000. Providing enough occupiers on a sustained basis, without allies, would be surprisingly hard for America's all-volunteer military. The military's headcount has continually gone down, even as its level of foreign commitment has gone up.

Iraq has no obvious sources of new leadership. The main resistance to Saddam's regime comes from the Kurdish chieftains of the north. But their main impulse has been separatist: they seek autonomy from the government in Baghdad and feud with one another. The leading Iraqi exile group, the Iraqi National Congress,

'My nightmare scenario is we seize the airport and we can't find Saddam'

survives on money from the US government and lacks substantial support inside the country. "The opposition outside Iraq is almost as divided, weak and irrelevant as the White Russians in the 1920s," says Anthony Cordesman, of the Centre for Strategic and International Studies in Washington. "What you will need is a man with a black moustache," a retired British spy who once worked in the region told me.

Whoever is in charge in Baghdad will need to keep the Kurds of the north from rebelling, so that Turkey does not carry out its long-standing threat to invade and put down such a rebellion itself. Whoever is in charge will need to defend the long southern border with Iran, where half a million soldiers died during the 1980s. "As the occupying power, we will be responsible for the territorial integrity of the Iraqi state," says Charles William Maynes, of the Eurasia Foundation in Washington. "That means we will have to move our troops to the border with Iran. At that point Iran becomes our permanent enemy."

Iraq's occupiers would soon have to launch their version of "de-Nazification": identifying and punishing those who were personally responsible for the old regime's brutality, without a Khmer Rouge-style purge of everyone associated with the former government. The occupiers would also begin an Iraqi version of "loya-jirgasation" - that is, supporting a "grand council"

or convention like the one at which the Afghans selected the leadership for their transitional government.

They would face a dilemma: either they could turn authority over to the new government whether or not it was ready, as is now happening in Afghanistan; or they could settle, like Douglas MacArthur in Japan, for a root-and-branch transformation of political culture, with nothing like the broad international support for such an effort that MacArthur enjoyed.

Iraq has tremendous oil reserves, which ultimately can finance its reconstruction and development. Occupiers would need to be aware of the threat of sabotage, especially in the Kurdish regions, where many wells are found. They would also need to help Iraq escape its tremendous burden of debt. Iraq was directed by the UN to pay reparations for the damage it inflicted on Kuwait during the Gulf war. Estimates of these obligations vary, but the very range - \$200bn to \$400bn - illustrates the problem. As part of regime change, the US would have to help solve this problem. Otherwise, "liberated" Iraq would be left like Weimar Germany after the treaty of Versailles, crushed by unpayable reparations.

James Fallows writes for the *Atlantic Monthly*. A longer version of this article appears in the November issue, available online at www.theatlantic.com/issues/2002/11/fallows.htm JFallows@theatlantic.com

Blair présente sa version du péril irakien

LE FIGARO MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2002

Alors que le premier ministre britannique, Tony Blair, présentait un dossier à charge contre l'Irak, visant à justifier une intervention militaire, un haut responsable irakien a affirmé, hier, que les inspecteurs en désarmement de l'ONU seraient autorisés à visiter « tous les sites », y compris ceux mentionnés par le dirigeant anglais dans son argumentaire. « Nous allons demander à la Commission de surveillance, de vérification et d'inspection des Nations unies de vérifier tous les sites mentionnés par Blair, ainsi que les activités que Blair nous a accusés de développer », a déclaré M. Amer al-Saadi, conseiller à la présidence irakienne,

dans une conférence de presse à Bagdad. A Copenhague, le président français, Jacques Chirac, a jugé qu'une nouvelle résolution de l'ONU sur l'Irak n'était pas « indispensable », l'important étant, selon lui, que « l'Irak accepte de se conformer à l'ensemble des conditions mises par les résolutions (du Conseil de sécurité sur le désarmement de l'Irak), et ceci sans aucune restriction ». Le chef de l'Etat a précisé que certains pays, « tout à fait minoritaires », s'interrogeaient sur l'idée « que le Conseil de sécurité devrait peut-être, dans une résolution, prévoir un recours éventuel à la force », mais que ce n'était pas « l'opinion de la France ».

Londres :
de notre correspondant
Jacques Duplouch

« Je ne veux pas avoir sur la conscience d'avoir su la réalité de la menace, de l'avoir vu se rapprocher et de n'avoir rien fait. » Tony Blair, s'adressant aux délégués du Congrès des syndicats (TUC) à Brighton, le 10 septembre, justifiait ainsi sa

politique musclée et controversée à l'égard de Saddam Hussein. Aux syndicalistes hostiles à toute nouvelle intervention militaire en Irak et à son « alignement » sur George W. Bush, le premier ministre promettait la publication d'un rapport détaillant la réalité du péril irakien. L'engagement valait aussi pour les députés du parti travailliste – très sceptiques – et la majorité de l'opinion, peu convaincue par les arguments en faveur de la

manière forte. Promesse tenue, hier, à l'occasion d'un débat parlementaire sur l'arsenal de destruction massive à disposition du « Caligula de Mésopotamie ».

Pour convaincre du danger potentiel constitué par le maître de Bagdad, Tony Blair se prévalait des informations glanées, en Irak même, par les services britanniques et d'autres agences de renseignement. Ces informations établissent « sans le moindre doute », selon lui, que Saddam Hussein poursuit, par tous les moyens, la mise en œuvre d'un vaste programme d'armement biochimique et nucléaire, au nez et à la barbe de l'ONU. Pas de révélation sensationnelle, toutefois, dans les cinquante pages du rapport (lire ci-contre). La presse et les instituts de défense et de stratégie internationale ont largement défloré le sujet depuis six mois. Mais, pour la première fois, le premier ministre prend « le public britannique à témoin », fort d'un document quasi notarié des turpitudes de Saddam Hussein.

L'objectif du président irakien, vaincu lors de la guerre du Golfe en 1991, n'a pas varié, a expliqué, hier, aux Communes, un Tony Blair plein de gravité. Il veut, encore et toujours, dominer la région. Et sa puissance militaire, fondée sur des armes terrifiantes, doit servir à atteindre cet objectif. Son programme de production d'armes de destruction massive « est actif, détaillé et en plein essor », affirme Tony Blair, qui ajoute que le dictateur de Bagdad « ne considère pas cet armement

comme un recours ultime » mais qu'il « est prêt à l'utiliser d'emblée, y compris contre son propre peuple ».

A l'évidence, « la politique de contrainte » décidée par le Conseil de sécurité « ne fonctionne pas ». Pour peu qu'il obtienne le matériel fissile nécessaire et une aide technique extérieure, Saddam « pourrait disposer de l'arme nucléaire en un an ou deux ». Aux députés de sa majorité, Blair rappelle que depuis la fin de la guerre du Golfe, Saddam Hussein n'a cessé « de baffouer l'ONU » et d'accumuler « les mensonges sur l'existence de son arsenal biochimique ». Il est « grand temps pour la communauté internationale » de réagir. Sinon, Bagdad en conclura que cette dernière est disposée « à palabrer sans recourir à la force ».

A cet égard, le chef du gouvernement britannique, n'est pas sur la même ligne que Bush. Certes, « la fin du régime de Saddam » voulue par Washington, « ne susciterait pas de regret » à Londres. Mais ce n'est pas son objectif. A l'instar du Conseil de sécurité, ce qu'il veut obtenir, c'est « le désarmement » irakien, conformément aux exigences de l'ONU.

Les conservateurs, unanimes, approuvent sa position. Les libéraux démocrates, aussi, y compris l'engagement de forces britanniques si d'aventure la situation l'exigeait. Mais à la condition expresse d'opérer dans le cadre strict des Nations Unies. « Pour ceux d'entre nous qui n'ont jamais souscrit aux actions unilatérales britanniques, il n'est pas question de souscrire, aujourd'hui, à « l'unilatéralisme américain », insistait, hier, Charles Kennedy, chef de file des libéraux-démocrates.

Au sein du Labour, les sceptiques campent sur leurs positions. « Ce rapport est un pétard mouillé », ironisait, ainsi, Diane Abbot, élue gauchiste du parti, vigoureusement opposée à la politique du premier ministre.

« Pure propagande », ajoutait George Galloway, député travailliste d'Ecosse de retour de Bagdad, et familier des autorités irakiennes. Mais Tony Blair peut compter sur les loyalistes de sa majorité pour soutenir sa politique.

Les preuves « disponibles »

Le dossier « significatif » du gouvernement britannique, publié hier, détaille la menace constituée par l'arsenal irakien d'armes de destruction massive, sur la foi « des preuves disponibles » compilées par le Joint Intelligence Committee (JIC), la Commission conjointe des Services de renseignements. Le premier ministre Tony Blair est « fondé à croire sans le moindre doute » que :

- ▶ L'Irak continue de produire des agents chimiques et biologiques – charbon, bacille botulique, aflatoxine et gaz neurotoxiques – à des fins militaires.
- ▶ Certains vecteurs de diffusion de l'armement biochimique peuvent être déployés en 45 minutes.
- ▶ L'Irak possède encore des bombes, des obus de mortier et des missiles porteurs de charges biologiques et chimiques, ainsi que des hélicoptères et des avions légers pouvant diffuser par vaporisation.
- ▶ Des agents biologiques sont produits dans des laboratoires mobiles.
- ▶ L'Irak développe des programmes d'amélioration des missiles al-Samoud et Ababil 100, capables de frapper au-delà de 150 km.
- ▶ Une version perfectionnée du missile SCUD peut frapper les bases britanniques, à Chypre, mais aussi en Turquie, en Iran et en Israël.
- ▶ Bagdad poursuit son programme d'armement nucléaire d'avant 1991. Saddam Hussein a tenté d'acquérir de l'uranium en Afrique, bien que l'Irak n'ait pas de programme nucléaire civil.
- ▶ Les programmes d'armes de destruction massive sont « parfaitement financés », notamment par la vente illégale de pétrole.
- ▶ Equipements et documents sont en cours de dispersion avant l'arrivée des inspecteurs en désarmement de l'ONU.

J. D.

Les Etats-Unis accélèrent leur déploiement militaire autour de l'Irak

MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2002

LES ETATS-UNIS mènent une double stratégie face à l'Irak, dans le but d'y préparer le champ de bataille à venir. D'une part, ils cherchent à affaiblir graduellement le potentiel irakien existant et, de l'autre, ils activent le déploiement de leurs forces susceptibles d'être mobilisées - avec des alliés - quand George W. Bush s'y résoudra.

D'abord, les opérations aériennes en cours. Depuis un mois, en effet, des avions américains et britanniques pilonnent des sites militaires - dans le nord et dans le sud de l'Irak - qui ne sont plus, comme par le passé, des rampes de missiles sol-air, mais qui sont des centres, fixes ou mobiles, de commandement, de contrôle et de communications contribuant à la défense irakienne.

GUERRE D'USURE

Il s'agit d'une guerre d'usure - les spécialistes parlent de « guerre d'attrition » - destinée à mettre hors cir-

cuit les infrastructures grâce auxquelles Saddam Hussein et son état-major seraient en mesure de donner des ordres aux armées. De ce fait, les raids visent à amoindrir, voire à anéantir les capacités de riposte de Bagdad dans l'éventualité d'une offensive américaine quelle qu'en soit la forme. On notera que, selon ce scénario, les Etats-Unis donnent l'impression, pour l'instant, de vouloir épargner - même s'ils s'en défendent - certains objectifs représentés par des unités irakiennes dont Washington croit pouvoir attendre un plausible revirement contre Saddam Hussein.

C'est le cas, en particulier, dans le sud du pays, autour de Bassora, où les services américains de renseignement auraient - à tort ou à raison - identifié deux corps (sur cinq au total) de l'armée régulière irakienne et trois divisions (sur six) de la Garde républicaine qui donneraient des signes d'indécision.

L'attitude de la Garde républicai-

ne, avec ses 60 000 hommes, est scrutée avec beaucoup d'attention. En effet, il apparaît que Saddam Hussein, dont elle a longtemps constitué l'armée prétorienne, la tiendrait désormais à distance, notamment à Bagdad même où le président irakien vient de lui préférer une Garde républicaine spéciale de 25 000 hommes, jugée plus fidèle encore et vouée à opérer, lors de combats de rue éventuels, avec le Special Security Service (SSO), le service de renseignement Moukhabarat (contrôlé par le parti Baas) et avec la police secrète.

Pendant que les Américains et les Britanniques visent le dispositif irakien pour le rendre aveugle et sourd, c'est-à-dire le moins réactif possible, avant toute intervention, Washington accélère ses préparatifs militaires autour de l'Irak. C'est le deuxième volet des opérations conduites par les Etats-Unis.

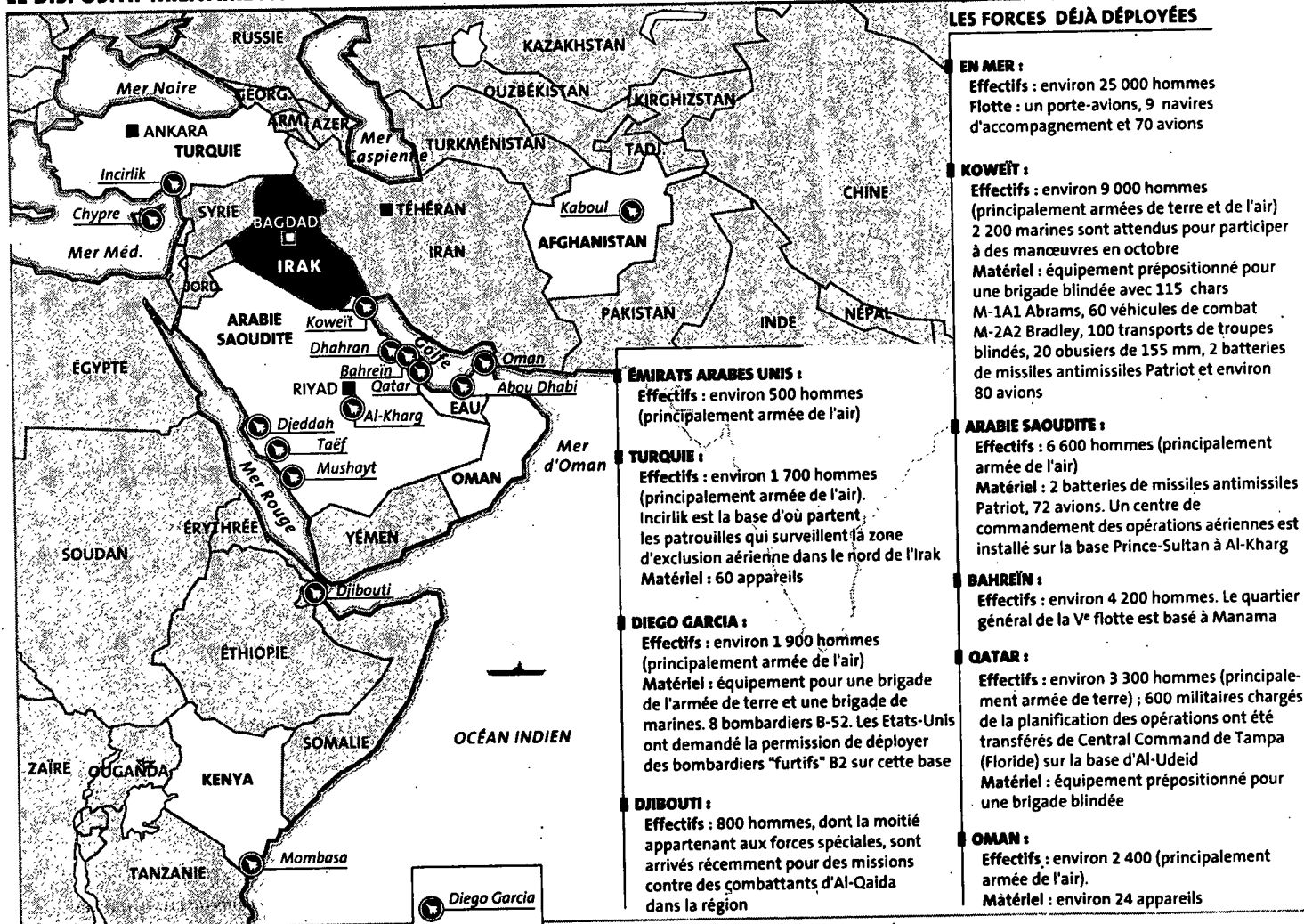
Le « cerveau » du déploiement devrait être la base d'Al-Udeid,

près de Doha, au Qatar, où commence à être transférée une partie du quartier général du Central Command installé en temps normal à Tampa (Californie). Le coût de ces nouvelles infrastructures de commandement, de contrôle et de communications est évalué à 1,5 milliard de dollars. Le Qatar y participera pour 400 millions de dollars. Il s'agit d'une construction, achevée en décembre, qui tend à passer outre au refus des Saoudiens de prêter leur poste de commandement d'Al-Kharg, au cas où les Etats-Unis s'estimeraient en situation de frapper l'Irak sans un consentement préalable de l'ONU. Al-Udeid devrait être aménagée pour accueillir 3 000 hommes, des

appareils de combat et des avions-espions Global Hawk ou Predator.

D'autres indices témoignent du fait que les Américains et, dans une moindre mesure, les Britanniques positionnent des moyens aéroter-

LE DISPOSITIF MILITAIRE ACTUEL DANS LA RÉGION DU GOLFE



Source : New York Times

restres ou navals et les personnels pour les servir au Koweït (5 000 hommes y sont à l'entraînement), en Arabie saoudite, à Bahreïn (5 000), à Oman (2 000), en Turquie (2 000) et à Diego Garcia, dans l'océan Indien (où une demi-douzaine à une douzaine de bombardiers américains B2, dits « furtifs », devraient trouver à se déployer sur une base sous contrôle du Royaume-Uni).

SATELLITES-ESPIONS

Au total, on pourrait recenser, à la mi-octobre, quelque 60 000 soldats américains dans le Golfe, sans compter le dispositif embarqué - avions, hélicoptères et commandos -, à bord d'une escadre de six porte-aéronefs américains à venir dans le Golfe avant fin 2002. L'un d'eux patrouille, déjà, sur zone.

La cartographie militaire, autrement dit la liste des cibles potentielles en Irak et la trajectoire la plus

probable des moyens offensifs mis en œuvre par le Pentagone pour les atteindre, a déjà été dressée. Des avions de guerre électronique, tels le Prowler de la marine américaine, et des satellites-espions se sont attelés à la tâche.

Aviation Week and Space Technology, la revue spécialisée américaine qui obtient ses informations de sources compétentes au Pentagone, a récemment révélé que six satellites de reconnaissance militai-

re - trois KH 11 et trois Lâcrosse - venaient d'être détournés de leur mission initiale : ils surveillent désormais en priorité tout ce qui peut se passer en territoire irakien. Chacun de ces satellites a coûté 1 milliard de dollars et travaille pour le compte du National Reconnaissance Office (NRO) du Pentagone.

Jacques Isnard

At NATO meeting, U.S. and Britain press European allies on Iraq

From news reports

WARSAW: The United States and Britain used a NATO meeting on Tuesday to increase pressure on their European allies to take action over Iraq, and the head of the alliance urged a new, preemptive strategy against rogue states.

In remarks likely to fuel debate over the future role of NATO, Secretary-General George Robertson said it was the job of the alliance to protect citizens from "criminal terrorists and criminal states."

"Our common aim must be to maintain the will and the capabilities to deter" those threats "where possible, to root them out and destroy them where deterrence has broken down," he said at a two-day meeting of NATO defence ministers in Warsaw.

But France - which insists that any action against Iraq must be mandated by the UN Security Council - warned that launching a preemptive strike against Iraq could inflame the Arab world against the West and set a dangerous precedent.

"I think this is extremely dangerous because it could open all sorts of possibilities," Defense Minister Michele Alliot-Marie said at a news conference.

She was speaking shortly before the CIA deputy director, John McLaughlin, flanked by the U.S. defense secretary, Donald Rumsfeld, briefed the ministers in a closed-door session on Iraq.

Rumsfeld has not pressed for a NATO role in his campaign against President Saddam Hussein of Iraq.

He said Tuesday he had not asked for military contributions to a potential U.S. attack on Iraq because President

George W. Bush has not yet decided whether to use force to achieve his goal of deposing Saddam.

"We gave a very thorough briefing on the best shared intelligence information that exists on Iraq, weapons of mass destruction and terrorism," Rumsfeld told reporters.

"I have always found that when people are working off the same set of facts they tend to come to quite similar conclusions," he said.

"Everyone is entitled to their own opinion about their own facts, but if you are all on the same sheet of music you tend to sing the same song," he said.

The ministers were also handed copies of Britain's long-awaited dossier on Iraq, published Tuesday, which said Saddam could launch a weapon of mass destruction at just 45 minutes' notice and that he was striving to get his hands on nuclear capability.

Robertson said that "tough and penetrating" questions were asked after the U.S. presentation, but there was no hostility.

The former British defense minister and close ally of Prime Minister Tony Blair also rallied behind the British document, saying Saddam's drive to acquire chemical, biological and nuclear weapons and missiles to deliver them should not surprise anyone.

The fact that the British judgments "are based on firm evidence from a range of secret intelligence sources will, I hope, give pause for thought to many people," he said.

Washington and London plan to submit a tough new Security Council resolution this week that would mention the possibility of recourse to military action if UN arms inspectors are denied full and unlimited access to Iraqi facilities.

But most European countries and their publics are reticent or flatly opposed to a strike against Iraq.

About 70 people protested outside the U.S. embassy in the Polish capital, lighting candles for peace and bellowing criticism of Washington's campaign to oust Saddam.

"We are protesting against the policy of terror and imperialism," said Grzegorz Rybak, 25, a former student and now unemployed.

"The U.S. has to stop controlling the world and influencing other nations under their control," the student said.

Robertson's suggestion that NATO should move toward preemptive action as a strategic option appeared to be part

of efforts to transform NATO from a Cold War relic into a force to tackle new security threats in a post-September 11 world.

NATO, whose defining principle is collective defense, was sidelined in the U.S.-led war on terrorism after the attacks on America last year.

Rumsfeld warned on Tuesday that it could wither and die with the Cold War if it did not prepare for similar surprises in the future.

He proposed the creation of a NATO strike force of up to 20,000 mostly European troops to conduct military operations anywhere in the world, with a core of 5,000 that could be deployed in seven to 30 days.

More than a dozen defense ministers spoke positively about the idea, including those from Britain, France, Greece and Turkey, a senior U.S. defense official said.

Italy and Spain also were said to support it.

Defense Minister Peter Struck of Germany said his government wanted to "examine it in detail."

Defense Minister Alliot-Marie of France said it was "an interesting idea."

But she added that the scope of action of such a force should be limited to the immediate European area.

(Reuters, AFP)

International Herald Tribune
Wednesday, September 25, 2002

Iraqi opposition

As diverse as Iraqi society itself

CAIRO

New optimism among the groups who oppose Saddam Hussein

BEFORE being shot in a 1958 coup, Iraq's King Faisal of Iraq regretfully described his people as malingerers prone to superstition and anarchy. Saddam Hussein's jackbooted style suggests he holds much the same opinion. Yet those alleged national traits have also helped Iraq's dictator: at least until recently they applied pretty well to the confused mass of exiled opponents who want to overthrow him.

This may perhaps be changing. The 3m or so citizens who have fled Iraq, and the 4m who live in the autonomous Kurdish region, still support a bewildering clutter of opposition groups. But their normally drowsy offices in half a dozen Arab and European capitals now crackle with confident anticipation.

"We are talking weeks and months, not years," says Iyad Allawi, a reformed Baathist who, like many opposition veterans, has survived a quarter-century in exile

and at least one assassination attempt.

Pressure comes from the Bush administration and its call for "regime change". Partly, this takes the form of warlike words, such as those voiced this week by Dick Cheney, the vice-president, in a speech calling for pre-emptive action. But military pressure is also increasing with advance deployments of American weapons in the region, and more air patrols over north and south Iraq. And tighter American sanctions, plus a pricing regime for Iraqi oil exports that turns away buyers, throttle Iraq's enfeebled economy.

Cranking up the engine

America has also turned its energy to recharging the Iraqi opposition, both financially and in terms of morale. The efforts have yet to produce a united front, though last month the administration invited six leading groups, including Kurds, national-

ists and even an Iranian-backed Shia opposition front, for talks that were described by all as fruitful.

The details of action were not discussed, say some who attended, but the Iraqis were impressed with America's commitment to a free, united and democratic Iraq, while the Americans were pleased by promises of greater co-ordination between the groups, who have often been vicious rivals. In exchange for more American money, the opposition groups promised to crank up propaganda and recruitment efforts inside Iraq, and to do their bit to try to reassure Iraq's doubting neighbours that American action would somehow be good for them, too.

America has also reached out for new allies among Iraqi exiles, inviting jurists to map out a legal transition, and summoning tribal leaders who, it is hoped, could call on clansmen to subvert the Baghdad regime. The spirit of co-operation among the wider opposition has even inspired some former officers in the Iraqi army, an especially divisive lot, to meet in London and issue a Covenant of Honour calling for a pluralist and demilitarised Iraq. All these groups plan to hold a larger meeting soon, which, or so it is hoped, will be a sort of *loya jirga* to endorse America's role in regime change, and perhaps to draw up a plan for Iraq's future.

According to a range of opposition leaders, the mix of American pressure and higher-profile opposition activity is already causing strains inside the country. The scale and quality of defections are growing, they say, with several dozen mid-ranking officers and one major-general in the security forces having crossed over in the past month alone.

Opposition leaders differ, however, on what this all means. Mr Allawi believes that cracks in the regime are widening so fast that only small-scale American military action may be necessary for it to crumble. Hamed al-Bayati, a spokesman for the Supreme Council for the Islamic Revolution, a Shia group, thinks Mr Hussein cannot be toppled unless America "goes for the head of the snake" by taking Baghdad. A popular uprising will be possible, he says, only if America cripples the Iraqi ruler's ability to communicate with his commanders.

For all its sudden enthusiasm, the Iraqi opposition has a long way to go before any of its parts, or even the whole, becomes an effective force. America and its allies have backed many of these groups since the 1991 Gulf war, but their fractiousness, combined with discord inside American administrations, has made for rocky relations. Some groups—the Communists, some Baathists and some Islamists—bitterly blame America for the severe distress caused by sanctions. Others charge America with serial betrayal—of a 1975 Kurdish revolt, of the 1991 uprisings among the Shias and Kurds, of two coup attempts in the mid-1990s that were scuppered by CIA mishandling, and of hundreds of opposi-

Uneasy allies for the duration

Ethnic and tribal	Main leaders	Based in	Comments
Patriotic Union of Kurdistan*	Jalal Talabani	Sulaymaniyah, Iraqi Kurdistan	Controls southern half of Iraqi Kurdistan
Kurdistan Democratic Party*	Massoud Barzani	Arbil, Iraqi Kurdistan	Controls northern half of Iraqi Kurdistan
Four Assyrian parties; two Turkomen parties	na	London and Iraqi Kurdistan	Represent minority language groups in northern Iraq
Alliance of Iraqi Tribes	na	na	Nineteen exiled tribal leaders out of some 150 Arab tribes in Iraq
Religious			
Supreme Council for Islamic Revolution*	Muhammad Baqer al-Hakim	Tehran	Main Shia group, active cells in Iraq. Co-operates with Iran's approval
Islamic Daawa Party	na	Damascus, Tehran, Europe	Anti-American Shia group, weakened in massacres by Saddam Hussein in 1980s
Sunni and Kurdish Islamist groups	na	na	Include small extremist factions
Nationalist			
Iraqi National Congress (INC)	Ahmad Chalabi	London, Washington	Umbrella group for pro-American opposition
Iraqi National Accord*	Iyad Allawi	London, Amman, Damascus	Ex-Baathists with good contacts inside Iraq, favours internal coup
Constitutional Monarchy Movement*	Sharif Ali Ibn al-Husseini	London	Wants Sharif Ali, heir to family that was deposed in 1958, installed as king
Two communist parties; pro-Syrian Baathists; others	na	na	Reject co-operation with America
Military			
Iraqi National Coalition	Tawfiq al-Yasiri	London	Small group of former officers, organised London conference of military exiles
Free Officers Movement*	Najib al-Sathi	Washington	Led by a former commander in the Republican Guard, who fled in 1995
Iraqi Officers Movement	Fawzi al-Shamari	Washington	Competes for American attention
1,500 exiled officers	Wafiq al-Samarrai, Nizar al-Khazraji	Damascus, various European capitals	Includes high-ranking defectors, some with blood on their hands

Source: The Economist

*Member of INC

tion activists executed when the Iraqi army captured their bases in 1996.

Yet, for all its bad memories, shady past and current feebleness, the opposition does have something important to offer. The diversity of its factions better represents Iraq's subtle ethnic and religious mix

than Mr Hussein's monolithic Arab nationalism. If its leaders can overcome the bad blood between them, the opposition is not a poor model for a pluralist society.

"We're not seeking an Islamic state," says a Shia leader. "We just want to be another quietly prosperous Gulf country." "I

don't care if it's a monarchy, a republic or whatever," says a Kurd who thinks Scotland is a good model for Kurdistan in an Iraqi federation. "I just want the repression to end." But see the next story for what Kurds inside Kurdistan may be planning. ■

Iraqi Kurdistan

With their eyes on Kirkuk

ZAWITA, NORTHERN IRAQ

The Kurds talk of federation and plan for independence

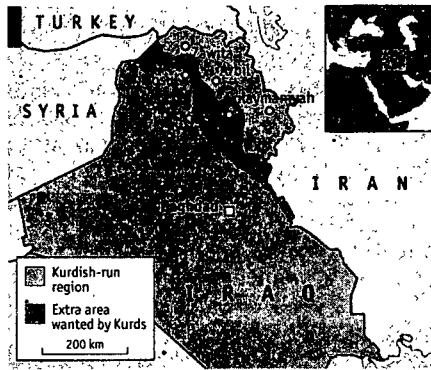
ONE says sort-of no, the other sort-of yes. The no comes from Massoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party (KDP), who runs the north-west of Kurdish-controlled northern Iraq. Mr Barzani fears that an American war on Saddam Hussein could have dire results for the Kurds, resulting in the loss of the huge gains they have made since the creation of their autonomous enclave in 1991.

The yes comes from Mr Barzani's rival, Jalal Talabani, whose Patriotic Union of Kurdistan (PUK) controls the south-east. On a recent trip to Washington he announced that the Americans would be welcome to use his territory as the base for an attack. He then both retracted and repeated the offer.

In fact, whatever they say, the Kurds will have little choice. Once an attack was started, it would be virtually impossible for them to stay on the sidelines, especially if, as they believe, the Iraqi army collapsed, and uprisings occurred across Iraq.

There is another reason why the Kurds will probably join battle. It hangs in every government and party office in the enclave: the Kurds' official map of Iraqi Kurdistan. The map covers almost double the territory that the Kurds control today. And bang in the middle of the land they want is Kirkuk, an oil-rich city now well within Baghdad's control. The Iraqis (much like the Sudanese in the first story in this section) will fight to the death for oil.

Officially, the Kurds are committed to a federal Iraq. But, if this came about, where



would the federal borders lie, and who would draw them? The Iraqi Arab opposition groups have signalled to the Kurds that they do not believe that there is any need to sort this problem out now. Kurdish officials are inclined to agree—since they know that their Arab colleagues would never agree to their maximalist demands.

But this means that if the Iraqi regime were to collapse, the Kurds, who have up to 100,000 fighters, would hope to seize as much land as possible, as quickly as possible. They would then be able to negotiate future borders from a position of strength.

For Kurdish leaders, federation is a means to an end. The end they look to eventually is independence and, in the even more distant future, the unification of all the Kurdish lands in Iraq, Syria, Iran and Turkey. So it is all-important for them to set and get the borders they want.

But the Kurdish lands that are now con-

trolled by Mr Hussein have been heavily Arabised. Kurds have been progressively cleansed, especially from Kirkuk, and Arab settlers have been brought in to replace them. Even so, the Kurds are confident. They do not expect property conflicts: the Arabs, they say, will flee before them.

The up-beat mood is expressed by Freydoun Abdul Kheder, the interior minister in PUK territory. He says he knows that "Saddam is finished" because, in the past few months, Iraqi military officers have been plying him with valuable intelligence. They are doing this, he says, because they want to claim that they had always worked against Mr Hussein.

And, despite Mr Barzani's reservations, at Zawita, in the KDP's zone, mountain-



Training to be a regular

guerrillas are being trained to become soldiers in a regular standing army. As they drill, they shout: "Kurdistan or death!" A standing army for a federal unit seems a bit ambitious. But not if the Kurdish leaders are thinking forward, well into the future that all Kurds long for. ■

Turkey

A man for all Turks?

ANKARA

How Kemal Dervis could change the face of Turkish politics

HE'S finally made up his mind. After keeping the nation guessing for the better part of a month, Turkey's former economy minister, Kemal Dervis, has de-

clared that he will be going into politics after all. He has thrown in his lot with the Republican People's Party, known as CHP, Turkey's oldest left-wing party. The announcement marks a dramatic shift in Turkey's politics, with parliamentary elections due on November 3rd.

Mr Dervis's personal popularity is such that, until last week, he was being wooed by one political party after another. For secular-minded urbanites, he is the only effective answer to Recep Tayyip Erdogan, Istanbul's former mayor, who continues to be labelled an Islamist, though he insists

he does not believe in mixing religion with politics.

For the country's industrialists and for western governments, Mr Dervis is the only person capable of steering Turkey out of its financial mess. Since being called home from the World Bank 18 months ago, he has made notable progress, pushing through a programme of fiscal and economic reform that won for Turkey a huge rescue package from the International Monetary Fund and the Bank. But much remains to be done. Mr Dervis insists that

SEPTEMBER 6TH 2002

The Economist

unless "there is full co-ordination between the ministries dealing with economic matters"—by that he probably means, unless he is at the helm of the economy (he is not interested in becoming the next prime minister)—Turkey could plunge back into the abyss once more.

With Mr Dervis at his side, the electoral fortunes of Deniz Baykal, the bristly CHP leader, seem much improved, to the detriment of a clutch of leftish parties, notably that recently formed by Ismail Cem, the former foreign minister, whom Mr Dervis had initially supported. Mr Dervis pulled back after Mr Cem brusquely turned down Mr Baykal's invitation to join forces under the CHP banner. Uniting the left is Mr Dervis's most cherished goal.

Can he and Mr Baykal snatch victory from the hugely popular Mr Erdogan? The

race will be tight, but with 20 or so parties in the running, the most likely outcome is another coalition government. Mr Dervis makes no secret of his wish to work with Mr Cem as a possible coalition partner. But Mr Cem first has to muster the minimum 10% of the vote needed to win seats in parliament. Without Mr Dervis on his team, that will be tough.

Some of Mr Dervis's friends, including a prominent liberal economist, Asaf Savas Akat, have suggested that the CHP share power with Mr Erdogan. Mr Erdogan has certainly gone out of his way to assuage fears over his alleged Islamist agenda. He says he wants Turkey to join the European Union. He also says he will not field female candidates wearing the Islamic style headscarf; Virtue, the Islamic-leaning party from which Mr Erdogan broke away

last year to form his Justice and Development Party, did so and was banned. Joining hands with a party that is clearly supported by a significant number of Turks, if not its meddlesome generals, would surely help shore up Turkey's wobbly democracy, the argument goes.

There is still a chance that Mr Erdogan will be prevented from running. He stands charged with subverting Turkey's secular system during his stint as mayor. A verdict is expected on September 17th. But if Mr Erdogan is excluded, his party could draw sympathy votes.

The outcome many Turks fear is one where Mr Erdogan's followers, discouraged, join forces with ultra-nationalists opposed to Europe and the IMF. Then Mr Dervis's dream of a prosperous, European-oriented Turkey would come to nought. ■

A French-U.S. divide suddenly grows wider

Tempers flare in quarrel over Iraq

By Joseph Fitchett

International Herald Tribune

PARIS: A fierce U.S.-French diplomatic quarrel that has blown up about the next Security Council step against Iraq is centered on two objections by Paris.

First, it finds the proposed overall inspection regime so tough that it amounts to giving a blank check to Washington to make war in the name of the United Nations — exactly the authority France has always resisted giving to its big ally.

Secondly, France has been taken aback by new U.S. demands for a 30-day ultimatum to Iraq. Paris sees this deadline as reducing the chances of seeing Iraq go along with disarmament programs supervised by the UN.

These questions on terms and timetables sound like procedural issues that diplomats are paid to sort out, as they may yet do this time.

But the risks of miscalculation between Washington and Paris appear high, according to sources on both sides of the Atlantic. Beneath their verbal differences, a deep political gap — perhaps even a divorce — is emerging between Washington and Paris about war aims in Iraq.

After a period when the two allies seemed to have found common ground, they have diverged openly in recent days. Beneath the surface, France seems to be hopeful of settling for a disarmed Iraq, while the United States appears

convinced that only a "regime change" in Baghdad can guarantee an end to Iraqi development of weapons of mass destruction.

The divisions surfaced Friday when President Jacques Chirac insisted that France wanted a two-step approach in which the Security Council would vote once on Iraqi disarmament conditions and a second time, if necessary, to mandate military action. His comments amounted to a rebuff of the Bush administration, which had sent an emissary to Paris for talks Friday on America's draft of a single-trigger resolution. Tempers were boiling this weekend on both sides of the Atlantic:

"Don't they understand how close we Americans feel we are to war?" a former U.S. official said, referring to Washington's impatience to remove Saddam Hussein. Like others interviewed, he spoke on condition of anonymity.

Bush administration hawks were said to be infuriated at finding a French obstacle in the Security Council after a period of subtle diplomatic harmony between Paris and Washington.

A French official was equally irate, accusing the U.S. approach of jeopardizing an international consensus.

Until last week, Chirac had been earning high marks for his skillful diplomacy, insisting on forceful UN action to disarm Iraq while leaving the door open for France to swing into line behind a U.S.-led war coalition at any point where Saddam failed to comply.

Europe's "bad boy," in U.S. eyes, was Chancellor Gerhard Schroeder, who narrowly won re-election after playing

the pacifist card — historically strong in postwar Germany — by declaring that his country would not take part in any attack on Iraq, even with UN approval.

Meanwhile, Chirac was raising France's military budget and positioning his government with the Blair government in Britain as the two influential players in Europe.

France's leaders seemed to feel they had time to maneuver, especially after the Blair government's long-awaited dossier of evidence about the Iraqi arsenal proved to be a public relations dud when it was released early last week.

The turn in events, with France now facing U.S. ire, came so quickly that French policymakers seemed to be taken by surprise. European officials wondered aloud this weekend what has changed to warrant the new urgency.

Queried, a Bush aide, who is current on major intelligence developments, did not cite any fresh Iraqi threat. Rather, the source said, "these things can't be turned on and off," referring to the logistical lead time for a war in Iraq — and perhaps to current high levels of support for war in American public opinion.

The timing could reflect surprise in the Bush administration at Baghdad's announcement that it would lift its ban on UN inspectors. "Maybe Washington worries that an inspection regime could allow Saddam to get away," the French official said.

An echo of this fear came from a Bush aide, who said this weekend that UN weapons inspectors would "never find anything" significant in Iraq.

Even with unfettered access, he said, 200 inspectors would be no match for the ruses that the Iraqi regime has developed for concealing banned biological and other weapons in his vast country. If Baghdad, for example, has stashed key components in other countries, Saddam could wait for inspectors to deliver a clean bill of health and then resume his clandestine programs.

International Herald Tribune
Monday, September 30, 2002



URGENT ACTION

AI Index: MDE 13/016/2002

30 September 2002

Further information on EXTRA 75/02 (MDE 13/015/2002, 25 September 2002) - Fear of imminent execution

IRAN

Amir Fakhri (m)]
Amir Karbala'i (m)] names
Payam Amini (m)] previously
Majid Qasemi (m)] unknown
Farhad Aq-Nariyan (m)]

Reza Parsa (m), aged 21
Arash Tajbakhsh (m)



Amnesty International has learned that despite appeals, five of the men sentenced to death were publicly hanged on 29 September in two separate districts of the capital Tehran.

Amir Fakhri, Payam Amini and Majid Qasemi were hanged from cranes in Lavizan, east Tehran and Amir Karbala'i and Farhad Aq-Nariyan were hanged from cranes in Azadi, west Tehran.

Amir Fakhri, Payam Amini, and Majid Ghasemi, hanged on 29 September
© 2002 IranMania.com and AFP

All five men were reportedly members of a gang known as *Karkas-haye Siyah*, or Black Vultures, and were allegedly convicted of numerous offences. Amnesty International has received no further information on the scheduled execution times of Reza Parsa and Arash Tajbakhsh.

RECOMMENDED ACTION: Please send appeals to arrive as quickly as possible, in English, Farsi, Arabic or your own language:

- expressing dismay at the recent executions in Tehran of Amir Fakhri, Payam Amini, Majid Qasemi, Amir Karbala'i and Farhad Aq-Nariyan;
- urging that the death sentences imposed on Reza Parsa and Arash Tajbakhsh be commuted immediately, possibly by means of commutation of their sentences by the Supreme Leader, Ayatollah Ali Khamenei, in line with Article 6 (4) of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), to which Iran is a state party;
- expressing your sympathy for the victims of violent crime and recognizing the rights and responsibilities of governments to bring to justice those suspected of criminal offences, but stating your unconditional opposition to the death penalty irrespective of the crime for which it is imposed, as the ultimate violation of the right to life;
- seeking details of the trials of the two men involved, including details of any appeals against their convictions;
- urging judicial officials to inform the families of the victims (those killed) of their right to spare those convicted from the carrying out of the sentence, converting it to life imprisonment;
- reminding the Iranian authorities of their commitment to the Universal Declaration of Human Rights, in particular Article 3: "Everyone has the right to life, liberty and security of person."

APPEALS TO:

Leader of the Islamic Republic

His Excellency Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei,
The Presidency, Palestine Avenue,
Azerbaijan Intersection, Tehran, Islamic Republic of Iran

Telegrams: Ayatollah Khamenei, Tehran, Iran

Email: webmaster@wilayah.org; (on the subject line write: For the attention of the office of His Excellency, Ayatollah al Udhma Khamenei, Qom)

Salutation: Your Excellency

President

His Excellency Hojjatoleslam val Moslemin Sayed Mohammad Khatami

The Presidency, Palestine Avenue
Azerbaijan Intersection, Tehran, Islamic Republic of Iran

Telegrams: President Khatami, Tehran, Iran

E-mail: khatami@president.ir

Salutation: Your Excellency

Head of the Judiciary

His Excellency Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahrudi

Ministry of Justice

Park-e Shahr

Tehran

Islamic Republic of Iran

Telegrams: Head of Judiciary, Tehran, Iran

Faxes: + 98 21 879 6671 (number may be unreliable; please mark "Care of Director of International Affairs, Judiciary")

Salutation: Your Excellency

COPIES TO: Diplomatic representatives of Iran accredited to your country.

PLEASE SEND APPEALS IMMEDIATELY.

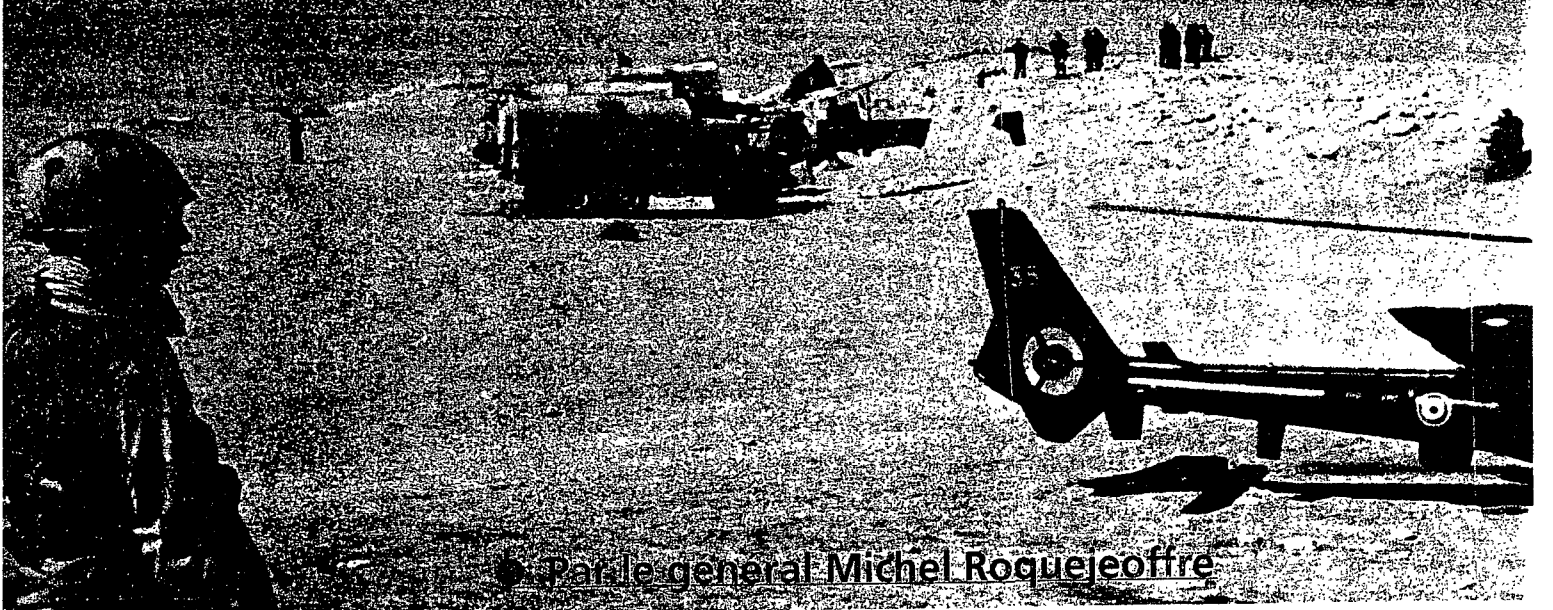
MONDE

le nouvel
Observateur

19-25 SEPTEMBRE 2002

Les Américains n'y ont pas renoncé

la guerre



Par le général Michel Roquejeoffre

...elle mobiliserait sans doute moins d'hommes qu'en 1991 mais risquerait d'être beaucoup plus meurtrière. L'ancien chef des forces françaises dans la guerre du Golfe décrit ici quatre scénarios possibles pour une offensive contre l'Irak

Le Nouvel Observateur. – Malgré l'offre de l'Irak de laisser revenir sans condition les inspecteurs de l'ONU, les Etats-Unis semblent toujours résolus à entreprendre, onze ans après la première, une nouvelle guerre du Golfe qui aurait pour objectif d'éliminer les armes de destruction massive que détient l'Irak et de renverser le régime de Saddam Hussein. Comment, selon vous, pourraient-ils atteindre ces objectifs ?

Michel Roquejeoffre. – Le but de la guerre est en effet complètement différent de celui que nous avons. En 1991, nous devions chasser les Irakiens du Koweït et c'était notre seule mission. Nous l'avons réussie. Aujourd'hui, les Américains poursuivent deux objectifs distincts, qui peuvent être atteints séparément ou simultanément : soit ils cherchent exclusivement à détruire les sites abritant des armes de destruction massive, soit ils cherchent exclusivement la chute du régime de Saddam. Ils peuvent aussi souhaiter simultanément éliminer les armes de destruction massive et renverser le régime de Saddam. Enfin, on peut envisager que par la mise hors d'état des armes de destruction massive, le coup porté à son régime entrainera

avait lieu...



ou facilitera la chute de Saddam. Vous l'avez compris : la préparation de la guerre telle que semblent l'envisager les Américains n'est pas simple...

N. O. – Comment détruire les sites abritant des armes de destruction massive ? Frappes aériennes ? Commandos terrestres ?

M. Roquejeoffre. – En gros, je vois trois scénarios. Le premier est une attaque massive aéroterrestre avec l'appui des sous-marins lance-missile et précédée d'une préparation aéro-maritime, destinée à acquérir la maîtrise des airs et à détruire les infrastructures militaires, les organes de commandement, les réseaux de télécommunications, comme lors de la guerre du Golfe. Ensuite l'attaque terrestre – qui réclamerait 200 000 à 250 000 hommes – partirait du Koweït. Son but serait d'atteindre les sites qui auraient été repérés, de les détruire ou de les neutraliser. On pourrait éventuellement assigner ensuite à cette offensive un objectif supplémentaire : aller jusqu'à Bagdad pour faire tomber le régime...

N. O. – Ce scénario implique que les sites abritant des armes de destruction massive aient tous été

identifiés de façon claire. Ce qui est loin d'être le cas...

M. Roquejeoffre. – Je suis d'accord. Ce scénario a plusieurs inconvénients. Il faut, tout d'abord, connaître avec précision non seulement l'emplacement de chaque site, mais aussi ce qu'il abrite. S'il ne s'agit par exemple que de quelques kilos de produits chimiques, il n'est peut être pas nécessaire de le détruire. Un autre inconvénient de taille réside dans la nature du terrain. Si on cherche à atteindre Bagdad, ou au moins à traverser l'Euphrate – ce qui suppose des raids héliportés pour prendre et conserver les ponts sur ce fleuve –, on va se retrouver sur un terrain qui n'est pas du tout le même que celui que nous avons rencontré pendant la guerre du Golfe. En réalité, c'est à partir de l'Euphrate que l'opération devient difficile. On se retrouve sur un terrain assez marécageux où l'ennemi peut facilement attaquer et provoquer chez les assaillants des pertes importantes. Après quoi, il faudrait prendre Bagdad – c'est indispensable si on veut renverser le régime –, éventuellement trouver Saddam, c'est-à-dire se retrouver en situation

de guérilla urbaine. Avec là encore des perspectives de pertes élevées.

N. O. - Une telle opération suppose une logistique très lourde...

M. Roquejeoffre. - C'est un autre inconvénient majeur de ce scénario : le ravitaillement de 250 000 hommes d'unités blindées mécanisées entre le Koweït et Bagdad implique la mise en place et la protection de longues lignes logistiques. Et suppose une totale maîtrise des airs. Ce n'est pas une petite affaire...

N. O. - Et cette option ne garantit pas la chute du régime...

M. Roquejeoffre. - C'est en effet un problème. La chute du régime suppose un certain nombre de conditions politiques, qui ne sont pas réalisées pour le moment et que cette option ne prévoit pas : en particulier l'existence d'une opposition présentable prête à prendre le pouvoir.

N. O. - Une opération de ce type est-elle plus coûteuse en vies humaines que la guerre de 1991 ?

M. Roquejeoffre. - A mon avis, oui. Pour être franc, je dois dire que nous nous attendions en 1991 à une guerre plus meurtrière. Elle l'a été relativement peu pour les alliés, car les troupes irakiennes étaient très démobilisées, leur moral très bas, ce que nous n'avions pas vraiment mesuré. Là, nous allons nous trouver en face d'unités de la garde républicaine qui ont été reconstituées et qui devront se battre, dans leur capitale, le dos au mur, car elles ne pourront pas se replier vers le nord où les Kurdes pourraient les attendre, et profiter de la situation....

N. O. - Quel est le deuxième scénario ?

M. Roquejeoffre. - C'est une frappe aéromaritime pure, telle qu'elle a été faite au Kosovo et en Serbie, sur les sites d'armes de destruction massive. L'opération aurait le mérite d'être brève et de coûter peu de vies humaines aux assaillants, mais elle impliquerait, en Irak, des dommages collatéraux sévères qu'il faudrait assumer. Autre inconvénient : personne au sol ne contrôlerait les résultats, sauf des commandos infiltrés auparavant, mission très périlleuse. Et une telle offensive, à mon avis, ne contribuerait pas à la chute de Saddam Hussein. Une variante de cette option - appelons-la le troisième scénario - consisterait à mêler des frappes aériennes et des raids héliportés. Si les sites sont repérés de façon précise, on peut en effet jumeler les frappes aériennes - qui servent de préparation - avec des raids dans lesquels seraient engagés autour de 50 000 hommes des forces spéciales. Les moyens de ce type d'opération existent. Il resterait à savoir si les Américains peuvent choisir cette option sans dégarnir les autres

théâtres d'opération sur lesquels leurs forces spéciales sont engagées, en particulier l'Afghanistan. Ce scénario suppose une très bonne préparation aérienne destinée moins à détruire les sites qu'à assurer la maîtrise de l'air pour les rotations d'hélicoptères qui seraient très nombreuses. Les sites, eux, seraient détruits par les commandos. Ensuite on peut imaginer que des raids de blindés assureraient leur récupération. A mon avis, les chances de réussite sont beaucoup plus grandes : il y a la surprise, la rapidité, la précision, la vérification du résultat. Ce n'est pas très connu, mais nous avons fait, pendant la guerre du Golfe, deux ou trois jours avant l'attaque terrestre, un raid d'observation avec deux régiments d'hélicoptères jusqu'à l'Euphrate en partant de la base de Rafha, dans le nord de l'Arabie Saoudite. Nous savons faire ce genre d'opération. Les Américains aussi, et ils

quises. Cela, nous savons le faire. Détruire des armes chimiques ou biologiques, c'est délicat mais ce n'est pas sorcier, c'est un peu comme détruire des mines.

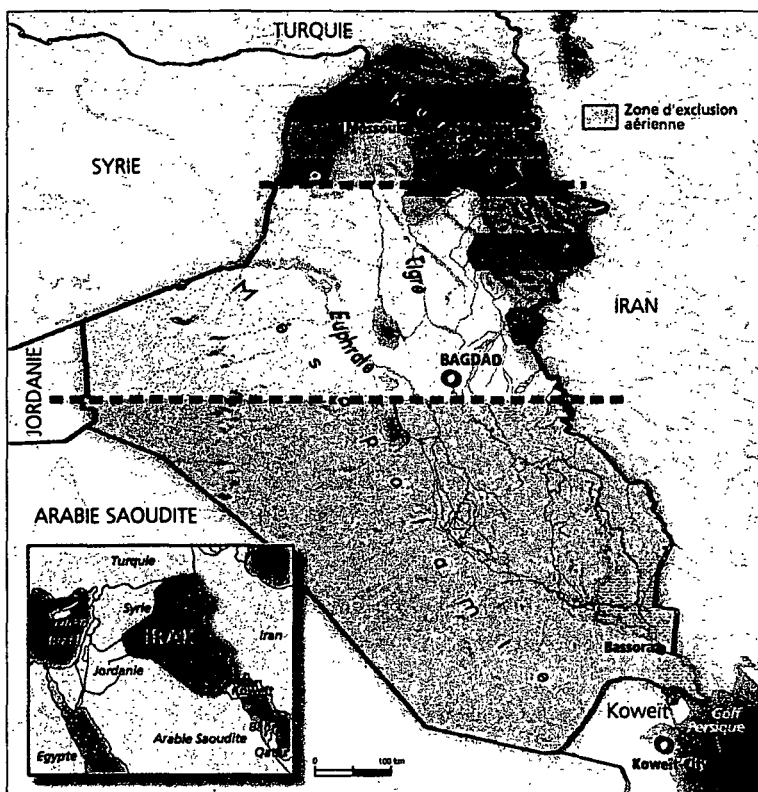
N. O. - Existe-t-il un scénario débouchant exclusivement sur la chute du régime de Saddam ?

M. Roquejeoffre. - Oui, c'est celui que j'appellerai le quatrième scénario, et qui consisterait à occuper une partie du territoire irakien pour y installer - à condition qu'on le trouve - un gouvernement d'opposition. On sait depuis longtemps que pour s'emparer d'un pays ou pour le délivrer d'un occupant, il faut commencer par y débarquer. Dans le cas qui nous intéresse, il faut trouver un terrain sur lequel on ne rencontre pas trop d'hostilité, comme par exemple le désert au sud de l'Euphrate, chez les chiïtes. Ce pourrait être aussi dans le nord mais on retombe alors sur le problème kurde.

Pour l'instant, les Kurdes bénéficient d'une autonomie, sous protection internationale, qui les satisfait. Servir de tête de pont à la conquête de l'Irak par les Etats-Unis et leurs alliés leur apporterait peut-être plus d'inconvénients que d'avantages.

N. O. - Ce scénario implique l'existence d'une figure incarnant l'opposition, acceptable pour la majorité des Irakiens...

M. Roquejeoffre. - L'idéal serait bien sûr de dénicher une figure charismatique, mais elle n'existe pas. Parlons plutôt d'une personnalité présentable. Bien que les chiïtes soient majoritaires dans le pays, un chiïte serait mal vu, car le pouvoir a toujours été détenu par les sunnites depuis que l'Irak n'est plus un royaume. D'après ce que je sais, trouver un sunnite serait assez compliqué. D'autant que certains chefs militaires aujourd'hui en exil, qui semblent se



ont des moyens de transports beaucoup plus lourds que les nôtres. On peut aussi imaginer que les commandos seraient chargés non pas de détruire les sites mais de les illuminer, c'est-à-dire de fournir un guidage pour des bombes intelligentes. L'avantage majeur de cette option - qui n'est pas sans danger, ne rêvons pas - est de détruire ce que l'on veut avec le maximum de précision et d'efficacité sans s'enguer dans un terrain hostile. Mais elle ne contribue pas - en tout cas pas directement - à la chute du régime.

N. O. - Les troupes qui seraient dans ce cas engagées sur le terrain ne risquent-elles pas d'être victimes des armes chimiques ou biologiques qu'elles détruiraient ?

M. Roquejeoffre. - Ce risque existe en effet. On peut imaginer que les troupes au sol s'empareront des sites dans un premier temps, et les détruiront ensuite, avec les précautions re-

placer dans la course au pouvoir, ont participé pendant la guerre contre l'Iran, même s'ils n'en ont pas été les initiateurs, à des opérations au cours desquelles ont été utilisées des armes chimiques, notamment au Kurdistan. Si on compare à l'Afghanistan - où tout n'est pas simple -, il manque, en Irak, deux éléments importants : il n'y a ni opposition armée en mesure d'accueillir des troupes étrangères - ce qu'a fait, au fond, l'Alliance du Nord - ni figures emblématiques incarnant la relève du pouvoir, à l'étranger ou à l'intérieur.

N. O. - En d'autres termes, ces quatre scénarios sont assez difficiles à mettre en œuvre...

M. Roquejeoffre. - C'est ma conviction. Et vous avez noté que, dans mes hypothèses, je suppose tous les conflits entre Occidentaux résolus, les renseignements acquis, l'accord de l'ONU obtenu. De plus, la partie militaire ne sera pas une promenade de santé - ce

qu'elle fut, toutes proportions gardées, en 1991, en raison du très faible moral des troupes irakiennes. Je vous rappelle qu'une division entière de la garde républicaine a refusé de combattre et a retraversé l'Euphrate.

N. O. - On disait pourtant alors - notamment parmi les militaires - que l'armée irakienne était la 4^e armée du monde...

M. Roquejeoffre. - Trois critères, additionnés et non considérés isolément doivent être pris en compte pour évaluer la valeur d'une armée : les effectifs, l'équipement et le moral. Par ses effectifs et son équipement, l'armée irakienne était la 4^e armée du monde. Elle s'est retrouvée en queue de classement pour le moral. Beaucoup des prisonniers que nous avons interrogés avaient fait la guerre Iran-Irak : ils en avaient marre. Ils venaient d'être abandonnés par leurs cadres, de subir cinq ou six semaines de raids aériens alliés. Ils étaient enterrés, ils ne pouvaient ni sortir vers l'avant, c'est-à-dire d'aller vers le sud, car ils avaient miné le terrain, ni reculer, c'est-à-dire aller vers le nord, car la police politique tirait sur ceux qui abandonnaient leurs positions. La question qu'on peut se poser maintenant, c'est : pourquoi n'avons-nous pas su tout cela avant ? Mais c'est une autre histoire... Je pense qu'aujourd'hui, si les Américains et leurs alliés franchissaient l'Euphrate pour aller jusqu'à Bagdad et éliminer Saddam, ils se heurteraient à la garde républicaine composée de séides du dictateur, originaires comme lui de la région de Takrit, dévoués et pleins de reconnaissance pour celui qui les fait vivre.

N. O. - Pensez-vous qu'aujourd'hui la garde républicaine soit aussi bien armée et équipée qu'il y a onze ans.

M. Roquejeoffre. - Il n'y aucune raison qu'elle soit désarmée puisqu'elle n'a pas été détruite. Je souhaiterais me tromper, mais je pense qu'elle opposerait à Bagdad une résistance beaucoup plus grande que celle qu'elle nous a opposée pendant la guerre du Golfe où nous nous sommes surtout heurtés à l'armée régulière, c'est-à-dire à des vieux conscrits, la plupart du temps chiites, qui ne considéraient pas cette guerre contre le Koweït comme la leur.

N. O. - Vous n'avez pas évoqué les conditions climatiques, notamment la chaleur et l'humidité...

M. Roquejeoffre. - Ce sont des considérations qui peuvent jouer, mais les Américains ont des soldats qui s'entraînent en permanence au Koweït. Je les ai vus l'an dernier lors du 10^e anniversaire de la guerre du Golfe, au cours d'un exercice de guerre dans le désert. S'ils avaient le feu vert dans un mois, je ne crois pas qu'ils attendraient janvier pour attaquer...

N. O. - De toutes les options que vous avez décrites, laquelle serait la plus facile à mettre en œuvre ?

M. Roquejeoffre. - L'attaque aérienne est de loin la plus rapide à monter. D'autant que la majeure partie des appareils de combat sont déjà sur place et que les Américains et les Britanniques sortent tous les jours. La plus longue à mettre en œuvre, c'est l'attaque terrestre car

c'est celle qui mobilise les plus gros effectifs et qui implique la mise en place, sur des milliers de kilomètres, d'une énorme logistique.

N. O. - Alors que près de 700 000 hommes étaient mobilisés pour la guerre du Golfe, vous estimez que 250 000 hommes suffiraient aujourd'hui pour détruire les armes de destruction massive et renverser le régime de Bagdad. Cela paraît peu.

M. Roquejeoffre. - N'oubliez pas que pour la guerre du Golfe nous étions déployés sur un front de près de 700 kilomètres, avec une portée de 200 kilomètres environ, de la frontière à l'Euphrate, ce qui faisait un beau rectangle à occuper... Plus les effectifs nécessaires pour libérer Koweït-City. Dans les scénarios que nous venons d'examiner, même l'attaque massive peut être considérée comme un gros raid, sur un front pas très large, mais sur une beaucoup plus grande profondeur.

N. O. - Qu'avez-vous appris sur Saddam pendant la guerre du Golfe ?

M. Roquejeoffre. - Nous avons tous constaté que cet homme avait des réactions totalement imprévisibles, insaisissables, dont il vient d'ailleurs de nous donner une nouvelle preuve. Pourquoi, par exemple, n'a-t-il jamais utilisé contre nous d'armes chimiques, alors que nous nous y attendions au point de nous protéger jusqu'au dernier moment. A-t-il pensé qu'à des armes chimiques nous répondrions certainement par des armes chimiques, voire nucléaires ? A-t-il été incapable de donner l'ordre en raison de la disparition des chaînes de commandement ? Pourquoi, lorsqu'il a envahi le Koweït, n'est-il pas allé prendre les puits de pétrole de Dahrhan qui étaient à sa portée ? Il passe par des alternances de réalisme et de paranoïa complète. Nous savons par exemple qu'il vit dans la peur, qu'il redoute à chaque instant d'être tué, et que l'éliminer ne serait pas une mince affaire. Au fond, personne, même parmi les chefs d'Etat de la région, ne comprend pourquoi cet homme qui se trouvait à la tête



Ancien chef des forces françaises en Arabie Saoudite pendant la guerre du Golfe, le général Michel Roquejeoffre, 69 ans, a commandé la division Daguet chargée de couvrir par l'ouest et jusqu'en Irak l'offensive alliée. Il appartient aujourd'hui au cadre de réserve. Il est actuellement membre du Haut Conseil de la Mémoire combattante.

d'un Etat riche, en plein développement, et qui avait la chance d'avoir du pétrole et de l'eau, s'est mis à vouloir conquérir ses voisins.

N. O. - Quel rôle pourraient tenir les forces françaises dans ces différents scénarios ?

M. Roquejeoffre. - Elles pourraient trouver leur place dans n'importe lequel de ces scénarios, qu'il s'agisse des raids d'hélicoptères, des opérations de forces spéciales, des frappes aériennes. Le tout est qu'on veuille le faire et que les moyens soient disponibles. Mais y aura-t-il une guerre ? L'acceptation par Saddam du retour sans condition des inspecteurs de l'ONU nous en éloigne. Le président de la République avait proposé un plan en deux étapes laissant à Saddam la possibilité de faire un geste qui ouvrirait la voie à une solution diplomatique. Saddam vient de faire le geste, laissant la diplomatie suivre son cours, semble-t-il...

Propos recueillis par
RENÉ BACKMANN

MOSAIC

KURDISTAN Many thousands of Kurds are fleeing their homeland for the prospect of new opportunities and the dream of a better life in western Europe.

EXODUS

By Chris Kutschera

For the first time in their history Kurds are "safe" from oppression from Baghdad.

If a European country declared its borders open

During the 1980s, the emigration of Kurds was limited to a small number of intellectuals and political activists, who settled in England, Sweden, and to a lesser degree France. In recent years that trickle has developed into a mass exodus with tens of thousands of Kurds now emigrating every year.

This phenomenon is all the more paradoxical since, for the first time in their tormented history, most Iraqi Kurds are safe from the oppression of Baghdad.

In the *de facto* autonomous Kurdish region that stretches from the Syrian border to the Iranian border and is home to 3.5 million people, the Kurds are free to run their own affairs. Indeed, the situation of the Kurds has improved to the extent that some European countries, including Sweden and Holland, have decided to refuse entry to future asylum seekers from Iraqi Kurdistan.

But the arrival, every week or

so, of rusty, old freighters unloading their cargoes of Kurdish refugees on the shores of Italy and Greece, are testament to the fact that life is not normal in Iraqi Kurdistan. And my investigations show that although some young Kurds are motivated by improving their economic position, the majority want to emigrate for political reasons.

The fear that Saddam Hussein's armed forces, and especially his security services, could return to Kurdistan after an absence of 10 years is widespread.

The Anfal campaign of 1988, which claimed 180,000 victims and the chemical bombing of Halabja, in March the same year, which killed more than 5,000 people, have not been forgotten. The Kurds are acutely aware that the weapons of Massoud Barzani and Jalal Talabani's *peshmergas* are no match for Saddam Hussein's tanks and helicopters. And if the Iraqi leader decides to invade Kurdistan again, they will have no



Left to Right: Masoud Barzani and Jalal Talabani



Chris Kutschera

to Kurds, less than 2% would stay in Kurdistan.

choice but to flee for their lives to the borders of Turkey and Iran, as they did during the tragic exodus of 1991.

Conflicts between Kurdish factions also play an important role in stoking the fires of discontent. Relations between the two main Kurdish parties, Massoud Barzani's KDP and Jalal Talabani's PUK, have recently improved but Kurdistan is still *de facto* partitioned into two zones, three if one includes the area controlled by Islamists. "Due to the partition of Kurdistan, my life is in the hands of anybody and everybody", says a young Kurd from Halabja, who wants out. "One day there is a skirmish between the Islamists and PUK, another time, between PUK and KDP or even between PUK and PKK (Abdullah Ocalan's party, now called KADEK). It is easier for me to go to Iran or to Baghdad than to Erbil (a city controlled by the KDP), where I am constantly stopped at check-points by *peshmergas* who suspect I am a spy or intent on sabotage".

The Kurdish region has no international status — although it is protected by US and British planes based in Turkey. Therefore, officially, it is still part of Iraq. Its inhabitants cannot have a passport, unless they buy a fake one from a smuggler "We live in a big prison", says a Christian Kurd from Zakho, "It has been like this for 10 years, legally I can-

not leave here; I cannot travel, I have no identity".

For all these reasons, life in Iraqi Kurdistan is considered hopeless and young Kurds are desperate to flee. "If a European country declared its borders open to Kurds wishing to emigrate with their families, Kurdistan would be an empty country, less than 2% would stay", claims a young Iraqi Kurd.

Initially, a phenomenon dominated by men, emigration is becoming an increasingly popular choice of Kurdish women. While few have arrived in western Europe, where most of them dream of settling eventually, a number have crossed the first border point and reached Turkey. A "Kurdish Women's Defence Committee" linked to the "Workers Iraqi Communist Party" (WICP), a small Iraqi Kurdish party, has registered about 30 in Ankara alone.

These refugees fall into three basic groups. The first is made up of young, unmarried Kurdish women who flee Kurdistan because they cannot bear the strictures imposed upon them in a traditional society under strong Islamist pressure. They complain they cannot dress as they wish, and, above all, they are not free to choose their own husbands. The exodus of young men from Kurdistan also means that in many towns and villages there are simply not enough potential husbands to

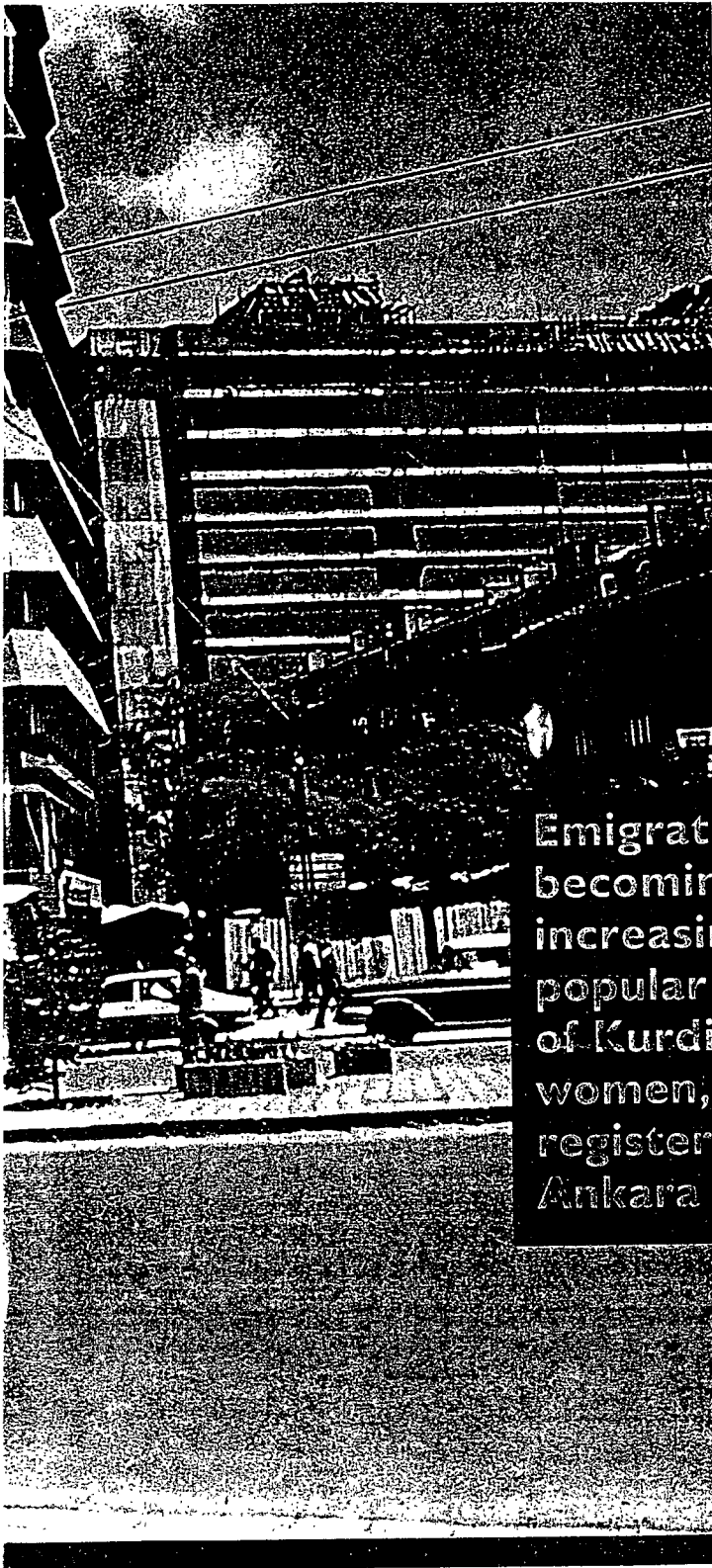


Kurdish women walk the streets of Ankara under the watchful eye of the father of modern Turkey, Mustafa Kemal Atatürk.

go around. Divorced women make up the second group. At home, they often face problems with the families of their ex-husbands, frequently over custody of the children. Some of the women divorce after arriving in Turkey. Living in a single, seedy room with children and a dissatisfied partner, short of money, waiting for months for the answer of the UNHCR to their asylum application, puts a severe strain on a relationship and Kurdish women are often beaten by their husbands. They divorce to escape the violence.

Widows make up the third and most depreciated category of women. "Their situation is hopeless," says an activist of the Kurdish Women's Defence Committee. "They must submit themselves to the will of their own family and also that of their former husband."

Zohra, aged 30, is from Penjwin, near the Iranian border. She arrived in Ankara in March 2001 with her husband and children. But her husband, who found a job as a grave digger at three million Turkish liras (TL) a day (three Euros) was



Emigration is becoming an increasingly popular choice of Kurdish women, 30 are registered in Ankara

unhappy and blamed his wife for their situation. When he began beating their small son, Zohra left. She now shares a room with another Kurdish woman, living on municipality subsidies. Her future is uncertain.

Munira, 35, from Sulaimaniya, has been living in Ankara for two years. She had problems with the family of her husband, an Islamist. She divorced and with the help of her brother Munira fled to Turkey. She washes dishes in a restaurant and earns 110 million TL a month, 75 million TL of

which pays the rent of the small two roomed flat she shares with her two daughters. Munira is permanently anxious over threats made by her ex-husband. He has vowed to kidnap their eldest daughter, who is 14, and to marry her to a friend in Kurdistan. Money is scarce and often the family go to bed without eating. But Munira claims she does not regret her decision to come to Turkey. "My life was far worse in Kurdistan", she claims.

Thirty seven year old Nilova, is from Kirkuk, the Kurdish oil centre, still under Saddam Hussein's control. After her divorce, her ex-husband's family persecuted her and threatened to take away her five year old daughter. Nilova and her child escaped over the Turkish border in September 2000. She worked in a factory in Ankara until she found out a colleague had abused her small daughter. She left her job and married a Kurdish refugee who had received his papers to go to Denmark. Nilova hopes to follow him soon. She does not deny she has entered a marriage of convenience, undertaken with the sole purpose of getting her out of Turkey.

Sahira, 33, also from Kirkuk, is a hairdresser — a profession which is persecuted by the Kurdish Islamists. Her husband, a Kurdish militant, was arrested and executed in 1995. His family pressed her to marry one of his brothers, according to Kurdish tradition. But Sahira refused and went to live with her children in Sulaimaniya in "free" Kurdistan, where she continued working. After her best friend, also a hairdresser, was killed by Islamists, she decided to flee to Turkey, where she arrived in December 1996. UNHCR rejected her application for asylum. She now lives as an illegal immigrant in Istanbul with her three children, a 12 year-old daughter and her two sons aged seven and nine. She has tried four times to cross the Greek border with her children, and failed. She currently earns 100 million TL

working 12 hours a day in a hairdressers. "I did not imagine it would be so difficult", says Sahira, "but there is no hope here, and I will try again to make it to Greece with my children".

Asked why she does not go back to Sulaimaniya, Sahira answers: "It is impossible. I do not want to live there alone. The Islamists would kill me." Kurdish women frequently claim to have been persecuted by Islamists because they know the argument carries considerable weight in an asylum-seeker's file. But UNHCR experts usually require documented evidence without which their application is likely to be refused. Unlike the men who want to leave Kurdistan, these women do not use political words and arguments. Most of them do not even try. Their main objective appears to be to keep their children together and safe. But the emigration of these unprotected Kurdish women, alone or with children, designated victims for the region's mafia networks, is certain to intensify with the continued dislocation of Kurdish society, caused by the refusal of the international community to find a political solution to the Kurdish problem. ■

L'éditorial de Jean Daniel

Prendre Saddam au mot

En adressant une lettre à Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, dans laquelle il déclare accepter sans condition le retour des inspecteurs de l'ONU, Saddam Hussein a pris, dans la nuit du 16 au 17 septembre, la seule décision intelligente qu'il ait prise depuis longtemps. La seule de sa vie, peut-être.

Qu'est-ce qui a changé en trois jours ? Exactement, depuis que Tarek Aziz, vice-Premier ministre irakien, a déclaré au nom de son maître que « jamais l'Irak ne céderait à l'ultimatum que George W. Bush n'imposait qu'en raison de sa volonté de venger son père, de contrôler les ressources pétrolières et de protéger Israël » ? C'eût été de bonne guerre s'il y avait eu des gens pour l'écouter. Mais, en dehors de ce qu'on appelle la « rue arabe », le chancelier allemand et quelques parlementaires français en mission à Bagdad, il n'y avait plus personne. L'intoxication avait été époustouflante.

Plus personne ? Même pas les gouvernements arabes ? La Chine ? La Russie ? La France ? Même pas. Devant la détermination américaine, la force du parti de la guerre, le transfert du commandement central de l'armée et l'accélération des transports d'armements vers les bases du Golfe, la conviction s'est répandue partout que l'intervention américaine était inéluctable et proche. Réaction générale pour retarder l'opération ou tout simplement pour sauver la face : le recours à l'ONU. Il s'est formé un rassemblement énorme, comprenant des poids lourds de la politique américaine, pour amener George Bush à renoncer, au moins dans la forme diplomatique, à l'unilatéralisme. Un petit nombre avec sincérité, la plupart avec hypocrisie, l'ont convaincu de céder à Colin Powell plutôt qu'à Dick Cheney et de s'adresser à l'Assemblée générale des Nations unies. Et si, même devant cette Assemblée, George Bush a gardé le ton du défi, c'est qu'il pensait avoir la garantie d'un accord du Conseil de Sécurité et du ralliement de toutes les puissances qui comptent, chacune étant déjà en train de négocier le partage des avantages après l'intervention destinée à éliminer Saddam Hussein.

D'ailleurs, quelques heures avant la publication de la lettre de Saddam Hussein à Kofi Annan, un événement plutôt énorme était survenu : le prince héritier Abdallah d'Arabie avait annoncé que si les Nations unies donnaient le feu vert au président américain pour faire la guerre, son pays se soumettrait aux injonctions de la communauté internationale. Syriens, Turcs et Iraniens étaient prêts, eux aussi, à devenir des bons citoyens du monde. Il fallait à tout prix tenter de retarder la guerre.

Savaient-ils qu'ils y parviendraient ? Pas sûr.

Et comment arracher à Saddam Hussein l'humiliation d'un revirement ? Kofi Annan, qui avait joué un rôle très actif d'artisan de la paix lors de la dernière crise américano-irakienne gérée par Bill Clinton, s'est imposé comme un homme de discernement aux yeux du dictateur irakien. Il a convaincu ce dernier qu'il n'arriverait pas cette fois à faire ce qu'il avait déjà fait pour éviter la guerre. George Bush n'était pas Bill Clinton. Le fils ressemblait au père, en plus brutal et plus implacable. Depuis le 11 septembre 2001, le monde n'était divisé qu'en apparence, pour s'opposer aux Etats-Unis, et en tout cas pour s'opposer à la guerre. De son côté, Sharon n'était pas destiné à rester passif, ce n'est pas son genre. Quant à

● **Saddam Hussein se couche. La détermination paie. L'ONU compte. Le danger de guerre n'est cependant pas écarté.**
.....

Tarek Aziz, réduit à un rôle misérable mais loin d'être inintelligent, il a dû se rappeler toutes les illusions que les Irakiens s'étaient faites en partie sur la foi de certains hommes politiques européens et arabes. Berlusconi est reçu il y a deux jours par Bush. En sortant, il dit : Saddam Hussein va reculer. Mais Bush lui a dit que rien n'était terminé.

Donc Saddam Hussein a cédé. Il gagne du temps. Il s'incline devant la force, mais fissure le rassemblement proaméricain, divise les Nations unies et redonne au Conseil de Sécurité un rôle considérable. Il transforme ses ennemis anglo-américains en agresseurs possibles. Les Européens (utilisons ce terme bien qu'il n'y ait pas de politique de défense dans l'Union européenne), pas plus que l'Otan et encore moins le monde arabe, ne peuvent paraître ignorer ce geste de « bonne volonté » des Irakiens soudain devenus pacifistes. Saddam capitule comme un homme politique réaliste. Il perd l'auréole du héros martyr du monde arabe.

La position de la France a été à la fois équitable et habile. Ami de longue date des Irakiens, le président de la République ne pouvait pas laisser traîner un doute sur le sentiment que lui

inspirait le régime de Bagdad. En déclarant qu'il n'excluait pas une participation à la guerre, Jacques Chirac a contribué à faire pression sur les décisions de Saddam Hussein. Si l'on veut la paix, on ne dit pas qu'on exclut la guerre, surtout si on ne la désire pas. François Mitterrand s'était repenti d'avoir déclaré qu'il ne ferait jamais la guerre à la Serbie. Mais en soulignant avec force l'obligation des Etats-Unis de n'agir qu'avec la caution de l'ONU, Jacques Chirac s'est autorisé à constater aujourd'hui qu'il y avait deux progrès : le recours à l'ONU et l'acceptation de Saddam Hussein.

Pris de court, les Etats-Unis vont évidemment tout faire pour démontrer qu'en adoptant cette attitude prétendument conciliante Saddam Hussein est encore plus dangereux, manœuvrier, retors et nocif qu'auparavant. C'est ce qu'ils pensent depuis plus de dix ans. Cela n'a rien à voir avec la croisade contre le terrorisme : ils veulent en finir avec la personne même de Saddam Hussein, pour toutes les raisons pétrolières, stratégiques et morales que l'on sait. Ils vont donc se retrouver dans le débat qui était le leur il y a deux semaines encore : faut-il ou non agir seul et contre l'ONU pour sauver les intérêts des Etats-Unis - donc ceux, à leurs yeux, de l'humanité entière ?

En tout cas, la réalité plus haut décrite de la puissance américaine et de la peur qu'elle suscite dans le monde entier relativise singulièrement les débats parisiens de cette rentrée sur l'obsession anti-américaine et sur le déclin de l'empire. Les réactions que suscitent les Etats-Unis en bien ou en mal viennent de faire l'objet d'une grande partie d'un livre jugé important de Michael Mandelbaum (1) : « Des idées qui ont conquis le monde : la paix, la démocratie et l'économie de marché du XXI^e siècle ». Ces idées, dit l'auteur, ne sont pas répandues partout, mais elles sont de loin les plus puissantes, les plus attractives, et n'ont pas de véritables concurrentes. Les Américains sont gagnants sur tous les plans et, comme disait Edmund Burke, « ils n'ont à craindre que la crainte qu'ils inspirent ». C'est ce que Hegel appelle, en pensant à Napoléon, « l'impuissance de la victoire » (2). Cela n'empêche nullement d'examiner dans une complète liberté d'esprit la façon dont les maîtres de la pax americana conduisent le monde.

D'autant que l'on peut parfaitement, c'est le cas d'éminents Américains, se poser la question de l'urgence d'une intervention contre l'Irak et de l'opportunité de lui donner le pas sur les combats indispensables contre le terrorisme. C'est la question des questions. Mais il est vrai

qu'à l'inverse ceux que l'on appelle anti-américains en viennent à mettre en doute tantôt la réalité maléfique du terrorisme, tantôt la capacité de nuisance de Saddam Hussein, au prétexte que l'une et l'autre ne traduiraient jamais que la révolte des humiliés telle qu'elle s'est manifestée contre la mondialisation à Gênes ou à Porto Alegre. Là, on fait une confusion pernicieuse à tous égards. Que certains mouvements qui agitent la planète trouvent des pôles d'attraction ou des potentiels mobilisateurs, c'est l'évidence, et ce n'est pas la première fois que cela arriverait. De toute manière, cela ne justifierait rien.

S'agissant de la cause palestinienne, que les fanatiques de Ben Laden et de Saddam Hussein instrumentalisent sur le tard, il est grossièrement faux de penser qu'elle est à l'origine du combat de l'un ou de l'autre. Les émissaires européens qui ont essayé jusqu'au dernier moment d'éviter la première guerre du Golfe ont été stupéfaits de n'entendre jamais Saddam Hussein évoquer Israël et la Pales-

tine pendant les entretiens que le despote de Bagdad leur avait accordés.

L'islamisme radical est né bien avant qu'Israël n'existe. Il n'a eu pour cible pendant longtemps que des Arabes et des musulmans. Sa cohérence idéologique est entièrement antioccidentale. Même si la tragédie israélo-palestinienne avive et exacerbe comme jamais la sensibilité du monde arabomusulman. Si donc le terrorisme n'est que la manifestation d'une hérésie musulmane antioccidentale, le combat contre cette hérésie devrait l'emporter sur la guerre contre l'Irak. Y a-t-il un lien entre Ben Laden et Saddam Hussein ? Lequel et comment ? Et si, à la fin des fins, on trouve qu'il y en a un, peut-on faire disparaître le premier en essayant d'écraser le second, et ne peut-on redouter qu'une intervention militaire à Bagdad ne multiplie au contraire les militants fanatisés du terrorisme de l'islam dit radical ?

Le grand islamisant américain Bernard Lewis redoute que les musulmans ne mettent une fois encore « l'éclipse d'une civilisation qui en son temps fut la plus admirable, la plus avancée et

la plus ouverte de l'histoire de l'humanité » sur le compte de l'abandon de l'héritage révélé de l'islam, et ne recherche, comme dans le passé, des coupables – « les Turcs, les Mongols, les impérialistes, les juifs, les Américains – pour expliquer la pauvreté qu'ils sont incapables de réduire, pour légitimer un pouvoir despotique qui ne cesse de s'alourdir et pour détourner vers d'autres cibles le mécontentement croissant de la population ». Mais en quoi la guerre contre l'Irak peut-elle aujourd'hui contribuer à cette prise de conscience ? C'est la seule question qui mérite qu'on y réfléchisse avant d'arrêter la position sur l'action à entreprendre. En tout cas, il faut prendre Saddam Hussein au mot. Une défaite aux conditions américaines contribuerait à discréditer les fanatiques antioccidentaux comme les terroristes. Et à montrer que l'ONU garde encore sa raison d'être. *J. D.*

(1) Professeur à la Johns Hopkins University.

(2) Cité par Pierre Hassner dans « USA, empire de la force ou force de l'empire ».

France : le centre de Sangatte sera fermé aux réfugiés le 15 novembre

Une aide au retour volontaire de 2 000 euros est proposée aux Afghans

SANGATTE

de notre envoyé spécial

Dès le 15 novembre, le centre de réfugiés de Sangatte n'acceptera plus aucun nouvel arrivant. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 26 septembre, le ministre français de l'intérieur Nicolas Sarkozy, en visite à Sangatte en compagnie de son homologue britannique, David Blunkett. Cette mesure coïncidera avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi britannique – plus restrictive – sur la nationalité, l'immigration et l'asile qui, a indiqué M. Blunkett, interviendra à la « mi-novembre ».

D'ici là, une dizaine de membres du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) devraient avoir interrogé et identifié les 2 000 réfugiés du centre, séparant les Afghans des Kurdes (l'autre groupe majoritaire au centre) et, parmi ces derniers, les Kurdes syriens ou turcs, expulsables, des Irakiens qui ne le sont pas. « Il va de soi que nos deux pays s'engagent à accueillir tous ceux que le HCR désignera comme de véritables réfugiés politiques », a précisé Nicolas Sarkozy.

Les autres se verront offrir une aide au retour volontaire. Ceux qui refuseront subiront un « éloignement forcé » et le centre devrait être définitivement fermé « fin avril 2003 au plus tard ». Ces mesures ont été exposées à deux délégations d'Afghans et de Kurdes du

centre qui ont été reçues à la mairie de Sangatte, en présence, pour les premiers, du ministre afghan des réfugiés, Enayatollah Nazeri.

« Sur les conseils du HCR, nous envisageons d'offrir 2 000 euros par personne, plus 500 euros par mineur accompagné, aux Afghans volontaires au retour, a indiqué M. Sarkozy. Il ne s'agit nullement d'un remboursement des sommes qu'ils ont dû payer aux passeurs pour arriver jusqu'ici, mais cela devrait leur permettre de s'appuyer sur un projet économique personnel. »

Un accord tripartite doit être signé dans les jours qui viennent entre le HCR et les gouvernements français et afghan. Selon MM. Sarkozy et Blunkett, ces mesures ne sont possibles que grâce aux résultats déjà obtenus par les deux pays dans leur lutte contre l'immigration clandestine. Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés à ce sujet le 25 juin à Londres et le

12 juillet à Paris.

Depuis, les Britanniques ont commencé à durcir leur politique d'immigration en abrogeant le droit au travail pour les demandeurs d'asile. En invitant son homologue à Sangatte, le ministre français entendait lui montrer qu'il remplissait bien sa part du contrat.

À la gare de fret de Frethun, non loin de l'entrée du tunnel, il a emmené son « ami David » par le bras pour lui faire toucher (M. Blunkett est aveugle) la nouvelle clôture de 9 km de longueur qui entoure le site. Au terminal d'embarquement des ferries à Calais, les deux hommes sont allés inspecter les appareils sophistiqués de détection de présence humaine dans les camions, fournis par le Royaume-Uni et mis en œuvre par les Français. Des officiers d'immigration britanniques travaillent déjà avec leurs collègues français de la police de l'air et des frontières au port de Calais et à la gare TGV de Londres, Waterloo Station. D'autres ports français et belges pourront bénéficier du même dispositif. MM. Sarkozy et Blunkett se sont rendus dans l'après-midi au port de Zeebrugge, auquel les Britanniques ont fourni les mêmes appareils qu'à Calais pour la détection de présence humaine dans les camions.

Les deux ministres ont signé avec leur homologue belge, Antoi-

ne Dūquesne, un accord tripartite de « lutte contre l'immigration illégale et la traite d'êtres humains », dans lequel ils s'engagent notamment à échanger des renseignements et des « officiers spécialisés de liaison » et à organiser des « opérations coordonnées ».

La coopération franco-britannique a déjà permis de démanteler « quatre des six mafias de passeurs » responsables de l'acheminement des réfugiés vers Sangatte, a annoncé M. Sarkozy. Son collègue britannique et lui espèrent que leurs efforts tariront suffisamment le flux des réfugiés pour que la fermeture des portes du centre mi-novembre puisse s'effectuer sans trop de problèmes. À Sangatte et à Calais, certains en doutent et font remarquer que, si les accès au tunnel peuvent être fermés relativement facilement, il n'en est pas de même des grands ports où les camions sont embarqués vers l'Angleterre au rythme de 1,5 million par an pour Calais et 1 million pour Zeebrugge.

Jean-Paul Dufour

Le Monde

28 SEPTEMBRE 2002

**Le Haut
Commissariat aux
réfugiés est chargé
d'identifier
les étrangers
expulsables**

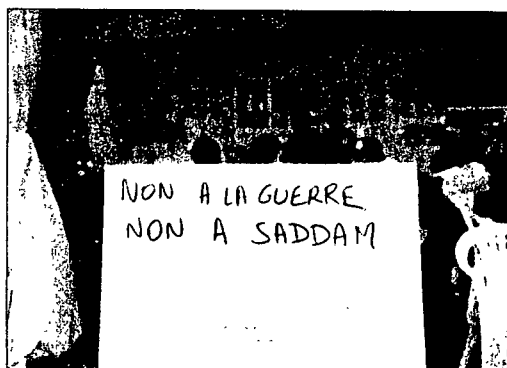
LE FATALISME DES IRAKIENS



Arrivés par vagues depuis les années 1970, musulmans, Kurdes, chrétiens parlant l'araméen, ils forment une communauté diverse où domine l'inquiétude devant la guerre qui menace

DE FRANCE

Stand des opposants irakiens à la Fête de « L'Humanité » 2002.



LES opposants irakiens ne veulent « *ni Bush ni Saddam* ». C'est écrit en lettres rouges sur leur auvent de la Fête de *L'Humanité*. Militants de toujours ou réfugiés plus récents, ils veulent encore croire que leur pays sera préservé des bombes américaines. La sono, poussée à fond comme pour mieux couvrir les rumeurs de guerre, diffuse des airs d'Orient. Plusieurs femmes improvisent des pas de danse en se tenant par les mains. D'autres discutent autour d'un verre de thé. En coulisse, des jeunes gens s'acti-

vent à préparer brochettes de mouton et salades. Les anciens, eux, font signer des pétitions. Ils vendent aussi des livres, des dizaines d'ouvrages, interdits à Bagdad. Derrière eux, sont affichés des dessins d'enfants et quelques photos d'hommes en armes : des « partisans » morts au combat contre les troupes de Saddam Hussein.

En ce samedi de septembre, à l'heure où l'Amérique se prépare à la guerre, le stand du PC irakien voudrait être un lieu d'espoir et de débats. Il y a là Raïd Fahmi, le représentant de ce parti dans l'Hexagone, mais également un peintre (Salah Al-Massoudi), un écrivain (Salah

Al-Hamdani) ou encore une enseignante à la retraite, à Paris depuis 1999. Tous redoutent des bombardements dont leur peuple serait, assurent-ils, la « première victime ». Mais cela ne les empêche pas de souhaiter dans le même temps la chute du régime baasiste. « *Ni Bush ni Saddam* », donc. Avec la contradiction que cela implique : comment renverser le pouvoir si ce n'est par la force ?

« *Il faut soutenir l'opposition, ouvrir des espaces de lutte à l'intérieur du pays* », suggère M. Fahmi. De son côté, la branche française de la Ligue des écrivains, journalistes et artistes démocrates irakiens, forte d'une soixantaine de sympathisants, plaide en faveur d'une « *solution diplomatique* ». « *Le changement doit venir du peuple*, indique son porte-parole, le poète Salah Al-Hamdani. *Il ne faut pas l'affamer par l'embargo mais au contraire l'aider. L'action internationale doit se concentrer sur les populations. En revanche, il importe d'isoler le régime sur le plan diplomatique et politique, de ne plus lui accorder aucune légitimité. Cela prendra peut-être quelques années, mais il finira par tomber.* »

Combien sont-ils, ces Irakiens de France, tirillés entre la peur des missiles et le rêve du retour au pays ? Les estimations varient : deux mille, peut-être trois ; beaucoup moins, en tout cas, qu'en Angleterre ou en Suède. Si limitée soit-elle, cette communauté est loin d'être homogène. On la découvre au contraire multiple, voire divisée, marquée par les blessures de l'Histoire et de l'actualité. La faute à la dictature et aux guerres, à l'origine des principales vagues d'immigration...

IL y a, d'abord eu, au milieu des années 1970, l'exode des intellectuels de gauche, hostiles au parti Baas de Saddam Hussein. A Paris, la Cité universitaire devint le point de ralliement de ceux, peu nombreux, qui avaient préféré la France au Royaume-Uni. Puis ce fut, dans les années 1980, la guerre contre l'Iran et l'arrivée d'activistes politiques et de familles aisées. La troisième vague, provoquée par la guerre du Golfe (1990-1991), vit affluer d'autres familles, notamment chrétiennes. Sans oublier, enfin, le cas particulier des Kurdes d'Irak, adversaires historiques de Bagdad (*Le Monde* du 14 septembre). A eux seuls, ceux-ci seraient environ deux mille, à Paris et à Clermont-Ferrand.

Rares sont ceux prêts à s'exprimer sans exiger l'anonymat. Ne rien dire, ne rien faire qui puisse mettre en péril les parents et les amis vivant « là-bas »

La communauté ainsi constituée compose donc une mosaïque complexe dont l'approche oblige à la nuance. Tous, par exemple, ne sont pas hostiles à une intervention américaine. « Au point où nous en sommes, une dernière guerre est peut-être l'ultime solution pour en finir avec Saddam », estiment certains. « Ce fatalisme est partagé par une partie de la population en Irak », confirme Nour, une étudiante installée à Paris depuis la fin 1999. « Moi-même, précise la jeune fille, je suis

contre la guerre, car les Américains n'ont pas à régler le problème Saddam pour nous. Je comprends malgré tout que les gens soient à bout. »

D'autres fractures, plus profondes encore, accentuent ces divergences d'analyse. Qu'ils soient chrétiens ou musulmans, exilés de longue date ou nouveaux venus, chauffeurs de taxi, commerçants, artistes, ces hommes et ces femmes sont en effet d'origines variées et ne manquent jamais de le souligner. Il y a là des Arabes, des Kurdes, quelques Turkmènes et des chrétiens d'Orient, les Assyro-Chaldéens (Assyriens, Chaldéens, Syriaques) qui parlent encore l'araméen, la langue de Jésus. A chacun son identité, ses traditions, sa vision de la crise. Seul l'attachement à la terre d'Irak transcende les fractures ethniques et religieuses. « Hormis les Kurdes, dont le cas est plus compliqué, ils partagent tous un fort sentiment d'appartenance à ce pays », précise Joseph Yacoub, professeur de sciences politiques à l'Institut des droits de l'homme de l'université catholique de Lyon, spécialiste des religions et des minorités en Orient.

Les opposants à Saddam ne manquent pas dans cette population hétéroclite. Regroupés pour la plupart autour des communistes et de diverses associations (Forum irakien, Association de la femme irakienne...), ils forment un milieu restreint, où tout le monde se connaît. Les artistes organisent des réunions, des dîners, des séances de dédicaces, parfois même des séjours au bord de la mer pour les familles défavorisées. Chaque année, ils célèbrent également l'anniversaire du renversement de la monarchie, le 14 juillet 1958. « Sans être pour autant tous membres du Parti communiste, nous partageons des convictions de gauche, poursuit le poète Salah Al-Hamdani. Nos compatriotes arrivés ces dernières années sont en général moins engagés, même s'ils réclament le statut de réfugiés politiques. Il faut parfois se méfier car certains d'entre eux peuvent être des agents chargés par le régime de nous infiltrer. »

Cette méfiance s'explique en partie par la peur de représailles contre leurs proches restés au pays. A l'exception des responsables associatifs et politiques, rares sont d'ailleurs ceux prêts à s'exprimer sans exiger l'anonymat. Si ces questions-là sont évoquées, c'est avec une infinie prudence. Ne rien dire, ne rien faire, qui puisse mettre en péril les parents et amis vivant « là-bas ». Autre souci : l'informa-

tion. En français, en anglais, en arabe, peu importe, l'essentiel, à leurs yeux, est de contourner deux écueils : la propagande du régime et les médias américains, suspectés de partialité.

Gabriel Chabo, lui, préfère se fier à la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira ou à Radio Orient, pour tout savoir d'un pays où il n'a pas remis les pieds depuis vingt-trois ans. Arrivé en France en 1979 comme étudiant à Créteil, il a, par la suite, exercé divers métiers dans l'hôtellerie et la restauration, avant d'ouvrir un magasin de chaussures en proche banlieue. Bien qu'il bénéficie désormais de la nationalité française, le lien avec son pays d'origine ne s'est jamais rompu. « Je n'ai aucune activité politique, mais je m'intéresse chaque jour à l'évolution de la crise, confie-t-il. C'est une situation difficile, car les gens de là-bas, confrontés à la misère, nous perçoivent comme des privilégiés, ils ne comprennent pas toujours que l'on ne puisse pas les aider davantage en les accueillant ici. Mais c'est ainsi, la France n'accorde pas facilement l'asile... »

Rajah Wahid, elle aussi, a choisi la région parisienne. Cette artiste de 41 ans, fille d'un poète et d'un médecin, a installé son atelier de sculpture à Montreuil (Seine-Saint-Denis). C'est à distance, au côté de son mari metteur en scène et comédien, qu'elle a vécu les drames de son pays. « A l'époque de la guerre du Golfe, se souvient-elle, je n'avais pas ressenti la moindre hostilité des Français à notre égard. Nous habitons alors dans le 20^e arrondissement. Mon fils était en première année de maternelle. Je me souviendrai toute ma vie de l'attitude de sa maîtresse, le jour des premiers bombardements. Cette jeune fille, prénommée Pascale, l'avait pris sur ses genoux, devant ses camarades, et l'avait gentiment appelé "mon petit Irakien". Par la suite, elle m'a toujours soutenue. »

O NZE ans plus tard, les missiles américains pourraient à nouveau s'abattre sur Bagdad. M^{me} Wahid s'inquiète pour ses parents et ses frères, ingénieurs de formation. Elle se méfie des médias, de l'image qu'ils renvoient de son pays. Son rêve ? Y retourner un jour, « avec les enfants », sans craindre ni l'embargo ni les bombes. En attendant, chaque jour est une souffrance qu'elle ne veut pas partager avec ses compatriotes en exil. « Je les côtoie peu, confie-t-elle. Vous savez, ces épreuves

« Il faut soutenir l'opposition, ouvrir des espaces de lutte à l'intérieur du pays »

RAÏD FAHMI

sont terribles à vivre. Quand vous êtes malade, vous préférez dormir, rester à l'écart. »

Bien d'autres Irakiens se tiennent « à l'écart » et n'ont pas sur Saddam Hussein un discours aussi tranché que les opposants déclarés. C'est le cas d'une partie de la minorité chrétienne, les Assyro-Chaldéens. Pas question, pour eux, de participer à la Fête de L'Huma. Leur hostilité à la guerre n'est pas seulement liée à la peur des bombes ; elle se nourrit également d'angoisses à long terme. « Ils développent un sentiment d'insécurité encore plus prononcé que les musulmans, précise Joseph Yacoub. Ils redoutent que d'éventuels bouleversements n'amènent au pouvoir un régime islamiste qui ferait l'amalgame entre chrétiens d'Orient et chrétiens d'Occident, et se retournerait contre eux. »

Il faut aller dans le Val-d'Oise, au nord de Paris, pour mesurer ces angoisses et constater qu'un monde sépare les Assyro-Chaldéens des autres Irakiens... Environ cent cinquante familles sont recensées dans ce département. A Sarcelles, elles disposent de leurs propres paroisses et de trois associations. Les liens avec leurs compatriotes, qu'ils soient musulmans ou laïques, sont peu fréquents et empreints, là encore, de méfiance. Ces chrétiens, accusés de vivre en vase clos, voire d'être des affidés du régime, revendiquent leur différence.

Dans le centre-ville de Sarcelles, deux cafés-restaurants se font face : l'un est tenu par des Assyro-Chaldéens de Turquie, l'autre par leurs « frères » d'Irak. Les anciens jouent aux cartes, les jeunes écoutent de la musique du pays. Ici, la guerre revient dans toutes les discussions. Saddam aussi, bien sûr. Mais les éloges l'emportent souvent sur les reproches. « C'est un grand homme », clame ainsi l'un des anciens, arrivé dans le Val-d'Oise en 1992. Son fils cadet, moins partisan, s'inquiète surtout pour l'avenir des chrétiens : « Quand nous étions en Irak, nous n'avions pas de problème avec l'Etat, mais avec certains musulmans. Aujourd'hui encore, les écoliers chrétiens se font souvent traiter de "fils de Bush" ! Près de chaque église se construit désormais une mosquée. La situation ne cesse de se dégrader. Nous sommes en train de devenir des étrangers dans notre propre patrie. »

Dans ces conditions, le raïs Hussein est perçu par une majorité d'Assyro-Chaldéens comme un moindre mal, un rempart à la menace islamiste : « Après tout, ajoute un autre habitant de Sarcelles, il tient le pays et respecte les chrétiens. D'ailleurs, il en a toujours eu dans son entourage, à commencer par Tarek Aziz, son ministre des affaires étrangères. Avec Saddam, l'Irak est un état laïque. Que se passerait-il s'il n'était plus là ? N'est-ce pas une autre raison de redouter cette guerre ? »

Philippe Broussard

Au sommet de l'OTAN, les Etats-Unis ont plaidé la cause d'une guerre contre l'Irak

M. Rumsfeld a présenté « ses » preuves aux Alliés

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Bien qu'il se soit défendu d'avoir cherché à « grappiller des soutiens » en faveur d'une offensive militaire contre l'Irak, c'est exactement ce que le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, s'est efforcé de faire au cours de la rencontre informelle des ministres de l'OTAN qui s'est achevée, mercredi 25 septembre, à Varsovie. Alors que Tony Blair, à Londres, présentait un dossier sur « Les armes de destruction massives de l'Irak », M. Rumsfeld, accompagné du « numéro 2 » de la CIA, John McLaughlin, s'est livré à un exercice similaire à Varsovie.

Le secrétaire à la défense n'a pas voulu dévoiler le contenu de ses discussions, mais il a indiqué que les preuves américaines étaient « étroitement semblables » à celles fournies par Londres. De fait, plusieurs délégations européennes ont eu le sentiment d'assister à

une sorte de compilation d'éléments déjà connus. La présentation américaine « n'a pas apporté de nouveautés immédiatement perceptibles », a ainsi déclaré Peter Struck, le ministre allemand de la défense.

C'est en fait une sorte d'avertissement que M. Rumsfeld a lancé à ses homologues, estimant que « tout un chacun est à présent averti », et que « tout le monde a maintenant une connaissance claire des menaces qui sont posées à la communauté internationale ». Au cours d'un dîner, mardi soir, le chef du Pentagone est revenu sur le sujet, insistant sur le fait qu'il serait « très grave » que les alliés se divisent sur la question d'une intervention en Irak, alors qu'ils ont montré leur solidarité à propos de l'Afghanistan. Pourtant, au-delà du soutien sans faille exprimé par le ministre britannique de la défense, Geoffrey Hoon, seuls le Portugal et l'Italie semblent entrer dans la catégorie de ces pays qui, selon M. Rumsfeld, ont fait à Washing-

« action préventive » de la communauté internationale est d'ordre « sémantique ». « Est-ce que le président Kennedy, lors de la crise des missiles [russes, installés à Cuba, en 1962], a agi de façon préventive ? », a-t-il demandé. Il est peu probable que ce parallèle ait convaincu ses interlocuteurs, en particulier l'Allemagne, qui a confirmé son opposition à toute intervention en Irak.

Sur ce point, le différend entre Berlin et Washington reste entier. Le départ de M. Rumsfeld, mardi, avant l'intervention de M. Struck, a d'ailleurs été interprété comme une volonté de confirmer l'irritation de Washington. Le secrétaire à la défense s'en est défendu au cours d'une conférence de presse, assurant qu'il n'a pas voulu « snober » son homologue allemand. Il a défini ainsi la relation germano-américaine : « Si vous vous trouvez dans un trou, arrêtez de creuser pour ne pas vous enfoncer davantage. » Le propos surprenant l'assistance, il a ajouté : « Euh... je n'aurais peut-être pas dû dire cela. » La décision du gouvernement de Gerhard Schröder de

prendre la succession de la Turquie à la tête de la force internationale en Afghanistan (ISAF) vient à point nommé pour apaiser la relation germano-américaine.

Avec la Russie, dont Washington espère obtenir une attitude conciliante au Conseil de sécurité à propos de l'Irak, Donald Rumsfeld, comme Lord Robertson, le secrétaire général de l'OTAN, ont fait preuve de prudence. Avant son arrivée à Varsovie, Sergueï Ivanov, le ministre russe de la défense, avait indiqué être « bien plus inquiet par la situation à la frontière entre la Russie et la Géorgie » que par le problème de l'Irak, et c'est sur ce thème qu'il a insisté mercredi. Le secrétaire américain à la défense a rappelé que les Etats-Unis sont opposés à des bombardements russes en Géorgie, pays « dont la souveraineté doit être respectée ». Il a cependant admis que « des terroristes [les rebelles tchétchènes] agissent à la frontière », et que c'est « un problème pour la Russie ».

Laurent Zecchini

Bagdad aiderait Al-Qaida sur les armes chimiques

Les Etats-Unis savent que l'Irak a aidé le réseau Al-Qaida à développer des armes chimiques et donné refuge à certains membres de ce réseau terroriste, selon la conseillère du président George W. Bush pour la sécurité. « Nous savons pertinemment qu'il y a eu dans le passé et qu'il y a toujours des contacts entre de hauts responsables irakiens et Al-Qaida, a déclaré, mercredi 25 septembre, Condoleezza Rice, à la chaîne de télévision américaine PBS. Nous savons aussi que plusieurs prisonniers, en particulier des prisonniers de haut rang, ont dit que l'Irak avait procuré une formation à Al-Qaida pour développer des armes chimiques. »

C'est la première fois, publiquement, que la Maison Blanche associe Bagdad et Al-Qaida dans des accusations portant sur les armes chimiques. Le même jour, M. Bush, recevant le président colombien, Alvaro Uribe, à Washington, a considéré que « l'Irak et Al-Qaida présentent tous deux des risques » et qu'« ils sont tous les deux dangereux, travaillant de concert ». « Il faut s'occuper des deux », a ajouté le président, qui a conclu : « On ne peut pas faire de différence entre l'Irak et Al-Qaida lorsqu'on parle de terror. » - (AFP.)



« Tout le monde a maintenant une connaissance claire des menaces qui sont posées »

DONALD RUMSFELD

ton « des offres de soutien spontanées ».

En France, la ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie, a rappelé que l'unité réside dans le processus en cours aux Nations unies, pour l'élaboration d'une résolution du Conseil de sécurité en faveur du retour des inspecteurs de l'ONU. La France, avait-elle déjà rappelé mardi, estime « essentiel que la légalité internationale soit respectée ». « Il serait extrêmement dangereux » que les Etats-Unis se passent de l'ONU, a-t-elle précisé.

FORTES RÉSERVES

Si le débat n'a pas été explicitement abordé au cours des discussions avec M. Rumsfeld, les diplomates de plusieurs pays (les Scandinaves, la France, la Belgique notamment) émettent de fortes réserves s'agissant de la guerre préventive, doctrine récemment exprimée par le président George W. Bush. M. Rumsfeld a relativisé ce désaccord, estimant que la différence entre une « réaction » et une

Le sénateur Edward Kennedy met en garde la Maison Blanche

WASHINGTON

de notre correspondant

Participant à la campagne des élections de novembre dans l'Arizona, vendredi 27 septembre, le président George W. Bush a prononcé, à Flagstaff, un discours dans lequel il a redemandé à l'ONU d'agir pour désarmer l'Irak. Faute de quoi, « s'il le faut, pour défendre [leurs] libertés, les Etats-Unis prendront la tête d'une coalition et s'en chargeront », a-t-il déclaré.

L'hypothèse d'une offensive militaire a été de nouveau discutée, vendredi, par une personnalité démocrate. Dans un discours prononcé à l'Université John Hopkins, à Washington, Edward Kennedy, sénateur du Massachusetts et l'un des « poids lourds » du Congrès, a repris, sur un ton plus modéré, la plupart des arguments développés, le 23 septembre, par l'ancien vice-président Al Gore.

« La guerre devrait être le dernier recours, pas la première réponse », a déclaré M. Kennedy. Il a mis en garde, lui aussi, contre le danger de se détourner de la lutte contre Al-Qaida au profit d'une offensive militaire pour chasser Saddam Hussein du pouvoir. Selon le prési-

dent de la commission des affaires sociales du Sénat, M. Bush « n'a pas démontré » que l'Irak représente une menace imminent et directe pour les Etats-Unis.

Les évaluations des experts du Congrès prévoient cependant le vote d'une résolution autorisant le président à agir militairement contre l'Irak par 75 ou 80 sénateurs sur 100 et par 300 députés sur 436. Les responsables démocrates mènent le combat, maintenant, non sur le vote d'une résolution, qui ne fait pas de doute, ni sur le fait qu'il aura lieu dans la semaine du 30 septembre, avant que le Congrès ne se sépare pour la campagne électorale, mais sur l'ampleur du consensus qu'obtiendra M. Bush.

Un sondage commandé par le Washington Post et la chaîne de télévision ABC montre que la proportion des Américains convaincus de la nécessité d'employer la force contre Saddam Hussein a tendance à baisser, même si elle se situe encore à 61 %, et, surtout, qu'une action isolée des Etats-Unis recueille l'adhésion d'une minorité (46 %).

Patrick Jarreau

Turks warn Kurds on a 'federal Iraq'

By Karl Vick

The Washington Post

ISTANBUL: Turkey's prime minister has issued an ominous warning to Iraqi Kurdish groups who this week approved a draft constitution that envisions replacing the dictatorship of Saddam Hussein with a "federal Iraq."

The prospect alarms Turkish leaders who fear a U.S. military campaign in Iraq will unleash Kurdish ambitions to create an independent state.

"Even though they say 'We are against founding a Kurdish state,' a de facto state is already on the way to being formed," prime minister Bülent Ecevit said Wednesday

night, only hours after the draft constitution was approved.

"If this becomes official there will be serious problems," he said.

Iraqi Kurdish officials said Ecevit overreacted to a tentative move in an open process intended to avoid the chaos in the aftermath of war. The draft constitution, agreed to by the rival Kurdish political parties who have controlled an autonomous section of northern Iraq since 1991, still must be submitted to other Iraqi groups the United States is trying to mobilize against Saddam.

But the flap pointed up the fragile nature of the coalition

the Bush administration aims to bring together to remove a despot it accuses of building chemical and biological weapons: In recent weeks, Turkish officials have obliquely threatened to send troops into northern Iraq to thwart Kurdish ambitions there.

A Kurdish leader replied that northern Iraq would then become a "graveyard" for Turkish troops.

Administration officials say no decision has been made on what action to take against Saddam, and the United Nations Security Council is mulling over proposals that might sanction the use of force.

Turkey, as a longtime stra-

tegie U.S. ally that borders Iraq, would be a crucial base for American ground troops and war planes in almost any military scenario.

But its leadership is wary of the Iraqi Kurds who the Pentagon is preparing to train to work alongside U.S. forces inside Iraq. Turkey is home to 13 million ethnic Kurds and spent the 1990s fighting a civil war against Kurdish separatists.

The draft constitution, which called for a "federated zone" encompassing Kurdish areas inside Iraq, was viewed as an expression of Kurdish ambitions for full independence, an outcome Turkey has repeatedly said it would move troops to prevent.

U.S. evidence still unclear on Iraq link to Al Qaeda

By Karen DeYoung

The Washington Post

WASHINGTON: In a series of statements in the past week, the Bush administration has reignited debate over an issue it laid aside weeks ago: whether there is evidence of substantive, ongoing ties between Al Qaeda and the government of the Iraqi president, Saddam Hussein.

On Tuesday, Defense Secretary Donald Rumsfeld said there was evidence of links between Al Qaeda and Iraq, which he said had been discussed during a CIA briefing for NATO defense ministers in Warsaw. On Wednesday, President George W. Bush spoke of "the danger" of Al Qaeda becoming "an extension of Saddam's madness" and added, "You can't distinguish between Al Qaeda and Saddam when you talk about the war on terror."

Wednesday night, the national security adviser, Condoleezza Rice, said that Al Qaeda captives, "in particular some high ranking detainees, have said that Iraq provided some training to Al Qaeda in chemical weapons development." She also said that some Al Qaeda members had found refuge in Baghdad after U.S. attacks against them began in Afghanistan last October.

While the comments appeared to announce new proof of such ties, administration officials offered no details to substantiate them, leaving what some officials acknowledged was a confusing

picture of both the strength and the substance of the evidence.

"We have solid evidence of the presence in Iraq of Al Qaeda members, including some members who have been in Baghdad," the White House press secretary, Ari Fleischer, said Thursday.

"We have solid reporting of senior-level contacts between Al Qaeda and Iraqi officials going back a decade and, as Condi said, of chemical and biological agent training." He was referring to Rice by her nickname.

But Rumsfeld, back from Warsaw, took a somewhat different approach.

He said that rather than the "chemical and biological training" Rice and Fleischer had said was provided by Iraq, there was "credible evidence that Al Qaeda leaders had sought contacts in Iraq who could help them acquire weapons of mass destruction capabilities." That report, he said, had come from only one source. Another senior administration official with access to current intelligence, who spoke on condition of anonymity, said that the report, made in the 1990s, included "no indication that those contacts were ever made or that they ever got anything."

Rumsfeld said there was evidence that senior members of Al Qaeda had been in Baghdad "in recent periods." But he said he did not know whether any were there now.

The second official, again referring to intelligence information, said that "just

how high those people were, or whether they were there with the knowledge and support of the Iraqis, is unknown."

Al Qaeda members have sought refuge, in Iraq," another senior official said. "Can we say Saddam Hussein welcomed them? We can't say that. You look for some kind of consensus on analysis, but it's very subjective." It was the murky nature of intelligence reporting that led Bush and his advisers to decide weeks ago to focus their appeals to Congress and the United Nations for tough new measures against Iraq on the most clear-cut case they could make. Saddam's continuing efforts to assemble an arsenal of weapons of mass destruction and defiance of a decade of UN Security Council resolutions were considered beyond dispute.

Although Bush frequently cites the potential nexus between Iraqi arms and anti-American terrorist groups as the greatest threat, officials had decided that raising the Al Qaeda-Iraq connection risked division instead of the domestic and international unity Bush seeks.

"There's a lot of head-scratching going on," one dismayed official said. "We were all on message, and to kind of throw this out there might be perceived as an act of desperation."

Yes, an Iraq war debate

The Washington Post

The question of whether the United States should go to war with Iraq ought to be the subject of a full, careful and sober debate by Congress. Instead it is being treated as a purely political issue, to be manipulated for maximum advantage in the midterm elections. On one side, President George W. Bush is openly employing the subject as a partisan instrument on the campaign trail. Rather than respond to legitimate questions about his race toward a military confrontation with Saddam Hussein, he accuses the Democrats of being weak in defending national security. On the other side, the Democratic leadership in Congress is hurrying to get the issue off the table. Rather than press the administration about a campaign that could risk the lives of tens of thousands of Americans and Iraqis and cost the United States hundreds of billions of dollars, it is moving toward quick acquiescence to a resolution giving Bush broad authority to wage war. Although many Democrats are uneasy, their doubts are being steamrolled by their leaders' zeal to return voters' focus to

domestic economic issues.

The president's cynical and irresponsible manipulation of the issue risks devaluing his credibility as he seeks to convince the United Nations and U.S. allies that action to disarm Iraq is essential. We believe Bush is right in arguing that Saddam Hussein poses an unacceptable threat, and right in choosing to confront that menace. But he undermines his own case by taking it on the campaign trail and thereby feeding suspicions, both at home and abroad, that he timed his initiative for maximum electoral advantage, rather than in response to serious calculation about how and when Iraq could best be dealt with. He also risks emerging with broad but ephemeral congressional and public support for a mission that will likely demand considerable courage, fortitude and staying power from America.

Congress could help ensure that an Iraq mission succeeds by insisting that Bush — as well as any resolution — address at the specific challenges of a campaign against Iraq. Will the United States allow a last attempt at the peaceful implementation of United Nations resolutions, and will it wage war only

after UN passage of an explicit resolution authorizing force? The draft resolution that the administration submitted to Congress does not address these questions. Is the United States committed to maintaining order in a post-Saddam Iraq through American occupation forces or peacekeepers, and if so for how long? Is it committed to installing and supporting a new government in Iraq, and what kind of government would this be? The resolution does not say how the war and subsequent reconstruction would be funded.

Senator John Edwards, Democrat of North Carolina, has argued that a resolution should clarify these issues; he also argued that funding for Iraqi nation-building should be appropriated now. Many Democrats share his views. Yet, like Tom Daschle and Dick Gephardt, the Democratic leaders in the Senate and the House, Edwards wants to get Iraq off the table. "In a short period of time, Congress will have dealt with Iraq and we'll be on to other issues," he said the other day. The Democrats can't have it both ways. They can either face up to their momentous responsibility in deciding on war or abdicate their authority and join Bush in playing the short-term political angles. The former course would be harder and take more time, but by choosing the latter they would weaken themselves, and the country.

International Herald Tribune
Friday, September 27, 2002

Iraqis would use urban warfare to trap U.S. troops

By Rajiv Chandrasekaran

The Washington Post

BAGHDAD: Iraq's military likely would respond to a U.S. invasion by attempting to lure American forces close to Baghdad and other large population centers, where Iraqi commanders believe their soldiers would be less vulnerable to air strikes and civilians would be more willing to fight for the government, according to senior government officials and diplomats here.

"Take the desert," Mohammed Mehdi Saleh, a senior member of President Saddam Hussein's cabinet, said in an interview. "What's in the desert? If they want to change the political system in Iraq, they have to come to Baghdad. We will be waiting for them here."

The strategy appears based on Iraq's experience in the 1991 Gulf War, when it lost thousands of soldiers in its vast southern desert. During that war, U.S. ground forces were able to easily overrun Iraqi troops, whose trenches and bunkers provided them little cover from American artillery and bombs.

Now, Iraqi officials have indicated that they would fight a very different war by shielding their soldiers in cities and trying to draw U.S. forces into high-risk urban warfare.

Although there has been no visible military buildup on Baghdad's streets in recent weeks, Western military analysts say they believe there are at least three divisions of the army's Republican Guard, Saddam's best-trained and most loyal troops, stationed in and around this sprawling capital of 4.8 million people. The main Iraqi opposition group, the Iraqi National Congress, reported this week that Saddam had centralized command of the Republican

Guard and had ordered new fortifications built around Baghdad.

It is unclear whether the talk of urban warfare here reflects firmly held battle plans or is intended as a verbal counterpunch to threats emanating from Washington. Iraqi officials have not commented about troop deployments other than to emphasize their readiness. "We take this very seriously," an adviser to Saddam said. "We are fully prepared for any eventuality."

"They believe they have a tactical advantage in the cities because they can mix with the civilian population," a diplomat here said. "If soldiers start sniping from apartment buildings filled with people, what can the Americans do? They can't very well blow them up."

American military analysts say, however, that they already have

anticipated that a war in Iraq could be fought mainly in urban areas, and some suggest part of the civilian population would in fact come to the aid of an invasion force by pinpointing locations of Iraqi security forces.

The continued enforcement by the United States and Britain of "no-flight" zones over northern and southern Iraq has also contributed to the government's strategy to mobilize much of its forces around Baghdad and other cities in the central part of the country, according to diplomats here. Since shortly after the Gulf War ended, U.S. and British pilots have targeted Iraqi anti-aircraft guns, surface-to-air missile batteries and radar installations in a broad swath of the country's north and south.

A senior Iraqi official accused the United States of increasing the frequency and intensity of its strikes in the no-flight zones as prelude to a ground invasion. "They're preparing for more

aggression," the senior official said. "Their first step is destroying all our installations in the north and south through the excuse of protecting their so-called no-fly zone."

Pentagon officials have denied that they have increased the number of patrols or attacks in recent months. Since the beginning of the year, U.S. pilots have recorded 175 incidents in which their aircraft have been fired on in the southern no-flight zone, according to the U.S. Central Command. U.S. pilots have returned fire and targeted Iraqi air defenses 34 times, and nine of those strikes have occurred this month.

The Central Command estimates that Iraq has about 700,000 active-duty and reserve troops. Iraq's stated figures are much higher: State-controlled media have reported that at least a million Iraqis have received military training and have been inducted in a reserve force. Neither assertion could be independently verified; accurate information about the size and strength

of the Iraqi military is closely held.

The Republican Guard has been specially trained for urban warfare, according to diplomats and military analysts. The U.S. military estimates that Iraq has six Republican Guard divisions, each with between 8,000 and 10,000 soldiers, and one Special Republican Guard division assigned to protect Saddam and his most vital installations.

Western military analysts believe none of the Republican Guard units is south of the 32d parallel, suggesting that Saddam has placed less importance on defending the southern border than he has on protecting Baghdad.

In addition to Baghdad, analysts said the military was reinforcing defenses around Tikrit, Saddam's home town, located along the Tigris River about 160 kilometers (100 miles) north of the capital. There appeared to be a high level of military activity in Tikrit on Tuesday, with several uniformed soldiers on the streets and a convoy of armed

militiamen patrolling the highway.

Tikrit, which is surrounded by at least two large military bases, is regarded by Western officials as a place from where Saddam draws his strongest support and where many of the government's security activities are coordinated. Saddam also reportedly has several presidential palaces in the area.

"Tikrit will be protected as well, if not better, than Baghdad," a diplomat here said. "It is the heart of the regime."

How ordinary Iraqis will react to a U.S. invasion remains unclear. Government officials insist that most people will join the military in defending the country, but several civilians interviewed over the past week said they have little desire to participate in a war.

"We'll stay at home," said Samir Lewis, 59, a pharmacist in the northern city of Mosul. "We're tired of war. If it happens, we hope it will end quickly."

International Herald Tribune

Friday, September 27, 2002

Gore attacks Bush's policy on Iraq, saying it hurts nation

By Dan Balz

The Washington Post

WASHINGTON: Former Vice President Al Gore has sharply challenged President George W. Bush on Iraq, warning that the administration's apparent determination to launch military action to dislodge Saddam Hussein will "severely damage" the overall war on terrorism and "weaken" U.S. leadership in the world.

In one of the most forceful critiques to date by any leading Democrat, Gore on Monday challenged the administration's new doctrine of preemption, and gave voice to critics who question the political timing of the administration's push for quick action in Congress and the United Nations. Gore also said Bush has set his sights on getting rid of Saddam because the hunt for Osama bin Laden and Al Qaeda terrorists has bogged down.

Gore, who lost to Bush in the 2000 presidential election, said Bush's concentration on Iraq has squandered the worldwide support engendered by the attacks of last Sept. 11 and turned the United States into a focus of "anger and apprehension" around the world.

"By shifting from his early focus after Sept. 11 on war against terrorism to war against Iraq, the president has manifestly disposed of the sympathy, goodwill and solidarity compiled by America and transformed it into a sense of deep misgiving and even hostility," he said.

Gore's speech, the text of which was made available in Washington, came as work con-

tinued in Congress and at the UN on resolutions that would authorize Bush to use force to remove Saddam from power. White House officials were negotiating with Democrats and Republicans over the language of the resolution, which Gore called far too broad. Debate could begin next week.

Bush, on a campaign trip to New Jersey, renewed his call for quick action at the United Nations on a tough resolution aimed at disarming Saddam, saying this case would show whether the UN is still relevant. But former President Jimmy Carter said he was "deeply concerned" about administration policy, calling it "a radical departure" from 50 years of tradition by Republican and Democratic presidents. Carter said the shift represented "a great danger to our country."

Gore's remarks, delivered before the Commonwealth Club of San Francisco, put him at odds with many of the other possible 2004 Democratic presidential candidates, who have been generally to strongly supportive of Bush on Iraq. Until Monday, only Senator John Kerry of Massachusetts and Governor Howard Dean of Vermont have offered notable dissent, although Kerry has left open the possibility of voting for the resolution in Congress.

Gore was silent on Iraq as the debate over Bush's policy heated up at the United Nations and in Congress, although he has been hawkish on the subject of Saddam. In 1991, Gore

was among the few Democrats in the Senate to vote for a resolution authorizing President George H.W. Bush to go to war against Iraq.

In a speech in February, he contended that the war on terrorism would not be completed without a "final reckoning" with Saddam.

On Monday, he made clear that he believes Bush was rushing too rapidly to confront Saddam and argued that, without broad international support, Bush's policy could have disastrous consequences for the United States and the world.

"I am deeply concerned that the policy we are presently following with respect to Iraq has the potential to seriously damage our

ability to win the war against terrorism and to weaken our ability to lead the world in this new century," the former vice president said.

Gore chided the administration for its failure to stay the course in Afghanistan and in the hunt for the terrorists responsible for the Sept. 11 attacks. "I do not believe that we should allow ourselves to be distracted from this urgent task simply because it is proving to be more difficult and lengthy than predicted," he said. "Great nations persevere and then prevail. They do not jump from one unfinished task to another."

Saddam, he said, "does pose a serious threat" to stability in the Gulf, and Gore acknowledged that there was no international law that prevented the United States from acting, even unilaterally, if there was a choice "between law and survival." But he added, "Such a choice is not presented."

■ 3 ex-generals disagree with Bush

Eric Schmitt of *The New York Times* reported from Washington:

Three retired four-star American generals say that attacking Iraq without a UN resolution supporting military action could limit aid from allies, energize recruiting for Al Qaeda and undermine the United States' long-term diplomatic and economic interests.

"We must continue to persuade the other members of the Security Council of the correctness of our position, and we must not be too quick to take no for an answer," General John Shalikashvili, a former chairman of the Joint Chiefs of Staff, testified before the Senate Armed Services Committee on Monday.

The testimony by the officers came on a day when those who appear to be rushing toward a military confrontation with Saddam and those who advocate more caution were raising their voices in support of their positions.

In their testimony before the Senate committee, the officers, including General Wesley Clark, a former NATO military com-

mander, and General Joseph Hoar, a former chief of the U.S. Central Command, said the United States should retain the right to act unilaterally to defend its interests.

But the three decorated commanders said that the Bush administration must work harder to exhaust all diplomatic options before resorting to unilateral military action to remove Saddam and eliminate any weapons of mass destruction that Iraq might have.

"It's a question of what's the sense of urgency here, and how soon would we need to act unilaterally?" said Clark, an army officer who commanded allied forces in the 1999 Kosovo air war. "So far as any of the information has been presented, there is nothing that indicates that in the immediate next hours, next days, that there's going to be nuclear-tipped missiles put on launch pads to go against our forces or our allies in the region."

A fourth military leader, Lieutenant General Thomas McInerney, the former assistant vice chief of staff of the air force, offered a different opinion, saying the United States should act quickly in Iraq. "We should not wait to be attacked with weapons of mass destruction," he said.

Chirac resists lobbying on Iraq

Bush finding consensus hard to build

From news reports

PARIS: The Bush administration struggled at home and abroad Friday to form a consensus behind its campaign against Saddam Hussein, as France stood firm in the face of heavy U.S. lobbying that included a call from President George W. Bush to President Jacques Chirac.

A top U.S. diplomat on Friday met French officials in search of support for a tough UN resolution backed by a threat of military action, and Bush backed up that mission with a call to Chirac in which he "reiterated his desire to work with the United Nations to have a firm and effective outcome," said the White House spokesman, Ari Fleischer.

But the Chirac spokeswoman, Catherine Colonna, said the French leader told Bush that more than ever he wanted a two-resolution Security Council strategy on disarming Iraq — one on readmitting arms inspectors and a second one spelling out the consequences if Baghdad did not let the inspectors work freely.

Chirac restated France's position to Bush "that disarming Iraq is necessary and must be done within a UN framework," Colonna said. "The objective is the rapid and unconditional return of UN inspectors to Iraq. A simple, firm resolution which shows the unity and determination of the international community could help on this front."

Screened off from journalists, the U.S. undersecretary of state for political affairs, Marc Grossman, conferred first at the Foreign Ministry and then with Chirac at the Elysee Palace.

Grossman was due to fly to Russia on Saturday in the continuation of his mission — trying to coax reluctant permanent members of the UN Security Council to line up behind the tough resolution that the United States and Britain are drafting. Washington has Britain's backing for a U.S. draft of a council resolution that would warn

Iraq of serious consequences if it did not comply with disarmament demands.

American and British officials said the measure would require Saddam to show cooperation with weapons inspectors within about two months or face military consequences.

On the U.S. domestic front, partisan skirmishes between the White House and leading Democrats continued unabated.

The House minority leader, Dick Gephardt, writing an op-ed article in The New York Times, charged that Bush had "decided to play politics with the safety and security of the American people." That mirrored criticism leveled at the president Wednesday by the Senate majority leader, Tom Daschle.

Asked about this, Fleischer told reporters aboard Air Force One: "The president urges no one to politicize this debate. This is a very serious matter."

Senator Ted Kennedy, Democrat of Massachusetts, argued in a speech Friday that the administration had failed to make a persuasive case for going to war against Iraq and that the top U.S. priority should be getting UN inspectors back in Iraq, not preparing for unilateral military action.

"War should be a last resort, not the first response," Kennedy said at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies.

Kennedy said the administration had not laid out to the American people the "cost in blood and treasure" of a war with Iraq and "it is inevitable that a war in Iraq without serious international support will weaken our effort to ensure

that Al Qaeda terrorists can never, never, never threaten American lives again."

Despite the criticism from some Democrats, the Bush administration has made progress in its campaign for support in the Congress. The White House and the congressional leadership have proposed new terms for a resolu-

tion authorizing Bush to use military force in Iraq, dropping language that many members considered too broad and imposing new procedural conditions.

The new draft of the congressional resolution dropped a phrase originally proposed by the White House that would have authorized use of force to "restore international peace and security in the region," which many members complained could include the entire Middle East. It also added new requirements that Bush report to Congress in the event of war.

Bush, in a political speech in Denver, conceded that "there's a steep hill to climb" in overcoming the threat from Saddam.

"He can either get rid of his weapons and the United Nations can act, or the United States will lead a coalition to disarm this man," Bush said to applause from Republican contributors. "I'm willing to give peace a chance to work. I want the United Nations to work."

"But for the sake of our future, now is the time," Bush said. "For the sake of your children's future, we must make sure this madman never has the capacity to hurt us with a nuclear weapon, or to use stockpiles of anthrax that we know he has, or VX, the biological weapons which he possesses."

Defense Secretary Donald Rumsfeld was also spreading the anti-Iraq message Friday, calling Saddam a brutal dictator and saying Iraq would be better off without him.

"He is a butcher, he tortures people, kills them personally," Rumsfeld said. "He has kept billions and billions and billions of dollars from going to the people of that country because he is determined to have weapons of mass destruction."

Rumsfeld spoke in a series of media interviews and in a luncheon address in Atlanta. He said he had not come with "any particular message," that he just wanted to take the debate on Iraq outside of Washington. Aides said the visit to Atlanta represented the first of a series of trips Rumsfeld would be making to do that. (Reuters, AP, NYT)

International Herald Tribune
Saturday-Sunday, September 28-29, 2002

Irak : France, Russie et Chine disent non à George W. Bush

Jacques Chirac a exprimé, vendredi 27 septembre lors d'une conversation avec Washington, son opposition à un projet de résolution américain contre Bagdad, qui prévoit un recours automatique à la force. Moscou et Pékin disent soutenir la position française

LES CONSULTATIONS franco-américaines qui ont eu lieu vendredi 27 septembre à Paris n'ont pas permis d'aboutir à un accord sur le contenu d'une résolution à soumettre au Conseil de sécurité des Nations unies. Washington a le soutien de Londres. Mais George W. Bush doit faire face aux réserves voire à l'opposition des trois autres pays membres permanents du Conseil : la France, la Russie et la Chine.

De ces discussions, il ressort deux choses. La première est que l'administration américaine préférerait malgré tout gérer cette crise dans le cadre de l'ONU. La seconde est que si elle veut vraiment y parvenir, il lui faudra en rabattre. En l'état actuel, le projet de résolution des Etats-Unis a peu de chance de recueillir la majorité nécessaire. Les objections de la Chine et de la Russie rejoignent celles que les dirigeants français ont exprimées vendredi à leurs interlocuteurs américains.

Après qu'un émissaire du département d'Etat américain, Marc Grossman, accompagné d'un représentant du Foreign Office britannique, eut présenté le projet de résolution vendredi au quai d'Orsay et à l'Elysée, Jacques Chirac a eu un entretien téléphonique avec le président des Etats-Unis. George W. Bush a tenu d'abord à remercier l'armée française pour l'évacuation des étrangers de Bouaké, en Côte d'Ivoire, et il semble que le ton général de cet entretien entre les deux présidents ait été cordial. M. Chirac n'en a pas moins tenu bon à propos de l'Irak, et exposé

les raisons pour lesquelles il n'approuvait pas la démarche contenue dans le projet américain et qui prévoit, entre autres, un recours automatique à la force.

Le régime de Bagdad a accepté le 16 septembre le retour des inspecteurs en désarmement de l'ONU, aux conditions fixées dans la résolution 1284 de l'ONU. Or le projet américano-britannique durcit sur plusieurs points le système de contrôle qui avait été défini en décembre 1999 par cette résolution 1284. L'innovation majeure, et inacceptable aux yeux des responsables français, est la mention selon laquelle une « violation flagrante » par l'Irak du régime de contrôle qui lui est imposé ouvrirait automatiquement la possibilité pour l'ONU ou l'un de ses Etats membres d'intervenir militairement. Cette notion d'automatisme est, du point de vue des Français, la porte ouverte à une intervention que les Etats-Unis décideraient de leur propre chef, tout en se prévalant de l'ONU qui n'aurait servi dans ce cas que d'habillement à leur politique.

« RESPECTER L'ONU »

« Dans le texte américain, dit un commentateur français autorisé, ce n'est pas le Conseil de sécurité qui jugerait s'il y a ou non "violation flagrante". Ce que nous voulons, nous, c'est que soient respectées les prérogatives du Conseil de sécurité, seule habilité par la Charte des Nations unies à décider du recours à la force ». Au cas où le régime irakien violerait ses engagements, ceci devrait donner lieu, selon Paris, à un rapport des inspecteurs au Con-

seil de sécurité de l'ONU, lequel apprécierait et débattrait des mesures à prendre.

C'est la démarche « en deux temps » qu'avait proposée Jacques Chirac le 9 septembre et qu'il a de nouveau prônée vendredi auprès de George W. Bush. Le président français a rappelé, selon son porte-parole Catherine Colonna, que l'on vise le désarmement de l'Irak par l'ONU et que « l'objectif est donc le retour des inspecteurs rapidement et sans condition ». « Une résolution simple et ferme montrant l'unité et la détermination de la communauté internationale peut y aider », a-t-il ajouté.

Le « premier temps » à ses yeux serait une résolution qui, contrairement au projet américain, n'ajoute ni nouvelles exigences ni menaces mais se borne à rappeler à l'Irak ses obligations actuelles. Le « deuxième temps » — une deuxième résolution — ne serait à envisager que si le Conseil constatait que Bagdad s'en écarte. Vouloir brandir dès aujourd'hui la menace, c'est fournir à l'Irak un prétexte pour se rétracter et briser l'unité jusqu'ici maintenue au Conseil de sécurité, estime-t-on à Paris.

Les présidents français et russe, Jacques Chirac et Vladimir Poutine, avaient constaté jeudi, dans un entretien téléphonique, qu'ils partageaient « la même approche » ; l'émissaire américain Marc Grossman en partance pour Moscou samedi, après Paris, aura pu le vérifier. Le premier ministre chinois, Zhu Rongji, en visite à Paris vendredi, s'est rangé lui aussi du côté français et a souligné « les conséquen-

ces incalculables » que pourrait avoir une intervention militaire en Irak sans autorisation en bonne et due forme de l'ONU. Plusieurs des membres non permanents du Conseil ont des préventions envers la



Une guerre en Irak pourrait avoir « des conséquences incalculables »

ZHU RONGJI

politique américaine. « Avec un texte pareil, inutilement excessif, les Etats-Unis risquent de faire reculer des pays hésitants qui auraient pu leur être favorables », dit un diplomate français.

Il risque de faire reculer aussi Saddam Hussein par les mesures de renforcement du système d'inspection qu'il propose. Le projet américain prévoit notamment des dispositions nouvelles à propos des sites irakiens dits « sensibles », une protection des inspecteurs par des militaires, ou encore la possibilité pour les membres permanents du Conseil de sécurité d'envoyer des représentants pour « accompagner » les inspecteurs ou, si l'on comprend bien, pour exercer sur eux une sorte de droit de regard.

On récusé à Paris le motif invoqué pour les justifier par les Américains, selon lesquels « les dispositions existantes [dans les précédentes résolutions] se sont révélées inefficaces ». La résolution 1284, fait-on valoir à l'Elysée, a précisément été conçue pour parer aux manœuvres d'obstruction du régime irakien. Il s'agit déjà d'un système renforcé, qui n'a pas encore pu être expérimenté ; c'est le moment aujourd'hui.

On espère à Paris que les Etats-Unis peuvent encore évoluer vers un texte acceptable par tous. Les dirigeants français cherchent en effet aussi à éviter un blocage au Conseil de sécurité, qui pourrait de nouveau inciter Washington à sortir du cadre de l'ONU.

Claire Tréan

Bagdad promet « des combats acharnés » en cas de guerre

Les démarches diplomatiques anglo-américaines pour rallier les alliés à une ferme résolution de l'ONU contre l'Irak ont suscité plusieurs réactions.

● Tarek Aziz, vice-président irakien, a promis que, dans le cas d'une guerre, il y aurait « des combats acharnés ». « Nous sommes capables de défendre notre pays, a-t-il expliqué à la télévision irakienne, car nous allons combattre sur notre territoire et nous connaissons bien les lieux ». Allusion au fait que les Irakiens

pourraient entraîner la coalition occidentale dans des combats de rues meurtriers.

● Le fils aîné de Saddam Hussein, Oudai, a accusé le président américain George W. Bush de se comporter comme « un cow boy arrogant qui lorgne sans vergogne sur les réserves de pétrole irakien », lesquelles, a-t-il dit, sont « supérieures à celles de l'Arabie saoudite ».

● Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a comparé, sur une télévision locale d'Atlanta, Saddam Hussein

à « un boucher, qui torture son peuple et dilapide des milliards et des milliards de dollars pour avoir des armes de destruction massive ». Il a laissé entendre que la capture du président irakien n'était pas nécessaire, une fois son régime remplacé. « S'il est en fuite, a-t-il déclaré, cela veut dire qu'il ne gouvernera plus l'Irak. L'objectif est de ne pas voir cet individu diriger le pays. Dans combien de temps ? Cela dépend en grande partie de l'opposition irakienne et de la volonté de la population ».

Le Monde

29 - 30 SEPTEMBRE 2002

30 SEPTEMBRE 2002



Un jeune manifestant brandit un drapeau palestinien lors de la manifestation contre la guerre en Irak, samedi à Londres.

«Tony Blair, on n'en veut pas de ta guerre» Pacifistes de gauche et musulmans ont défilé samedi à Londres.

Londres, intérim.

A Londres, les manifestations se suivent et ne se ressemblent pas. Après le défilé historique de la semaine dernière, le plus important qu'ait connu la capitale britannique depuis deux cents ans, au cours duquel 400 000 manifestants ont protesté contre l'interdiction de la chasse au renard, près de 200 000 personnes ont défilé samedi dans les rues de Londres pour rejeter l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne aux côtés des Etats-Unis contre l'Irak... et fêter l'anniversaire de la deuxième Intifada.

Nombreuses associations. La manifestation, lancée à l'origine par des associations pacifistes de gauche regroupées sous le mouvement Stop the War, a finalement été conjointement organisée avec de nombreuses associations des musulmans de Grande-Bretagne, des mouvements propalestiniens du pays et des groupuscules islamistes liés aux mosquées radicales de Londres. Ces derniers ont appelé tous leurs membres à transformer l'événement en rassemblement contre Sharon et Bush. La foule très hétéroclite du cortège témoignait parfaitement des différents messages politiques en présence. La génération des sympathisants tra-

vailistes ayant manifesté dans les années 80 contre la politique de réarmement nucléaire de Margaret Thatcher s'est retrouvée coude à coude avec de jeunes enfants en treillis militaire, mitraillette en plastique à la main et bandeau aux couleurs du Hamas autour du front. Les «Allah Akbar» couvraient régulièrement les cris de «Tony Blair, on n'en veut pas de ta guerre», scandés par l'union des étudiants de l'université de Londres. Le réalisateur Ken Loach, en tête de défilé, a confié: «Com-

*«Comment pouvons-nous considérer de tuer à nouveau 100 000 civils irakiens, pour préserver les intérêts pétroliers américains?»
Ken Loach, cinéaste*

ment pouvons-nous envisager de tuer à nouveau 100 000 civils irakiens, tout ça pour préserver les intérêts pétroliers américains dans la région?»

Kamikazes. Partie à midi d'Embankment, au sud de Trafalgar Square, la foule bigarrée a longé le Parlement de Westminster, remonté Piccadilly pour finir à Hyde Park Corner, en milieu d'après-midi, où se sont exprimés Ken Livingstone, maire de Londres, l'ancien député Tony Benn, célèbre figure de la gauche travailliste, l'évêque de Bath et deux anciens inspecteurs en désarmement des Nations unies, Scott Ritter et Peter Price. Tandis que le ballet incessant d'hélicoptères au-dessus de Hyde Park Corner couvrait les discours,

la police montée parlementait avec de jeunes musulmans anglais, habillés en kamikazes palestiniens, afin qu'ils retirent les faux bâtons de dynamite placés autour de leur taille.

Ken Livingstone, maire dissident de Londres, a déclaré, enthousiaste: «C'est le plus grand rassemblement contre la guerre qu'ait connu le pays depuis trente ans. Cela devrait donner du courage aux députés travaillistes opposés à la guerre et mettre de l'ambiance lors de la prochaine conférence annuelle du Labour dans deux semaines.»

AGNÈS CATHERINE POIRIER

Défilé pacifiste à Rome

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé, samedi à Rome, à l'appel de Refondation communiste (PRC), pour s'opposer à une guerre contre l'Irak. Silvio Berlusconi a affiché, cette semaine, son soutien à George Bush, prêt à recourir à la force contre le régime irakien. Les organisateurs ont affirmé avoir réuni environ 100 000 personnes. «Un vent de paix traverse aujourd'hui l'Europe et il peut contrarier celui favorable à la guerre», a souligné une des députés du PRC, Titti De Simone. Le représentant de l'Autorité palestinienne en Italie, Nemer Hammad, et le controversé évêque syrien Hilarion Capucci, ont participé à cette manifestation, aux côtés d'élus du parti des Démocrates de gauche (DS, principal parti de l'opposition) et de dirigeants des mouvements pacifistes italiens. (D'après AFP)



EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO
PARLEMENT EUROPEEN

PARLEMENT EUROPEEN

Le Point de la session

AFFAIRES ETRANGERES

Septembre I - 2002

Irak

Déclarations du Conseil et de la Commission

Débat : 04.09.2002

M. Bertel **HAARDER**, au nom du Conseil, a fait un historique de la situation en Irak jusqu'à la guerre du Golfe et il indique les conséquences de celle-ci, à savoir l'aggravation de la situation de la population civile depuis la guerre qu'il s'agisse de la situation alimentaire ou des problèmes de santé et il indique comment la Communauté internationale tente d'y faire face d'autant et ce tout en contrôlant la situation en Irak. Il insiste sur le rôle joué par les Nations Unies, la Communauté européenne et la Croix-Rouge en matière d'aide internationale. Il rappelle qu'afin d'aider la population civile, il est procédé à un échange pétrole contre alimentation qui permet à l'Irak de disposer d'un certain nombre d'importations. L'ONU a amélioré les choses en permettant qu'un plus grand nombre de produits plus diversifiés soient importés et en fait la plupart des marchandises pénètrent à l'heure actuelle en Irak mais le Conseil de Sécurité des Nations Unies insiste pour une surveillance de la situation.

L'Union européenne, pour sa part, a confirmé son respect inconditionnel des résolutions des Nations Unies, en particulier de la résolution 1409 de cette année.

Les Etats-Unis, quant à eux souhaiteraient un changement politique en Irak et envisagent une intervention militaire dans ce pays mais pour l'instant, il n'y a encore rien de véritablement concret quant à leur décision finale.

M. Chris **PATTEN**, au nom de la Commission, insiste sur le fait que le débat est important sur le fonds et unique quant à sa procédure. Il rappelle qu'on a beaucoup entendu parler de l'Irak ces dernières semaines, en raison du risque d'une crise grave. On assiste à des discussions à Washington et ailleurs sur la meilleure façon de traiter le cas irakien. Plusieurs dirigeants dont les dirigeants européens se sont d'ailleurs exprimés sur le sujet.

Rappelant le débat qui s'est tenu au Parlement au mois de mai, M. **PATTEN** évoque en premier lieu le sort du peuple irakien qui reste au centre des préoccupations de tous. Il qualifie de malfaisant le régime de Saddam Hussein et sa propension à l'utilisation d'armes chimiques notamment et surtout

contre son propre peuple. Les droits de l'homme ne sont pas respectés en Irak et le peuple irakien gagnerait, selon M. **PATTEN**, à changer de gouvernement. Evidemment, il note que d'autres régimes sont dans le même cas.

M **PATTEN** rappelle ensuite la résolution 1284 adoptée par le Conseil de sécurité en décembre 1999 suite au départ forcé des inspecteurs des Nations-Unies d'Irak. Cette résolution crée une nouvelle entité d'inspection des armes, l'UNOVIC. Au terme de cette résolution, l'Irak devait coopérer avec les inspecteurs pour toute visite sur tous sites et à tous moments, mais ne l'a jamais fait. M. **PATTEN** évoque l'importance qu'accorde le Parlement européen au rôle de l'ONU pour une meilleure gouvernance de notre planète.

Il déclare que selon un rapport des Nations-Unies, l'Irak développe des armes de destruction massive. L'absence de preuve évidente vient du fait que le gouvernement irakien n'a pas facilité la tâche des inspecteurs. Il se demande pourquoi si le régime irakien n'a rien à cacher, il empêche les inspecteurs de l'ONU d'exercer leur mandat. Il en tire deux conclusions. La première est la nécessité de faire pression pour que l'Irak applique la résolution 1284 de l'ONU.

Les efforts en ce sens seront couronnés de succès s'ils sont soutenus par la coalition la plus large possible, comme celle mise en place en 1991.

Les Nations-Unies ont tracé la voie en traitant ce problème difficile, il faut maintenant rendre effectif le respect du droit international.

Revenant sur le drame de la population irakienne, M. **PATTEN** note l'impuissance de la population face au régime. Il rappelle que depuis 1991, l'Union européenne est le donateuse le plus important. 270 millions d'euros ont été donnés dont 13 millions d'euros en 2002. Pourtant l'impact de l'aide européenne est réduit par les obstacles créés par le régime de Saddam Hussein.

La résolution 14/09 du Conseil de sécurité que l'Union européenne a adoptée, prévoit des sanctions afin de limiter la capacité de l'Irak

de produire des armes de destruction massive et de l'utiliser à l'encontre de sa propre population. A Elsenur, les Ministres des affaires étrangères ont affirmé leur volonté de voir l'Irak respecter les résolutions des Nations-Unies et accepter sans condition la présence des inspecteurs. C'est pour M. **PATTEN** la meilleure façon de procéder. Pour lui, il faut d'abord empêcher la production d'armes de destruction massive, promouvoir la fin du terrorisme mais aussi la fin de la violence au Proche-Orient, notamment par la création d'un Etat palestinien. Il rappelle les efforts de M. Per Stig **MØLLER** en ce sens. L'important est d'éviter de creuser le fossé entre l'Occident et le monde islamique. Il faut aider au développement de l'Etat de droit dans tous les pays, y compris dans le monde arabe.

De façon générale, l'Europe doit envisager de manière constructive ce qui pourrait justifier une intervention de la communauté internationale dans les affaires intérieures d'un Etat souverain. Il faut réfléchir à l'application actuelle des règles édictées ces cinquante dernières années. Sont-elles encore valables ou doivent-elles être modifiées ? La voix européenne doit être entendue sur ces questions.

M. Hans-Gert **POETTERING** (D), au nom du groupe PPE-DE, souligne le régime de Saddam Hussein est belliqueux et criminel et qu'il a attaqué avec des armes de destruction massive son voisin, le Koweït. Il faut absolument veiller à ce qu'une telle situation ne puisse plus se présenter et il faut absolument prévenir une guerre et garantir l'application du droit international. Saddam Hussein doit donc absolument faire en sorte que les contrôles exigés par les Nations Unies soient effectifs. Les moyens de lutte par la violence doivent être envisagés mais seulement en dernier recours si absolument toutes les autres possibilités d'intervention ont échoué.

Il faut naturellement tenir compte du problème de la lutte contre le terrorisme aux Etats-Unis et savoir quelle sera la suite de la politique américaine en la matière. Il faudra savoir aussi quelle est la conception du Gouvernement américain quant à l'ensemble de sa politique au Moyen-Orient et en

particulier en ce qui concerne Israël et la Palestine. Il faudra également savoir quelles pourraient être les conséquences d'un conflit armé dans les relations de l'Union européenne avec le Monde islamique. Il est absolument nécessaire pour cela d'avoir des relations et des discussions plus étendues avec les Etats-Unis et avec les principaux décideurs politiques de ce pays.

Il est absolument indispensable de définir une position commune en la matière. Or, il est vrai que les Etats Unis ont tendance à avoir une approche unilatérale d'un certain nombre de problèmes. M. BUSH ne prononce pas très souvent le mot Europe dans ces discours. Il serait même bon d'inviter le Président des Etats-Unis à venir faire une déclaration devant le Parlement européen et en tout cas de renforcer le dialogue avec les Etats-Unis.

M. Enrique **BARÓN CRESPO** (E), au nom du PSE, se félicite du laconisme de M. HAARDER, Président en exercice du Conseil, mais estime que celui-ci va tout de même un peu trop loin et il aimerait en savoir davantage, en particulier en ce qui concerne le résultat du Conseil d'Elseneur. Y a-t-il unanimité des membres ou non en la matière.

Il rappelle également que pendant l'été a eu lieu une escalade, au moins verbale, de la politique des Etats-Unis à l'encontre de l'Irak et rappelle que les sanctions à long terme pourraient être contre-productives, en particulier si l'on tient compte de l'affirmation du nationalisme dans le Monde arabe qui peut se traduire par un bellicisme qui n'est pas souhaité. Il ne faudrait en tout cas appliquer deux poids et deux mesures en matière de politique à l'égard du Moyen-Orient. Par ailleurs, il semblerait qu'une sorte de coup d'état civil envers les autorités militaires soit plus ou moins sous-jacent en Irak. Il est absolument nécessaire de toute façon de contacter le Congrès des Etats-Unis et d'améliorer nos relations avec lui et pas seulement en ce qui concerne les problèmes du Moyen-Orient mais également bien d'autres politiques.

Par ailleurs, le Groupe PSE est favorable à la décision du 16 mai. La solution du problème, en tout cas, doit avoir lieu dans le cadre de l'ONU. Il faut veiller absolument à ce que l'Irak accepte les contrôles exigés par les Nations Unies.

Pour M. Graham **WATSON** (UK), au nom du groupe EDLR, Saddam Hussein représente une menace. La Communauté internationale doit l'empêcher de produire des armes de destruction massive mais également de les utiliser contre son peuple.

Pour le groupe ELDR, les conséquences d'une guerre seraient désastreuses et la force ne devrait être utilisée qu'en dernier recours. L'essentiel est de permettre aux inspecteurs des Nations-Unies de retourner en Irak et non de permettre à George Bush de régler son

conflit avec Saddam Hussein.

Dans le cas où l'Irak refuse le retour des inspecteurs ou si on obtient des preuves de la production d'armes de destruction massive, alors la Communauté internationale aura le droit d'agir et une action militaire pourra être envisagée. Cependant ce devra être une action concertée regroupant une partie considérable de la Communauté internationale.

Il faut rester dans le cadre de la résolution des Nations-Unies qui a posé une date et ne surtout pas rechercher un conflit de civilisation. D'autre part, la tâche de l'ONU serait facilitée si les Américains déployaient la même ardeur au Proche-Orient que contre Saddam Hussein.

Toute action doit être mûrement réfléchie car les conséquences pourraient en être l'implosion de l'Irak et la déstabilisation de la région. S'adressant à M. HAARDER, M. WATSON conteste la clarté de la position de l'Union européenne qui résulte de la déclaration du 20 mai. Mais l'essentiel pour M. WATSON est de détenir la preuve de la production d'armes par l'Irak et de se fonder sur le droit international pour toute action éventuelle.

Pour M. Andre **BRIE** (D), au nom du groupe GUE/NGL, la nature dictatoriale du régime irakien ne fait aucun doute. Il note cependant qu'on ne parle actuellement que de la guerre qu'avait mené l'Irak contre le Koweït oubliant la guerre contre l'Iran. Ce n'est pas un hasard pour lui puisque cette guerre servait les intérêts des occidentaux qui avaient armé l'Irak. Il relève également que si Saddam Hussein est un dictateur, certains des alliés européens sont à peine différents de lui.

D'autre part, la défense de la démocratie et des droits de l'homme ne peut pas se faire par l'invocation du droit à la guerre.

Le groupe GUE/NGL s'oppose à cette guerre et se félicite des critiques émises au sein du Parlement européen face à sa préparation. En revanche, la position des Ministres des affaires étrangères exposées le week-end dernier lui paraît insatisfaisante. Il note également qu'une politique commune européenne serait indispensable et que la crise de la PESC est regrettable au regard de la situation internationale. L'essentiel est de proposer une alternative à l'unilatéralisme américain qui ne conduit qu'à l'anti-américanisme.

Il faut donc fermement rejeter cette proposition de guerre. D'autre part, l'embargo devrait être suspendu pour assouplir l'isolement de l'Irak. Les inspecteurs des Nations-Unies doivent pouvoir entrer en Irak sur la base du mandat actuel. Mais l'essentiel est d'avoir une véritable politique de coopération multilatérale et une politique de désarmement. On ne peut pas d'un côté s'opposer à la guerre et s'armer de l'autre.

M. Bastiaan **BELDER** (NL), au nom du groupe EDD, marque son approbation au débat. Il énonce également son inquiétude face à la potentialité de danger que représente le régime irakien. Il rappelle que l'Irak boycotte le contrôle des Nations-Unies et que des soupçons sans cesse renouvelés pèsent sur Saddam Hussein quant à ces liens avec les terroristes islamistes. Face à l'attitude occidentale,

M. BELDER se pose deux questions. La première est la question de savoir pourquoi l'Union européenne ne fixe-t-elle pas des limites dans le temps pour les contrôles en Irak par les inspecteurs des Nations-Unies ? Il ajoute que les contrôles devront porter sur toutes les armes, y compris les armes biologiques. La deuxième question est pourquoi l'Union européenne n'exerce-t-elle pas sa pression sur le régime en discutant avec l'opposition comme le fait la Fédération de Russie.

L'essentiel est de trouver une solution de rechange à la "république de la peur" qui existe en Irak. M. BELDER propose de dialoguer au plus niveau avec les dirigeants américains pour évoquer le rôle déstabilisant de l'Irak sur la scène internationale.

D'autre part, le lancement d'une proposition de paix pour le Proche-Orient ne doit pas servir d'encouragement aux terroristes islamistes.

M. Graham **WATSON** (UK), au nom du groupe ELDR, note qu'il n'y a pas de consensus dans l'hémicycle. Il rappelle cependant qu'il faut des preuves et qu'une action militaire ne peut être entreprise sans objectif politique précis. Un consensus international est également nécessaire. Il rappelle également que selon un sondage récent, deux citoyens européens sur trois sont favorables à une telle action européenne.

M. Lucio **MANISCO** (I), au nom du groupe GUE/NGL, exprime son inquiétude suite au discours de M. HAARDER et du discours guerrier de M. BLAIR. Il note que les autorités européennes, à l'exception notable de la RFA considèrent que la guerre est une certitude même en l'absence de preuve de la possession par l'Irak, d'armes de destruction massive. Bien que l'Europe semble suivre la voie du compromis, l'issue de la situation paraît décidée. Il est presque certain que l'accès sans conditions sur tous les sites irakiens demandés par les Nations-Unies sera refusé par Saddam Hussein, et ainsi la guerre sera la seule solution.

M. MANISCO craint que l'écart croissant entre les peuples européens et leurs dirigeants ne se creuse encore s'il devait y avoir une guerre.

M. Paul **COUTEAUX** (F), au nom du groupe EDD se demande s'il vient d'entendre un débat au Parlement européen ou la "propagande de CNN". Pour lui, ce qu'on peut

dire de Saddam Hussein peut être dit de beaucoup d'autres dirigeants. La logique actuelle des Etats-Unis qui attisent des foyers de guerre partout dans le monde pour le dominer lui semble être une logique impériale. Or, depuis 1948, les Nations-Unies sont la clé de voûte de l'ordre international. La guerre ne doit alors être autorisée que dans un cadre strict et sous la direction d'un état major multinational. Aujourd'hui, le droit international semble abandonné, alors que l'Europe a attaché son nom à la notion de droit. La situation actuelle permet de constater qu'il n'y a pas de politique étrangère et de sécurité commune pas plus qu'il n'y a de politique commune européenne. Mais M. COUTEAUX insiste surtout sur la notion de droit qui doit être essentielle.

Pour M. Jean-Marie LE PEN (TDI, F), l'offensive militaire générale préparée par les gouvernements Bush et Blair pour renverser le gouvernement de Saddam Hussein se fait en violation de la Charte des Nations-Unies et du droit international. Il rappelle que depuis la fin de la guerre en 1991, il n'a jamais été mis fin aux actions aériennes contre l'Irak. Il qualifie le blocus dont est victime l'Irak de crime contre l'humanité rappelant que plus d'un million d'enfants irakiens en seraient morts. Il s'étonne que les puissances occidentales s'apprent à violer la paix et que ceux qui s'affirment contre la peine de mort permettent l'assassinat de civils irakiens. Il qualifie cette guerre "préventive" d'intolérable et affirme que les vraies raisons en sont électorales et pétrolières.

M. Jan Joost LAGENDIJK (NL), au nom du groupe Verts/ALE soutient sans réserve le Commissaire PATTEN. Manifestement, les Américains ne savent pas encore ce qu'ils veulent faire mais ils agiront très certainement de manière autonome, comme ils l'entendent. Or, nous ne voulons pas qu'ils interviennent tout seuls.

Le groupe des Verts/ALE est violemment opposé à une attaque préventive contre l'Irak. M. PATTEN, manifestement, semble être mieux disposé que M. BLAIR pour résister aux Etats-Unis. Les inspections doivent avoir lieu en Irak et il est absolument indispensable de veiller à la destruction des armes de destruction massive en Irak.

L'Europe doit absolument y travailler. Saddam Hussein doit disparaître de la scène internationale et il faut contribuer à la restructuration de la société civile en Irak, sans oublier qu'il est également nécessaire d'intervenir en Palestine dans le même sens.

M. Charles PASQUA (F), au nom du groupe UEN, rappelle que manifestement personne ne soutient le régime de Saddam Hussein au sein du Parlement. Mais la politique étrangère et de sécurité commune est pour l'instant inexistante. Seuls les gouvernements peuvent à l'heure actuelle intervenir auprès des Etats-Unis, mais il n'y a manifestement pas d'unité parmi eux et la position anglaise qui consiste

à s'aligner systématiquement sur celle des Etats-Unis affaiblit grandement les possibilités d'actions des Européens.

Il est absolument nécessaire également de tenir compte de l'état des esprits au Moyen-Orient et d'obliger les Etats-Unis, s'ils interviennent, à le faire uniquement avec la collaboration et dans le cadre des Nations-Unies. En cas d'intervention unilatérale de l'Amérique, aucun Chef d'Etat arabe ne pourrait contrôler le déchaînement de passions qui aurait lieu à l'intérieur du monde arabe et qui aurait des conséquences extrêmement grave pour l'Europe.

M PASQUA souligne également qu'il lui semble que les Etats-Unis ont déjà décidé de la nature de leur intervention et qu'ils semblent être en train de mobiliser les esprits et de préparer les citoyens américains un futur conflit.

M. Elmar BROK, au nom du PPE-DE, D, constate que l'Europe ne peut pas justifier une attaque ni justifier la chute de Saddam Hussein étant donné qu'elle ne possède aucune preuve de l'existence d'armes de destruction massive et qu'elle ne peut pas non plus prévoir le résultat du conflit ni, tout aussi imprévisibles, d'envisager ce que seraient les conséquences dans la région. En fait, tout ce que le Parlement peut faire c'est d'appuyer le Conseil et la Commission afin que ceux-ci parviennent à la mise sur pied d'une attitude commune à adopter au sein des Nations Unies.

Mme Véronique DE KEYSER (PSE, B), affirme elle aussi, qu'on est confronté à une espèce d'inconnue devant laquelle il est tout à fait impossible de réagir efficacement par un conflit armé. Une guerre envers l'Irak ne serait ni belle, ni juste, ni propre, ni efficace et son groupe souhaite s'opposer de toutes ses forces à une intervention contre l'Irak.

Pour Mme Nelly MAES (B), au nom du groupe Verts/ALE, l'unanimité est loin d'être faite envers la conduite à tenir, même si tout le monde est d'accord pour s'opposer à Saddam Hussein. Il faut que les experts des Nations-Unies puissent procéder à une inspection réelle mais même si on se mettait d'accord pour constater l'existence d'armes de destruction massive, vaudrait-il mieux choisir entre la destruction de ces armes ou la guerre contre l'Irak ? Sommes-nous d'accord, nous Européens, sur la position à tenir ?

En cas de guerre, quels seraient les risques pour les Etats du Golfe et pour Israël et la Palestine ? Il vaudrait mieux envisager une politique à long terme fondée sur la défense de la démocratie et des droits de l'homme. Par ailleurs, la Grande-Bretagne et la France qui sont deux de nos principaux Etats membres semblent avoir des positions opposées devant la présente situation.

M. Niall ANDREWS (IRL), au nom du groupe UEN s'interroge sur l'opportunité d'une attaque contre l'Irak qui supposerait d'engager des moyens d'actions énormes pour quelles raisons et pour quels bénéfices ? S'agit-il d'une croisade contre l'Islam ou de quoi que ce soit d'autres ? Qui croit vraiment que les Etats-Unis sont en danger ? L'hypothèse que l'Irak est le refuge du groupe Al Quaida n'est pas étayée par des preuves. Qui envisage sérieusement de mener une guerre de civilisation entre le monde arabe et l'Occident ?

Pour M. Philippe MORILLON (PPE-DE, F), il faut insister sur la prévention de la crise. Il note que malgré l'évolution des technologies, la guerre ne peut pas être propre. Elle peut seulement être un moindre mal, lorsque tous les moyens politiques et diplomatiques ont été utilisés. La démarche actuelle de l'Union européenne pour que les inspecteurs puissent retourner en Irak, lui paraît satisfaisante. D'autre part, avant d'agir et d'utiliser la force, il faut estimer avoir une chance de gagner l'objectif. Et l'objectif actuel semble être de renverser le régime de Saddam Hussein.

Pour M. MORILLON, cela pose deux questions. La première est celle de l'analyse de la menace. Pour cela, il faut détenir des preuves et il est en attente des éléments promis par Tony Blair. Il s'interroge aussi sur les doutes de Chris PATTEN de détenir un jour ces preuves. La deuxième question est celle de la chance d'atteindre l'objectif fixé. Il faudrait être sûr que le peuple irakien est prêt à aider à renverser le régime comme le peuple afghan était prêt à le faire. Et ceci est la vraie question.

Pour M. Bruno GOLLNISCH (TDI, F), si le Royaume-Uni et les Etats-Unis veulent faire la guerre au régime qui ne respecte pas les droits de l'homme et la démocratie, il faut attaquer l'Arabie Saoudite. S'ils veulent faire la guerre aux Etats qui ne respectent pas les résolutions des Nations-Unies, il faut attaquer Israël. S'ils veulent faire la guerre aux Etats qui détiennent des armes de destruction massive, il faut faire la guerre à l'Inde, au

Pakistan, à la Chine ou à la Corée du Nord, dont on a la preuve qu'ils détiennent l'arme nucléaire. S'ils veulent attaquer les bases arrière du terrorisme, il faut détruire Londres et Hambourg.

Cet inventaire ne sert, pour M. GOLLNISCH, qu'à expliquer que la nature du régime n'est pas la base de cette intervention. Il n'y a aucune preuve pour lui de la détention d'armes de destruction massive par l'Irak. Il insiste sur le fait que la population irakienne manque de tout. Il se demande enfin en vertu de quel droit international un pays vaincu est bombardé quotidiennement et souffre du blocus.

Pour Mme Marie-Françoise GARAUD (NI, F), ce débat est un constat d'ignorance et d'impuissance. Les preuves dont parlent les Etats-Unis ne sont effectivement pas connues. D'autre part, l'ignorance provient aussi de la solution éventuelle du problème avec l'Iran ou avec les Kurdes s'il y avait un conflit. Elle insiste sur le fait que c'est un débat politique et non un débat moral ou sentimental. Or, un débat politique doit être guidé par deux choses : la force et le droit.

La force doit être soumise au droit et le droit doit s'exercer aux Nations-Unies.

Elle rappelle aussi que si l'Union européenne en tant que telle n'a pas de siège aux Nations-Unies, certains membres de l'Union ont un siège au Conseil de sécurité et sont membres permanents. La question essentielle est de savoir quelle sera la position des membres permanents si le Conseil de sécurité est saisi du problème.

Au nom du Conseil, M. Bertel HAARDER adresse ses remerciements aux membres pour l'excellent débat auquel il a assisté. Il précise que si la question est délicate, l'affaire est simple. L'Union européenne souhaite exercer une pression forte sur Saddam Hussein pour qu'il respecte les résolutions des Nations-Unies. La pression doit être maximale et internationale : c'est le seul levier qui puisse le pousser à agir. Il rappelle que si la position de l'Union européenne a été fixée à Elsenaur le week-end dernier, c'était au cours d'une réunion informelle et qu'aucune décision n'a formellement été prise.

Il souhaite maintenant voir les Etats-Unis entamer des consultations au niveau international, y compris avec les pays arabes.

Le plus important est que les inspecteurs puissent retourner en Irak car on craint que les armes de destruction massive puissent être une menace.

Répondant à Mme NAPOLITANO, il précise que les responsables de massacre doivent être effectivement conduits devant les tribunaux internationaux. Il marque également son accord avec Mme MAES en précisant que la présidence danoise a fixé un délai d'un mois pour demander aux Etats-Unis de s'engager plus précisément sur le tribunal pénal international.

Quant aux efforts de l'Union européenne pour la résolution du conflit au Proche-Orient, il indique que son collègue, M. Per Stig MØLLER va faire une proposition pour un calendrier, le but étant la création d'un Etat palestinien à l'horizon 2005. Ce serait un pas décisif dans le processus de paix.

M. Chris PATTEN insiste une fois encore sur l'importance du débat. Répondant à l'interpellation de M. MORILLON quant à l'attitude éventuelle de la population irakienne face au régime, il reconnaît qu'en l'absence de liberté d'opinion, il est très difficile de savoir ce que pense réellement le peuple irakien de ses dirigeants. Il exprime ses propres doutes quant à la régularité des élections qui reconduisent régulièrement Saddam Hussein, triomphalement au pouvoir.

En ce qui concerne la preuve de l'existence d'armes de destruction massive, il reconnaît les incertitudes. Alors que certains mettent en doute l'existence de ces armes, il se demande alors quel est l'intérêt de l'Irak de refuser le contrôle des inspecteurs des Nations-Unies. Il s'interroge aussi sur l'attitude possible face à

l'Irak qui défie les résolutions des Nations-Unies. Pour M. PATTEN, l'ONU doit être un moyen de traiter le problème mais pas d'éviter le traitement du problème.

En vertu des concepts du droit international, un Etat ne doit pas intervenir dans les affaires d'un autre Etat. M. PATTEN se demande si ce principe est toujours adéquat aujourd'hui. Faut-il accepter des interventions humanitaires ? Cela dépend-il de l'ampleur de la menace ? Il faut alors des preuves. Citant un article de Henry Kissinger dans le New York Times, M. PATTEN rappelle qu'en opérant au travers d'acteurs non étatiques, le terrorisme soulève un problème nouveau par rapport aux Etats nations. Cela dit, il faut toujours une justification claire pour intervenir dans un autre Etat. A ce titre, M. PATTEN rappelle la tradition de l'Etat de droit qui existe au sein de l'Union européenne. Il insiste aussi sur le fait qu'il faudra se demander ces prochaines semaines quelles seraient les conséquences d'un remplacement du gouvernement irakien au regard de la stabilité de la région. Cela conduirait-il à la modération ou pousserait-il à l'extrémisme ?

Faisant référence à la relation de l'Europe avec les Etats-Unis, M. PATTEN explique qu'il faut pouvoir travailler ensemble pour traiter la menace faite à la paix internationale et garantir la stabilité du monde. Cela dit, les Européens peuvent se montrer critiques par rapport au ton ou à la doctrine américaine. Mais si l'Europe veut jouer son rôle, elle doit absolument éviter les vœux pieux, éviter d'occulter les questions difficiles abordées au cours de débat et clarifier certaines réponses à ces questions.

INTERVIEWS

Deux écrivains turcs face à l'Europe

■ **YACHAR KEMAL**, 79 ans, est l'auteur de *Mémed le Mince* (Gallimard, coll. Folio, 1979).

Qu'est-ce qu'Ankara peut apporter à l'Union européenne ?



Burhan Ozaltin/AP-Sipa

La Turquie a besoin de l'Europe, mais vous aussi, vous avez besoin de nous. Un exemple : ici, nous ne vivons pas en démocratie. Elle n'arrive peut-être que maintenant, après près d'un siècle de république. Mais, en Europe aussi, la démocratie est une denrée rare. Eh bien,

l'Union devra repenser à tout cela, surtout aux droits de l'homme, qui ne sont pas respectés. Ainsi, faire adhérer la Turquie obligera notre pays ainsi que les autres à réfléchir à des règles égales pour tous.

Mais pourquoi les Turcs devraient-ils entrer dans l'Europe ?

Parce qu'ils en ont toujours fait partie ! Il suffit de penser à l'Histoire, c'est une continuation de leur cheminement vers l'Occident. **Propos recueillis par Marco Ansaldo, La Repubblica, Rome**

■ **ORHAN PAMUK**, 50 ans, est l'auteur de *Mon nom est rouge* (Gallimard, 2002).

Quelles conséquences aurait l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ?



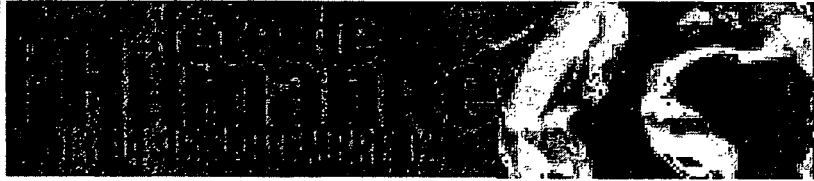
Stefan R. Winter/AFR

La Turquie doit reconnaître les idéaux de l'Europe. Cela l'aiderait à développer tout son potentiel et à devenir une société plus ouverte, avec une culture plus créative, au lieu de se limiter à importer tout ce qui arrive d'Occident ou d'Orient.

La Turquie est-elle prête à y entrer ?

Non, absolument pas. Bien sûr, je souhaite que cela se produise un jour. Mais, si l'on considère la situation économique désastreuse du pays, le fait que l'intervention des militaires dans la vie politique est devenue presque une tradition et que le revenu moyen par-habitant – dans un pays qui en compte 66 millions – est de 2 500 dollars par an, l'adhésion est prématurée. **Propos recueillis par Stephan Faris, L'Espresso, Milan**

scène des musiques
du monde

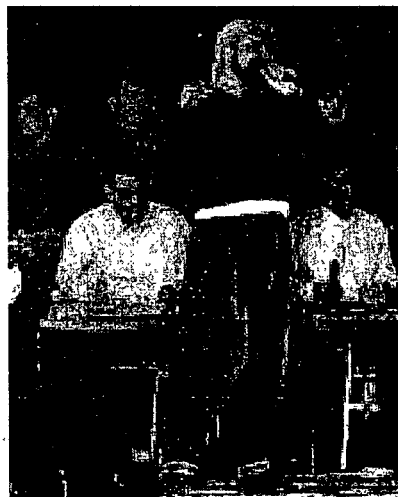


ŞIVAN PERWER

De sa voix tendre, incantatoire, il conjure les souffrances des siens, non pas en exacerbant leur sentiment de révolte, mais en appliquant le baume de la poésie traditionnelle. Sivan Perwer est kurde, viscéralement kurde. Il est le symbole du feu identitaire qui brûle le cœur des citoyens d'une nation sans Etat. Né il y a quarante quatre ans, dans la région d'Urfa, au Kurdistan de Turquie, Sivan a grandi au milieu d'une famille de musiciens et de chanteurs. Il perpétue la tradition des *dengbêj*, bardes et conteurs, qui jadis parcouraient le Kurdistan et qui ont été le vecteur principal, voire unique, de la transmission de la culture kurde.

En Turquie, au début des années 1970, il enregistre les premières cassettes, et rencontre les premiers ennuis : la simple possession d'un de ses enregistrements peut conduire tout droit en prison. Il lui est reproché de vouloir chanter dans sa langue et dévouer la culture de son peuple, cette culture à laquelle les autorités déniaient le droit d'exister. Et pourtant, des milliers de cassettes du chanteur circulent sous le manteau : au point que l'homme a fait de sa voix celle du peuple kurde tout entier.

Aujourd'hui, c'est le monde entier que parcourt Sivan pour faire entendre son chant qui est aussi celui de l'engagement politique pour son peuple. En perpétuant les valeurs du patrimoine dont il est devenu le dépositaire, il en assure la transmission aux jeunes générations, ce qui ne l'empêche pas de chanter aussi ses propres créations. C'est ainsi que Sivan résiste, pour que son peuple retrouve toute sa dignité. Il ne cesse de répéter : "Je suis avant tout un musicien. Je veux chanter la nature, l'amour, des chants traditionnels dans ma propre langue. J'en ai le droit. Mais on me refuse ce droit. C'est une grave erreur. Les autorités turques ont souvent fait beaucoup de torts à l'égard des Kurdes".





Contacts :

**Institut Kurde de Paris,
CILDEKT**

**Comité international pour
la libération des députés
kurdes emprisonnés
en Turquie**

**106, rue La Fayette,
75010 PARIS**

Tél. : 33-1-45 23 11 72

Fax : 33-1-48 24 64 66

Internet : www.fikp.org

E-mail : cildekt@fikp.org



Vive le cinéma kurde !

Il est hélas plus courant d'entendre parler du peuple kurde dans les journaux télévisés que dans les salles de cinéma.

Un festival vient justement réparer l'oubli.

Pour avoir un juste aperçu des dilemmes que peut supposer un "festival kurde", il suffit de jeter un coup d'œil à son programme : on trouve ainsi des films irano-kurdes (*Le Vent nous emportera* de Kiarostami, *Un temps pour l'ivresse des chevaux* de Ghobadi), turco-kurdes (ceux de Yilmaz Güney) ou franco-kurdes, comme ce récent *Vive la mariée...* de Hiner Saleem qui relate les déboires d'un jeune homme souhaitant concilier ses racines kurdes et son mode de vie parisien. A défaut d'une nationalité commune, on trouvera donc, dans les quelques films présentés, des désarrois partagés. Et sous le drame réaliste comme sous la comédie percent les mêmes thèmes : les frontières qu'il faut franchir ou contourner, la violence des différentes traditions qui s'entrechoquent... Souvent, ces histoires sont d'ailleurs taillées dans le passé de leurs auteurs, comme celles de *Yol* et *Le Mur*, de Yilmaz Güney. Toutes deux suivent la vie de prisonniers turcs, alors que le réalisateur a lui-même été arrêté plusieurs fois pour délit d'opinion...

Les films proposés sont à voir du 1^{er} au 8 octobre au MK2 Hautefeuille. Hiner Saleem viendra parler de son dernier film et répondre à toutes les questions sur une cinématographie qui mérite d'être mieux connue.

VERA MEUNIER

Le Mur de Yilmaz Güney sort en DVD chez MK2 Editions le 9 octobre dans la collection Découvertes.



MARDI 1 ^{er}	SÉANCES
VIVE LA MARIÉE... ET LA LIBÉRATION DU KURDISTAN de Hiner Saleem Projection suivie d'un débat "Le cinéma kurde aujourd'hui" avec Hiner Saleem et Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris.	20H30
MERCREDI 2	
PASSEURS DE RÊVES de Hiner Saleem	11H15
JEUDI 3	
UN TEMPS POUR L'IVRESSE DES CHEVAUX de Bahman Gohbadi	11H15
VENDREDI 4	
YOL de Yilmaz Güney (Palme d'or au festival de Cannes en 1982)	11H15
SAMEDI 5	
LE TROUPEAU de Yilmaz Güney	11H15
DIMANCHE 6	
LE MUR de Yilmaz Güney	11H15
LUNDI 7	
ALLER VERS LE SOLEIL de Yesim Ustaoglu	11H15
MARDI 8	
LE VENT NOUS EMPORTERA d'Abbas Kiarostami	11H15

PROGRAMME DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS :

106 rue Lafayette, 75010 Paris / Métro Poissonnière
Tel. 01 48 24 64 64 - www.fikp.org

MERCREDI 28 SEPTEMBRE

Conférence de Kendal Nezan : "La France vue par les Kurdes. Aperçu de neuf siècles de relations franco-kurdes, des Croisades à la Résistance". A cette occasion, exposition de livres à la bibliothèque de l'Institut. A 15 h à l'Institut Kurde.

DIMANCHE 6 OCTOBRE

Fête de mariage kurde avec costumes et musique traditionnels, buffet kurde. De 15h à 21 h, dans la salle des fêtes de la Mairie du X^e.

et bien d'autres animations...

He came to America for refuge — but 9/11 cast him in the role of enemy



SEPTEMBER 5, 2002

In early November, he was about to get a truck-driving job in America that would move him beyond the valet's wages he'd lived on for more than a year. While a nation looked warily at crop-dusters and trembled to open the mail, Mr. Sadeq neared the life he'd imagined since he was a 12-year-old playing soccer on the earthen streets of Kurdish Iraq.

Indeed, every day, he was also getting closer to what originally

brought him to America: citizenship.

For the safety of that citizenship, he'd left his family in Iraq, and wandered for a decade across the Middle East — through a refugee camp in Syria where he'd meet his future bride, to Lebanon and Cyprus, where he lost track of her — and eventually to the haven of refugee status in the US.

After a lifetime spent seeking safety, citizenship would ensure that he'd never be sent back to Iraq, where — for opposing Saddam Hussein — bullets whizzed by his ears like summer flies and his brothers had their bodies wrenched and minds broken by torture.

Last fall, Sadeq wasn't ignorant of what was going on around him. Like the rest of America, he'd seen the names and faces of the 19 Sept. 11 hijackers — Arab men who, to the suspicious eye of a fearful public, looked like Sadeq, with his dark brow and mustache. Like the rest of America, too, he'd watched in horror as their actions unfolded — moved to grief by those widowed and orphaned on that September Tuesday.

Yet, Sadeq refused even to consider that America could cast him as an enemy in its new war on terror. He'd lived with such fear before — of the Iraqi Army, of the Syrian police — and he'd always gone about his life. That's why he didn't think much about deciding to take a quick driving vacation to Miami with two fellow Iraqi refugees in early November — a sunny lark to visit the girlfriend of one of them.

It seemed like an inconsequential leg of his wanderings. But it would be the end of his meticulously planned dreams.

More than Hussein's bullets, more than the threat of torture and death that forced him to flee his homeland, it was what happened in Florida, Sadeq says, that "destroyed my life."

The three men arrived in the predawn darkness of Nov. 4 at the port of Miami where they were to rendezvous with the girlfriend, a Latvian waitress on a cruise ship. The gates were closed, but they felt no hesitation about approaching a security guard to get in, says Sadeq.

At a time when any potentially unusual activity — especially by those who looked like Arabs — was seen as a portent of terror, the moment had a suspicious feel: Three dark-skinned men inquiring in broken English about how to enter the port before it opened.

Told the port opened at 8, they

said they'd have breakfast and return. But before they made it across the highway connecting the port to the mainland, a police car stopped them. As many as a dozen more followed. The three were handcuffed, searched, and photographed.

Pressed to recollect the moment, Sadeq now responds only

with thinly veiled disgust. He told the police what he was doing there, but they obviously didn't trust him: "They said they were waiting for the FBI. I said, 'I don't care if we are waiting for George Bush, I've got nothing to hide.'"

The wait was only just beginning.

Sadeq was caught in the post-Sept. 11 net that snared up to 1,200 noncitizens with faces and names like his. Taken from their workplaces, vacations, or beds for activities — or physical appearances — that seemed suspicious, they were held without charge, interrogated by the FBI and immigration authorities without legal counsel, and put through secret court proceedings. Many remain in prison; their names still withheld. Of those freed, many have been deported. Most others refuse to speak to the press — embarrassed and worried that any attention will bring trouble from agitated neighbors and federal authorities.

But Sadeq is eager to talk, straining in passionate, halting English to present his case as if for the first time. He recalls dates and phone numbers with astonishing clarity. And he answers all questions, not just out of a Kurdish-villager's courtesy, but with a keen understanding of how things work. This, after all, is a man who told his wife to call the Arabic channel Al Jazeera or the British Broadcasting Corporation if he were mistreated.

Sadeq's story is a window on the most contentious front in America's war on terrorism — the national reckoning over the balance between national security and civil liberties.

In answering legal challenges to the se-

crecy and apparent Muslim-oriented discrimination of the detentions, US Attorney General John Ashcroft has countered: "The Department of Justice is waging a deliberate campaign of arrest and detention to protect American

lives.... We believe we have Al Qaeda membership in custody, and we will use every constitutional tool to keep suspected terrorists locked up."

Federal officials refuse to comment on Sadeq's case. But Michael Vastine, Sadeq's Miami lawyer, says: "They were pulled over because they looked like Middle Eastern men. It was clearly on the basis of racial profiling.... The public mind-set was to act now and think later."

It was a mind-set, however, that didn't seem to figure into Sadeq's gauge of the situation as he was arrested. He nearly scoffs at the suggestion he might have been afraid. "I'm not scared," he says of how he felt then and how he still feels: "I did nothing wrong."

It is an attitude that defines him. Sadeq expects people to trust him, because he sees himself as a decent man and demands that respect. So when his new country held him for the next 4 1/2 months in a detention center on the edge of the Everglades, essentially calling him a liar, it left a wound that has yet to heal.

Sadeq's interrogations involved no bright lights; no threats; no dark, windowless cells; but rather two or three plainclothes officers from the FBI and Immigration and Naturalization Service sitting in a side office at the Krome Detention Center, asking the same questions — over and over. Sadeq tires repeating them now, his matted black hair matching the listlessness of his voice.

"It was [civil], but it was question, question — about stupid things, like 'Are you a terrorist?' 'Do you know any terrorists?' 'Do you have any connections with terrorists?' They want to know something about bin Laden," says Sadeq, whose Kurdish roots are not with Islamic fundamentalism. Indeed, in 1991, he bat-

ted in a brief, failed US-encouraged rebellion against Hussein with fellow Kurds — who distinct from Arabs, are the fourth-largest ethnic group in the Middle East.

Again, officials said they didn't believe his story about why he was in Miami. But today, remembering that moment, he sits up and wags a finger proudly: "I'm not scared if it's F-B-I," dragging out the letters for dramatic effect. "I am clean."

Eventually, the FBI concurred — interviewing him only two or three times and clearing him of any terrorist links months before his release.

Sadeq was hardly free to go, though. The FBI investigation had become an immigration case that would carom through the legal system in closed court hearings until March. The suspected terrorist was now seen as a smuggler, trying to help his friend keep the Latvian in the US illegally.

With each secret court proceeding, the accusations enraged him. Mr. Vastine recalls having to calm him down: "He couldn't believe that anyone was questioning his integrity. I told him to relax, because in the situation he was in, you can't be perceived as an angry Arab guy."

The detention was beginning to wear. As other detainees played dominoes or basketball, Sadeq sought out guards, asking what was going to happen to him, receiving no answers. Never a religious man before or since, he prayed five times a day in strict accordance with Muslim law. And he thought — about his wife and the uncertainty that lay ahead.

"Inside, you get things in your mind, because you don't know what's waiting for you," he says with a gauzy look of contemplation that hints at his interminable days of detention. "It is the government: If the government is going to do something, it is going to do it.... I got scared, but only



PHOTOS BY FRED GREENSLADE — SPECIAL TO THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

REBUILDING IN WINNIPEG: Cameron Sadeq came to America seeking safety. But detention in the terror probe caused him to lose his job, personal possessions, and any desire to stay in the US.

for my wife."

In the end, explains Vastine, Sadeq was released with his refugee status and right to live and work in the US intact. In exchange, though, the INS demanded he sign a waiver admitting he'd violated immigration rules by helping his friend drive to Miami to try to convince the Latvian girlfriend to break immigration rules. Sadeq signed it one day before a court-imposed deadline. "He wanted to fight and fight until his name was clear," Vastine says. But if he hadn't signed it, "he'd still be in Krome today."

Sadeq understands - even supports to an extent - America's actions after Sept. 11. When he thinks of the lives lost, he says "the government is right to bring us to ask questions, because [it] wants to know something about terrorism and wants to protect the country."

But he draws a clear line, not with raised voice, but iron tone: "I didn't do any mistake, and I pay 4 1/2 months of my freedom."

The cost was actually much more than that. The trucking job disappeared. His furniture, clothes, and letters from family in Iraq - all stored in the apartment of one of his detained friends - were thrown out as the men sat in prison from November to March, unable to pay rent. His 1991 Pontiac Sunbird, parked in Detroit, was impounded; he left it because the fee was double the value of the car itself.

And freedom involved no happy homecoming. In the Detroit suburb of Dearborn, an enclave of Arabic-speaking immigrants, tales like his had become neighborhood horror stories. Although many of his friends helped him by paying for his bus ride from Miami and passing a collection hat at his old valet job, others worried he might bring trouble.

For a month, Sadeq was forced to move from house to house, flitting between friends' couches - even sleeping in the office of a produce market for two weeks. He borrowed money for clothes, for bus fare, and eventually for the ticket to his wife's family in Winnipeg, where he arrived with the clothes he was wearing and \$10.

He estimates his debt to friends and in-laws is \$7,000. For a man who says he learned English so "he wouldn't have to kiss the hand of an interpreter," it gnaws at his thought constantly.

"I am not happy with my life, because I think about how I am going to pay this money back," he says. "I lost my money, I lost my stuff, I lost my friends, I lost my respect, and nobody [in the US government] cared. They say, 'Go back and build your life again,' but it is very hard."

Here in Winnipeg Sadeq has help rebuilding his life. The refugee has new roots. In a neglected and vandalized complex of the Winnipeg projects, he and his wife, Samira Moustafa, have shaped an oasis of immaculate whitewashed walls, porcelain figurines, dinner tables teetering with food, and a TV with three VCRs.

After a day of talking about debts and doubts, his face brightens when Samira comes into the room.

It's been that way since the first moment he saw her in 1991. Then, sitting

Cameran Sadeq's odyssey

5. Fall 1993: Seeking distance from Iraq, he moves to Lebanon, supporting himself as a poultry deliveryman.

6. April 1996: Seeking safety after run-ins with Syrian security forces operating in Lebanon, he settles in Cyprus to feel safer. He gains financial security in a \$50-a-day construction job.

4. August 1991: He arrives at a UN refugee camp in El Noi, Syria, where he meets his future wife by a desert well.

3. August 1991: Like these displaced Iraqi Kurds fleeing from their homes in northern Iraq following the failed March rebellion, Sadeq is forced to leave his hometown; he loses track of his mother.



1. 1971-1991: Sadeq is born and raised in As Sulaymaniyah, Iraq.

2. March 1991: He fights with Kurdish separatists at Kirkuk, Iraq, in a failed uprising to overthrow Saddam Hussein.

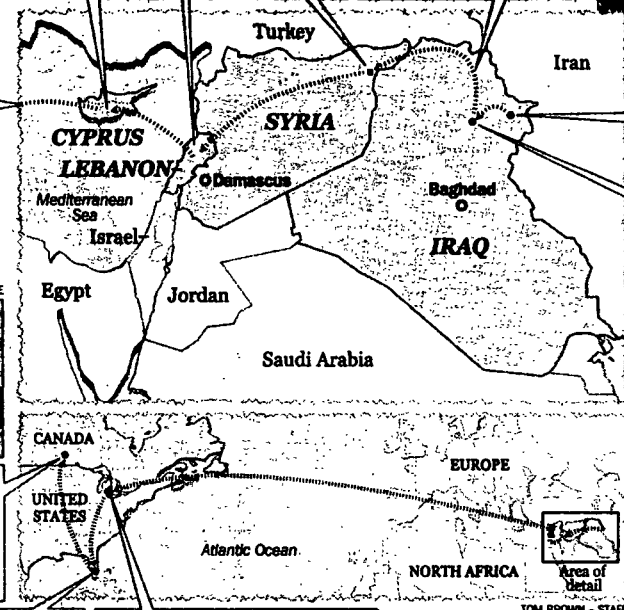
7. August 2000: He leaves for America.



10. April 2002: Upon release from detention, he joins his new wife and her family in Winnipeg, Manitoba, vowing never to return to US.

9. November 2001: He is arrested in post-9/11 terrorist probe on a weekend trip to Miami.

8. August 2001: He gains refugee status in the US and settles in Dearborn, Mich.



TOM BROWN - STAFF

on a dusty hillock of his refugee camp in Syria, looking across the border to the hills of Iraq, his thoughts had been filled with cares for his mother. When Hussein's army invaded his hometown, he'd lost her as everyone fled, fearing the gas attacks that had killed thousands of Kurds earlier that year. Yet when he saw Samira step off a bus and walk through the camp's sea of tents, his life changed.

"I know everybody in the camp, but I don't know this girl. I said, 'I want to keep my eyes on her and see where she's going,'" he says, grinning broadly. In the camp, he'd watch her from his perch, then run to meet her at the well. But in his search for security and citizenship - to Lebanon, Cyprus, the US - he lost her. It wasn't until last fall, after a mutual friend in Detroit reconnected them, that Sadeq visited her in Winnipeg. On the last day of his visit, they married - though he would have to return to America and the promise of his new job.

Today they remain clearly very much in love. When Samira is asked a question in English, she and Sadeq look at each other for a silent moment then giggle nervously, much as they might have 10 years ago. "I fell in love with him because he had no faults," she says in Kurdish, and Sadeq translates, chiding her gently for not trying her English more.

Samira is the happiest part of his life now, Sadeq says, and the mooring that got him through Krome. In those days, she says, "I cried a lot." She thought she'd never see him again, she says, when she got his first Sunday phone call

from detention - a call that would be a weekly ritual over the months. Sadeq is fiercely protective of her and the new life they're settling into. Fearful of involving her in the tumult of his life, he refused to let her be photographed for this article.

He'd like to become a truck driver again, but declines to comment on the record as to how he is currently supporting himself, other than to say that Samira works in a furniture factory and they get help from her family.

Yet those who know Sadeq have no doubts he'll succeed.

Nasser Shajira remembers the night Sadeq spent at his Dearborn apartment after he returned from Miami. Other guests usually left their corner strewn with blankets and Coke cans, but Sadeq had neatly folded all the sheets on the couch by the time Mr. Shajira awoke. It was typical Sadeq. "He is a hard worker ... a good example of someone who wants to succeed," says Shajira, a valet who used to work with Sadeq at a Detroit casino.

Mary Maniact, a former landlady, recalls the good life Sadeq built in Dearborn contrasted with the visit he paid her after his detention. "It was like he had been to hell and back," says Ms. Maniact. "He started to get a tear in his eye, and I told him, 'You made it. You got out, and that's more important than anything. Good things happen to good people.'"

When Sadeq hears by phone that Ms. Maniact sent her love, Sadeq's voice trails off and wavers: "She is a very special person."

Sadeq sometimes glimpses the better future these friends see ahead of him: in the videotaped parade of elaborately festooned, honking cars during his marriage celebration and in the faces of his mother- and sister-in-law, who live in an apartment downstairs and come by often. This is his family now and his home.

He could still legally live in the US. But he has no intention of ever going back. "[The United States] changed my life. [It] took me to zero. Now, I have to work my way back."

Iraq buying arms in East Europe's black markets

■ Two Czechs and a German were arrested in the latest smuggling case.

By Arie Farnam
Special to The Christian Science Monitor

PRAGUE, CZECH REPUBLIC - The Bush administration may not be ready to make its plans for war with Iraq official, but Saddam Hussein appears to be rearming and preparing for aerial assault in earnest.

The pull of Iraq's need for weaponry can be felt a thousand miles from Baghdad in Central and Eastern Europe. Several illegal weapons transfers to Iraq have been uncovered in postcommunist Europe during the past few months, and experts on organized crime estimate that most are still successfully hidden.

Most recently, two people were arrested in the Czech Republic, a new NATO member, for allegedly organizing illicit exports of Russian, Ukrainian, and Bulgarian arms. Investigators will not discuss the case, which opened two weeks ago, saying only that the Czech pair, a 28-year-old man and a 69-year-old woman, were at the center of a ring smuggling weapons to "Middle Eastern states under United Nations embargo."

Michal Zantovsky, chairman of the Czech Senate Committee for Defense and Security Policy, confirmed that the group is suspected of selling weapons to Iraq,

Iran, and Syria over three-years.

Czech, German, and Swiss police searched homes in Prague, discovering catalogs offering military equipment to "interested persons in Arab states." A third suspect, a Russian man with Canadian citizenship, was apprehended in Germany. Investigators say a number of deals had already been successfully concluded, including sales of Russian-made Mi-8 and Mi-17 combat helicopters, Kalashnikov rifles, antitank grenades, and mobile anti-aircraft missile systems.

Within the past year, US intelligence sources have said that Iraq has a Eastern European radar system that can detect US stealth bombers.

Roman Kupcinsky, head of Crime, Corruption and Terrorism Watch, a publication of US-funded Radio Free Europe, says that the latest case indicates that arms-smuggling groups are using a NATO country as a base for money laundering and organizing deals. "This one group has probably been crippled, but it represents just a tiny fraction of the arms-trafficking underworld here. Eastern European arms continue to go to unstable Arab states and there is virtually no system in place to control them."

In the back room of a pub

overlooking Prague's medieval quarter, a Russian, who does not want his name revealed, explains how the arms-trafficking system works. "I got my first taste of the arms trade while working at a refrigerator company in the Ukraine a couple of years ago," he says. "We were approached by military men with flashy brochures of weapons at bargain prices. They asked us to act as a front company to sell the weapons as 'refrigerators' and to ask no questions."

Prague, the former Russian military information officer says, is now the favored base of operations for middlemen selling weapons to the Arab world. "This is the ideal headquarters if you want to sell weapons to Iraq," he says. "The Czechs have a good cover by being in NATO. They have all the right contacts from the old days, and they are willing to do anything for easy money. That's what the arms business is: unbelievably easy money."

The end of the cold war left East Bloc countries with massive

stockpiles of unused Soviet-era weapons and a hunger for quick cash. In recent years, billions of dollars' worth of weapons have passed out of Eastern Europe into Third World conflict zones.

"Eastern European countries are not very choosy about who buys their weapons, and their economies tend to be highly dependent on arms exports," Mr. Zantovsky says. "It is altogether possible that individuals within the civil service are involved in illegal deals. It may not be policy, but corruption is rampant."

Western experts on Iraq suspect that weapons from Central and Eastern Europe pass through Jordan and Syria to reach Iraq. Iraq appears to be paying for the weapons with unauthorized oil exports, which are reexported as Syrian oil. Syrian oil exports have unaccountably increased by 100,000-200,000 barrels per day in the past year.

"It is not that difficult to smuggle weapons to Iraq.... There is basically no control of ships coming into Syrian ports and trucks take the cargo over the border into Iraq," says a Western diplomat who is an expert on Iraq.

Iraqi Army deserters say they witnessed the delivery of Czech-made missiles and guidance systems to Iraq last February. "It involved weapons worth \$800,000. The freight was unloaded in the Syrian harbor of Latakia and then transported to Iraq," three Iraqis told the British Guardian newspaper earlier this year.

The Iraqi government denies that it is importing weapons.

Large Russian and Ukrainian military delegations have visited Baghdad in recent months to assess Iraq's weapons needs. Officially, deliveries will only be made if UN sanctions are lifted. But recent smuggling scandals in both vendor countries point to illegal arms transfers. Iraqi Trade Minister Mohammed Mehdi Saleh told the visiting Russian delegation that Baghdad could order more than \$10 billion worth of Russian weapons, according to press reports. A source within the

Ukrainian delegation told Mr. Kupcinsky that they, too, were given a huge shopping list of weapons the Iraqis wanted, and then the Ukrainians sang "Happy Birthday" to Saddam.

Earlier this year Ukrainian bodyguard Nikolai Melnichenko revealed recordings of the private conversations of Ukrainian President Leonid Kuchma to a court in San Francisco. The tapes, which were inspected by Virginia-based BEK TEK experts, captured a discussion in which Mr. Kuchma approved the sale of three Kalchuga radar systems to Iraq through a Jordanian middleman for \$100 million. The Kalchuga is a mobile, passive radar system which can overcome US stealth technology and detect air and land targets up to 500 miles away.

Czech arms company Tesla Pardubice has produced a similar system, called Tamara, which brought down two US bombers during the 1990s Balkan wars.

Czech arms dealers tried to sell Tamara systems to Iraq in 1997, but at least one deal was halted in Turkey.

During the cold war, Czech arms companies supplied much of the Third World, including Iraq, Libya, Afghanistan, and North Korea, with high-tech military equipment and explosives. Sanctions against

clients have drastically cut into profits, but sales continue in various shades of gray. Last year, despite pressure from NATO allies, the Czech Republic officially sold 20 L-39 Albatross light jet fighters to Yemen, a country notorious for reselling weapons to embargoed states such as Sudan.

Meanwhile, several recent arrests suggest that the black-market trade in Czech-made Semtex, a virtually undetectable plastic explosive popular with terrorist groups, is booming.



SEPTEMBER 11, 2002

Le Monde

(29-30 septembre 2002.)

Scénarios pour une guerre

Selon un analyste, « les Etats-Unis chercheront à répéter le scénario afghan »

Bassma Kodmani, directrice au bureau du Moyen-Orient de la Fondation Ford, analyse pour *Le Monde* la stratégie américaine en Irak.

Washington, dit-on, envisage une guerre éclair portée au cœur même du pouvoir irakien avec un double objectif : supprimer ou arrêter Saddam Hussein et épargner les infrastructures civiles. Ce scénario est-il réaliste ?

L'expérience afghane n'est pas très rassurante quant à la capacité des Etats-Unis de se renseigner sur le positionnement exact de leurs cibles. Je suis donc assez sceptique sur les chances d'une opération coup de poing. Elle serait politiquement idéale du point de vue américain : il s'agirait d'une réplique d'un scénario à la Noriega, lorsque Washington avait capturé le dictateur panaméen, en janvier 1990. Mais il était plus facile pour les Etats-Unis de réunir des renseignements fiables et vérifiés sur Panama que sur l'Irak ! Je n'ai pas le sentiment, à ce jour, qu'ils aient réussi une véritable pénétration du territoire irakien en termes de renseignement.

Une guerre plus traditionnelle, avec bombardements aériens massifs et attaque terrestre, vous semble-t-elle davantage plausible ?

Dans ce scénario, l'opposition au pouvoir de Saddam Hussein pourrait fortement se mobiliser, cette fois armée et entraînée pour prendre un rôle de premier plan, comparable à l'Alliance du Nord en Afghanistan. L'essentiel des troupes serait constitué des forces d'opposition, accompagnées d'un déploiement massif d'« experts militaires » américains et britanniques encadrant l'opération. Les forces d'opposition, qui se sont mobilisées ces derniers mois et ont rencontré les Américains, rallient toutes les tendances politiques en Irak : les formations kurdes, chiites et une myriade de groupuscules et d'individus, y compris d'anciens militaires regroupés au sein du Congrès national irakien. Ces anciens militaires ont probablement des liens avec des éléments au sein de l'armée actuelle. Mais sont-ils assez significatifs pour que l'on puisse parler d'une pénétration de l'armée ?

Dans le passé, chaque fois que ce type de « relais » à l'intérieur du pays étaient mentionnés, l'appareil militaro-sécuritaire s'était montré capable de les identifier et les éliminait. Que ces relais n'aient pas été identifiés à ce jour me paraît assez nouveau ! Peut-être est-ce le signe d'un affaiblissement réel du régime, de ses moyens de renseignement et de surveillance. Mais, même s'il y a des éléments mécontents au sein de l'armée, et il y en a certainement beaucoup, je continue de

croire qu'ils n'ont pas les moyens de se transformer en une opposition organisée et ne sont pas en mesure d'établir des liens avec l'opposition en exil.

Est-ce une opération condamnée à échouer ?

Non. On peut imaginer que le grand succès d'une telle opération serait le renversement du régime. Mais y a-t-il eu une préparation sérieuse et réaliste d'une coalition cohérente capable de prendre le pays en main et de contrôler l'ensemble du territoire ? Je ne distingue absolument pas la construction d'une alternative politique.

Quelle pourrait être la tentation américaine ?

Les Américains ont souvent l'habitude de procéder par analogie. Ils chercheront probablement à répéter le scénario afghan, du moins dans sa première phase : renverser le régime taliban, convoquer la conférence de Bonn, rassembler toutes les forces d'opposition dans une coalition faible qui s'est installée au pouvoir à Kaboul et qui reste soutenue à bout de bras par des « experts » et des conseillers militaires américains et occidentaux.

En Irak, les Kurdes, une partie au moins des forces chiites et les différentes factions représentées au sein du Congrès national irakien se mobiliseront. On peut imaginer qu'une coalition soit installée à Bagdad. Mais on ne sait pas grand-chose des éventuels relais que l'opposition aurait à l'intérieur du territoire. Je ne pense pas qu'ils en aient beaucoup et nous n'avons pas vu à ce jour de progrès réels dans la formulation d'une stratégie politique proprement irakienne visant à prendre le contrôle de la situation.

Au lendemain du renversement du régime, quelles seraient les perspectives ? Une partition de l'Irak ? Une guerre civile ?

On peut imaginer une situation de guerre civile qui n'en finisse pas : le pays implose et se dévore de l'intérieur, avec des voisins qui prennent toutes les précautions pour que cette guerre soit endiguée et maintenue à l'intérieur des frontières de l'Irak. Le même chaos que l'on observe en Afghanistan. Ce type de crise prend beaucoup de temps avant que l'on en cerne véritablement les conséquences. On peut imaginer cinq ans d'une guerre civile plus ou moins larvée et sanglante, qui obligerait l'Amérique et ses alliés à maintenir une présence prolongée. Celle-ci serait jugée nécessaire en raison des enjeux stratégiques et pétroliers que représente l'Irak, et c'est ce qui le distingue de l'Afghanistan.

Il faudra s'assurer que les Kurdes ne vont pas

proclamer un Etat dans le Nord et s'emparer du pétrole de cette région, que la Turquie s'abstienne d'occuper la zone, que les Iraniens ne vont pas transformer le Sud en un « protectorat » chiite, etc. Il me semble que toutes les parties ont intérêt à préserver les frontières et à faire en sorte que le conflit irakien reste irakien. Je ne crois pas à un scénario où l'Irak deviendrait la proie de débordements sans fin. Je crains davantage une situation où les Américains se trouveraient empêtrés pendant des années dans un Irak ingouvernable.

Pouvez-vous analyser les retombées sur la région ?

Cette guerre, si elle a lieu, va se produire alors que la région vit depuis deux ans avec une plaie ouverte : la situation de guerre en Palestine. Ce drame, quoique confiné à l'espace palestinien sur le plan stratégique, touche l'ensemble de la région et, au-delà, sur le plan de l'émotion et de l'effet de radicalisation qu'il produit chez les populations. Dans ces conditions, une guerre lancée contre l'Irak, alors que rien n'est fait contre Israël, sera très difficile à justifier. Une action rapide est peut-être envisageable sans dérapage majeur immédiat. Mais il suffirait que l'opération rencontre quelques développements imprévus pour qu'apparaisse une panoplie de risques difficiles à évaluer. Et c'est cela qui fait peur aux régimes arabes.

Ils tremblent, car ils arrivent à peine à tenir la situation face à Israël. Leur stabilité économique, politique, stratégique est déjà bien ébranlée et leurs relations avec les Etats-Unis ont rarement été aussi tendues. Il y a une population prête à se radicaliser, à se tourner vers l'action violente, le terrorisme. Une opération contre l'Irak ne peut intervenir dans un contexte plus négatif et plus empoisonné.

Quand on dit que les populations arabes vont descendre dans la rue et renverser les gouvernements... on se trompe. L'histoire prendra un autre cours, car les populations arabes, aussi frustrées soient-elles, ne disposent pas des forces et de l'espace politiques pour se mobiliser. On peut aller hurler dans les rues un jour, deux jours, dix jours... et après ? Il n'y a pas de syndicat, pas de parti, pas de mouvement organisé de la société civile. Les gouvernements ont systématiquement détruit tous les modes de mobilisation possibles.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE BUCCIANTI (LE CAIRE)

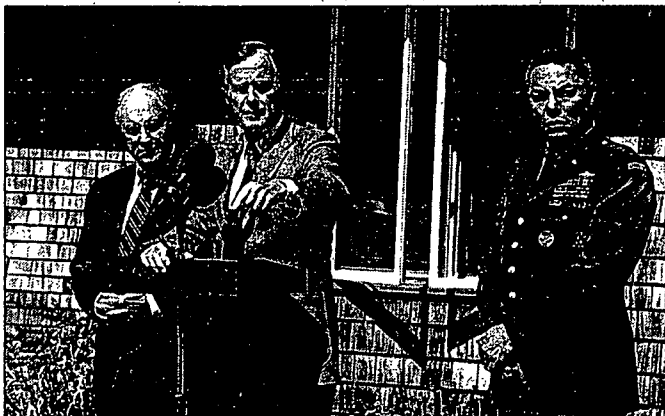
DÉTERMINATION AMÉRICAINE MYSTÈRE IRAKIEN

La guerre inachevée

Le 17 janvier 1991, deux jours après l'expiration d'un ultimatum formulé par l'ONU, les premiers missiles tombent sur Bagdad. Il apparaît très vite que l'objectif des Etats-Unis est de détruire le potentiel militaire et industriel irakien. Les bombardements se poursuivront plus de cinq semaines, l'Irak recevant plus de bombes que l'Allemagne pendant la seconde guerre mondiale. Le Pentagone diffuse des images de frappes « chirurgicales », mais les Etats-Unis larguent aussi des bombes à effet de souffle et au napalm. Des centrales électriques, des stations d'épuration, des stocks alimentaires sont détruits, les puits de pétrole bombardés. Les victimes civiles se multiplient (plusieurs centaines dans le bombardement d'un abri à Bagdad).

Le lancement de 39 missiles Scud sur Israël et d'autres vers l'Arabie saoudite noircissent encore l'image de Saddam. A la Maison Blanche, des firmes de relations publiques américaines gèrent de près l'« information », où beaucoup verront plus tard une campagne de désinformation. Ainsi le président Bush affirme-t-il que les Irakiens débranchent les couveuses des nouveau-nés koweïtiens... Le 22 février, le dictateur irakien accepte enfin un plan soviétique d'évacuation du Koweït. Washington lui donne 24 heures pour s'exécuter et déclenche l'offensive terrestre dans la nuit du 24 février. L'armée irakienne est submergée, ses soldats se rendent en masse, d'autres sont enterrés vivants dans leurs tranchées. Les colonnes de véhicules qui évacuent le Koweït sont anéanties par l'aviation américaine. Mais, le 27 février au soir, contre l'avis de ceux qui le pressent de poursuivre jusqu'à Bagdad, George Bush annonce la fin des opérations.

La coalition de 34 pays – près de 700 000 hommes engagés – a eu environ 200 tués. Selon les estimations américaines, quelque 100 000 soldats irakiens sont morts. Bagdad annonce 35 000 victimes civiles. Mais Saddam Hussein a encore assez de forces pour écraser la révolte des Kurdes, au Nord, et des chiïtes, au Sud, encouragées par Washington mais que M. Bush qualifiera ensuite d'« affaires intérieures irakiennes » où il refuse de risquer « de précieuses vies américaines ». La répression fait peut-être autant de victimes que l'offensive alliée. Ce n'est que le 10 avril que les Etats-Unis interdisent à l'Irak toute opération aérienne dans le Nord, avant d'édicter une interdiction similaire pour le sud du pays. L'ONU impose parallèlement à l'Irak un embargo très strict, qui aura des conséquences tragiques pour la population, tout en renforçant le régime et en enrichissant ses dirigeants.



Le président américain George Bush (père), le 22 août 1990, entouré de son secrétaire à la défense, Dick Cheney, et du chef d'Etat-major interarmées, Colin Powell.

Le règne de la terreur

Jusqu'à l'invasion du Koweït, nul en Occident ne s'est réellement soucié des violations des droits de l'homme et de la dictature orwellienne qu'exerçait – et exerce toujours – le régime de Saddam Hussein. Dans le foisonnement de résolutions onusiennes relatives à l'Irak depuis douze ans, une seule, la 688, traite clairement de ce sujet. En réalité, le président irakien gouverne depuis toujours par le fer et le feu. La plupart de ses compagnons de la première heure, politiques et militaires, et même des membres de sa propre famille – en particulier deux de ses gendres – ont été physiquement éliminés, dès lors qu'ils représentaient à ses yeux la moindre menace ou étaient suspectés de trahir sa confiance. Il a porté jusqu'à la pure cruauté le système de surveillance des Irakiens, y compris par leur progéniture.

Chiïtes et Kurdes sont assurément ceux qui ont subi les violences les plus criantes, mais aucun clan, tribu, famille ou presque, n'a été épargné. Des épisodes-clés imprègnent la mémoire collective des uns et des autres. Pour les chiïtes, le meurtre de grands ayatollahs et de dizaines de religieux, le bombardement du mausolée de l'imam Hussein dans la ville sainte de Kerbala, lors de l'insurrection de 1991, matée dans un bain de sang. L'histoire des Kurdes d'Irak est marquée de déportations massives, de destructions de villes et de villages, commencées au milieu des années 1970 et amplifiées en 1988, avec l'utilisation de l'arme chimique à Halabja, avant la répression impitoyable du soulèvement de mars 1991. Mais la famille sunnite et ses tribus n'ont pas non plus été épargnées. Des officiers supérieurs ont été liquidés par dizaines. Nul ne doit faire de l'ombre à Saddam Hussein. Le maître de Bagdad ne fait plus confiance qu'à son clan et à sa famille, dont ses deux fils, Oudaï et Qoussaï, sont les principaux piliers.

Vers une nouvelle guerre

Pendant que le dictateur liquide quiconque pourrait menacer son pouvoir, des inspecteurs sont chargés par le Conseil de sécurité de l'ONU, en août 1992, de vérifier le respect par l'Irak de ses obligations en matière de désarmement. Mais Saddam Hussein, constamment poussé à la faute par les Etats-Unis, essaie toujours de manœuvrer, poursuit ses rododromades. A l'automne 1998, il « cesse toute coopération » avec les inspecteurs, qui quittent Bagdad. A Washington, le cœur de ceux qui exigent d'« en finir » avec l'Irak redonne de la voix. En décembre, le président Bill Clinton lance, sans aucun mandat onusien, l'opération « Renard du désert ». Des centaines de missiles sont à nouveau lancés sur l'Irak. Pendant les trois années suivantes, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne multiplieront les bombardements ponctuels d'installations militaires dans les « zones d'exclusion ». Après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis et l'opération américaine en Afghanistan qu'elle provoque, la volonté d'installer à Bagdad un régime ami redevient la priorité de Washington. Une fois de plus, Saddam Hussein tergiverse, puis recule. Le 16 septembre 2002, dans une lettre au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, il accepte le retour sans condition des inspecteurs. Il est peut-être déjà trop tard.

SYLVAIN CYPEL, ALAIN FRACHON, JAN KRAUZE ET MOUNA NAÏM

(29-30 septembre 2002.)

Les mille et un crimes de Saddam Hussein

Maître de l'Irak depuis 1968, celui qu'on prenait pour un laïque est devenu un dictateur

CERTAINS épisodes résument une vie. Ce jour-là, le 18 juillet 1979, la fine fleur du parti Baas est réunie à Bagdad, dans la grande salle Khulde (« éternité »). Des caméras sont en place. Saddam Hussein, uniforme et cigare, monte à la tribune. Deux jours plus tôt, son cousin, le général Al-Bakr, chef nominal du régime, a enfin consenti, malade, à passer la main. Numéro deux et véritable maître du pays depuis 1968, Saddam peut devenir président. Mais certains caciques renâclent, ils aimeraient organiser une élection interne au parti.

Saddam, la mine triste, commence à parler. Il y a eu, dit-il, une trahison. Un complot tissé en Syrie, l'ennemie jurée. Saddam s'assied. De derrière un rideau, on fait venir Mohyi Abd Al-Husseïn Mashadi, secrétaire général du conseil de commandement révolutionnaire, l'organe dirigeant. Torturé depuis plusieurs jours, il avoue avoir conspiré. Il égrène des dates, des lieux. Il livre la liste de ses complices. Dès qu'un nom est prononcé, des gardes s'emparent de l'accusé et l'entraînent hors de la salle. Si l'un proteste de son innocence, Saddam crie : « *Itla ! Itla !* » (« Dehors ! Dehors ! »). L'auditoire est terrorisé.

Soixante « traîtres » sont désignés et emmenés, dont vingt et un hauts dirigeants et certains des plus proches compagnons de Saddam, qui revient à la tribune. Il répète les noms. Il est ému. Des larmes glissent sur ses joues. Dans la salle, beaucoup pleurent avec lui, ébranlés et, surtout, soulagés. Puis l'assemblée éclate en applaudissements. Les quelque trois cents responsables épargnés sont éclairés sur les méthodes du chef. Et bientôt le pays tout entier, où circulent les cassettes vidéo de cette séance.

Arrive le châtement : les membres du cercle dirigeant sont invités à figurer dans le peloton d'exécution. Dans les semaines qui suivent, des dizaines d'autres « traîtres » sont fusillés ou pendus. La direction du parti scelle son allégeance à Saddam par le pacte du sang. Saddam Hussein, ou la cruauté comme art de gouverner. Il en a décliné et enrichi toute la gamme : l'humiliation, la torture, l'assassinat. Tahir Yahya, ancien premier ministre, militaire et intellectuel, est jeté en prison, où il mourra, après avoir, pendant des années, transporté dans une brouette la mauvaise soupe des détenus en criant, par dérision, de cellule en cellule : « *Les ordures, voilà les ordures !* » Saddam aime raconter cette histoire, qui l'amuse. En 1980, l'ayatollah chiite Mohamed Bakr El-Sadr et sa sœur Amina Bint El-Huda, violée sous les yeux de son frère, sont torturés à mort à Bagdad : on plante des clous dans la tête du chef religieux et on lui brûle la barbe. Avant d'être exécuté en 1990, pour avoir contredit Sad-

dam, le général Al-Hazzaa a la langue coupée ; pour faire bonne mesure, son fils est assassiné, les maisons familiales détruites, sa femme et les autres enfants jetés à la rue.

La cruauté de Saddam doit être connue, montrée, voire mise en scène. Elle est une méthode de gouvernement. Elle atteste son pouvoir et rappelle sa puissance aux oublieux. Les corps des suppliciés sont rendus aux familles pour que nul n'ignore leur sort. En 1969, quatorze Irakiens – dont neuf juifs – sont pendus en public à Bagdad, place de la Libération, pour « complot sioniste ». Leurs cadavres restent exposés pendant plus de vingt-quatre heures, tandis que de hauts responsables s'adressent, sur fond de gibets, à une foule de 200 000 personnes. Autre pendu de Bagdad, le 15 mars 1990, Farzat Bazoft, journaliste à l'hebdomadaire britannique *The Observer*.

Saddam applique à la lettre les préceptes de son maître à penser, le Syrien Michel Aflak, cofondateur, en 1940, du Baas, parti nationaliste panarabe, socialiste et vaguement fascisant. « *L'idée combattue, recommandait cet instituteur chrétien, n'existe pas par elle-même : elle est incarnée dans la personne physique qui doit donc être physiquement éliminée pour que l'idée disparaisse aussi.* » Sans doute a-t-il également en tête l'exemple de Staline, qu'il vénère. Et il garde à l'esprit le souvenir de son oncle, Khayrallah Tulfah, qui l'éleva, et qui écrira un texte, publié en 1981, intitulé : « *Trois choses que Dieu n'aurait pas dû créer : les Perses, les juifs et les mouches.* »

CHEF DE CLAN

Saddam, en arabe, signifie « choc violent ». C'est dire que cet enfant n'est guère désiré lorsqu'il voit le jour, le 28 avril 1937, au village d'al-Awja, près de Takrit, une cité misérable, aux masures et aux rues de terre battue, sur la rive droite du Tigre, à 160 kilomètres de Bagdad. Takrit où était né, huit siècles plus tôt, le preux Saladin, vainqueur respecté des Francs à Jérusalem. La mère de Saddam, épuisée par trop de couches, et veuve, s'est remariée à son beau-frère, un paysan brutal qui maltraite le gamin. Saddam évoquera plus tard, amer, son enfance pauvre et difficile : « *A l'aube, mon beau-père me sortait du lit en hurlant : "Débout, fils de pute, va t'occuper des moutons !"* »

Il n'ira à l'école qu'à dix ans, pris en charge par l'oncle Khayrallah, virulent nationaliste. C'est un enfant solitaire et féroce qui – racontera l'un de ses camarades d'alors – portait toujours avec lui, cachée sous sa djellaba, une tige de fer : « *Il s'en servait pour tuer les chiens.* » Une photo de lui, prise à neuf ans, frappe par la dureté du regard. Il porte encore aujourd'hui le tatouage de son clan, reçu enfant, trois points bleu sombre, alignés près du poignet, signe de son humble origine. C'est tout un symbole. Car, sur cette terre chargée de violence, Saddam Hussein est resté, dans la pure tradition bédouine, un vrai fils de Takrit, intelligent, retors et cynique, un chef de clan loyal

envers sa seule famille, un patriarche dont la parentèle mafieuse accapara d'abord par la force les fermes de sa région avant de s'approprier une partie des richesses d'une nation tenue en otage.

On est loin de la doctrine égalitaire du Baas. Loin aussi de l'image flatteuse dont Saddam sut longtemps jouer, et qui le présentait en Occident comme un modernisateur laïque en terre d'islam. Les ambitieux programmes de développement – routes, écoles, hôpitaux – se sont évanouis, dans un pays que les convoitises régionales de son chef ont, d'une guerre du Golfe à l'autre, conduit à la ruine. D'autres images symboliseront pour longtemps le règne de Saddam : les cadavres des soldats iraniens gazés dans les marais, les corps des enfants kurdes d'Halabja, gazés eux aussi (8 000 morts en mars 1988), treize ans après les bombes au napalm lâchées sur deux autres villes kurdes. La mégalomanie de Saddam Hussein est proprement babylonienne. Son portrait est omniprésent, dans chaque bureau, chaque échoppe, chaque maison.

Les fresques murales le représentent soldat, ouvrier, paysan, cavalier au cimeterre, ou dans un char antique. Un film de six heures sur sa vie a été produit par Terence Young, plus connu pour avoir réalisé trois « James Bond ». La télévision diffuse les poèmes et les chants qui lui sont dédiés : les chœurs du régime le comparent au Soleil et à la Lune, à l'eau des deux fleuves (Le Tigre et l'Euphrate). Une brique sur dix du plus célèbre site historique irakien, en restauration, est gravée du nom de Saddam. Il est le « Grand Oncle » qui, en flattant son peuple, se flatte lui-même : « *Vous êtes le sel de la terre, la fontaine de la vie, le sabre de la mort...* »

A 65 ans, il soigne son apparence, teint ses cheveux, évite de montrer qu'il boite légèrement à cause d'un vieux problème de vertèbre. Le culte qu'on lui rend est une stratégie politique. Comme l'écrit Mark Bowden dans le magazine *The Atlantic Monthly* d'avril : « *La répétition de son image, de son nom, de ses slogans, de ses vertus, de ses exploits crée le sentiment que son pouvoir est inévitable, irrécusable, hors d'atteinte.* » Le narcissisme dilaté de Saddam s'accompagne d'une constante paranoïa. Il change fréquemment de lit, fait goûter sa nourriture et, pour donner le change, trois repas par jour sont préparés pour lui dans chacun de ses vingt palais.

Ses ennemis sont, il est vrai, légion. Comme tous les despotes, isolés et craints, il ne voit et n'entend que ce qu'il veut. L'orgueil a vicié son jugement, emprisonné sa pensée, réduit les atouts de ce joueur qui, de défi en refus, aime tester l'ennemi. Il pose en héritier de Babylone, exalte la culture arabe et dit descendre de Fatima, la fille du Prophète. Mais il n'a jamais eu la puissance d'un nouveau Nabuchodonosor, et n'aura jamais la noblesse d'un Saladin moderne.

JEAN-PIERRE LANGELLIER